

# LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°13 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Parlamentaresch Versammlung vum Europarot

## D'Gefore vun den elektromagnéitesche Felder

«Si nous plaidons vraiment pour un droit à un environnement sain, si nous plaidons pour la prévention des risques sanitaires liés à l'environnement, si nous plaidons en faveur d'une indépendance véritable de l'expertise scientifique (...), il faut alerter nos gouvernements et en même temps formuler des propositions et recommandations concrètes.» Sou sot den Här Huss bei der Presentatioun vu sengem Rapport «Le danger potentiel des champs électromagnétiques et leur effet sur l'environnement» am Kader vun der Réunioun vun der Commission permanente vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot de 27. Mee zu Kiev.



Den Här Jean Huss.

A sengem zweete Rapport iwver «Les risques sanitaires des métaux lourds» huet hien enner anerem op d'Problematik vun der Präsenz vu Schwéiermetaller wéi Quecksëlwer, Bläi, Cadmium an Néckel higewisen. Dës sinn esouwuel an der Émwelt wéi och an ale Leitungen, medezinesche Produiten ewéi Impfstoffer, a Crëmen an Amalgames dentaires mat Quecksëlwer ze fannen. Des Weideren huet hie virun der Verseuchung während deenen éischte Wo-

che vun der Schwangerschaft, beim Foetus, beim Neigebuerenen a beim Baby gewarnt, wat néfaste Folgen op déi intellektuell an hormonal Entwécklung grad ewéi op d'Nervesystem kann hunn.

Dem Här Huss seng zwou Résolutionne goufe quasi eestëmmeg ugeholl.

Un de Réuniounne vun der Commission permanente, vum Comité des Présidents a vum Bureau huet och d'Mme Anne Brasseur als Présidente vum Groupe ALDE participéiert.

(D'Rieden an d'Résolutionne vum Här Huss sinn nozeliesen enner [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

33 <sup>e</sup> séance	mercredi	11 mai 2011
34 <sup>e</sup> séance	jeudi	12 mai 2011
35 <sup>e</sup> séance	mardi	7 juin 2011

## Décès de M. Léon Bollendorff, Président honoraire

M. Léon Bollendorff, Président de la Chambre des Députés de 1979 à 1989, est décédé le 5 juin. Né le 31 mars 1915 à Wasserbillig, M. Bollendorff était âgé de 96 ans.



Docteur en philosophie et philologie, professeur dans l'enseignement secondaire et supérieur, il fut élu à la Chambre en 1969. Au cours de ses cinq mandats de député, il était notamment membre des commissions parlementaires des Institutions, des Affaires étrangères, des Pétitions, de l'Éducation nationale, de la Santé et des Médias.

Sur le plan international, M. Léon Bollendorff avait, entre 1969 et 1979, représenté la Chambre au Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux. Il fut aussi membre du Conseil Parlementaire Interrégional de 1986 à 1989.

«Le décès de M. Bollendorff constitue une grande perte pour la Chambre des Députés ainsi que pour tout le pays», a regretté le Président actuel du Parlement, M. Laurent Mosar. «M. Bollendorff était non seulement un député et un ancien dé-

puté très engagé, mais également un Président qui a le mérite d'avoir contribué d'une manière substantielle à rapprocher le parlement de la population. Il n'a jamais hésité à s'engager pour ses concitoyens. M. Bollendorff était un exemple à plus d'un égard.»

## Les scouts et guides font part de leurs soucis



Les scouts reçus par MM. Laurent Mosar et Marc Angel.

À l'issue d'une visite de la Chambre des Députés, une cinquantaine de membres des mouvements scouts luxembourgeois FNEL (Fédération nationale des Éclaireurs et Éclaireuses du Luxembourg) et LGS (Lëtzebuer-

ger Guiden a Scouten) ont eu à la mi-mai une discussion avec le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et M. Marc Angel, membre du groupe interparlementaire du scoutisme.

Les scouts ont abordé des problèmes qui leur tiennent à coeur et qui les préoccupent dans leur activité bénévole comme par exemple la diminution de l'engagement des jeunes à partir d'un certain âge, les mesures contribuant à renforcer le bénévolat en faveur du scoutisme et à valoriser ces activités ainsi que les moyens de motiver les jeunes de nationalité étrangère à participer aux activités scouts.

Lors de cet échange de vues, MM. Laurent Mosar et Marc Angel ont montré beaucoup de compréhension pour les doléances des scouts. Les députés ont également promis d'en informer les commissions parlementaires concernées.

## Le Premier Ministre du Qatar reçu à la Chambre

Le potentiel d'adaptation des places financières internationales a constitué un des sujets principalement abordés par le Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères du Qatar et le Président de la Chambre. Le Cheikh Hamad bin Jassem bin Jabor Al-Thani a été reçu le 9 juin par M. Laurent Mosar dans le cadre de sa visite officielle au Luxembourg.

L'économie du Qatar repose essentiellement sur ses importantes réserves en gaz naturel et ses ressources en pétrole. Dans un esprit de diversification, les Qataris développent entre autres leurs activités financières et investissent dans des entreprises européennes du secteur des

technologies de l'information et de la communication.

M. Mosar s'est particulièrement intéressé au «Fonds souverain du Qatar», une autorité publique qatarie chargée de gérer les investissements du pays à l'étranger. «Le Fonds a l'intention d'accroître ses investissements dans les énergies renouvelables», a confirmé le Cheikh Hamad bin Jassem bin Jabor Al-Thani qui a fait état d'un projet d'énergie solaire au Qatar et de biogaz à Londres.

Le Qatar et le Luxembourg entendent renforcer leurs relations économiques bilatérales, notamment dans le domaine aérien et celui des services financiers.



Le Président de la Chambre accueille le Premier Ministre du Qatar.

### DANS CE NUMÉRO

Antennes GSM	p. 450
„Juegdgesetz“	p. 457
Relations État/églises	p. 482
Sommaire des séances publiques n <sup>os</sup> 33-35	p. 494
Sommaire des questions parlementaires	p. Q207

## Luxlait entend consolider son ancrage

Avec le déplacement, il y deux ans, de son site d'exploitation historique de Luxembourg-Merl à Roost dans le centre du pays, à deux pas de la route du Nord, Luxlait a tourné une page de son histoire. Alors qu'à ses débuts, elle a connu pas mal de problèmes avec son outil de production sophistiqué mis en place par l'entreprise suédoise Tetra Pak pour réaliser une grande variété de produits, la nouvelle laiterie tourne désormais à plein régime, pratiquement au meilleur de ses capacités.

C'est le message essentiel que M. Claude Steinmetz, directeur de l'association agricole a pu véhiculer aux députés de la Commission de l'Agric-

culture, venus inspecter les lieux. Il a aussi profité de l'occasion pour faire visiter aux mandataires publics le Vitarium, sorte d'espace ludique adjacent aux installations de production, permettant de découvrir le lait et les produits laitiers grâce à 45 bornes interactives.

À travers le Vitarium, Luxlait entend fasciner petits et grands en associant son image de marque à une production laitière de très haute qualité et l'emploi de matières premières irréprochables. La firme veut ainsi promouvoir ses produits, par exemple le lait en tant que tel comme aliment précieux et bénéfique pour la santé.

Employant à l'heure actuelle près de 300 personnes pour un chiffre d'affaires annuel d'environ 75 millions d'euros, Luxlait souhaite conquérir de nouvelles parts de marché sur le territoire autochtone (40% de sa production sont écoulés sur le marché national) et renforcer ses activités à l'international, ceci dans un environnement de prix du lait très volatil qui risque de se renchérir à l'automne. À cause de la sécheresse ambiante et d'un criant manque de fourrage, de nombreux troupeaux de vaches finiront par être abattus ce qui tôt ou tard devrait conduire à des goulots d'étranglement en matière de production de lait.



Visite du Vitarium à Roost par des membres de la Commission de l'Agriculture.



M. Emomali Rahmon signe le Livre d'or du Parlement luxembourgeois.

## Entrevue du Président du Tadjikistan avec M. Laurent Mosar

Le Président de la République du Tadjikistan, M. Emomali Rahmon, a eu une entrevue avec le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, le 9 juin. Il était à la tête d'une délégation de personnalités tadjikes publiques et privées en visite officielle au Luxembourg. MM. Rahmon et Mosar ont notamment abordé la coopération bilatérale économique.

Le Tadjikistan est un pays montagneux disposant d'importantes ressources en eau. Le potentiel hydraulique est d'une importance vitale. Le Président Rahmon a expliqué que le

Tadjikistan envisage la construction de centrales pouvant également fournir de l'électricité à d'autres pays de la région. La construction de routes devrait en outre contribuer à sortir le pays de son isolation.

MM. Rahmon et Mosar ont aussi parlé de la situation en Asie centrale, le Tadjikistan se situant entre la Chine, l'Afghanistan et l'Ouzbékistan. «Nous sommes en quelque sorte un bouclier entre l'Ouest et l'Est et luttons avec force contre le trafic de drogues et le terrorisme», a affirmé le président Rahmon.

## Investissement dans les infrastructures énergétiques

Au cours d'une réunion jointe inédite à Vilnius (Lituanie), rassemblant des députés des pays baltes, des pays du nord de l'Europe ainsi que du Benelux, la politique européenne en matière d'infrastructures et de réseaux énergétiques focalisait l'attention.

Lors des débats, il fut notamment relevé qu'un développement rapide de la production d'électricité éolienne en mer (mer du Nord et mer de la Baltique) se trouve entravé par une insuffisance de raccordements

en la matière. D'une façon générale, un manque d'infrastructures et de réseaux énergétiques en nombre handicape le développement des énergies renouvelables en Europe: sans interconnexions supplémentaires (aussi bien en Europe septentrionale que méridionale), les pays européens ne sauraient bénéficier des énormes potentiels que pourraient véhiculer l'énergie éolienne et l'énergie solaire.

L'Union européenne se voit condamnée à investir sans tarder

dans des canaux énergétiques performants. Cela permettra non seulement une réduction sensible des émissions des gaz à effet de serre, mais permettra également d'améliorer la sécurité de l'approvisionnement et de stabiliser les prix à la consommation de l'électricité et du gaz.

Dans son discours, M. Marcel Oberweis, représentant le Parlement Benelux, a souligné que les interconnexions étroites des réseaux européens permettront d'établir un mar-

ché européen de l'énergie interconnecté qui de surcroît renforcera la solidarité entre les États membres de l'Union. Cet état de faits est d'ailleurs repris dans la communication Énergie 2020, adoptée le 10 novembre 2010 par l'Union européenne, qui prône un changement radical en vue de mieux planifier, construire et exploiter les infrastructures et réseaux énergétiques.

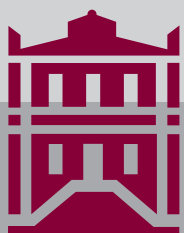
À côté de la construction de réseaux bien interconnectés et intelligents, il faudra, selon M. Marcel

Oberweis, prévoir aussi des possibilités de stockage à grande échelle afin qu'en cas de pénurie, l'électricité produite par les énergies renouvelables puisse être transportée dans les meilleurs délais vers les plus importants centres de demande.

À ses yeux, investir aujourd'hui dans les réseaux énergétiques permettra de réduire nos coûts énergétiques futurs et de nous engager de manière résolue dans la voie du développement durable.

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



## Les députés dans les entrailles des Archives nationales



Les parlementaires visitent les Archives nationales.

Installées depuis 1968 dans le bâtiment de la Caserne des Volontaires au plateau du Saint-Esprit, les Archives nationales sont souvent méconnues par le grand public. Dotées d'un statut d'institut culturel placé sous la tutelle du Ministère de la Culture, les Archives nationales remplissent pourtant quatre missions essentielles:

- réunir tous les documents d'intérêt historique national;

- conserver, classer et inventorier les archives publiques en vue de leur

utilisation à des fins historiques et administratives;

- conseiller les administrations de l'État et des communes ainsi que les organismes privés qui en font la demande sur la conservation et le classement de leurs archives;

- prendre en charge des dépôts d'archives privées.

Au cours d'une visite fin mai, les membres de la Commission de la Culture de la Chambre ont pu se rendre compte de l'important travail

de mémoire fourni au quotidien par les employés des Archives. En dehors des archives historiques, ils ont découvert un certain nombre d'autres fonds précieux stockés dans le bâtiment de l'ancienne caserne, à savoir le fonds des cartes et plans, le fonds des affiches, des collections de cartes postales, de journaux et de périodiques luxembourgeois, ainsi qu'un fonds de témoignages écrits et oraux sur la Deuxième Guerre mondiale.

Sur place, les députés ont également dû constater l'exiguïté des capacités de stockage actuelles. À cause d'un manque de place criant, les Archives nationales se trouvent actuellement réparties sur trois sites différents: au plateau du Saint-Esprit, au parking souterrain du Saint-Esprit ainsi que dans une partie des souterrains du nouvel Hôtel des Postes à Luxembourg-Gare. Or, ce dernier lieu de stockage devra être libéré pour 2014.

Afin de palier à l'insuffisance de place et être en mesure d'offrir des conditions d'accueil et de travail dignes de ce nom aux historiens professionnels, chercheurs et généalogistes, la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives est prévue sur les anciennes friches industrielles d'Esch-Belval.

## Approvisionnement énergétique

La réunion «Comment améliorer notre approvisionnement énergétique en renforçant la concurrence, rendre nos systèmes énergétiques plus intelligents et développer les infrastructures énergétiques?» a rassemblé le 24 mai à Bruxelles des représentants du Parlement européen ainsi que des parlements nationaux de l'UE, dont M. Marcel Oberweis de la Chambre des Députés. Le débat a, entre autres, abordé la question de la modernisation des infrastructures énergétiques, la sécurité de l'approvisionnement énergétique et les sources d'énergie durables.

Le président du Parlement européen, M. Jerzy Buzek, a souligné l'importance d'établir un marché unique de l'énergie pour assurer le succès économique de l'UE et pour permettre à cette dernière de disposer d'une meilleure position de négociation avec les pays tiers. L'établissement d'un marché unique de l'énergie nécessitera l'interconnexion des réseaux européens et l'existence de réseaux intelligents (smart grids), a rappelé le président.

La Commission européenne a souligné que la politique énergétique commune devait être élaborée sur base des intérêts communs de l'UE et des États membres. La dépendance énergétique dont souffre l'UE se répercute de manière négative sur sa compétitivité et nécessite, par conséquent, l'ouverture du marché aux divers fournisseurs et entreprises de l'énergie. Important consommateur d'énergie, l'UE doit diversifier ses sources et routes d'approvisionnement, tout en interconnectant ses réseaux d'énergie. L'objectif reste l'établissement d'une économie compétitive à faible émission de carbone ba-



sée sur des sources d'énergie renouvelables.

M. Oberweis est intervenu dans le débat en déclarant qu'il ne suffisait pas de produire de l'énergie, mais qu'il fallait également assurer une efficacité énergétique qui permettrait de ne pas la gaspiller. Le député luxembourgeois a aussi tenu à souligner l'existence d'un premier corridor énergétique en Europe, autour du forum pentalatéral de l'énergie réunissant l'Allemagne, la France et les pays du Benelux. Dans le cadre d'une meilleure gestion des réseaux électriques, le député a évoqué l'unité de stockage d'électricité à Vianden qui pourrait, selon lui, servir d'exemple aux grands pays. Parmi les options de diversification d'approvisionnement, le parlementaire a rappelé l'existence du projet Desertec et la production d'énergie à partir des déserts de la région MENA (Moyen-Orient, Afrique du Nord).

## Futures infrastructures de l'université



Les membres de la Commission du Développement durable à Esch-Belval.

Les futures infrastructures de l'Université du Luxembourg sur le site d'Esch-Belval se concrétisent.

D'un côté, les projets de loi nécessaires à la construction des derniers bâtiments sont prêts à être adoptés avant les vacances d'été, les membres

de la Commission du Développement durable ayant approuvé les rapports des projets de loi n°s 6202 (Maison du Nombre, Maison des Arts et des Étudiants, Centre de Calculs et Centrale de production de froid à Belval), 6255 (Bibliothèque universitaire), 6256 (aménagement urbains

de la Cité des Sciences) et 6260 (Maison de l'Innovation).

D'un autre côté, les chantiers déjà en cours avancent, ce dont les députés de la Commission du Développement durable ont pu se rendre compte le 15 juin.

## Les députés visitent le centre de rétention

À quelques semaines de l'ouverture du centre de rétention, les députés de la Commission des Affaires étrangères ont, le 15 juin 2011, visité les nouvelles infrastructures. Actuellement, les étrangers en situation irrégulière et les demandeurs d'asile déboutés sont encore enfermés à Schrassig. Un centre pénitentiaire n'est pas l'endroit adéquat pour ces personnes qui n'ont pas commis de fait pénal. Le législateur a donc voté en 2009 un projet de loi créant un centre de rétention administrative logé non loin de Findel.

La conception d'un centre de rétention n'est pas chose aisée. D'un côté, il s'agit d'un lieu fermé (avec plus de 120 caméras, plus de 50 agents de sécurité, une clôture de sécurité tout autour), d'un autre côté, il n'est pas souhaité qu'il ressemble à une prison. Au centre luxembourgeois, les chambres mesurent entre 7,5 m<sup>2</sup> à 9 m<sup>2</sup>. Elles disposent d'un ou de deux lits, d'une cuve de toilette non séparée et d'un lavabo. Les parties communes, cuisines, salles de séjour avec ordinateurs, salle de jeux,

un terrain de sports et une salle de musculation sont accessibles en journée. Certains de ces endroits ont été installés suite au concept de l'équipe dirigeante.

Le centre héberge aussi des bureaux pour l'administration, les avocats ou les délégués d'organisations de protection des droits de l'Homme. Le centre de rétention pourra accueillir jusqu'à 80 personnes pendant les 72 heures précédant leur éloignement du Grand-Duché. Son directeur, M. Fari Khabirpour, a parlé d'une moyenne de 40 à 50 personnes.

Les députés ont regretté que la construction des locaux eût commencé avant que l'équipe du centre ne soit en place. L'expérience que celle-ci acquerra au fil des mois devrait montrer si les infrastructures répondent aux besoins réels. Des critiques ont aussi visé l'exiguïté des chambres, l'aménagement des lieux communs et des installations sanitaires. L'ouverture du centre de rétention est provisoirement prévue pour le mois de juillet.



La Commission des Affaires étrangères au nouveau centre de rétention à Findel.

## Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.

### L'habitat du futur, sobre en consommation



Des membres de la Commission du Logement se sont vu présenter une maison à basse consommation d'énergie.

À l'avenir, l'assainissement énergétique et écologique de maisons anciennes, d'immeubles vétustes, mais aussi la faible consommation énergétique voire nulle de bâtiments nouvellement construits sont censés jouer un rôle de premier plan en matière de politique de logement au Luxembourg. Pour mieux se rendre compte des défis que cela comporte, notamment en termes d'impacts matériels et financiers, les députés de la Commission du Logement ont inspecté, le 15 juin passé, deux maisons rénovées récemment par des mains d'architectes. À Soleuvre et Limpach,

ces derniers leur ont fourni maintes explications et présenté les dernières techniques utilisées pour assainir ou construire de la meilleure façon possible d'un point de vue énergétique et écologique.

La visite sur les lieux effectuée par les députés s'est également inscrite dans le cadre des nouvelles mesures que le Gouvernement entend instituer en la matière. Annoncées par le Premier Ministre à l'occasion de son discours sur l'état de la nation début avril à la tribune de la Chambre, elles comportent entre autres:

- une diminution de la TVA pour

l'assainissement énergétique des logements;

- un amortissement accéléré pour l'amélioration énergétique des habitations anciennes;

- un crédit d'impôt sur les actes notariés modulé en fonction de conditions énergétiques.

Par ailleurs, il est prévu d'élaborer dans les mois à venir une nouvelle réglementation en matière d'isolation thermique et d'imposer à partir de 2018, en ce qui concerne la construction de nouveaux logements, un standard quasi nul en matière de consommation d'énergie.

### Conseil Parlementaire Interrégional

## Sortie du nucléaire et renforcement du bien-être des citoyens

La question nucléaire et la protection de la santé, de la biodiversité et de l'environnement figuraient au cœur des débats du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI) qui s'est réuni pour sa 46<sup>e</sup> séance plénière à Metz le 10 juin dernier.

Les parlementaires de la Grande Région ont voté de manière quasi unanime en faveur d'une réévaluation de l'énergie nucléaire et de la mise en place d'un scénario de sortie du nucléaire. Le CPI demande à tous les responsables de la sûreté nucléaire de vérifier les standards de sécurité existants des centrales atomiques et de soumettre toutes les installations nucléaires à un «stress test» rigoureux qui inclura également des scénarios extrêmes tels des crashes aériens et des attaques terroristes. Le CPI exige également que chaque État ou région membre de la Grande Région ait la possibilité de faire participer des experts indépendants à la réalisation et à l'évaluation des tests de résistance. De même, les parlementaires ont voté en faveur d'une limitation ferme de la durée de fonctionnement de toutes les centrales nucléaires, notamment des deux centrales de la Grande Région situées à Cattenom et Tihange.

Dans l'ensemble, sept recommandations ont été adoptées par le CPI à

l'occasion de cette séance plénière qui a réuni les assemblées de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, de la Communauté française de Belgique, de la Communauté germanophone de Belgique ainsi que de la Wallonie dans le but de promouvoir le rôle politique, économique, environnemental, culturel et social de la Grande Région.

Dans le cadre d'une recommandation sur l'alimentation et la biodiversité qui a été soumise au CPI par M. Emile Eicher, en sa qualité de Président de la Commission «Environnement et Agriculture», le CPI formule son vœu auprès des gouvernements de créer un label de la Grande Région spécifiquement dédié aux produits respectueux de la biodiversité et de promouvoir les échanges transfrontaliers entre professionnels de la cuisine et de l'alimentation en vue de mettre en valeur les produits de la Grande Région.

Le CPI a également voté à l'unanimité une autre proposition de la commission présidée par M. Eicher portant sur la protection des forêts de la Grande Région et qui propose, entre autres, de créer un Observatoire des espaces forestiers de la Grande Région pour mieux veiller sur l'évolution de ces derniers au regard

du changement climatique et du développement humain.

Le CPI a par ailleurs adopté une recommandation sur l'emploi transfrontalier et la formation dans la Grande Région, ainsi qu'une autre recommandation sur l'équivalence des diplômes dans le domaine des soins et de l'éducation. Les parlementaires de la Grande Région ont également adopté un texte plaçant pour un aménagement plus rapide des sas d'écluses de la Moselle, ainsi qu'une recommandation sur la culture industrielle dans la Grande Région.

Il s'agissait de la première séance plénière du CPI sous présidence lorraine et à cette occasion, le Président du Conseil régional de Lorraine qui préside également le Sommet de la Grande Région, M. Jean-Pierre Maseret, a rejoint les parlementaires du CPI pour présenter son ambition d'approfondir l'intégration de la Grande Région à travers des projets concrets. Son programme de travail jusqu'en 2012 vise en particulier l'accès au marché de l'emploi, l'interconnexion des systèmes d'information pour les transports collectifs ainsi que la recherche et l'innovation. Malgré son désaccord sur la problématique nucléaire, il a affirmé son intention de soutenir le travail du CPI.



La délégation luxembourgeoise auprès du CPI était composée de M. Henri Kox, M. Claude Frieseisen, M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich, Mme Tessa Scholtes, M. Roger Negri et M. Emile Eicher (de gauche à droite).

### Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

## L'Union européenne face à de grands défis

La 45<sup>e</sup> réunion de la Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC) qui s'est tenue les 30 et 31 mai 2011 à Budapest s'est penchée sur la dimension parlementaire de la Présidence hongroise. Deux défis majeurs ont marqué la Présidence hongroise, à savoir la sauvegarde de la stabilité de l'euro, d'une part, et la sauvegarde de l'acquis de Schengen et de la libre circulation des personnes, de l'autre. La gouvernance économique et le marché européen de l'énergie sont d'autres sujets phares où des résultats concrets se préparent pour la fin du mois de juin. S'y ajoutent les discussions sur les perspectives financières 2014-2020 et le «semestre européen» qui se terminera par des propositions spécifiques pour chaque Etat membre.

Le Traité de Lisbonne accordant aux Parlements nationaux des compétences concernant le suivi parlementaire de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), l'organisation concrète d'une conférence interparlementaire assurant ces tâches a été débattue.

Répondant aux soucis exprimés par les Parlements nationaux dans neuf avis motivés concernant la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés, le Vice-président de la Commission européenne M. Maroš Šefčovič a fait savoir que le but de cette initiative n'est pas d'harmoniser les taux d'imposition, mais d'encourager les activités transfrontalières.



La délégation luxembourgeoise s'est composée de M. Ben Fayot, M. Eugène Berger, M. Gast Gibéryen, M. Félix Braz et M. Fernand Boden, président (de gauche à droite).

## Afghanistan et «printemps arabe»



La délégation luxembourgeoise: M. Félix Eischen et Mme Nancy Arendt (1<sup>re</sup> rangée), M. Claude Adam, M. Marc Angel, vice-président et M. Norbert Haupt, président (2<sup>e</sup> rangée).

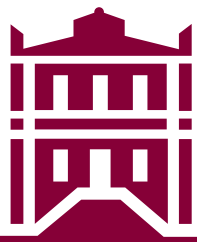
Lors de la Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN qui s'est déroulée du 27 au 30 mai 2011 à Varna (Bulgarie), les membres de l'Assemblée ont discuté notamment sur la transition en Afghanistan, le «printemps arabe», la cyber-défense, la défense antimissile, le nouveau Concept stratégique de l'Alliance et les menaces biologiques et chimiques.

Remplaçant le rapporteur qui n'a pas pu assister à la conférence, M. Marc Angel (LSAP) a présenté un projet de rapport sur «Les défis liés à la gouvernance en Afghanistan - une mise à jour» aux membres de la Commission sur la dimension civile de la sécurité. Suivant le rapport, des trois piliers (sécurité, développement et gouvernance) sur lesquels reposent la reconstruction et la stabilisation du pays, celui de la gouvernance continue de bénéficier d'une attention insuffisante. Il conviendrait de mettre en place une stratégie de longue haleine conçue et appliquée pour améliorer la gouvernance afghane à tous les niveaux. Pour garantir la viabilité des programmes de gouvernance, la communauté internationale et le Gouvernement afghan doivent opter pour un processus plus exhaustif et bâtir un système qui assurerait une

place à une société civile florissante, privilégierait l'ouverture et la transparence et favoriserait l'alphabétisation et l'éducation au bénéfice de la population.

Dans son intervention en séance plénière, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Anders Fogh Rasmussen a indiqué qu'«il serait prématuré de quitter l'Afghanistan au moment où sa société n'est pas encore prête. (...) Manifestement, nous laisserions derrière nous, sur le plan de la sécurité, un vide identique à celui d'il y a vingt ans, lorsque le pays est tombé en déliquescence et s'est transformé en un sanctuaire pour les réseaux terroristes.»

À propos du «printemps arabe», le Président de l'Assemblée, M. Karl A. Lamers (Allemagne), a estimé que la vague de soulèvements populaires en Afrique du Nord et au Proche-Orient avait pris tout le monde par surprise, mais que l'Assemblée était prête à apporter son aide à la démocratie si elle y était invitée. «Nous devons saluer et tenter d'appuyer les forces qui aspirent à la démocratie et à la liberté. Notre histoire récente montre que nous pouvons aider un pays à passer d'un régime autoritaire à la démocratie parlementaire», a-t-il précisé.



# NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 13 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

## Chasse

### 5888 - Projet de loi relative à la chasse

La législation cynégétique actuelle comprend deux lois fondamentales, celle du 19 mai 1885 sur la chasse et celle du 20 juillet 1925 sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier. Par la suite, un nombre impressionnant de lois n'ont apporté que des modifications partielles et sporadiques aux textes existants, rendant leur compréhension extrêmement difficile. Ainsi, la rédaction d'un texte unique et coordonné est devenue inévitable.

En automne 2003, la Commission de l'Environnement de la Chambre des Députés a décidé d'organiser un débat d'orientation sur la chasse. La Commission a présenté ses conclusions dans un rapport. Suite à un débat en séance plénière, la Chambre des Députés a présenté la motion du 21 juin 2007 dans laquelle elle invite le Gouvernement:

- à remplacer la législation existante par une nouvelle loi sur la chasse qui regroupe en un seul texte toutes les dispositions relatives à la chasse;

- à définir clairement les objectifs de la chasse de façon à ce qu'ils répondent à l'intérêt général;

- à organiser la chasse conformément à ces objectifs;

- à abolir la notion d'animaux nuisibles et mal-faisants dans la législation;

- à interdire le piégeage en prévoyant que des exceptions à ce principe sont uniquement autorisées par le ministre ayant l'Environnement dans ses attributions;

- à réglementer la signalisation des battues et à renforcer les aspects sécuritaires de la chasse;

- à réformer les syndicats de chasse.

De même, la législation cynégétique luxembourgeoise est adaptée à la jurisprudence tant de la Cour européenne des droits de l'Homme que de la Cour administrative luxembourgeoise.

Le 10 juillet 2007, la Cour européenne des droits de l'Homme a rendu un arrêt dans l'affaire Schneider c/ Luxembourg décidant que la législation luxembourgeoise sur la chasse et plus précisément les dispositions organisant les syndicats de chasse violent l'article 1 du Protocole n°1 (protection de la propriété) et l'article 11 (liberté de réunion et d'association) de la Convention. L'arrêt de la Cour a confirmé ainsi le droit invoqué par un propriétaire se disant opposant éthique à la chasse de pouvoir exclure son terrain d'une zone de chasse régie par

un syndicat de chasse et de ne pas devoir adhérer à un tel syndicat de chasse.

Auparavant, la jurisprudence luxembourgeoise avait retenu, en dernier ressort, que l'obligation d'adhésion au syndicat de chasse constitue une ingérence dans la liberté d'association et qu'une restriction à un droit que consacre la Convention doit être proportionnée au but légitime. En effet, dans un arrêt du 13 juillet 2004, la Cour administrative a constaté une violation de l'article 11 de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Le présent projet de loi tient compte tant de la jurisprudence luxembourgeoise que du jugement de la Cour européenne des droits de l'Homme dans l'affaire Schneider, notamment:

- en définissant dans les articles 1 et 2 les objectifs de la chasse qui sont d'intérêt général et en exigeant que l'exercice de la chasse réponde à cet intérêt général ainsi qu'aux exigences d'un développement durable

- en subdivisant tout le territoire national en lots de chasse et en prévoyant qu'un opposant éthique ne doit plus faire partie d'un syndicat de chasse et qu'il peut retirer tous ses fonds situés sur le territoire national de la régie d'un syndicat de chasse et y faire suspendre le droit de chasse, à l'exception de l'organisation de chasses administratives ordonnées par le Ministre dans un intérêt général.

Il y a cependant lieu de suivre de près les arrêts futurs de la Cour européenne des droits de l'Homme concernant les droits des opposants éthiques, en particulier l'affaire Herrmann c/ Allemagne. Au cas où ces arrêts seraient contraires à celui de la Cour dans l'affaire Schneider, une analyse approfondie des répercussions pratiques sur la chasse au Luxembourg s'imposerait.

Conformément au programme gouvernemental qui prévoit d'adopter le projet de loi relative à la chasse en tenant compte de l'avis du Conseil d'État, notamment en ce qui concerne l'ancrage légal des dispositions majeures relatives à l'exercice de la chasse et de suivre de près les arrêts futurs de la Cour européenne des droits de l'Homme concernant les droits des opposants éthiques à la pratique de la chasse, la Commission du Développement durable a décidé d'évacuer le projet sous rubrique dans les meilleurs délais, d'inviter le Gouvernement à suivre attentivement l'évolution de l'arrêt Herrmann, à analyser en détail les effets juridiques de cet arrêt sur la législation nationale et à adapter, le cas échéant, notre législation relative à la chasse.

## Monnaie électronique

### 6164 - Projet de loi

- portant transposition:

- de la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements, modifiant les directives 2005/60/CE et 2006/48/CE et abrogeant la directive 2000/46/CE;

- de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées;

- portant modification:

- de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres;

- de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

Le présent projet de loi a pour objet exclusif la transposition en droit luxembourgeois de deux directives communautaires, à savoir:

- La directive 2009/110/CE qui porte réforme des règles régissant l'émission de monnaie électronique dans l'Union européenne aux fins de promouvoir l'utilisation de cette monnaie comme substitut aux pièces et billets de banque et telles que définies dans la directive 2000/46/CE sur la monnaie électronique. L'objectif de la directive de 2000 était de faciliter l'accès d'établissements autres que les établissements de crédit à l'activité d'émission de monnaie électronique.

La directive 2009/110/CE vise à établir un cadre légal moderne et équilibré pour l'émission de monnaie électronique dans le but de promouvoir l'émergence d'un véritable marché unique pour les paiements électroniques dans l'Union européenne, de favoriser la création de

nouveaux services de monnaie électronique innovants et sûrs, de faciliter l'entrée sur le marché de nouveaux acteurs, de promouvoir une concurrence réelle et effective entre tous les acteurs du marché et d'assurer un niveau élevé de protection des consommateurs.

Les principales nouveautés prévues par la directive 2009/110/CE sont les suivantes:

- une définition de la monnaie électronique plus simple et neutre d'un point de vue technologique, couvrant toutes les situations dans lesquelles un émetteur de monnaie électronique émet une valeur stockée prépayée en échange de fonds;

- un nouveau régime prudentiel, aligné sur le régime applicable aux établissements de paiement en vertu de la directive 2007/64/CE sur les services de paiement: Les établissements de monnaie électronique ne disposeront dorénavant plus du statut d'établissement de crédit, mais constituent une catégorie à part d'acteurs financiers;

- une clarification des obligations en matière de remboursement de la monnaie électronique émise: Les consommateurs peuvent récupérer leur monnaie électronique à tout moment, suivant les conditions et dans les limites établies par les nouvelles règles.

- La directive 2009/44/CE qui a pour objet d'adapter la directive concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres (directive 98/26/CE) et la directive concernant les contrats de garantie financière (directive 2002/47/CE) aux développements récents des marchés financiers. Elle renforce les instruments déjà prévus dans le droit communautaire pour faire face aux turbulences sur les marchés financiers et garantir le bon fonctionnement des systèmes de règlement des opérations sur titres.

Les principales modifications prévues par la directive 2009/44/CE consistent, en premier lieu, à étendre la protection de la directive 98/26/CE au règlement en période nocturne et au règlement entre systèmes liés.

Une autre innovation prévue par cette directive consiste à étendre le champ d'application de la protection à de nouveaux types d'actifs, en l'occurrence les créances privées admissibles pour la constitution de garanties pour les opérations de crédit des banques centrales.

La directive 2009/44/CE vise également à harmoniser le cadre légal applicable afin d'instaurer des conditions de concurrence égales entre les établissements de crédit dans tous les États membres et de favoriser l'utilisation transfrontalière des garanties financières en supprimant la plupart des exigences formelles traditionnellement imposées aux contrats de garantie.

Enfin, la directive 2009/44/CE vise à simplifier et clarifier un certain nombre d'éléments pour faciliter l'application des directives 98/26/CE et 2002/47/CE.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, le 04.06.2008

Rapporteur: M. Fernand Boden

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri):

17.06.2008 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

24.06.2008 Examen des projets de règlement grand-ducal d'exécution

06.04.2009 Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

23.09.2009 Désignation d'un nouveau rapporteur

24.02.2010 Explications des représentants gouvernementaux concernant l'historique du projet de loi

13.10.2010 Présentation des amendements gouvernementaux par les représentants du Ministère du Développement durable et des Infrastructures

01.02.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

02.02.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.02.2011 Continuation de l'examen du projet de loi

16.02.2011 Continuation de l'examen du projet de loi

30.03.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

04.05.2011 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation d'un avant-projet de rapport

05.05.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2011

Loi du 25 mai 2011

Mémorial A: 2011, n°111, page 1728

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 30.07.2010

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

14.09.2010 Désignation d'un rapporteur

22.03.2011 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

29.03.2011 Présentation et adoption d'une série d'amendements

29.04.2011 Réexamen de l'amendement n°7

06.05.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur) et de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Body):

29.04.2011 Réexamen de l'amendement n°7

Vote en séance publique: 12.05.2011

Loi du 20 mai 2011

Mémorial A: 2011, n°104, page 1638



**Taxes douanières**

**6212 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative au dédouanement centralisé, concernant l'attribution des frais de perception nationaux qui sont conservés lorsque les ressources propres traditionnelles sont mises à la disposition du budget de l'UE, signée à Bruxelles, le 10 mars 2009**

Le projet de loi a pour objet d'approuver la Convention relative au dédouanement centralisé, concernant l'attribution des frais de perception nationaux qui sont conservés lorsque les ressources propres traditionnelles sont mises à la disposition du budget de l'UE, signée à Bruxelles, le 10 mars 2009. Les taxes douanières perçues sur les marchandises importées dans l'Union européenne («UE») constituent à raison de 75% des ressources propres traditionnelles mises à la disposition du budget communautaire et de 25% des frais de perception à retenir par le pays d'importation des marchandises concernées.

Comme les déclarations de marchandises aux frontières d'un État membre aux fins de leur mise en libre pratique dans un autre État membre génèrent des frais administratifs dans l'État de présentation des marchandises, il a paru logique aux 27 États membres de l'UE de négocier une convention organisant une redistribution des frais de perception.

L'adoption de la Convention est devenue nécessaire dans le contexte du dédouanement centralisé qui sera introduit dès la mise en application du règlement (CE) n°450/2008 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le code des douanes communautaire (code des douanes modernisé). Les dispositions concernant la mise en application

du règlement sont sur le point d'être finalisées.

La Convention rendra obligatoire et réglera le partage 50/50 des frais de perception nationaux lorsque des marchandises, déclarées pour la mise en libre pratique dans un État membre de l'Union européenne, sont présentées à la douane dans un autre État membre.

L'autorisation unique définie à l'article 1<sup>er</sup>, point 13), du règlement (CEE) n°2454/93 de la Commission, prévoit, lorsque des marchandises sont déclarées pour la mise en libre pratique dans un État membre de l'UE, les mêmes avantages pour la période qui précède la mise en application du code des douanes modernisé. L'arrangement administratif concernant l'attribution des frais de perception nationaux qui sont conservés a été adopté et s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 pour les États membres participants, dont le Luxembourg.

Cet arrangement administratif prévoit la redistribution partielle, d'un montant égal à 50 pour cent, des frais de perception conservés par l'État membre participant qui délivre l'autorisation à l'État membre participant prêtant assistance où les marchandises sont présentées à la douane.

Il est encore précisé que le Luxembourg s'est d'ores et déjà engagé dans un arrangement administratif avec les autorités douanières allemandes prévoyant notamment le partage 50/50 des frais de perception qui sont retenus lors de la mise à la disposition du budget de l'UE des ressources propres traditionnelles.

Partant, la ratification de la présente Convention constitue la suite logique de l'approbation et de la signature, par les autorités luxembourgeoises directement concernées, d'arrangements administratifs se situant dans le même contexte que la Convention.

taché de justice au tribunal administratif, alors que cela est prévu pour les juridictions judiciaires dans la loi sur l'organisation judiciaire, par exemple pour remplacer un congé de maternité, il est indispensable d'augmenter le nombre des juges d'une unité ce qui permettra d'éviter que la justice ne pourra plus être rendue dans les délais tels qu'ils sont actuellement assurés et qui sont reconnus et appréciés par les plaideurs.

Le projet de loi prévoit en outre la désignation d'un deuxième vice-président.

Cette mesure permettra de faire présider chacune des trois chambres du tribunal administratif par un vice-président et de mettre fin à une situation inélégante prévoyant pour des magistrats assumant les mêmes responsabilités un classement dans des grades différents.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 22.02.2011

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

27.04.2011 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.05.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.05.2011

Loi du 28 mai 2011

Mémorial A: 2011, n°118, page 1799

**Chamber TV**  
weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Biermereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Biwer an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Conter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

•

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Hiefenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

An der Gemeng Miedernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

•

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 22.10.2010

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

03.05.2011 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.05.2011

**Tribunal administratif**

**6254 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif**

Le projet de loi a pour objet d'augmenter d'une unité le nombre des juges du tribunal administratif. Ce nombre sera donc porté de dix à onze unités.

Conjointement le texte prévoit la création d'un deuxième poste de vice-président.

Aux termes de l'exposé des motifs, le relèvement des effectifs des juges d'une unité supplémentaire doit permettre au tribunal administratif de continuer à rendre la justice dans des délais raisonnables, alors que les juridictions administratives doivent connaître, depuis leur création en 1996, d'un nombre d'affaires en constante progression portant notamment sur les matières d'une complexité particulière pour lesquelles le législateur a attribué compétence, dans les lois récentes, aux juridictions administratives.

Depuis l'exercice judiciaire 2007/2008, le nombre d'affaires nouvellement introduites varie entre 950 et 1.000 affaires par an. Conjointement l'on peut constater, d'après les auteurs du projet de loi, une augmentation de la complexité des affaires à traiter, notamment en matière fiscale dont le nombre des recours s'élève à 105 pour l'année judiciaire 2009/2010.

Plusieurs lois votées au cours des deux dernières années ont attribué, dans des domaines nouveaux, compétence aux juridictions administratives:

- la loi du 28 mai 2009 portant création et organisation du Centre de rétention prévoit en son article 20(9) un recours contre les sanctions disciplinaires devant le tribunal administratif qui devra impérativement statuer endéans les trois jours de l'introduction de la requête;

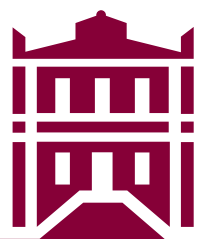
- la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande, impose en son article 6 au tribunal de statuer dans le mois de la signification du mémoire en réponse, obligation qui là encore viendra perturber le calendrier d'évacuation des affaires, tout en créant un réel problème de disponibilité des magistrats tel que relevé à juste titre par la Cour administrative dans son avis relatif au projet de loi afférent;

- la loi du 10 novembre 2010 instituant les recours en matière de marchés publics, outre d'élargir les conditions d'accès au prétoire, ouvre en son article 3 un recours par-devant le président du tribunal administratif; il s'agit d'un recours spécifique contre les cahiers des charges. L'article 4 prévoit un effet suspensif résultant du seul dépôt d'un recours par-devant le président du tribunal administratif beaucoup plus attractif, ce qui, outre les conséquences prévisibles pour le juge statuant au provisoire, ne manquera pas non plus d'avoir une influence sur la charge de travail des magistrats siégeant au fond, les requêtes en référé devant obligatoirement être accompagnées d'un recours au fond;

- la loi du 27 octobre 2010 contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme prévoit la possibilité d'introduire un recours en réformation devant le tribunal au sujet des sanctions que l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines peut décider à l'encontre de certains professionnels en cas de non-respect de leurs obligations en matière de blanchiment.

Contrairement à ce qui est prévu pour les juridictions judiciaires, le tribunal administratif n'a aucune possibilité pour faire face à des situations où l'un des juges ne peut pas siéger pour une période déterminée (maladie ou congé de maternité).

Comme il n'est pas possible de déléguer un at-



### Sommaire

1. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE Mme Barbara Prammer, Présidente du Nationalrat d'Autriche
  - M. le Président
2. Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet du plan sectoriel «stations de base - communications mobiles»
  - Exposé: M. Jean Huss (dépose une motion)
  - Débat: M. Marcel Oberweis, M. Eugène Berger, M. Roger Negri, M. Jean Colombera
  - M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias
  - Motion 1: M. Jean Huss
  - Vote sur la motion 1 (rejetée)
3. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz
  - M. Félix Braz
4. Question avec débat n°19 de M. Jean Colombera au sujet des détenus pour problèmes de délits sexuels
  - M. Jean Colombera - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
5. 6254 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions d'ordre administratif
  - Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers
  - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. Jacques-Yves Henckes
  - M. François Biltgen, Ministre de la Justice
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve: M. François Biltgen, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

### 1. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE Mme Barbara Prammer, Présidente du Nationalrat d'Autriche

Liebe Kolleginnen und Kollegen, ich möchte Ihre Aufmerksamkeit auf die Anwesenheit Ihrer Exzellenz Frau Barbara Prammer ziehen, der Präsidentin des österreichischen Nationalrates, die auf offiziellem Besuch hier in Luxemburg ist.

Sehr geehrte Frau Kollegin, es ist mir eine große Ehre und Freude, Sie in dieser Plenarsitzung der luxemburgischen Abgeordneten-kammer willkommen zu heißen. Ihr Besuch zeugt von der engen Freundschaft zwischen Österreich und Luxemburg, dies besonders auch zwischen unseren beiden Parlamenten. Heute Morgen hatten wir bereits sehr fruchtbare Unterredungen über unsere bilateralen Beziehungen und die europäischen Herausforderungen. Ich wünsche Ihnen noch einen sehr angenehmen Aufenthalt hier in Luxemburg.

Vielen Dank.

(Applaudissements)

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert de Plan sectoriel „stations de base - communications mobiles“ ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 84 Alinea 2 vum Chambersreglement festgehale a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fénnef Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech schon geschrivven: déi Hären Oberweis, Berger, Negri a Colombera. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Jean Huss als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

### 2. Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet du plan sectoriel «stations de base - communications mobiles»

Exposé

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Merci, Här Président. Meng Interventioun hei am Numm vun der grénger Fraktioun beinhalt am Fong zwee Aspekter oder zwee Deeler: Éischtens, firwat elo hei dës Debät iwwert de Plan sectoriel Mobilfunkantennen an déi eventuell Gesondheitsrisiken dovun a vun aneren Aspekter vun den héichfrequente Strahle vun der Mobilfunkindustrie? An den zweeten Aspekt ass eng Motioun zu dësem Problem, fir an Zukunft am Kontext vun der Entwécklung vun dësen Technologien an deenen dofir virgesonnenen Antennen eng besser Protektioun vu Fauna a Flora a vun der mënschlecher Gesondheet ze assuréieren.

Fir dës Debät iwwert de Plan sectoriel fir Mobilfunkantenne gëtt et am Fong dräi Haaptasachen: éischtens de Fait, datt de 14. Juli 2009, also scho bal virun zwee Joer, d'Cour administrative an zweeter, also leschter Instanz zwee Leit vu Krautem, déi géint d'Erweiterung vun den Antennen op engem Site zu Krautem geklot haten, Recht ginn huet an déi bestehend Planung an déi zugronn leiend Reglementer fir illegal erkläert huet, virun allem d'groussherzoglech Reglement vum 1. August 2007, datt all Antennen, onofhängeg vun hirer Leeschtung, nach just der Klass 3 vum Kommodosgesetz sollten ënnerworf sinn, also ouni seriöt Asprochrecht vun Bierger oder vun de Gemengen, an dat am Widdersproch vun dem Kommodosgesetz vum Juni 1999.

An deem wegweisenden Uerteel vun der Cour administrative préconiséiert dat héicht Geriicht och d'Abzëiung oder eng méi seriöt Berücksichtigung vu Gesondheitsrisiken oder potenzielle Gesondheitsrisike bei de Genehmungsprozeduren, also de sougenannten „principe de précaution“, de Virsuergeprinzip, woubäi d'Cour administrative geschriwwen huet, datt déi Lëtzeburger Recommandatioun - et ass jo nëmmen eng Recommandatioun - vun 3 V/m pro Antenn bei méi Opérateuren a méi Antenne pro Site keng wierklech preventiv gesondheetlech Protektioun géif duerstellen.

Dat Uerteel war, wéi gesot, scho getraff ginn de 14. Juli 2009, an als Gréng si mer der Meinung, datt déi zoustänneg Ministèren a virun allem de Kommunikationsminister eigentlech lagement genuch Zäit gehat hätten, fir aktiv op dës Uerteel ze reagieren. Mä eisen

Informationen no ass leider bis elo nëmme ganz wéineg passéiert. Et gesäit éischter esou aus, wéi wann den zoustänneg Minister gemengt hätt, et kéint een, fir eventuell schlächend a progressiv Fait-accomplien am Intérêt vun der Industrie ze schafen, dës illegal Situation einfach esou weider aussëtzen.

Déi zweet Ursaach fir eis Interventioun ass de Fait, datt dobaussen - hei am Land, mä och an Europa insgesamt - vill Leit veronséichert si vis-à-vis vun de Risike vun den Héichfrequenze vun der Mobilfunkindustrie.

Dir Dammen an Dir Hären, an engem rezenten Eurobarometer, enger Meenungsenquête vun der Europäescher Kommissioun, hunn 73% gesot, si wiere beonrouegt iwwer méiglech Gesondheitsrisike vum Handygebrauch, a souguer 76% fäerten d'Risiko vu Mobilfunkantennen. A queesch duerch Europa gëtt et an der Tëschenzäit Honnerten, wann net méi, Biergerinitiativen, déi sech géint d'Mobilfunkrisiken, virun allem géint d'potenziell Risike vun den Antenne virun allem a Proximitéit vu Schoulen, Crëchen, Spideeler an esou virun, zur Wier setzen. Et ass natierlech einfach ze soen, dat ass alles en Nimby-Effekt, well d'Leit jo awer gäre mam Handy telefonéieren. Mä mir mengen awer, datt een et sech net gradesou einfach dierf maachen.

Eng drëtt Ursaach, déi mat deenen zwou éischten zesammenhängt, ass de Fait, datt ëmmer méi onofhängeg Wëssenschaftler, Experten, Doktesch-Associatiounen a souguer offiziell europäesch Instituttiounen, wéi zum Beispill d'Europäesch Ëmwelagentur zu Kopenhagen, d'EEA, virun de méigleche Gesondheitsrisike vun elektromagnétesche Strahlen, a virun allem virun der Héichfrequenz a ville vun hiren Applikatiounen warnen an op eng drastesch Senkung vun den erlaabten Expositionsgrenzwärter a Richtung vun 0,6 V/m fir den Ausseberäich insistéieren, an am Innenberäich souguer zéngmol manner, also 0,06 V/m.

Effektiv wise ganz vill a ganz seriöt wëssenschaftlech Studien no, datt ganz wäit ënnert den offiziellen europäesche Grenzwärter vun 41 V/m fir den 900 MHz-Réseau an och nach ënnert de Lëtzeburger Grenzwärter vun 3 V/m pro Antenn daitlech biologesch Laangzäiteffekter op eis DNA, op d'Genexpressioun, op eisen Häerz-Kreeslaf-System, den Nerven- an Hormonsystem, den Immunsystem festgestallt kënne ginn; biologesch Laangzäiteffekter a Stressreaktiounen, déi een iwwerregens och am Beräich vu Planzen, vun Déieren, zum Beispill bei Beiepopulatiounen oder Déieren an der Landwirtschaft, ka feststellen.

Chronesch Laangzäitwierkung vu permanenter ze héijer a modulierter Héichfrequenz oder Mikrowellestrahle si leider reell. Ech hält léiwier, et wier net esou! Fir dat ze ënnermauern, gëtt et net nëmmen déi bekannte Meta-Etüd vun Bioinitiativ-Wëssenschaftler-Grupp aus dem Joer 2007 mat der Auswärtung vu ronn 2.000 wëssenschaftlechen Etüden. Et gëtt zum Beispill och aus dem Joer 2010, dat war d'lescht Joer, eng grouss Monographie vun Nationalen Institut fir d'Etüd an d'Kontroll vum Kriibs an Ëmweltkrankheete vu Bologna an Italien, publizéiert am „European Journal of Oncology“, déi op de Gesondheitsrisiko vun Héichfrequenz a besonnesch vun onvirsichteger Handynotzung duerch Kanner a Jugendlecher hiweist.

Am Beräich vun den Antenne gouf am Januar 2011, dës Joer, eng interessant Etüd an Däitschland, a Bayern, iwwer annerhaleft Joer bei Awunner ronderëm eng Antenn zu Rim-bach publizéiert, déi konkret negativ neurohormonal Stressauswierkungen a Gesondheitsproblemer no der Aschaltung vun enger Mobilfunkantenn op 60 ausgewielte fräiwëlleg Awunner weist.

Ech hunn an dësem kuerzen zäitleche Kader leider net d'Zäit, dat am Detail hei ze erklären. Ech hunn all dës wëssenschaftlech Etüden awer zitéiert a kuerz beschriwwen an deem Rapport, deen ech fir d'Ëmweltkommissioun vum Conseil de l'Europe a fir d'Assemblée parlementaire vum Conseil de l'Europe insgesamt geschriwwen hunn, e Bericht iwwerregens, dee virun dräi Wochen eestëmmeg vun der zoustänneg Ëmweltkommissioun zu Stroosbuerg akzeptéiert ginn ass.

Nach eng lescht interessant Meta-Etüd aus dem Joer 2006 vun der Universitéit vu Bern aus der Schwäiz sief hei zitéiert: Während nëmme ronn 33% vun de Studien, déi vun der Privatindustrie finanziéiert oder matfinanziéiert goufen, biologesch Effete vu Strahlung weisen, sinn et lagement iwwer 80% bei all deenen Etüden, déi öffentlech finanziéiert waren.

Dir Dammen an Dir Hären, domadder kommen ech zum Schluss an och zu der Motioun iwwert de Plan sectoriel „Antennen“, déi mer lech hei virleeën. Zur Fro, ob all Mobilfunkantennen automatesch gesondheetsschiedlech musse sinn, ass eis Äntwert kloer: Neen. Et hängt just vun der Planificatioun of a vum Emplacement a vun der Stärkt, a wéi vill Antennen drop sinn. Et si just eng Partie vun Antennen hei am Land, mä och am Ausland - do sinn et der souguer méi -, déi en cause sinn, sief et duerch on-gëschtegt Emplacement oder iwwer zousätzlech Antenne mat anere Frequenzen, déi op engem bestehende Site derbäikommen.

Op ville Plazen hei am Land gëtt de Wäert vun 0,6 V/m vu Bioinitiativ am Ausseberäich agehalen, souguer deelweis de Wäert vun 0,2 V/m am Ausseberäich, deen neierdengs vun enger Partie nach méi kritischesch Wëssenschaftler verlaangt gëtt. Et ass insgesamt och bewisen, datt den Handygebrauch am Ausseberäich praktesch iwwerall garantiéiert ass, wéi 0,6 V/m oder souguer 0,2 V/m als Expositionsgrenzwärter agehale ginn.

E puer rezent Beispiller dozou: Viru Kuerzem, ganz rezent hunn d'franséisch offiziell Miessinstituttiounen am 14. Arrondissement vu Paräis, mä och zu Grenobel festgestallt, datt beim Ausseberäich, beim Expositionsgrenzwäert vun 0,6 V/m a 97% bis 98% vun de Fäll den Handygebrauch problemlos méiglech war. D'Stad Leganés a Spuenien bei Madrid - iwwer 180.000 Awunner, dat heescht, méi wéi dat Duebelt wéi Lëtzebuerg-Stad hei - huet zënter sechs Méint de Grenzwäert vun 0,6 V/m applizéiert, an et ass kee Problem. An am Moment gëtt a 16 franséische Stied, ënner anerem Groussstied wéi Saint-Etienne, Rennes - dat si jo relativ grouss Stied -, an anere méi klénge Stied dee Grenzwäert vun 0,6 V/m - Expositionsgrenzwäert, soen ech - do am Moment getest.

Dir Dammen an Dir Hären, déi gréisste potenziell Gesondheitsrisiken, déi vu Mobilfunkstrahlen ausginn, sinn d'Handye selwer, virun allem bei Kanner a Jugendlechen a bei schwangere Fraen, wann den Handy wéi eng Spillsaach, dat heescht absolut onvirsichteg gebraucht gëtt; an da virun allem och am Haus oder Büro, am sougenannten Indoor-Beräich, virun allem duerch déi sougenannten DECT-Schnurlos-Telefonen, verschidden Typen - net all - vun héichfrequenzmoduléierte Babyfonen an de Wi-Fi am Indoor-Beräich, zum Beispill a Schoulen, well doduerjer am Indoor-Beräich méi héich Expositionen Dag an Nuecht kënne virkommen wéi am Ausseberäich duerch Antennen.

Mir schwätzen haut hei awer iwwer Ännerungen a Verbesserungen am Kontext vun Plan sectoriel vun de Mobilfunkantennen. Mä dës Indoor-Beräich, Här Minister, mat DECT-Schnurlos-Telefonen, Babyfonen a Wi-Fi ass iwwerhaapt net geregelt. Mir géifen duerfir als Gréng d'Regierung dozou opferderen, fir sech um europäesche Plang anzusetze fir eng kloer Reglementéierung dovun, déi engem seriöser gesondheetleche Verbraucherschutz géif entsprechen, a gläichzäiteg och eng seriöt Informatiounscampagne fir d'Elteren a fir d'Bevölkerung hei am Land an d'Weg ze leeden, fir preventiv op eng effikass Aart a Weis méiglech Gesondheetsschied och hei am Land ze verhënnere.

A Saachen Antennen dobausse gëtt et bei ville Leit och e grouss Mësstrauen, well net gewosst ass, wann emol eng Antenn an der Noperschaft opgestallt gëtt, ob do dann net an de Joren duerno nach vill weider Antenne mat anere Frequenzen eventuell an eventuell nach méi groussem Risikopotenzial installéiert wäerte ginn. Duerfir brauche mer och en technesch System vun Transparenz a vu permanenter Kontroll, fir dat ze assurieren, datt déi preventiv Expositionsgrenzwärter och wierklech agehale ginn, datt de Mindestgrenzwäert vun 0,6 V/m dobaussen als Expositionsgrenzwäert agehale gëtt.

Ech kommen zum Schluss. An der virleieder Motioun verlaange mer, datt d'Regierung endlech, no bal zwee Joer, hirer gesondheetspolitescher Verantwortung gerecht gëtt an d'Reglementéierung vun der Téléphonie mobile op méi zolidd a méi preventiv Féiss stellt. Dat heescht, zum Beispill, d'Applikatioun vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur fir jiddwer Antenn an der Klass 1.

An de Punkten zwee an dräi vun dëser Motioun, déi Der gläich ausgedeeelt wäert kréien, invitéiere mer d'Regierung, fir bei der Autorisationsprozedur vun allen neien Antennen den Avis obligatoire vum Gesondheitsminister an-



zehuelen, fir et dem Gesondheitsminister an deem Sënn ze erlaben, fir zum Beispill iwwer sougenannten „Standortkonzepte“ en Avis iwwert déi beschtméiglech Léisungen ze proposéieren an ze imposéieren, Standuertkonzepter, déi virun zwee, dräi Joer schonn zu Esch entaméiert gi sinn. Standortkonzepter, wat elo am leschte Joer an der Stad Lëtzebuerg luewenswäerterweis an Ugrëff geholl ginn ass, dat si fir eis Léisungen, praktesch Léisungen, pragmatesch Léisungen, wéi een aus där Situatoun hei kann erauskommen.

Am véierte Punkt vun dëser Motioun verlaange mer d'Iwwerschaffung vum bestehende Plan sectoriel...

**M. le Président.**- Här Huss, Dir misst awer elo wierklech zum Schluss kommen.

**M. Jean Huss (déi gréng).**- Jo, ech sinn och wierklech um leschte Punkt.

**M. le Président.**- Dann ass et gutt!

**M. Jean Huss (déi gréng).**- Am véierten, leschte Punkt vun dëser Motioun verlaange mer d'Iwwerschaffung vum bestehende Plan sectoriel mat der Integratioun vum Principe de précaution a mat méi schaarfen Expositiounsgrenz-wäerter.

Wann elo dese véierte Punkt vun der Motioun, wann do d'Regierungsparteien der Meinung sinn, datt dat vun engem pragmatesche Point de vue hier am Fong ze vill laang Zäit géif brauchen, fir en neie Plan sectoriel mat deenen dote Saachen ze maachen - wat jo kéint sinn, well dat eventuell zwee, dräi Joer kéint daueren -, da wiere mer als Gréng bereet, dese véierte Punkt vun dëser Motioun aus Interêt, fir e Komproméss ze fannen, ewechzeloossen.

Ech soenlech Merci.

**Une voix.**- Très bien!

**Motion 1**

La Chambre des Députés,

- *vu le règlement grand-ducal du 25 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles»;*

- *vu le règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2007 modifiant le règlement grand-ducal du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés;*

- *vu l'arrêté rendu le 14 juillet 2009 par la Cour administrative qui estime que la réglementation luxembourgeoise en matière de téléphonie ne satisfait pas aux exigences du texte de la loi du 10 juin 1999 «commodo et incommodo» et conclut à l'illégalité du règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> août 2007;*

- *considérant que la jurisprudence précitée de la Cour administrative remet également en question ledit plan sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles»;*

- *vu que d'une façon générale cette même jurisprudence de la Cour administrative mène à un changement de paradigme en relation avec l'exigence de la preuve de nuisances des établissements autorisés dans le cadre de la procédure commodo et incommodo («En principe, dans le cadre d'une procédure de commodo et incommodo, les intéressés sont invités à faire état de leurs craintes des nuisances engendrées par un établissement classé projeté, ce qui exclut, par principe, l'exigence de la preuve de ces nuisances qui restent potentielles, étant donné qu'au moment de la délivrance de l'autorisation, l'établissement ne fonctionne en principe pas déjà. ...» extrait arrêt n°23857C et 23871C);*

- *vu que la Cour reconnaît comme sérieux les risques pour la population en relation avec les ondes émises par les antennes relais («la lecture des contributions et publications scientifiques produites aux débats établit une incertitude sur l'inocuité d'une exposition aux ondes émises par les antennes relais [cf. Cour d'appel de Versailles 4 février 2009, arrêt n°68/2009, R. G. n°08/08775], de sorte que les craintes exprimées à ce sujet sont sérieuses et de nature à établir, dans le chef des personnes exposées à de telles émissions, un intérêt né et actuel à agir»);*

- *vu les préparations entamées entre les différents ministères pour réaliser en 2012 sous la tutelle du Ministère des Communications et de la ville de Luxembourg un projet-pilote d'un an et suivi d'un bilan, projet qui définit dans la ville les emplacements et les mesures techniques en relation avec les stations de base pour les réseaux publics de communications mobiles;*

invite le Gouvernement

- *à élaborer sur la base du jugement de la Cour administrative du 14 juillet 2009 une nouvelle réglementation luxembourgeoise en matière de téléphonie, qui impose pour toute implantation de nouvelles antennes de communications mobiles une procédure de commodo et incommodo de la classe 1;*

- *à faire partie intégrante de la procédure d'autorisation pour toute implantation de nouvelles antennes de communications mobiles un avis sanitaire de la part du Ministère de la Santé, que ce soit sur un nouveau site ou sur un site existant;*

- *à permettre au Ministère de la Santé de se doter de tous les instruments jugés nécessaires pour l'élaboration de l'avis et notamment d'un «Standortkonzept» qu'il pourra dès lors imposer aux parties intéressées ou concernées par l'avis en question;*

- *à adapter le plan sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles» en intégrant le principe de précaution en matière de santé publique par l'application de valeurs limites plus contraignantes pour les champs électromagnétiques auxquels la population est exposée.*

(s.) Jean Huss, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

**M. le Président.**- Merci dem Här Huss. Als éischt Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Marcel Oberweis (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, dese Sujet huet technesch, ekonomesch, ekologesch, awer och gesondheetlech Aspekter. De Mobilfunk, dat heescht de Gebrauch vun Handye mat hire sëllegen Applikatiounen, huet sech an deene leschte Joren zu engem Massephenomeen entwéckelt. An aval sinn eng ganz Rei vu GSM-Antenne queesch duerch eist Land opgestallt ginn.

De 25. Oktober 2007 stounge Gesondheetschied duerch de Mobilfunk an d'GSM-Antennen hei am Mëttelpunkt. Zënterhier ass d'Entwécklung net ofgebremst ginn, ganz am Contraire: Den Handy ass net méi ewechzedenzen, eng fulminant Eegendynamik läit hei vir.

Vill Leit si sech aus Onkenntnis net iwwert déi Schied op hir Gesondheet bewosst. Ëmmerhin handelt et sech beim Mobiltéléfon òch eng net ioniséierend Strahlung am Héichfrequenzbereich vun 1.000 bis 5.000 MHz, an d'Kommunikatioun tëschent der GSM-Antenn an den Handye gëtt duerch elektromagnéitesch Strahlen hiergestallt.

Dobäi muss ee festhalen, dass et net d'GSM-Antenne sinn, mä dass et vill méi den Handy ass, vun deem dat gréisste Geforepotenzial ausgeet. Miessungen hunn erginn, dass beim Betrieb vum Handy elektresch Feldstärkte bis zu 92 V/m an der Oberfläch vum Gehir bei eisen Zelle wierke kënnen. Wäit iwwert dem zoulässege Wäert!

Dobäi muss ee bedenken, dass den Handy dauernd Strahlen émettéiert, well mat him jo deelweis de Mënsch zréckgesicht gëtt. D'Basistatiounen vun den Télefonen ouni Kabel an eisen Haiser produzéiere permanent eng elektresch Feldstärkt vu 7 V/m, ëmmerhi wäit iwwert dem zoulässege Wäert vun 3 V/m bei de GSM-Antennen. Wéi vill Leit si sech där Gefor guer net bewosst?

An der Suite wëll ech hei op déi dräi vun dem honorabele Jean Huss ervirbruechte Punkten agoen. Éischtens, den aktuelle sektorielle Plang vun de GSM-Antennen, datéiert vum 20. Februar 2006. Deemoos war festgehal ginn, dass d'GSM-Antennen der Utilité publique ënnerworf, an dat heescht, dass den ILR an d'ITM mat agebonne muss ginn.

D'Sich no optimale Sité fir d'Opstelle vun enger GSM-Antenn ass eng ganz delikat Aufgab. Engersäits sollen allen Handybenotzer déiselwecht Chancé garantéiert ginn, an anerersäits muss méigleche Gesondheitsgefore Rechnung gedroe ginn. An dobäi kënnit et oft zum Nimby-Effekt: „Net bei mir!“.

Hei fällt de Buergermeeschteren eng grouss Responsabilitéit zou, well si an der Rumm vum Précautionsprinzip d'Opstelle vu GSM-Antenne verbidden kënnen. Et muss awer drop higeweise ginn, dass vill Handy-Benotzer sech bebloen, dass an de Grenzregiounen d'Opérateuren aus den Nopeschläänner staark an eist Land eraustrahlen a si domadder héich Käschte beim Téléfonieren hunn. Obschonnns Effort gemaach si ginn, bestinn nach ëmmer sougenannten Empfangslächer hei am Land. Well mir awer net iwwerall kënnen GSM-Antennen opsetzen, sinn déi dräi Opérateure gebiede ginn, méi enk zesummeschaffen. An deem Zusummenhang wier et awer gutt, eng Konventioun tëschent eenzelnen Opérateuren an der Groussregioun auszeschaffen.

Aus engem rezente Gerichtsuerdeel - den honorabelen Här Huss ass dorop agaangen - iwwer e Fall vun enger GSM-Antenn zu Krautem aus dem Joer 2009 geet ervir, dass et zu enger erhéichter Strahlung op enger GSM-Antenn ka kommen, wann do méi Opérateure präsent sinn.

Dierf ech awer drun erënnere, dass eng GSM-Antenn mat der Leeschtung vun manner wéi 2.500 W an der Klass 3 bei der ITM ageschriwwen gëtt, mat enger Leeschtung iwwer 2.500 W an der Klass 1? A wann dat sollt geschéien, wat hei gemengt ginn ass, dann dierf et schweier ginn hei am Land mat Autorisatiounen, fir GSM-Antennen opzestellen.

Zweetens, déi gesondheetlech Aspekter: Et sinn Etüde gemaach ginn iwwert d'Gefore mat dem Handy. An déi weisen och drop hin, dass negativ Aflëss op d'Gesondheet virkommen. Déi international Agence fir Kriibsfuerschung, déi der OMS ënnerstellt ass, weist op eventuell Kriibsgeforen hin. Et ass dowéinst déi spezifesch Absorptiouns-dosis vun 2 W pro kg Kierpergewicht festgeluecht ginn. Dese Wäert seet, wéi vill Strahlung de Kapp ophëlt an a Wäermt ëmsetzt beim Téléfonieren. Am Kloertext: Et soll ee wa méiglech den Handy net ze laang benei Kapp halen.

**(Interruptions)**

Et gëtt sech Suergen iwwert d'Belaaschtung duerch d'GSM-Antenne gemaach, awer mir setzen eis onbedenklech der Gefor duerch den Handy aus. Duerfir gëtt driwwer nopeduecht, ob et da sännvoll ass, engem Kand ënner zwielef Joer en Handy ze ginn.

Den interministeriellen Aarbechtsgrupp, deen all déi eenzel Facettë vun dem Dossier iwwerbléckt, huet sech och mat dem Problem befaasst. An d'CSV-Fraktioun gesäit kee Mehrwäert doranner, nach elo de Ministère de la Santé anzebannen.

Drëtte Punkt ganz schnell: d'Kreatioun vu regionale Pläng, an dat mat der Zesummenaarbecht mat de Gemengen an den Opérateuren. De Règlement grand-ducal vum 25. Januar 2006 seet eis jo, dass d'Gemengen am beschte placéiert sinn, déi Siten auszewäisen, wou GSM-Antennen an hirem PAG opgestallt kënnen ginn. An dat mat Bléck op eventuell Geforen op d'Gesondheet vun de Bierger. Déi elektresch Feldstärkt dierf op deem Site net méi wéi dräi...

**M. le Président.**- Här Oberweis, Dir misst och zum Schluss kommen!

**M. Marcel Oberweis (CSV).**- Sidd mer net béis, Här President, an dräi Sekonnen!

...3 V/m bedroen. Dese Wäert ass den niddregsten an der Europäescher Union a läit wäit ënner dem Wäert vun der OMS, deen 48 V/m virgesäit.

Wéi ugedeit, huet d'Regierung d'Opérateuren zur Zesummenaarbecht op regionaler Basis invitéiert, fir esou déi eenzel Réseale besser openeen ofzestëmme. Et soll esou d'Strahlebe-laaschtung vun enger GSM-Antenn reduzéiert ginn.

Dat gesot, wëll ech ënnersträichen, dass d'CSV-Fraktioun d'Approche vun der Regierung, d'Mobilelekommunikatioun hei am Land nach weider auszebauen, ënnerstëtz. Dergéint si wier e Schrëtt no hannen an där Welt, an där mir liewen. Dat géif och guer net zougelooos ginn an net opgehall ginn.

**(Interruptions)**

Eis Fraktioun drängt awer drop, dass déi streng Oplagen am Zusummenhang mat de Gefore fir d'Gesondheet respektéiert ginn.

Merci fir d'Nolauschteren, an ech wëll nach séier drop äntwerten, dass ech dergéint sinn, wéi munch Leit dat iwwerspëtzt formuléiert hunn.

**M. François Bausch (déi gréng).**- Dat ass net wouer, Här Oberweis. Dir hutt dem Här Huss ganz schlecht nogelauschert.

**M. le Président.**- Merci dem Här Oberweis, an als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

**M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Interpellant oder dem Froesteller hei Merci soe fir seng Initiativ. Hie kennt déi Matière zimlech gutt. Mir kenne säin Engagement heiraner scho säit Joren. En huet jo och e Rapport am Conseil de l'Europe do iwwert déi Matière gemaach. An ech muss soen, et ass net esou einfach, fir no esou Experten hei ze schwätzen.

Ech mengen, de Mobilfunk a seng Antenn oder d'Antennen, wat jo ee vun de grouss Problemer ass, ass och eng perfekt Illustratioun, wéi de Mënsch kann an d'Quëtsch kommen, wann en déi modern Technologie wëllt optimal benotzen. Op där enger Sait si mer jo alle-guerte wierklech drop aus, fir kommunikativ um leschten Top ze sinn. Mir hunn Handyen, een oder zwee, mir hunn iPaden a wéi dat alles heescht, fir ebe kënnen kommunikativ wierklech um leschte Stand ze sinn.

Op där anerer Sait wësse mer awer, datt mer dann och Risike mat deenen Technologien

aginn. Besonnesch ass jo gewosst, datt souwuel beim Gebrauch vun Handy - et ass elo grad scho vun de Virridner gesot ginn - do kënnen Geforen entstoen, wéi eben och da bei den Antennen, well do dann déi elektromagnéitesch Strahle sinn, sou datt do also wat een nennt e gewëssen „Elektrosmog“ ass.

Bon, et ass esou, datt eis Suerg muss an deem Dossier sinn, datt mer de Principe de précaution uwennen. Dat heescht, datt mer wierklech ëmmer all déi néideg Mesuren huelen, fir mat deene beschten Erkenntnisser, déi mer hunn, dem Bierger eng maximal Protektioun ze garantéieren.

An ech mengen och, an där Philosophie oder an deem Sënn waren an der Vergaangenheet déi éischt Mesuren oder Reglementer geholl ginn hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun de Mobilfunkantennen. Ënner anerem hate mer - ech weess net méi genau den Datum, mä ech war deemoos mat responsabel dofir - eng Norm festgeluecht vun 3 V/m fir d'Antennen hei zu Lëtzebuerg. Dat war deemoos, laut den Erkenntnisser vun deemoos an och nom Principe de précaution déi strengsten Norm an Europa respektiv doriwwer eraus.

Mir haten och deemoos initiéiert - fir datt mer e bëssen an deem, ech soen emol, Gewull vun den Antennen, déi iwwerall iwwer Land gespriest sinn -, fir e Plan sectoriel ze maachen, fir also Uerdnung doranner ze kréien.

Bon, mir hunn elo awer eng Situatoun - de Fall zu Krautem an der Réiser Gemeng, wou ech och hier sinn -, wou d'Leit, géif ech mengen, net zu Onrecht do Klo gefouert hu viru Geriicht, well se awer gesinn hunn, datt do Problemer waren. D'Gericht huet elo an zweeter Instanz also och geschwat a gesot, éischtens, déi Antennen, op alle Fall op deem Site zu Krautem, waren net konform zum Kommodo. An dat huet virun allem domadder ze dinn, datt och déi Norm vun 3 V/m, déi jo awer deemoos als relativ streng ugesi ginn ass, iwwerschratt ginn ass. Dat ass virun allem doduerjer bedéngt, datt eben d'Opérateuren, verschidden Opérateuren, fir net méi Antennen dann opzerrichten, sech versicht hunn ze regroupéieren op ee Poteau, fir et emol esou ze soen, an dann natierlech vill Émetteuren op engem Punkt waren an dann déi 3 V/m iwwerschratt gi sinn.

Ech mengen, opgrond vun deem Uerteel stelle sech also zwou Froen. Dat ass op där enger Sait: De Plan sectoriel, muss dee geännert ginn? Ech si kee Jurist, mä ech liesen awer trotzdem aus deem Uerteel eraus, datt mer do musse kucken, nei Weeër ze goen. Do ass also d'Regierung an deem Punkt gefuerdert.

En anere Punkt ass deen: Brauche mer méi streng Emissiounsnormen an den Antennen? Och do soen ech: Deem wëlle mir eis net widersetzen. Wann nei Erkenntnisser do sinn, da soll een déi considérieren, souwuel vum technesch Standpunkt wéi och vum Gesondheitsstandpunkt. Wann een also mat méi niddreger Puissance, dat heescht och mat manner magnéitescher, elektromagnéitescher Puissance kann och nach all déi Fonctiounen bidden, déi een haut ebe wëllt, da soll een do also och an déi Richtung goen.

Ech wëll iwwerengs drun erënnere, et gëtt e Rapport vun enger liberaler EU-Deputéierter, der Madame Ries, déi do och e Rapport - Här Huss, ech mengen, et war de Rapport am Europaparlament - gemaach huet, deen och ugehall ginn ass, deen och an déi Richtung geet fir ze soen, mir sollen awer méi streng Emissiounsnormen an Europa duerchsetzen. Ech mengen, dat ass also dee richtige Wee, dee mer sollte goen.

E leschte Punkt ass nach deen, datt een - egal wéi den zukünftege Plan sectoriel ausgesäit, egal wat fir eng Norme mer an Zukunft och wäerten hunn, déi wahrscheinlech awer an déi Richtung ginn, datt se also méi déif leien - ëmmer soll kucken, wann een esou Antennen opstellt, datt een dat wierklech am Konsens an an Zesummenaarbecht mat de Bierger mécht. Et sinn déi eng oder aner Stied amgaangen - och d'Stad Lëtzebuerg versicht do, Efforten ze maachen -, fir ze kucken mat de Leit, déi vläicht méi direkt betraff sinn, déi ideal oder déi beschtméiglech Solutioun ze fannen, wou een dann déi Antenne soll oprichten.

D'Konklusioun also: D'Regierung ass hei gefuerdert, wéi dat och den Interpellant gefrot huet, fir do souwuel wat d'Norme wéi awer och wat de Plan sectoriel ubelaangt ze agéieren.

Nach vläicht e lescht Wuert, wa mer nach Zäit bleibt, zur Motioun: Här Huss, ech hat elo net ganz vill Zäit, ech krut se eigentlech praktesch





eréischt op den Dësch, wéi ech elo hei op d'Pult komm sinn, do sinn ech driwwergerflunn. A priori kéint ech soen, datt mer domadder kéinten d'accord sinn.

Et ass just vläicht deen éischte Punkt, wou ee wirklech seet, dat misst eng Klass 1 sinn. Also, ech si schonn domadder d'accord, datt een dat muss iwwerschaffen. Mä fir elo eigentlech als Chamber ze soen, dat misst genau an déi Klass kommen amplaz an eng aner Klass, ech weess net, ob een do vläicht e Kompromëss kéint fanen, iergendeng Formulatioun. Mä soss kéinte mer awer mat där Motiou d'accord sinn.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Liewen ouni kabellos Verbindungen ass haut kaum nach denkbar. An eise Schoule gëtt et Diskussiounen doriwuer, ob d'Kanner dierfen den Handy mat an d'Schoul huelen a wéini si e müssen ausmaachen. Op Konferenzen, am Theater oder virun engem Concert awer muss een d'Leit heiandsdo drun erënneren, den Handy auszuschalten. An dat klappt nach laang net ëmmer.

Mir wellen iwwerall eng gutt Handysverbindung hunn: doheem an eise véier Mauer, am Gaart, am Auto oder wa mer an de Bësch spadséiere ginn. Ouni Antenne geet dat leider net. A wann een e flächendeckende Réseau wëllt hunn, muss een där Antennen och relativ gläichméisseg verdeelt iwwert d'ganz Land opriichten.

De Stat huet d'Flicht, d'Leit viru méigleche Gesondheitsrisiken awer ze schützen. Dobäi ass et net einfach anzuschätzen, wéi héich dese Risiko a Wirklechkeet ass. Engersäits gëtt et ëmmer eenzel Leit, déi wesentlech méi emfindlech si wéi aner, a Sécherheitsstandarde müssen am Prinzip esou ausgerichtet sinn, dass och si effizient geschützt ginn. Anerersäits si mir all Dag ganz ville verschiddenen Ëmweltaflëss ausgesat, déi kumulativ wirken.

Mir hu jo net nëmmen en Handy, mä meeschtens och eng kabellos Verbindung zu eisem Computer an Drécker, e schnouerlosen Telefon an der Wunneng an eventuell eng Museksanlage, déi ouni Kabel mat de Boxen a Verbindung steet. Et muss een also eng Lösung fannen, wou d'Demande no extremer Mobilitéit mat gudder Réseau ka befriedegt ginn, an anerersäits fir d'Belastung fir d'Gesondheet esou kleng wéi méiglech ze halen.

Et mécht deemno Sënn, fir de Réseau vun Antennen iwwer e Plan sectoriel ze organisieren. Mä et muss genuch Flexibilitéit bleiwen, dass vu Fall zu Fall no der beschter an der sécherster Lösung ka gesicht ginn. D'Plans sectoriels leie jo an der Form vun engem Règlement grand-ducal vir a müssen esou ausgerichtet sinn, dass se regelméisseg kënnen un nei Besoinen oder un nei Erkenntnisser adaptéiert ginn.

D'Chamber kann de Ministère just encouragéieren, fir dat och ze maachen an dese Plan sectoriel ze änneren, soubal nei Fuerschungsergebnisse notament am Gesondheitsbereich virleien. An dat maache mer och.

Et ass awer un de Fachleit vun dem zoustännege Ministère, derfir ze suergen, dass eis Législatioun an esou enger wichteger Fro ëmmer um leschte Stand ass an dass de Gesondheitsminister mat an déi Diskussiounen agebonne gëtt.

déi gréng hu sech bei hiner Demande fir eng Heure d'actualité ënner anerem op d'Uerteel vun de Cour administrative vum 14. Juli 2009 beruff. Dat Uerteel betrëft net nëmmen de Plan sectoriel, mä och d'Nomenclature vum Kommodosgesetz.

Ech erënneren drun, dass mer eréischt viru Kuerzem d'Gesetz iwwert d'Établissements classés mat Amendementen geännert hunn. An deem Kader huet den zoustännege Minister och versprochen, dass de Règlement grand-ducal, deen dozou gehéiert, géif ofgeännert ginn. Leider hate mer awer an der Chamberskommission keen Avant-projet zu deem Règlement virleien. Mä ech ginn awer dovunner aus, dass d'GSM-Antenne vun iwwer 2.500 W der Klass 1 weider uegheieren, wuel wëssend, dass den Haaptënnerschied tëschent der Klass 1 an der Klass 3 haaptsächlech, wéi scho gesot, an der Enquête publique fir d'Klass 1 läit.

Nom Uerteel vum Verwaltungsgeriicht vum 14. Juli 2009 kënn et drop un, dass d'Gesamtbelastung duerch elektromagnétesch Wellen vun Antenne kumulativ, wéi et heescht, pro Secteur de manière arithmétique a pro Sende-

richtung de manière vectorielle müssen ënnersicht ginn. A wa bei zousätzlechen Installatiounen, déi zwar eenzel ënner 2.500 W leien an déi net an déi grouss Kommodosklass 1 falen, mä an der Klass 3 leien, d'Gesamtemissionen awer 2.500 W dépasséieren, da muss d'Kommodosprozedur Klass 1 duerchlaf ginn, fir sécherstellen, dass d'Pollutioun par rapport au public ënnersicht gëtt, fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun de Leit ze garantéieren iwwert de Wee dann hei vun der ITM. An dobäi muss dann de Gesondheitsministère mat age-schalt ginn.

D'Fro geet deemno un d'Regierung, wéi se denkt, kohärent an deem Dossier do weiderzekommen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Et besteet eng direkt Relatioun tëschent Depressionen an Drogenkonsum - Drogenkonsum am grousser Sënn vum Wuert: Fëmmen, Alkohol, Heroin, Cannabis, alles wat Der wëllt.

Firwat ass et eng direkt Relatioun? Mä ass deem einfache Grond: Wann een depriméiert ass, wann ee kee Bock huet, wann een d'Flemm huet, da sicht een e Kick. Dat heescht, et sicht een eppes, fir dass seng Moral steigt.

Wat geschitt am limbesche System? De limbesche System ass e System am Kapp, dee mer hunn, deen ass de Siège vun den Emotiounen. Et ass de Siège vun Trauregkeet oder vu Freed. Et ass de Siège vun de kognitive Fäegkeeten. An dee schafft op Basis vu chemesche Molekülen. Dat heescht, mir sinn hei an der Biologie, an do sinn dräi Molekülen, déi haaptsächlech a Fro kommen: Dat ass d'Dopamin, dat ass d'Phenylethylamin an dat ass d'Serotonin. Déi Molekülen, déi fale bei enger Depression. Also, dee Facteur, wa mer dee wëlle gär stäerken, hiewen, muss mer an dem Bereich vun den Drogen am grousser Sënn vum Wuert - am Alkohol, Fëmmen oder Cannabis, Heroin an esou weider - investéieren, fir besser ze sinn.

Mä et besteet awer och eng Relatioun, Här Minister, tëschent Handystrahlen, dem Telefonéieren an Depressionen. Dat hu Wëssenschaftler elo erausfonnt. Ech mengen, dat ass ganz interessant ze wëssen, dass d'Handystrahlen am biologesche Bereich... An ech schwätzen hei vum biologeschen, chemeschen Bereich, an net vum thermeschen Bereich, deen hei ëmmer zu Feld gefouert gëtt, wou gesot gëtt: „Jo, mir sinn déi Bescht, mat 3 V/m si mer déi Bescht an Europa, souguer ënnert der Limite vun der EU.“

Neen, ech schwätzen hei vun de biologeschen Effekter, déi mer net gesinn, déi biologesch Effekter, déi am Gehir stattfannen: Do, wou dann déi dräi Molekülen einfach duerch déi Strahlen eroffalen an deementspriedend dann Depressionen kreieren. Deementspriedend si mer dann ebe Kandidat, fir iergendeng Drog ze huelen, déi eis da weider opmontert.

Här Minister, mir sinn hei an deem Fall, wéi gesot, net am thermeschen Bereich. Mir sinn hei am biologeschen Bereich. Ech mengen, et ass elo 15 Auer dräi, spéitstens elo wësst Der Bescheid, dass hei biologesch Effekter am Gehir geschéien. An et huet näischt mat thermeschen Effekter ze dinn.

Wann Der wëllt - Dir hutt Är Diere ganz grouss op, ech weess et -, da kënn Der eis, den Här Huss a mech, jo invitéieren. Mir stellen Iech déi lescht Étude vir. Mir hunn absolut kee Problem.

Haaptsaach, Här Minister, wann Der Courage hutt, gitt einfach erof vun 3 V/m, gitt op 0,6 V/m. Et ass keen hei, et ass keen hei am groussen Haus hei, deen net méi dierf dann telefonéieren. Dat ass guer net wouer. Mir si keng Fanatiker. Mir wellen einfach, dass déi Wäerter erofgeschrauft ginn op 0,6, fir déi biologesch Effekter ze verhënnere.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera.

(Hilarité)

An elo kritt d'Wuert den Här Kommunikationsminister François Biltgen.

(Interruptions diverses)

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- Jo, Merci, Här President. Wann et em d'Handye geet, da gëtt et ëmmer zwou Zorte vu Fuederungen. Déi eng ass, esou mann wéi méiglech, wou och en Ënnerschied ass - et ass scho gesot ginn - tëschent Handy an Antennen, woubäi d'Leit oft d'Antenn mat dem Mast verwiesselen, op deem déiselwech ka sinn. Op där anerer Säit: méi a besseren a méi séieren Handysempfang.

Elo wou mer déi Schnéiwelldaten, si grouss Fuederung kommen, dass an Zukunft misst awer dann direkt jiddwereen iwwer Handy matgedeelt kréien, wéi wou wat fir eng Strooss zou ass. Wann ee gär méi Informatiounen hätt, da muss ee méi aussenden, da muss ee méi strahlen - och zwou Saachen.

Dat Geféierlechste - ech kommen op de Principe de précaution zrëck -, dat ass den Handy selwer, méi wéi d'Antennen. An nach eng Kéier: Do, wou mer festgestallt hunn, dass d'Leit sech oft gewiert hunn, dat ass, well se op eemol Maste gesinn hunn, während een d'Antenn oft net gesäit, wat dann och erëm eng Kéier eppes mat Autorisatiounen ze dinn huet. Zu Esch zum Beispill - fir déi Gemeng ze huelen, déi ech gutt kennen -, do muss de Mast autoriséiert ginn. An anere brauch de Mast net autoriséiert ze ginn. Mä et ass net de Mast, dee strahlt. Et ass déi Antenn, déi strahlt, déi um Mast ass.

Dann ass et och kloer, dass, wann ee gär en uerdentlechen Empfang hätt, een ëmmer muss kucken: Wou ass den Handy a wou ass d'Antenn? Wat den Handy méi wäit ewech ass vun der Antenn, wat entweder den Handy méi muss empfänken oder d'Antenn méi muss strahlen. Dat heescht, et gëtt scho ganz vill Wiesselwirkungen hei. A fir ganz einfach esou Saache festzeleeën, ass ganz schwierig. Zum Beispill ass et och ganz kloer, dass oft gesot gëtt: „Ma da stellt d'Antennen ausserhalb vun der Gemeng op.“ Mä da muss se méi strahlen. Et ass nach ëmmer: Wat ee méi no ass, wat et besser ass.

Dat Zweet ass, dass et hei international Norme gëtt. Déi si vun der OMS, vun der internationaler oder UNO-Gesondheitsorganisatioun, an déi schwätzt kloer vun 41 V/m.

Mir hunn zu Lëtzebuerg - an den Här Berger huet drun erënnert, dass en deemools mat an der Regierung war, an dat war eng Kooperations tëschent Travail an Environnement - ni Norme fixéiert. Mir hu Recommandatioune fixéiert, no deenen d'Kommodosgenehmigung ginn.

Woufir hu mer ni Norme fixéiert? Ma well mer déi Norme missten zu Bréissel notifizéieren an da géife gesot kréien, eis Norme wären u sech géint d'Konkurrenz. Ech hu schonn e puermol den Exercice gemaach. Dee fänkt bei mir am Gaart un, well ech wunnen zu Esch, an ech hunn en awer och scho gemaach, wann ech erop an d'Éislek gefuer sinn, dass ech da ganz oft iwwerhaapt kee Lëtzebuurger Provider méi hat, mä auslännescher tout simplement, well déi och mat aneren Normen ausstrahle wéi eis. Sou dass een da ganz oft ënnert dem Roaming op déi aner gefall ass. Sou dass dat heite schonn eng komplex Saach ass. A wat richtig ass, dat ass, dass d'Leit oft veronséichert sinn.

Wat heescht de Principe de précaution? Principe de précaution heescht, dass een esou vill wéi méiglech oppasst, wa potenziell Geforen do sinn, fir deenen entgéintzekommen. Den absolute Principe de précaution wär, alles ze verbidden, well kee ka soen, ob eng Kéier eng Gefor kënn oder net. Et si ganz vill interessant Innovatioune fonnt ginn, bei deenen eréischt 30 Joer drop festgestallt ginn ass, wat hir Problemer sinn.

Fir mech ass d'Principe de précaution een, dee seet, du kucks esou vill wéi méiglech virsiichteg ze sinn, ouni awer de Prinzip vun der Benotzung vun de Mëtzel a Fro ze stellen. An d'fir si mer mat 3 V/m, wat den Niveau supérieur ass vun deem, wat mer kënnen maachen, nach ëmmer an Europa federführend. Dat eent ass, wat d'Autorisatioun ass. Dat anert ass, wat effektiv beim Mënsch ukënnert. De Problem ass, dass mer hei soen: „Wéi vill dierfs du ausstrahlen?“ Wichtig ass, dass een erausfrennt: Wat kënn beim Mënsch un?

Do muss mer iwwregens wëssen, dass et net nëmmen Antennen an Handye sinn, déi strahlen, mä nach ganz vill aner Saachen, déi strahlen, sou dass de Mënsch notament a Ballungsgebiedder enger ganzer Partie vu Strahlen ausgesat ass.

Wa mer kucken, wat gemooss gëtt am Allgemengen zu Lëtzebuerg, dann ass d'Valeur moyenne 0,1 V/m, an d'Valeur maximale ass esou 1 V/m. Dat ass, wat an der Regel gemooss gëtt.

Da kommen ech och op dat Uerteel zrëck: Elo kann et Plaze ginn, wou méi kënnert, well der do méi zesummekommen. D'fir mengen ech nach eng Kéier, dass een net soll déi 3 V/m a Fro stellen. An et soll ee kucken, ob eis Règlementatioun ka geännert ginn oder net.

Ech géif Iech wierklech bieden, d'Uerteel ze liesen, well hei goufe vill Saache gesot iwwert dat Uerteel, déi net am Uerteel drastinn. Wa mer d'Uerteel liesen, da betrëft dat Uerteel haaptsächlech d'Kommodosgenehmigung.

Wat war de Punkt bei der Kommodosgenehmigung? Mir hunn deemools dans un souci de

simplification administrative fir d'Opérateure gesot: „Majo, wann s de ënner 2.500 W...“ - also, ech ginn elo net an all déi technesch Valeuren eran - „...2.500 W bass, da kënn de an d'Klass 3, soss bass de an der Klass 1.“ D'Klass 1 an 3, dat huet näischt mat Valeuren ze dinn. D'Klass 1 an 3, dat huet eppes mat der Prozedur ze dinn: 3 geet méi séier, dat ass d'Gemeng, an 1, dat ass da méi eng grouss Consultatioun.

Mir hunn an deemselwechte Souci de simplification administrative an deem Règlement - wéi gesot, do war ech als Aarbechtsminister mat dru bedeelegt - och gesot, dass mer géifen, amplaz d'Sité multiplizéieren - amplaz dass mer géifen en Antennebësch kréien, wéi mer déi Zäit gesot hunn -, d'Opérateuren encourageieren, fir op deemselwechte Site hir Antennen opzeiichten.

Dat huet bruecht, dass do, wann deen éischte seng Genehmigung hat, déi aner, och ënnert der Klass 3, nokomm sinn, och wann déi insgesamt Puissance um Site dann herno iwwer 2.500 W war. Dat ass dat eenzegt Element, wat an deem Arrêt vun der Cour contestéiert gouf: d'Illegalitéit vun deem Règlement, wat eng Klass 3 virgesinn huet fir eng Puissance cumulée vun iwwer 2.500 W. De Plan sectoriel ass nullemat a Fro gestallt iwwert déi dote Fro. An am Plan sectoriel stinn iwwerhaapt keng Valeuren dran. Dat war net den Objet vun dem Plan sectoriel, op deen ech nach eng Kéier zrëckkommen.

Doropshin huet d'Regierung, deen heitegen Aarbechtsminister mat deem heitegen Ëmweltminister, en neit Règlement op den Instanze- ween bruecht, dat effektiv dat dote geännert huet, fir ze soen: ënner 2.500 3 an driwwer 1. Dat Règlement ass vun allen Instanze positiv aviséiert ginn. Dat ass och Ufank Mee signéiert ginn. Dat misst elo am Mémorial publizéiert ginn, wann et net scho publizéiert ass. Dat heescht, deem Uerteel ass vun der Regierung, vun deenen zoustännege Ministere Rechnung gedro ginn.

Ech soen dat, mir haten eng Concertatioun, hei sinn nach ganz vill Ministere concernéiert. Ech schwätzen an hiner aller Numm hei mat. Also déi zwee Ministeren, Aarbecht an Environnement, hunn hir Aarbecht gemaach. An et ass elo en neit Kommodosreglement eraus, wat deem Uerteel Rechnung dréit.

De Plan sectoriel, dee sollt eng gewëssen Uerdnung erabrëngen, wéini ee wou nach kéint eppes opriichten. De Problem war folgenden: dass en Uerteel vun der Verwaltungsgerichtsbarkeit, also d'zweet Instanz Cour, gesot huet, dass een nëmmen do kéint Handysantennen opriichten, wou am Plan d'aménagement général géif stoen, do dierf een Handysantennen opriichten.

Dat ass och erëm eng Kéier eng Vermëschung tëschent Mast an Antenn an tëschent Infrastruktur vun där enger an där aner Zort. Sou dass mer du gesot hunn, ma kommt, mir maachen de Plan sectoriel, opbauend um Aménagement-général-du-territoires-Gesetz, wou mer kucken, wou ee kann an Zukunft eppes opriichten.

A mir hu séier festgestallt, dass een net ka proaktiv soen, do kann een, do kann een net. Et muss ee scho kucken, wat déi beschte Méiglechkeet ass. Et kann een net e Parc d'antennes maachen an enger Gemeng. Et kann een net zu Lëtzebuerg soen, elo komme sämtlech Antenne fir d'Handyen op Gaasperech, zum Beispill, oder soss anzwousch. Dat geet einfach net. Déi müssen do sinn, wou d'Leit sinn.

De Plan sectoriel war dann och, fir de Gemengen ze hëllefen, hir Genehmigungen ze ginn. Well d'Gemengen hunn dann net méi missen e Plan d'aménagement änneren, mä hu missen hir Genehmigung huelen. An d'fir hu mer eng Kommissioun geschaf, déi déi Gemengen och beréit. An där Kommissioun ass effektiv zurzäit kee Représentant vum Gesondheitsminister.

► **Une voix.**- Wéi dat dann?

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- Wann Der dat gären hätt, da musst Der dat stëmme. An da musst Der hei eng Motiou erabrëngen, fir dat ze maachen. An da si mer iwwer ee Joer amgang, well et huet...

(Interruptions diverses)

Dierf ech erëm schwätzen, Här President?

► **M. le Président.**- Schwätzt Dir, Här Minister! Loosst Iech net aus der Rou brëngen!

► **M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias.**- Also, wann Der hei eng Motiou unhuelt,...

(Interruption)

► **M. le Président.**- Da lauschtet dach no, wann ech gelift!

► **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*.- Wann Der hei eng Motiou unhuet, fir ze soen, dass mer sollen dee Plan sectoriel änneren, dann, soen ech, si mer zwee Joer amgaang, well dat ass eng ganz komplizéiert Procedur. Do muss d'Regierung eng éischt Décisioun huelen. Déi gétt dann an d'Consultatioun bei sämtlech Gemengen, eng ganz Partie Instance consultativer Natur, bei d'Chamber, an duerno gétt et dann e Règlement. Déi leschte Kéier hu mer bal zwee Joer gebraucht, fir dee Plan sectoriel ze maachen.

Mir sinn eis eens ginn ënner Ministeren, dass mer géifen dat vill méi einfach maachen, nom Modéll vun der Simplification administrative, dass déi Kommissioun, déi elo do ass - ech mengen, Dir kennt all de Plan sectoriel, Dir wësst, wien do alles dran ass -, géif avec voix consultative e Représentant vum Gesondheitsminister do mat invitéieren. Sou dass mer dann dat heite géife mat erabrénge.

Woubäi een natierlech ëmmer muss wëssen, dass de Gesondheitsminister muss seng Normen applizéieren. Déi eenzel Normen, déi de Gesondheitsminister huet, dat sinn déi vun der OMS. Déi si méi héich wéi déi, déi mir hei fälschlecherweis Norm nennen, mä déi mer applizéieren. Dat zum Plan sectoriel. Sou dass ech der Meenung sinn, dass een einfach hei soll kucken, de Gesondheitsministère mat ze associéieren, wat net verbueden ass. An duerfir brauch een dee Plan sectoriel hei net ze änneren. Dat ass déi eng Saach.

Da mengen ech, dass een net soll dohinnergoen an elo nei Norme fixéieren. Émsou méi, well wann ee Richtnorme fixéiert, da muss mer déi och notifiéieren! Bis elo hu mer eigentlech hei sou Valeuren, mat deene mer fueren.

Ech hat kierzlech eng ganz interessant Réunioun mat der Stad Lëtzebuerg, déi amgaang sinn, déi eng Iddi proposéiert hunn, mat där ech d'accord sinn, wou och d'Regierung d'accord ass, dass ech déi weider poursuiwéieren, nämlech, dass mer am Sënn vun Transparenz an Dialog géifen e Projet pilote mat der Stad Lëtzebuerg ufänken, wou ech da géif versichen, d'Opérateure mat u Bord ze kréien - well et geet nëmme, wa se fräiwëlleg domat d'accord sinn -, wou mer elo emol géifen dann effektiv esou e Kadaster virleéien, op wat fir enge Plazen zu Lëtzebuerg an der Stad wat fir eng Valeure beim Mënsch ukommen.

Wa mer dat kucken, wat bis elo scho vu Mesuragen an der Stad Lëtzebuerg gemaach ginn ass, da stellt ee fest, dass meeschtens déi Valeure ganz niddreg sinn. Wann een dat also publizéiert, bréngt dat och vill méi Berouegung bei de Leit mat sech.

Elo kann et awer sinn, dass op där enger oder anerer Plaz, an da soen ech, net nëmme weinst Antennen - net nëmme weinst Antennen! -, dass do op där enger oder anerer Plaz méi héich Strahlwäerter beim Mënsch ukommen. Da géife mer, no deem Projet pilote, dee mer wëlle maachen, soen, dann triede mer an den Dialog. Wann esou eng Valeur dépasséiert wär, wär dann d'Iddi, dass d'Stad Lëtzebuerg géif mat den Opérateuren zesummekommen an et géif, ouni Obligation de résultat an ouni nei Normen ze fixéieren, do versicht ginn, am Dialog ze fannen, wat ka geännert ginn.

Ech soen dat, well et och net ëmmer sécher ass, dass et nëmme d'Antenne sinn, déi d'Ursach sinn. Et muss een also do schonn an en Dialog erantrieden.

Dee Projet pilote, dee sollt während dem Joer 2012 lafen. Dee géif décidéiert ginn tëschent der Stad Lëtzebuerg an dem Kommunikationsminister, stellvertierend fir d'Regierung, well aner Ministeren och hei kompetent sinn. D'Exekutioun wär esou, dass do géif net méi de Kommunikationsminister um Dësch setzen, mä op där enger Sait d'Stad Lëtzebuerg, op där anerer Sait d'Opérateuren.

Wéi gesot, do wollt ech déi Debatt vun haut ofwaarden. Wann déi Debatt dat esou gesäit, wéi ech dat virschloen, géif ech probéieren, déi Opérateuren dann unzeschwätzen, fir domat d'accord ze sinn. An da géifen d'Stad Lëtzebuerg an d'Opérateuren zesummekommen.

Do wär eng drëtt Partei um Dësch, als Zort Médiateur, nämlech den ILR, deen déi meeschte Kompetenzen an där doter Matière huet. D'Iddi wär, während deene Joren net nei Normen ze fixéieren, während deem Joer, mä fir opgrond vun deem Projet pilote an der Stad Lëtzebuerg - deen, mengen ech, wann en do concluant ass, och misst an anere Gemenge concluant sinn -, dann ze soen: Majo, geet den Dialog einfach esou? Oder muss herno eppes anescht geschéien? Mä dat géif een dann eréischt nom Joer 2012 maachen.

Et ass an deem Sënn, wou ech dann nach eng Kéier resuméieren, Här President, an där leschter annerhallwer Minutt, déi ech hunn. Also,

éischtens d'Uerteel, deem ass Rechnung gedroeginn duerch déi nei Kommodosreglementatioun. Zweetens, de Plan sectoriel géif ech virschloen net ze änneren, mä mir géifen einfach fräiwëlleg e Représentant vum Gesondheitsminister mat eranhuelen.

Drëttens, ier dass mer iergendwéi iwver nei Normen hei zu Lëtzebuerg diskutéieren, solle mer deem Projet pilote eng Chance ginn an der Stad Lëtzebuerg, fir an engem fräiwëllegen Dialog ouni Contrainte ze kucken, wéi ee kann hei weiderkommen, d'Leit ze berouegen an do, wou kënnen Problemer sinn, net duerch nei Veruerdunge vun uewen, mä duerch en Dialog mat den Opérateuren ze kucken, fir do erauszekommen.

Et ass och an deem Sënn, wou ech dann als Regierung net kéint déi dote Motiou unhuelen, an ech hunn duerfir déi dräi aner Virschléi gemaach, wou deen ee scho realiséiert ass an déi zwee aner hei um Dësch bleiwen. Ech mengen, dass mer domadder deem Sënn, dee mer alleguerten hei poursuiwéieren, nämlech ze kucken, engersäits d'Leit ze berouegen, an anerersäits ze kucken, d'Leit ze schützen, ouni awer d'wirtschaftlech Entwécklung vu Lëtzebuerg a Fro ze stellen, dass mer deem géifen entgéintkommen.

Ech soenlech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Kommunikationsminister François Biltgen. Domadder wär dese Punkt ofgeschloss.

### Motion 1

Mir hunn hei nach eng Motiou, déi vum Här Huss erabruecht ginn ass. Wëllt nach een dozou d'Wuert froen? Den Här Huss huet d'Wuert.

► **M. Jean Huss (déi gréng)**.- Merci, Här President. Ech wollt just soen, datt, no den Explikatiounen vum Här Minister, dee jo elo gesot huet, datt ufanks Mee - dat ass jo elo virun e puer Deeg dann - den éischte Punkt hei, datt dat gemaach gi wier, datt dann den éischte Punkt ewechfält.

Ech hat a menger Ried scho gesot, datt ech och bereet wier, gegebenfalls dee leschte Punkt fir d'Iwwerschaffe vum Plan sectoriel ewechzehuelen, well dat eventuell esou laang géif daueren, zwee, dräi Joer, bis dann en neie Plan sectoriel do wier.

Mä déi aner zwee Punkten, déi si genau dat, wat de Minister seet, wat e wëilt fräiwëlleg maachen. Ech froe just e Vote hei an der Chamber iwwert déi dote Punkten, déi genau dat soen, wat de Minister seet. Dat ass a mengen Aen eng Opfuerdung, déi de Minister dann an deem Sënn ënnerstëtz.

Während einfach ze soen, fräiwëlleg si mer da bereet, een eranzehuelen, ass eppes, wat vun der legislativer Procedur eng Saach ass, déi fir mech net esou sécher ass. Dat heescht, et gétt gesot, mir huele fräiwëlleg een eran, ouni datt dat onbedéngt vill bedeit.

An da kucke mer ee Joer laang, wat fir déi Procedur mat der Stad Lëtzebuerg, déi mir ënnerstëtzen, wat dann do geschitt. Mä fir déi aner, während deem ganze Joer ass fir déi aner Dealer vum Land nach ëmmer dann näischt geschitt.

Dofir géif ech mengen, datt et sënnvoll wier, e Vote ze maachen an iwwert déi zwee Mëttelepunkte vun der Resolutioun (veuillez lire: Motioun) ofzestëmme. Deen éischten an deem zweete géif ech dann zrëckzéien.

► **M. le Président**.- Soss nach eng Wuertmeldung zu der Motiou vum Här Huss?

### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da géif ech proposéieren, datt mer iwwert déi emgénnert Motiou, sou wéi den Här Huss se proposéiert, ofstëmme.

### Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fäinkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, géint 20 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par M. Jean Huss), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden,

Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Mir kommen dann elo zur Question avec débat N°19...

► **M. Félix Braz (déi gréng)**.- Här President!

► **M. le Président**.- Jo, Här Braz?

► **M. Félix Braz (déi gréng)**.- Ech wëll eng Motiou déposéieren.

► **M. le Président**.- Dir hutt d'Wuert.

### 3. Dépôt d'une motion par M. Félix Braz

► **M. Félix Braz (déi gréng)**.- Merci, Här President. Ech wëll fir déi gréng Fraktioun eng Motiou déposéieren. D'Kommissioun vun den Affaires étrangères diskutéiert am Moment de Projet de loi 6261 iwwert d'Ofännerung vum Kooperationsgesetz vun 1996. Wéi et ausgesäit, soll dat Gesetz nach eventuell virum Summer gestëmmt ginn.

Mir wollten enger Motiou awer proposéieren, dass mer dat net maachen, well et dofir keng Urgence gétt, fir da par contre d'Geleeënheet ze notzen, bei den Assises de la coopération am September ausgiebig mam Secteur och iwwert de Projet ze diskutéieren an de Vote eréischt fréistens am Oktober ze huelen.

► **Une voix**.- Très bien!

### Motion

La Chambre des Députés,

- vu le projet de loi 6261 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement déposé le 9 mars 2011;

- vu l'effort considérable que le Luxembourg réalise en faveur de la coopération au développement international;

- vu le nombre élevé d'acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la coopération au développement;

- vu l'utilité d'approfondir le débat avec ces acteurs, notamment pour ce qui est des organisations non gouvernementales et des autorités locales;

- vu l'outil de concertation rodé et fructueux que constituent les Assises de la coopération, organisées annuellement par la Direction de la Coopération du Ministère des Affaires étrangères;

- vu qu'il n'y a pas une urgence immédiate à faire voter le projet de loi 6261 avant juillet 2011 et que son adoption à l'automne ne constitue pas un problème majeur pour son application à partir de janvier 2012;

invite le Gouvernement

à porter la révision de la loi sur la coopération au développement comme sujet principal à l'ordre du jour des Assises de la coopération prévues pour septembre 2011 afin de permettre ainsi une discussion publique inclusive de tous les acteurs concernés avant les délibérations à la Chambre des Députés.

(s.) Félix Braz, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Braz.

Da komme mer awer elo zur Question avec débat N°19 vum Här Jean Colombero iwwert d'Gefaangener wéinst Sexualdelikter.

### (Brouhaha général)

Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Antwort vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

### 4. Question avec débat n°19 de M. Jean Colombero au sujet des détenus pour problèmes de délits sexuels

► **M. Jean Colombero (ADR)**.- Merci, Här President. Ech wollt hei dem Minister e puer Froe stellen iwwer ee Sujet,...

### (Brouhaha général)

► **M. le Président**.- Ech biedenlech, nozelauschteren!

► **M. Jean Colombero (ADR)**.- Ech wollt dem Minister e puer Froe stellen iwwer ee Sujet, dee mer ganz vill Suerge mécht. Mir wëssen, dass mer am Prisong ganz vill Leit hunn, eng Populatioun, déi ganz inhomogen ass. Mir wëssen och, dass do och Leit setzen, déi Sexualdelikter ausgeübt hunn. Mir wëssen alleguerten, dass no zéng, 15, 20 Joer eng Kéier déi Leit erauskommen. An dann, wat oft passéiert, ass, dass déi Täter do réckfällg ginn. An dat ass natierlech dann eng Katastroph.

Da fret jiddwieren: Wat ass dann do geschitt? Hunn déi eng Behandlung kritt? Hu se keng Behandlung kritt? Firwat si se réckfällg ginn? Dat ass natierlech ganz tragesch.

An do stellt sech d'Fro dann: Wat gétt do am Prisong gemaach, fir déi Leit op d'Been ze kréien, fir dass déi Leit net méi réckfällg ginn? Mir wëssen, dass am Prisong - an do brauche mer eis net selwer ze beléien -, dass do extra Konditiounen sinn. Och déi Leit, déi Sexualtäter, déi si praktesch „Freiwild“. Ech wëll net gär doriwier schwätzen, mir wësse ganz genau, wéi déi behandelt ginn. Op jidde Fall, hir psychologeschen Situatioun gétt doeruech net besser.

Mir haten den 1. März am „Tageblatt“ en Artikel, ech liesen e vir: „Verurteilter Sexualrückfalltäter bittet um psychologische Hilfe. Dem Wiederholungstäter war keine ernsthafte ärztliche Hilfe zugekommen, als er hinter Gittern weilte. Dies wäre jedoch unabdinglich gewesen, denn Sexualtäter einzusperren und die Tür zu verriegeln, macht aus ihnen keine besseren Menschen, da das Unheil nicht an der Wurzel gepackt wird. Hier sind psychologische und psychiatrische Hilfe vorrangig und stellen die einzige Lösung dar, um zu einem positiven Resultat zu gelangen.“

Ech wëiltlech och nach e puer aner Bréiwer liesen, déi ech kritt hunn. Do seet dann een: «Je suis désolé de constater que sur le plan du suivi thérapeutique des détenus condamnés pour actes d'abus sexuels l'équipe de prise en charge pluridisciplinaire ne fonctionne pas encore. Cette équipe a été promise en 2007. Je suis également désolé de constater qu'aucune structure d'accueil n'est prévue à la libération des détenus condamnés pour actes d'abus sexuels.»

Da seet en Dokter: «Une réorientation affective et sexuelle ainsi que la compréhension de l'assimilation de la gravité des actes commis sont quasiment la seule issue à ce problème récurrent.» Een anere Bréif: «Les auteurs d'abus sexuels n'ont pas leur place dans un établissement pénitentiaire, mais dans des instituts spécialisés avec un personnel qualifié les encadrant.»

An dann eppes, wat mer ganz vill Suerge mécht, dat ass een Détenu, dee schreift: «Personnellement, j'ai toujours demandé aux personnes qui travaillent avec moi de me garantir un suivi une fois que je serais libéré, afin qu'il me soit possible de savoir à qui m'adresser au cas où j'aurais peur de passer à l'acte.»

Ech mengen, Här President, dat seet ganz, ganz vill. Wann den Détenu selwer seet: «J'ai peur de passer à l'acte», dann, mengen ech, muss mer awer eppes maachen!

Duerfir géif ech gär dem Minister sechs Froe stellen:

Här Minister, misst een net deene Leit, déi do am Prisong sinn, deenen Dëtenuen, misst een deenen net déi beschte psychologeschen Traitement garantéieren? Well dat si jo awer schliesslech Leit, déi „borderline“ sinn. Do weess een net, firwat dass se esou sinn, firwat dass dat geschitt ass. An et misst ee vläicht déi Leit optimal behandeln, wa se erauskommen, dass et net méi zur Récidive kënt.

Zweetens: Wat sinn d'Possibilitëiten, Här Minister, fir déi Leit ze isoléieren an déi net mat deenen normalen Dëtenuen, wann ech mech esou ausdrécken dierf, fir déi net mat deenen anzespären? Well et ass jo normal, dass déi Leit „Freiwild“ sinn. Déi gi jo gemobbt. An duerfir gétt hire psychologeschen Zoustand jo net besser.

### (Brouhaha)

Drëttens: Wellech Formatioun kréien d'Gardiennen, Här Minister, déi mat deenen do ze dinn hunn, fir déi Dëtenuen net weider ze humiliéieren?

Véiertens: Wie kritt déi Responsabilitéit, déi juristeschen Responsabilitéit, wann déi Prise en charge net genuch ass, net grouss genuch ass, wann déi Leit dann erauskommen an nach ëmmer Récidiviste ginn?

Fënneftens: Gëtt et eng „évaluation régulière“ vun dësen Détenuen, fir ze kucken, op wellechem Stand dass se no engem Joer, no dräi Joer oder no fënnf Joer sinn? Gëtt do eng Evaluatioun gemaach? A misst een déi Evaluatioun net systematesch nach besser duerchziehen?

Sechstens: Op wellecher Basis kann een da certifiéieren, dass eng Kéier, wann déi Détenuen do hir Purge gemaach hunn, op wellecher Basis kann een da soen, dass déi erëm capabel sinn, fir sech an d'Gesellschaft ze integrieren an net méi Récidivisten ze ginn?

Ech soenlech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Nach eng Kéier de Kommunikatiouns..., an dësem Fall awer de Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Jo, Merci, Här President. Mir haten lech de Moien nach an der Mëttesstonn detailléiert Äntwerten op déi sechs Froen erageschéckt. Ech géif lech dann och bieden, déi souwuel den Deputéierte wéi der Press ze ginn. Well hei brauch ech méi laang, wann ech dat elo alles erläuteren, wéi déi fënnf Minutten, déi mer hei zur Verfügung stinn.

► **M. le Président.**- Zéng Minutten hutt Der, Här Minister.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Zéng! Ah, emol schon e bësse méi.

Wann een elo kuckt, emol fir d'Éischt, et sinn eng Partie Saachen awer ganz staark ze nuancéieren och vun Aussoen, déi den Här Colombera hei gemaach huet.

Wa mer elo emol kucken, wéi vill Sexualtäter mer hunn am Prisong, dann huelen ech d'Zuele vum 9. Mee 2011. Do hate mer zu Schraasseg wéi zu Giwenech 667 Leit asetzen, 599 zu Schraasseg, 68 zu Giwenech. Vun de Sexualtäter hate mer der insgesamt 43. Dat heescht, op 667 sinn et der 43. Dat si souwuel déi condamnéiert wéi déi, déi an Untersuchungschaft sinn, wou ee kann dovunner ausgoen, dass an der Regel dräi Véirel Condamnéierter sinn an ee Véirel sinn an Untersuchungschaft. Do ass also net gesot, dass se herno och condamnéiert ginn.

Déi 43 Persounen, déi am Centre pénitentiaire zu Schraasseg waren, do sinn 43 Dossieren opgemaach gi vum „Service de médecine et psychiatrie pénitentiaires“. Just fir dat ze soen. Entgéint deem, wat aus engem Zitat erausgeet, wat den Här Colombera elo zitéiert huet, hu mer deen „Service de médecine et psychiatrie pénitentiaires“.

An do ass Folgendes, an dat ass ee vun de Problemer och, op deen ech zréckkommen. Net all Sexualtäter huet deeselwechte medezinesche Profil. Et ass net jiddweree „borderline“. Et sinn och Leit, déi „borderline“ sinn an net Sexualtäter sinn. Also, et muss een hei den Ennerscheid maachen.

Et war zum Beispill Handicap mental, dat waren der zwee; Intelligenzminderung und grenzwertige Intelligenz, Psychose, Schizophrenie; een; néng: Troubles de la personnalité graves, nom Code, no deem d'Doktere schaffen, „andere psychische Störungen aufgrund einer Schädigung oder Funktionsstörung des Gehirns oder einer körperlichen Krankheit“. Sou dass ee muss wierklech hei nuancéieren, jiddwereen huet aner Problemer wéi deen aneren. Dat ass déi éischt Feststellung.

Dann zu de Froen: «Ne faudrait-il pas garantir des conditions de traitement psychologique optimal à des personnes à psychisme borderline ayant commis des délits sexuels?» Ech mengen, mir müssen hei méi wäit goen. Well wa mer déi huelen, déi Sexualtäter sinn a „borderline“ sinn, da sinn et der kaum vill. Mir müssen effektiv kucken, jiddwereeng eppes unzébiden. Nach eng Kéier: Net all Sexualtäter ass „borderline“. An net jiddwereen, dee „borderline“ ass, ass Sexualtäter. Duerfir muss ee schon hei differenziéiert un d'Leit erugeen.

Beim Traitement kann een awer an engem Rechtsstat, wéi mir ee sinn, keen zu eppes zwängen. Ech ka mech erënnere, wéi ech jonk war, hunn ech, wéi wahrscheinlech vill anerer vun lech och, de Film „Clockwork orange“ e puermol gekuckt, deen op déi Saachen ageet, déi Thematik: Wéi wäit kann een zwängen, e gudder Mënsch ze ginn oder net?

Et geet net. Et kann ee keen zwängen! Wat ee kann, wat ee muss maachen, dat ass, jiddwereeng eppes ubidden. Mä et kann een net een zwängen, en Traitement unzuehuelen. Dat heescht deen, dee Sexualtäter ass, dee muss

d'accord sinn, en Traitement unzuehuelen. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, dat soen ech hei am Allgemengen - ech hu gëschter nach eng ganz Partie Froen zum Prisong beäntwert, och eng ganz Partie vum Här Colombera -, mir hunn och eppes Wichtige wéi de Secret médical an och d'perséinlech Daten. Ech kréie ganz oft Froe gestallt, déi op ganz spezifesch Fäll aginn, wou ech soen, de Justizminister kann net op öffentliche Tribunalen deen een oder deen anere Fall hei duerleeën. Well dat ass och net gutt fir deen, dee betraff ass. Well mir sinn e klengt Land, do gëtt ee séier gewuer, op wien ee sech do méntzt oder net méntzt.

De Secret médical ass ganz wichteg, och par rapport zum Prisong. Dat heescht, och de Prisong kann net ëmmer alles wëssen. Wat e muss wëssen, wat e misst wëssen, mä wat en eben net dierf wëssen, nach eng Kéier, et kann een de Secret médical hei net violéieren.

Dat Drëtt ass: Deen, deen am Prisong ass, huet och de libre choix du médecin, wat eng wichteg Saach ass. Dat heescht, hie kann awer och säin Traitement sichen. De Prisong kann net alles ubidden.

Déi zweet Fro war déi vun der Possibilité d'isolement. Do soen ech direkt, dass mer do dergéint sinn, géint den Isolement. Mir mengen och, domadder géife mer décke Strait kréien, souwuel mam Médiateur wéi mat der Mënscherechsschutzkommission. Wa mer bis isoléieren, oder wa mer elo all d'Sexualtäter beieneeleen, dann hu mer awer déi voll Stigmatisierung vun deene Leit!

Wat effektiv gemaach gëtt zu Schraasseg, dat ass, dass gekuckt gëtt, déi Leit net no Sexualtäter beieneenzeleeën, mä effektiv ze kucken, wat méi hir richteg Symptomer sinn; beieneenzeleeën, wat hir Problemer sinn. Zum Beispill déi, déi en Handicap mental hunn, kommen éischter an d'Unité sociothérapeutique. Et sinn der och, déi en Handicap mental hunn, déi keng Sexualtäter sinn. Mä mir kucken éischter, d'Leit no hire medezinesche Symptomer esou zesommen ze gruppéieren, wéi dass mer elo soen, d'Sexualtäter kommen all beieneen.

D'Formation vun de Gardienen, do wëll ech soen: «Quelle formation», freet den Här Colombera «est dispensée aux gardiens pour traiter ces détenus de façon à ne pas les humilier davantage?». Ech wëll e bëssen hei awer déi Frostellung riichtbéien: Déi ginn net humiliéiert! An et muss een och alles maachen, dass se net humiliéiert ginn. Richteg ass, dass d'Formation vun de Gardienen eng wichteg Fro ass. Mir hu schon op där geschafft. Wa mer am Hierscht mat deem neie Projet „réforme pénitentiaire“ kommen, wäert d'Formation vun de Gardienen, de Recrutement vun de Gardienen ee wichteg Element sinn.

Ech wëll net soen, dass mer net nach méi kënnen maachen, wéi mer maachen. Mir hu scho vill gemaach. Bei all deenen dote Froen ass et souwiesou esou, dass een ëmmer ka soen, mir maachen eppes. An et ass een ni um Enn, fir eppes Neies ze maachen, well och do d'Erkenntnisser, och an der Wëssenschaft, weiderginn.

Dann déi Fro vun der Responsabilité juridique. Sou wéi d'Fro gestallt ass, wär de Stat zoustänneg fir all Récidiviste, deen erauskëent. De Stat huet hei keng Obligation de résultat, e ka keng Obligation de résultat hunn! Mir müssen dat Beschta maachen, wat an eiser Muecht steet. Mä et kann een net higoen, esou wéi Der dat Zitat bruecht hutt: „Ech fille mech elo, dass ech duerno Récidiviste ginn“, an da soen: „A wann ech duerno nach eng Kéier Récidiviste ginn, da waren et dem Stat seng Problemer.“ Et gëtt Länner an et gouf Regimer, do sinn déi Problemer geléist ginn, awer net op eng Aart a Weis, mengen ech, wéi mer hei zu Lëtzebuerg dat wëillte maachen.

Dat heescht, de Stat huet ganz kloer eng Obligation de moyens, an dat wäerte mer och weider maachen. Dat heescht, et muss een esou vill wéi méiglech ubidden, mä et huet een ni eng lescht Rechtsgarantie.

Duerfir ass et och esou, dass déi sechste Fro, wou den Här Colombera freet: «Sur quelle base peut-on certifier qu'après purge de leur peine, les détenus sont capables de s'intégrer dans la société et ne plus récidiver?», dat kann een ni maachen! Et kann een ni soen, wann een erausgeet: „Deen dote récidivéiert net méi.“ Et kann ee sech esou vill Méi gi wéi méiglech, fir dat ze verhenneren, mä et kann een ni dat maachen.

Notamment bei de Sexualtäter gëtt et kee Risqué zéro. Et ass eng Etüd, déi ass am Aus-land komm, d'Etüd Schmucker a Lösel vum 2010, déi huet gewisen, dass déi Sexualtäter, déi net spezifesch traitéiert goufen, an 12% vun de Fäll récidivéieren, an déi, déi en Traitement kritt hunn, an 9%. Also d'Traitement hëllef, mä d'Traitement hëllef net alles!

Da kënn nach eppes derbäi - wat ech awer och hei wëll soen, well do hunn ech keng Léiung: Fir déi dote Leit richteg, optimal, réguléremment ze traitéieren, musse si éischstens d'accord sinn, zweetens brauch een awer och déi ausgebildete Leit, déi dat kënnen maachen an et wëlle maachen. Et ass ganz schwierig, och ëmmer déi néideg Psychiatere, déi do ausgeschult sinn, ze fannen, fir dat doten ze maachen. An notamment zu Lëtzebuerg ass dat nach vill méi schwéier.

Dat ass elo net iergendwéi eng bëlleg Excuse, mä ech wëll just soen, dass et do, wou d'Leit ganz schwierig Problemer hunn, méi schwierig ass, hinnen ze hëlfe, wéi wa se en normale gesondheetleche Problem hunn.

Dat bréngt mech dozou, fir awer d'Geleeenheet hei ze benotzen, Här President, an där leschter annerhallwer Minutt eppes ze soen zum Projet de loi 6047 iwwert d'Prévention de la récidive chez les auteurs d'infractions à caractère sexuel.

Dat ass e Projet de loi, dee vu mengem Virgänger déposiert gouf, dee kritiséiert gouf vun enger ganzer Partie Gremien, inklusiv dem Statsrot, an dee sech déi Zäit inspiréiert huet - dee mat enger breeder Consultatioun ausgeschafft gouf, wëll ech just soen, wou notamment vill Leit aus dem Secteur dee Projet gutt fonnt hunn -, mä deen och iwwert d'Sécherheitsverwahrung schwätzt, déi jo méttlerweil duerch eng ganz Partie vun Uertheeler, ech denken u Stroossbuerg awer och u récément u Karlsruhe, a Fro gestallt gouf.

D'Iddi ass, fir ze soen, majo een, wou mer mengen, e géif herno récidivéieren, dee losse mer net op d'Leit eraus, dee behale mer, obwuel e seng Peine ofgesies huet, weider an enger Sécherheitsverwahrung. Wann Der all déi Uertheeler liest, déi et gëtt - souwuel, ech huelen haaptsächlech déi vu Stroossbuerg, mä och dat vu Karlsruhe, wat ganz interessant ass -, da stellt Der fest, dass dat géint d'Mënscherechter verstéisst. An et ass och dat, wat zum Beispill de Statsrot gesot huet an och d'Commission consultative des droits de l'Homme hei zu Lëtzebuerg gesot huet.

Mir wäerten duerfir dee Projet amendéieren, déi dote Saachen, déi kritiséiert sinn, eraushuelen an op dräi Punkte wëlle weiderschaffen. Ech wollt lech dat duerfir haut matdeelen. Dat Éischt ass, dass mer awer wëllen an d'Uertheeler schreibe loosse an Zukunft, dass ee ka bei senger Condamnatioun obligéiert ginn, en Traitement ze maachen. Dat ass eppes, wou mer da schonn...

#### (Interruptions)

Dat ass dann eppes... Jo, mä just, hei ass een am Prisong. Hei ass net de Sursis probatoire, dat hei ass am Prisong.

Dat Zweet ass, dass mer géifen d'Rétenion de sûreté, also d'Sécherheitsverwahrung, net bäigesinn, mä eng Injonction de soins bäigesinn, fir ze soen, du kënn eraus, mä du hues eng Injonction de soins. Wann s de där Injonction de soins net nogess, da kanns de effektiv frësch condamnéiert ginn an dann eng Peine am Prisong mussen ofsetzen.

Drëtens, wat mer amgaange sinn ze studéieren, well mer souwiesou dee Moyen wëlle méi asetzen, dat ass de Bracelet électronique, fir effektiv ee kënnen ze suivéieren, wou e sech ophält a wou e sech net ophält.

Ech wollt lech dat soen, fir ze soen, dass mer de 6047 - an der zoustänneger Chamberskommission hat ech dat scho gesot - net wëllen à ce stade esou weiderdreiwen, wéi en ass, mä mir wäerten Amendements gouvernementaux bréngen, fir dat doten ze maachen.

An deem Sënn soen ech lech Merci, dass ech eng Minutt konnt iwwerzeien. An ech wollt lech just a mengem perséinlechen Numm soen, Här President - dee ganze Mëttag sinn ech hei drun -, dass ech elo deemnächst eng Kéier muss austrieden, wéi dat fréier geheesch huet.

Dat muss Der verstoen, dass ech dann net op der Tribün setzen. Well déi leschte Kéier, wou ech ausgetruede war an dësem Sall, do war den Här Kartheiser ganz perséinlech offusquéiert. Also, wann ech kuerz austrieden, ass dat net, well ech mech net wëilt un den Debatte bedeelegen, mä well et heiansdo muss sinn.

Ech soenlech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Justizminister. Här Justizminister, den Här Colombera wëllt, wéi en d'Recht huet, nach eng Zousazfro stellen.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Här Minister, Merci fir déi Explikatiounen. Wat ass da fir de Moment de Suivi vun deene Leit, déi elo erauskommen? Wéi ginn déi elo opgefaangen? Well et ass nach ëmmer déi Gefor, déi besteet, wann een zur falscher Zäit op där falscher Plaz ass, da riskéiert een, fir awer an déi falsch Hänn ze geroden.

Merci.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.**- Majo, dat ass just, Här President, de Problem. Duerfir huet mäi Virgänger dee Projet 6047 bruecht, fir deem entgéintzewierken, fir ze soen, wa se eraus sinn, kënnen se eng Gefor si fir aner Leit, duerfir komme se an eng „Sécherheitsverwahrung“.

All, wéi gesot, all Uertheeler, déi mer kennen, sinn do dergéint. Dohier ebe meng Proposen, déi ech virdru gemaach hunn, fir effektiv de 6047 bäizebehale, déi Saachen erauszehuelen, déi international an der Jurisprudenz opgrond vun de Mënscherechter kritiséiert sinn, mä déi dräi Méiglechkeete virzeschloen, déi ech elo gemaach hunn.

Fir de Rescht muss ee kucken, déi Leit selwer, se ze kontrolléieren, awer och, se esou gutt wéi et geet ze zwängen - definitiv kann een ni een zwängen -, selwer no sech ze kucken. Duerfir wäerte mer déi Amendementer och am Prinzip, mat där ganzer Réforme pénitentiaire, wäerte mer dann och déi Amendementer zum 6047 bréngen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Biltgen. Domadder wier dann och dese Punkt ofgeschlo. An elo komme mer zur Diskussioun vun dem Projet de loi 6254 iwwert d'Organisation vun den administrative Juridictionen. D'Riezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech ageschriwwen: déi Häre Bettel an Hekkes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dem Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

## 5. 6254 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions d'ordre administratif

### Rapport de la Commission juridique

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6254 ass relativ séier duerch d'Procédure législative gaangen, en ass den...

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Meyers nozelauscheren. Ech weess net, wat de Mëttag déi Nervositéit hei am Sall ass, ob dat d'Hëtzt vun dobaussen ass,...

► **Une voix.**- Et ass net auszehalen.

► **M. le Président.**- ...mä ech géif lech wierklech bieden, awer elo nozelauscheren. Et ass dee leschte Projet de loi fir de Mëttag, duerno si mer jo da fäerdeg.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President. Dee Projet ass den 22. Februar vun dësem Joer an der Chamber vun Justizminister deponéiert ginn, den Avis vum Conseil d'État ass vum 8. Abrëll, an de 4. Mee huet d'Kommission de Rapport uegeholl. De Projet de loi, deen nëmmen een Artikel ëmfaasst, gesäit vir, dass d'Zuel vun de Riichtere beim Verwaltungsgericht vun zéng op eelef eropgesat gëtt. Et kënn also een zousätzleche Riichter derbäi. A gläichzäitig kann en zweete Vizepräsident genannt ginn. Dee Poste gëtt och duerch d'Gesetz geschaf.

D'Regierung huet am Exposé des motifs d'Noutwendegheet vun deem Projet de loi largement exposéiert, an zwar haaptsächlech duerch dräi Argumenter. Engersäits argumentéiert d'Regierung, dass d'Zuel vun den Affären, déi d'Verwaltungsgericht muss traitéieren, permanent eropgaangen ass, an déi Zuel huet sech an deene leschten zwee Joer téscht 950 an 1.000 Affäre pro Joer stabiliséiert.

Et muss een awer soen, dass besonnesch an deene leschten zwee Joer, 2009/2010, an och dëst Joer schon, nei Gesetze gestëmmt gi sinn, déi d'Kompetenze vum Verwaltungsgericht weider ausgedehnt hunn. Besonnesch muss een dorop hiweisen, dass och d'Komplexitéit vun den Affären an deenen neie Gesetze net kleng ass.

Ech wëll hei e puer vun deene Gesetze ernimmen. Dat ass fir d'Éischt emol d'Gesetz vum 28. Mee 2009 iwwert d'Schafung an d'Organisation vum Centre de rétention. Dat ass d'Gesetz vum 21. März 2010 iwwert d'Approbation vu verschiddenen internationale fiskale Konventionen. Dat ass d'Gesetz vum 10. November 2010 iwwert d'Marchés publics, wou och e Recours kann ënnherd gi géint de Cahier des charges. Dat ass d'Gesetz vum 27. Oktober 2010 iwwert de Blanchiment, e Gesetz, wat mer, mengen ech, nach alleguer an Erënnung hunn. An dann erënnerech och un d'Gesetz iwwert den Droit d'asile, wat mer d'lescht Woch gestëmmt hunn, wou och nei Rekursméiglechkeete beim Verwaltungsgericht virgesi sinn.

Een drëtt Argument ass, dass beim Verwaltungsgericht contrairement zu deenen anere Gerichter e Congé de maternité an e Krank-



heetsfall net kënnen ersat ginn. Bei deenen anere Gerichter ass et méiglech, dat ze maachen duerch een Attaché de justice, wat beim Verwaltungsgericht net méiglech ass. De Minister huet eis awer gesot, dass en an där Matière wéilt légiférieren, dass en also en Text wéilt presentéieren, fir dat och beim Verwaltungsgericht méiglech ze maachen.

Wat d'Schafe vun engem zousätzleche Poste vu Vizepräsident ugeet, erlaabt déi doten Neierung, dass an Zukunft all Chamber beim Verwaltungsgericht vun engem Vizepräsident ka presidéiert ginn.

D'Commission juridique ass mat dem Text, esou wéi e presentéiert ginn ass a wéi mer lech e presentéieren d'accord, an ech géif d'Chamber dofir bieden, d'Gesetz och an där Form ze stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Den Här Henckes huet mer matgedeelt, hie géif net méi wëlle schwätzen, wa keen anere méi wéilt schwätzen. Den Här Bettel wéilt awer nach dozou intervenéieren.

## Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, e puer Punkte ganz kuerz. Deen éischten ass, wann ee konsequent mat sech selwer ass, d'lescht Woch hu mer en Text gestëmmt vum Här Schmit iwwert déi Procédure accélérée. Ech mengen, et ass méi wichteg wéi iergendeng aner Occasioun, fir elo wierklech ze soen, dass den Tribunal administratif immens vill Aarbecht wäert kréien, an och an nächster Zäit.

An et kann een nëmmen da soen: Ass dat eppes, wat temporär ass oder net? Ech mengen, dass et ganz wichteg ass, dass mer dat heite stëmmen, virun allem, wa mer Texter stëmmen, wou mer dem Tribunal administratif nach méi Aarbecht ginn.

Den Här Rapporteur huet et schon ugekënnegt: Den Här Minister huet eis an der Commission juridique, wéi mer dann d'Diskussioun iwwert de Projet haten, och gesot, dass e wëlles hätt, Attaché beim Tribunal administratif ze hunn. Ech mengen, dass et eng gutt Lösung wier, an do wäerte mer en och ënnerstëtzen.

Et j'en profite de l'occasion, Här President, fir dann och d'Fro ze stellen, wa mer scho bei den Tribunaux-administratifs sinn, ob den Här Justizminister och eng Kéier wëlles huet, dass ee bei Décisiounen vun der Cour administrative kann e Recours en cassation maachen - haut ass dee jo nach ëmmer ausgeschloss -, an ob eng Kéier d'Tribunaux administratifs och an d'Casse wäerten erafalen. An, wéi gesot, eis Fraktioun wäert deen dote Projet stëmmen.

► **M. le Président.** - Den Här Henckes, wann ech gelift.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, et ass absolut noutwendeg, datt mer d'Zuel vun de Riichter héijen, mä ech fäerten, datt et nach net wäert duergoen. Woufir? Well mer ginn a ganz ville Gesetzgebunge vum Pénal eriwuer op d'Sanction administrative, vu Sanction pénale op Sanction administrative.

Woufir? Well de Parquet ganz oft Saachen net wéilt poursuiwéieren a Matière économique, Classes moyennes an esou weider. An dofir wier et och gutt, datt ee sech muss bewusst sinn, datt, wa mir an e puer Gesetzer... Mir hunn d'lescht Woch nach eent gestëmmt, elo kommen der nach derbäi. Ech huelen un, datt dee Volet do wäert an der Zukunft nach méi Aarbecht fir den Tribunal administratif bedéngen, an dofir wollt ech dat och nach an déi Demande erafléisse loossen, fir eventuell nach méi Assesseeuren oder deen een oder deen anere Riichter derbäizekréien.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. An d'Wuert kritt elo den Här Justizminister François Biltgen.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wéll fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Paul-Henri Meyers, Merci soe fir säi Rapport, wou en och op vill Saachen gaangen ass. An ech wéilt duerfir just op d'Froen äntwerten, déi hei gestallt goufen.

Déi éischt ass déi: Geet elo dee Riichter duer, dee mer zousätzlech bäisetzen? Dozou Folgen-

des: Hei ass eng Gerichtsbarkeit, déi ech ganz gutt kennen, well ech war Rapporteur respektiv souguer Auteur vun deem zweete vun deenen zwee Gesetzer, déi d'Verwaltungsgerichtsbarkeit hei agefouert hunn, wéi ech nach jonken Deputéierten heibanne war. A wann ech kucken, dass mer zënterhier ëmmer méi Matière kruten, ëmmer méi Fäll kruten, an et ass fir d'Éischt Kéier, dass mer e Riichter bäigesat hunn, muss ech awer soen, dass déi Gerichtsbarkeit och uerdentlech fonctionnéiert. An et war hei e Wonsch vun der Gerichtsbarkeit selwer, een ze hunn.

Richtig ass, dass een ëmmer muss kucken an Zukunft, wéi et weidergeet. Den Här Meyers huet awer schon - an och den Här Bettel ass drop agangenen - gesot, dass ech effektiv ugekënnegt hunn, deemnächst e Projet de loi iwwert d'Attachés de justice ze bréngen. Do geet et haaptsächlech drëm, fir ze kucken, wéi mer an Zukunft d'Riichter rekrutéieren. Fréier si se rekrutéiert gi vum Ministère iwwert den Avoués-Examen, elo hu mer keen Avoués-Examen méi an där aler Form.

An ech wéll och do, an deem dote Projet - ech wollt dat och hei ukënnegen - Elementer anticipéiere vun allgemenge Reformen, déi ech wéll maachen. Déi eng, als Justizminister e wéineg méi Indépendance ze hunn: Ech wéll de Minister aus dem Rekrutement vun de Magistraten eraushalen, an ech wéll awer och am Sënn vun den Diskussiounen, déi mer iwwer Gehälterreform a Stage maachen, de Stage total reforméiere bei de Riichter, well et do net eleng duergeet, eppes iwwer Droit ze wëssen, et muss een och als Riichter kënnen agéieren. An dat léiert een och net nëmmen zu Bordeaux, dat léiert een duerch en uerdentleche Stage, sou dass mer deen och wéile verlängeren a verbesseren.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Eis Ënnerstëtzung hutt Der.

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - An deem Kader wëlle mer och e puer aner Saache maachen, och wat d'Riichter ugeet, an do kommen nach e puer aner Saachen dran. Et kënn virun allem och drin, dass mer wëllen der Jurisdiction administrative och Attachés de justice ginn, fir kënnen ze ersetzen. Zum Beispill hu mer elo - déi eng si strukturell Problemer - bei der Verwaltungsgerichtsbarkeit duerfir dee Riichter méi. Mir hunn awer och konjunktureller: Et sinn ëmmer Riichter, déi aus deem engen oder anere Fall ausfalen. Also muss een och do kënnen dogéint virgoen. Duerfir maache mer dat mat den Attachés de justice.

Richtig ass, fir op den Här Henckes zréckzekommen, dass mer wierklech an Zukunft manner Sanction-pénalen a méi Sanctions administratives wëllen, dass déi natierlech heihinner kommen. Insgesamt muss mer awer och kucken, dass mer villes och an de Prozedure beschleunegen an och kucken, net mat allem muss viru Gerichter ze kommen.

Mir sinn zum Beispill ëmmer amgaangen am Justizministère, wa Kollegen e Projet de loi op den Instanzwee bréngen, wou e Recours en réformation dran ass, fir ëmmer ze hannerfroen: Muss do e Recours en réformation sinn oder geet net e Recours en annulation duer? Well dee jo awer aneschtors instruéiert gëtt.

Beim Recours en réformation gëtt et eng Jurisprudenz vum Stroossbuerger Mënscherechtsgerichtshaff, dee seet, wann et eng Sanktioun bedeit, da muss de kënnen e Recours effectif hunn, nämlech do muss de e Recours en réformation hunn. Mä bei ganz villen anere soll de Riichter soen, dat ass richtig zougangenen oder net richtig zougangenen. An déi Instanz, déi d'Uerteel geholl huet, déi d'Décisioun geholl huet, soll et dann erëm zréck kucken. Dat ass also och eppes, wou mer versichen, net dauernd d'Verwaltungsgerichtsbarkeit ze engorgéieren.

Dann huet den Här Bettel - ech mengen, dann hätt ech déi lescht Fro och geholl - gefrot, wéi et ass mat Cassatioun. Do wéll ech drun erënnern, Här Meyers, dass mer an der Institutionskommissioun diskutéiert hunn iwwer Virschléi, déi ech gemaach hunn an déi ech elo u Geriichtsinstanzen, nämlech d'Cour supérieure, de Parquet général, geschéckt hunn desor Deeg, fir folgend Fro ze stellen:

Solle mer net eise System, deen engersäits eng Cour supérieure de justice huet, déi aus der eenzeger Cour d'appel besteet an der Cour de cassation, an op där anerer Säit der Cour administrative, déi da Leit delegéieren an eng gemeinsam Cour constitutionnelle, solle mer dee System net ersetzen duerch en neie System, wou mer engersäits eng Cour d'appel de droit commun hätten, anerersäits eng Cour administrative - dann hu mer nach d'Jurisdiction sociale, ech ginn elo net op déi an op desor Plaz -, an dann doriwwer eng Cour suprême, déi zwou Rollen hätt: d'Cassatioun fir de ganze System an och Cour constitutionnelle fir de ganze System?

Ech mengen, ech war frou, dass mer eng gutt Diskussioun an der Chamberskommissioun hatten, wou praktesch op alle Parteibänke gesot ginn ass: „Fuer weider mat deenen Iwwerleeungen, do kommen nach vill Detailfroen derbäi.“

Mir waren eis och eens, dass awer de Monde judiciaire sollt heimadder d'accord sinn. Duerfir déi Consultation préalable, ier dass ech da géif mat Texter an d'Verfassungskommissioun kommen. Well engersäits muss mer d'Verfassung änneren, a wa mer d'Verfassung wëllen änneren, muss mer och gläichzäitig Projets de loi do hunn, dass een och weess, wéi et fonctionnéiert.

Ech si perséinlech ganz attachéiert un där Saach, engersäits, fir dass mer méi eng Unitéit erëm kréien an eis Gerichtsbarkeeten, anerersäits awer och, well mer feststellen - duerch déi Aart a Weis, dass d'Cour supérieure à la fois Appel a Cassatioun ass, an dass d'Cour constitutionnelle eng Emanatioun ass vun der Cour supérieure an der Cour administrative -, dass mer riskéieren, deemnächst net méi genuch Leit ze hunn, déi entweder an der Cassatioun oder an der Cour constitutionnelle kënnen sätzen, well ee jo net dierf ëmmer erëm frësch sätzen zu darselwechter Affär. An dat ass an engem klengen Land e Problem.

Et ass net d'Haaptursach vun där Reform, déi ech virgeschloen hunn, mä et ass eng Konsequenz, déi esou eng Reform kéint positiver Natur hunn.

Voilà, ech mengen, domadder hätt ech op d'Froen all geäntwert.

► **M. le Président.** - Den Här Bettel géif lech nach gären eng Fro stellen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Jo, just nach eng kleng Fro, Här Minister. Dir hutt vun de Sanctions administratives geschwat. Am Moment gëtt et jo d'Riichter, déi och e Pouvoir d'appréciation hunn, déi an deene verschiddene Fäll jo och eng Forschett hu vu Strofen, déi se kënnen prononciéieren.

Ech sinn - ech verstoppen et net - jo éischter der Meenung, dass ee keng Déjuridicisation soll maachen op d'Sanctions administratives. Wat gëtt dann u Formation gemaach, vun de Beamten? Well am Fong, de Beamten huet jo net déi Formation vun Riichter, dee jo e Pouvoir d'appréciation huet, wann en eng Forschett huet vun der klengster bis zur gréisster Strof.

Hutt Dir do scho mat de Beamte gekuckt? Well déi müssen awer och iergendeng Formation kréien, well et ass schwéier; et kann ee jo och net de Frang geheien, fir eng Sanktioun ze sprächen, an duerno gëtt et jo eng Rekursméiglechkeet um Tribunal oder op der Cour administrative.

Gëtt et do fir d'Beamten dann elo eng extra Formation, déi virgesi gëtt, fir kënnen en âme et conscience an en toute indépendance Décisiounen esou ze huelen?

► **M. François Biltgen, Ministre de la Justice.** - Also, zurzäit gëtt et dat nach net. Mir si jo nach net esou wäit, dass ech jiddwereen iwwerzeegt hätt, fir dat ze maachen, wat zum Beispill d'Chambre de Commerce awer ëmmer freet, fir effektiv manner Sanctions pénales a méi Sanctions administratives ze hunn. Dat ass eng Diskussioun, déi mer och amgaange sinn ze féieren.

Et gëtt awer Beispiller. An ech wéll lech selwer soen, dass ech a menger Qualitéit als Aarbechtsminister e grouss Déngen do bruecht hunn, dat sinn nämlech d'Sanctions adminis-

tratives vun der ITM. Wat elo oft de Fall ass, dat ass, dass ee gesäit, dass Projets de loi souwuel Sanctions administratives wéi pénales virgesinn, an do seet de Statsrot ëmmer zu Recht: „Neen, non bis in idem.“

Bei der Gewerbeinspektioun hu mer Folgendes gemaach - an dat war eng laang Diskussioun, och mat der Gewerbeinspektioun selwer -, fir ze soen: „Amplaz dass mer den Dossier un de Parquet ginn, an da ginn déi eng klasséiert an déi aner komme vläicht eng Kéier virun, wann d'Firma scho laang net méi do ass, solle mer net iwwer Sanctions administratives, eng Injonctioun soen - du kucks elo, dass d'Pai bezuelt gëtt, du kucks elo, dass d'Stee riicht gestallt gëtt, wann s de dat net méchs, kriss de eng Sanction administrative -, als Injonctioun?“

An do hu mer och laang do mat der Direktioun vun der Gewerbeinspektioun diskutéiert. Woubäi ech natierlech soen, an der Gewerbeinspektioun ware se gewinnt, dass fréier emol den Direkter och e Riichter éischter Instanz war, dat ass jo elo Gott sei Dank ofgeschafft. Mä do hu se awer ganz kloer verstanen, dass et geet.

An et ass ganz kloer, dass do, wou Verwaltung kommen, dass ee sech do muss domadder auseneesetzen - wat gëss de zum Beispill am Cas vu Récidive -, an dass de muss e gewëssene Katalog ginn, well wann s de net de Katalog gëss, da kanns de all Prozess herno verléieren, well gesot gëtt: „Ma deen een, deen hues de kannst, deen huet vill méi eng kleng Strof kritt wéi deen aneren.“ Dat war eng Diskussioun, déi mer déi Zäit mat der Gewerbeinspektioun och gefouert hunn, an ech mengen, do muss all Verwaltung och intern déi féieren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Justizminister. An domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

## Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6254 ass ugehall mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6254 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

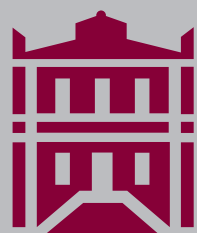
## (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder wäre mer um Enn vun eiser Sitzung. D'Chamber kënn erëm muer um hallwer dräi zesummen.

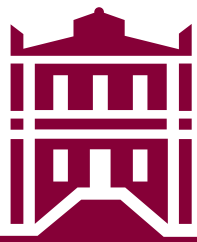
D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 15.57 heures)



d'Chamber online op

www.chd.lu



## Sommaire

- Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS)
  - COM (2011) 121
  - Art. 168 (5) et (7) du Règlement de la Chambre
  - M. le Président
  - M. Lucien Thiel, M. Gast Gibéryen
  - Vote sur la résolution (adoptée)
- 5888 - Projet de loi relative à la chasse
  - Rapport de la Commission du Développement durable: M. Fernand Boden (dépôt d'une motion)
  - Discussion générale: M. Lucien Clement, M. Fernand Etgen, M. Roger Negri, M. Camille Gira (dépôt d'une motion), M. Jean Colombero, M. André Hoffmann, M. Lucien Weiler (M. Camille Gira lui répond)
  - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
  - Motion 1: Mme Lydie Polfer, M. Jean Colombero
  - Vote sur la motion 1 (adoptée)
  - Vote sur la motion 2 (rejetée)
- Dépôt d'une motion par M. Jean Huss
  - M. Jean Huss
- Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot
  - M. Ben Fayot
- 6164 - Projet de loi
  - portant transposition:
    - de la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements, modifiant les directives 2005/60/CE et 2006/48/CE et abrogeant la directive 2000/46/CE;
    - de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées;
  - portant modification:
    - de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres;
    - de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;
    - de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;
    - de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
    - de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6212 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative au dédouanement centralisé, concernant l'attribution des frais de perception nationaux qui sont conservés lorsque les ressources propres traditionnelles sont mises à la disposition du budget de l'UE, signée à Bruxelles, le 10 mars 2009
  - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Norbert Hauptert
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Projet de loi 6164 (suite)
  - M. le Président
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel (remplacement et annulation du premier vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Claude Wiseler, Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

**1. Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS)**

- COM (2011) 121

- Art. 168 (5) et (7) du Règlement de la Chambre

An hirer Réunioun vum Freideg, de 6. Mee, huet d'Commission des Finances et du Budget eestëmmege decidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten iwwert d'Proposition de directive COM (2011) 121, déi eng gemeinsam konsolidéiert Besteuerung vun de Gesellschaften betrëfft.

D'Finanzkommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip ueget, mä wëllt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, sou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenannter Barroso-Initiativ erlaabt ass. D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 168 vun eisem Chambersreglement, den Avis vun der Finanzkommissioun ass lech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

**Résolution 1**

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 168 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission des Finances et du Budget a été saisie de la proposition de directive

du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS) (COM (2011)121), proposition émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle de subsidiarité;

- constatant que la Commission des Finances et du Budget a adopté lors de sa réunion du 6 mai 2011 à l'unanimité un avis politique au sujet de l'initiative précitée;

décide de faire sien cet avis politique de la Commission des Finances et du Budget ayant la teneur suivante:

«La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg a examiné la proposition ambitieuse et structurante de la Commission européenne relative à l'ACCIS qui vise à mieux coordonner les systèmes fiscaux des États membres.

La Chambre des Députés soutient, d'une part, les efforts menés par la Commission européenne dans la lutte contre les principales entraves fiscales à la croissance dans le marché unique et dans le soutien des entreprises en vue de mener leurs activités dans l'Union en consolidant l'attractivité et la compétitivité du territoire communautaire pour les investisseurs. Elle salue plus particulièrement le fait que l'ACCIS vise à réduire les coûts de mise en conformité liés à l'obligation de respecter les dispositions fiscales en vigueur dans les différents États membres. De même, elle souscrit pleinement au caractère optionnel de l'ACCIS.

D'autre part, la Chambre des Députés prend note des résultats de différentes analyses d'impact d'après lesquelles la consolidation des résultats, caractérisée notamment par la compensation transfrontalière des pertes et par l'absence, entre les membres du groupe, de prix de transfert selon l'approche de pleine concurrence, ainsi que le mécanisme de répartition de l'assiette imposable consolidée entre les membres du groupe, basée sur les critères de certains actifs (bâtiments, outils de production, moyens de transport, etc.) des entreprises, de l'emploi (nombre d'employés et coûts salariaux) et du chiffre d'affaires, sont accompagnés d'effets négatifs non négligeables sur les recettes fiscales, le produit intérieur brut et l'emploi de certains États membres, dont le Luxembourg.

La Chambre des Députés se doit dès lors d'exprimer son attitude réservée face notamment à la consolidation obligatoire et, plus particulièrement, à la composition de la formule de répartition prévues par la proposition de directive et fait part de ses préoccupations quant à la mise en œuvre future de ces éléments.»

(s.) Michel Wolter, François Bausch, Xavier Bettel, Alex Bodry, Lucien Thiel.

Souwäit ech matkritt hunn, géif den Här Thiel dozou eppes wëlle soen.

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Merci, Här Président. Just e Wuert zur Explikatioun. Hei ass eng vun deene Resolutiounen, wou mer der a leschter Zäit eng Rëtsch gemaach hunn an där neier Prozedur, an där neier Europa-Prozedur, déi mer hei agefouert hunn.

Wann ech dozou just d'Wuert ergräifen, da fir eng kleng Explikatioun ze ginn, well dat hei och de Sujet war gëschter an enger Réunioun, déi mer mam zoustännege Steierkommissär vu Bréssel haten, wou mer deem och annoncéiert hunn, datt mer hei mat dësem Projet Problemer hätten.

Mir sinn net déi Eenzeg, déi Problemer hunn; et sinn eng Rëtsch aner Länner, déi carrément de Subsidiaritätsprinzip invoquéiert hunn. Notamment, well et ëm eng Steierfro geet a well do nach ëmmer gemengt gëtt, dat wär jo awer schliesslech Nationalsaach an net Europasach. Mir wollten net esou wäit goen. Mir hunn eis et laang iwwerleucht an der Finanzkommissioun. Mir wollten net esou wäit goen, mä mir wollten awer eis Bedenken umellen, besonnesch, well et fir Lëtzebuerg eng net onwichtig Fro ass. Et geet nämlech dorëm, wéi bei Multinationalen d'Konsolidatioun vun hire Bilanë gemaach gëtt, an domat dann och wéi d'Opdeelung vun de Benefisser a vun de Steieren ënnert déi eenzel Duechtere gemaach gëtt.

Mir hunn am Finanzsecteur bal nëmmen Duechteren hei zu Lëtzebuerg, duerfir ass et e Sujet, deen ee muss wierklech mat ganz spatze Fangeren ugoen, wou natierlech vill elo am Detail hänkt. Déi Detailler sinn net bekannt, mä mir hunn dem Här Semeta gëschter och nach eng kéier eis Bedenke mëndlech virgedroen. Heimadder ënnersträiche mer déi och nach eng kéier schrëftlech.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här Président. Dat, wat de Kolleeg Lucien Thiel gesot huet, ech mengen, dat stëmmt. Dat ass an der Finanzkommissioun och esou diskutéiert ginn a gelaf.

Ech hat an der Finanzkommissioun vun eiser Säit aus gesot, datt eiser Meenung no deen Avis politique, esou wéi e formuléiert ass, ze vill positiv formuléiert wier, well awer grouss Risiko fir eist Land a virun allem net nëmme fir d'Finanzplaz, mä och fir de Statsbudget zur Diskussioun stinn. An ech hat dunn d'Demande och gemaach, datt den Text soll ofgeschwächt ginn. Den Text ass och doropshin elo ofgeschwächt ginn. E schéngt eis awer vun eiser Säit aus nach ëmmer ze vill positiv ze sinn.

Mir hätte léiwergesinn, wann een an den Text regelrecht och dat Wuert „opposéiert“ mat drabruecht hätt, datt ee sech dergéint opposéiert. Well ech mengen, och wann een d'Reaktiounen an deene leschten Deeg konnt liesen, souwuel vun der ABBL wéi och vum Statsminister, déi am Fong gesot hunn, se géifen net an déi Richtung do matgoen, an ech mengen, och den Här Thiel huet an engem Interview virun e puer Deeg op d'Risiko higewisen, déi et fir de Finanzsecteur respektiv fir de Statsbudget bedeit, esou ass eiser Iwwerzeugung no déi Formulierung, wéi mer se hei presentéiert hunn - mir waren d'accord, datt et soll en Avis politique ginn, datt mer net sollten d'Subsidiarität invoquéieren, mä den Text, sou wéi en ass, ass fir eis ze vill positiv.

Mir hätte léiwergesinn, wa mer eis kloer dergéint opposéiert hätten, an duerfir kënne mer dës Resolutioun net matstëmme. Mir wäerten dergéint stëmme.

► **M. le Président.**- Gutt, ech géif da proposéieren, datt mer iwwert déi Resolutioun ofstëmme.

**Vote sur la résolution 1**

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Président...

► **M. le Président.**- Hätt Dir gär e Vote électronique? Da maache mer e Vote électronique. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Eischt déi perséinlech stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Déi Resolutioun ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmme, géint 4 Nee-Stëmme an 1 Enthaltung.

Résultat définitif après redressement: la résolution 1 est adoptée par 53 voix pour et 4 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Félix Eischen), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel (par M. André Bauler), Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par Mme Anne Brasseur) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen).

Wëllt ee seng Abstentiuon begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Ech soen lech Merci a leeden dës Resolutioun un déi zoustännege europäesch Instanz weider.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 5888, deem sougenanntene Juegdgesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Clement, Etgen, Negri, Gira, Colombero a Weiler.



D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Hâr Fernand Boden. Hâr Boden, Dir hutt d'Wuert.

## 2. 5888 - Projet de loi relative à la chasse

### Rapport de la Commission du Développement durable

**M. Fernand Boden** (CSV), *rapporteur*.- Merci, Hâr President. Léif Kolleegen, d'Juegd, dat ass e Sujet, wou vill Leit matschwätze wëllen, iwwert dee ganz kontrovers an oft emotional diskutéiert gëtt. Kee Wonner also, dass bei deemem Projet dat dat nämlech war an datt hie méi wéi ees héich Welle geschloen huet.

Ech géif ufänken ze soen, dass ech géif hoffen an datt ech géif wënschen, dass nom Vote vum deemem Gesetz d'Gemidder sech géifen erëm berouegen an et am Intérêt vum der Juegd erëm zu engem vernünftigen an zu engem konstruktive Matenaner vum alle Partner géif kommen.

Ech mengen, et zweifelt keen un der Noutwendegheet vum engem neie Gesetz iwwert d'Juegd. Déi aktuell Gesetzgebung baséiert op zwee Grondgesetze vum 1885 - dat ass scho laang hier - a vum 1925. Dës zwee Gesetzter sinn oft ofgeännert ginn, oft ergänzt ginn.

De Statsrot huet méi wéi ees dës Politik vum de punktuellen gesetzlechen Ofännerungen ugeprangert an huet verlaangt, déi fragmentéiert an déi disparat Gesetzgebung iwwert d'Juegd an engem eenzege Gesetz zesummenzefaassen - jo, ëmmer nees op d'Noutwendegheet higewisen, déi bestehend Gesetzgebung den internationalen Accorden, besonnesch wat den Ëmwelt- an den Déiereschutz ubelaangt, unzepaszen.

De Projet, dee mer haut hei an der Chamber diskutéieren, huet e ganz laange Reifeprozess hannert sech. An déi zoustänneg Chamberskommissioun mengt, e wier elo zeideg, fir gestëmmt ze ginn.

E Merci fir d'Aarbecht vum der viregter Ëmweltkommissioun a fir déi gutt Mataarbecht vum de Membere vum der aktueller Nohaltegkeitskommissioun! Och wann d'Meenungen a verschidene Punkten ausenanergaange sinn an d'Diskussioun kontrovers waren, ass an der Kommissioun awer duerchweeg konstruktiv an am Intérêt vum der Saach geschafft ginn. D'Resultat, wat erauskomm ass, léisst sech weisen, och wann net jiddwereen domadder averstanen ass.

E kuerzen Historique vum deemem Gesetzesprojet. 2003 ass vum der deemoleger Ëmweltkommissioun vum der Chamber beschloss ginn, fir en öffentlechen Hearing mat de concernéierten Interessgruppen a mat Experten iwwert d'Juegd ofzehalen an duerno eng Orientéierungsdebatte hei an der Chamber ze organiséieren. Deen Débat huet stattfont den 21. Juni 2007 op der Basis vum engem schrëftleche Rapport vum der Ëmweltkommissioun. En huet zu enger Motioun gefouert, déi d' BASIS duerstellt vum deemem Gesetzesprojet. Ech verweisen hei op mäi schrëftleche Rapport, an deem ech op déi eenzel Punkte vum der ganz wichtege Motioun agaange sinn.

En zousätzleche Punkt, deen net konnt vum der Regierung ignoréiert gi bei der Verfaassung vum deemem Gesetzesprojet, dat war den Arrêt vum 10. Juli 2007 vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter an der Affär Schneider géint Lëtzebuerg. An deemem Arrêt ass eestëmmeg festgehal ginn, dass d'Lëtzebuergeser Gesetzgebung, a méi prezis d'Dispositioun iwwert d'Juegdsyndikater, géint den Artikel 1 vum Protokoll N°1 iwwert de Schutz vum Eigentumsrecht verstoussé géif an och géint den Artikel 11 vum der Mënscherechtskommissioun iwwert d'Recht op Versammlungs- a Vereenegungsfräiheet.

De Stroosbuergeser Geriichtshaff huet domadder engem Eigentümer, dee sech aus ethesche Grënn der Juegd widderst huet, d'Recht zougestanen, säin Terrain aus enger vum engem Juegdsyndikat regéierter Juegdzon erauszehuelen an och net musse Member vum esou engem Juegdsyndikat ze sinn.

Dese Punkt vum Gesetzesprojet gëtt jo bäi Wäitem am heftegsten an och am kontroversesten diskutéiert an e fënn net d'Zoustëmmung - fir et emol fein auszudrecken - besonnesch vum Jeeërverband, mä awer och vum der Federatioun vum de Juegdsyndikater a vum Bauereverbänn. Si fäerten, dass duerch esou eng Bestëmmung d'Ausübung vum der Juegd kéint ënerhielech an deelweis a Fro gestallt ginn, besonnesch wa ganz vill Eigentümer sech als sougenannt Opposants éthiques à la chasse deklarieren an op hiren Terrainen d'Ausübe vum der Juegd verbidde géifen.

Dës Suerg vum de Jeeër, Juegdsyndikater a Baueren ass ze verstoen. D'Ausübung vum der Juegd gëtt doduerch sécher net méi einfach an

net méi effikass, mä ass dës Suerg an deem Mooss berechtigt, wéi se zum Ausdréck kënnent? A gëtt fir si d'Situatioun, wat den Opposant éthique ubelaangt, duerch dese Projet wierleech verschlechtert? Dat si Froen, mat deenen d'Chamberskommissioun sech och ausenanergesat huet.

De Statsrot hat schon 2005 an engem Avis drop opmierksam gemaach, dass een an eiser Gesetzgebung iwwert d'Juegd misst Léieren zéien aus dem Arrêt Chassagnou vum 1999, och vum Stroosbuergeser Mënscherechtsgeriichtshaff, wat den Agréiff an d'Eigentumsrecht an an d'Vereenegungsfräiheet ugeet.

De Statsrot hat deemools och op d'Lëtzebuergeser Jurisprudenz higewisen a se zitéiert, déi 2004 a leschter Instanz festgehal huet, dass déi gesetzleche Obligatioun, fir engem Juegdsyndikat musse bäizetrieden, en Agréiff ass an d'Vereenegungsfräiheet an eng Violatioun duerstellt vum Artikel 11 vum der Mënscherechtskonventioun.

No deser Jurisprudenz vum der Lëtzebuergeser Cour administrative kann also och ënnert der heiteger Gesetzgebung jiddwer Opposant éthique à la chasse verhënnern, dass op sengem Terrain gejot gëtt, an dat ouni musse fir de Juegdschued opzekommen, well keng Konditioun fir en Austréit aus dem Juegdsyndikat an der heiteger Gesetzgebung virgesi sinn.

Dat gëtt duerch dese Gesetzesprojet geännert, well do an den Article 7, 24 a 44 kloer festgehale gëtt, ënner wéi enge Konditiounen een Opposant éthique op sengem Terrainen d'Ausübung vum der Juegd verhënnere kann a wat fir eng finanziell Konsequenzen dat fir hien huet, wat d'Begläichung vum ufalende Wëldsued ubelaangt.

Ass dat fir d'Jeeër, d'Syndikater a Baueren net éischer eng Verbesserung wéi eng Verschlechterung vum der aktueller rechtlecher Situatioun a puncto Opposant éthique?

Iwwregens huet zënter dem Arrêt vum der Cour administrative am Joer 2004 keen aneren Eigentümer sech als Opposant éthique deklaréiert. An et kann een net dovunner ausgoen, dass dese Gesetzesprojet, dee méi streng Oplage mécht fir den Opposant éthique, eis bejobar Juegdreueieren zu enger Aart Schwäizer Kéis géif maachen, wéi dat gesot gëtt. Et bréngt also näischt, fir de Vote vum deemem Gesetzesprojet nach weider auszusetzen, wéi déi, déi géint d'Aféierung vu Bestëmmungen iwwert den Opposant éthique sinn, dat verlaangen. Am Géigendeel.

Iwwregens gëtt et op där anerer Säit och Leit - an ech denken, dass si sech och zu Wuert wäerte mellen -, déi géint d'Aféierung vum dese Bestëmmungen iwwert den Opposant éthique sinn, well se fannen, si wären ze vill streng a si géifen dem Opposant éthique ze vill Oplage maachen.

De virleiende Gesetzesprojet dréit Rechnung souwuel der Lëtzebuergeser Jurisprudenz wéi och dem Arrêt Schneider an e bréngt vill Verbesserungen. Sou ginn am Projet d'Objektiver vum der Juegd definéiert. Si sinn d'Intérêt général, an et gëtt festgehal, dass d'Ausübung vum der Juegd deemem Intérêt général an den Ufuuderunge vum enger nohalteger Entwécklung muss entsprechen. D'Artikelen 1 an 2 vum Gesetz setzen dese Kader. Ech kommen nach eng kéier op des Artikelen zréck.

De Gesetzesprojet deelt des Weideren dee ganzen nationalen Territoire a Juegdousen an. Dat heescht, dass an Zukunft och déi sougenannte Biens de la couronne an déi Juegdousen integréiert ginn. Dat ass nei, well fréier konnt de groussherzoglechen Haff seng Terrainen aus de Juegdousen ausklammern. Dat ass vum Stroosbuergeser Geriichtshaff monéiert ginn a gëtt also elo mat deemem Gesetz ofgeschafft.

De Fait, dass d'Ausübung vum der Juegd dem Intérêt général déngt, bréngt mat sech, dass an Zukunft e Juegdsyndikat net méi kann decidéieren, ob an engem Juegdousen gejot gëtt oder net. Et muss iwwerall gejot ginn, ausser op deenen Terrainen, déi en Opposant éthique aus der Juegdopacht erauszeholl huet oder wou d'Juegdausübung gesetzlech oder reglementaresch verbueden ass.

D'Situatioun vum Opposant éthique gëtt opgrond vum deene virdu genannte Jurisprudenzen an deemem Gesetzesprojet gekläert. Hien ass net méi obligatoresch Member vum engem Juegdsyndikat an hie kritt d'Recht, all seng Terrainen aus der Juegdopacht erauszehuelen. Op dese Terrainen däerf während der Dauer vum Pachtvertrag net méi gejot ginn, mat enger eenzege Ausnahm, där vum der Chasse administrative, déi vum zoustänneg Minister aus Grënn vum Intérêt général kann ugeuerdnet ginn.

Déi aner Objektiver vum Gesetz entsprechen deene vum der Motioun, esou wéi d'Chamber se den 21. Juni 2007 ugeholl huet. Ech ernimme se hei ganz kuerz:

- All d'Dispositiounen iwwert d'Juegd ginn an engem eenzege kohärenten an transparenten Text zesummegeadroen.

- D'Gesetzgebung gëtt de Realitéiten um Terrain an den neien Ufuuderungen a Saachen Ekologie ugepasst.

- Et gëtt am Gesetz preziséiert, dass d'Juegd als Objektiv huet, dozou bäizetrieden, dass d'Natur, den ekologeschen Équiliber an d'Biodiversitéit erhale bleiwen an dass Déieresueche verhënnert ginn. D'Ausübung vum der Juegd muss, wéi scho gesot, am Intérêt général geschéien.

- D'Fidderung gëtt komplett verbueden. Just d'Kirrung däerf nach agesat ginn.

- D'Gestioun vum Wëldbestand gëtt verbessert duerch festgeluechte Juegdpläng mat minimalen a maximalen Ofschossquoten, duerch eng Neiuerdnung vum de Juegdousen no ekologeschen a cynégètesche Kritären, duerch d'Schafe vu regionale Juegdkommissiounen, déi sech mat dem Opstelle vum de Juegdpläng befaasse sollen.

- Dem Ëmwelt- an dem Déiereschutz gëtt besser Rechnung gedroen duerch d'Ofschafe vum der Notiou vum den Espèces nuisibles, duerch d'Vebuet vum Falestellen, d'Vebuet vum Fräiloose vu Wëld an d'Natur an dem Verbuet vum der Juegd an agezongten Terrainen.

- Et gëtt d'Méiglecheit virgesinn, ech hunn et scho gesot, fir administrativ Juegden ze organiséieren.

- An zu gudder Lescht ginn d'Juegdsyndikater reforméiert.

Wéi Der gesitt, kréie mer duerch desen Text eng méi modern Gesetzgebung iwwert d'Juegd, déi den Erwaardungen an den Ufuuderunge vum der heiteger Zäit entsprécht.

Et ass awer am Kader vum Koalitiounsaccord vum der Regierung festgehale ginn, dass een déi zukünfteg Uerteeler vum Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter, déi d'Rechter vum den Opposants éthiques betreffen, genee verfolge. Hei geet et konkret ëm de Fall Herrmann an déi däitsch Juegdgesetzgebung. Am Fall, wou dést Uerteel contraire wier zu deem am Fall Schneider géint Lëtzebuerg, soll eng genee Analys gemaach ginn iwwert d'Reperciusioun vum deemem Uerteel op eis Gesetzgebung. Wuel wëssend, dass déi däitsch Gesetzgebung iwwert d'Juegd sech vum eiser ënnerscheet, virun allem wat de rechtliche Statut vum de Juegdsyndikater betrëfft.

Et ass nämlech esou, dass den 20. Januar vum deemem Joer den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter en Uerteel an der Affär Herrmann getrafft huet, wat awer nach net rechtskräfft ass, well den Hâr Herrmann den 13. März a Berufung gaangen ass. Dëst virleeftege Uerteel ënnerscheet sech vum Uerteel an der Affär Schneider. Den Hâr Herrmann, och een Opposant éthique à la chasse, huet géint eng Zwangsmitgliedschaft an engem däitsche Juegdsyndikat geklot. Hie krut awer net Satisfaktioun, well de Geriichtshaff zur Konklusioun komm ass - mat enger knapper Majoritéit vu véier zu dräi Stëmmen -, dass an deem konkrete Fall den Intérêt général vum der Juegd iwwert de perséinlechen Intérët vum Kleëer stoe géif, an dass hei eng Zwangsmitgliedschaft an engem Juegdsyndikat duerch den Intérêt public justifiéiert wier.

De Geriichtshaff huet an der Begrënnung vum deemem Uerteel op d'Differenzen tëschent der däitscher an der Lëtzebuergeser Gesetzgebung higewisen. Et ass dun d'Fro opkomm, ob duerch den Arrêt Herrmann net verschidde Dispositiounen aus dem virleidege Gesetzesprojet erëm a Fro gestallt misste ginn.

Duerch de Fait, dass dëst Uerteel net rechtskräfft ass an den Hâr Herrmann decidéiert huet, a Berufung ze goen, huet d'Kommissioun decidéiert, sou wéi et och am Koalitiounsaccord virgesinn ass, dese Gesetzesprojet esou séier wéi méiglech ze evaküieren. Hien dréit ju, wéi scho gesot, der bestehender Jurisprudenz an och de Bedenke vum Statsrot gréisstendeels Rechnung an e bréngt wesentlech Verbesserungen am Sënn vum enger nohalteger an op den Intérêt général ausgerichter Ausübung vum der Juegd.

Et kënt derbäi, dass eng gewëssen Urgence besteet. D'Regierung huet eis nämlech matgedeel, dass de Service de l'exécution des arrêtés de la Cour européenne des droits de l'Homme insistéiert, dass Lëtzebuerg den Arrêt Schneider vum 2007 endlech ëmsetzt. Wa mer d'Juegdgesetz net elo ëmänneren, ginn an den nächste Méint nei Pachtverträge fir d'Juegdousen ofgeschloss, déi da fir néng Joer gültig sinn. Dat heescht, d'Exekutioun vum Arrêt Schneider géif de facto ëm néng Joer erausgeschoben. Da riskéiert Lëtzebuerg, souwuel vum deemem Service wéi och vum Conseil de l'Europe ugeprangert ze ginn als e Land, dass d'Uerteeler vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff net exekutéiert. Dat wier net am Intérêt vum eisem Land,...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Boden** (CSV), *rapporteur.*- ... an et géif och eisem internationalen Image schueden.

D'Kommissioun proposéiert also, dass mer dese Gesetzesprojet haut de Mëtteg stëmmen.

D'Kommissioun huet awer och festgehal, d'Regierung opzefuerderen, den Dossier Herrmann weider am A ze behalen, seng juristesche Inzidenzen op déi national Gesetzgebung am Fall, wou d'Uerteel géif confirméiert ginn, genee ze analyséieren an eventuell dann och eis Gesetzgebung un déi nei Gegebenheeten unzepaszen.

Ech wëll lech, Hâr President, an deem Sënn eng Motioun iwwerrechen, déi vu mir a vu Kolleegen aus den dräi Fraktiounen CSV, LSAP an DP ënnerschrivwen ass.

### Motion 1

La Chambre des Députés,

- *soucieuse de donner suite à l'arrêt (2113/04) de la Cour européenne des droits de l'Homme dans l'affaire Schneider c. Luxembourg;*

- *prenant note de l'arrêt (9300/07) de la Cour européenne des droits de l'Homme dans l'affaire Herrmann c. Allemagne et de la demande de renvoi, en date du 13 mars 2011, de la partie requérante de l'affaire devant la Grande Chambre;*

- *vu la déclaration sur le programme gouvernemental du 29 juillet 2009;*

- *vu notamment les articles 7, 24 et 44 de la future loi relative à la chasse;*

invite le Gouvernement

- *à continuer de suivre de près les arrêts futurs de la Cour européenne des droits de l'Homme concernant les droits des opposants éthiques à la pratique de la chasse;*

- *à analyser en détail les effets juridiques de ces arrêts futurs sur la législation nationale relative à la chasse;*

- *et à réexaminer, le cas échéant, la législation nationale relative à la chasse à la lumière de ces arrêts, pour autant que ces arrêts soient pertinents pour le Grand-Duché de Luxembourg.*

(s.) Fernand Boden, Lucien Clement, Fernand Diederich, Fernand Etgen, Roger Negri.

► **M. le Président.**- Merci!

► **M. Fernand Boden** (CSV), *rapporteur.*- Ier ech op eenzel Artikelen vum Gesetzesprojet aginn, wëll ech ernimmen, dass d'Kommissioun sech a ville Sitzungen intensiv mat den offiziellen Avisé vum Statsrot an der Landwirtschaftskummer, mä awer och mat deene vum Jeeërverband, der Federatioun vum de Juegdsyndikater, dem Conseil supérieur de la chasse, dem Verband vum de Lëtzebuergeser Fierschter an dem Groupement „Lëtzebuergeser Privatbesch“, déi alleguer als Documents parlementaires veröffentlicht gi sinn, ausenanergesat huet, grad esou wéi mat deene 64 Regierungsamendementer.

Dem Minister a senge Leit wëll ech och iwwregens Merci soe fir hir gutt Zusummenaarbecht mat der Kommissioun. D'Kommissioun huet vill Ureegungen a Virschléi aus dese Avisen iwwerholl a si huet selwer eng 30 Änderungsverschléi gemaach, fir zu engem Text ze kommen, dee méiglechst équilibréiert a gutt fondeiert wier.

Ech kommen dann elo zum Commentaire vum den Artikelen. Ech beschränke mech, opgrond vum de sëllechen Artikelen, déi dëst Gesetz ëmfaasst, a menger Analys op déi wesentlech Neierungen. Déi aner Punkte kënnent Der am Detail a mengem schrëftleche Rapport nolisien.

An den Artikelen 1 an 2 gëtt kloer festgehal, dass d'Juegd net einfach en Hobby oder eng banal Fräizäitbeschäftegung ass, mä dass se muss ausgeübt ginn am Respekt vum der nohalteger an ekologescher Gestioun vum Wëldbestand, an dat am Intérêt vum Naturschutz, der Biodiversitéit an der Erhaltung vu Fauna a Beschflora, an och fir Krankheeten a Wëldschied ze vermeiden.

D'Regierung huet eis confirméiert, dass an deemem Text den Intérêt général vum der Juegd-ausübung op d'mannst esou streng geregelt wier wéi an Däitschland.

Am Artikel 3 gëtt kloergestallt, dass d'Recht op d'Juegd net vum Eigentumsrecht ka getrennt ginn. Et heescht do: «Le droit de chasse est un accessoire indissociable du droit de propriété portant sur un fond non bâti, rural ou forestier.»

De Statsrot hätt virgezunn, datt d'Ausübung vun der Juegd, wéinst hiner Orientéierung hin zum Intérêt général, net méi ënnert dem Gesiichtspunkt vum Individualrecht géif geregelt ginn, mä als eng vum Stat organiséiert a kontrolléiert Aktivitéit.

D'Regierung an och d'Kommissioun wollten dese Wee vun der staatlech organisierter Juegd net aschloen. D'Juegdrecht ass an Individualrecht bleiwen an déi bestehend Strukturen net a Fro gestallt ginn. D'Ausübung vun der Juegd ass awer strenge, vum Stat kontrolléierte Regelen ennerworf, a si muss dem Intérêt général gerecht ginn.

Wa Jeeër sech deser wichtiger Aktivitéit mat Lâif a Sêil verschriwwen hunn, wéi dat bei villen de Fall ass, wa si dat gewëssenhaft maachen an och nach Freed a Satisfaktioun derbäi hunn, kann een dat nëmme begrëissen an ennerstetzen. Et ass der gudder Saach dénglech, an de Stat spuert esou vill Geld. A wann no der Ausübung vun der Juegd sech geselleg zesumme gesat an eventuell och zolidd gefeiert gëtt, sou entsprécht dat, wann et mat Mooss geschitt, enger gudder Lëtzebuurger Traditioun.

**► Une voix.**- Hoffentlech gëtt et net ze vill gutt gemach!

**► M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.**- Wann awer Jeeër sech bei der Ausübung vun der Juegd net un déi gesetzlech a reglementaresch Bestëmmungen halen, wa si hiren Obligationen net gerecht ginn, da sinn am Gesetzesprojekt an den Artikelen 73 bis 75 streng Strofe virgesinn, fir kloer ze ennersträchen, datt et sech hei net ëm Kavaliérsdelikter, mä ëm grave Verstéiss bei enger fir Natur, Ëmwelt a Gesellschaft wichtiger Aktivitéit handelt.

E wichtige Punkt ass den Artikel 7, dee festhält, wou d'Ausübe vun der Juegd verbueden ass, an zwar an agezengten Emplacements, wou d'Wêld agespaart ass, a Parken, Gäert a Bongerten, déi no bei Wunnhaiser leien, a Sportinfrastrukturen an op öffentleche Stroossen an Eisenbahnlinnen.

Op Terrainen, déi engem Opposant éthique à la chasse gehéieren, dierf och net gejoit ginn, awer nënnen, wann den Opposant éthique seng Décisioun an enger schréfflecher a motivierter Deklaratioun dem Juegdsyndikat matdeelt, dat Ganz op d'mannst acht Deeg ier d'Generalversammlung vun dem Syndikat stattfënt.

Ze preziséieren ass an diesem Kontext, datt den Opposant éthique all seng Terrainen um ganzen nationalen Territoire juedgfrai muss erklären. Et geet net, datt en nënnen deen een oder aneren Terrain aus enger Juegdpacht eraushuele wëllt.

Aus Grënn vum Intérêt général, iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Reglement, kann d'Juegd och zäitlech oder raimlech ageschränkt oder verbuede ginn, zum Beispill an Naturschutzzonen.

Den Artikel 8 verweist op d'Annex zum Gesetzesprojekt, wou festgehalé gëtt, wat fir eng Déieren als Wêld ze bezeichne sinn. Dës Lëscht ass relativ kleng. An et ass an der Kommissioun just eng Meenungsverschiddeheit doriwier ginn, datt de Fuuss op deser Lëscht figuréiert. Et sief awer nach bemierkt, datt en Déier, wat op deser Lëscht ass, net automatesch och gejoit dierf ginn. De Minister muss nämlech all Joer an engem Reglement festhalen, wat fir eng Déiere vun der Lëscht dierfe gejoit ginn a wat fir eng net.

**(Interruptions)**

Den Artikel 9 hält fest, datt mat Ausnahm vun diesem Joer an Zukunft d'Juegdjoer net méi vum 1. August bis den 31. Juli geet, mä vum 1. Abrëll bis den 31. März vum Joer duerno. An engem Reglement gëtt och festgehalen, weini d'Juegd fir déi eenzel Déierenarten an -typen op a weini se zou ass, wéi dierf gejoit ginn a wat fir eng Sécherheetsmoossnamen ze respektéiere sinn.

Nom Artikel 10 dierf d'Juegd och nëmme mat kloer definéierte Waffe stattfannen, an zu kloer definéierten Dageszäiten, nämlech vun enger Stonn viru Sonnenopgang bis eng Stonn no Sonnenënnergang.

E weidere wichtige Punkt, dee vun alle Partner begrëisst ginn ass, betréift d'Verbuet vum Fideren. Et ass dat an Haaptpunkt, deen ëmmer nees an der Öffentlechkeet staark kritiséiert gëtt, wann iwwert d'Juegd an d'Iwwerpopulation vu verschidde Wêldaarten, déi grouse Schued maachen, diskutéiert gëtt. Mat diesem Gesetz ass elo endgültig Feierowend mat der onnatierlecher Fiderung vu Wêld. De Minister

huet awer gesot, hien hätt d'Méiglechkeet, an Noutfäll, zum Beispill bei extremer Wiederkonkditionen, eng Fiderung am Intérêt vum Déiereschutz zouzeloosen.

Wat erlaabt bleift, wat an der Kommissioun och zu kontroversen Diskussione gefouert huet, ass déi sougenannte Kurrung, op Franséisch „appâtage“. Nom Artikel 12 besteet d'Kurrung aus dem Ausbréng vum enger, och zitéieren, also aus dem Ausbréng vum enger „alimentation d'attrait non transformée en petites quantités dans le seul et unique but d'un tir immédiat ou rapproché dans le temps“. D'Zil vun der Kurrung ass et also, fir d'Wêld unzuelackelen an et ze schéissen, fir esou der Iwwerpopulation vu bestëmmte Wêldaarte besser Meeschter ze ginn. Dat zielt zum Beispill fir d'Wêldschwäin, déi sech jo bekannterweis iwwert déi lescht Jore massiv vermehrt hunn.

D'Ulackele kann awer och vum Minister aus sanitäre Grënn erlaabt gi bei Seuchegefor oder wann Déiere musse geimpft ginn. Fir der Gefor entgéintzewierken, datt mam Ulackelen, mat der Kurrung also iwwerdriwwe gëtt, gëtt dat ganz streng reglementéiert a kontrolléiert. E groussherzoglech Reglement, dat der Kommissioun als Projet virlouch, regelt d'Konditionen an d'Modalitéite vun der Kurrung, bestëmmt, fir wat fir eng Wêldaarten d'Kurrung erlaabt ass, a leet och prezis déi maximal zoulässige Quantitéite fest, déi een ausbréngen dierf.

Dese Reglementsprojekt gesäit des Weidere vir, datt dat Produkt, fir d'Wêld unzuelackelen, nëmme mat der Hand dierf ausgedeele ginn. De Fierschterverband hat a sengem Avis virgeschloen, des Ausdeele iwwer Streeautomaten ze maachen, wou een duerch en Auerwierk de Kurrungsprozess besser iwwerwaachen an auswäerte kéint. Verschide Membere vun der Kommissioun hunn des Usiicht gedeelt a gemengt, et sollt een op d'mannst op verschidde Plaze Streeautomaten als Pilotprojekt zouloosen an duerno eng Auswärtung doriwier maachen.

Duerch dese Gesetzesprojekt kënnen och fir bestëmmte Wêldaarten Ofschosspläng opgestallt ginn. Dat géilt fir Hirsch, Wêldschwäin, Réi, Damhirsch a Mouflon. Och hei bestëmmt e groussherzoglech Reglement d'Modalitéite fir d'Opstellung vun den Ofschosspläng. E leet d'Wêldaarte fest, fir déi esou e Pläng opgestallt gëtt, gradesou wéi d'Dauer vum Pläng an och d'Kontrollmoosnamen.

E groust Kapitel mat villen Neierungen ass dat iwwert d'Juegdlosen, d'Juegdsyndikater an d'Juegdpädchter. Dat sinn d'Artikelen 21 bis 43 vum Projet.

En éischte Punkt, dee wichtig ass, ass, datt eist ganz Land a Juegdlosen ennerdeelt gëtt. Déi nei Ofgrenzung vun de Juegdlosen ass awer eréischt vum 1. Abrëll 2021 u gültig. D'Gesamtfläch vun engem Juegdlos muss an Zukunft net, wéi urspringlech virgesinn, op d'mannst 400, mä nënnen nach op d'mannst 300 Hektar bedroen.

Nei ass och, datt d'Ofgrenzung vun de Juegdlosen net méi eleng no administrative Kritäre geschitt wéi fréier, also de Gemengegrenzen oder de Kadasterpläng, mä och no ekologesche Kritären. Dës Ofgrenzung vun de Juegdlose kann nënnen all néng Joer, wann d'Juegd-pachten auslafen, geännert ginn. Dat gesäit den Artikel 21 vir.

Den Artikel 24 befaasst sech mat dem Opposant éthique. D'Prozedur, wéi desen op sengen Terrainen während der Dauer vun enger Juegd-pacht, also während néng Joer, d'Ausübe vun der Juegd verhënnere kann, hunn ech virdru beschriwwen. Wann hien no desen néng Joer seng Terrainen weider wëllt juedgfrai halen, muss hie virun dem Auslufe vum Juegd-pachtvertrag no där nämlecher Prozedur eng nei Deklaratioun un de Juegdsyndikat schécken.

Et sief och nach gesot, datt den Opposant éthique net méi Member vum Juegdsyndikat ass. En dierf natierlech och kee Juegdpermis hunn oder, wann en een hätt, misst en deen erëm ofginn.

D'Artikele 25 bis 32 befaasse sech mat der Wiel an der Zesummesetzung vun de Juegdsyndikater, mat den Ausschreiungsmodalitéite vun de Juegd-pachten an hale fest, wéi eng auslafend Juegd-pacht ka verlängert ginn.

D'Eigentümer vun de bebajbaren, net bebauten Terrainen an engem Juegdlos, déi bilden e Juegdsyndikat. Si wielen an enger Generalversammlung, wou jiddwer Member eng Stëmme huet, dräi Virstandsmemberen, an net méi fënnel wéi virdru, an och dräi Supplémenten. Dese Virstand ass fir déi deeglech Gestiou vun Juegdsyndikat zustänneg.

E rufft och d'Generalversammlung zesummen, déi an Zukunft net méi, wéi bis elo, téschent dem 1. Mee an dem 31. Juli stattfanne muss, mä téschent dem 1. Januar an dem 31. März

vum Joer, ier de Pachtvertrag ofleef. Fir dës Joer ass awer eng aner Zäitspan an den Iwwergangsbestëmmunge virgesinn, an zwar téschent dem 1. Oktober an dem 30. November 2011, mä dorobber kommen och nach zréck.

D'Generalversammlung decidéiert och, ob d'Juegdrecht op hirem Lous versteet oder ob de Pachtvertrag fir weider néng Joer verlängert gëtt. Bei enger Verlängerung muss deen neue Pachtvertrag bis den 1. Mee, bei enger Stee bis zum 15. September vum leschte Joer vum auslafend Pachtvertrag ofgeschloss sinn.

Nei ass, datt de Pachtvertrag an Zukunft net méi wéi eemol verlängert gi kann. Spëststens no zwou Pachtperioden, also no 18 Joer, muss eng Stee stattfannen. Iwwert des Bestëmmunge gouf et Diskussione an der Kommissioun. D'Auteure vum Gesetz hunn awer gemengt, dat wier néideg, fir och neien Interessenten eng reell Chance ze ginn, zu enger Juegd-pacht ze kommen.

Nei ass och, datt de Kontrakt, deen téschent engem Juegdsyndikat an engem Juegdpädchter ofgeschloss gëtt, een „contrat de droit privé“ ass an net méi een „contrat administratif“. Duerch dese privatrechtleche Charakter vum Kontrakt ginn d'Rechter vun de Juegdpädchter gestärkt. Och si kënnen de Pachtvertrag kënnegen, wann e Juegdsyndikat sengen Obligationen net nokënt.

D'Membere vun der Kommissioun hunn des Weidere engem Virschlag vum Conseil supérieur de la chasse zugestëmmt, dee virgesäit, datt de Juegdpädchter beim Gericht och eng Kennegung vum Pachtvertrag ufroe kann, wann aussergewöhnlech Ëmstänn gréisser Répercussionen op d'Ausübe vun der Juegd hunn.

Eng weider Neierung ass, datt souwuel de Stat wéi och d'Gemengen, an exzeptionelle Fäll, kënnen Juegdpädchter ginn, zum Beispill aus Grënn vun öffentlecher Sécherheet. Dat war an der Vergaangenheet net méiglech. Do konnte just Privatpersoune sech als Juegdpädchter melden. Wéi esou e Juegdlos, dat de Stat oder eng Gemeng pacht, exploitéiert gëtt, dat decidéiert de Minister respektiv de Schaffferot.

An enger weiderer Serie vun Dispositionen an den Artikele 44 bis 54 geet et ëm de Wêldschued.

Fir unfänkchen ass ze soen, datt niewent de Bëscher net nëmme méi déi landwirtschaftlech genotze Flächen, mä och d'Wäibauflächen a Kulturen enner de Wêldschued falen. De Juegdpädchter an och den Opposant éthique si proportional zu der Gréisst vun hiren Terrainen verantwortabel fir de Wêldschued, dee verursaacht gëtt.

Et geet also net méi, datt den Opposant éthique seng Terrainen juedgfrai mécht a sech da laansch d'Onkäschten dréckt, déi duerch de Wêldschued entstinn. Hie muss sech souwuel un der Entscheedegung vum Wêldschued bedeelegen, deen am Juegdlos entsteet, zu deem säin Terrain gehéiert, wéi och eleng opkomme fir dee ganze Wêldschued, deen op sengem eegenen Terrain geschitt.

De Wêldschued, deen op deene Parzellen entsteet, wou d'Ausübung vun der Juegd gesetzlech verbueden ass, muss integral vun de Propriétaire vun den Terrainen gedroe ginn. Wann awer aus Grënn vum Intérêt général iwwert de Wee vun engem Reglement d'Juegd op Parzelle limitéiert oder verbuede ginn ass, esou wéi dat am Artikel 7 virgesinn ass, da muss de Stat integral fir de Wêldschued opkommen. Wann de Wêldschued duerch Hirschen oder Wêldschwäin verursaacht gëtt, dann ass e speziellen Entscheedegungsregime virgesinn.

Des Weidere gëtt a verschidde Artikelen och preziséiert, wéi de Wêldschued berechent a wéi e bei Meenungsverschiddeheete festgeluecht gëtt. Am Artikel 47 gëtt och festgehalen, a wéi enge Fäll ee keen Urecht huet op d'Belgäichung vum Wêldschued.

E weidert neit Kapitel an diesem Gesetzesprojekt handelt iwwert d'Chasse administrative. De Minister kann an Zukunft aus Grënn vum Intérêt général, och hunn och schonn drop higewisen, eng Chasse administrative veruerdnen, entweder op Eegeninitiativ oder awer op Demande vun all interesséierte Bierger. Ier de Minister awer esou eng Juegd ordonnéiert, muss hien am Virfeld de Juegdpädchter oder den Opposant éthique doriwier informéieren. Da krieie se d'Chance, déi néideg Moosnamen ze ergräfen, fir d'Problemer op hiren Terrainen an de Grëff ze kréien. Ass dat net de Fall, dann ordonnéiert de Minister...

**► M. le Président.**- Här Rapporteur, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

**► M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.**- Dir hat mer gesot, och kéint nach...

**► M. le Président.**- Jo, mä Dir hutt schonn iwwerzunn.

**► M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.**- ... aacht Minutte schwätzen. Ech hu 40 Minuten.

**► M. le Président.**- Mä Dir sidd schonn iwwer 30.

**► M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.**- 30 plus d'Motioun.

**(Interruptions diverses)**

**► M. le Président.**- D'Motioun, dann huet nach déi vun der Motioun.

**► M. Fernand Boden (CSV), rapporteur.**- Okay, Merci. Merci!

Ass dat net de Fall also, dann ordonnéiert de Minister, nodeems hien dem Conseil supérieur de la chasse en Avis gefrot huet, eng administrativ Juegd, déi ënnert der Leedung an der Opsicht vun der Forstverwaltung duerchgefouert gëtt. D'Käschten, déi hei entstinn, müssen entweder vum Juegdpädchter, vum Eigentümer vun den Terrainen am Fall vum Opposant éthique oder, wann et sech ëm Terrainen handelt, wou d'Juegd duerch e Reglement verbueden oder limitéiert ass, vum Stat iwwerhall ginn.

Wat interessant ass, dat ass, datt d'Juegd och op Terrainen ordonnéiert ka ginn, op deenen eigentlech net gejoit dierf ginn. An des Moossname kënnen souguer vum Minister ergraff ginn, och wann d'Juegd op déi eng oder déi aner Déierenart zou ass.

D'Dispositionen iwwert de Juegd-schän iwwersprangen och aus Zäitgrënn. Dir kënt dat am Detail noliesen.

Dat, wat vläicht interessant ass ze wëssen, ass, datt den Diplomepermis, datt deen ofgeschaaft gëtt. Et gëtt nëmme méi dräi Kategorie vu Juegd-permissen, an zwar de Jorespermis, den Dëngschtpemis an den Invitéspermis. Den Invitéspermis, deem seng Gültigkeetsdauer gëtt vu fënnel op dräi Deeg erfogesat. An déi maximal Dauer vun Invitéspermisë fir eng Persoun dierf an engem Juegdjoer zwielef Deeg net iwwerschreiden.

E puer Wuert zu de strofrectlechen Dispositionen, déi an den Artikelen 73 bis 77 behandelt ginn. Wann e Jeeër sech bei der Ausübung vun der Juegd net un déi gesetzlech a reglementaresch Bestëmmungen hält, da sinn an desen Artikelen, wéi gesot, streng Strofe virgesinn.

E besonnesch därege Problem war de Libellé vum Artikel 73, deen d'Infractionne festhält, fir déi een zu enger Prisongsstrof vun acht Deeg bis zu sechs Méint an enger Amende vun 251 bis 15.000 Euro oder zu enger vun dese Strofe veruerteilt ka ginn. Hei gëtt genee spezifiziert, wat fir eng Dispositionen a wat fir eng Artikele vum Gesetz zu dese Strofe féiere kënnen.

De Statsrot huet bei diesem Artikel e puermol eng Opposition formelle ageluecht, bis datt et zu deem Text komm ass, deen elo virläit. Bei ganz gravé Verstéiss kann et bis zu zwee Joer Prisong a bis zu 30.000 Euro Geldstrof kommen. An am Artikel 75 si fir méi kleng Verstéiss Amendé vu 25 bis 250 Euro virgesinn.

D'Missioun an och déi nei Kompositioun vum Conseil supérieur de la chasse, deen eng wichtige Roll an der Juegdproblematik ze spillen huet, ginn am Artikel 82 festgehalen. D'Kommissioun recommandéiert der Landwirtschaftskummer, fir ënnert hiren dräi Vertrieeder ee Vertrieeder vun de Grundbesëtzer virzegesinn, sou datt och de Wonsch vun der Federatioun vun de Juegdsyndikater, fir am Conseil supérieur vertrueden ze sinn, erfüllt kéint ginn.

Am Artikel 83 gi fënnel Commissions cynégétiques régionales geschaf, déi eng reng berodend Missioun hunn a sech ëm d'Ausschaffung an déi spéider Ofännerunge vun de Juegdofschosspläng këmmen. Esou eng regional Kommissioun besteet aus siwe Memberen: ee Vertrieeder vun der Natur- a Bëscherverwaltung, dräi Vertrieeder vun der Jeeërfederatioun an zwee Vertrieeder vun der Landwirtschaftskummer, vun deenen no dem Wonsch vun eiser Kommissioun een d'Grundbesëtzer vertrieede soll.

Ech kéim dann zum Schluss zu den Dispositions transitaires, eng Problematik, déi der Kommissioun vill Kappzerbrieche gemaach huet a mat där mer eis während e puer Sitzunge beschäftigt hunn. D'Situatioun ass ganz komplex. D'Pachtverträge vun den aktuell bestehende 600 Juegdlose lafen nämlech net zur nämlecher Zäit aus. 595 Verträge lafen den 31. Juli 2012 aus, véier téschent 2017 an 2020, an an engem Lous, wou d'Juegd net verpacht ass, ass de Stéchedatum den 31. Juli 2014.

Den Detail vun den Iwwergangsbestëmmunge kënt Der am schréffleche Rapport noliesen. Ech beschränke mech elo op d'Datumen, déi festgehalé si fir déi 595 Lousen, wou d'Verträge den 31. Juli 2012 auslafen an déi vill Leit interesséieren. D'Generalversammlung, déi decidéiert, ob d'Juegdrecht weider verpacht oder

versteet gëtt, muss an der Zäitspan vum 1. Oktober bis den 30. November 2011 stattfannen. All Décisioun iwwert de Verpachtungsmodus, dee virun dëser Zäitspan getraff gëtt, ass dem Text no null und nichtig.

D'Aberuffungsfrist fir d'Generalversammlung ass ee Mount virun der Generalversammlung, also tëschent dem 1. September an dem 31. Oktober 2011. D'Aberuffung geschitt iwwert de Wee vun zwou Dageszeitungen. Si muss d'Dagesuerdnung enthalen an drop hiweisen, datt Eegentëmer, déi wëllen hir Terraine juegdfrai halen, eng deementspriedend Deklaratioun muss maachen. Déi lescht Frist fir en Opposant éthique, fir esou eng Deklaratioun ze maachen, ass aacht Deeg virun der Generalversammlung.

No der Décisioun vun der Generalversammlung ass déi lescht Frist, fir déi bestehend Pachtvertrag ze verlängeren, de 15. Dezember 2011, an déi lescht Frist, fir d'Juegdrecht ze versteeën, den 31. März 2012.

D'Enn vum Mandat vum aktuelle Syndikatsvirstand ass de 14. Mee 2012, an dee vun der Generalversammlung nei gewielte Virstand iwwerhëlt säi Mandat de 15. Mee 2012 an en dauert da bis den 31. März 2021.

Zu Allerlescht wëll ech dann nach op en neie Paragraph 10 hiweise vum Artikel 88. D'Kommissioun huet dëse Paragraph bäigefügt, fir enger Opposition formelle vum Statsrot Rechnung ze droen an deenen Opposants éthiques, déi Terrainen hunn an deene fënnef Juegdloosen, wou de Pachtvertrag net den 31. Juli 2012 ausleeft, ze erméiglechen, hir Terraine juegdfrai ze maachen. Si mussen dat dem Syndikatsvirstand an der Zäitspan vum 22. September bis den 22. November 2011 schréftlech matdeelen. De Juegdpächter kann an esou engem Fall beim Syndikat froen, fir eng Reduktioun vu sengem Pachtpräis ze kréien. Eng Reduktioun, déi proportional ass zur Reduktioun vun der Gesamtläch vun der Juegdpacht.

Voilà, ech soen elo Merci fir Är Gedold, fir d'Nolauschten. Ech bieden lech am Numm vun der Kommissioun, dee vun hir virgeschloenen Text ze stëmme. An dem Minister leed mer un d'Häerz, fir déi fir d'Exekutioun vum Gesetz nach ausstehend groussherzoglech Reglementer méiglechst schnell fäerdeg ze maachen an eiser Kommissioun se ze presentéieren.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Fernand Boden. Als éischt Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass et endlech esou wäit. Mir sti kuerz virun der Zillinn vun engem neie Jachtgesetz (veuillez lire: Juegdgesetz). Entschëllt aver direkt, wann ech a mengem Exposé d'Juegd ëmmer „Jacht“ nennen; dat ass eben esou, well mir zu Réimech esou soen. Et huet awer näscht mat Schëffer ze dinn.

### (Hilarité)

Net, datt do eng Verwiesslung sollt opkommen.

Ech ka mech net u ganz vill Gesetzesprojeten erënneren, déi elei an der Chamber zum Vote virlouchen, déi esou ee laange Wee hanner sech hunn, wéi dat eleite Gesetz. Ech ka mech awer och net drun erënneren, datt mir schonn dacks Gesetze gestëmmt hunn, déi am Virfeld mat esou ville concernéierten an interesséierte Partner diskutéiert an ausgeschafft gi sinn. Mir hate bis elo eng Hällwull vu Kommissiounssitzungen, wou mer eis mat dëser Matière a mat dësen Texter auserneesat hunn.

Laang virun, an dat kënnt Dir mat geneeën Datumer am Rapport vum Fernand Boden noliessen, ass en Hearing elei an de Chamber organiséiert ginn. 25 Sitzungen huet d'Kommissioun gebraucht. 17 kloer definéiert Froe sinn un net manner wéi 20 Organisatioune verschéckt ginn. Dës Froe sinn ausgewäert ginn an et koom zu engem émfassende Rapport vun der Kommissioun. Duerno huet en Débat d'orientation heibanne stattfonnt. Bei där Geleeënheet huet d'Chamber e Vote iwwer eng Motioun geholl, eng Motioun, déi als Virlag zu dësem Gesetzestext gedéngt huet an déi och esou émgusat gouf; ech géif soen, à la lettre émgusat ginn ass.

Och duerno an der legislativer Prozedur hu mer eis an de Kommissiounssitzungen intensivt mat den Avisë vun deene verschiddenen Associatiounen, déi duerch dëst Gesetz direkt an indirekt betraff sinn, auserneegesat. Jo, et kann ee souger soen, datt et e Paradebeispill vun Transparenz war, wat d'Abanne vun der sougeanntener Zivilgesellschaft ass.

Eist gemeinsam Zil an dësem Beräich war et, fir am Konsens mat allen Acteuren en neit, modern an den heitege Besoinen entsprechend Juegdgesetz op d'Been ze stellen, an dat ënner der Oplag, deene verschiddene Gerichtsuer-teeler och Rechnung ze droen.

Den Här Minister Schank huet sech och an dësem Sënn ni an zu kengem Zäitpunkt iergend-enger Diskussioun verschloss. Au contraire, en huet ëmmer probéiert, esou gutt wéi méiglech de Proposen, de Recommandatiounen a Kritike vun alle méiglechen Acteuren, inklusiv deene vun den Deputéierten an der Kommissioun Rechnung ze droen. Sou hunn och vill Propose souwuel vun de Jeeër wéi vun der Federatioun vun de JuegdSyndikater, de private Bëschbesëtzer oder der Landwirtschaftskammer hiren Niederschlag an dësem Gesetz fonnt. Datt si net all konnte berücksichtegt ginn, dat schéngt mer awer e bësselchen normal, well déi verschidde Propose sinn och dacks kontrovers erakomm.

Ech war an alle Kommissiounssitzungen derbäi a kann nëmme déi konstruktiv Aarbecht vun alle Fraktiounen - an ech betonen: vun alle Fraktiounen! - bestätegen an deemno och liewen. E Merci duerfir och un den zoustännege Minister Marco Schank an un d'Beamten, déi heiru matgeschafft hunn.

Ech hat zu kengem Zäitpunkt d'Gefill, elei géife Leit ënner Drock gesat ginn oder de Minister wéilt hei iergendeppes géint d'Kommissioun duerschetzen. An duerfir zitieren ech och den Här Etgen, deen an der Kommissioun gesot huet, andeems och hien déi korrekt Zesummenaarbecht gelueft huet: „Här Minister, Dir sidd keen Tocksapp.“ War et esou, Här Etgen?

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Ganz richtig, Här Clement.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Och e grouse Merci un de Rapporteur vun dësem Gesetz, de Fernand Boden. Et war och fir hie sécherlech keen einfachen Job. Mä mat vill Engagement a mat vill Asaz war och hien ëmmer beflass, fir e méiglechst grouse Konsens an dëser dach awer sensibeler Matière ze fannen. De Kolleg Camille Gira muss dat kenne bestätegen, datt him dat bis op e puer Ausnahmen dann och esou gelongen ass.

D'Meenungsverschiddenheeten op e puer Punkte ware wuel do, sinn - wéi dat sech dann och gehéiert - kontrovers diskutéiert ginn, mä duerno awer och akzeptéiert ginn. Wéi gesot, bis op e puer Ausnahmen hat de Gros vun den Artikelen d'Approbatoune vun alle Fraktiounen.

Leider hunn ech awer a leschter Zäit ëmmer méi d'Impressioun kritt, wéi wann all dës Gesprecher an Diskussiounen iwwer bal aacht Joer ni stattfonnt hätten. Sou sinn et virun allem d'Jeeër, déi Problemer mat dësem Text hunn. Et huet een d'Impressioun, wéi wann alles schlecht an dësem Gesetz wier, an d'Politik wier just drop aus, fir de Jeeër wëlle Knëppelen an d'Been ze geheien. Or, deem ass awer net esou. Ech denken, just de Contraire ass de Fall. Ech wäert mech am Laf vu menger Interventioun heizou och erklären.

Ech hat awer och u sech d'Gefill, och well d'DP - ech hunn dat d'Énescht ernimmt -, well d'DP aktiv a konstruktiv, wierlech konstruktiv, um Gesetz matgeschafft huet - dat muss een esou soen -, datt d'DP dëst Gesetz géif matdroen. Duerfir sinn ech eigentlech awer e bëssen enttäuscht, datt si anscheinend opgrond vun enger Circulaire, déi den Här Minister Schank un d'JuegdSyndikater erausgeschéckt huet, hir Meenung geännert huet an datt se sech elo enthalte wëllt. Ech hunn d'Impressioun e bësselchen, datt elei éischter elektoral Grënn matspillen, wéi quant au fond d'Gesetz selwer.

### (Brouhaha général)

► **Une voix.** - Mir erklären lech dat nach!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Jo! Ech sinn och gespaant drop, op Är Erklärung. Ech erklären et awer och nach herno. Dir brauchst keng Anschutz ze hunn.

### (Interruption)

Also, Här President, ech wollt mech elo e bësselche mat den Haaptkritikpunkte vun de Jeeër zu dësem Gesetz auserneesetzen. Kritiken, déi een akzeptéiere soll an och muss, mä deenen hir Argumentatioun ech awer net ëmmer ganz esou novollzéie kann.

Et soll een hei net de Mann spillen, mä et soll ee sech einfach mat den Argumenter selwer auserneesetzen. Ee vun den Haaptkritären (veuillez lire: Haaptkritikpunkten) vun de Jeeër ass jo d'Aféierung vun Opposant éthique. Dozou wëll ech Folgendes soen: Duerch divers Uer-teeler vun de Lëtzebuerger Gerichter wéi och vum Arrêt vum Europäesche Gerichtshaff fir Mënsherechter an der Affär Schneider géint Lëtzebuerg si mer obligéiert, den Opposant éthique an eis national Gesetzgebung anzeféieren. Ech sinn net der Meenung, datt de Stat

sech einfach doruwwer ewechsetze kann a maache kann, wéi wann et dës Uer-teeler u sech net géif ginn. Dat, denken ech, gëtt an der Bausenduerstellung a bei der Argumentatioun vun de Jeeër ganz oft vergiess.

Och wann deen een oder aneren Deputéierte selwer vläicht net schrecklech begeeschtert ass, fir den Opposant éthique an d'Gesetz anzuschreiwën, sou ass et awer eis Pflicht a Schëllegeet, der Jurisprudenz an dëser Matière dach awer Rechnung ze droen.

Ech wëll probéieren, d'Jeeër, déi ech perséinlech séier schätzen, dann awer e bësselchen ze berouegen, wat dëse kriddeleche Punkt ueget. Opgrond vun deenen Uer-teeler, déi mer kennen, ass et haut schonns méiglech, datt en Opposant éthique seng Terraine ka juegdfrai deklaréieren. Dat ass méiglech duerch déi Jurisprudenz, déi mer kennen. Bis haut huet vun deenen dausende vu Propriétaires just eng eenzeg Persoun vun dëser Méigleckeet Gebrauch gemaach. Eng eenzeg Persoun, Här President!

Dës Persoun, déi sech als Opposant éthique haut mam ale Gesetz geoutet huet, huet keng gesetzlech virgeschriwwen Obligatioune, wat Wëltschued ueget oder wat eng finanziell Participatioun um Wëltschued ueget. Am virleieende Gesetz ginn d'Konditiounen an d'Modalitéite fir den Opposant éthique, dee seng Terraine wëllt juegdfrai deklaréieren, geregelt, virun allem geregelt, a si ginn och méi streng geregelt.

Den Opposant éthique gëtt mat dësem Gesetz obligéiert, sech an Zukunft un de finanziellen Entscheedunge vum Wëltschued ze bedeelegen, an dat net nëmme, Här President, wat säin eegenen Terrain ueget, neen, e muss sech zousätzlech och prozentual zu sengem Terrain, zu sengem Areal um Schued vum ganze Lous bedeelegen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Fannt Der dat da richtig?

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Jo, Här Gira, ech soe just, wat d'Gesetz virgesäit, an ech fannen dat richtig.

Ech, ech elo als Netjeeër, mä - ech géif awer soen - een, dee gäre mat dreiwé gong an och matgaangen ass,...

► **Une voix.** - Aha!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - ...gesinn dës Fakten aus der Siicht vum Jeeër als Verbesserung, an ech wëll hinne soen, ech gesinn et net als Verböserung un.

Ech denken, datt dat am Sënn vun de Propriétaires, vun de Baueren a Wénzer, an och vun de Jeeër eigentlech misst sinn. Hei gëtt d'Recht vun Opposant éthique, fir säin Terrain juegdfrai ze deklaréieren, dat gëtt gesetzlech verankert, mä dat verbonne mat deene virgenannten Obligatioune.

Duerch dës Dispositioun gëtt et fir den Opposant éthique op där enger Säit sécherlech méi einfach, fir säin Terrain juegdfrai ze deklaréieren, wéi dat bis elo an der Vergaangenheet de Fall war; op där anerer Säit sinn, domadder verbonne, d'finanziell Oplagen awer wesentlech verschäerft ginn. Alles dat bréngt mech zur Schlussfolgerung, datt a mengen Aen d'Zuel vun den Opposants éthiques net dramatesch an d'Luucht wäert goen.

Et muss ee sech d'Fro stellen: firwat eigentlech och? Vlächet duerch déi vill Reklamm, déi a leschter Zäit wëssentlech oder onwëssentlech fir den Opposant éthique gemaach gouf, kéint et awer effektiv sinn, datt sech e puer Propriétaires elo entscheeden, hir Terraine juegdfrai ze deklaréieren. Mä de Virwurf, verbonne mat der Anschutz vun de Jeeër, datt eng flächendeckend Juegd net méi méiglech wier, an d'Land mam Akraaftriede vun dësem Text zu engem Schwäizer Kéis géif verkommen, ass menger Meenung no begrenzt a virun allem och net haltbar.

Ech wëll och ënnersträichen, datt et net drëmsgeet, fir den Opposant éthique anzeféieren, fir iergendeen ze schikanéieren. Mir liewen - an dat Gott sei Dank, soen ech emol - nach ëmmer an engem Rechtsstat, wou verschidde Regele mussen agehale gi respektiv och Uer-teeler émgusat gehéieren.

### (Interruption)

Dat kënnt Dir herno soen, wann Der wëllt zu dësem Gesetz schwätzen, Här Kartheiser.

Dat anert Argument, firwat d'Jeeër géint den Opposant éthique sinn, ass d'Uerteel am Fall Herrmann. Do wëll ech soen, datt een déi däitsch Gesetzgebung iwwert d'Juegd net onbedéngt mat där Lëtzebuerger Gesetzgebung ka vergläichen. Et gëtt Differenzen tëschent der däitscher an der Lëtzebuerger Gesetzgebung, virun allem och, wat de Statut vun de Juegd-syndikater selwer ueget. Doduerch ass den Europäesche Gerichtshaff fir Mënsherechter an der Affär Herrmann och zu enger anerer

Konklusioun komm wéi an der Affär Schneider. Ausserdeem ass dat lescht Uerteel nach net rechtskräfteg, well den Här Herrmann jo an Appel gaangen ass.

Wa mir elo, wéi d'Jeeër dat fuerderen, géifen de Vote vun haut de Mëtteg aussetzen, ech mengen, da wiere mir als Politik net méi ganz kredibel. Éischtens steet kloer am Koalitiounsprogramm vun der Regierung, an et stoung och esou an der Motioun vun der Chamber, datt mir dëse Projet esou séier wéi méiglech solle stëmme; an zweetens ass et zu dësem Zäitpunkt nach iwwerhaupt net sécher, ob de Fall Herrmann iergendeng Inzidenzen op eis Gesetzgebung kritt. An et ass och net sécher, wann en der kritt, wat fir eng et sinn.

Duerfir ass et wichtig, an dat sollen d'Jeeër och wëssen, datt mir, wéi et iwwerens och am Koalitiounsaccord festgehalen ass, vun der Regierung d'Garantie kruten, datt d'Gesetz erëm op de Leescht geholl gëtt, wa sech géif eraustellen, datt d'Uerteel am Fall Herrmann, wann et géif confirméiert ginn, juristesches Konsequenz fir Lëtzebuerg hätt. Ech denken, déi Motioun, déi den Här Boden virun hei déposéiert huet, dréit deem, wat ech elo gesot hunn, a vollem Émfang och Rechnung.

En anere Kritikpunkt ass de Verbuet vun der Fiddlerung. Ech zitieren elei e Passage aus dem Débat d'orientation sur la chasse vum Rapporteur, dem deemolegen Deputéierten an heitegen Landwirtschaftsminister - deen d'ailleurs och heibannen ass -, den Här Romain Schneider, ech zitieren do: „Op där anerer Säit fanne mer d'Aussoe vun der Federatioun vun de Jeeër, déi jo och ouni Awand d'accord sinn, an Zukunft d'Fiddlerung ze verbidden, an allerdéngs drop halen, datt déi sougenannte Kirrung misst bäibehele ginn. Si stäipe sech hei op eng Position vum Professor Klaus Pohlmeier, deen dësen Nourrissage befürwortet a kloer definéierte Fall a Situatioune.“

Ech denken, all Fraktiounen ware sech an der Chamberskommissioun eens, datt et richtig wier, datt d'Fiddlerung tel quel och verbuede gëtt. Et ass och dat e Punkt, deen an der öffentlecher Duerstellung vun der Juegd ëmmer erëm extrem - ech soen, an der öffentlecher Duerstellung vun der Juegd -, ëmmer erëm extrem kritiséiert an och ugeprangert ginn ass.

Wat awer bleibt a wou d'Meenunge weiderhin auserneeginn, ass d'Kirrung, d'Ulackele vum Wëld. Mir als CSV begreissen, datt dës Méigleckeit weiderhin bestoe bleibt, fir d'Populatioun vu verschiddene Wëltdaarten ënner Kontroll ze halen. Dat zielt virun allem fir d'Wëltschwäin, déi, anescht wéi d'Routwëld, sech net an engem bestëmmten Territoire ophalen, mä duerchaus kilometerwäit duerch Bëscher a Felder zéien. Ouni Kirrung ass et onméiglech, d'Populatioun vun de Wëltschwäin iergendwéi, iergendwéi an de Grëff ze kréien. Ech denken net, datt een d'Wëltschwäin ouni Dreifjuegd, ouni Kirrung, also ouni Ulackelen, einfach esou virun d'Flént kritt. De Jeeër brauch dës Moyenen, soll hie sene Flichten als Régulateur vun de Wëlbestänn nokomme kënnen.

Ech denken, datt et och en Uleies vum Jeeër ass, mä net nëmme vum Jeeër, datt et en Uleies misst sinn, fir de Wëlbestand bei de Schwäin esou gutt wéi méiglech ze reguléieren an op e vernünftige Stand och ze reduzéieren. Et ass mat Sécherheet kee Jeeër begeeschtert, fir a senger Juegd herno misse sechs, siwen, aacht oder méi Hektare Mais u Wëltschued ze bezuelen.

### (Interruption)

Dat geet, Här Gira, ganz richtig, an de Portmonni a gëtt deemno och ganz richtig deier.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Ma déi hu kee Problem mam Portmonni, déi Leit do.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Ma, Här Gira, Dir kennt vlächet déi falsch Jeeër. Ech kennen där anerer, déi gewësshaf op d'Juegd ginn.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Jo, glécklecherweis gëtt et där och nach!

► **Une voix.** - Jo, déi mat de Jachten.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Glécklecherweis gëtt et där och nach!

► **Une voix.** - Dir kennt déi mat de Jachten.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Jo, déi mat de Jachten.

► **Une voix.** - Déi Richtig, jo.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Déi Richtig.

### (Hilarité et interruption)

Mä, heibanne wëll ech lech just soen, et seet sech dat alles vill méi einfach, wéi dat an der



Praxis awer ass. Éischtens, d'Schwäin kommen net bei de Jeeër, Här Gira!

### **(Hilarité générale et interruptions)**

Et ass émgedréit!

► **Une voix.** - D'Schwäin lafe bei de Metzler, awer dee wëllt se net!

### **(Hilarité générale)**

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Et ass émgedréit! Jo, ma, den Här Gira hat schonn eng Kéier d'Propos gemaach, se an d'Schlusschthaiser ze huelen.

### **(Interruption)**

Ech weess just net, wéi dat soll goen, mä et kéint awer emol méiglech sinn.

► **Une voix.** - Mä Dir verstitt awer eppes dovun?

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Jo, jo, ech verstinn och eppes dovun.

### **(Interruptions)**

Also, et ass éischer émgedréit, de Jeeër muss si fannen. Si sinn och net am Bësch oder am Mais, wann de Jeeër wëllt, datt se sollen do sinn,...

► **Une voix.** - Et ass éischer och émgedréit.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - ...mä si sinn do, wa si wëllen.

Et muss een och wëssen, datt d'Wëltschwäin och nach vill a wäit reest. Aus dësem Grund ass et och duerfir absolut méiglech, datt zum Beispill, soen ech emol, fënnef Bachen aus engem anere Revéier an deem Lous optauchen an do hir Fierkele werfen. Dat gëtt et!

### **(Hilarité)**

Jo, Dir kënn laachen! Dat gëtt mat enger Kéier an Zäit vun e puer Méint eng Zounäim vun der Wëltschwäin-Population, déi tëschtent 40 a 50 läit.

D'Praxis, ech soen...

### **(Brouhaha et hilarité)**

Jo, dat ass net fir ze laachen! De Jeeër ass domat geplot a gehäit mat deem, wat mir hei soen.

D'Praxis, fir do ze reduzieren, ass, denken ech, e bësselche méi komplizéiert wéi dat, wat mir heibannen ze rieden hunn, wéi dat um Pabeier dann och ausgesäit.

Eng Iwwerbevölkerung vun der Wëltschwäin-Population ass och net eleng op d'Fidderen zreckzéieren. Fir dat eleng dorobber ze beschränken, dat ass sech d'Saach ze einfach gemaach, well och deen ëmmer méi grouse Mais-Ubau huet domadder ze dinn, datt et ëmmer méi Wëltschwäin gëtt.

Des Weideren hëlfeben déi um Feld ugeluechte Mais-Siloen de Schwäin mat Sécherheet, besser a méi einfach och iwwert de Wanter ze kommen. Duerfir, Dir Dammen, Dir Hären, brauch de Jeeër Moyenen, fir deem entgéintzewirken. Hie brauch Moyenen, fir de Bestand ze regulieren a fir de Bestand ze reduzieren. A mir, mir heibannen, dat heescht d'Politik, müssen him dës Moyenen och zougestoen a mir müssen him déi Moyenen och ginn.

Ech wëll u sech net wëssen, Här President, wéi dat géif ausgesinn, wann emol eng Kéier zwee oder dräi Juegdousen net géife verpacht ginn. Do géif jo dann, wéi vill Leit dat wëllen, do géif jo dann net gefiddert ginn, et géif net gekirrt ginn, mä et géif och net geschoss ginn. Mat Sécherheet wieren awer Schwäin do, an och aner Wëld wier do, an zwar vill méi, wéi dat normal de Fall wier. An et wier vill Wëltschued do, och méi, wéi et normal wier. An et wiere virun allem - a lauschtert elo! - vill Duerjenaner, vill onzefridde Baueren a Wënzer do.

En plus géif esou eng Situation de Stat, de Steierzueler, an dat si mir alleguerten, eng ganz Staang Geld kaschten.

► **Une voix.** - Très juste!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Eng Fro, déi ee sech an dësem Kontext ka stellen, ass déi, an de Fernand Boden huet dat scho gesot, wéi d'Kirrung stattfënnit a wéi se stattfanne soll. Er-laabt ass just d'Kirrung mat der Hand. Et gëtt awer och elektronesch Kirrautomaten, an d'Er-fahrung am Ausland, d'Er-fahrungen am Ausland hu bewisen, datt déi och tipptopp funktionéieren, datt mat esou Automaten d'Aarbecht um Terrain vereinfacht ka ginn an et och net ebei ze weiderem Mëssbrauch komm ass. Just de Contraire ass de Fall, well d'Handhabung fir deen een an de Contrôle fir deen anere si méi einfach.

Duerfir meng Fro un den Här Minister, ob een net vläicht am Kader vun deem Pilotprojet déi elektronesch Kirrautomaten op d'mannst teste kéint an da kucken, wat se bréngen. Ech weess, datt de Minister do eng aner Meenung huet, mä iwwer e Pilotprojet kann ee jo awer nodenken an diskutieren.

Duerch d'Afféierung vun Opposant éthique an dem Fidderungsverbuot kommen eis Jeeër, wéi gesot, zur Konklusion, datt d'Juegd an Zukunft zu Lëtzebuerg onméiglech gëtt. Ech denken an ech hoffen, ech konnt hir Bedenken e bësselche relativieren.

Heibäi wollt ech och nach op en anere Punkt hiweisen, wou de Statsrot net eiser Meenung war, deen awer fir d'Jeeër d'Enn vun der Juegd bedeit hätt. Wéi de Rapporteur Fernand Boden et schonns prezisieret huet, hätt de Statsrot et virgezunn, datt d'Ausübung vun der Juegd wéinst hirer Orientéierung hin zum Intérêt général net méi ënnet dem Gesichts-punkt vum Individualrecht sollt geregelt ginn, mä als eng vum Stat kontrolléiert an organiséiert Aktivitéit. Hätte mir an der Kommissioun op dësem Punkt de Statsrot suivéiert, da wier et eriwirer gewiescht mat der Juegd wéi mer se haut kennen. An déi opgeworfte Problemer, déi ech elo opgeworf hunn, hätte sech an deem Mooss och net méi gestallt.

Mä dat hätt awer ganz aner, nei Froen opgeworf, notamment: Wie géif d'Käschte vun der Juegd iwwerhuelen? Wie kéim fir de Wëldschued op? Wie géif op d'Juegd goen? A wat wier iwwerhaupt d'Plus-value par rapport zum bestehende System?

Well mir awer an der Kommissioun zesumme mat der Regierung där Meenung sinn, an och waren, datt d'Jeeër hir Aufgab ganz gewëssenhaft erledigen a se wesentlech dozou bäidroen, dat ekologesch Gläichgewicht ze garantéieren, si mir net mat op de Wee vum Statsrot gaangen. Och dat, denken ech, ass e Punkt, deen eng Kéier muss ganz kloergestallt ginn.

Den Intérêt général ass am Gesetz verankert. Et heescht zwar textuell net „la chasse est d'intérêt général“, mä et heescht „la chasse doit répondre à l'intérêt général“.

► **Une voix.** - Dat ass awer eppes anescht!

### **(Interruptions diverses)**

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Da loosst mech emol...

► **Une autre voix.** - Dir erkläert eis elo d'Differenz.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Also, ech sinn esou vill Jurist wéi Dir.

► **L'autre voix.** - Jo, jo!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Wann Dir vläicht herno wëllt eropkommen a mir juristisch Léiere ginn! Ech si keen, deen dat mécht.

► **L'autre voix.** - Neen, neen, dat maachen ech net! Mä Dir erkläert eis dat dann.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Jo, ech soen lech dat och elo! Fir e Jurist, ech weess et net, ass dat vläicht e schrecklechen Ennerscheid. Fir en Netjurist, wéi ech et sinn, ass den Ennerscheid net gradesou grouss, et ass bal d'selwecht...

### **(Hilarité générale)**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat ass eppes ganz anescht!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Jo!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Fir all Mënsch!

► **Une voix.** - Voilà!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Jo, also ech wëll lech emol eppes soen, Här Kartheiser. Dir kënnst elei richtig domm laachen, sou vill wéi Der wëllt,...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo,...

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Dir sidd vläicht e Jurist!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Dir kënnst herno heihinnerkommen a mir dat erklären!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Mä Dir erkläert och...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Gitt eis d'Riedezäit a mir maachen dat!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Oh, also, huelt dem Här Colombero der e puer ewech! Et deet mer elo scho leed, wat den Här Colombero seet am Respekt zu Ärem Parteipresident. Ech ka mer net virstellen, datt dat op där Linn läit, wat de Roby Mehlen déi leschte Kéier gesot huet.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dach, dach!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Okay.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Absolut!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - An den Här Henckes huet nach e puer aner Saache gezielt.

### **(Interruption)**

Also, ech denken, et soll ee sech net un där enger oder un där anerer Versioun ze vill stéieren. An ech denken och net, datt dobaussen dee Jeeër, dee muss op d'Juegd goen, datt deen esou schrecklech vill mat deem Stéck Pabeier elei kann ufänken, ob dat „intérêt“ oder „répondre à l'intérêt général“ ass, ob dat dee schrecklech vill stéiert.

Ech wëll awer dozou och nach soen, an elo lauschttert gutt no, well do waart Dir nach net an der Chamber, wou dat gemaach ginn ass, duerfir lauschttert gutt no!

► **Une voix.** - Jo, wann Dir mengt.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Ech wëll duerfir och nach op e Passage aus der Motioun vum 21. Juni 2007 hiweisen, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt, „...à définir clairement...“, an dat hutte och Dir matgestëmmt, d'Motioun.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech muss direkt opposéieren. Mir hu se net matgestëmmt!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Net matgestëmmt. Voilà!

Da lauschttert elo awer no!

### **(Hilarité)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, ech wollt lech dat awer elo just soen, datt mer se net matgestëmmt hunn!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Da lauschttert elo awer no! „...à définir clairement dans la nouvelle loi...“

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Maja! Dir maacht lech et relativ einfach, fir...

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, loosst elo den Här Clement ausschwätzen!

### **(Brouhaha)**

Den Här Clement huet elo d'Wuert.

► **Une voix.** - De Premierminister huet dat als Slogan erausginn!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - „...à définir clairement dans la nouvelle loi les objectifs de la chasse de façon à ce qu'ils répondent à l'intérêt général.“

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Voilà! Mir hunn et net matgestëmmt.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Deen deemolegen Ëmweltminister - et ass schued, datt en elo net hei ass -, den Här Lucien Lux, huet a sengem Exposé dunn dat heite gesot: „D'Juegd am 21...“ - elo soen ech d'„Juegd“, well en huet et esou gesot.

### **(Hilarité)**

„D'Juegd am 21. Jorhonnert muss dem Intérêt général dëngen a sech domat ekologesche Prämissen enneruerdnen. Et ass en enormen Défi fir d'Jeeërschaft, dësere Aufgab gerecht ze ginn, an et verlaangt vun hinne e regelrechte Paradigmewissel. Den Intérêt général gëtt et net zum Nulltarif, mä e muss ekologesch legitiméiert sinn.“ Esou wäit den deemolegen Ëmweltminister Lucien Lux.

Och hien huet vum Intérêt général geschwat, nodeems mer déi Motioun haten, an net nëmmer an dësem elo grad zitiererte Passage vu senger Ried.

Ech soen dat just, fir ze weisen, wat domadder gemengt war. Ob dat „répondre à l'intérêt général“ oder den „intérêt général“ war, dat, wat déi Zäit an den Diskussionsreder war, datt ee sech deem, wat den Intérêt général ass, deem muss dat Gesetz elei entsprechen. Dir kënnst awer elo de Contraire beweisen, Här Kartheiser.

### **(Interruptions)**

Här President, dësere Gesetzesprojet besteet awer net nëmmer aus deene grad genannte Punkten. Et gëtt och nach eng Hällewull vun Neiungen a Verbesserungen, déi dozou bäidroen sollen, datt et zu engem grouse Fortschritt kënnst an datt mir wierklech e Gesetz kréien, datt dem Usproch vun engem Gesetz aus dem 21. Jorhonnert och gerecht gëtt. Et ass e Gesetz, datt dem Naturschutz, der Biodiversitéit an der Protektioun vu Flora a Fauna gerecht gëtt. Ech wollt duerfir nach kuerz zwee, dräi Punkte belichten, déi nei sinn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Lucien Clement (CSV).** - E Juegdous muss an Zukunft just nach 300 Hektar grouss sinn. Am initialen Text ware 400 Hektar virgesinn. Domadder kréien och d'Jeeër, déi méi kleng Louse wëllen, nun d'Méiglechkeet, eng Juegd ze pachten. Elei si mir ganz kloer enger

Fuerderung vun der Federatioun vun de Juegdsyndikater nokomm.

Och kritt de Pächter vun engem Juegd mat dësem Gesetz d'Méiglechkeet, aus engem Kontrakt auszuetrieden. Dat war mat deem ale Gesetz net de Fall. E muss seng Klo um Zivilgericht areeichen, wann e Kontrakt vun där anerer Säit net konform agehale gëtt. Et ass an Zukunft e Kontrakt de droit privé an net méi e Contrat administratif.

Här President, nach eng Bemierkung zu den Ofschosspläng am Allgemengen. Ech weess net genee, no wat fir enge Kritären déi opgestallt ginn. Duerfir meng Fro un den Här Minister: Dat Wëld, oder besser gesot, déi Réi, déi duerch Autoen oder, besser gesot, duerch Autosaccidenter ëm d'Liewe kommen, deemno jo och net geschoss ginn, ginn déi mat berücksichtigtegt? Dacks gëtt e Réi, dat iwwerrannt gëtt an dout ass, vum Autofuerer einfach matgeholl. Et kann och leie gelooss ginn. Et kann och nëmme blesséiert ginn an an där nächster Heck verenden, wou et dann no e puer Deeg vläicht vun engem Jeeër fonnt gëtt.

Alles an allem ass et méiglech, datt op engem Lous e puer Mammendéieren esou iwwert dësere Wee verschwannen. An da muss een dat multiplizéieren. Falen an deem Joer zwéin, dräi Geessen iwwert de Wee vun Accidenter ewech, da bedeit dat fir dat nächst Joer tëschtent 25 an 30 Réi manner an deem Areal. Duerfir meng Fro: Gëtt et doruwwer Statistiken oder gëtt dës Zuel einfach esou geschätzt? Oder ass et tout court eng Donkelziffer?

Ee Wuert nach zu där ominéiser Circulaire, wou de Minister de Syndikater noleet, méi spéit hir Generalversammlung ofzehalen. Mat Bléck op dat neit Gesetz sollen déi Generalversammlungen tëschtent dem 1. Oktober an dem 30. November ofgehale ginn. Et ass ee Circulaire, et muss ee sech net drun halen. Et muss een awer wëssen, datt och ënnet där aktueller Jurisprudenz den Opposant éthique säin Terrain ka juedgfräi erklären, an dat ouni iergendwellech Obligatiounen. Ech hunn dat schonn am Ufank vu menger Ried entsprechend erkläert. Ech denken net, datt esou Muttwëllegkeeten iergendengem vun Notze sinn, virun allem och net dem Pächter vun deene Juegden. Den Här Minister, denken ech, wäert herno sécherlech selwer zu dësere Problematik och Stellung huelen.

Dës Retroaktivitéit, déi, juristeschem gesinn, vläicht ufechtbar schéngt, ass awer zum Zäitpunkt vun der Lecture - an elo lauschttert, Här Etgen! -, zum Zäitpunkt vun der Lecture vun den Artikelkele vu kenger Fraktioun - an ech betounen: vu kenger Fraktioun! - an der Kommissioun a Fro gestallt ginn! Iwwregens och net vum Conseil d'État. Do si mer eis jo eens.

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Lucien Clement (CSV).** - Dat gesot, denken ech, konnt ech e kleng Bäitrag leeschten, fir e bësselche méi Rou a Besonnenheet an dësem Dossier eranzekréien. Ech wollt och nach soen, datt weder ech selwer nach de Gros vun de Kommissionsmitglieder an iergendenger Form dee wäertvolle Bäitrag vun de Jeeër zum Erhale vun der Natur a vun der Flora a Fauna a Fro stellen oder gestallt hunn. Et ass Ären Hobby, Dir Jeeër. Et ass och nach en Hobby, deen lech richtig vill Geld kascht. Och wann den Här Gira mengt, si hätten es genuch, mä et kascht awer. Dir leescht, wéi gesot, e wichtige Bäitrag fir d'Natur am Sënn vun Wuert. D'Politik an och d'Gesellschaft dobaussen hunn dat ze respektéieren.

Zum Schluss, Här President, wëll ech da Merci soe fir d'Nolauschten. An ech wëll och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Clement. Als nächste Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutte d'Wuert.

► **Une voix.** - Schéiss kee Bock!

### **(Hilarité)**

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Juegd ass ee Sujet, deen d'Leit beweegt. Dat beweisen déi emotional gefuert Diskussionsreder an deene leschte Joren. Op kengem anere Gebitt ass esou laang an esou vill diskutéiert, debattéiert a gestridde ginn, ier ee sprochräife Projet der Chamber zur Ofstëmmung virgeluecht gouf.

Ganz perséinlech sinn ech der Meenung, datt deen zäitlechen, personellen a materiellen Opwand, dee ronderëm d'Juegd gefuert ginn ass, a kengem Verhältnis zu där Zäit steet, déi mer eis hei am Haus huelen, fir iwwer wichtige Zukunftsproje, wéi d'wirtschaftelech a finanziell Zukunft vun Land, d'Situatioun vun Aarbechtsmaart oder och d'Schoulpolitik, ze diskutieren.



► **Une voix.** - Da kommt, mir maachen et!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - An awer ass et gutt, datt de Sujet, d'Juegd, enger déifgrënener Diskussioun ënnerworf gouf. D'Juegd steet nämlech béis am Kräizfeier vun der öffentlecher Kritik an hir Existenzberechtigung gëtt an enger zivilisierter Gesellschaft grondsätzlech vun enger Rei Leit a Fro gestallt.

Vill Juegdgänger fannen hir Motivatioun an ethesch-moralesche Grënn, fir géint d'Doutmaache vun den Déieren an domat géint d'Juegd ze wideren. D'Mënscherechter, Ëmwelt- an Déiereschützer hunn haut ee ganz anere Stelleväert an der Gesellschaft, wéi dat vläicht virun 30, 40 oder 60 Joer war. Dat ass keng Modeerscheinung. Dat war och scho virun honnert Joer esou, well de bekannten Déierefrënd, Déiereschützer a bekannende Vegetarier Wilhelm Busch du scho sot: „Jeder Jäger wird mal ein Hase, früher oder später, denn die Ewigkeit ist lang.“

**(Hilarité)**

De Wilhelm Busch huet Recht behalen.

► **Une voix.** - Da beuecht dat do emol!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Haut ginn d'Jeeër gejot, a wéi!

**(Hilarité et interruption)**

Wat d'Juegdgänger net beuechten, ass d'Tat- saach, datt et nun ebe Wëld am Bësch gëtt, an datt de Wëldbestand reguléiert muss ginn, well déi meescht bebajor wëll Déiere keng natierlech Feinde méi hunn.

**(Interruption)**

D'Jeeër argumentéieren, datt d'Juegd eng Liewensastellung ass an en aktiven Asaz an der Natur während deem ganze Joer. D'Juegd muss awer deenen heitege gesellschaftlechen a besonnesch och ekologesche Verhältnisse ugepasst ginn. Duerfir brauche mer en neit Juegdgesetz. An dëst Juegdgesetz stellt d'Juegd hei zu Lëtzebuerg net a Fro.

Ee modernt Juegdgesetz muss awer och aneren Objektiv gerecht ginn: de Schutz vu Fauna a Flora ze garantéieren, d'Biodiversitéit ze erhalen, dem Bauer seng Kulturen ze schützen, de Bëschbestand vun de Sylvicultureuren ze schützen, Epidemien a Seuche virzebeugen an esou weider an esou fort.

Ee Juegdgesetz ka bei all dësen Uspréch nëmmen ee Kompromëss sinn tëschent all deene Sensibilitäten, deenen et géllt Rechnung ze droen. Et sinn des wuelverstanen of ganz géigesätzlech Uspréch vun deene verschidde- nen a verschidde Acteuren, an all des Acteure konnte sech zu Wuert melle beim Hearing 2007 hei am Haus. Honnerte vu Säite goufen zesammegeschrifwen. Een Débat d'orientation am Juni 2007 huet d'Schwéierpunkten, déi d'Gesetz erfëlle sollt, festgehalen: d'Relatioun tëschent Juegd an Naturschutz, ekologesche System an Déséquilibere, d'Fidderung, Syndika- ter, d'Juegdmethoden, den Ëmgang mam Wëld, de Wëldschued, d'Juegdzäiten, déi schiedlech Déieren, déi bebajor Déieren, alles ass aus deene verschidde Bléckwénke gekuckt ginn.

Bei dësem Débat war ee sech op der politescher Bühn schonn iwwer villes eens. Den entspreichende Gesetzesprojekt ass de Juni 2008 déposéiert ginn a sollt den 1. August 2009 a Kraaft trieden. Op kee Fall wollt een den Délai 2011 verpassen, well jo dann d'Konditiounen festgeluecht ginn, fir déi lafend Pachtvertrag ze verlängere. Iwwer 60 Amendementer vu Regierungssäit a vun der Kommissioun sinn uge- holl ginn, fir den Ziler vun Gesetz besser gerecht ze ginn. An der zoustänneger Kommissioun war de Minister ëmmer kompromëssbe- reet. Et kann een also net vun Tocksäppegkeet vun Minister schwätzen. Et ass ëmmer de Ball an ni de Mann gespillt ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Ech wëll alle Be- deeleger aus der Regierung an aus der zous- tänneger Kommissioun Merci soe fir dat gutt Zesummeschaffen. Merci och dem Rapporteur fir säi präzise schréffleche wéi engagéierte mëndleche Rapport. Ee modernt Juegdgesetz kann nëmmen am Mateneen an net am Géint- eneen zustane kommen.

D'Demokratesch Partei ass mat villem an dësem Juegdgesetz d'accord an huet sech an der Chamberskommissioun och konstruktiv un Débat bedeelegt a konkret Virschléi abruucht, wéi een d'Gesetz nach besser kéint maachen.

Kee kritt an esou engem Gesetz eng honnert- procenteg Satisfaktioun. Ëmsou méi schued ass et, datt d'Regierung mat dësem Gesetz laang bekannten Deadlines net agehalen huet. Ëmsou méi schued ass et, datt d'Regierung et schlussendlech awer fäerdeg bruecht huet, datt mer ee Gesetz heileien hunn, wou vun Ufank u schonn de Wuerm dran ass. Ëmsou méi schued ass et, datt mer haut hei iwwer ee Gesetz of-

stëmme, dat net zu méi Rechtssécherheet wäert féieren, mä wou et eng Hällewull vu Pro- zesser wäert ginn.

Aus dësem Grund kann d'Demokratesch Partei dëst Gesetz net stëmme!

Net, well mer net och der Meenung sinn, datt mer no iwwer 85 Joer een neit Juegdgesetz brauchen;

net, well mer mengen, et géif net an déi rich- teg Richtung goen am Sënn vun enger natu- frëndlecher Juegd;

net, well mer net der Meenung wieren, deem exzessive Fidderer misst en Enn gesat ginn;

och net, well mer net der Meenung wieren, d'Densitéit vun eenzelne Wëllearde misst dras- tesch erofgefueert ginn;

och net, well mer net der Meenung wieren, d'Juegd kéint eng Kontributioun leeschten zum Erhalt respektiv Erëmhierstelle vun ekologesche Gläichgewicht;

och net, well mer net der Meenung wieren, d'Juegd wier noutwendeg a misst konform zu engem Regelwierk ausgefuert ginn, dat ville Finalitéiten zugläich muss gerecht ginn;

an och net, well mer net der Meenung wieren, d'Klappjuegd hätt keng Daseinsberechtigung. Si huet wuel nach wie vor hir Daseinsberechte- gung, grad wéi déi manner opwendeg Praxis wéi déi vum Usët;

an och net, well mer net der Meenung wieren, d'Juegd hätt keng dienend Funktioun. Si huet wuel eng dienend Funktioun, an dofir gëtt se och, wa se richtig ausgefuert gëtt, dem Inté- rêt général an den Exigence vun enger nohal- teger Entwicklung gerecht. Net wa se egal wéi ausgefuert gëtt, well dann ass deen Intérêt général duerch eng inadequat Féierung a Fro gestallt.

Här President, d'DP wäert sech beim Vote vun neie Juegdgesetz enthalten, well den zoustän- nege Minister sech d'Fräiheet geholl huet, fir am Virfeld vum Vote sech op dënn politescht a juristescht Äis ze manövréieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - De Minister huet nämlech eng Circulaire erausginn, déi d'Juegd syndikater opfuert, sech bis zum Akraafttriede vum neie Gesetz net méi un déi bestehend Législatioun ze halen.

► **Une voix.** - Oh, là, là!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - D'Syndikater ginn opgefueert, d'Gesetz, déi a Kraaft sinn, net unzewenden an ofzewarten, bis dat neit Juegdgesetz a Kraaft ass. Weider seet de Minister a senger Circulaire, datt déi Décisiou- nen, déi opgrond vum ale Gesetz geholl gi sinn, fir null an nichteg erkläert ginn an dem Minister seng Approbatioun net fannen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President!

► **M. le Président.** - Här Etgen, erlaabt Der, datt den Häre Gibéryen Iech eng Fro stellt?

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Selbst- verständlech, Häre President.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci. Ech si fro, datt den Häre Etgen zouléisst, datt ech déi Fro ka stellen. Hien huet elo erkläert, well de Minister déi Circulaire erausginn huet, aus där Ursach géif d'Demokratesch Partei sech ent- halen. Meng Fro un den Häre Etgen wier: Wann déi Circulaire net erausgaange wier, wéi hätt d'DP da gestëmmt?

**(Hilarité)**

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Also, jo, déi Fro hunn ech héieren, Häre Gibéryen. Ech mengen, déi Erklärungen, déi ech amgaange sinn ze maachen, do wäert ech do derzou kommen.

**(Interruption)**

D'Demokratesch Partei ass mat de grondsätzle- chen Iwwerleeunge vun dësem Gesetz...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Hätt Der et da gestëmmt?

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Dann hätte mer d'Gesetz gestëmmt.

► **Plusieurs voix.** - Aaahhh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ah. Okay, dat ass kloer.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - No all deem, wat ech virauser gesot hunn, wëll ech am Fong resuméieren: Hei geet et ëm de Prinzip, datt d'Gesetz kee retroaktive Charakter därefen hunn!

Här President, et geet awer och ëm de Prinzip vun der Séparation des pouvoirs, fir iwwer d'Exekutioun vun engem Gesetz ze befannen, wat d'Chamber nach net gestëmmt huet. De Minister hält d'Chamber fir onmündeg. De Mi- nister setzt sech iwwer d'Chamber ewech. Dat ass an den Ae vun der Demokratescher Partei

schlechte politesche Stil. Dat kann an däerf eng Demokratesch Partei net akzeptéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Firwat disku- téiere mer haut an hei ee Projet, wann de Mi- nister scho längstens décidéiert huet, ob a wéi ofgestëmmt muss ginn? De Minister huet esou ee juristesche Flou geschafen. An der Zwë- schenzäit hunn nämlech schonn eng Rei Syndi- kater hir Generalversammlung aberuff. An ech froe mech, wéi de Minister aus där Sakgaass wëll erauskommen, an déi e sech era- manövriert huet.

**(Interruption)**

Här President,...

**(Interruptions diverses)**

...de Minister wusst vun Ufank un, wéini dëst Gesetz rechtlech misst a Kraaft trieden. Et war also eng vun de virdrénglechsten Aufgaben,...

**(Brouhaha)**

► **M. le Président.** - Ech bieden Iech, dem Häre Etgen nozelaschteren!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - ...dës Échéance am A ze behalen. Wien awer zur rechter Zäit Zäit verschenkt, kënt mat der Zäit béis enner Zäitdrock.

Ech hunn et virdu gesot: Et war erkläertent Zil vun den Auteuren, datt d'Gesetz sollt den 1. August 2009 a Kraaft trieden. De leschten Délai war den 1. Abrëll 2011, an elo ass et Mee 2011. Eppes ass elo scho kloer: Et wäert zu neie Gerichtsprozesser kommen. Dat hätte mer eis, bei där viller Emotionalitéit, déi dëst Gesetz souwisou hiergëtt, këne spueren. Dat wäert eis d'Iwwergangsbestëmmungen nach méi schwéier maachen a wäert aner rechtlech Pro- blemer nozéieren.

Ech kann de Minister wierleche net verstoen. De Minister steet enner Drock, fir rechtskräfterg Uerteeler, iwwert déi vill diskutéiert gëtt, an d'Lëtzebuurger Législature ëmzesetzen, an da mécht hien dat zum Präis fir nei Kloe viru Ger- richt regelrecht ze provozéieren.

**(Interruptions diverses)**

Här President, aus de verschidde Reaktiounen vun Juegdgänger, de Jeeër, de Propriétaires, de Syndikater, also quasi vun alleguerten, wesse mer, datt kee mat den Dispositionen iwwert den Opposant éthique richteg oder glat a guer net zefridde ass. Och hei wäert et zu neie Pro- zesser kommen. Domadder hätte mir als De- mokratesch Partei këne lieven. Hei hat de Lët- zebuurger Législateur keen anere Choix, wéi dat enzengt rechtskräfteg Uerteel an d'Législa- tioun ëmzesetzen.

Mir bieden awer d'Regierung, déi zukünfteg Uerteeler genee ze suiwéieren a gegebenfalls direkt an d'Lëtzebuurger Gesetz ëmzesetzen. An dësem Sënn hu mir och d'Motioun, déi de Rapporteur virdrun déposéiert huet, mat enner- schriwwen. A mir wäerten dës Motioun selbst- verständlech och matstëmme.

Wann ee sech op dënn juristescht Äis begëtt, ass et schwéier, d'Kredibilitéit an de Vertrauens- vorschoss fir aner kontrovers Froen ze kréieren. Et ass nämlech esou, datt wichteg an essenziell Ännerungen eréischt no enger Transitionnspe- riode vun engem Bail a Kraaft trieden. Villes hänkt vun deene ville groussherzogleche Regle- menter of, deenen hire genaue Contenu mer net kennen. Villes hänkt och vun de souge- nannte Plans de tir of, déi en enger kooperati- ver Virgoensweis sollen erstallt ginn.

Och de Statsrot gëtt ze bedenken: «D'ailleurs, le Conseil d'État se doit de souligner que la future loi restera très largement tributaire du pouvoir réglementaire pour déployer sa vraie portée pratique.»

Här President, aus all deenen Ursache géife mir als Demokratesch Partei eis e konstruktiven Dialog tëschent allen Acteure wënschen, an- statt datt do, wou een deen aneren an d'Schinne ka rennen, et gemaach gëtt. Dëst Gesetz ass net esou schlecht, wéi et vu gewësse Kreesser gemaach gëtt.

Erlaabt mer, fir op e puer kontrovers Punkten am Detail anzegoen. Sou wéi den Häre Clement gleewen ech net drun, datt vill Propriétaires vun hirem Recht Gebrauch maachen, fir hir Ter- rainen aus der Juegd erauszehuelen. Do, wou et gemaach gëtt, wäert et awer Problemer ginn.

Bei deene ville kleng Kadasterflächen, déi mer besonnesch bei de Privatbëscher hunn, wäert et fir de Jeeër schwéier ginn, ze wëssen, ob e sech op engem Terrain vun engem Opposant éthique befënnt oder net. An och den Hirsch wäert nach net mat engem GPS-System ausge- rüst ginn, deen him en Impuls gëtt, wann en zum Beispill op den Terrain spadséiert, agedroen am Kadaster enntert der Nummer 012/007, um Lieu-dit Um Séchere Wee, schoss- sécher Land, 0,12 a grouss, deen engem Op-

posant éthique gehéiert. An och wäert de Réi- bock säi Smartphone net eraushuelen an am Geoportail um PCN, dem Plan cadastral numé- rique, nokucken, ob e sech op engem Terrain vun engem Opposant éthique befënnt. A wann dat esou wier, géif den Hirsch oder Réibock sech ëmdreien an Nee mam Gewei wënnen. „Nee, Jeeër, hei därefts de mech net schéis- sen!“

**(Hilarité)**

Dir gesitt, et ass net evident.

► **Une voix.** - Fernand, wat hues du ge- fëmmt?

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Suerge maache mer och d'Regele vum Wëldschued, soubal een Opposant éthique am Spill ass. D'Beispiller aus dem Ausland weisen eis, datt dat net evident ass, an och hei wäert et zu Gerichtsprozesser kommen, déi fir Kloeerheet mussen suergen.

D'Fidderer muss verbuede sinn. Fir d'Iwwerliewe vun den Déiere brauch nëmmen am äussersten, am alleräussersten Noutfall gefidder ze ginn. D'Fidderer ass keng Preventioun vu Wëldschued a féiert am Géigendeel zu enger Iwwerpopulatioun. Mat der Lockfütterung oder dem Kirren ass e gudd Kompromëss fonnt ginn, besonnesch, well mer zu Lëtzebuerg kuerz Juegdzäiten hunn.

**(Interruptions)**

Och de Fëscher huet ee Wuerm un der Aangel. Et muss een d'Wëld op eng schonend Aart a Weis kënnen ulackelen, fir d'Stresszäit erfze- setzen. Et ass un der Natur- a Bëschverwaltung, dat néidegt Fingerspëtzegefäll opzebréngen, fir dës Reglementatioun ze kontrolléieren.

Besonnesch d'Landwirtschaft, awer och vill aner Acteuren hu sech kloer géint d'Fidderer ausgeschwat. An dësem Punkt gëtt et keng Ee- negung tëschent Jeeër a Bauer. Besonnesch bei de Wëldschwäin sinn d'Schied ganz oft katas- trophal. Et muss definitiv eriwuer si mat de Schwéngsmäschteree matzen am Bësch. De Problem vu grouse Wëldschwäin-Bestänn gëtt et iwwerall an Europa.

**(Interruption)**

Schold dorunner ass och de Klimawissel an ëmmer méi grouss Fläche vun Maiskulturen. Déi landwirtschaftlech Kulturen hu geännert: méi Mais, méi Raps a keng Rommele méi, dat heescht méi Schwäin a kee Fasan méi. Derbäi kënnt, datt fir d'Biogasanlagen de Mais méi laang stoe gelooss gëtt, mam Risiko vu katas- trophale Wëldschied.

Et ass déprimant fir de Bauer, wann iwwer Nuecht seng Kulturen, d'Resultat vu méinte- laanger Aarbecht, zerstäert ginn. Et ass dépri- mant fir de Bëschbesëtzer, wa jonk Beem, déi jorzéngtelaang eropgewuess sinn, d'Spëtzen ofgebass kréieren oder d'Beem geschielt ginn. Eng korrekt ausgefuert Juegd, fir déi ee vill Know-how brauch, ass hei déi wichtegst Pre- ventioun.

Vill Gedäisch gëtt och ronderëm déi souge- nannt Chasse administrative gemaach. Et geet hei ganz einfach drëm, den Ëmweltminister ze habilitéieren, op dës Juegdform zréckzegräifen an deene Fäll, wou de Juegdpiechter senger déngender Funktioun als Jeeër net kann, net wëllt oder net méi kann oder net méi wëllt no- kommen. Et gëtt schwaarz Schof enntert de Jeeër. Eng Chasse administrative kann nëmmen dann organiséiert ginn, wann dat, wat et ze évitéieren géllt, schonn ageueden ass.

Optimal ass a bleibt an eisen Aen e Jeeër, dee säi Révérier kennt, dee weess, wat do vir sech geet. Jo, e gudd Jeeër verstee vill vun der Na- tur, vun den Déieren, vun de Baueren hire Kul- turen. De Jeeër kennt den natierleche Rhyth- mus vun der Natur, wéini et géllt, Kulturé vu frësch gesatenem Mais ze schützen, wéini et géllt, dem Schwéngswullen an de Véipärche virzebeugen, an et brauch ee vill Erfahrung, vill Wësse vun deenen Alen.

De Jeeër am Allgemengen huet oder hat dëst Wëssen. Eis Pappen a Grousspappen haten dëst Wëssen, well se Bauere waren, déi op d'Juegd gaange sinn an ee manifest Interessi haten, datt d'Juegd grondsätzlech ee virbeugende Charak- ter hat. Ganz oft brauch een e ganz Liewen, bis datt ee mat den Tücke vun der Natur eens gëtt. All dat léiert een net an der Schoul. A well mer Jeeër, responsabel Jeeër, Jeeër, déi sech hi- rer Responsabilitéit als onverzichtbar Acteuren am Naturkreeslaf bewosst sinn, brauchen, muss de Rôle vum Jeeër nei definéiert ginn, fir vu sengem negativen Image ewechzekommen.

De Jeeër traht sech net, ze soen, datt e Jeeër ass, fir sech net brauchen ze schummen. D'Kan- ner kréie just d'Bild vum Jeeër virgemoolt, deen d'Bambien doutmécht. Mir brauchen...



### (Interruption)

► **M. Camille Gira** (*déi gréng*).- ...nach e bëssen anescht geklungen.

► **M. Fernand Etgen** (*DP*).- ...duerfir eng Informationsstrategie vun der Naturverwaltung zesumme mat der Juegdfederatioun, fir déi grouss Mass vun der Bevëlkerung op d'Objektiver vun enger korrekt ausgefouërter Juegd hinzeweisen. Juegd a Jeeër mussen erëm salonfäeg ginn.

► **Une voix**.- Très bien! Très bien!

► **M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Se sollen hir Hausaufgabe maachen.

► **M. Fernand Etgen** (*DP*).- Mir mussen och bedenken, datt d'Altersmoyenne vun de Jeeër héich ass. An zéng Joer hu mer manner Jeeër. Déi Eeler sinn ëmmer manner bereet, fir sech ze engagieren. Dat nationaal Interessi hélt of. Dat international Interessi hélt zou. Ursaach ass ganz oft deen negativen Image, verbonne mat all deem, wat de Jeeër muss iwwer sech ergoe loosnen.

Am däitsche Grenzgebitt zu Nittel, zu Wincheringen, zu Párel gëtt et net nëmme vill Lëtzeburger, déi do wunnen, mä bal exklusiv Lëtzeburger Juegdpiechter. Och dat soll eis ze denken ginn. Hei gi vill Suen an d'Ausland exportéiert. Et gëllt duerfir och ze kucken, datt den Normalbürger och nach kann op d'Juegd goen. Mir sinn net méi am Mëttelalter, wou gewëssen Aktivitéite just enger gewëssener Klass a Kategorie vu Leit reservéiert waren.

Här President, als Demokratesch Partei si mir der Meenung, datt dat neit Juegdgesetz dee Kader bitt, fir datt d'Juegd, datt d'Roll vun der Juegd am 21. Jorhonnert hir verdéngte Plaz behält. Wann d'Jeeër zum Beispill kritisieren, datt se an de Commissions cynétiques régionales an der Minoritéit sinn, dann ass dat keng Fatalitéit. Dann ass d'Juegd net fundamental a Fro gestallt. Villméi geet et drëm, d'Juegd den Ufuerderung vun eiser heiteger Gesellschaft an enger nohalteger Gestiou vum der Natur am Sënn vum Erhale vun der Biodiversitéit an enger adaptierter Exploitatioun unzepassen. Et geet och drëm, de Wëltschued a Grenzen ze halen.

D'Jeeër mussen unhuelen, datt si heiansdo hir Uspréich aneren Uspréich mussen enneruerden. Mir soen dat als DP, well mer net wëllen zum Kompliz gi vum deenen, déi als schwaarze Schof ënnert de Jeeër gëllen.

Ech hu mat ville Jeeër geschwat. Ech hu vill nogelauschtert. Ech hu vill bäigeléiert. Ech hu festgestallt, datt vill Jeeër dat genausou gesinn.

Här President, als Demokratesch Partei begrësse mir och, datt d'Juegdlose frësch definiéiert ginn. Fir d'Ziler vum Gesetz ze erreichen, mussen mer ewech vun de Gemengesektiounsgrenzen hin zu ekologeschen a juegdtechnesche Kritären, fir nei Grenze festzelleen. Hei sollen dann topographesch, geographesch an hydraulesch Elementer mat abezu ginn. Déi al Grenze si ganz oft blöd verlaf. Et gëllt och d'équilibréiert Gewichtung tëscht Bësch a Feld unzestriewen. Duerch nei Infrastrukturen, Autobunnen, Stroossen, gréisser Industriezone mussen d'Grenze vun Zäit zu Zäit nei fixéiert ginn.

Ausdrécklech begrësse mir, datt d'Mindestgréisst vu 400 ha op 300 ha erofgesat ginn ass, fir engersäits méi Jeeër ze erlaben, Fierschter ze ginn, an anerersäits eng iwwerschaubar Gestiou ze erméiglechen.

Den neie Lotissementsplang gëtt duerch e groussherzoglecht Reglement arrétéiert a soll eréischt den 1. Abrëll 2021 a Kraaft trieden. Mir hunn also genuch Zäit, fir an engem Geescht vu Participatioun, Zesummenaarbecht a géigesäitigem Verständnis mat allen Acteuren d'ëst Reglement auszeschaffen. Dat ass de Wonsch vun der Demokratescher Partei: eng Virgehensweis vun ennen erop, a keen Diktat vun uewen. D'Dispositioun, datt all Juegdlos no 18 Joer öffentlech versteet muss ginn, geet an d'ëiselwecht Richtung, méi jonke Jeeër den Zougang zu engem Juegdlos ze erlaben.

Här President, an Zukunft geet d'Juegd jo och vum 1. Abrëll bis den 31. Mäerz, an net méi vum 1. August bis dee leschte Juli. Och dat ass begrënt opgrond vun de modernen Objektiv vum Gesetz. Éischtens, den 1. Abrëll ass am Juegdjoer eng roueg Zäit. Den 1. August war a voller Juegdzäit. Zweetens, mir befannen eis am Ufank vun enger neier Vegetationsperiod vu Fauna a Flora. An drëttens, den 1. Abrëll respektéiert den Ufank vun engem neie Produktionszyklus vun de landwirtschaftleche Kultur.

Ech hat et schon ernimmt: Villes hänt och vun deene ville groussherzoglecht Reglementer of, där hire genaue Contenu mer net kennen. Besonnesch d'Reglementer opgrond vum Artikel 9 sinn entscheidend, ob mer déi ambitieús a villschichteg gesaten Ziler erreichen. D'Reglementer iwwert d'Öffnungszäite vun der Juegd op déi verschidde Wëltdaarten, déi verschidde Wëltypen an iwwert d'Juegdmethoden.

Fir d'Reglement iwwert d'Sécherheestsbestimmungen, déi d'Jeeër an Drëttpersounen mussen respektieren, hätte mir eis vum Législateur als Demokratesch Partei méi prezis Ziler an een definierte Kader am Gesetz gewënscht. Et sinn d'ës d'Mesuren, fir d'Zesummeliewen tëschtent Jeeër a Persounen, déi sief et sportlech oder récréativ am Bësch zirkulieren, ze verbesseren. Parallell zu deemem Reglement gëllt et, ee Code de bonne conduite opzustellen. Sécherheit ass fir d'Demokratesch Partei e wichteg Thema.

Normalerweis ennerschreift keen ee Kontrakt, wann en net d'Konditiounen vun deem Kontrakt kennt. Här President, Dir musst jo awer verstoen, datt kee Jeeër e Bail vun néng Joer kann ennerschreien, wann en net weess, wat drastoe kënnt, wann en net weess, wat d'Konditiounen sinn. Duerfir mussen d'Ausführungsreglementer esou séier wéi méiglech bekannt ginn.

Als Demokratesch Partei si mir der Meenung, datt all groussherzoglecht Reglementer virun de Versammlungen a virun de Steeë misse bekannt sinn. Et geet hei ëm e finanziellen Engagement iwwer eng Period vun néng Joer. Et ass eng Fro vu voller Transparenz tëscht de Parteen, déi duerch de Kontrakt gebonne sinn engersäits, awer och eng Fro vun Eierlechkeet vun der Regierung, d'Spillegele vum Kontrakt festzelleen, anerersäits.

Här President, et kéint een nach op vill aner Punkten am Detail agoen, wou een d'accord, prinzipiell d'accord ass oder wou een eng licht aner Meenung huet. An den Ae vun der Demokratescher Partei ass et virun allem wichteg, datt, wann d'ës Gesetz a Kraaft ass, all Acteure sech dem staarken Element vu participativer Demokratie, wat an deemem Gesetz verankert ass, bewusst sinn.

Villes wäert eréischt duerch d'Reglementer geregelt ginn. An duerfir kënt der Aarbecht am Conseil Supérieur de la chasse an an deene fënnel Commissions cynétiques régionales eng enorm Bedeitung zou. Jiddweree soll hei fräi an offe seng Meenung kënne soen a säi Standpunkt kënne vertrieben. Et ass déi Plaz, wou an Disziplin a Fairness géigesäitlech Point-de-vue sollen ausdiskutiert ginn. A kënnt et net zu enger Eenegung, da muss d'Verwaltung probéieren, an engem konsensuelle Geescht kohärent Décisionen ze huelen, déi den Objektiv vum Gesetz gerecht ginn.

Här President, d'Demokratesch Partei ka sech mat deenen Objektivier identifizieren, wäert sech awer beim Vote vum Gesetz enthalen, well de Minister elementar Prinzipië vu Rechtsstaatlechkeet...

### (Brouhaha général)

...violéiert huet, sech iwwer bestehend Gesetze ewechsetzt, d'ës Haus net respektéiert an ukënnegt, legal getraffen Décisionen net ze approvieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri** (*LSAP*).- Här President, Dir Dammen an Dir Härten, als Éischt wëll ech dem Rapporteur a President vun der Commissioun Fernand Boden Merci soe fir seng exzellent Rapporten.

### (Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

De Projet de loi iwwert d'Juegd, dee mer hei virleien hunn, huet eng laang Virgeschicht. Et ass scho vill gesot ginn, mä ech erlobe mer awer nach eemol drop zréckzekommen, wat eigentlech den Ausléiser war, fir en neit Gesetz ze maachen. An deene ganzen Diskussiounen iwwer einzel Aspekter vun der Juegd konnt een iwwer Jore liicht vergiessen, firwat mer eigentlech et gemaach hunn a wat d'Absicht vum Législateur war.

Ausgangspunkt war e Projet de loi iwwert d'Chasse administrative, deen am Mäerz 2005 déposéiert gouf. Mir waren deemools der Meenung, dass et dréngend Problemer géife ginn, déi mer just mat enger gezielter, vum Stat organisierter Juegd kéinte behiewen. An der Vergaangenheit gouf et Fäll vu Wëld, dat ausgesat gouf, respektiv vu Schwéngspest, wou kuerzfristeg méi eng intensiv Juegd hatt misse stattfannen. Déi meesch Jeeër hu sech och un d'Recommandatioun vum Ministère gehalen, awer eben net all. Dat heescht, dass de beste-

hende System net iwwerall esou funktionéiert huet, wéi ee sech dat hätt kënne wënschen.

D'Afëiere vun enger Chasse administrative baséiert op enger Approche, déi dovun ausgaangen ass, dass de System am Allgemengen zefridde stellend wier, awer an einzelne Revéier de Stat misst kënne agräifen, wann et net klappt. Derbäi koum am Joer 2007 den Arrêt Schneider c. Lëtzebuerg, deen eis op engem anere Punkt forcéiert hätt, d'Gesetz ofzëänneren.

A sengem Avis zum Projet de loi iwwert d'Chasse administrative war de Statsrot ganz onzefridden domat, dass de Législateur iwwer Jorzéngten ëmmer erëm punktuell Ëmännerungen un de Bestëmmungen, déi d'Juegd betreffen, virgeholl huet, esou dass mer um Enn eng grouss Zuel vun Texter hunn, déi net transparent an zum Deel souguer widderspéchlech sinn. De Statsrot huet verlaangt, dass e kohärenten, zesammenhängenden Text gemaach géif ginn, an deem all d'Bestëmmungen iwwerschaafft wieren.

Firwat war dat bis dohinner net gemaach ginn? Jiddweree war d'accord, dass et besser a méi einfach wier, esou en Text ze hunn, wéi eng Rei vu Bestëmmungen, déi net méi eben den heitege Virstellungen entspreche géifen an am Widersproch zu aneren Dispositiounen sténgen. Trotzdem huet d'Regierung sech laang gescheit, esou ee Projet unzagoen.

D'Juegd ass en extrem kontroverse Sujet, dee ganz ennerschiddelech Interesse bereiert, déi onméiglech all kënne zefridde gestallt ginn an déi fir sech geholl awer all berechtigt sinn a mussen eescht geholl ginn. Et ass also forcéiert eng Aufgab, bei där ee sech op alle Säiten onbeléift mécht, wat jo net flott ass. Beléift mécht ee sech an esou engem Dossier just, wann ee sech kloer op d'Säit vun engem Interessegrupp oder enger Lobby schléit an dovun ausgeet, dass déi aner Säit souwisoou rosen ass an engem fir e Kompromëss net Merci seet.

De Fait, dass dese Projet de loi keng vun de Lobbye richteg zefridde stellt, ass dofir a mengen Aen en Zeechen, dass mer an der Regierung an an der Chamber virun allem dru geschaff hunn, dat beschtméiglech Gesetz ze kréien, an net dorun, eng bestëmmte Clientèle ze zerweieren.

A mir hunn eis et net einfach gemaach. Mir hunn un all interesséiert Interessegruppen e Questionnaire iwwert d'Juegd verschéckt. Mir hunn e groussen öffentlechen Hearing an der Chamber organiséiert. An der Commissioun hu mer zu deem Sujet esou vill Sätze gehat wéi kaum zu engem anere Projet. Mir hunn eis d'Meenung vun alle Säiten ugelauschtert an d'Experten an d'Kommissioun geruff an nogelauschtert.

Zum Ofschloss hu mir eis Konklusiounen an engem Débat d'orientation un d'Regierung weiderginn. D'Chamber hat d'Zousou vum deemolegen Ëmweltminister Lucien Lux, dass aus de Konklusiounen schnell e Projet de loi géif entstanen, an dat Versprieche huet en och gehalen.

Elo kann ee sech froen, firwat mer deen Débat esou wäit opgemaach haten. Notamment d'Jeeër selwer konnten offenbar schwéier verstoen, wéisoou nach aner Leit bei esou engem Sujet dierfe matschwätzen, mat oder ouni Sachkenntnis iwwert d'Juegd.

Dat läit eben dorun, dass d'Juegd an déi Aart a Weis, wéi se bis elo praktizéiert gouf, en Impakt huet op aner Beräicher an d'Interesse vun anere Leit bereiert, déi net Jeeër sinn. Fir méi däitlech ze maachen, wéi schwierig et war, en Ausgläich ze fannen, wäert ech eng Kéier méi prezis op des Interessen agoen.

Als Éischt dee gréisste Grupp vu Leit, déi a priori am mannste mat der Juegd ze dinn hunn: all déi, déi, ouni enger bestëmmter Vereenegung unzegheieren, hir Meenung dozou gesot hunn. Et ass effektiv esou, dass kaum een indifferent der Juegd géigeniwwersteet. Dat ass zum Deel historesch begrënt an huet mam Image vun der Juegd ze dinn. Et ass nach fest an eise Käpp, dass d'Juegd emol de Privileg vum Adel war, e Sport fir Leit, déi keen Hunger gelidden hunn, och wa se emol eng Kéier näscht gefaangen hunn, während déi kleng Leit, fir déi et existenziell wichteg gewiescht wier, eppes weider am Kachdèppen ze hunn, d'Juegd enner Strof verbuede kruten.

Déi Zäite sinn eriwuer. Mä et gëtt grouss Ennerscheeder an Europa, wéi sech d'Traditioun der Juegd weiderentwëckelt huet. A Frankräich gouf d'Recht, fir op d'Juegd ze goen, am Kader vun der Revolutioun op einfach Bierger a virun allem op d'Bauern, déi souwuel Terraine wéi och en Intérêt un der Juegd haten, ausgedehnt. An Däitschland ass de Gedanke vum Privileg, dee sech eng Élite arrangéiert, dergéint nach staark vertruuden. An och hei zu Lëtzebuerg huet d'Juegd den Image vum Privileg.

En Indiz dofir ass zum Beispill, dass d'Juegd ganz aner Emotiounen an eiser Gesellschaft ervirriff wéi d'Fëscherei, déi an der Saach der Juegd jo awer ganz no steet. D'Gefill, dass eng Elite sech gewësse Rechte reservéiert, sech onberechtegterweis Virdeeler verschafft a sech net u Gesetze hält an ongestrooft domat duerkéint, léist ganz schnell an der Bevëlkerung Roserei a Widerstand aus. An dat ass eigentlech och gutt esou, soulaang et déi Richteg treëft.

Einzel Ereignisser, och wa se net representativ sinn, kënne den Androck a Bezuch op d'Juegd immens verstärken. Wann och nëmme ee Jeeër engem Spadséiergänger säin Hond erschéisst, dee fortgelaf ass; wann och nëmme ee Juegdhond, deen net un der Léngt ass, eng Hauskaz erbäisst, mat där d'Besëtzer vrou waren; oder wann och nëmme ee Jeeër sech am Ton vergräift, sech opspillt wéi e Groussgrundbesëtzer an de Spadséiergänger erkläert, si hätten am Bësch näscht verluer, dann hannerléist dat déif Spuren an der Opinion publique.

Dat ass en Aspekt, op dee mir hei an der Chamber keen Afloss hunn, mä et erkläert awer, firwat et esou wichteg war, d'Ausschaffe vun deem Gesetzesprojet esou transparent wéi méiglech ze maachen, an och all Bierger, dee fäert, mir géifen hei enger Elite e moosgeschneidert Gesetz maachen, fir Privilegien ze zementieren, mat an den Débat anzebannen.

En aneren Interessegrupp, deen allgemeng an der Bevëlkerung grouss Sympathien huet, sinn d'Déiereschützer. Et läit op der Hand, dass si sech beim Thema Juegd ugesprach fillen, schliesslech ginn hir Déiere gejot an erschoss. Hir Ziler sinn och ganz einfach nozevollzéien. Am léifste wier et hinnen, wann et iwwerhaupt keng Juegd géif ginn. An zweeter Linn setze si sech derfir an, d'Juegd esou wäit ze limitieren wéi et geet an op Juegdmethoden ze beschranken, déi fir d'Déiere méiglechst wéineg Stress a Péng verursaachen.

Fir de Législateur ass dat e seriöt Uleies. Et geet hei ëm eng etesch Fro. An déi gi bekanntlech net no mathematesche Regeln, mä no engem gesellschaftleche Konsens beäntwert. D'Majoritéit an eiser Gesellschaft akzeptéiert, dass Déiere gezücht, gehalten an eventuell geschlecht ginn, wann et an hiren Aen noutwendig ass, an d'Aart a Weis, wéi mer mat Déieren emginn, am Verhältnis zum Notze steet.

Et ass akzeptéiert, dass mer Hënn a Kaze just fir de Pléséier halen, soulaang mer eis gutt ëm se bekëmmere. Et ass akzeptéiert, dass mer Hénger a Schwäin schlechten, well mer hiert Fleesch iessen. An et ass akzeptéiert, dass mer Déiere leide loosnen, wa mer doduerch kënne nei Medikamenter fir Mënschen entwéckelen, deenen doduerch ka Leed erspuert bleiwen, wann et dozou keng Alternativ gëtt.

Am Detail gëtt et an deene Froen och ganz vill ennerschiddelech Meenungen natierlech, mä eppes ass ganz sécher: Et gëtt an eiser Gesellschaft e Konsens, dass een Déieren net aus Spaass därfer quälen oder dautmaachen. Dat gëllt ganz besonnesch fir Vertébréier, also Déieren, déi onëmstridden d'Péng esou fille méi mir an déi eis morphologesch genuch ähnelen, dass mir en emotionelle Bezuch zu hinnen hierstellen.

D'Leide vun engem Déier moosst sech natierlech net dorun, ob et no mënschleche Kritäre léif ausgesäit oder net, mä d'Argument ass awer valabel. E Mënsch, deen ouni Hemmung an ouni Nout e jonken Hond oder eng kleng Kaz futti schléit, huet aus mënschlecher Vue eben e ganz anere Problem wéi een, deen ouni nozedenden eng Mëck platt klappt an net kuckt, ob se direkt dout ass. An engem gewësse Mooss schützen d'Déiereschützer eis Mënschlechkeet an eis Fäegkeet zu Matgefill, an dorun hu mir all en Intérêt.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Roger Negri** (*LSAP*).- D'Juegd ass an där Hiesicht en heikele Sujet. Souguer wa mir eis an der Gesellschaft all eens wieren, dass d'Juegd wichteg an noutwendig ass, ass et fir Déiereschützer schwéier ze verstoen, dass een dat als Hobby bedreif an et aus Spaass mécht. Verständlecherweis wieren d'Jeeër sech géint de Verdacht, dass si just aus Spaass op d'Déiere schéissen. Perséinlech gleewen ech och, dass d'Freed un deemem Hobby virun allem mat engem Interessi fir d'Natur zesammenhängt, mä et bleift awer, dass dat Eenzeg, wat d'Jeeër vun aneren Naturliebhaber ennerscheet, wéi zum Beispill d'Ornithologen oder d'Hobbyfotographen, d'Tatsaach ass, dass si e Recht hunn, Déieren ze erschéissen, a vill Suen an Energie dora stiechen, d'ës Recht ze erwerben.

An der Chamber kënne mir natierlech net iwwert d'Motivatioun vun einzelner Leit decidieren, mä de Gedanken, dass ee just an deene Fäll d'Juegd akzeptéiert, wou et en Notzen huet fir d'Allgemengheet, ass awer an d'Approche vum Gesetz mat agefloss.



En Notze gesinn enner anerem och d'Baurenen...

► **Une voix.**- Den Notzen, fir de Fuuss ze schëissen, Här Negri, wou ass deen?

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Ech kommen do-drop!

► **Une voix.**- Gelift?

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Ech kommen do-drop!

► **Une voix.**- Okay.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- En Notze gesinn enner anerem d'Bauern an d'Wäntzen an der Juegd. Si kréien et ze spieren, wann et eng Iwwerpopulatioun vu Wëld gëtt, dat op hire Felder a Wäntzen no Fudder sicht. Si fuerdere dofir net, dass esou vill wéi méiglech Wëld ofgeschoss gëtt, mä virun allem, dass just esou vill wéi néideg agegraft gëtt, fir dass hire Wëldschued net ze grouss gëtt.

Och d'Natuschützer hunn en Interessi drun, dass eenzel Déierenarten net iwwerhandhuelen. Hiert Zil ass et, funktionéierend Ökosystemer ze erhalen, mat enger méiglechst grousser Aartevillfalt. Den Naturschutz ass och eng prioritär Aufgab vum Stat, sou dass et fir d'Chamberskommissioun selbstverständlech war, och Ëmweltschutzgruppen ëm hir Meinung ze froen.

Am meeschte betraff sinn d'Terrainsbesëtzer, well d'Juegdrecht un de Grondbesëtzer gebonnen ass, an natierlech d'Jeeër selwer, ëm deenen hir Aktivitéiten et hei geet.

Här President, aus all deenen Interessen, déi ech elo opgezielt hunn,...

► **Une voix.**- Madame Presidentin!

► **Mme le Président.**- Den Här Negri huet ganz eleng d'Wuert. An, Här Negri, et ass guer kee Problem.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- Madame Presidentin, aus all deenen Interessen, déi ech elo opgezielt hunn, huet all Partei, hunn d'Regierung an d'Chamber missen déi erausfannen, déi fir d'Allgemengheet am wichtegste sinn, an en Text ausschaffen, deen diesen Zilsetzung gerecht gëtt. Domat wiere mir beim Intéret général, e Sujet, dee fir vill Diskussiounen gesuergt huet an nach ëmmer suergt.

Et gëtt an der Regierung e Konsens, deen, souwäit ech weess, vun den Oppositionsparteie gedeelt gëtt, dass den Naturschutz an d'nahaltege Entwécklung en héije Stellwäert am Interessi vun der Allgemengheet hunn. Dozou gehéieren d'Erhale vun der Biodiversitéit an de Versuch, mënschlech Aktivitéiten esou anzeschränken, dass si den ekologeschen Équiliber net ze vill stéieren.

Doriwwer eraus ass et am allgemengen Interessi, opzepassen, wa bei wëllen Déiere Krankheiten ausbriechen, déi kënnen op de Mënsch oder op Hausdéieren iwwerdroe ginn an esou Epizootien, also Déiereneidemieën, ze verhënneren.

D'Jeeër sinn der Meinung, dass d'Juegd déiselwecht Ziler verfollegt an dofir kloer hätt missen an d'Gesetz stoe kommen, dass d'Juegd am allgemengen Interessi ass. Dee Punkt ass awer extrem ëmstridden.

D'Juegd kennt traditionell vill Spillaarten, an nënnen e klengen Deel dovun iwwerschneit sech mat den Ziler vum Naturschutz. Et gëtt duerchaus Juegdpraktiken, déi kënnen zu enger ekologescher Gläichgewicht an zum Schutz vun der Biodiversitéit bäidroen. Et gëtt aner Aspekter vun der Juegd, déi iwwerhaapt näischt mam Naturschutz ze dinn hunn, déi awer kengem schueden an dofir problemlos kënnen akzeptéiert ginn. Et gëtt Juegdformen, déi aus ekologescher Sicht ouni Impakt sinn, mä aus Grënn vum Déierschutz net akzeptabel sinn. An da gëtt et Elementer, déi e feste Bestanddeel vun der traditioneller Juegd sinn, mä den Ziler vum Naturschutz entgéintlafen.

Et kann een d'Fro op eng aner Manier stellen: Brauche mir d'Juegd, fir d'Ziler vum Naturschutz a vum Gesondheetsschutz kënnen ze errechen? Och doriwwer gëtt et an eiser Gesellschaft verschidde Meinungen.

An der Chamber gouf et awer ëmmer e Konsens, dass d'Juegd nëtzelech an heiansdo onëmgängelech ass, wa se am Sënn vun eisen ekologeschen Ziler duerchgefouert gëtt. Ech wëll dat wierklech ennersträichen, dass keng Partei d'Ofschafe vun der Juegd gefuerdert huet a jiddwieren d'accord war, dass de beste-huende System ëmmer nach dee beschten ass,...

► **Une voix.**- Très bien.

► **M. Roger Negri (LSAP).**- ...wann en op enger Rei vu Punkten adaptéiert gëtt.

Bei deenen noutwendegen Adaptatiounen komme mer awer erëm op eisen Ausgangspunkt zrëck. Nom Arrêt vum Mënscherechtsge-

riichtshaff an der Affär Schneider géint Lëtzebuerg musse mir am Gesetz eng Méiglechkeet schaffen, déi et dem Opposant éthique erlaabt, net an engem Juegd syndikat Member ze sinn an d'Juegd op sengem Terrain ze verbidden. Onafhängeg dovunner, wat déiselwecht Cour an ähnlechen Affären a Frankräich an an Däitschland décidéiert huet, si mir als Lëtzebuerger Land zu Stroossbuerg veruerteelt ginn a mir mussen eis deem Uerteel elo beugen.

Och wa mir generell der Meinung sinn, dass eng ekologesch ausgerichte Juegd nëtzelech a wichteg ass, si mer awer d'accord, dass dës Instrument net ëmmer an iwwerall gebraucht gëtt. An där Logik begreisse mer och, dass de Stat sech am Kader vun deemem Gesetzesprojekt d'Méiglechkeet opléisst, d'Juegd zäitweis an op bestëmten Terrainen anzeschränken oder ganz ze verbidden. Et wär deemno disproportioneiert, e Propriétaire vu vieren an zwängen, d'Juegd op sengem Terrain ze verpachten. Dat, wat an den Ae vu menger Fraktioun zielt, ass hei d'Resultat.

Fakt ass, dass et op Terrainen, wou eng Juegd stattfénnt, zum Deel eng Iwwerpopulatioun vu Wëld an entsprechender Wëldschued gëtt. Soulaang et op Terrainen vun engem Opposant éthique net méi Problemer gëtt wéi soss anzwusch, sollt de Stat de Wonsch an d'Conviction vun dese Propriétaire respektéieren. An alle Fäll behält de Stat jo d'Méiglechkeet vun der Chasse administrative, déi mer mat deemem Gesetz nei aféieren, wa konkret Situatiounen antrieden, wou de Wëldschued ze grouss géif ginn oder d'Gefor vun enger Epizootie besteet.

D'Propriétaires hunn deemno de Choix, ob se eng Gestuon vum Wëldbestand mat Hëllef vun der Juegd fir noutwendeg halen oder net, mä béid Systemer musse sech dru moosse loosse, ob se d'Ziler, déi mer am Gesetz festhalen, och errechen. Falls dat net geléngt, kann a muss de Stat agräifen. Dat schéngt mer eng fair Léi-sung ze sinn, mat där och jiddwree misst këne liewen.

D'Akzeptanz vun der Juegd hänkt net zulescht vun der Aart a Weis of, wéi se duerchgefouert gëtt. An och dat wëlle mer mat deemem Gesetz punktuell änneren.

Madame Presidentin, als LSAP hale mir am neie Juegdgesetz folgend véier grouss Hauptpunkten zrëck:

D'Fidderung: Eng vun deenen ëmstriddenste Juegdpraktike gëtt elo verbueden. Ech schwätzen dovun, dass d'Wëld massiv gefiddert gëtt, wat zum Deel zur Iwwerpopulatioun gefouert huet, déi mer haut kennen. De Fait, dass Abusen an deem Beräich keen Eenzelfall sinn, schuet der Glafwierdegkeet vun de Jeeër, wa se soen, dass et hinne just drëm geet, e gestéiert ekologesch Gläichgewicht erëm hierzestellen. Dofir ass d'Fidderen elo verbueden, ohne Wenn und Aber, a gëtt och sanktionéiert.

Konkret heescht dat, Camioner voll mat alen lesswueren a faulem Brout an de Bësch ze tippen an dann deen aneren Dag sech dohinner ze stellen an do Wëld ofzeschëissen, dat muss elo definitiv eriwwer sinn.

D'Kirren, also d'Lockfidderung, bleibt erlaabt, wou mer de Jeeër erlaben, verschidde Wëldaarten op eng Plaz ze lackelen, well se soss net ze kréie sinn. Dat schéngt eis rasonabel ze sinn. Hei sinn d'Jeeër och gefuerdert, ze weisen, dass si dës och rasonabel einsetzen. A sollt d'Kirrung mësbrauch ginn, fir doraus eng verstoppten oder onverstoppte Fidderung ze maachen, da muss dat konsequent génnert ginn an d'Kirrung och verbued ginn. Dofir kommen d'Dispositionen, wéi a wéi vill a wéini dierf gekirrt ginn, an e Règlement grand-ducal stoen, fir net iwwer de Wee vun engem neie Gesetz dës musse ze änneren. Mä hei kann d'Regierung iwwer e Règlement grand-ducal séier a konsequent handeln.

Positiv ass och, dass fir verschidde Wëldaarten sougenannt „plans de tir“ kënnen erstellt ginn, sou dass kloer Ziler gesat ginn, wann an enger Regioun eng bestëmmt Wëldaart iwwerhandhëlt. Ergänzend dozou ass d'Chasse administrative ze gesinn, wou de Stat kann agräifen, wann d'Virgabe vun der Naturverwaltung net respektéiert ginn a wann zum Beispill net indigène Déieren aus der Friemd ausgesat ginn, wat elo awer definitiv net méi dierf virkommen.

D'Gesetz ass also esou ausgeriicht, dass eng iwwerméissig Vermehrung vum Wëld verhënner gëtt, fir dass een herno net massiv muss ofschëissen, fir déi Problemer, déi domat verbonne sinn, erëm an de Grëff ze kréien. Et ass kloer, dass dat an enger Iwwergangspass net einfach gëtt, well mir, virun allem wat d'Wëld-schied ugeet, op ville Plazen eng Iwwerpopulatioun hunn. Mä et ass ze erwaarden, dass dat sech elo mat der Zäit reguléiert an ännert, wann net méi gefiddert gëtt, a gläichzäiteg d'Juegd, wou néideg, verstärkt gëtt.

Grouss Diskussiounen gouf et och doriwwer, wéi wäit d'Juegd iwwerhaapt en Afloss op eng bestëmmt Populatioun huet. Besonnesch ëmstridden ass an der Öffentlechkeet d'Juegd op de Fuuss. Et ass nogewisen, dass d'Zuel vun de Fiiss no den Impfcampagnen géint d'Tollwut staark zougehoill huet. An et ass och gewosst, dass vill Fiiss de Fuussbandwurm hunn. Dee kann op de Mënsch iwwerdroe ginn, zemoos, wann d'Fiiss hir Territoiren op Dierfer a Stied ausdehnen.

Ëmstridden ass awer d'Fro, ob d'Juegd dozou bäidroe kann, dass des Populatioun méi kleng doduerch gëtt. Verschidde Experten no vermehre se sech ëmsou méi, wa se duerch d'Juegd enner Drock geroden.

D'LSAP ass der Meinung, dass esou spezifesch Froen musse vun de Fachleit am Ministère décidéiert ginn, soulaang de Prinzip, dee fest am Gesetz verankert ass, respektéiert gëtt, dass d'Juegd nëmme dann erlaabt ass, wa se aus Sicht vum Naturschutz oder vum Gesondheitschutz Sënn mécht. Dofir ginn esou prezis Froen och iwwer e Règlement grand-ducal geregelt oder kënnen zumindest vun Ministère iwwer Règlement grand-ducal ofgeännert ginn, esou wéi dat och bei der Definition vun de Wëldaarten de Fall ass.

En aneren, vill diskutéierte Punkt vun deem neie Juegdgesetz ass d'Regelung vum Wëldschued. Am Prinzip muss ëmmer dee fir de Wëldschued opkommen, deen d'Décisioun hält, ob a wéi intensiv eenzel Wëldaarte gejo ginn. An deene meeschte Fäll sinn dat d'Jeeër, well si jo d'Responsabilitéit iwwer d'Juegd op hirem Lous iwwerhuelen. Dat net Gesetz suergt awer och derfir, dass d'Opposants éthiques, dat heescht, dass d'Leit, déi net wëllen, dass op hiren Terraine Wëld gejo gëtt, dat och respektéiert kréien. Als Géigepartie mussen si och d'Responsabilitéit droen, wann et zu Wëldschued kënt.

D'Gesetz gesäit nach eng drëtt Méiglechkeet vir. De Stat kann op eenzelne Plazen, wéi zum Beispill an engem Naturschutzgebitt, d'Juegd verbidden oder zäitweis suspendéieren. An deem Fall muss och de Stat fir de Wëldschued opkommen.

Madame Presidentin, als Konklusioun a fir zum Schluss ze kommen, wëlle mer als LSAP festhalen, dass mer mat deemem neie Juegdgesetz versicht hunn, e Komproméss ze sichen, fir deene verschiddene Points de vue an der Gesellschaft Rechnung ze droen. Mir hunn e Gesetz ausgeschafft mat der gréisstméiglecher Participatioun vun alle Meinungsgruppen aus eiser Gesellschaft. Mir hu laang a vill diskutéiert.

Als Chamberskommissioun hu mer e Questionnaire verschéckt. Mir haten en Hearing an der Chamber. Mir haten en Débat d'orientation an der Chamber, wou mer der Regierung eng Motion mat op de Wee ginn hunn, wat mer eis virstellen, wéi et soll am Gesetz stoen. An esou gesäit d'Gesetz an de groussen Zich och haut aus. Dofir soen ech Merci.

Mir hunn net einfach hei eng europäesch Direktiv ëmgesat an nationaalt Recht. Mir hunn déi partizipativ Demokratie vill spille gelooss, an elo hätte mer och gären, dass dat och respektéiert gëtt, wéi dat sech an enger demokratescher Gesellschaft gehéiert.

Jo, Madame Presidentin, mir hu laang, ganz laang diskutéiert, fir Verschiddene ze laang. Anerer hätte gär gehat, dass mer nach méi laang waarden. Mä et gëtt eng Zäit, fir ze diskutéieren, an et gëtt eng Zäit, fir ze décidéieren. An dat ass am Juegdgesetz haut de Mëtteg de Fall.

Domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Ech soen dem honorablen Här Negri och Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Gira d'Wuert ginn.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Madame Presidentin, léif Kolleginnen a Kollegen, rar ass, dass en Thema iwwer Joren esou vill Welle schléit, esou d'Gemidder beweegt, fir esou vill Opreegung suergt wéi d'Juegd.

Et gëtt eng ganz Rei Ursaachen derfir, déi hu mam Fong ze dinn. Et sinn och eng Rei vu mengere Virriedner, déi dat schonn erwähnt hunn. Ech mengen, alles, wat mer erlieft hunn, huet awer och mat der Form ze dinn. Mat der Form an der Aart a Weis, wéi an enger representativer Demokratie Décisiounen geholl gi bei kontroversen Themen.

Et geet hei ëm d'Fro: Wie kritt Recht? D'Majoritéit vun de Leit mat hire gudden Argumenter, oder eng Minoritéit mat vill Afloss a vill Geld? déi gréng sinn net zefridde mam Fong vun deemem Gesetz - dozou kommen ech méi spéit -, mä déi gréng sinn awer frou, dass an deemem

Dossier net déi mam groussen Afloss a mam ville Geld gewonnen hunn.

Ech mengen, wann dat esou ass, dann ass dat de Mérite vun deser Chamber hei. Jo, et ass richtig, mir hunn iwwer acht Joer zu deem Thema diskutéiert. Ech wëll awer och nach eng Kéier, fir dass d'Geschicht hei net verdréit gëtt, drun erënneren, dass et eigentlech déi gréng Fraktioun war, déi mat enger Demande 2003, fir en Débat d'orientation unzekerbelen, eigentlech de Steen un d'Rulle bruecht huet.

Mir hunn net nëmme laang iwwer dat kontrovers Thema diskutéiert, mä virun allem hu mer öffentlech doriwwer diskutéiert. An dat ass jo dee groussen Ënnerschied. Wann hanner zouenen Dieren diskutéiert gëtt, da sinn déi staark, déi vill Geld an déi vill Afloss hunn. A wa mer öffentlech diskutéieren, da kann et emol sinn, dass déi wannen a virukommen, déi gutt Argumenter hunn. An ech mengen, dat ass hei an enger verbildlecher Aart a Weis vun deser Chamber gemaach ginn, iwwer dräi Legislaturperioden ewech.

Ech deelen d'Meenung vun deenen, déi hei soen, dass et an eiser Gesellschaft méi wichtig Theme gëtt wéi d'Juegd. Do si mer eis allegueren eens. A mir als Gréng kënnen zéng Themen nennen, wou mir scho jorelang an deser Chamber géifen op déi hei Aart a Weis Themen ugoen. Mir hunn Zukunftsdéscher gefrot iwwer d'generell Entwécklung vun deemem Land. Mir hu scho laang gefrot, dass mer iwwer substanzuell Theme wéi Tanktourismus an anerer diskutéieren.

Wat hënnert, Madame Presidentin, des Chamber dann drun, an aneren, méi wichtige gesellschaftlechen Themen déiselwecht Aart a Weis un den Dag ze leeë wéi dat, wat mer hei gemaach hunn? Musse mir ëmmer eng Regierung hunn, déi eis hei Texter virleet a wou mer dann nach just därfe jo oder nee soen, oder heiansdo, wa se fein mat eis sinn, och nach därfe deenen een oder aneren Amendement huelen?

Eigentlech war jo d'Séparation des pouvoirs anescht geduecht. Et war jo eigentlech geduecht, dass d'Legislativ déi grouss Orientatiounen an der Gesellschaft festleet an dann enger Exekutiv - esou wéi et och esou schéin heescht: Exekutiv - d'Missionen gëtt, dat ze maachen, wat se gesot huet. An nach eng Kéier, ech fannen, dass dat awer hei grondsätzlech erfüllt ginn ass.

Wéi gesot, mir waren och deemools mat där Motioun vum Débat d'orientation net ganz zefridden. Mä ech ginn awer deene Recht, déi hei gesot hunn, dass hei eng Regierung higaangen ass an huet eng Motioun vun der Chamber, déi majoritär gestëmmt ginn ass, praktesch Wuert fir Wuert ëmgesat. Ech fannen dat schonn en exemplareschen Exercice!

Et ass schued, dass mer deen net méi dacks maachen. Wier an der Zäit esou eng Diskussioun iwwer d'Atomenergie gefouert ginn, a géife mer muer zum Beispill esou eng Method uwenden, fir iwwer d'OGMen ze diskutéieren, da géif et déi zwou Technologien net ginn, well da géifen déi mat de gudden Argumenter - wéi mer et bei der Atomenergie elo viru kurzem leider erëm virgefouert kritt hunn, a wou mir als Gréng iwwerzeegt sinn, dass mer och eng Kéier déi katastrophen Konklusiounen iwwer d'OGMen an der nächster Generatioun wäerte gesinn -, da wieren esou Technologie vläicht guer net an d'Welt gesat ginn. Mä wann een de Lobbyen an de Kulissen d'Muecht iwwerléisst, da brauch ee sech net ze wonnere, wat hei geschitt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Dat heescht, et ass emol eng Kéier bei engem kontroversen Thema op d'Argumenter ukomm. Dat ass vill ze rar an eiser Gesellschaft. A well et op d'Argumenter ukomm ass, ass et fir mech och kloer, dass d'Jeeërfederatioun nëmme konnt verléieren!

Well si hunn, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ganz einfach schlecht Argumenter, well d'Realitéit um Terrain widderleet ëmmer erëm hir Behauptungen.

Als Alleréischt ass et kloer, dass d'Jeeër hir Aufgab net méi gerecht erfëlle kënnen, wa mer 700.000 Euro Wëldschued pro Joer hunn, wann eng Naturverjüngung net méi méiglech ass, an dat huet de Forstdirekter méi wéi eng Kéier confirméiert.

Ech fannen, dass hei an engem spannende Buch, wat „Jagd wende“ heescht a wat vun engem Jeeër geschriwwen ginn ass, awer een, dee verstanen huet, ëm wat et geet - ech géif



iwwegens jiddwerengem, dee wëllt verstoen, firwat dass och dat Thema esou vill Welle schléit, recommandéieren, dat Buch emol ze liesen -, deen nennt dat, wat do am Bësch amgaang ass ze geschéien: „Waldsterben von unten“, well et geschwënn net méi wäert méiglech sinn, en Naturbësch vun ennen erop ze kréien, well d'Wëldzuelen esou héich sinn, dass dat net méi machbar ass.

Mä net nëmme, dass d'Jeeër de Problem vun den héije Wëldbestänn net geléist kréien. Si sinn de Problem! Si sinn de Problem virun allem mat deem iwverméissegge Fidderen. Ech wëll nach eng Kéier un déi Étud vun der Madame Cellina erënneren, déi erausfonnt huet, dass net e puer Käre Mais sech an de Mee vun de Wëldschwäin erëmfinden, mä 40% vun all der Nahrung, déi do an de Mee vun de Wëldschwäin fonnt ginn - dat war zu der Zäit vun der Schwéngspesch - dat war wierklech Mais!

Ech kann lech och weisen, dat kombinéiert - d'Fidderung kombinéiert mat der Aart a Weis, wéi d'Jeeër schéissen - féiert dozou, dass mir déi Iwwerpopulatioun hunn. Hei ass eng Grafik - et ass vläicht e bësse schwéier, wäit ze gesinn, mä et geet awer vläicht duer - aus enger Lëtzebuerger Jeeërzeitung, déi weist, wéi een aus zwee Réi am Joer 2001 net nëmme zwee Réi am Joer 2004 huet, mä der zwielef!

Et kann een, jee nodeem wéi een ofschéisst, derfir suergen, dass e Wëldbestand konstant bleift. Mä et kann een awer och, jee nodeem wéi ee schéisst, derfir suergen, dass een no fënnel Joer sechsmol esou vill Wëld am Bësch huet.

A genee dat do fënnt sech an enger Jeeërzeitung, fir dass jiddwieren awer och am Lëtzebuerg Land weess, wéi een dann aus zwee Réi der zwielef mécht, fir dass seng Kolleegen, wa se dann op d'Klappjuegd kommen, och genuch virun d'Fléit kréien. Dat do ass d'Realität um Terrain, an dat sinn déi sachlech Argumenter, déi natierlech vun enger Jeeërfederatioun ganz schwéier ze widerleee sinn.

Dat Zweet, wat och scho gesot ginn ass, dass natierlech och d'Jeeër an d'Juegd sech fundamental an deene leschte 40, 50 Joer geännert hunn. Ech war e bëssen iwverrascht, wéi de President vun der Jeeërfederatioun op hirer Manif gesot huet, an ech probéieren eenegermoosse korrekt hei ze zitieren: „Mir si Baueren, Wënzer, Beieleit, Bëschleit.“ Madame Presidentin, wann dat nach esou wier, da géife mer hei de Mëtteg net diskutieren. Mä do ass d'Wierklechkeet och eng ganz aner. Op ville Plazen ass d'Klappjuegd näscht anescht wéi eng aner Form vu Rotary Club.

**► Une voix.**- Très bien!

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- An den Här Jacobs huet behaupt, d'Jeeër wieren Naturschützer! Ech froen lech, Madame Presidentin: Wat huet dat mat Naturschutz ze dinn, wann ech illegal Déierenarten aussetzen, déi net heihige géhieren? Ass Naturschutz, wann ech dausende Fiiss erschéissen, obwuel d'Tollwut längst ausgerott ass? Géift Dir lech, Madame Presidentin, als Naturschützerin bezeichnen, wann Der mëttwochs e Fasan aussetzt an deen da samsches oder sonndes ofschéisse gitt?

An et ass keen Naturschutz, mä et geet géint all Regele vun der Natur, wann ech mat schwéiere 4x4 Tonne Mais an aner Nahrungsmëttel an de Bësch féieren. Domadder gétt d'Selbstregulatioun vun der Natur ausser Kraaft gesat! Do mécht ee méi Schued, wéi wann ee seet: De Wollef oder de Bier ass net méi do.

A well d'Jeeër insgesamt an der Defensiv sinn, huet d'Jeeërfederatioun... An ech wëll hei e groussen Ennerscheid tëschent der Jeeërfederatioun an de Jeeër maachen, well ech mengen - an dat kritt een och ze héieren -, nach laang net all Jeeër um Terrain si mat deem, wat eenzel Leit an der Jeeërfederatioun esou vu sech ginn, d'accord.

Mä wann ee keng gutt Argumenter huet, an et gétt awer öffentlech iwver en Thema diskutéiert, da muss een natierlech aner Methoden uwenden. Do ass Drock gemaach ginn hannert de Kulissen. Ech wëll emol drun erënneren, dass beim Débat d'orientation op eemol, 14 Deeg iert den Text sollt ofgestëmmt ginn, ganz nei Momenter komm sinn an nei Texter erakomm sinn, déi mer ni an der Kommissioun diskutéiert hunn.

Et gétt och individuellen Drock gemaach vun dëser Federatioun. Ech weess net, ob Der eng aner ONG kennt, déi wëllt engem Minister virschreien, wéi eng Leit op sengem Ministère fir eenzel Rubriken an eenzel Secteure responsabel sinn? Madame Presidentin, ech fannen dat bedenklech, wann eng ONG sech net

scheit, och nach öffentlech derfir ze suergen, dass Beamte sollen ofgesat gi vun deem Job, dee se kreeiert huet. Dat geet wierklech ganz wäit.

An déiselwecht Methode passt, dass déi Federatioun systematesch Prozesser géint Lieserbréifschreier a -schreierinne mécht, fir déi monddout ze maachen. Et gétt och Drock gemaach op Leit, déi onbequem Wourechte soen. Dat ass jo awer schon net schlecht, an do gesäit ee jo awer, dass déi Leit kee Manktum u Suen hunn.

Ech verstinn net, dass den Här Clement sech Suerge mécht ëm déi Leit, dass d'Juegdlosen ze deier sinn. Wann ech gesinn... Ech kennen och keng aner ONG, déi sech kann eng ganz Säit am „Lëtzebuerger Wort“ kafen, ouni iwverzeugend fir hiet Thema ze werben an ouni positiv an alternativ Virschléi ze maachen, mä just fir Drock géint dat neit Gesetz ze maachen, an dann zum Schluss näscht anescht ze froen huet wéi: „Camille Gira sollte seinen Hut nehmen“, well ech ganz korrekterweis dat däitscht Juegdgesetz a Verbindung mam Reichsmarschall Göring bruecht hunn.

Een, dee fënnt, dass dat iwverdrivven ass, dee ka ganz gären op Google goen a „Reichsjagdgesetz“ an „Göring“ aginn. Da wäert Der ongeféier bei 5.000 Frappé landen. An een, deen dann nach ëmmer net iwverzeegt ass, deem kann ech nach eng Kéier dat Buch hei recommandéieren, an da gesäit en, wéi engem Geescht dass dat aktuell däitscht Juegdgesetz nach ëmmer geprägt ass.

**► M. Jean Colomera** (*ADR*).- Madame Presidentin!

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Esou wäit zu de Methode vun deene Leit. An et hat ee mengt...

**► Mme le Président.**- Här Gira, erlaabt Dir, datt den Här Colomera lech eng Fro stellt?

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Jo, gären.

**► M. Jean Colomera** (*ADR*).- Jo, Här Gira, ech fannen, Dir gitt elo e bëssen ze vill perséinlech. Ech mengen, bleift bei der Matière!

**(Interruption)**

Well Dir maacht hei näscht aneschters wéi eng Chasse à l'homme.

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Wat gelift?

**► M. Jean Colomera** (*ADR*).- Dir maacht hei näscht aneschters wéi eng Chasse à l'homme. Et deet mer leed. Bréngt emol Argumenter vir, wann ech gelift! Sidd méi neutral, well dat do ass einfach net richtig!

**► Mme le Président.**- Här Colomera, dat do war zwar elo net wierklech eng Fro. Dat do war eng Stellungnahm. Dir kritt jo herno nach d'Wuert. Dir kënnt jo dann dorop zréckkommen. Den Här Gira huet elo...

**► M. François Bausch** (*déi gréng*).- Ech hu keen Numm héieren. Chasse à l'homme ass, wann een op ee viséiert. En huet nach keen Numm gesot.

**► Mme le Président.**- Ech géif lech bidden! Den Här Gira huet elo eleng d'Wuert, a mer sollen och dem Här Gira elo bis zum Schluss nach nolauschteren. Den Här Gira huet nach fir eng ganz Zäit Zäit, fir seng Iwwerleungen duerzibréngen. An duerno kënnen déi aner Riedner jo dozou Stellung huelen. An dozou gehéiert als Nächsten den Här Colomera.

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Ech mengen, Här Colomero, de Minimum, wat mäi Recht ass...

**(Interruption)**

Här Colomera, pardon. Elo hutt Der mech ganz duerjernebruecht, gesitt Der. Elo verhalen ech Ären Numm schon net méi.

**(Brouhaha)**

De Minimum, wat een als Deputéierten d'Recht huet, dat ass, wann een op enger ganner Säit am „Lëtzebuerger Wort“ ugedroht kritt mat gerichtleche Prozesser...

**► Plusieurs voix.**- Très bien!

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- ...an et kritt ee gesot, et soll ee säin Hutt huelen, just well een d'Wourecht gesot huet, nämlech dass de Geescht vun deem aktuellen däitsche Juegdgesetz nach ëmmer geprägt ass vun där Zäit, wou e gewëssenen Här Göring déi Zäit säin Onwiese gedriwwen huet, da muss et méiglech sinn, dat hei ze zitieren, fir ze soen, fir ganz kloer an däitlech ze maachen, mat wéi enge Methoden dass déi Leit do virginn!

An ech mengen, een, deen och vun deene Methode ka schwätzen zënter der Manifestatioun op der Place Clairefontaine, dat ass de Minister Marco Schank. Do si se nämlech d'selwecht virgaangen. Ech froen lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann eng Umwelt-ONG

eng Kéier géif mat engem Umweltminister esou emgoen, wéi d'Juegdfederatioun emol Marco Schank emgaangen ass, da géif ech emol gären héieren, wat hei en Opschrei géif duerch d'Land goen.

**► Une voix.**- Très bien!

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- An da géifen déi Leit als Terroristen an ech weess net wat bezechent ginn. Ech froen lech: Mat wéi engem Recht därf ee Minister, dee sech an deem Dossier hei näscht, an dat kann ech och bezeien, obwuel ech net mam Fong mat em d'accord sinn, mä déi Aart a Weis, wéi hei dat Gesetz am Parlament traitéiert ginn ass, ass exemplaresch. An en huet sech alles virzeweieren, mä bestëmmt net, dass en net op d'Leit gelauscht huet.

Wann dann e Minister bis zur Situatioun vu sengen Elteren a Famil an esou weider sech muss allerhand gefale loosse, ech fannen dat ganz éierlech skandaléis! An et huet mech e bëssen iwverrascht, dass ech dann hei de Mëtteg dat Gefill hat, eenzel Riedner géife sech éischter um Kongress vun de Jeeër befannen, wéi hei awer deene Leit och ze hëllefen, ganz e bëssen den Diks ze richten.

Wann dat doten d'Aart a Weis ass, wéi mer méi schwiere geselschaftlech Problemer wellen zu Lëtzebuerg ausdroen, mä dann: Gare la mine! Gare la mine!

**► Plusieurs voix.**- Très bien!

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Ech soen lech ganz éierlech, wéi ech eenzel Leit gesinn hu mat Schaum virum Mond a wat se gesot hunn, da froen ech lech ganz éierlech, ob mer eis nach wierklech kënnen erlaben, esou Leit mat engem Gewier duerch de Bësch an iwver Felder ze schécken!

**(Hilarité)**

Do fänkt et un, wierklech geféierlech ze ginn.

**► Une voix.**- Très bien!

**(Brouhaha)**

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Mä eigentlech, Madame Presidentin, bräicht ech mech net esou opzereegen, well ech mengen,...

**► Mme le Président.**- Do hutt Der bestëmmt Recht.

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- ...dass d'Jeeërfederatioun deenen anstännege Jeeër mat där Manifestatioun an deem, wat se do gemaach hunn, och iwverhaupt keen Déngscht gelescht huet. Well ech hunn duerno keen normale Mënsch, dee bis elo eppes mat dem Thema Juegd um Hutt hat, begéint, deen dat do net ënner aller Clarinette fonnt huet. An ech mengen, d'Jeeërfederatioun huet elo domat derfir gesuergt, dass wierklech déi lescht Frënn, déi se haten, och nach op déi aner Säit gewieselt hunn.

Duerfir wollt ech, trotz deenen onméigleche Methoden, déi do vun enger gewësser Säit ugewannt si ginn, hei och am Numm vun der grénger Fraktioun e Merci ausdrécken. E Merci un den Här Lux, deen, ouni dass et an engem Regierungsprogramm stoung, gesot huet: „Mir maachen e Gesetz opgrond vun der Motioun.“

E Merci un den Här Schank, deen, trotz deem Drock, deen, wéi et escht ginn ass, op hien ausgeübt ginn ass, d'Staang riicht gehalen huet. An och e Merci un de Rapporteur Fernand Boden, dee sech ganz séier an d'Thema erageknéit hat an deen och ëmmer an der Kommissioun, och wa mer inhaltlech Differenzen haten, déi ganz Diskussioun korrekt, objektiv a sachlech gefouert huet. Och dat ass eng exemplaresch Aart a Weis, wéi een an engem Dossier ka virkommen.

Ech wollt awer duerno dann op den Inhalt kommen an och betounen, dass déi gréng deemools net nëmme en Débat d'orientation ugefrot hunn, mä och direkt - wëll ech betounen - 13 ganz konkret Fuerderungen op den Dësch geluecht hunn. An och dat, Madame Presidentin, ënnersheet eis vun der Jeeërfederatioun.

Ech hu bis haut, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach keng konkret Proposen, nach kee konkreten Text vun där Säit gesinn, wéi dann d'Jeeërfederatioun sech eng Juegd am 21. Jorhonnert virstellt. Dat Eenzegt, wat ech gesinn hunn, dat ass Obstruktioun, dat ass géint en neit Gesetz, géint d'Méiglechkeet, dat vum Opposant éthique ze maachen, also näscht anescht wéi Mënscherechtsuerteeler zu Lëtzebuerg ëmsetzen, géint all Annerungen, déi hinnen net an de Krom passen. Ech fannen, och dat ass e groussen Ennerscheid an dat weist och, wéi eng schlecht Argumenter dass se haten.

Mir hunn eis deemools scho bei deenen 13 Fuerderungen wierklech vum Umwelt- a Déiereschutz leede gelooss. A mir hu jo viru kuerzem, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi do Rechter

hoffentlech net aus Dommheet an eis Verfassung erageholl. A wa mer eis da ganz e bësse wëllen escht huelen, da misst et jo egentlech dat Normalst vun der Welt sinn, dass mer déi grouss Prinzipien aus der Verfassung dann och an deenen eenzelne sektorielle Gesetzter wéi deem heite maachen.

Ech erspueren lech, elo nach eng Kéier op déi 13 Fuerderungen am Detail anzegoen. Ech wollt elo just eenzelner eraushuelen an och am Kontext mat deem Gesetz dann erklären, fir ze soen och, firwat dass mer eis schlussendlech wäerten enthalen. Dat Éischt zur Zwangsmitgliederschaft an de Juegdsyndikater.

**(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)**

Mir hunn als Gréng vun Ufank u Leit an hiren Démarchen ennerstëtzt; bestëmmt net, well mir elo fervent Unhänger vum Droit de propriété wäeren - beileiwen net -, mä well Mënscherechter an eisen Aen net wéinst Leit, déi engem Hobby noginn, kënne mat Féiss getruede ginn. A mir hunn zënter Joren eng Lëtzebuerger Jurisprudenz.

An ech géif och dës Majoritéit dervir warnen, sech ze vill vun einzelnen Avisé vu lénks a vu riets orientéieren ze loosse. Dat war vläicht schon eng Kéier geschitt. Dir kënnt lech vläicht erënneren - dat huet nach keen den Owend opgeworf -, dass am Débat d'orientation d'Regierung en Avis juridique duergeluecht hat, wou bal gemengt ginn ass, mir bräichten net ze légiféieren. Abee, dräi Méint drop ass dann d'Blamage komm an den Arrêt Schneider ass geholl ginn, contrairement zu deem, wat an deem Avis juridique ass. Ech géif all déi, déi mengen, si kéinten elo de Jeeër e leschte Stréihalle mam Arrêt Herrmann dohinnerhalen, ähnlech warnen, well ech mengen och, dass dat ka schif ausgoen.

Et wier méi interessant gewiescht, wann deemools schon d'Majoritéit den Avis vum Médiateur gelies hätt an nogelauscht hätt. Ëmmerhin, wann ech gutt informéiert sinn, war dee Mann selwer beim Arrêt Chassagnou derbäi.

Ech kommen awer net derlaanscht, trotz deem mäin Erstaunen hei zum Ausdruck ze bréngen, wéi wichteg dann awer deen Arrêt Herrmann, deen nach net rechtsgültig ass, elo op eemol ginn ass. Mech wonnert et, dass keen awer drop hiweist, dass dat do awer e relativ eemolege Phenomeen hei ass.

Kënn Dir mir en anere Secteur an der Lëtzebuerger Gesellschaft soen, wou mir eis géifen un enger Jurisprudenz vun auslännesche Gesetzter orientéieren? Dat ass wierklech fir mech nei. Wa mer elo keng eege Jurisprudenz hätten...

**(Interruptions diverses)**

**► M. Lucien Weiler** (*CSV*).- ...Jurisprudenze vun all méiglechen auslännesche Gerichter un...

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Neen, neen. Här...

Här President!

**► M. le Président.**- Den Här Gira huet ganz eleng d'Wuert.

**► M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Ech wollt kucken, ob de President erëm do wier.

Wann Der mech ausschwätze gelooss hätt, Här Weiler, da géift Der vläicht verstoan, wat ech mengen. Ech géif dat jo verstoan, wa mer keng eege Jurisprudenz hätten an engem Domän. Mä mir hunn hei souwuel eng national wéi eng europäesch Jurisprudenz iwvert déi Lëtzebuerger Situatioun. A mir maachen elo e Gesetz, wat - mengen ech, op jidde Fall - souwuel där nationaler wéi där europäescher Jurisprudenz Rechnung dréit.

Wat interesséiert eis dann nach e Prozess, deen em dat däitscht Juegdgesetz handelt? A firwat grad dat däitscht? Firwat hu mer net dann direkt, ier mer e Lëtzebuerger Arrêt haten, den Arrêt Chassagnou geholl? Firwat huet da keen deen deemools hei an d'Diskussioun bruecht? Well dat enger Rei Kreesser net an de Krom gepasst huet, oder wéi?

A wa muer eng Jurisprudenz zur Juegd kënn iwvert dat hollännescht Juegdgesetz, wat erëm anescht ass wéi d'Jurisprudenz vun deem däitsche Gesetz, gi mer dann hin an da soe mer, elo suiwiere mer all Arrêt an da schreibe mer eist Gesetz erëm em, well elo huet nämlech den Europäesche Gerichtshaff zum hollännesche Juegdgesetz en anereren Arrêt geholl wéi zu deem däitschen?

Also, dat ass fir mech wierklech onverständlech. An ech mengen, dat ass en Ablenkungsmanöver vun de Jeeër, déi einfach net wëllen an och wëllen dobaussen Onrou an Duerjerneestëften, andeem se net zouginn, wéi gesot, dass mer eng Lëtzebuerger Jurisprudenz hunn an dass mer eng europäesch hunn.



Wann een dann och nach dee Wee do geet, da kéint ech jo nach verstoen, wann ee géif soen, mä dat do ass elo wierklech e modernt Gesetz aus Däitschland, wat rezent geholl ginn ass, do gëtt et elo eng Jurisprudenz, da probéiere mer eis do unzepassen. Mä da wëll ech lech awer nach eng Kéier drun erënneren, dass dat Gesetz do vun 1953 ass a wierklech a groussen Zich - an ech wëll do wierklech elo keng Polemik hei maachen - op dem Geescht vum Reichsjagdgesetz vun 1934 berout.

Ech hoffe jo awer wierklech, léif Kollegeinnen a Kollegen, dass, wa mer och nach géifen en neit a modernt Juegdgesetz no gewëssen Inhalter orientéieren, mer dann aner Referenze fanne wéi en däitscht Gesetz, wat am Geescht vun 1934 gemaach ginn ass. Ech géif all déi warnen, ech géif wierklech all déi warnen,...

**(Interruptions)**

...déi op déi do...

Dat do ass ganz dënnt Äis, wou Der amgaange sidd, lech drop ze bewegen.

Duerfir, Här President, kënnt et fir eis och net a Fro, dass mir déi Motioun hei wäerte stëmme. Mir hunn eng propper Jurisprudenz. Mir hunn e Gesetz, wat mer haut stëmme, wat an eisen Aen där Jurisprudenz Rechnung dréit. An domat ass fir eis deen do Fall gekläert.

Da wëll ech och nach drun erënneren, dass et jo awer erstaunlech ass, dass relativ séier nom Arrêt Chassagnou a Frankräich d'Fransousen et fäerdeg bruecht hunn, e Gesetz ze maachen, wou souwuel d'Jeeër dermat kënne lieue wéi awer och d'Opposants éthiques. Elo weess jo awer jiddwereen, dass d'Positioun an den Afloss vun de Jeeër a Frankräich bestëmmt net méi kleng ass wéi hei zu Lëtzebuerg.

Firwat gi mer dann emol net a Frankräich kucken a mer iwverleese eis, wéi déi dat geléist hunn? Ech mengen, dass hei just Oflenkungsmanöver solle gemaach ginn.

Mir hunn awer e Problem mat där restriktiver Handhabung, wéi d'Sortie vun den Opposants éthiques ass. Mir fannen et och wierklech net richtig, dass déi Leit elo zweemol gestrooft ginn. Si mussen fir deen eegene Wëldschued opkommen a se mussen participéieren fir deen allgemenge Wëldschued.

Wat kann en Opposant éthique derfir, wann d'Jeeër fiddere wéi geckeg an dann entsteet massiv Schued an engem Révéier? Firwat muss do dee mathëllefen, dee maachen? Ech mengen, et hätt ee missen eng Léisung fannen, entweder Participatioun un allem oder un deem eegenen. Mä et ass schon eng komesch Léisung, fir elo déi Leit zweemol ze bestrofen.

**(Interruption)**

► **M. Fernand Boden** (CSV), *rapporteur*.- Dat ass nach nom ale Gesetz.

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Gelift?

**(Interruption)**

Ech si gespaant, wéi dat ausgeet.

Op jidde Fall si mer frou, dass déi Ouverture komm ass. Mir gehéieren och zu deenen, déi - mengen ech - net fäerten, dass an der Praxis do elo Schwäizer Kéis soll entstoën. Ech mengen, et ass wichteg och vum Prinzip hier, dass déi Leit, déi wierklech grave Problemer mat där Praxis hunn, dass déi dat kënne maachen. Ech mengen net, dass do elo honnerten an dausende vu Leit hir Terraine wäerten eraushalen.

Da komme mer zum Thema, wou de Rapporteur elo en Tëscheruff gemaach huet. Dat ass d'Saach mam Fidderen. Ech mengen, et muss een net Wëldbüolog sinn, fir ze verstoen, dass all Form vu Fiddering an der Natur net natierlech ass. Si verhéiert déi natierlech Selektioun am Wanter.

Stellt lech vir, mir hätte scho méi fréi de Courage gehat a mir hätte sämtlech Forme vum Fiddere verbueden, da sinn ech iwverzeegt, mat deenen zwee Wanteren, déi mer elo haten, wou mer emol erëm Temperature vu minus 15 haten, da wier e gudden Deel vun der Iwwerpopulatioun eventuell scho geregelt gewiescht. A wann een dann och nach d'Chance gehat hätt, e moërt Maaschtjoer ze hunn, dat heescht, wou wéineg Bucheckeren an aner Saache vun de Beem gefall wäeren, dann hätte mer scho vläicht de Problem zu engem gudden Deel geléist. Dat waren op jidde Fall déi Expériences, déi auslännesch Experten eis beim Hearing hei virgeluecht hunn.

Wou mer awer wierklech net zefridde sinn - dat ass eng aner Ursaach, fir dass mer dat Gesetz net wäerte stëmme, mä eis wäerten enthalten -, dat ass, dass elo awer prinzipiell d'Kirrung nach erlaabt wäert sinn.

Ech hunn och an aacht Joer nach d'Jeeërfederatioun net erlieft, dass se eis konnt klipp a kloer definéieren, wat dann elo Fidderen ass a wat Kirrung ass. A wann ech gesinn, dass ech re-

zent elo nach erëm Fotoe gewise kritt hu vu Leit, déi zu dëser Zäit, wou ee sech jo awer freet, dass eigentlech genuch Nahrung dobaussen an der Natur ass, wou säckweis aalt Brout an Tonne Mais a Bëscher doruechter sinn, fir ze fiddere, da froen ech mech, Här President, ob d'Forstverwaltung capabel wäert sinn, all déi do Mësstänn dobaussen ze behiewen.

Mir wiere vill méi frou gewiescht, wann ee prinzipiell och d'Kirrung verbueden hätt. Mir hätten elo emol gekuckt, wéi d'Verbuet vum Fiddere plus och déi minimal Ofschosspläng géife wirken. A wann een da géif feststellen, dass et wierklech net machbar ass, dann hätt een och nach punktuell an zäitlech begrenzt eng Kirrung kënne erlaben. Mir hunn Zweifel, dass dat hei an der Realitéit esou ka funktionnéieren.

Wat och gutt ass, ech mengen, dat ass d'Geschicht vum Aussetze vun de wëllen Déieren, déi net heihin higehéieren, mä och déi aner. A mir begreissen och, dass endlech de Problem mat der Chasse administrative geléist ass, fir dass dann och de Minister Handhabung huet, wa Leit sech wierklech awer och nu guer net un d'Gesetze halen.

Dann e Punkt, wou mer och net zefridde sinn, dat ass d'Geschicht mat den natierleche Beutegreifer, wéi se esou schéin op Däitsch heeschen, nämlech dem Fuuss. Wann een heibanne mir kann eng objektiv Ursaach soen, firwat een nach honnerten an dausende Fiiss de Moment muss schéissen, da wier ech frou, wann ee mer dat kéint soen. D'Tollwut gëtt et net méi, an et gëtt keng objektiv Ursaach, Fiiss ze schéissen.

An ech mengen, ee vun de Virriedner - ech mengen, et war den Här Negri - huet et schon erwähnt, et gëtt genuch Etüden, déi weisen, an d'Realitéit dobausse weist dat jo och: Wat ee méi Fiiss schéisst, wat et der méi gëtt! Et gëtt vill Populatiounen, déi dee Reflex hunn, dass, wat se méi ënner Drock geroden, wat se vill méi fréi, wat se vill méi dacks a wat se vill méi Jonker kréien, fir einfach ze iwverliwen. An - Komma -, et wier jo flott gewiescht, wann een och do géif soen, kommt, mir schéissen emol e puer Joer net op de Fuuss an da kucke mer, wat geschitt. Ech sinn och do fest iwverzeegt, dass de Problem sech bal géif vum selwe léisen.

Wann déi eng Ursaach net méi gëllt fir d'Jeeër, da gëtt jo eng aner erfondt. Ech erspüren lech hei déi ganz Polemik iwwert de Fuussbandwuerm. Ech soen lech just - an déi Zuele gëtt et -: Et stierwen an Europa wesentlech méi Leit duerch d'Kugele vun de Jeeër wéi duerch de Fuussbandwuerm. Wann een elo wëllt soen, elo muss mer de Fuuss eliminéieren wéinst dem Fuussbandwuerm, da wier awer emol déi éischt Konsequenz, dass ee géif soen, sou, elo gëtt d'Juegd europawäit verbueden, well et stierwen all Joer esou vill Leit op der Juegd. Sou kann een och mat engem Doutschlagargument alles futti maachen.

Mir begreissen, dass d'Falejuegd grondsätzlech verbueden ginn ass. Mir sinn net zefridden, wéi deelweis dobaussen déi Klappjuegd mat den Hënn oflafen heiansdo, wann ee gesäit an héiert, wat do deelweis mat einzelnen Déiere geschitt. Ech mengen, och do muss ee wachsam bleiwen a kucken, wéi dat weidergeet.

Da fuerdere mer och méi kuerz Juegdzäiten. Do wëll ech och opraume mat engem Mäerchen, wat d'Jeeër ëmmer dobaussen zielen, dass mir déi kierzeste Juegdzäiten a ganz Europa hätten. Dat ass einfach net richtig. Et mag sinn, dass dat bei einzelne Wëlddaarten ass, mä hei hutt Der den Tableau. Wat déi wéinegst Leit dobausse wëssen: D'Wëldschwäinjuegd ass d'ganz Joer op.

An esou wéineg - an elo gräifen ech dat op, wat den Här Etgen gesot huet - en Hirsch e GPS huet, fir ze wëssen, ob en dann elo um Terrain vun engem Opposant éthique ass oder net, esou wéineg weess d'Wëld, wann de Jeeër mat sengem 4x4 kënnt, ob de Jeeër dann elo d'Wëldschwäin wëllt schéissen oder ob en den Hirsch oder ob en d'Réi wëllt schéissen. Et ass permanent Juegd an et ass permanent Drock am Bësch, an dat ass och eng vun den Ursaachen, mengen ech, dass mer generell Iwwerpopulatioun hunn.

Här President, et wier flott gewiescht,...

**(Interruption)**

...wa mer no deene laangen an hei intern ganz konstruktiven an objektiven Diskussiounen mat eiser Logik, fir de sachlechen Argumenter ze follegen, bis zum Schluss gaang wieren. Dann hätte mer missen, an enger éischer Phas, d'Kirrung och verbidden. Mir hätte missen d'Juegd op de Fuuss verbidden. Mir hätten och nach vläicht soss e puer kleng Ännerunge kënne maachen, an dann hätten och déi gréng kënne dëst Gesetz stëmme.

Et ass e bësse schued, mä ëmmerhin, an dat hunn ech gesot, mir si ganz frou iwwert d'Aart

a Weis, wéi hei e Gesetz zustane komm ass, a mir gesinn, dass a wesentleche Punkten dat Gesetz awer eppes anescht ass wéi dat Gesetz, wat deelweis nach aus dem 19. Jorhonnert ass, an duerfir wäerte mer och net géint dat Gesetz hei stëmme, duerfir wäerte mer eis enthalten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi, déi elo mengen, d'Diskussioun iwwert d'Juegd wier ofgeschloss, déi ire sech. Ech brauch nimm an d'Petitioun ze erënneren, déi gëschter an dësem Haus iwverrecht ginn ass, an duerfir sinn och generell, mengen ech, d'Positiounen nach ëmmer vill ze wäit vuneneen, an duerfir ass d'Situatioun dobaussen - de Moment op jidde Fall - nach vill ze vill dramatesch an et wäert sécherlech net méiglech sinn, an enger oder zwou Saisonon dat do an de Grëff ze kréien.

Ob mer d'Situatioun an de Grëff kréien, dat hänt an den Ae vun deene Gréngen haapt-sächlech vun zwéin Acteuren of. Dat Eent ass den Ëmweltminister. Hien huet elo eng Rei Méiglechteeten, d'Mësstänn dobaussen ze behiewen. Hien huet an der Kommissioun e puermol ugekënnegt, dass en déi Moyeré wäert huelen, fir dann och op deene Plazen, wou et néideg ass, anzegräifen.

Ech erwaarde mer, dass e relativ séier eng Chasse administrative am Oste vum Land organiséiert, fir dass mer déi Geschicht mat deem illegal ausgesatene Wëld an de Grëff kréien. Vlächicht kéint een och eng Kéier ronderëm Réiser/Beetebuerg eng Chasse administrative maachen, fir där absolut irrationaler Héicht vu Wëldschwäin do en Enn ze setzen. En huet och nach aner Méiglechteeten. Emol kucken, wéi en dat ausleet.

Mir mengen awer, dass et virun allem am Beräich vum Kirre ganz schwierig ass, a mir si gespaant, ob de Minister sech déi Moyeré gëtt, fir dat och ze kontrolléieren.

Fir dass mer awer no engem gewëssenem Zäitraum och hei als Chamber, déi sech aacht Joer mam Thema befaasst huet, och nach eng Kéier kucken - an dat vergiesse mer jo heiansdo -, wat eist Gesetz dann dobaussen an der Praxis bewierkt huet, hunn ech eng Motioun presentéiert, Här President, wou et eis drëm geet, dass mer d'Evolutioun vun der Populatioun, d'Evolutioun vun de Schied quantitativ, mä och wëssenschaftlech begleeden, an dass de Minister eis dräi Joer, nodeems d'Gesetz dann a Kraaft ass, hei e Bilan mécht iwwert déi ganz Praxis vun der Kirrung, fir ze kucken, ob dat esou weider ka bestoen.

**Motion 2**

*La Chambre des Députés,*

- *vu la population grandissante de sangliers et de cervidés dans nos forêts;*

- *vu par conséquent l'augmentation considérable des dégâts aux cultures agricoles et aux forêts causés par le gibier;*

- *considérant qu'une des causes de cette augmentation des populations est l'apport de nourriture par les chasseurs;*

- *saluant que la nouvelle loi relative à la chasse interdit le nourrissage;*

- *saluant l'introduction de plans de tir maxima et minima pour les différentes catégories de gibier;*

- *constatant que la nouvelle loi n'interdit pas la pratique de l'agrainage;*

- *estimant que le contrôle de cette pratique est difficile à assurer;*

*invite le Gouvernement*

- *à suivre l'évolution des populations de gibier ainsi que des dégâts aux cultures agricoles et aux forêts de manière systématique et scientifique;*

- *à présenter à la Chambre des Députés une évaluation écrite de la pratique de l'agrainage trois ans après l'entrée en vigueur de la loi sur la chasse.*

(s.) Camille Gira, Claude Adam, Jean Huss, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Deen zweete wichtege Acteur, dat sinn natierlech d'Jeeër. Et ass ganz kloer, dass se missen ëmdeken. Ech hat scho gehofft, dass d'Jeeërfederatioun nom Débat d'orientation verstane gehat hätt, dass d'Zäite geännert hätten an dass hiren Afloss an hiert Geld net méi géifen duergoen, fir dass se dat géife kréien, wat se gären hätten.

Leider hunn ech misse feststellen, dass se dee Message net verstanen haten. Ech hoffen elo, dass se dat awer elo endlech verstanen hunn, an ech géif alle verstännege Jeeër - an där gëtt et méi, wéi ee mengt - rodde, de Fundamentalisten un der Spëtzt vun der Federatioun net nozelafen, well wa se dat maachen, dann ass dat dee beschte Garant, dass an Zukunft ëmmer méi Leit déi definitiv Ofschafung vun der Hobbyjuegd wäerte fuerderen, a wann dat sech

net bessert, da wäerten dann och déi gréng do derzou gehéieren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera** (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert versichen, fir dee Projet hei op eng ganz neutral Aart a Weis...

► **M. Camille Gira** (déi gréng).- Entschëllegt.

(*M. Camille Gira récupère une documentation oubliée sur le pupitre.*)

► **M. Jean Colombera** (ADR).- Et ass näischt.

**(Brouhaha général)**

Ech wäert versichen, fir dee Projet hei op eng ganz neutral Aart a Weis ze belichten. Ech wëll awer gär hei am Virfeld soen, dat ech de Virriedner, den Här Gira, net kann ënnerstëtzen.

Ech wiere mech och als Member vum Parlament vehement dergéint, wann een hei Bierger aus der Zivildgesellschaft einfach iergendwéi ugräift, ouni dat déi sech hei kënne verteiden. Ech ka verstoen,...

**(Interruption)**

...datt do Problemer an der Gesellschaft sinn, mä déi Problemer mussen dobaussen ausgeschleecht ginn, net hei am Parlament. Hei mussen mer neutral sinn.

An ech mengen, wann ech dat gesot hätt, Dir Dammen an Dir Hären, da wier ech muer an der Zeitung als dee gréisste Populist an dee gréissten Demagog hei ugesi ginn. Et wonnert mech, dass déi gréng elo op där Schinn do fueren. Ech mengen, d'ADR huet sech do gebesert,...

**(Hilarité)**

...a mir wäerten hei ganz neutral sinn. Duerfir, Här President, wëll ech dat gär, wéi gesot, op eng ganz neutral Aart a Weis belichten. Ech si kee Jeeër, ech wäert och kee ginn, mä et muss een dat Gesetz hei einfach ganz anescht kucken.

Ech sinn och ganz enttäuscht iwwert déi aner Parteien, déi hei geschwat hunn. Si hunn alleguerte sech fir d'Gesetz ausgeschwat, mä do hu se awer geschläimt. Si hu gesot, d'Jeeër sinn all déi Beschnt an déi Schéinst. Ech mengen, dat ass keng kloer Ausso.

Wann ech gelift, Dir Dammen an Dir Hären, entweder et ass Jo oder et ass Neen, awer net esou ee Wischiwaschi, fir iwverall Punkten ze sammeln.

Ech mengen, dat ass net déi Aart a Weis, déi mer vun engem...

**(Interruption)**

...seriöe Parlament - Här Lux - verlaangen.

**(Interruptions)**

Fir d'Éischt nach e Merci un den Här Rapporteur, den Här Fernand Boden, fir säi mëndlechen a schrëftlechen Bericht.

Den 21. Juni 2007 gouf hei an der Chamber eng Motioun deponéiert, fir d'neit Gesetz iwwert d'Juegd ze maachen, eng Motioun, déi mehrheetlech ugeholl ginn ass, ausser der Abstentioun vun der ADR. D'Zil wor, dat heitegt Gesetz aus dem Joer 1885, dat net méi zäitgeméiss wor, ze erneieren.

D'Urteil Schneider géint Lëtzebuerg vun der Cour européenne vum 10. Juli 2007 huet matgeholf, den Erneierungsprozess an d'Wee ze leeden, an hei war déi eemoleg Geleedeneheet, e modernt Gesetz auszeschaffen. Erauskomm ass de Projet de loi 5888, dee mir haut diskutéieren, dee schon awer net méi aktuell ass, well mir erëm mat engem Urteil vun der Cour européenne des droits de l'Homme vum 20. Januar 2011 konfrontéiert sinn, wou d'Riichter erklären hunn, dass d'Ziler vun der Juegd am Sënn vum Gemeinwuel sinn an dass eng ugemossse Bewirtschaftung vun de Wëldbestänn noutwendeg ass, fir Krankheete fir Mënsch an Déieren ze vermeiden, de Wëldschued ze reduzéieren an d'Aartevillfalt ze erhalen. Heirop ass den 13. März en Appel agereecht ginn. Wat do erauskënnt oder erauskomme wäert, ass schwéier ze jugéieren.

Mir hätten eis awer déi néideg Zäit ginn, fir dat Urteil ofzewarten, obschonn d'Regierung noutgedrongen d'Gesetzgebung nom Urteil nach modifizéieren kéint. D'Argument, dass an dësem Joer d'Juegdrecht fir weider neng Joer

vergi gëtt, war vläicht en Argument, fir elo ze handelen, mä de Fait, dass dësse Projet schonn de 4. Juni 2008 op den Instanzeweie bruecht ginn ass, an dass d'Diskussiounen ëm dësse Projet scho laang undaieren, beweist, dass hei de Wuerm dran ass. Sécherlech ass hei déi partizipativ Komponente ervirgestreckt ginn, awer trotzdeem, et hätt een eiser Meenung no versiche missen, ee méi grouse Konsens ze kréien, wat awer héchstwahrscheinlech net esou erwünsch war.

Sécherlech sinn d'Jeeër duerch déi rezent Aktualitéit an e schlecht Licht geroden. Wien erënnt sech net un déi Biller, déi an der Owasaktualitéit waren, wou e verletzten Hirsch zu Ettelbréck an der Uelzecht virun net virgewartete Spectateuren op eng net professionell Aart a Weis ofgeschoss ginn ass. Sécherlech war dat keng Reklam fir d'Juegd. Hei sinn d'Emotiounen héichgaangen, et gouf viru kuerzem eng Petitioun mat 7.000 Ënnerschreften deponiert.

Et si vill Emotiounen an deem Dossier, verbonne mat vill Symbolik. Et geet ëm Räch an Aarm, ëm Muecht an Ënnerwierfegkeet, ëm Urinstinkten an Zivilisatioun, ëm Ausbeutung an Toleranz. Hei gouf de Jeeër einfach als de groussen Täter, als Bandit, als Terrorist vun den Déieren ugesinn, an et ass ze bedauern, dass eene hei net méi matenee rationell oder ganz einfach ganz normal ka rasonéieren oder matenee schwätzen, ouni ze fäerten, fir extremistesch ze ginn (veuillez lire: als extremistesch ugesinn ze ginn). Hei ass et noutwendeg, fir mat oppenem Viséier ze schwätzen, mat Argumenter, an et geet net duer, fir pauschal hei d'Jeeër ze dénigréieren.

D'Zäiten hu geännert, dass wësse mer alleguerten. D'Juegd huet geännert. Fréier sinn d'Leit op d'Juegd gaangen, fir ze iessen, fir sech ze kleeden. An der Literatur hu mer jo genügend Beispiller, wéi d'Urvölker mat der Juegd emgaange sinn. Ech zitieren hei einfach als Anekdot. Si hunn de grouse Geesch, de grouse Manitu ugeruff, fir iwverhapt, fir deen ze froen: „Däerf ech en Déier ofschéissen?“. Deen Dag duerno, wou se en Déier gesinn hunn, hu se sech och da mat deem Déier a Verbindung gesat, telepathesch a Verbindung gesat a gesot: „Et deet mer leed, ech muss dech ofschéissen. Bass de domadder d'accord?“, an dunn hu se d'Déier ofgeschoss.

Ech weess net, Här President, et kann ee vill dovunner schwätzen, et kann een domat d'accord sinn, et kann een dovunner halen, wat ee wëllt, mä hei gesi mir de Respekt vum Mënsch par rapport zum Déier. Et war ee wichteg Element vun deesen Awunner, vun deese primitive Gesellschaften.

Fréier sinn d'Leit aus der Géigend, d'Bauern an den Dierfer op d'Juegd gaangen, an haut kommen d'Leit vu méi wäit, an d'Bild, wat muncher am Kapp hunn, ass net dee Jeeër als Hüter, als Régulateur vun der Natur, neen, si gesinn de Jeeër als décke Kapitalist, deen d'Juegd als Hobby oder Sport bedreift. Dass ass een Image, dee bei munchen déif verankert ass, an dass natierlech schued.

Vläicht net gewosst ass de Fait, dass de Jeeër och en Éierekodex respektéiere muss. Hien ass net do, fir op alles ze balleren, wat a Bewegung ass, mä e muss differenzéiere kënnen. Hie ka vläicht e Keiler ofschéissen, mä e wäert op kee Fall op eng Bache schéissen, déi viru kuerzem Brilleken op d'Welt bruecht huet. Dass wier jo d'Enn vum Nowuess, wann hir Mamm ofgeschoss géif ginn, well da missen d'Jeeër sech awer Froe stellen. Also ass et net adequat, fir jiddwereen an een Dëppen ze geheien. Et gëtt ëmmer Ausnahmen, dass wësse mer alleguerten.

D'Mënscherechter, d'Ëmwelt an den Déiereschutz hunn haut een anere Stellesswert wéi viru 40 Joer. Mir sinn der Meenung, dass och d'Jeeër dës Evoluition matgemaach hunn. A vläicht gëtt en Zukunft och versicht, fir op d'Klappjuegd ze verzichten, well och do gesi mer, dass d'Déiere gejojt gi vun Hënn, vun einfachen Hënn. D'Déiere fänken un ze fäerten, kommen ausser Otem a ginn dann erschoss. Ech mengen, dass ass net déi richteg Manéier, an ech hoffen, dass dat an Zukunft eng kéier wäert ophalen.

Da gëtt och gesot, dass mir net méi op d'Fleesch aus der Natur ugewise sinn. Dass ass och net grad dat stärkst Argument. Wann een dann A seet, da muss een awer och B soen. Brauche mir dann nach Fleesch vun Hausdéieren, déi en plus voller Zousatz a voller Hormone sinn? Een Hausschwän, wat gutt gemäscht gouf, fir rentabel ze sinn, dass ronderem hallef Europa enner onméigleche Konditiounen ge-

fouert ginn ass? Wann ee scho géint d'Juegd ass, da verlaangen ech awer och en contrepartie vun deene Leit, dass se awer och Vegetarier sinn.

#### (Interruptions)

Dass de Moment hei keng Beutegräifer méi an der Natur sinn, quitte dass déi ausgerott gougfen duerch mënschlech Versoen, well den Équiliber gestéiert gouf, mag sinn. Mä dofir ass et awer wichteg, dass de Mënsch op eng regulär Aart a Weis agräift, an hei gëtt de Jeeër deeser Missioun gerecht. Seuchen- a Krankheetsverhënerung ass och eng Begrënnung, firwat een d'Juegd muss bestoen halen.

Elo kann een dohinnergoen an d'Hobbyjuegd a Fro stellen a wëllen déi Fräizäitjuegd ofschaffen an alles an d'Hänn vum Stat leeën, deen dann eng administrativ Juegd organiséiere soll. Mä do ass de Problem vum Juegdgëigner awer nach net geléist. Et ass keen Ënnerscheid, ob d'Déier vun enger privater Kugel oder vun der öffentlecher Hand erschoss gëtt; um Resultat ännert guer näischt.

Also soll een och net allze vill schnell d'Legitimitéit vun der Hobbyjuegd definitiv a Fro stellen. D'Hobbyjuegd ass historesch gewues, dass wësse mir, dass d'äerf een net vergiessen, an et d'äerf een net esou wäit goen a mam Gedanke spillen, fir mat engem Gesetz wéi deem heiten ze versichen, eng Dier opzemaachen, déi den éischte Schrëtt ass fir d'Ofschaffung vun der Privatjuegd.

Här President, dass heite Gesetz ass ganz staark contestéiert, haaptsächlech den Artikel 2. Hei misst eiser Meenung no drastoen, dass d'Juegd noutwendeg ass, well déi allgemeng Situatioun dat esou verlaangt, fir verschidden Ziler ze errechen. Also ass d'Juegd d'intérêt général. A firwat soll een dann net den Intérêt général an d'Hänn vun de Jeeër leeën?

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Ho!

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Da soll ee mir emol soen, firwat net!

#### (Interruption)

Här Gira, sot mir dat! Firwat net?

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Här Colomera, deene Leit, déi um Video waren, deen Der zitëiert hutt?! Ma Merci awer! Ma bonne chance!

#### (Interruptions diverses)

► **Une voix.** - D'Jeeër den Intérêt général vertriehen! Pfff!

► **Une autre voix.** - Mir hunn Är Meenung respektéiert. Respektéiert och eis!

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Mä dat schéngt awer keen Argument ze sinn, Här Gira. Ech mengen, dee Video, et deet mer leed, hei muss een d'Realitéit kucken.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Sollen déi den Intérêt général bewaachen?

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Jo, bon. Et soll een den Intérêt général fir eis an d'Hänn vum Jeeër leeën, trotz aller heftiger Kritik. Si hunn den Know-how, fir op d'Juegd ze goen, si hu schliesslech déi néideg Experienz. Dass ass awer näischt Dramatesches.

Hei kritt een d'Impressioun, dass d'Jeeër net vill vun hirem Beruff kennen an ni eng Fléint an der Hand haten. Hei huet d'Regierung op Drock vu verschiddenen Organisatiounen ziddereg Bee kritt. Dass heiten ass ee Präzedenzfall, dass et enger Kierperschaft hanner virgehaleener Hand ze verstoe gëtt, dass si näischt kennt. Amplatz de Jeeër d'Veantwortung an d'Éier ze ginn, sinn d'Jeeër an d'Amateur-Liga versat ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dass dat d'Realitéit, an et brauch een net heihinner schläimen ze kommen, dass wiere ganz Schéiner a Flotter. Et deet mer leed, deen d'Gesetz hei matstëmmt, deen huet vu virera gesot, dass d'Jeeër vun der zweeter Kategorie sinn. A loosst alleguerten déi aner Hypokrisis falen! Dass ass net wierdeg engem Parlament.

Den Här Minister huet einfach dem Drock vun der grénger Lobby noginn.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Ho!

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Dass ass d'Realitéit, Här Gira. Dir hutt virdu gesot, Dir hutt den Här Schank verteidegt, Dir hutt lech verteidegt. Mir wëssen also, wou déi ganz Saach higesteiert ass.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Schéi wier et, wann et esou géif fonctionnéieren!

► **Une voix.** - Fantastesch!

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Dass wann elo d'Propriétaires ugeet, do kann een a priori averstane sinn, dass hei verschiddene Leit hir eegen Iwwerzeegungen hunn an net wëllen, dass Jeeër op hirem Terrain schéissen. Domat si mer d'accord. Et ass een normal Recht. Mä

da misst awer och d'Konsequenz dovunner gezu ginn; wann ee säin Terrain net zur Verfügung stellt, da misst den Terrain ganz dicht zougemaach ginn. Et ka jo awer net sinn, dass d'Wëld sech do ophält an net d'äerf da geschoss ginn, an dann nuets geet et eraus, an dann dee Moment kann et Wëltschued provozéieren. Dass geet jo awer vläicht net.

D'Fro, déi sech awer stellt: Wat geschitt mat dem ekologesche Gläichgewicht, wa jiddwereen op sengem Terrain d'Juegd verbiit? Ma da kréie mir e Problem. An dann ass d'Konsequenz, dass eng administrativ Juegd wäert organiséiert ginn, mat allen Nodeeler, enner anrem mat engem ganz grouse finanziellen Impakt, dee mir awer hei guer net wëllen.

Dann nach e puer Wieder iwwert d'Fidderen. Et ass verbueden, fir ze fidderen. Et kann ee jo verstoen, dass all Form vu Fidderung an der Natur net natierlech ass, dass ass jo normal. Si verännert déi natierlech Selektioun am Wanter, hëllef schwachen Déieren ze iwverliewen, dréit zur Ausbreedung vu Krankheete bäi a léisst déi natierlech Bestänn an d'Luucht dreiwien. Dass wësse mer.

Dass heescht, mir mussen do, ouni ze handelen, nokucken, wéi d'Déieren einfach erhénger. Da kommt, mir maachen datselwech mat eisen Hausschwän, mat eisen Ochsen, mat eise Kéi. Mir ginn hinnen näischt ze iessen, an dann ass d'Bir geschickt, Dir Dammen an Dir Hären.

► **Plusieurs voix.** - Oooohhh!

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Dass awer ass wierklech net eng Attitüd vun engem Déiereschützer, wann een Déier am Wanter do muss einfach riichterous - entre guillemets - „krepéieren“. Et deet mer leed, Dir Dammen an Dir Hären, dass ass lamentabel, an do misst een och vläicht eng kéier e puer Biller an der RTL-Oweszeitung bréngen vun Déieren, déi do verrecken, da géifen hei verschiddene Leit aneschtlers denken.

► **Une voix.** - E schéinen Déierfreund!

#### (Brouhaha)

► **M. Jean Colomera (ADR).** - D'Gesetz muss eng Méiglecheit ginn, fir an Noutzäiten d'Fidderung vun de Wëlddéieren ze erlaben. Idem bei der Kirrung, déi hei erlaabt, fir selektiv virzegen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Wéi sollen d'Déieren esou Milliounen Joren iwverlieft hunn?

#### (Hilarité et interruption)

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Déi ware méi zéi, wéi Der mengt, Här Gira! Mä dass heescht awer net, dass net verschiddene Déieren awer stierwen. Ech mengen, wa mer et esou géife maache mat de Leit, déi krank sinn, mir géife soen, mir gi keng Medikamenter, dann ass d'Bir geschickt, dann hätte mer hei och manner Leit.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Dir maacht awer Vergläicher hei, do gëtt et engem dronken.

#### (Brouhaha)

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Also, kommt, wann ech gelift, sidd einfach reell! Sidd einfach reell a kuckt där Saach riicht an d'A!

► **Une voix.** - Oooohhh!

► **Une autre voix.** - Är Vergläicher ginn awer wäit, Här Colomera.

► **M. Camille Gira (déi gréng).** - Dass geet awer wierklech wäit, hein?

#### (Brouhaha)

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Dass déi administrativ Juegd ugeet, déi gëtt eréischt organiséiert, wann d'Problemer schonn agegrat sinn, wann d'Kulture scho gelidden hunn, wann d'Krankheete scho verbreet sinn, wann d'Biodiversitéit scho gelidden huet. Mir gesinn awer de Mouflon, deen ass am lechternacher Raum schonn zoufälleg do, a mir sinn awer gespannt,...

#### (Brouhaha général)

„Zoufälleg“ ass en do, entre guillemets.

#### (Brouhaha général)

Mir wäerte kucken, wéi d'Regierung sech do verhält mat där Chasse administrative, wann et heescht, fir op de Mouflon ze schéissen. Kann een an deesem Fall de Gesetzgeber haftbar maachen, well hien ze spéit reagiert huet? Well dat ass och eng Fro, déi ee sech hei muss stellen.

Een anere Punkt ass, deen eis net gefall huet - dass huet den Här Etgen hei och gesot -,...

► **Une voix.** - Den Här Etgen.

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Dass datt de Minister d'Juegdsyndikater...

Den Här Etgen huet dat och gesot.

...dass de Minister hei d'Juegdsyndikater opgeruff huet, fir näischt méi ze ënnerhuelen, bis dat neit Gesetz gestëmmt wier, wat de facto enger Entmündegung vun der Chamber a vum Conseil d'Etat gläichkëent. Här Etgen, Dir hutt vollkommene Recht,...

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Aaahhh!

► **M. Jean Colomera (ADR).** - ...mä et ass awer menger Usicht no e bésse bëlleg, fir do...

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Dass ass dat Beschit, wat Der bis elo bruecht hutt.

► **M. Jean Colomera (ADR).** - ...eleng duerch dat Argument hei net Positionen ze bezéien, ob Der géint oder fir d'Gesetz sidd. Wann deen Artikel net do gewiescht wier, hätt Der jo souwisou derfir gestëmmt. Ech mengen, huet einfach de Courage a sot, mir si fir d'Gesetz, dann ass déi Saach gehalen.

#### (Interruption et hilarité générale)

Wat d'Nominatioun am Conseil supérieur vun engem Vertrieeder vun de Bëschbesëtzer ugeet,...

Här President, ech verstinn, dass d'Leit sech hei opreegen,...

#### (Brouhaha général)

► **Une voix.** - La, la, la, la!

► **M. Jean Colomera (ADR).** - ...mä Dir wësst jo alleguerten...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir hutt all Ursaach, la la la la ze maachen!

#### (Brouhaha général)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, lech alleguerten ze berouegen an dem Här Colomera elo emol nozelauschteren!

► **Une voix.** - Jo, dee war ganz kloer haut.

#### (Interruptions diverses)

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Dir hutt all Ursaach, lech opzereegen. D'Wourecht kennt (veuillez lire: héiert) Der net gären. Dass ass ëmmer esou gewiescht. Dass wäert och esou bleiwen.

Wat d'Nominatioun am Conseil supérieur vun engem Vertrieeder vun de Bëschbesëtzer ugeet, do wier et och méi logesch gewiescht, wann d'Federatioun vun de Juegdsyndikater dat géif décidéieren an net de Minister.

An dann dee leschte Punkt natierlech, hei si keng Règlements grand-ducaux, ech mengen, et sinn der nëmmen zwee Stéck do vun 19. An hei gëtt och eng Kaz am Sak verkaaft. An dass ass natierlech och eppes, wat eis net gefält.

#### (Brouhaha)

Summa summarum, Här President, huet dat heite Gesetz eng relativ weltfriem Approche. Tatsaach ass, dass et Wëld gëtt an dass hei reguléiert muss ginn. Dass ass dat Éischt. Mir hu kee Wollef méi, mir hu kee Bier méi, mir hunn och kee Luchs méi.

#### (Hilarité générale)

► **Une voix.** - Do hutt Der dach nach een!

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Ech gesinn en net do.

► **Une autre voix.** - En ass awer nach do!

#### (Brouhaha général)

► **La même voix.** - En ass nach do!

► **Une troisième voix.** - Mir beschützen e gutt.

#### (Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.** - Steet de Luchs net enner Naturschutz?

#### (Brouhaha et hilarité)

► **M. Jean Colomera (ADR).** - Et muss een déi Fonctioun..., ee muss déi Fonctioun iwverhuelen.

#### (Interruption)

► **Une voix.** - Elo gitt Der perséinlech.

#### (Interruptions)

► **M. Jean Colomera (ADR).** - De Jeeër ass dofir ausgebilt; et këent keen aneren a Fro. Do-fir, mir haten eis erwaart,...

#### (Interruptions)

...dass dat Gesetz hei besser wier. Hei mat deesem Gesetz ass d'Autoritéit, d'Éier an d'Respectabilitéit vum Jeeër ausgehelecht ginn. Et ass ee Schrëtt an eng Richtung, déi an Zukunft d'Fräijuegd ganz wäert verbidden.

Och sinn an deesem Gesetz ze vill Widderspräich. Et wier näischt gewiescht, wann de Législateur gesot hätt, mir schreiwen an d'Gesetz, d'Chasse ass een Intérêt général, an net „correspond à l'intérêt général“. Dass ass juristesches vläicht ee Problem. Et ass jo net deen eenzege Problem, mä...



### **(Interruption)**

...et ass ee Problem vu Syntax, Här Bettel. Et hätt ee kënnen roueg dat Wuert do änneren. Da wier jiddwereen...

► **M. le Président.**- Här Colombera, den Här Clement géif lech gär eng Fro stellen. Erlaabt Der, datt den Här Clement lech déi Fro stellt?

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Jo.

► **M. le Président.**- Här Clement, da stellt Är Fro!

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Jo, Här President, ech wollt dem Här Colombera eng Fro stellen, well e gesot huet, all déi aner Parteien, déi hunn elei schwadronéiert. Ech hunn elo just gelies, wat den Här Mehlen viru véier Joer gesot huet: „Dofir si mir d'accord, datt een op de Wee geet, d'Fidderung ze verbidden.“

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Jo.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Wéi verdréit dat sech da mat deem Schwadronéieren? Well den Här Colombera huet elo just de Contraire gesot, et misst gefiddert ginn, datt déi aarme Schwäin net sollen erhéngeren.

► **Une voix.**- Fir de Wanter! Fir de Wanter ze iwwerliewen.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Neen, ech hu gesot, den...

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Wéi verdréit dat sech, Här President,...

### **(Brouhaha)**

Ech hunn Angscht, datt Dir den Owend net all gitt,...

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Neen, neen, neen, keng Angscht!

► **M. Lucien Clement (CSV).**- ...datt Der ausgeschloss gitt.

► **Une voix.**- Vun Ärem Parteipresident.

### **(Interruptions diverses)**

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Mä wann een deenen aneren dat virgehäit, da muss een och selwer zu deem Argument stoën, wat ee gesot huet, ne.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Jo, jo, dofir sti mir och dozou. Ech mengen, mir hu gesot, mir si géint d'Fidderen.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Neen, Dir hutt gesot, déi aner Parteien hätten hei schwadronéiert.

► **Une voix.**- Dat stëmmt! Dat stëmmt awer!

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Neen, ech hu gesot, Dir hutt geschläimt.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Dir hutt geschläimt, jo.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Dat ass en Ännerscheed.

► **Une voix.**- Wat maacht Dir dann déi ganzen Zäit?!

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Ma guer näischt. Mir soen d'Wourecht!

### **(Hilarité générale)**

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Ech hunn dat elo grad virgelies, d'Wourecht! Dat Wichtigst, wat Der bis elo gesot hutt.

### **(Brouhaha général et hilarité)**

► **M. le Président.**- Här Colombera, fuert elo virun!

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Neen, en huet nach net geäntwert. Här President, hien huet net geäntwert!

► **Une voix.**- Oh, Här Clement!

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Här President, ech si frou, datt ech de Leschte vun de Mohikaner si mat senger eegener Meenung.

### **(Hilarité générale)**

Bon. Dir Dammen an Dir Hären, och sinn an deem Gesetz hei vill ze vill Widderspréich.

### **(Brouhaha général)**

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Jo, wat äntwert Der dann? Dir krut eng Fro gestallt.

► **M. le Président.**- Hei, elo huet ganz eleng den Här Colombera d'Wuert! Här Colombera, fuert elo virun!

### **(Brouhaha général)**

► **Une voix.**- Dir waart net hei de Mëtteg!

► **Une autre voix.**- Dir hutt keng Meenung!

### **(Interruption)**

Dir wart de Mëtteg net hei, wéi Är Partei geschwat huet, Här Bettel. Duerfir sidd elo ganz roueg!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech stoung hei niewendrun.

► **Une autre voix.**- Da sidd elo ganz roueg!

► **Une troisième voix.**- Si sinn derfir a si sinn dergéint.

► **M. le Président.**- Ech bieden lech wierklech...

### **(Brouhaha)**

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Wéi an engem Héngerjuck! Also, méi schlëmm kann et hei net sinn.

Also, och si mir mat deem Gesetz hei net ze fridden, well vill ze vill Widderspréich dra sinn. Mir soen, datt d'Juegd als Intérêt général muss ugesi ginn. An dofir, duerch all déi Grënn hei, an déi Grënn, déi sinn dann hei wierklech beleucht ginn. Mir sinn dofir géint dese Projet a mir wäerten dee Projet hei net matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

### **(Brouhaha général)**

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. An elo kritt d'Wuert...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Firwat hutt Der keng Argumenter gesot?

### **(Brouhaha général)**

► **Une voix.**- Firwat enthaalt Dir lech?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Mir hunn op Argumenter gewaart.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Hätt Dir se gestëmmt?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir hutt dach keng gemaach!

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Hätt Dir se gestëmmt?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ma, Dir hutt dach keng gemaach!

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Ma well kee se gestëmmt hätt. Mir si jo déi Eenzeg, déi hei eng eege Meenung hunn.

### **(Brouhaha général et hilarité)**

► **Une voix.**- Frot den Här Mehlen!

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Jo, mir sinn eis eens mam Här Mehlen, kee Problem. Kee Problem! Kee Problem!

### **(Brouhaha général)**

Enthaalt Dir lech all!

► **M. le Président.**- Den Här Hoffmann kritt elo d'Wuert. An ech hoffen, deen dréit elo zur allgemenger Berouegung bäi.

► **Une voix.**- Loosse mer hoffen!

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Merci.

► **Une voix.**- Gitt dem Här Hoffmann gutt Zäit!

► **Une autre voix.**- Jo, seng Zäit ass scho bal eriwwer.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- D'Constitutiuon, Artikel 11 bis: «L'État promet la protection et le bien-être des animaux.» Awer wat heescht dat? Mir haten hei virun e puer Méint eng europäesch Direktiv, wou drastoung, beim Schluechte vun de Robbe misst fir hire Bien-être gesuergt ginn. An enger Héngerbatterie geet de Bien-être ongeféier op en DinA4-Blat, well dat ass déi Norm vum Raum, déi fir en Hong an enger Héngerbatterie virgesinn ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Mir hunn zu den Déieren en héchst widderspréichlech Verhältnis, oft mat enger gudder Portiuon Hypokrisie. Mir weisen eise Kanner den häerzege Bambi am Déierpark an owes iesse mer e gudde Ragoût de chevreuil. Mir wëllen net wëssen, wat mat deem Poulet oder deem Kallef geschitt ass, wat mer um Teller hunn.

Ech wëll also virausschécken, och un deene Beispiller gesäit een et, wa mer wierklech fir de Bien-être vun den Déiere streiden, dann ass d'Juegd sécher net déi alleréischte Prioritéit an d'Jeeër och net déi grouss Géigner, sondern da geet et haaptsächlich drëm, sech ausenanerzesse mat deenen onsägleche Bedéngungen, énnert deenen Déiere gehalen, transportéiert a geschluet ginn.

Et ass wuel sécher, dass en Déier, wat op der Juegd treffsécher erschoss gëtt, leider, pardon, manner leit, manner leit wéi déi.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Mir feelt d'Sachkenntnis, fir wierklech kënnen ze beuer-teelen, ob d'Juegd iwwerhaapt noutwendeg ass

fir d'Reguléierung vun der Natur. Ech hunn al-lerdengs mat grousser Aasiat déi moderat Fuerderung vun den Naturschutzverbänn gelies am Zesammenhang mat deem Gesetz, zum Beispill Weiserflächen a qualifizéiert Leit an de konsultative Gremien, wéi dem Conseil supérieur de la chasse, fir kënnen ze jugéieren, ob a wéi eng Regulatioun duerch d'Juegd sännvoll oder noutwendeg wär.

Mä wa mer emol unhuelen, d'Juegd als Regula-tiouon wär noutwendeg, dann ass ëmmer nach d'Fro, ob dat eng administrativ Juegd ka sinn oder ob et muss d'Fräizäitjuegd sinn.

Iwwerhaapt, Juegd als Fräizäitbeschäftegung! Chasse récréative! Den Ausdröck ass net vu mir, den Ausdröck ass vum Statsrot, an da freet en, ob dat wierklech en individuell Recht ka sinn, déi Chasse récréative. Also Juegd als Plëséier! Ech wëll kee pauschaalt Uerteel iwwert d'Jeeër ofleeën. Amplaz dat hei. Amplaz e klengt Gedicht, wat ech heiansdo op ënneschte Klassen, wéi ech nach Prof war, mat de Schüler gelies a beschwat hunn, vum Erich Fried, Titel: „Humorlos“. „Die Jungen werfen zum Spaß mit Steinen nach Fröschen. Die Frösche sterben im Ernst.“ Titel vum Gedicht: „Humorlos“.

Eng vun den ëmstriddenste Froe war jo déi, ob een aus ethesche Grënn säin Terrain aus dem Juegdloos eraus kann huelen, an d'Regierung wéi och d'Kommissioun hu sech fir dat Recht entscheid. An dat fannen ech och richteg. Et geet och hei net ëm juristesche, ëm eng juristesche Spitzfindgeeket. Et geet och net einfach ëm den Droit de propriété. Et geet eigentlech ëm eppes vill méi Fundamentales, nämlech ëm de Respekt virun enger ethescher Convictioun, wéi d'Europäesche Mënscherechtsgeriicht ënnerstrach huet.

An zum Thema vun der obligatorescher Mem-berschaft an engem Juegd syndikat huet d'Ver-waltungsgeriicht hei zu Lëtzebuerg an engem mémorabelen Uerteel - mat menger Meenung no enger prinzipieller Bedeitung - gesot: D'De-mokratie ka sech net reduzéieren op d'Virherr-schaft vun enger Majoritéit, ma d'Rechter vun de Minoritéite misste respektéiert ginn. An dat bezitt sech natierlech net nëmmen op déi sou-geannten „opposants éthiques“.

Ee vu menge fréiere Berufskolleegen huet an engem méi oder wéineger philosopheschen Ar-tikel gemengt, an deem Gesetzesprojet hei wier e fundamentale Widderspröch, well wann een d'Juegd géif definéieren als am allgemengen Interessi, dann däreft ee sech deem net entzéeien doduerch, dass ee säin Terrain aus dem Juegdloos eraushält.

Ech sinn domadder grondsätzlech net d'accord. Hei geet et ëm e Grondrecht! An et gëtt Grondrechter - net nëmmen an deem Fall -, et gëtt Grondrechter, déi dem Intérêt général net ënnergeuerdnet, sondern iwwergeuerdnet ginn. Wann dat net esou wier, da misste mer eis Verfassunge komplett ëmschreiwien - an engem enken, utilitaristesche Sënn - an nëmme méi den Intérêt général a keng fundamental in-dividuell oder kollektiv Grondrechter méi!

Zum allgemengen Interessi, muss ech soen, hunn ech awer och a verschiddenen Texter ku-riéis Saache gelies! An enger Matdeellung vun der Federatioun vun de Juegd syndikater heescht et och: D'Juegd meng vum allgemengen Intérêt a géif dem Allgemengwuel déngen. A wann een dann an där Matdeellung weiderliet, e puer Zeile méi wäit heescht et dann: Den Haaptproblem wier dee vum Akommesver-loscht vun de Propriétaire vum d'Juegdloosen. Dat ass jo wuel eppes anescht wéi den Intérêt général! Mä dat ass jo net deen eenzege Fall, wou Partikularinteressen als Intérêt général duergestallt ginn.

Ech mengen - an dat ass ee Grond, firwat ech mech och, ee vun de Grënn, firwat ech mech bei der Ofstëmmung enthalen -, dass mir grondsätzlech eist Verhältnis zu den Déiere missten a Fro stellen. Dat heescht net, dass mer mussen alleguerte Vegetarier ginn onbedéngt, obwuel ech déi Leit respektéieren, déi dat sinn. Ech sinn et och net. Dee Widderspröch, dee krut ech och bei mir nach net geléist.

Mir kënnen awer Saachen änneren. Mir kënnen e ganzen, gudde Schrëtt weider goen oder méi wéi ee Schrëtt, fir d'Leide vun den Déieren eescht ze huelen an ze vermeiden. Leiden, déi och bei der Juegd net kënnen ausbleiwen!

An duerfir e lescht klengt Zitat vun engem eng-lesche Philosoph, de Jeremy Bentham, schonn een aus dem 18. Jorhonnert, dee sot, zu den Déieren: „D'Fro ass net, ob se kënnen schwätzen. D'Fro ass: Kënnen se leiden?“

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Als leschte Riedner ass den Här Lucien Weiler agedroen. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass, no esou enger laanger Diskussioun vun dräi Stonnen oder méi wéi dräi Stonnen, kontroverser Dis-kussioun a lieweger Diskussioun, net einfach, elo nach d'Opmiersamkeet vun lech an Usproch ze huelen. Mä ech erlabe mer trotzdeem vläicht kuerz, wann dat mer gléckt, e puer Remarquen ze maachen zu deem Pro-jet.

Fir d'Éischt wëll ech soen, dass ech bedauern, dass, no esou laangen Diskussiounen an Analy-sen an Austausch vun Argumenter a vu Mee-nungen, et eis alleguer zesammen, eis, der Po-litik, de Jeeër, de Juegdgéigner, de Leit aus der Zivilgesellschaft, déi sech zu Wuert gemellt hunn, net gegléckt ass, eist demokratescht Sträitgespréich, wat mer iwwert dese Projet solle féieren a gefouert hunn, dass mer dat net esou gestalt kruten, dass et ouni Kränkungen, ouni Blessuren an ouni Beleidigungen iwwert d'Bühn gaangen ass.

Ech fannen et virun allem traureg fir déi Leit, ëm déi et virun allem haut geet bei deem Pro-jet, dat sinn d'Jeeër. Énnert de Jeeër gëtt et, wéi mer alleguerte wëssen, eng Rei schwaarz Schof. Mä déi gëtt et an alle gesellschaftleche Grup-pen!

Mä doriwwe eraus ass et eng Tatsaach, dass d'Jeeër an déi vill, déi hinnen hëllef, an hirer écrasanter Majoritéit - joeraus, joeran - mat vill Freed a mat vill Engagement déi Aufgaben er-füllen, déi se duerch d'Gesetz operluecht kru-ten, an oft iwwert déi Aufgab erausgi mat hi-rem Engagement a mat hirem Asaz. Duerfir verstinn ech, dass déi dacks ghesäseg Bemier-kungen an Ennerstellungen, déi gemaach ginn, d'Jeeër rose maachen, dass d'Jeeër an hirem Houfert fir déi Aarbecht, déi se maachen, gekränk sinn.

An ech wëll, Här President, dem Här Gira soen, bei allem Versteesdemech, wat ech fir hien hunn, fir och déi Kränkungen, déi him zouge-fügt gi sinn - dass hien dergéint protestéiert an dass hien dat och hei an der Chamber vir-bréngt, dat ass säi gutt Recht an dat ass net ak-zeptabel, wéi do verfuert ginn ass -, mä ech war gewinnt, dass den Här Gira op engem ge-wëssenen Niveau ëmmer seng Positionen hei duerbruecht huet. Wat hien haut gesot huet, dat war dach awer erëm Uelech op d'Feier.

Wann ech hei héieren: Den Afloss vun deene mat deem ville Geld; d'Federatioun ass de Ver-léierer; d'Jeeër sinn de Problem; si hate Scham virum Mond. All déi Terminologien, mussen déi da sinn? Dat ass dach nëmmen erëm, an enger emotional héich geluedener Stëmmung, ass dat doten dach puren Uelech op d'Feier!

Här Gira, et huet mer e bësse leed geden. Ech hat net gemengt, dass Der esou wäit géift goen, fir elo nach eng Kéier hei e ganze Koup auszuschëdden, fir dass déi Emotiounen sech net leeën. Dat war net glécklech, bei allem Ver-steesdemech awer, dat ech hu fir dat, wat Der hei gesot hutt, och opgrond vun deem Artikel, dee publizéiert ginn ass a wat lech perséinlech ubelaangt huet.

Ech wëll soen, dass mer alleguerte Res-ponsabilitéit droen, dass déi Debatt esou schwiereg ass an dass se wäitstehend kom-promésslos ass. D'Politik, mir droen och eis Schuld drun, och well mer heiansdo en cours de route eis Meenungen änneren.

Mä responsabel sinn och d'Jeeër an hir Federa-tiouon, well si och net ëmmer alleguerten un deemselwechte Strang zéien a well se heiansdo mengen, si hätte bei allem d'Wourecht ge-pächt.

A responsabel sinn och d'Juegdgéigner, déi souguer esou wäit ginn, dass se déi puer Punk-ten, wou et e minimale Konsens téschent Poli-tik a Jeeër a Jeeërfederatioun gëtt, emol net unerkennen! An dass se mat Fuerderungen, déi net nëmmen dem gesonde Mënscheverstand widdersprieche, mä och alle wëssenschaft-lichen Erkenntnisser widdersprieche, dass een domadder natierlech net wäit kënn, an dass dat och net hëlleft, fir de Konsens ze maachen.

Niewent all deenen entgéintgesaten an zum Deel kompromésslose Positioune kouv et jo och - wat den Här Gira ubelaangt, mä awer och bei aneren - zu verbalen Exzesser an Ausrut-scher, déi d'Saach net erliichteren. A well dat esou ass a well et esou komplizéiert ass, kënn an deser Matière der Regierung eng speziel Responsabilitéit zou, an ech wäert zum Schluss vu menge puer Ausféierungen op déi Res-ponsabilitéit zréckkommen.

Ech wëll e puer Bemierkungen zum Fong maa-chen. Et ass hei ennerstrach gi vun alle Säiten - an ech meng souguer och, dass d'Jeeër do-





mat d'accord wieren -, dass an dësem Gesetz ee ganze Koup, e groussen Deel vun dësem Gesetz positiv Neierungen sinn, déi eist Juegdweise méi modern gestalten an der Zäit vun haut upassen. Dat ass net contestéiert, an ech mengen, doriwwer si mer eis eens.

Mä et gött e puer Dispositionen, iwwert déi muss ee sech awer kënnen ënnerhalen, a wou ech wollt dem Här Minister zwou oder dräi Froen stellen. Fir d'Éischt wëll ech e puer allgemeng Bemerkunge maachen zu der grousser Fro, déi wéi e roud Fuedem. Mir fannen op x Plazen den Term „intérêt général“ erëm. Zum Beispill kritt de Minister d'Autorisatioun, fir eng Chasse administrative am Intérêt général ze organiséieren. Firwat kritt de Minister déi Méiglechkeet? Mä well et keng aner Méiglechkeet gött! Wa keen do ass, dee jot, da muss kënnen am Intérêt général gejoet ginn.

Den Intérêt général zitt sech duerch dëst Gesetz wéi e roud Fuedem. Mir fannen op x Plazen den Term „intérêt général“ erëm. Zum Beispill kritt de Minister déi Méiglechkeet, fir eng Chasse administrative am Intérêt général ze organiséieren. Firwat kritt de Minister déi Méiglechkeet? Mä well et keng aner Méiglechkeet gött! Wa keen do ass, dee jot, da muss kënnen am Intérêt général gejoet ginn.

D'Juegd au service vum Intérêt général, well et keng aner Méiglechkeet gött. Wat wëllt dat dann anescht heeschen, wéi dass d'Juegd selwer en tant que telle d'intérêt général ass? An duerfir dee grousser Sträit elo téschent hei dem Parlament oder hirer Majoritéit, wat d'Formulatioun ubelaangt: „la chasse est d'intérêt général“, oder wat gefuertert gött a wéi d'Parlament sech decidéiert huet: „l'exercice de la chasse doit répondre à l'intérêt général“.

D'Fro hunn ech mer gestallt, wa mer do an der Terminologie am Sënn an an der Finalitéit esou no léien, firwat dann dee Sträit? An ech mengen, dass ech d'Antwort hätt op d'Fro, firwat dass mer hei an enger Majoritéit decidéieren, d'Chasse net d'intérêt général ze maachen, mä den Exercice vun der Chasse d'intérêt général.

Den Här Gira huet hei ganz interessant Ausféierung gemaach iwwert d'Gesetzgebunge bei ons an am Ausland, a mat deem, wat Stroossbuerg decidéiert a wat Stroossbuerg net decidéiert, d'Cour des droits de l'Homme. Déi si ganz interessant, well déi beréieren de Kär vum Problem.

All Land huet eng aner Gesetzgebung. Déi ähnelen sech elo, se sinn awer och zum Deel ganz verschidden. Duerfir ass et richtig, fir ze soen: Mir kënnen net d'office vun deem, wat d'Cour des droits de l'Homme opgrond vum däitsche Gesetz oder opgrond vum hollännesche Gesetz oder opgrond vum italienesche Gesetz decidéiert, dat automatesch bei eis transposéieren. Hien huet ganz Recht domadder.

All Land huet eng aner Gesetzgebung. Déi ähnelen sech elo, se sinn awer och zum Deel ganz verschidden. Duerfir ass et richtig, fir ze soen: Mir kënnen net d'office vun deem, wat d'Cour des droits de l'Homme opgrond vum däitsche Gesetz oder opgrond vum hollännesche Gesetz oder opgrond vum italienesche Gesetz decidéiert, dat automatesch bei eis transposéieren. Hien huet ganz Recht domadder.

De Fong vum Problem ass domadder ugeschnidden. Dat, wat d'Cour des droits de l'Homme mécht, dat ass déi Fro do ze klären opgrond vum Jiddwer nationaler Léiglatioun. An de Protokoll 1 vun der Charta, dee seet - den Här Rapporteur huet en zitéiert gehat -, dass: «Toute disposition sur...» Neen, pardon. Dat do ass en net. Ech wëll en hei aus dem Text zitieren: «Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les États de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général.»

All Stat huet d'Recht, laut dem Protokoll, fir seng intern Léiglatioun esou ze orientéieren, den Intérêt général esou ze definéieren, d'Protektioun vun der Privatpropriétéit esou ze organiséieren nom Intérêt général, wéi e wëllt. Déi eng maachen et e bësse méi stramm, déi aner maachen et manner zolidd.

Mä opgrond vun där Fräiheet, déi all Land huet, fir seng Léiglatioun auszerichten, hätt mir, wa mer gewollt hätten, mä de Choix ass en aneren... Wa mer gesot hätten, d'Chasse wär d'intérêt général, da wär d'Problematik vum Opposant éthique einfach fort gewiescht, well den Intérêt général priméiert den Intérêt particulier. Wann awer d'Gesetzgebung dat zouléist, dass dem Intérêt particulier méi en héije Stellewärt... An dat ass de Moment. Dat huet d'Cour mat eiser aktueller Gesetzgebung decidéiert, dass den Intérêt particulier iwwert dem Intérêt général steet.

Mä mir hätten d'Méiglechkeet hei gehat. A wann een d'Motivatioun vum Arrêt vun der Cour liest, do kënn dat ëmmer erëm dran eraus: Jiddwieren huet d'Méiglechkeet, sech esou ze organiséieren, wéi e wëllt. Si analyséieren hei opgrond vum Gesetz vu '25 a kommen zur Konklusioun, dass opgrond vun deene gesetzlechen Dispositionen den Intérêt particulier den Intérêt général priméiert. Wa mir et anescht gemaach hätten, wär d'Problematik geléist. Mä bon, mir hunn eis...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Däerf ech eng Fro stellen?

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Jo. Den Här Hoffmann stellt eng Fro.

► **M. le Président.**- Jo. Den Här Hoffmann wollt lech eng Fro stellen. An den Här Weiler ass d'accord, fir se ze beantwerten. Här Hoffmann, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- D'Fro, déi sech stellt, déi grondsätzlech Fro, déi sech fir mech stellt, dat ass, ob et hei beim Opposant éthique ëm en Intérêt particulier geet oder ëm e Grondrecht. A wann et ëm e Grondrecht geet, dann, mengen ech, kann een dat Grondrecht net a Fro stelle mat dem Begrëff vum Intérêt général. Soss, wéi gesot, muss mer eis Verfassungen ëmschreiwen.

Well do si Grondrechter derbäi, déi geroden a Konflikt mat dem Intérêt général a bleiwen awer prioritär. D'Fro ass also déi, ob den Opposant éthique en Intérêt particulier wär. An ech wësst net, wéi een. Wéi ee wär dat dann? Et ass jo eigentlech... Et geet ëm eng Convictioun, an dann ass et menger Meenung no e Grondrecht. An da wär déi Fro vum Intérêt général anescht.

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- D'Cour huet an hirem Arrêt d'Problematik vu Grondrecht kombinéiert mat dem Intérêt particulier an dem Intérêt général a kënn zu där Konklusioun, opgrond vum eiser jëtzege Gesetzgebung, dass do den Intérêt particulier den Intérêt général priméiert. Nach eng Kéier: Mir hunn d'Méiglechkeet, an et gött eis ausdrécklech hei erlaabt, dass mir kënnen den Intérêt général an de Schutz vun der Privatpropriétéit am Kader vum Intérêt général esou organiséieren, mir kënnen esou légiféieren, wéi mer wëllen.

Wa mer dat maachen a mir soen, dass d'Chasse d'intérêt général ass, da ka keen Intérêt particulier méi doriwwer stoen. Mä bon, mir hunn e Choix getraff. Ech wëll just soen, dass déi dote Méiglechkeet bestanen hätt, fir deenen ze soen: Mir mussen à tout prix den Arrêt Schneider ëmsetzen.

Den Arrêt Schneider besteet. Mä den Arrêt Schneider besteet net nëmme an der Ëmsetzung textuell elo hei an d'Gesetz vun deem, wat am Arrêt Schneider steet. Den Arrêt Schneider seet eis: Dir muss lech esou konforméieren mat Ärer Gesetzgebung, dass eben déi Intérèten do matenee kompatibel sinn. A mir hätt kënnen hei, mir hätten d'Méiglechkeet gehat, mä, wéi gesot, ech wollt just dorop hiweisen, dass et dat gi wär, fir ze soen, dass et net ganz richtig ass, dass mer keen anere Choix gehat hätten.

Mä de Choix ass getraff. De Choix ass getraff a mir hu gesot: «L'exercice de la chasse est d'intérêt général.» An domadder reglementéieren mer elo den Opposant éthique.

Den Opposant éthique, dat ass eng philosophesch Fro. Ech wëll deene Leit, déi Opposant éthique sinn, iwwerhaapt net d'Recht ofschwätzen, fir dass si déi ethesch Convictioun hunn, fir ze soen: „Ech wëll net, dass op mengem Terrain gejoet gött.“ Dat ass eng Haltung, déi kann een hunn, déi kann ee legitiméiert hunn. Ech hu souguer Versteedsdemech fir déi Leit, déi déi Convictioun hunn, obschonn ech perséinlech se net deelen.

Bon, elo hu mir de Choix getraff a mir soen deene Leit, déi Opposant éthique sinn: „Voilà, mir respektéieren Är ethesch Convictiounen, dass Dir net verdrot, dass op Ärem Terrain gejoet gött, dass op Ärem Terrain geschoss gött. Mir sinn d'accord, fir dat ze verbidden.“

Or, wat maache mer en fait, Dir Dammen an Dir Hären? Mir verbidden elo - verbidden?! -, mir ginn hinnen d'Recht, dass de Privatjeeër, de Pächter net méi däerf op hirem Lous, op hirem Terrain joen, wa se dann d'Deklaratioun gemaach hunn. Mä op där anerer Säit gi mer awer hin a mir ginn dem Exekutiv d'Méiglechkeet, fir op deemselwechten Terrain ze joen, eng Chasse administrative ze organiséieren.

(Interruption)

Ma wat...? Jo, wien... Wa mir soen... Jo, ech weess dat, Här Gira. Mä wa mir prinzipiell soen, dass mir d'ethesch Convictioun vum Opposant éthique respektéieren, dann däerf net um Terrain gejoet ginn. Et däerf net vum Privatpächter gejoet ginn an et däerf net vum Stat gejoet ginn. Entweder - oder. Et kann een net dat eent oder dat anert.

Mir ginn hei op där enger Säit... Déi Dammen, déi hei geklot hunn, ech soen lech, déi sinn iwwerhaapt net zefridde mat där Léisung, déi hei fonnt ginn ass iwwert den Opposant éthique. Déi soen, op där enger Säit gi se eis zwar d'Méiglechkeet, fir ze soen, ee Privatpächter däerf net heihinner kommen, mä op där anerer Säit reservéieren se sech d'Recht, am Joer dräimol, sechsmol, zéngmol op eisem Terrain Chasse-administrativen ze maachen, wou

d'Wëld gejoet gött a geschoss gött, wat mir net wëllen, wat géint eis ethesch Convictiounen geet.

► **Une voix.**- Voilà!

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Duerfir soen ech: Dat heissen ass mat där enger Hand eppes ginn a mat där anerer Hand et erëm ewechgeholl. Mir ginn deene Leit hei keng Satisfaktioun! An ech fannen och, dass mer am Fong an der Substanz vun deem, ëm wat et geet... Et geet ëm Convictions éthiques, déi si fir eis net absolut. Déi si relativ. Se si relativ an deem Sënn, wou déi eng zwar mussen ewech bleiwen, mä déi aner kënnen kommen, esou oft an esou dacks an esou hefteg wéi den Exekutiv dat fir noutwendeg emfënn, fir dann den Intérêt général ze garantéieren.

Do muss ech soen, dass et hei an eiser Approche hippt. Mir ginn op där enger Säit mat der Hand a mir huelen op där anerer Säit. Mä bon, et ass e Choix, dee getraff ginn ass. Ech wëll just soen, deenen Dammen, déi hei geklot hunn, ass et an hirer Convictioun egal, ob dat Wëld mat enger Kugel vun engem Privatjeeër geschoss gött oder ob et mat enger Kugel vun engem, dee vum Ministère ugestallt ginn ass, geschoss gött.

Et gött geschoss an et geet géint hir Convictiounen. Duerfir wëll ech all deene grousser Verteideger vum Opposant éthique soen: Ech verstinn all déi Haltungen, ech sinn och dermat d'accord, wann eng Majoritéit dat esou decidéiert, mä et bleift, dass d'Solutioun hippt, dass se an hirer Konsequenz net definitiv logesch ass.

Ech wollt en zweete Punkt uschniden. Dat ass deen iwwert den Artikel 88, Paragraph 5, dee vun der sougenannter Retroaktivitéit, déi den Här Etgen schonn hei ugeschnidden huet. Jo, mat deem Artikel hu mer nëmme e Problem, well d'Gesetz dräi Wochen ze spéit a Kraaft trëtt. Wann dat Gesetz hei a Kraaft trëtt: Vun deem Dag un, wou et a Kraaft trëtt, sinn all déi Relaissementer an déi Verpachtungen an Adjucatiounen, déi gegebenenfalls nom Akraafttrieden an dem 1. Oktober ofgehale ginn, laut dem Gesetz „nul et non avenue“. Dat ass eist gutt Recht als Parlament, fir dat ze decidéieren.

De Problem ass just mat deene Relaissementer an deene Verpachtungen téschent dem 1. Mee vun dësem Joer an téschent dem Datum, wou d'Gesetz a Kraaft trëtt: Dat si Verpachtungen, déi gi virgeholl ënnert där jëtzege Gesetzgebung. A wann een den Artikel hei elo appliquéiert op dat, wat geschitt téschent dem 1. Mee an um Dag, wou d'Gesetz a Kraaft trëtt, dann erkläre mir déi Verpachtungen - dat si Kontrakter an dat si Rechter, déi entstane sinn - als null und nichtig.

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass Retroaktivitéit! Rétroactivité pure et simple! Mir ginn duerch e jëtzege Gesetz, e Gesetz, wat mir haut stëmmen - oder haut stëmmen, mä wat an dräi Wochen a Kraaft trëtt -, Situatounen, déi téschent dem 1. Mee an dem - loosse mer emol soen - 1. Juni entstane sinn, Rechter, déi entstane sinn, déi gi mir per Gesetzgebung annulléieren.

Ech muss soen als Jurist: Ech sinn net frou doriwwer.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Dat ass dat Eenzeg, wat ech wëll soen. Mir hunn hei an dëser Chamber, et gött dëst Joer 25 Joer, wéi mer d'Gesetz iwwert d'Association agricole gestëmmt hunn, wou mer délibéiert eng Retroaktivitéit dragesat hunn. Ech wësst net, dass an deene 25 Joer duerno nach eng Kéier an dësem Parlament e Gesetz gestëmmt ginn ass mat Retroaktivitéit. Fir e Jurist ass Retroaktivitéit eppes, wat einfach net ze erdroen ass. An ech mengen, all déi Juristen, déi heibanne sätzen, déi...

► **Une voix.**- An déi am Statsrot?

(Interruption)

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Jo, jo, ech muss lech soen, ech hu mech jo och gewonnert. Ech hu mech och gewonnert, dass de Statsrot net op déi do Problematik agaangen ass an näscht doriwwer geschriwwen huet. Ech ka mer nëmme virstellen, dass de Statsrot a senger Mentalitéit, wann en et da gemierkt huet, geduecht huet, dass keng Situatounen géifen entsto, well mir hu jo hei nach e laange Délat - den Délat leeft jo bis den 1. Oktober -, dass dee geduecht huet, do kommen am Laf vun Summer eng Partie Verträge, Relaissementer. Dat heescht, d'Chamber wëllt déi als nul et non avenue erkläre. Dat ass an der Rei, dat ass gutt.

Mä, dass téschent dem 1. Mee an där kuerzer Zäitspan do och Kontrakter, Rechtssituatiounen géifen entsto, ech ka mer nëmme virstellen, dass de Conseil d'État sech deem Element net bewosst war, well de Conseil d'État ass ganz sensibel op Froe vu Retroaktivitéit, an ech mengen, dass deen déi soulevéiert hätt.

An duerfir wollt ech den Här Minister froen: Wéi kënnen mer mat deem do Problem ëmgoen, fir dee geléist ze kriegen?

Den Artikel 2 vum Code civil ass esou kuerz, wéi en einfach ass, an esou daitlech, wéi e kuerz ass: «La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a point d'effet rétroactif.»

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Här President!

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Jo, Här President.

► **M. le Président.**- Den Här Colombera stellt lech gär eng Fro, Här Weiler.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Ech wollt lech eng Fro stellen, Här Weiler. Ass an der Chamberskommissioun e Jurist dran? An dëser Chamberskommissioun?

(Interruption)

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Ech weess et net. Ech kennen d'Kompositioun vun dëser Chamberskommissioun net.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Ech wollt nëmme froen: Firwat ass keen dran?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Wat ass dat eng elitär Attitüd hei!

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Ech kommen nach op en drëttes Punkt.

► **Une voix.**- Juristen!

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Dat ass och een, deen hei opgeworf ginn ass.

(Interruption et hilarité)

Et ass dee vum...

En drëttes Punkt, deen opgeworf ginn ass, ass dee vun Artikel 11: «Le nourrissage est interdit.» Dem Fiddere gött an dësem Gesetz, wat jo eng vun de groussen Avancéierung vun dësem Gesetz ass, endlech gött deem onméigleche Fidderen, wat zum Deel vun enger Rei vu Jeeër gemaach ginn ass - exzessiv gefiddert, fir da kënnen ofgeschéissen -, deem gött endlech hei e Rigel virgeschoben. Dat ass eriwuer. Et ass verbueden, ze fidderen, mat Ausnahm vun de Kurrungen, wou mer eis jo eens gemaach hunn.

Mä de Problem bleift deen, deen och schonn opgeworf ginn ass: D'Fiddere ass hei elo strikt verbueden. D'Fro ass déi: Wat geschitt an Noutsituatiounen? Wat geschitt an engem Dezember wéi deen, deen d'lescht Joer war, wou während engem Mount extrem héije Schnéi geleeen huet a wou Fiddere eng absolut Noutwendegkeet ass?

Duerfir stellen ech mer d'Fro, wéi mer aus där doter Fro erauskommen. Ech mengen, mir sinn alleguerten d'accord heibannen, dass, wann esou extrem Noutsituatiounen entstinn, mer d'Déieren net kënnen einfach erhéngere loosse. Erhéngere, Dir Dammen an Dir Hären, Honger ass eppes Ellenenes. An erhéngere ass eppes Furchtbares. An dat deet wéi. An deet net nëmme bei de Mënsche wéi, mä et deet och bei den Déiere wéi. A wa mer keng Léisung heifir hunn, da muss mer eng Léisung schafen. Et kann net sinn, dass de Minister net d'Méiglechkeet huet. De Minister muss d'Méiglechkeet hunn, fir an Extremsituatiounen kënnen ze fiddere, fir dass ebe verhënnert gött, dass d'Déieren erhéngere.

Dat, oui erëm eng Ouverture ze maache fir dat generell Fiddere! Mir si strikt do dergéint. Mä fir d'Exception, fir d'Noutsituatioun muss et eng Léisung ginn. An et wär u sech einfach gewiescht, ee klenge Saz an deem Text hei bäizefügen, wou gestanen hätt, dass des circonstances exceptionnelles wär de Minister autoriséiert, de prendre des mesures exceptionnelles. Well ech mengen net, dass ee kann heibannen domat d'accord sinn... An de leschten Dezember, mir kënnen eis erënneren, et war scho fir eis alleguerten haart. Et kann ee sech virstellen, wéi haart et dobauss fir d'Déiere war, dass an esou Situatiounen net kann de Minister eng Léisung fannen.

Duerfir hätt ech gären, wa mer hei e Wee opgezeechent kriten, wéi mer deen dote Problem kënnen léisen.

Dann nach eng lescht Fro: Wat geschitt, wann eng Partie Juegdlosen net iwwerginn? Wa keng Amateure fonnt ginn derfir? Et gött mir gesot, d'Gemeng Schëffleng wär zënter laange Jore Pächter vun der Juegd zu Schëffleng. Dat ass méiglech laut dem jëtzege Gesetz, wa keen Amateur do war, an d'Gemeng huet dat gemaach.

(Interruption)

Da stëmmt dat also net, dass d'Gemeng Schëffleng...

► **Une voix.**- D'Gemeng huet d'Juegd zu Schëffleng.

**(Interruptions et hilarité)**

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Loosse mer also elo vläicht net ze vill an den Detail goen.

**(Interruption et hilarité)**

Wa gesot gëtt, et misste Personnes physiques sinn; souwäit ech weess, ass eng Gemeng nach keng Personne physique! Da geet dat.

**(Brouhaha général)**

Ech stelle mer d'Fro: Wat geschitt, wann elo hei géifen eng 20 oder eng 30 oder eng 40 Juegd-lousen net iwergoen? Et gëtt gesot, dat ass eng Hypothees, déi net ganz wahrscheinlech ass. Mä mir mussen awer Gesetzer maachen, wou mer esou wäit wéi méiglech kënnen dat, wat u Méiglechkeeten op eis duerkënn, ofdecken.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Loosse mer dat e puer Joer gewäerden, da maache mer eng Chasse administrative, Här Weiler. Da wäert Der emol gesinn, wéi séier dass d'Zuelen erofginn.

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Da maache mer eng Chasse administrative. Also engagéiere mer Leit vum Stat, de Stat iwverhéilt also dann d'Juegd.

An ech froe mech: Wie bezilt dann de Juegd-schued dee Moment?

► **Plusieurs voix.**- De Stat!

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- De Stat. Also, de Stat soll,...

**(Interruptions)**

...wa keng Jeeër méi do sinn oder op enger Rei vu Louse keng méi do sinn, dann iwverloosse mer dem Stat d'Juegd. Dann iwverloosse mer dem Stat, fir de Juegd-schued ze bezuelen, an, an, an.

**(Interruption)**

Wann dat esou gewollt ass, je veux bien, dann ass dat eben esou. Ech muss awer mer d'Fro stellen, ob et dann elo an Zukunft de Gemengen oder dem Stat hir Aufgab ass, fir unzefänken, hei Jeeër ze spillen, d'Juegden ze organisieren, de Juegd-schued ze bezuelen. Dat kann awer a mengen Aen net sinn, dass dat, wat bis elo plus ou moins oder an deene meeschte Fäll ganz anstännege vu professionnelle Jeeër gemaach ginn ass, kann ech mer awer net gutt virstellen, dass de Stat elo besser outilléiert wär, éischters mat deene Leit, déi en huet, fir op d'Juegd ze schécken, an zweetens och wéinst dem finanziellen Impakt, deem dat Ganzt bedeit, fir dann do déi Schied ze bezuelen.

Här President, dat waren déi puer Froen, déi ech wollt opwerfen, op déi ech gären eng Äntwert hätt, mir alleguerten heibannen eng Äntwert hätten.

Mä ech wëll ofschléissend soen, well ech och einleitend d'Responsabilitéit vum der Regierung ugesprach hunn: Dat Gesetz hei wäert jo a villen Emotiounen elo iwver d'Bühn goen a stellt vill Leit net zefridde. Mä, well dat och esou ass, ass mäin Opruff un d'Regierung, fir mat der Federatioun respektiv mat de Jeeër am Dialog ze bleiwen, den Dialog erëm opzehuelen. Et bleiwen nach vill Reglementer, déi ze exekutéiere sinn.

Ech denken, mir hunn dat ëmmer versicht hei am Land, wa schwierig Situatiounen waren an d'Situatiounen e bësse verfuere waren, ze versichen am Gespréich erëm e bësselche méi beieneenzeffannen.

Duerfir, Här Minister mäin Opruff, wann d'Gesetz a Kraaft tritt, all déi, déi net dermat zefridde sinn, a bei deene Règlements d'exécution, déi Der huelt... Ech kennen Är Dialogbereitschaft. Ech weess, wéi lech geleee ass u Konsens, fir Konsens ze fannen. Maacht dat! An ech mengen, da befanne mer eis op engem gudde Wee.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Weiler. Hei den Här Gira nach eng Kéier ganz kuerz. Här Gira, Dir hutt am Prinzip keng Zäit méi, dann huelt Der se op Äre Motioune.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Dat ass kee Problem, Här President. Merci. Ech hunn zu de Motioune alles gesot, souwuel zu eiser wéi där vun der Majoritéit.

Ech kommen net derlaanscht, awer e puer Sätz zu der Interventioun vum Här Weiler ze soen. Fir d'Éischt sinn ech e bëssen iwverrascht, dass den Här Weiler, nodeem mer aacht Joer zu deem Sujet hei diskutéiert hunn, nodeem mer - de President vun der Kommissioun weess dat vläicht besser wéi ech - ech weess net wéi vill Sitzungen zu deem Projet de loi, esou vill wéi vläicht nach zu kengem, haben, elo op emol mat Awänn kënn, wou een zumindest kann driwwer diskutieren.

Ech soen lech ganz éierlech, Här Weiler, ech perséinlech, och als Netjurist, ech hat - d'Kollege kënnen dat bezeien - an der Kommissioun d'Fro opgeworf, ob déi Retroaktivitéit, ob dat da géif d'Strooss halen.

Ech muss lech awer soen, wéi den Avis vum Statsrot zrëckkomm ass, wou jo awer anscheinend eng Rei eminent Juristinnen a Juristen drasetzen, an do kee Pipcheswuert zu deem Paragraph drastoug, hunn ech mer awer...

**(Interruption)**

...do hunn ech mer awer...

Awer keng Opposition formelle!

Do sinn ech awer berouegt heemgaangen, do hunn ech mer gesot, dann ass dat do machbar.

A wann ee sech d'Échéancen ukuckt, dann ass et och an deem hei Fall jo bal net méiglech, dass e Gesetz gestëmmt gëtt, wou net dat eent oder dat aner Lous muss retroaktiv gemaach ginn. Well egal wéini dass mer dat Gesetz hei gestëmmt hätten, wier ëmmer iergendwou ee Lous amgaange gewiescht, an et hätt ee missen eng Léisung fannen. Mä ech sinn e bëssen iwverrascht. Mir wiere frou gewiescht, wann Der déi eng oder aner Kéier als eminente Jurist bei eis an d'Kommissioun komm wäert an hätt eis Är Bedenken uginn.

Da wëll ech awer eppes soen zum Virwurf, ech hätt elo hei Ueleg op d'Feier geschott, an dat, well ech vun de Jeeër ugegraff gi sinn. Dann hutt Der mer net gutt nogelautert, Här Weiler.

Also, ech maachen elo 30 Joer Politik. Ech mengen net, dass ech e Sensibelche sinn, an ech hu scho méi wéi deen een oder aneren heftege Lieserbrëif iwver mech missen ergoe loos-sen. An Dir kënnst mer gleewen, dass ech och net schrecklech iwverrascht war an och net schrecklech drënner gelidden hunn, wéi d'Jeeërfederatioun an enger Annonce am „Lëtzebuurger Wort“ meng Demission gefrot hat. Ech hätt lech scho bal kënnen schréiflech op eng Saltzutt ginn, dass, wéi ech gewëssen Aussoen op RTL gemaach hunn, dat do géif kommen.

Mä ech wollt awer hei emol eng Kéier kloerstellen, mat wéi enge Methoden do eng offiziell uerkannt, och nach als Naturschutzorganisatioun uerkannt, Federatioun virgeet. Ech war zwar nach net op engem vun hire Kongresser, mä ech hu mer awer soe gelooss, dass do awer zënter Joren datselwecht Schauspiel ofleef an dass sech do awer vum Forstdirekter ugefaang bis eenzel Beamten aus der Verwaltung, déi sech nääscht zuschuld komme gelooss hunn, déi just hir Aarbecht maachen an dat maachen, wat de Minister hinne seet, wierkelech déi enger Hetzjuegd hu missen ënnerzéien. An anscheinend kee vun deenen heibannen de Courage hat, opzestoen, erauszegoen an ze soen: Dat do ass net tolerabel, dass Leit, déi sech nääscht virzwerfen hunn an net konnten äntwerten, hei fäerdeg gemaach ginn!

An nach eng Kéier, ech froen lech, wat hei gesot gi wär, wann eng Ëmwelt-ONG géif fuerderen, dass an engem Ækonomieministère, ech weess net wien, den X an den Y net méi däerft responsabel si fir déi an déi Dossieren. Da géif ech lech gären héieren hei, wat da fir en Öp-schrei géif kommen. Net méi an net manner wollt ech maachen. An ech zielen elo net nach eng Kéier alles op. Dat fannen ech intolerabel.

Fir mech ass et e groussen Ënnerscheid, ob e Jeeër e perséinleche Lieserbrëif an eng Zeitung schreift an do dat seet, wat e fir richtig hält. Dat ass eng Saach. Mä wann awer eng Federatioun am Numm vun all deene Jeeër systematesch déi do Methoden uwennt, dann, fannen ech, ass et net nëmme d'Recht, mä dann, fannen ech, ass et meng Pflicht als Volleksvertrieeder, hei dorop opmierksam ze maachen.

Wann hei vun enger Sait Ueleg op d'Feier geschott ginn ass, dann ass et virun allem vun där doter Sait. Ech weess net, ob Der derbäi waart beim Hearing. Dat ass alles ganz roueg erofgaangen. An den Här Boden huet et gesot, déi x Sitzunge bei eis, déi si ganz roueg erofgaangen. Mä wann ech awer eenzel Wieder, wann ech déi Ried, déi ech kritt hu vum President op der Place Clairefontaine, liessen, dat ass awer alles net tolerabel. An ech fannen, da muss een dat och hei als Volleksvertrieeder soen.

Dann eng lescht...

► **M. le Président.**- Här Gira, Dir musst zwar wierkelech zum Schluss kommen, well Dir hutt eigentlech keng Zäit méi. Mir sinn hei elo an enger gelungener Prozedur, well Dir sollt eigentlech zu Motioune schwätzen.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech ka fir d'Motioun nach eng Kéier zrëckkommen.

► **M. le Président.**- Neen, neen, da maacht lech elo fäerdeg, Här Gira! Mä et muss...

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Ech mengen, Dir hat dem Rapporteur och ganz e bëssen e Sputt gelooss. Ech sinn och direkt fäerdeg. Ech

wollt nach just dem Här Weiler äntwerten op déi Geschicht mam Opposant éthique.

Ech mengen, Här Weiler, Dir hutt dann déi ganz Uerteeler net ganz am Detail gelies,...

► **M. Lucien Weiler (CSV).**- Dach.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Neen! ...soss hätt Der missen eraufannen, dass ebe grad den Europäesche Gerichtshaff seet: Wat wichteg ass, dat ass net dat eent Recht géint dat aner, mä et ass d'Proportionalitéit. Et ass d'Verhältnisméissegkeet, well de Privatmensch a sengem...

**(Interruption)**

...a sengem Recht...

Neen, mä da loosst mech ausschwätzen, wann Der wëll!

D'Verhältnisméissegkeet, wat de Privatmensch muss tolerieren an där Geschicht. A genee dee Problem hu mer jo geléist.

► **Une voix.**- Neen!

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- An et ass jo awer en Ënnerscheid, et ass jo awer genau en Ënnerscheid, an dat soen och déi eenzel Uerteeler, an duerfir si mer jo och mat deem Gesetz konform, dass ee seet, et ass en Ënnerscheid, ob ech permanent an zu all Joreszäit Hobbyjeeër op mengem Terrain muss dulden, oder ob ech, wann ech net derfir surgen, dass déi Iwwerpopulatioun op mengem Terrain zrëckgeschrafft gëtt, dass dann de Minister eng Décisioun hält an an engem eenzelne Fall an ënner ganz kloer Konditiounen eng Chasse administrative organiséiert.

An den Uerteeler steet genau dat do. An ech mengen, dass d'Gesetz hei déi Proportionalitéit respektéiert. Duerfir sinn ech optimistes, dass et d'Strooss hält.

**(Interruption)**

► **M. le Président.**- Merci. Mir sinn elo um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Wuert den delegierten Nohaltegkeetsminister Marco Schank.

**(Interruption et brouhaha)**

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- Här President, ee vun den Uspréich un dat neit Gesetz ass sécher deen, fir ee beschtméigleche gesellschaftleche Konsens ze fannen, wéi d'Juegd an Zukunft zu Lëtzebuerg soll funktionéieren. An dat, et ass e puermol gesot ginn, no engem jorelaange passionéierten an och ganz animéierten Débat.

Wouer ass, dass seelen zu Lëtzebuerg ee Gesetz esou breed virbereet gouf, an och entspreche-nd opwendeg ass verfuere ginn, fir haut, den 12. Mee 2011, dat Gesetz hei an der Chamber kënnen ze stëmmen.

2007 am März war den Hearing, spéider am Juni den Débat d'orientation mat där Motioune. An et ass däitlech gesot ginn - ech muss soen, dat apprécieren ech och -, d'Chamber huet deemools ganz däitlech gesot, wat se gären hätt. A genau dat, wëll ech awer esou soen, huet d'Chamber och kritt. Et ass genau doraus, aus deene wesentlechen Elementer vun där Motioune, dass d'Gesetz entstanen ass.

Dat Zengtz, wat eben net dra war, well dat ee Mount méi spéit war, dat ass den Opposant éthique. Dat war eréischt am Juli 2007, wéi den Arrêt Schneider erfall ass.

Nach eng Kéier, d'Chamber huet deemno prezis gesot, wat se gär gehat hätt. An dat ass geschitt. D'Juegd stoung ëmmer zur Diskussioun, si stoung awer ni zur Dispositioun. Och dat ass däitlech gemaach ginn. Och dat ass däitlech an der Regierungserklärung.

Fakt ass, d'Fräizäitjuegd, wéi se zu Lëtzebuerg Traditioun ass, bleibt mat deem neie Gesetz bestoen. Si bleibt net nëmme bestoen, si gëtt mat festen, nohaltege geprägte Regeln ausgestatt a si gëtt entspreche-nd och verankert.

Mir hunn net der Meenung vum Conseil d'État entsprach, deem d'Ausübung vun der Juegd wollt vun individuelle Propriétéitsrecht trennen an d'Juegd ënner staatleche Contrôle stellen. Mä d'Juegd am 21. Jorhonnert muss awer dem Intérêt général dengen a si muss sech ekologesche Prämissen ënneruerdn. Dat ass ganz kloer. A genau dat mécht d'Gesetz an enger ganzer Partie vun Artikelen.

D'Juegd soll een Instrument sinn, fir engem ekologesche Wëldmanagement ze entspreche. Wat mer brauchen, ass eng integréiert, eng naturgerecht an eng nohaltege Juegd. Dat war den Haaptoptrag deemools vun där Motioune. Dorop brauch ech net méi zrëckzekommen.

Fakt ass och nach, dass an eiser Gesellschaft et awer och aner Stréimunge gëtt, déi fundamental ethesch Bedenke géint d'Ausübung vun der Fräizäitjuegd hunn an op där anerer Sait awer

och op hiert Eigentumsrecht pochen. Doraus resultéiert den Arrêt Schneider vom Juli 2007 duerch den Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter. Dëst Uerteel ass fir Lëtzebuerg rechtskräfteg.

Iwwregens huet d'Cour administrative zu Lëtzebuerg schonn 2004 gesot, an dat ass och schonn hei ernimmt ginn, d'Adhésionspflicht zu engem Juegd-syndikat wier contraire zur Mënscherechtkonventioun. All Propriétaire huet elo schonn d'Recht, ofgesi vun deem ale Gesetz, wat nach a Kraaft ass, hat elo schonn d'Recht, fir viru Gericht ze kloen, fir seng Parzellen, seng Propriétéit aus de Lousen erauszekreien, an dat, wéi gesot, ganz oui neit Gesetz.

Dës Gesetz setzt awer e geregelte Kader - dat huet virun allem och de Rapporteur gesot -, andeem de sougenannten Opposant éthique Rechter kritt, mä e kritt dann eben och Flichten. Flichten, wat d'Bedelegung um Wëldschued ubelaangt, respektiv dass en am ganze Land all seng Terraine muss eraushuelen, an net do, wou et em grad genehm ass.

Eppes wëll ech ganz kloer soen: Ech deelen net déi Ängschte vun de Responsable vun der Jeeërfederatioun, dass den Opposant éthique zum Massephenomeen géif ginn.

Här President, ech si fest dovunner iwverzeegt, dass dëst Gesetz, dëst neit Juegdgesetz d'Akzeptanz an de Stellwäert vun der Juegd zu Lëtzebuerg wäert méi grouss maachen, an et och manner Argumenter wäert ginn an Zukunft, fir sech der Juegd ze opposieren, mat virun allem der Redefinitioun vun der Juegd als Instrument vum Wëldmanagement - dat ass eppes, wat ganz wesentlich ass - am Sënn vun Naturschutz an och am Sënn vum Erhale vun der Biodiversitéit.

An dësem Sënn just e puer Akzenter. Den definitive Verbuert vum Fiddere. Wëssenschaftleche Studië soe scho méi laang, dass d'Wëldfide-derung net nëmme iwverflësseg ass, mä dass se souguer ka kontraproduktiv sinn.

D'Kirre bleibt erlaabt, mat enger entspreche-nder Reglementéierung. D'Wëldaarte sinn zënter Jordausenden ouni Ernährungsnahrung iwwert d'Ronne komm. D'Fiddere dréit maassgelech zu enger iwverhéichter Wëlddicht bäi, well eben och déi natierlech Selektioun am Wanter ënnerbonne gëtt. Derbäi kënn, wéi zum Beispill bei de Wëldschwäin, dass d'weiblecht Wëld schonn a méi jonkem Alter eigentlech zur Reproduktioun bäidréit, wéi dat normalerweis de Fall ass.

Iwwregens kennen ech eng ganz Partie Jeeër, déi soe mir, dass se iwverhaapt net d'accord si mat där massiver Fiddere beim Noper.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.**- An ech kennen der eng ganz Partie, déi frou sinn, dass dat doten ophéiert.

Och d'Landwirtschaftskummer, dat ass och ernimmt ginn, an aner Bauerenorganisatiounen hunn däitlech gemaach, dass se, éischters, mat där allgemenger Zilsetzung vum Gesetz d'accord sinn, an dass se gradesou kloer géint d'Fiddere argumentéiert hunn.

Ech hunn nach viru e puer Wochen an engem Editorial vum „Lëtzebuurger Bauer“ gelies, wou ënnerstrach ginn ass, dass dat virrangegt Zil vun der Juegd misst sinn, de Wëldbestand esou ze reguléieren, fir ee beschtméigleche Schutz ze erreeche vun der Natur, vun der Biodiversitéit, de Bëscher an de landwirtschaftleche Flächen. Besser kann een et net soen.

Am Kontext vum Opposant éthique hu mer iwwregens och dem Wunsch vun de Bauerenorganisatiounen Rechnung gedroen, dass am Fall vu Wëldschied op Flächen, déi aus dem Juegd-lous ausgeschloss sinn, de Propriétaire selwer haftbar ass an net de Piechter. Ech ginn elo net weider op déi Akzenter an.

Vläicht ee Satz zu der Redefinitioun vun de Juegd-lousen en vue vun 2021. Do hunn ech mat de Juegd-syndikater och ofgemaach, dass ech dat an enker Zesummenarbecht mat hinne wëll maachen, well si jo déi sinn, déi no um Terrain sinn. An ech mengen och, dass sech insgesamt och driwwer gefreet gouf, wéi mer vu 400 Hektar op 300 Hektar erofgaange sinn.

Dann, d'Äféierung vun der Chasse administrative ass scho kommentéiert ginn. Ech soen nääscht dozu.

Vläicht nach eppes zum Opstelle vun de Pläns de tir. Wat wichteg ass, dass et minimal a maximal Ofschosszuele gëtt, fir eng gesond Mooss vu Wëldlichten an Zukunft ze erreechen. An



d'Natur- an d'Bëscherwaltung seet mer, datt se zënter enger Rei vu Joren däitlech gesinn, datt an eise Bëscher, an eben och an de Landwirtschaftleche Kulturen, de Wëldbestand vun deene grouss Planzefresser wéi dem Routhirsch, awer och dem Réiwëld, dem Mouflon, dem Damwëld vill ze héich ass. Natierlech gétt et do grouss regional Ennerscheeder, mä insgesamt ass déi Wëlddicht ze héich. An et ass deemno och éischerter normal, datt d'Bauern an d'Fierschter vun de Jeeër verlaangen, datt si dës iwverhéich Populatiounen op een erdréiglechte Mooss erofdrécken.

Et gétt aner positiv Elementer an deem Gesetz, déi der Juegd an och de Jeeër zeguttkommen. D'Verankerung vum Intérêt général, ech soen nach eppes dozou. Déi flexibel Reglementéierung, déi weider fonctionnéiert am Kontext vun de Juegdzäiten. D'Kirren, och dozou wäert ech kuerz eppes soen. D'Asetze vun de Commissions cynégétiques, eppes ganz Wesentleches, déi de Minister berode beim Opstelle vun de Plans de tir.

An och, d'Ugesi vum Contrat de bail als Contrat de droit privé, datt och de Locataire an exzeptionnelle Fäll d'Méiglecheeit huet, fir erauszeklappen. An och d'Propriétaires, d'Bauern, hir Rechter ginn net a Fro gestallt. Am Artikel 3 gétt sech ganz kloer dozou bekannt, datt d'Juegdrecht indissociabel ass zu dem Propriétéitsrecht. An och de Wëldsued gétt net nëmmen ausbezuelt beim Schued a landwirtschaftleche Kulturen, mä och bei Wéngerte respektiv am Bësch.

Här President, insgesamt sinn ech der Meinung, mat bal all menge Virriedner, datt dese Projet de loi haut e ganz gutt an e fortschrittlecht Gesetz ass. An ech wollt da virun allem déi Zäit notzen, fir et net ze laang ze maachen, fir op déi puer Froen ze äntwerte respektiv déi zwee, dräi wesentlech Aspekter am Kontext dovunner.

E Wuert zur sougenannter Retroaktivitéit. Wann ech d'Syndikater an enger Circulaire vum März, 29. März, gebieden hunn - gebieden hunn! -, hir Assemblées générales eréisch am Oktober, November ze maachen, dann hunn ech dat gemaach, net weil de Minister wollt d'Gewaltentrennung ophiewen, d'Chamber oder de Statsrot oder iergendee court-circuitéieren; dann hunn ech dat gemaach, well Lëtzebuerg schon zënter dräi Joer an der Illegalitéit ass, mat dem Stroossbuerger Uerteel, andeems mir net d'Fakultéit vum Opposant ethnique virgesinn.

► **Une voix.** - Dat interesséiert jo awer keen, Här Minister.

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Ech kann deemno keng... Dat kënn derbäi, ech ka keng Décisiounen vun enger Assemblée générale approuvéieren, déi dës Méiglecheeit net virgesinn. Soss bleiwe mer erëm fir néng weider Joren an der Illegalitéit.

**(Interruption)**

A meng Juriste soe mer, och wann d'Retroaktivitéit - an dat ass jo och däitlech ginn, och bei deem, wat de Lucien Weiler gesot huet -, dee Procédé net vun enger gudder legislativer Politik ass, hate mer awer ke Choix. An dat ass och an der Kommissioun ganz däitlech ginn.

An ech zitieren: «Le législateur est libre de donner un effet rétroactif aux lois, sauf en matière pénale.» A weider: «La disposition rétroactive n'a en aucun moment privé le syndic de chasse ou le locataire de garanties légales en matière d'exigence constitutionnelle. La disposition rétroactive n'a fait que différer les convocations aux assemblées générales et les délais prévus pour la prorogation du bail respectivement pour l'adjudication publique.»

Vläicht nach ee Saz vun eise Juristen: «Le législateur a dû voter cette disposition faute de quoi de nouveaux baux à long terme auraient été conclus sans que les exigences posées par l'arrêt Schneider rendu par la Cour européenne des droits de l'Homme auraient été prises en compte.»

Et gétt deemno ee Motif d'intérêt général suffisant, fir de Grand-Duché a Konformitéit mat der Jurisprudenz vun der Cour européenne des droits de l'Homme ze setzen.

► **Une voix.** - Dat sot Dir!

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Iwwregens, datt ass och gesot ginn, hat de Conseil d'État kee Problem domadder. An et muss een och wëssen, datt och dat bestehend Gesetz dem Minister virgëtt, datt e säin Accord muss gi par rapport zu den Décisiounen vun der

Assemblée générale a puncto Relaisement, an dat an engem Délai vu 15 Deeg.

Dovun ofgesinn, ech wëll awer nach eng Kéier däitlech soen, ass déi Virgehensweis am Matenee mat der Chamber a Chamberskommissioun décidéiert gouf, an am Matenee zu deem Moment och mat de Fraktiounen, déi an der Kommissioun sinn, wou keen zu deem Moment de Fanger gehuewen huet a gesot huet: Hei, Här Minister, Dir sidd amgaangen, lech op ganz dént Ais ze beginn.

Da wollt ech eppes soen zum, ee Wuert zum Opposant ethnique. Ech stinn zu mengem Wuert um Kongress d'lescht Joer zu Nidderaanwen vun der Jeeërfederatioun, well dat, wat ech gesot hunn, steet esou expressis verbis an der Regierungserklärung. An ech hunn op där Plaz eben net méi gesot, wéi datt, sollt den Arrêt Herrmann, dee sech op déi däitsch Gesetzer bezieht, oder och een aneren Arrêt rechtskräfteg ginn - bis elo ass just den Arrêt Schneider rechtskräfteg -, déi eng flächendeckend Ausübung vun der Juegd verlaangen, da sinn ech bereet, d'Lëtzebuerger Gesetzgebung ze iwverpréieren a gegebenenfalls unzepassen. An och datt steet an dem Rapport vun der Chamberskommissioun.

Dofir hunn ech och kee Problem mat där Motioun, déi hei läit. Mä esou wäit si mer awer nach net. Well et ass jo alles scho gesot ginn. Den Här Herrmann, deen ech net perséinlech kennen, deen huet awer Appel gemaach. An dat kann nach eng laang Zäitchen daueren. An da weess een net, wéi dat ausgeet. An da si mer nach ëmmer nëmme bei der däitscher Jurisprudenz.

Dann, aus all deene virgenannte Grënn, mengen ech, ass et wichteg, datt mer dat Gesetz hei stëmmen an datt mer et gemeinsam a konstruktiv mat alle Partner emsetzen, an do ginn och dem Weiler Lucien Recht. A bis elo ware meng Büroen a meng Réunioussäll ëmmer op fir jiddwereen. Ech hat nach virun dräi oder véier Wochen d'Juegd syndikater bei mir. Déi hate gefrot an hunn eng Entrevue kritt. A wann d'Jeeër eng froen, da kréie se eng. A wa se dee Mount drop eng froen, da kréie se nach eng Kéier eng. Dat war awer ëmmer esou an dat ännert net.

Ech wëll also mat alle Partner - Jeeër, ONGen, Naturschützer, Juegd syndikater, Bauern a Bëschbesëtzer, Naturverwaltung - dëst Gesetz propper emsetzen, wann et da gestëmmt gétt. An ech sinn och iwverzeeget, datt duerch dëst modernt Gesetz eng besser, eng aner, eng besser Juegd zu Lëtzebuerg entsteet, déi den ekologesche Fonctiounen entsprécht - dat ass jo dat, wat wesentlech ass -, an datt dat Gesetz och een definitive Bestanddeel gétt vun der Gestiouen vun der Natur, vun eise Landschaften an eng breet Akzeptanz fénn.

Da sinn nach e puer Froen gestallt ginn, ënner anerem vum Lucien Weiler a vum Lucien Clement. Ech wëll kuerz dorop äntwerten.

Wat geschitt, wa Louse kee Piechter fannen? Dat wier och schon an der Vergaangenheet méiglech gewiescht. An et gouf och ee Lous, hunn ech mer soe gelooss, wou dat eng Kéier esou gaangen ass. Wann ee Lous kee Piechter soll fannen, da gi se an d'Stee, bis ee Piechter fonnt gétt. Wann dann awer aus iergendengem Grund kee fonnt gétt, ass och nach ëmmer d'Méiglecheeit - d'Gesetz gesäit dat vir -, datt de Stat respektiv eng Gemeng ee Lous loune kann, respektiv, an den Artikel 55 gesäit dat vir, datt ass gesot ginn, kann och eng Chasse administrative organiséiert ginn.

Dann d'Fidderung an Noutzäiten. Do muss ee jo wëssen, vu wat datt ee schwätzt. An ech hunn dat och nach eng Kéier mat eisen Experte Wëldbiologie geschwat. Den Artikel 11 ass kloer: «Le nourrissage, qui consiste dans l'apport d'une alimentation supplémentaire au gibier, est interdit.» Dat huet och d'Motioun vun der Chamber esou däitlech deemools gesot gehat.

Elo muss ee wëssen, d'Faune sauvage, déi beinhaltet jo net nëmme Wëldzorten. Dat ass vläicht nëmme e kleng Procentsaz. Dat heescht, da muss mer eis d'Fro stellen: Wat fidderer mer dann? Éischters, wéini sinn d'Noutzäiten do? An dann, ass dat, wa mer Schnéi hunn? Ech mengen net, datt et ass, wa mer Schnéi hunn an héije Schnéi hunn. Dat ass, wann zum Beispill iwver Wochen Ais, déckt Ais, Äisschichten an de Bëscher op de Kulture wieren. Ech mengen, datt een da vun extreme Fäll kéint schwätzen. Ech soen herno nach eppes dozou.

Mä fidderer mer dann och déi bedrohten Aarte vun Déieren? Fidderer mer dann de Bammarder beispillsweis?

► **Une voix.** - De Fuuss och? Wëllt Der de Fuuss och fidderen?

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Oder

fidderer mer d'Bëschhong? Fidderer mer d'Wëlkaz? Déi Froe muss ee sech jo da stellen!

► **Une voix.** - Ech si gespaant!

► **M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Dat ass ebe kee Wëld am Sënn vu Gibier chassable, mä dat sinn awer Déierenzorten, déi et dann och schwéier hunn, oder méi schwéier hunn an éischerter bedroht sinn, wéi dat beispillsweis bei Réiwëld de Fall ass.

Ech mengen, datt d'Äntwert éischerter do neen ass. An d'Natur- an d'Bëscherverwaltung ass formell - Dir wësst, datt den Direkter och responsable ass an eisem Departement fir d'Juegd -: D'Wëldfidderung ass am Prinzip net nëmmen iwverflësseg, mä och nach kontraproduktiv. D'Beispill vum Hirsch, deen am Wanter säi Metabolismus erofschräuft - dat ass zënter Joudausenden esou - an awer iwwert d'Ronne kënn. An d'Fidderung dréit maassgeblech, ech soen et nach eng Kéier, zu iwverhéichte Wëlddichte bāi.

Déi natierlech Selektioun vum Wanter, déi wëlle mer jo awer net ausschalten. Da musse mer eis d'Fro stellen: Wëlle mer wëll Déieren oder wëlle mer Hausdéieren? Dofir, mengen ech, muss ee ganz gutt oppassen, wou een dat usetzt.

Ech wëll awer soen, datt am extremste Fall vun de Fäll, wann dat dann eng Kéier sollt passéieren, datt mer wierklech Äisschichten an de Bëscher hunn an op der Gewan hunn, wechelaang, dann ass d'Regierung sécher bereet, ee Wee ze fannen, fir dann d'Viraussetzung ze schafen, datt aus etheschen, reng etheschen Déiereschutzgrënn e Reglement geholl gétt, fir deem entgéintzogen. Mä awer nëmmen an deem Fall. Eis Leit sinn och amgaang, ze kucken, wéi een dat am beschte mécht.

Den Intérêt général, nach ee Wuert dozou. D'Formuléierung, wéi se am Artikel 2 virgesinn ass: «L'exercice de la chasse doit répondre à l'intérêt général.», entsprécht expressis verbis der Motioun. Dat ass och gesot ginn. Ee Saz, dee ganz interessant ass: D'Juegdlech Moossname mussen dem Allgemengwuel déngen. Net méi an net manner verlaangt och den Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter zu Stroossbuerg. Vläicht hätt et souguer mat deem neie Gesetz keen Arrêt Schneider ginn.

An nach, eist neit Gesetz, wann et elo da gestëmmt gétt, an deem Punkt vum Intérêt général ass et um selwechte Level wéi déi däitsch Gesetzgebung, déi vun enger Partie Responsable vun der Jeeërfederatioun ëmmer an d'Fenster gestallt gétt. Um selwechte Level! Well och am däitsche Gesetz ass d'Juegd net per se d'intérêt général erkläert, mä et gétt et eréischert duerch de Contenu vum Gesetz, duerch hir Hegeflicht. A mir nennen dat, dat ass bei eis dann och elo, bei eis heescht dat „gestion durable et écologique des populations de la faune sauvage classée gibier“.

Dann hunn ech nach zwou kleng Froen, déi vun dem Kirren. D'Kirren, wat jo streng reglementéiert gétt. Meng Meinung huet de Lucien Clement gesot. Ech perséinlech si kee Frënd vun den Automaten. Och d'Meenung vun den Experte gi bei eis auserneen. Effektiv, ech hu Leit an der Natur- a Bëscherverwaltung, déi mengen, datt wier eng gutt Saach, well een nëmmen dann d'Kirre kontrolléiert kritt. Aнерer soe just de Contraire.

Ech géif op de Virschlag vum Lucien Clement agoen. Ech hu kee Problem, wa mir e lokal limitéierte Pilotprojet maachen, fir d'Vir- an d'No- deeler vun esou engem System ze testen. Dëst virun allem awer, fir déi bescht Method ze fannen, fir et ze kontrolléieren. Et geet mir am Endeffekt em d'Resultat. An dem Reglement steet: eng limitéiert kontrolléiert Ofgab vun Nahrung, fénnef Liter fir den Hirsch, ee Liter fir d'Schwäin, pro Kirrplaz, an eng Kirrplaz pro 50 Hektar Bësch.

An dann déi lescht Fro, déi ech nach hei hunn, och vum Lucien Clement, d'Berücksichtigung vun ugestoussenen Wëld an dem Plan de tir. Also, déi Déieren, déi iwverrannt ginn, déi kréien eng Mark, eng speziell Mark „gibier accidenté“. Si ginn awer net am Plan de tir berücksichtigte. An et gétt hei och keng - leider, muss een da soen - Statistiken, déi fiabel sinn.

Ah jo, dann nach eppes zu de Règlements grand-ducaux. Ech mengen, dat hat den Här Etgen opgeworf, wann ech mech richteg..., e lauschert elo net. D'Règlements grand-ducaux, déi wäerte mer am Juni op den Dësch vun der Regierung kréien, ausser een eenzege, deen no der grousser Vakanz kënn, dat ass dee vun de Plans de tir. Dee kënn dann no der Vakanz. Déi aner kommen am Juni op den Dësch vum Regierungsrot.

Da wollt ech nach eppes soen zu deenen zwou Motiounen. Zu där éischerter Motioun hunn ech gesot, datt ech kee Problem hunn, fir déi ze akzeptéieren, aus deene Grënn, déi ech elo duerchgluecht hunn.

Bei der zweeter Motioun, do géif ech proposéieren, fir se net unzehuelen, awer net, well se mer net sympathesch wier, mä well mer genee amgaang sinn, dat do ze maachen. Deen éischerter Turet si mer amgaangen ze maachen. Den Direkter vun der Natur- a Bëscherverwaltung weess dat, datt och dat scho virun enger gewëssener Zäit verlaangt hunn, datt mer genee kucken, wéi bei eis am Land d'Wëlddicht evolueiert.

An dat Zweet hu mer souwisou virgesinn, well mer jo e Contrôle wëlle maache vun dem Kirren an och genee wëllen dann opléischen, wéi et fonctionnéiert. Ech hunn och kee Problem - ech hat souguer gemengt, fir éischerter, no zwee Joer schon, eng Evaluatioun op den Dësch ze leeën -, ob dat zwee oder dräi Joer sinn. Wéi gesot, vun dohier ass déi fir mech sans objet.

Ech wollt awer zum Schluss ee leschte Saz soen, ech wollt e Merci lassginn. Et ass elo villes gesot ginn, dee passionéierten Débat an, an, an. Ech muss soen, datt an der Kommissioun, an der zoustänneger Kommissioun virdrun, wéi ech nach Députéierte war, war de Minister Lux, an och duerno eigentlech, ëmmer konstruktiv geschafft ginn ass, et ass e puermol gesot gi vun de Bänken, mengen ech, alleguerten, an dat war wierklech, et war eng Freed, fir ze schafafen.

Ech wollt och deene Leit Merci soen, virun allem och dem Président-rapporteur, deen dat, mir kennen en esou ganz konstruktiv, mat ganz vill Geschéck gemaach huet, a jiddwereen huet do säin Deel bäigedroen. An ech wënsche mer, datt entspriechend och den Dialog virugeet, an datt mer och beim Emsetze vun deem Gesetz, wann Der et dann elo sollt stëmme, datt mer dat och fäerdeg bréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem delegéierten Nohaltkeetsminister Marco Schank. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

► **Une voix.** - Den Här Weiler feelt.

► **Une autre voix.** - Den Här Weiler ass net do.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Den Här Wolter an den Här Weiler si leider net do.

► **Une troisième voix.** - Double W: Weiler/Wolter.

► **M. le Président.** - De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 5888 ass ugehall mat 37 Jo- Stëmmen, 4 dergéint a 17 Enthalungen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Fernand Boden), MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber et Raymond Weydert;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).*

*Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

*Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*M. André Hoffmann.*

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

**(Négation)**

Dat schéngt net méi de Fall ze sinn.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Dann hu mer hei nach zwou Motiounen.



## Motion 1

Eng éischt Motioun, déi eragi ginn ass vum Här Fernand Boden. Souwäit ech dat verstanen hunn, elo freet d'Madame Polfer d'Wuert dozou.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Jo, Här President, also net, datt mer géifen déi Motioun net ennerstetzen, mä ech huelen dat hei zum Ulass, fir op eppes awer zrëckzekommen, wat den Här Gira virdu gesot hat. Ech konnt dee Moment net äntwerten, well ech um Presidentestull souz.

Dir hutt lech gewonnert, datt sech géif op eng däitsch Jurisprudenz beruff ginn, an Dir hutt lech gefrot, firwat dat wier. Dat ass awer e bëssen an der Logik mat deem, wat Der virdu gesot hat, wou Der selwer gesot hutt, datt ons, datt déi al Léiglatioun sech ganz staark eben un déi däitsch, un eng al däitsch Léiglatioun géif uleeën. Et ass also normal an där Iwwerleeung, datt sech och un eng däitsch Jurisprudenz eben ugehale gëtt an dorop gestäipt gëtt.

Mä ech wollt awer allgemeng, wa mer do vun Däitschland schwätzen, nëmmen awer hei soen, datt ee ganz, ganz gutt soll oppassen, wann een iwwert d'Veergläicher vun der Nazi-zäit schwätzt. Well souguer, wa mir e Gesetz hei haten, wat nach zum Deel aus där Zäit da sollt komm sinn, dann ass dat jo awer bestëmmt net de Jeeër hir Schold. Da kann et just hei dëser Chamber hir sinn. Net deenen, déi haut hei sinn, mä déi, déi déi Zäit do waren.

Dofir war et, ech wëll nëmme soen, et soll een, wann een esou Vergläicher mécht, soll ee ganz gutt oppassen. Well natierlech trefft een do Leit, déi awer net dee Moment an der Responsabilitéit waren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Mir hunn och nach e puer Steirgesetzer aus där Zäit!

## (Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Sou, dann hat nach d'Wuert gefrot den Här Colombero.

► **M. Jean Colombero (ADR).**- Jo, jo, Här President, et ass eiser Meenung no ganz normal, dass d'Regierung den Arrêt vun der Cour européenne des droits de l'Homme suiveiere soll a gegebenfalls eis Léiglatioun reexaminiéiert. Dofir menge mir, dass dës Motioun ganz iwwerflësseg ass. Eis schéngt et, dass dës Motioun e Versuch ass, fir e ganz schlecht Gesetz ze justifiéieren a soumat d'Gewëssen ze berouegen. An duerfir wäerte mer géint déi Motioun hei stëmmen.

Merci.

► **M. le Président.**- Gutt, soss keng Wuertmeldung?

## (Négation)

Da géife mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

## Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass uegheoll mat 46 Jo-Stëmmen, 11 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

*Ont voté oui:* Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Fernand Boden), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Mergen), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber et Raymond Weydert;

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.*

*Ont voté non:* MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

*S'est abstenu:* M. André Hoffmann.

Ech ginn net dovun aus, datt ee wëllt seng Abstentioun begrënnen.

## Motion 2

Da kéime mer zur Motioun 2, wou ech géif proposéieren, direkt ofzestëmmen. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

## (Interruption)

De Vote électronique ass gefrot.

## Vote sur la motion 2

Da geet d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo-Stëmmen.

*Résultat définitif après redressement: la motion 2 est rejetée avec 37 voix contre et 21 voix pour.*

*Ont voté oui:* MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;*

*M. André Hoffmann.*

*Ont voté non:* Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Lucien Clement), MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Mergen), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber et Raymond Weydert;

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri).*

Da freet den Här Huss d'Wuert fir den Dépôt vun enger Motioun.

## 3. Dépôt d'une motion par M. Jean Huss

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Här President, ech wëilt am Numm vun der grénger Fraktioun hei eng Motioun deposéieren, déi dësch bestehend Anti-Fëmm-Gesetzgebung soll verschäerfen, an datt méiglechst kuerzfristeg sollt d'Fëmmverbuert ausgedehnt ginn op d'Bi-troen, op d'Baren an op d'Discothéiken.

## Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que la loi relative à la lutte antitabac est entrée en vigueur en septembre 2006;

- que cette loi a apporté un certain nombre d'améliorations au plan de la protection contre le tabagisme passif et a été bien accueillie auprès de la grande majorité de la population;

- que certaines lacunes de cette loi, notamment dans le domaine de la protection de la santé des clients non-fumeurs dans les cafés, bars, discothèques ainsi qu'au lieu du travail sont vivement critiquées par les associations de médecins et les ONG œuvrant pour la lutte antitabac;

- que la tendance auprès des pays européens et de la Grande Région évolue nettement en faveur d'une interdiction totale du tabagisme dans les lieux publics et les lieux de travail;

- que le Luxembourg ne semble pas figurer parmi les meilleurs élèves de l'Europe en matière de lutte contre le tabagisme;

- que la Commission européenne, dans son livre vert du 30 janvier 2007 «Vers une Europe sans fumée de tabac», exprime également son souhait d'étendre l'interdiction de fumer dans les lieux publics à toute l'Europe;

- que le Ministre de la Santé a exprimé de manière répétée son intention d'étendre l'interdiction de fumer à tous les lieux publics;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre dans les meilleurs délais le renforcement de la loi relative à la lutte antitabac afin de garantir une réelle protection de la population et surtout des jeunes contre la fumée de tabac sur le lieu de travail ainsi que les lieux accessibles au public, bars, cafés et discothèques inclus;

- à renforcer les efforts du Luxembourg en matière de lutte antitabac au-delà de l'interdiction de fumer dans les lieux publics par l'amélioration des campagnes d'information ainsi qu'une adaptation des prix des produits du tabac.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

► **M. le Président.**- Merci. An den Här Fayot freet och d'Wuert fir den Dépôt vun enger anerer Motioun.

## 4. Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech deposéieren eng Motioun iwwert d'palästinensesch Prisonnier.

## (Interruptions)

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, dem Här Fayot nozelauschteren!

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Déi Motioun geet zrëck op eng Initiativ vum Här André Hoffmann, déi mer an der aussepolitesser Kommissioun diskutéiert hunn an opgrond vun där mer als Kommissioun en neien Text gemaach hunn. Mir hunn an der Kommissioun mehrheetlech - géint eng Stëmm - decidéiert, dass d'Kommissioun déi Motioun soll deposéieren.

Ech wollt och nach signaléieren, dass den Ausseminister interesséiert ass, fir bei där Diskussioun derbäi ze sinn. Hien huet mer gesot - ech mengen, dat ass scho weidgeraangen -, dass hien de 7. Juni kënnt hei an der Chamber derbäi sinn, fir dat mat ze diskutéieren.

## Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant ses motions et résolutions des dernières années appelant au respect du droit international humanitaire et aux efforts pour établir une paix globale, juste et durable entre Israël et la Palestine<sup>1</sup> et pour garantir la sécurité d'Israël et la création d'un État palestinien viable et démocratique;

- saluant le profond mouvement populaire dans les pays arabes pour la démocratie et le respect des droits de l'Homme qui devrait également ouvrir de nouvelles perspectives pour la paix dans le conflit israélo-palestinien;

- exprimant l'espoir que l'accord négocié entre le Fatah et le Hamas entraînera la réconciliation interpalestinienne, nécessaire à la recherche d'une solution pacifique dudit conflit;

- considérant que, au cours des dernières années, Israël s'est trouvé confronté à de nombreux attentats terroristes meurtriers visant sa population civile;

- considérant que les autorités israéliennes ont pris un certain nombre de mesures pour prévenir ces actions terroristes, y compris l'arrestation d'activistes palestiniens présumés, mais que la lutte contre le terrorisme ne saurait justifier la violation du droit international humanitaire;

- considérant qu'à la fin de 2010 environ 6.000 Palestiniens, presque tous arrêtés par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens, se trouvaient emprisonnés, dont la majorité en Israël, en violation de la 4<sup>e</sup> Convention de Genève qui stipule que les autorités israéliennes ne peuvent détenir les Palestiniens que sur les territoires palestiniens;

- considérant que la détention dite «administrative» permet aux autorités israéliennes d'emprisonner les Palestiniens sans inculpation ni jugement, qu'en outre des centaines de Palestiniens ont été inculpés d'infractions liées à la sécurité et déferés de ce fait devant des tribunaux militaires;

- considérant que de nombreuses organisations internationales (entre autres Croix-Rouge, Amnesty International, l'association israélienne de défense des droits humains B'Tselem) ont fait état d'allégations de traitements cruels, inhumains et dégradants envers les détenus palestiniens;

- considérant que de nombreux prisonniers palestiniens sont privés du droit de visite de leurs familles;

invite le Gouvernement

1. à intervenir auprès du gouvernement israélien afin que les prisonniers palestiniens bénéficient des droits internationaux reconnus et des principes de l'État de droit, et qu'ils puissent avoir accès à un procès équitable devant les tribunaux civils;

2. à intervenir, conjointement avec ses partenaires, auprès du gouvernement israélien afin d'améliorer les conditions de détention des prisonniers palestiniens, en tenant compte des standards internationaux;

3. à s'engager activement auprès de toutes les parties engagées dans le conflit pour le respect des normes juridiques internationalement reconnues, du droit international et des droits de l'Homme.

<sup>1</sup> Entre autres la motion du 16 avril 2002 déposée par M. Paul Helminger au nom de la Commission des Affaires étrangères; la motion du 18 novembre 2009 déposée au nom de la Commission des Affaires étrangères par M. Ben Fayot; la motion déposée le 2 décembre 2010 par M. Fernand Kartheiser sur le soldat israélien Gilad Shalit; la résolution du 3 juin 2010 sur la «Gaza Freedom Flotilla» déposée par M. Ben Fayot au nom de la Commission des Affaires étrangères.

(s.) Ben Fayot, Xavier Bettel, Félix Braz, Norbert Hauptert, André Hoffmann.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Déi Motioun vum Här Camille Gira iwwert d'Droits d'émission huele mer och am Juni, well den zoustännege Minister huet misse fortgoen.

Dann hätte mer elo als nächste Punkt de Projet de loi 6164, eng Direktiv iwwert d'elektro-nesch Geld. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech ageschriwwen just den Här Meisch. D'Wuert huet elo de Rapporteur...

## (Interruption)

Och net den Här Meisch. Dann huet elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

## 5. 6164 - Projet de loi

### - portant transposition:

- de la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements, modifiant les directives 2005/60/CE et 2006/48/CE et abrogeant la directive 2000/46/CE;

- de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées;

### - portant modification:

- de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres;

- de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier

## Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Lucien Thiel (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ëmmer wann et spéit gëtt, da kënnt nach e Gesetz iwwert d'Finanzplaz. Dat ass esou lues Usus hei. Mä ech warnen lech direkt, et ass nach net dat Lescht fir haut!

Ech soen lech näischt Neies, wann ech soen, de Gebrauch vun elektronesch Sue gehéiert schonn e Strapp zu eisem Alldag. Wie vun eis huet net op d'mannst eng Kreditkaart am Portmonni, déi hien dann och méi oder manner dacks benotzt, well et jo vill méi einfach ass, mat esou enger sougenannter Puffkaart ze bezuelen, wéi mat borem Drot. Well dee muss ee fir d'Éischt vu sengem Bankkonto ophiewen, ier ee sech dofir eppes kafe kann.

Wuel wäert geschwënn de MiniCash verschwannen, déi Zort vu Prepaid-Kaart, déi eisen elektronesch Paymentsofwëckler Cetrel sengerzäit mat eise Banken agefuert hat, fir déi klenger Dépensen, wéi zum Beispill fir eng Mëtsch beim Bäcker oder eng Stonn um Parking, ouni Borgeld kënnen ze bezuelen.

Mä säitdeem et sech ofzeechent, datt een dat elo vill méi einfach mat sengem Handy maache kann, gëtt et kaum nach eng Zukunft fir de MiniCash, deen net nëmme fir all Bedeelegter ëmständlech an der Manipulation, mä och op eise klenge Lëtzebuerg Territoire beschränkt ass an ergo net am Ausland benotzt ka ginn.

Mam MiniCash geet awer héchstens eng Tëschenetapp an der Entwécklung vum elektronische Geld zu Enn. Déi rasant Verbreedung vun deem neimoudesche Bezuelmëttel wäert domat op kee Fall gebremst ginn!

Et stëmmt awer och, datt déi Verbreedung vun dem elektronische Geld, op d'mannst wat den Asaz vun den elektronische Suen ausserhalb der traditioneller Bankewelt ubelaangt, net esou séier gaangen ass, wéi dat nach virun zéng Joer ugeholl gi war, deemools, ëm 2000, wéi eng EU-Direktiv d'Dier och fir Netbanken opgemaach an den Emittente vun elektronischem Geld e gesetzleche Kader verpasst huet, dee just déi Aktivitéit encouragéieren an accélérieren sollt.

Haut heescht et, déi Direktiv wier deemools ze vill restriktiv an ze vill komplizéiert gewiescht an hätt dofir missen nogebessert ginn. Dat ass dann no 2009 mat enger neier Direktiv geschitt, déi mir haut ëmsetze sollen an déi ënner anerem virgesäit, datt d'Emittente vun elektronische Suen, éischters, net méi einfach mat enger Bank gläichgestallt a verschiddene Restriktionen an Obligationen ënnerworfen sinn, mat deene sech eng Bank erëmklappe muss. Zweetens, datt si nëmme méi e Startkapital vun 350.000 Euro amplaz vun enger Millioun müssen hunn. An drëttes, datt si eegene Regeln ënnerworfen ginn, déi méi cibléiert op hir eigentlech Aktivitéiten, wéi zum Beispill d'Emission vun deem, wat een „cybermoney“ nennt, also Internet-Suen, zougeschnidde sinn.

Mä et ass net nëmme déi eng Direktiv deemools vun 2009, déi mir haut an eist nationaal Recht iwwerhuele sollen, mä och nach eng zweet ass deemselwechte Joer, bei där et méi prezis ëm d'Garantie bei de Paymenten geet.

Et dréit sech also hei ëm zimlech technesch Froen, dat ginn ech gär zou, déi de Laien net onbedéngt vum Stull räissen, déi awer fir déi néideg Rechtssécherheet an engem Domän suergen, deen um Enn dach jiddweree vun eis ugeet.

Fir eist Land ass déi Ëmsetzung allerdéngs nach e bësse méi wichteg wéi fir anerer, well mir aus engem ganz spezielle Grond méi no bei deem Sujet sinn. Dir wësst, datt mir eis am sougenannten „Cybercommerce“, also dem Internethandel e bëssche breet gemaach hunn, an datt et der Regierung gelongen ass, nottamment dank eisem niddregen TVA-Saz, verschidde Schwéiergewichter aus dem Secteur mat hiren Europa-Hauptquartieren op Lëtzebuerg ze lackelen, wou se dann och - esou schéngt et op d'mannst - duerchaus zefridde ginn.

Dozou gehéiert iwwregens jo och den Internet-Téléfonopérateur Skype, deen dës Deeg dem Informatiksgigant Microsoft ëmmerhin aacht Milliarden Dollar wäert war, nodeems datt e virun dräi Joer fir véier an eng hallef Milliard verkaaft gi war. Also, Dir gesitt, wann Der gär räich gitt, da musst Der vläicht anzwousch anescht aktiv gi wéi hei.

Ënnert deenen Opérateure sinn der zwee, déi hir Geschäfte iwwer eege Bezuelstrukturen ofwéckelen. Den Internetsurfer ass den Numm PayPal ganz bestëmmt bekannt. An déi zwee, déi hunn dofir ganz direkt mat dëser Ëmsetzung ze dinn, mat där mir eis haut beschäftegen.

Eng vun de Froen, mat deene si duerch hir Aktivitéit konfrontéiert sinn, ass déi, a wéi enger Form eventuell de Client déi elektronesch Suen, déi hien engagéiert huet, erëmkréie kënn. D'Direktiv selwer mengt, et géif duer, datt dee Remboursement vun der Valeur monétaire vum elektronische Geld gesécher wier. A wéi enger Form, ass hir egal.

Mä eis Währungsgardien, souwuel zu Frankfurt wéi och heiheem, wollten dat méi prezis hunn an hunn de Remboursement, ech zitieren: „en pièces et en billets de banque ou par virement sur un compte“ verlaangt.

Elo gëtt et awer eng Rei vu ganz prakteschen Argumenter, déi géint esou eng breet an detailléiert Ausleeung schwätzen. Ënner anerem deen enormen Opwand, deen dat bedeite géif, wann ee bedenkt, datt et sech hei ëm Duerchschnittsmontanten op deenen eenzelne Cyberkonte vun 20 Euro, mat engem Gesamtvolumen vu gutt enger Milliard handelt. Da kënn Der lech ausrechnen, dat si 50 Milliounen

Konten, ëm déi et hei geet! An derbäi kënn et nach, bei déi Komplexitéit kënn och nach, datt do géifen nei Blanchimentslächer opgoen. An dorun huet jo awer och keen en Intérêt.

D'Finanzkommissioun huet dann och dovun ofgesinn, déi Prezisionen, déi hei verlaangt gi waren, anzubauen a schléit vir, an dësem Punkt, wéi iwwerhaupt och am ganze Rescht, déi zwou Direktive souzesoen eent zu eent ëmzesetzen.

Dat war awer net déi eenzeg Kniwwelegkeet, mat där sech d'Finanzkommissioun erëmgeschloen hat. Derbäi koumen nach där redoutabeler Oppositions formelles vum Statsrot; gläich véier beieneen. Allerdéngs, muss e gläich derbäisoen, hate si nëmme mat engem an deemselwechte Sujet ze dinn, deen iwwregens alles anescht wéi nei ass an deen ech lech hei scho bal wéi eng Litanei divers Kéiere virféiere konnt.

Et goung alt erëm eng Kéier ëm d'Kompetenz vun der CSSF, eiser Finanzopziicht, mat där sech eise Statsrot ëmmer erëm schwéierdeet, well dee Kontrollinstanzmodell, deen aus dem angelsächseschen Rechtsraum iwwerholl gouf, net esou richtig an eise latäineschen Droits-Konzept passt.

Well elo awer an deem Fall, an deem mer haut hei schwätzen, d'Zäit eis fortleeft - mir hätten déi Direktive scho bis Enn des leschte Joer misse ëmsetzen a kruten och schon e bësse Fanger vu Bréssel dofir gemaach -, dofir ass déi d'Zäit ginn, net weider ze insistéieren an dem Statsrot op der ganzer Linn nozeginn.

Déi vun him monéiert Punkte goufen einstweile fale gelooss, allerdéngs an der Hoffnung, datt sech geschwënn eng Geleeënheet bidde wäert, fir op déi däreg Fro zrëckzekommen. Da soll iwwert de Wee vun engem anere Gesetz dat Verpasstent nogeholl an domat d'Ëmsetzung vun deenen zwou Direktiven och perfektionéiert, fir net ze soe kompletteiert ginn.

En attendant invitéiert d'Finanzkommissioun d'Chamber, dësse Projet ofzeseenen, fir deen ech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktion wëll ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. Wéi ëmmer war e glaskloer, esou datt näischt méi iwwert dee Projet soss ze soen ass. A mir fänken direkt mat der Ofstëmmung un.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6164 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6164 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm (par Mme Christine Doerner), Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Raymond Weydert), MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Martine Mergen), Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes (par M. Lucien Clement), MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Fernand Boden), Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Projet de loi, den N°6212, iwwert déi zentraliséiert Entzollung. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen den Här Meisch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Hauptert. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

### 6. 6212 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative au dédouanement centralisé, concernant l'attribution des frais de perception nationaux qui sont conservés lorsque les ressources propres traditionnelles sont mises à la disposition du budget de l'UE, signée à Bruxelles, le 10 mars 2009

#### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem Bestoe vun dem europäesche Bannemaart ass den Zoll, dat heescht d'Douanes-Taxen, eng eegestänneg Recettëquell vun der Europäescher Unioun. E Reglement gesäit vir, dass den Zoll zu 75% an d'Keess vun der Europäescher Unioun fléisst, an déi aner 25%, déi kann dat Land behalen, wat den Import vun deene Wuere mécht, fir et ze entscheidege fir déi administrativ Aarbecht, déi et mat der Ofwécklung vun den Zolldeklaratiounen huet.

Elo ass et awer esou, dass an dem europäesche Bannerraum verschidde Wuere erakommen, déi net onbedéngt an deem Land verbraucht ginn, wou se erakommen. A Lëtzebuerg huet e grouse Cargo Center. Do komme vill Wuere aus alle Länner vun der Welt, déi net hei zu Lëtzebuerg bleiwen, mä déi an aner Länner verkaaft ginn. Awer Lëtzebuerg mécht d'Zolldeklaratioun vun deene Wuere.

An do gesäit elo en Ofkommen téschent den europäesche Länner vir, dass an deem Fall, wou also zwee Länner domat konfrontéiert sinn, déi 25% vun deem Zoll gläichméisseg ënnert deenen zwee State verdeelt ginn; dat heescht d'Halschent fir dee Stat, deen d'Zolldeklaratioun mécht, an d'Halschent fir dee Stat, wou d'Wuere geliiwert solle ginn.

Dat ass de Bestanddeel vun dëser Konventioun, an dee Projet de loi hei gesäit d'Radifikatioun vun dëser Konventioun vir.

De Statsrot huet eng kleng Bemierkung gemaach, wat dat amtlecht Ofkommen ugeet, wat mer bis elo mat Däitschland haten, eier déi Konventioun hei ratifizéiert war. Mä de Statsrot huet trotzdeem säin Avis favorable zu dësem Gesetzesprojekt ginn. D'Chamberkommissioun huet mäi Rapport...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.** - ... unanime ugeholl, an ech bréngen och heimat den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi. An ech soen lech Merci, dass Der et trotzdeem nach fënnel Minutten ausgehalen hutt.

► **Une voix.** - Aaaahhh!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Norbert Hauptert. A wéi ëmmer war den Norbert Hauptert och glaskloer, esou datt näischt méi iwwert dee Projet ze soen ass a mer direkt kënnen iwwert de Projet ofstëmmen.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

Ech géif lech bieden, nach net fortzelaufen. Mir müssen nach op e Vote zrëckkommen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6212 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), MM. Léon Gloden (par M. Lucien Clement), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Raymond Weydert), Mme Martine Mergen (par M. Félix Eischen), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger

Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### 7. 6164 - Projet de loi

#### - portant transposition:

- de la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements, modifiant les directives 2005/60/CE et 2006/48/CE et abrogeant la directive 2000/46/CE;

- de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées;

#### - portant modification:

- de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres;

- de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier (suite)

Mir müssen nach eng Kéier kuerz op deen anere Vote zrëckkommen, well do sinn nach vun eisem Service eng Rei Erreur-matériellem gemierkt ginn.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - D'Madame Stein ass fort.

► **M. le Président.** - Ech liesen lech déi just vir, an da stëmme mer nach eng Kéier doriwier of. Dat ass also de Projet de loi 6164.

Do ass am Artikel 1, Punkt (5) betreffend den Artikel 24-12 Punkt (1), zweete Saz vum Gesetz vum 10. November 2009 iwwert d'Service-depaieementen e Bindestrech ze vill bei «en des-sous».

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh!

► **M. le Président.** - Et ass also ze liesen: «Si les fonds propres viennent à diminuer en dessous...»

Am Artikel 1, Punkt (6) am zweete Saz ass d'Rémeschen Eent duerch eng arabesch Eent ze ersetzen.

► **Plusieurs voix.** - Aaaahhh!

► **M. le Président.** - Et ass also ze liesen: «du chapitre 1<sup>er</sup> du titre II».

Et ass am Artikel 1, Punkt (6) betreffend den Artikel 68 (veuillez lire: 38) Punkt (2) c) vum selwechte Gesetz vun 2009 ze liesen: «services de paiement» amplaz vun «service paiement».

Deeselwechte Feeler ass am Punkt (2) d) vun dësem Artikel. Do ass och ze liesen «services de paiement» amplaz vun «service paiement».



Am Artikel 1, Punkt (6) betreffend den Artikel 40, Punkt (5) och vum selwechte Gesetz ass den «l» ze sträichen. Et ass ze liesen: «tout paiement de la part de cet établissement de paiement ou de cet établissement de monnaie électronique».

An et ass nach am Artikel 1, Punkt (13) d) den zweeten «au» ze sträichen, esou datt den Ufank vum Saz «Il est ajouté au paragraphe de la phrase suivante» ze liesen ass.

Sou! Da stëmme mer nach eng Kéier iwwert deen ofgeännerten Text of, a mir deelen dem Statsrot déi Ännerunge mat.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Vote fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6164 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Marcel Oberweis), MM. Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Fernand Boden), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien

Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Paul Helmingier (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz,

Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

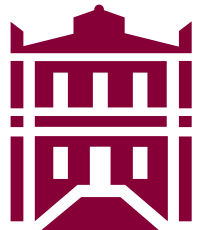
**(Assentiment)**

Et ass esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm a mir gesinn eis fir d'Nächst de 7., 8. an 9. Juni.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 19.01 heures)**



## SÉANCE 35

MARDI,  
7 JUIN 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

## Sommaire

- Hommage à la mémoire de M. Léon Bollendorff, Président honoraire
  - M. le Président
- Communications
  - M. le Président
- 6280 - Proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation
  - Déclaration de recevabilité
- Ordre du jour
  - M. le Président, M. Gast Gibéryen
- Dépôt d'un document par M. François Bausch
  - M. François Bausch
- Motion de M. Ben Fayot sur les prisonniers palestiniens
  - Exposé: M. Ben Fayot
  - Discussion générale: M. Norbert Hauptert, Mme Lydie Polfer, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser (dépôt de deux motions), M. André Hoffmann
  - M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères
  - Motions: M. Ben Fayot (priorité accordée à la motion Fayot), M. Fernand Kartheiser
  - Vote sur la motion Fayot (adoptée, ce qui entraîne la caducité de la 2<sup>e</sup> motion déposée par M. Kartheiser)
  - 1<sup>re</sup> motion déposée par M. Kartheiser (renvoi en commission)
- 6258 - Projet de loi portant approbation
  - de la Convention 185 révisant la Convention sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa quatre-vingt-onzième session, qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close, le 19 juin 2003, et
  - de la Convention du travail maritime, adoptée par la Conférence internationale du Travail (maritime) à sa quatre-vingt-quatorzième session, qui s'est tenue à Genève le 7 février 2006
  - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel
  - Discussion générale: M. Norbert Hauptert, M. Fernand Kartheiser
  - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
  - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. Jeannot Krecké
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6257 - Projet de loi portant
  - approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 25 janvier 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et/ou d'un certain autre impôt, signée à Luxembourg le 5 mars 1992;
  - approbation de l'Avenant et du Protocole additionnel, signés à Lisbonne, le 7 septembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Portugaise tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles le 25 mai 1999;
  - approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Hong Kong, le 11 novembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de

Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong le 2 novembre 2007;

4. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 septembre 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Stockholm le 14 octobre 1996;

5. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Rome, le 18 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 27 mars 2006;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Barbade tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, ainsi que l'échange de lettres y relatif, signés à Londres le 1<sup>er</sup> décembre 2009;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Panama tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 7 octobre 2010;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Thiel

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe

- Exposé: M. François Bausch

- Débat: M. Lucien Thiel, M. Claude Meisch (dépôt d'une demande d'interpellation), M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann

- M. Luc Frieden, Ministre des Finances

- M. André Hoffmann (parole après ministre), M. Luc Frieden

10. Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part

- Exposé: M. Claude Adam (dépôt de trois motions)

- Débat: M. Paul-Henri Meyers (dépôt d'une motion), Mme Anne Brasseur (dépôt de trois résolutions et d'une documentation), M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann

- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- M. François Biltgen, Ministre des Cultes

- Motion 1: M. Gast Gibéryen, Mme Anne Brasseur, M. Claude Adam

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

- Vote sur la motion 2 (rejetée)

- Vote sur la motion 3 (rejetée), Mme Anne Brasseur (motive son abstention)

- Motion 4: M. Gast Gibéryen, M. Claude Adam, Mme Anne Brasseur, M. André Hoffmann, M. Alex Bodry, Mme Anne Brasseur

- Vote sur la motion 4 (adoptée)

- Vote sur la résolution 1 (rejetée)

- Vote sur la résolution 2 (rejetée)

- Résolution 3: M. André Hoffmann, M. Claude Adam, Mme Anne Brasseur, M. Alex Bodry

- Vote sur la résolution 3 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

**(Début de la séance publique à 15.02 heures)**



► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

► **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères.* - Neen, Här President. Ah, Dir denkt fir eis mat, dat ass gutt!

## 1. Hommage à la mémoire de M. Léon Bollendorff, Président honoraire

► **M. le Président.** - Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, lech matzedeelen, datt den Eierepresident Léon Bollendorff virgëschter Owend am Alter vu 96 Joer gestuerwen ass.

De Léon Bollendorff gouf 1915 zu Waasserbëlleg gebuer. No sengem Philosophie- a Philologiestudium zu Lëtzebuerg, Paräis a Wien huet hien du fir d'Eischt als Stagiaire-Professer am Secondaire zu Esch geschafft. Wéi de Krich koom, war de Léon Bollendorff an der Resistenz aktiv, wou en 1942 vum der Gestapo verhaft ginn ass an a Gefaangenschaft koom.

Nom Krich huet hien als Professer a spéider dann als Haaptinspekter fir d'Primärschoule geschafft. Hie koom mam Pierre Frieden a Kontakt, duerch deen hien an der Zeitung „Ons Heemecht“ ufänkt mat schreiwen, a lues a lues huet hie sech méi fir dat politesch Liewen interesséiert.

Déi laang politesch Carrière vum Léon Bollendorff huet 1955 ugefaangen, wéi hien an de Stater Gemengerot koom, wou en onënnbrach bis 1993 bliwwen ass. Vun 1961 bis 1987 war de beléifte Politiker éischte Schäfte vum der Hauptstadt an huet hir esou während deser Zäit och säi Stempel mat opgedroen.

D'Gemengenintéreten a -problemer waren him bis zum Schluss vu senger politescher Aktivitéit en Uleies an esou war hien aktiv am Syvicol, wou en och tëschent 1990 an 1994 d'Presidentenamt iwwerholl hat.

1969 ass de Léon Bollendorff an d'Chamber komm, wou hie bis 1994, also 25 Joer laang, Zentrumsdeputéierte vum der CSV war an a ville parlamentaresche Kommissiounen wäertvoll Aarbecht geleescht huet. Esou huet de Léon Bollendorff dann och zum Beispill bei der Erweiderung vun der Entwécklungshëllef, bei dem Verbessere vum der Schoul- a Wunningspolitik matgewierkt. Eng biergerno Kommunalpolitik an eng systematesch Politik am Interessi vum der Famill louchen him besonnesch um Häerz.

Déi intensiv a gewëssenhaft Aart a Weis, mat där hien als Deputéierte geschafft huet, huet dann och 1979 dozou gefouert, datt hie Chamberspresident ginn ass, e Posten, deen hie während zéng Joer mat grousser Dignitéit ausgefouert huet. Säin Uleies war et, d'Roll vum Parlament opzewäerten a méi no un de Bierger erunzebréngen. „Fir de Bierger, mat dem Bierger“, deser senger Devise ass hien ëmmer trei bliwwen.

De Léon Bollendorff huet säi Wierken als Politiker als Déngscht um Bierger gesinn. Hien huet senger Matmënschen nogelasscht, ass op hir Problemer agaangen an huet sech net gescheit, direkt op der richteger Plaz ze agéieren. Hien huet sech ëmmer op d'Säit vun de Mënschen an Nout gesat, wat hien a sengem Asaz an der Action familiale et populaire bewisen huet, wou hie sech fir sozial Gerechtegheet agesat huet.

De Léon Bollendorff war um associative Plang och aktiv. Hien ass Matgrënner vum der LASEP a President vum ONT gewiescht, fir just des ze nennen.

No senger politescher Pensioun, déi hien 1994 geholl huet, war hien awer nach weiderhin aktiv. Sou huet hien och bis zum héijen Alter Kontakt mat eisem Haus gehalen, andeems hie bis Enn 2004 nach President vum der Association des Anciens Députés war.

Och a sengem Quartier huet hie sech nach ëmmer fir déi lokal Interessi staark gemaach, an esou konnt een hie bis viru Kuerzem am Lokaliewen um Lampertsberg nach begéinen.

De Léon Bollendorff war e Politiker, deen d'Mënsche gär hat an deen ëmmer en oppent Ouer fir hir Belaanger hat.

Eisen Eierepresident Léon Bollendorff huet eis fir ëmmer verlooss. Senger Famill géllt eist opriichtegt Bäileed, verbonne mat der Gewësshheet, datt mir de Verstuerwenen a

beschter Erënnerung behale wäerten. Loosse mer opstoen, fir am Stëllen un de Verstuerwenen ze denken.

**(Respect d'une minute de silence)**

Ech soen lech Merci.

## 2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Folgend Projekte goufen an der Administration parlementaire déposéiert: de 17. Mee vun der Erzéiungsministesch de Projet de loi 6284 iwwert de Schutz vun den Date vun de Schüler; deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6285, eng Konventioun mat Däitschland iwwert den Entretien vun der Bréck tëschent Wellen a Gréiwemaacher; de 24. Mee vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6286 iwwert d'Formation continue vun de Berufsschafferen; de 25. Mee vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6287 iwwert de Bau vun engem Lycée zu Gilsdref; deeselwechten Dag vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6288 iwwert den Offall; den 29. Mee vun de Membere vun der Conférence des Présidents d'Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 6289, eng Ofännerung vun den Artikelen 16 a 86 vum Chambersreglement; den 30. Mee vum Ausseminister de Projet de loi 6290, e Protokoll iwwert d'Eisebunnsmaterial; den 31. Mee vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6291, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Régime temporaire de garantie en vue du redressement économique, a schliesslech de Projet de loi 6293 iwwert den Transfert vu Verdeeegungsmaterial an der Europäescher Unioun.

3) Vum 9. bis den 11. Mee huet zu Paräis déi 60. a lescht Sessioun vun der Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale stattfonnt. D'Chamber war vertrauden duerch den Här Norbert Hauptert, déi Dammen Anne Brasseur a Lydie Err souwéi déi Häre Fernand Boden, Marc Spautz an ech selwer.

4) Vum 27. bis den 30. Mee 2011 war zu Varna a Bulgarien d'Sessioun de printemps vum NATO-Parlament. D'Chamber war vertrauden duerch déi Hären Norbert Hauptert a Marc Angel, d'Madame Nancy Arendt an déi Häre Félix Eischen a Claude Adam.

5) Vum 29. bis den 31. Mee 2011 war zu Budapest déi 45. COSAC. D'Chamber war vertrauden duerch déi Häre Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix Braz a Gast Gibéryen.

6) Den 10. Mee huet d'Juegdgëigner A.s.b.l. d'Petitioun N°306 fir d'Ofschafe vum der Fräizäitjuegd a fir d'Aféierung vun enger staatlecher Wëldheeg iwwerreicht.

## Communications du Président - Séance publique du 7 juin 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi et la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6284** - Projet de loi portant sur l'exploitation d'une base de données à caractère personnel relative aux élèves

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 17.05.2011

**6285** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne relative au renouvellement et à l'entretien du pont frontalier sur la Moselle entre Wellen et Grevenmacher, signée à Grevenmacher, le 21 octobre 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 17.05.2011

**6286** - Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 2009 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs et modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet 1. le développement et la diversification économiques et 2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.05.2011

**6287** - Projet de loi relatif à la construction du Lycée technique Gilsdorf

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 25.05.2011

**6288** - Projet de loi relative aux déchets

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 25.05.2011

**6289** - Proposition de modification des articles 16 et 86 du Règlement de la Chambre des Députés

Dépôt: M. François Bausch, Député, M. Xavier Bettel, Député, M. Lucien Lux, Député, M. Laurent Mosar, Député, M. Lucien Thiel, Député, le 26.05.2011

**6290** - Projet de loi portant approbation du Protocole de Luxembourg portant sur les questions spécifiques au matériel roulant ferroviaire à la Convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, signé à Luxembourg, le 23 février 2007

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 30.05.2011

**6291** - Projet de loi portant modification de la loi du 29 mai 2009 instituant un régime temporaire de garantie en vue du redressement économique

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 31.05.2011

**6292** - Projet de loi relatif aux conditions des transferts de produits liés à la défense dans l'Union européenne

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 31.05.2011

3) Les 9 et 10 mai 2011 s'est tenue à Paris la 60<sup>e</sup> et dernière session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. Y ont participé cinq membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir le Président de la délégation, M. Norbert Hauptert, et Mmes Anne Brasseur et Lydie Err, membres effectifs, et MM. Fernand Boden et Marc Spautz, membres suppléants, M. Jean Huss s'étant excusé.

De nombreuses personnalités sont intervenues pour rendre hommage à l'œuvre accomplie par l'UEO et son Assemblée au service de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) qui inclut la politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

Ainsi, deux Luxembourgeois ont figuré parmi les orateurs, à savoir le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, et M. Charles Goerens, Membre du Parlement européen et ancien Président de l'Assemblée de l'UEO (de 1987 à 1990).

Le Président de la Chambre a rappelé que l'UEO a contribué pendant plus d'un demi-siècle à forger une véritable solidarité européenne et il a estimé qu'il est primordial que les parlements nationaux continuent à jouer un rôle important dans le suivi de la PESC/PSDC, à mener collectivement une réflexion stratégique et à n'accepter aucun recul des acquis de l'Assemblée de l'UEO.

M. Goerens, lui, a mis l'accent sur l'importance de la «double mission de contrôle et de l'impulsion politique» de l'Assemblée de l'UEO. Si le Parlement européen a certainement son mot à dire en matière de PESC/PSDC, les budgets de défense restent du ressort des parlements nationaux. Il a appelé les parlementaires à briser le monopole des arrière-pensées pour faire avancer la défense européenne.

Trois rapports testaments ont été présentés et les recommandations y incluses ont été adoptées, à savoir sur:

- La politique étrangère, de sécurité et de défense de l'Europe: bilan et perspectives

- La politique de sécurité et de défense commune: jalons pour l'avenir

- L'avenir des capacités européennes de défense

Dans son intervention sur les rapports, M. Hauptert a tenu à assurer l'assistance du fait que les archives de l'UEO ont été léguées au Centre virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) à Sanem, que le Luxembourg veillera à ce que ces documents témoins de la valeur des travaux réalisés par l'Assemblée parlementaire soient mis sur place à la disposition du grand public.

Avec la fermeture le 30 juin 2011 de l'UEO (Assemblée et Conseil), un total approximatif d'une cinquantaine de personnes ont perdu respectivement vont perdre leur emploi à Paris et à Bruxelles.

4) Du 27 au 30 mai 2011 s'est tenue la Session de printemps du parlement de l'OTAN à Varna en Bulgarie. La Chambre des Députés y était représentée par MM. Norbert Hauptert et Marc Angel, Mme Nancy Arendt épouse Kemp et MM. Félix Eischen et Claude Adam.

5) La 45<sup>e</sup> Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires (COSAC) a eu lieu du 29 au 31 mai 2011 à Budapest. MM. Fernand Boden, Ben Fayot, Eugène Berger, Félix

Braz et Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés.

6) La pétition n°306 «fir d'Ofschafe vum der Fräizäitjuegd a fir d'Aféierung vun enger staatlecher Wëldheeg» a été déposée en date du 10 mai 2011 par la Juegdgëigner a.s.b.l.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 3. 6280 - Proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation

### Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 26. Mee huet sech d'Presidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech ëm d'Proposition de loi N°6280, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Bail à usage d'habitation, déi vum Här Ben Fayot den 3. Mee deponéiert gouf.

Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Presidentekonferenz an?

### (Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

## 4. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 26. Mee huet d'Presidentekonferenz fir des Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt d'Motioun vum Här Ben Fayot iwwert déi palästinensesch Prisonnéier; dann de Projet de loi 6258, eng Konventioun iwwert d'Ausweispabeiere vun de Sëileit, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6257, d'Ofkommes iwwert d'Duebelbesteuerung mat Japan, Portugal, Hongkong, Schweden, San Marino, Barbados a Panama, och nom Basismodell; eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Gestioun vun der Europäescher Unioun vun der öffentlecher Scholdekrise an Europa, an dann eng Orientéierungsdebatte iwwert d'Relationen tëschent dem Stat an de Gemengen op där enger Säit an de reliése Gemeinschaften op där anerer Säit, nom Modell 1.

Muer de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Orientéierungsdebatte iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsmann, nom Modell 1; dann d'Motioun vum Här Camille Gira iwwert d'Vetraulechkeetsklausel vun de Verhandlungen iwwert d'Emissionsrechter am Kader vum Kyoto-Protokoll; dann de Projet de loi 6213 iwwert déi fräiwëlleg Participatioun um EMAS-System, nom Basismodell; de Projet de loi 6241 iwwert d'Substanzen, déi d'Ozonschicht schiedegen, nom Basismodell; de Projet de loi 6242 iwwert d'Gaz à effet de serre fluorés, nom Basismodell; de Projet de loi 6274, eng Ofännerung vun enger Konventioun iwwert d'Loftverschmutzung, nom Basismodell.

Den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Zukunft vum Projet „Eis Schoul“; dann de Projet de loi 6226 iwwert d'Verstärkung vum Personal an den administrativen an technesche Carrièren a verschidde Lycées vum Land, nom Basismodell; dann eng Orientéierungsdebatte iwwert de Rapport vun der Kontrollkommissioun iwwert d'Euthanasiegesetz, nom Modell 1; d'Motioun vum Här Jean Huss iwwert d'Fëmmgesetz; de Projet de loi 6138 iwwert d'Entraves à l'exercice de la justice, nom Modell 1; de Projet de loi 6218, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Droit d'asile, nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

Den Här Gast Gibéryen freet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. De 7. Abrëll hunn ech hei an der Chamber am Kader vun der Lag vun der Natioun un den Här Statsminister eng Fro gestallt am Kader vun enger Katastroph am Atomkraaftwierk zu Cattenom, wéi d'Evacuatiounspång vun der Lëtzebuurger Regierung wieren a wou d'Lëtzebuurger géifen evakuéiert ginn am Fall, wou esou eng Katastroph géif do virkommen. Den Här Statsminister huet mer duerno hei bei senger Äntwert net op déi Fro geäntwert.

Dunn hunn ech de 27. Abrëll dëst Joer enner schréfftlecher Form eng Question parlementaire gestallt, wou ech him deiselwecht Fro gestallt hunn: wou dann, wa géif evakuéiert ginn, d'Leit evakuéiert ginn, wéi et géif garantiert ginn, datt déi staatlech Institutiounen géife weiderfunktionéieren, wéi et wier mat de Betriber - well mer jo wëssen, wa géif zu Cattenom eppes geschéien, datt de gréissten Deel vu Lëtzebuerg misst evakuéiert ginn -, wéi d'Institutiounen géife weiderfunktionéieren an ob et och eng Méiglechkeet géif ginn, wou de Stat respektiv d'Privatleit oder d'Betriber géifen indemniséiert ginn.

Haut elo, den 12. Juni (veuillez lire: de 7. Juni), wou mer eis befannen, also méi wéi zwee Méint, nodeem datt ech déi Fro gestallt hunn, muss ech feststellen, datt ech nach ëmmer vun der Regierung keng Äntwert kritt hunn, wou d'Leit da géifen evaküiert ginn, wann eng Atomkatastroph géif zu Cattenom geschéien.

Ech muss lech soen, Här President, ech fannen et skandaléis, datt grad an esou enger Fro, wéi et den Évacuationsplang ass - wou misste bannent Stonnen Décisioun geholl ginn, wou d'Leit missten evaküiert ginn -, eng Regierung no zwee Méint nach net amstand ass, eng Äntwert ze ginn, wou d'Leit géifen evaküiert ginn. Do kann ee just hoffen, datt nëmmen ni eppes zu Cattenom geschitt.

All well déi Fro net am Délai beäntwert ass, halen ech drop, dass d'Regierung se des Woch hei an der Chamber beäntwert.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Soss nach eppes zum Ordre du jour?

**(Interruption)**

Da ginn ech dovunner aus, datt den Ordre du jour domadder ugeholl ass. Da freet den Här Bausch d'Wuert.

## 5. Dépôt d'un document par M. François Bausch

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Här President, ech froen d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de règles de conduite applicables aux membres de la Chambre des Députés. Ech wëll déi heimadder déposéieren. Ech wier frou, wa mer déi dann an déi zoustänneg Kommissioun, d'Commission du Règlement, kéinte ginn, fir do diskutéiert ze ginn.

Merci.

### Propositions de règles de conduite applicables aux membres de la Chambre des Députés

Article 1<sup>er</sup>

Déclarations obligatoires

(1) Tout membre de la Chambre des Députés est tenu d'indiquer par écrit au Président les activités qui ont précédé son mandat à la Chambre des Députés, à savoir:

- sa dernière activité professionnelle exercée;
- ses activités en tant que membre d'un comité de direction, conseil de surveillance, conseil d'administration, d'un conseil consultatif ou autre organe d'une société ou entreprise;
- ses activités en tant que membre d'un comité de direction, conseil de surveillance, conseil d'administration, conseil consultatif d'un établissement ou d'une institution publics.

(2) Tout membre de la Chambre des Députés est également tenu d'indiquer par écrit au Président les activités ou contrats suivants, exercés, acceptés ou qui sont en vigueur au cours de son mandat de Député:

- ses activités rémunérées exercées en plus du mandat, en tant que non-salarié ou sous le couvert d'un contrat de travail. Cela inclut entre autres la poursuite d'une activité professionnelle exercée avant le mandat, telle que les activités de conseil, de représentation, l'établissement d'avis d'experts et autres;
- ses activités en tant que membre d'un comité de direction, conseil de surveillance, conseil d'administration, comité consultatif ou autre organe d'une société ou entreprise;
- ses activités en tant que membre d'un comité de direction, conseil de surveillance, conseil d'administration, comité consultatif ou autre organe d'un établissement ou d'une institution publics;
- ses activités en tant que membre d'un comité de direction ou de tout autre organe de direction d'une association ou organisation analogue et d'une fondation;
- l'existence ou la conclusion d'accords concernant l'attribution d'activités déterminées et l'octroi éventuel d'avantages financiers à un membre de la Chambre des Députés envisagés durant son mandat ou au terme de celui-ci;
- la détention ou la prise de participation dans une société de personnes ou de capitaux s'il en résulte une influence économique importante sur l'entreprise.

(3) Dans le cas des activités et contrats qui sont soumis à déclaration conformément au paragraphe 2, points 1 à 5, le montant des revenus doit en être indiqué s'il dépasse le montant de 1.000 euros par an.

Les montants à prendre en considération à cet effet sont les rémunérations brutes, y compris les indemnités, compensations et prestations en nature.

(4) Le Bureau de la Chambre des Députés édicte les modalités d'application sur le fond et la forme des déclarations obligatoires.

(5) L'obligation de déclarer ne s'applique pas à la communication de renseignements sur des tiers.

(6) Les déclarations visées par les présentes règles de conduite doivent être transmises au Président de la Chambre des Députés dans un délai de trois mois après l'acquisition de la qualité de membre de la Chambre des Députés et après l'entrée en vigueur durant la législature de modifications ou de compléments à ces déclarations.

Article 2

Publication

Les renseignements visés à l'article premier sont publiés sur les pages Internet de la Chambre des Députés. Les revenus sont mentionnés comme tels.

Article 3

Dons

Les membres de la Chambre des Députés ne peuvent accepter dans le cadre de leur activité des dons en espèces.

Un don en nature dans l'exercice de son mandat n'est pas considéré comme un don au sens de la présente disposition s'il ne dépasse pas la valeur de 150 euros.

Article 4

Référence à la qualité de membre

Toute référence à la qualité de membre de la Chambre des Députés dans des affaires professionnelles ou commerciales est interdite.

Article 5

Intérêts concernés par les délibérations en commission

Tout membre de la Chambre des Députés qui, contre rémunération, travaille sur une question faisant l'objet de délibérations dans une commission de la Chambre des Députés doit, en tant que membre de cette commission, faire connaître avant les délibérations ses intérêts éventuels dans ce domaine dans la mesure où ils ne découlent pas manifestement des indications publiées conformément à l'article 3 ci-dessus.

Article 6

Procédure

(1) Lorsque des indices portent à croire qu'un membre de la Chambre des Députés a violé les règles de conduite, le Bureau de la Chambre entend le membre concerné et instruit le dossier. Le Bureau peut exiger du Député des informations complémentaires en vue d'expliquer et de préciser les faits et il peut demander au président du groupe parlementaire auquel appartient le Député de prendre position.

(2) Si le Bureau de la Chambre des Députés est convaincu que le cas n'est pas grave ou qu'il y a négligence légère (p. ex. dépassement des délais de déclaration), le Député concerné reçoit un rappel à l'ordre.

Le Bureau de la Chambre des Députés détermine après audition du membre de la Chambre des Députés s'il y a eu infraction aux règles de conduite. Les constatations du Bureau de la Chambre des Députés selon lesquelles un membre de la Chambre des Députés a dérogé aux règles de conduite sont publiées sans préjudice d'autres sanctions. La constatation que le membre n'a pas violé ces principes est publiée si le Député en question en fait la demande.

(3) Si des indices portent à croire qu'un membre du Bureau de la Chambre des Députés a dérogé à ses obligations de déclaration, le Député concerné ne prend pas part aux réunions s'inscrivant dans le cadre de cette procédure. Le vice-président du groupe parlementaire est entendu à la place du président en cause conformément au paragraphe 1, et est informé conformément au paragraphe 2. Si des indices portent à croire que le Président de la Chambre des Députés a dérogé aux règles de conduite, la procédure est engagée par un Vice-président conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 3.

(4) Le membre de la Chambre des Députés qui a enfreint l'obligation de déclaration peut se voir infliger une sanction pécuniaire de la part du Bureau de la Chambre des Députés, après avoir été entendu une nouvelle fois. Le montant de la sanction pécuniaire est calculé suivant la gravité des faits et le degré de culpabilité. Il peut s'élever jusqu'à la moitié des indemnités parlementaires annuelles. La sanction pécuniaire est fixée par le Président. À la demande du Député concerné, il peut être convenu d'un paiement échelonné.

Un recours contre la sanction prononcée par le Bureau de la Chambre des Députés est possible devant le Tribunal administratif.

(s.) Groupe parlementaire déi gréng

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. Da kéime mer elo zu der Motioun vum Här Ben

Fayot iwwert déi palästinensesch Prisonnier. Do hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Haupt, d'Madame Polfer, den Här Braz, den Här Kartheiser an den Här Hoffmann. Här Fayot, Dir hutt elo d'Wuert als Auteur vun der Motioun.

## 6. Motion de M. Ben Fayot sur les prisonniers palestiniens

Exposé

► **M. Ben Fayot** (LSAP), auteur. - Här President, des Motioun iwwert d'palästinensesch Prisonnier geet zrëck op eng Initiativ vun onsem Kolleg André Hoffmann, deen eng Motioun zu deem Sujet ausgeschafft hat. Mir hu seng Textpropos an der aussepolitischer Kommissioun mat him zesummen diskutéiert, an ech hunn dorobber am Opdrag vun der Kommissioun en neien Text virgeluecht. D'Kommissioun huet mech chargéiert, fir deen Text hei an hirem Numm ze déposieren an ze presentéieren. Ech muss och soen, dass ee Member vun der Kommissioun géint déi Décisioun war.

Här President, d'Motioun ass vun alle Fraktiounen a Sensibilitäten, ausser der ADR, gedroen. Si reit sech an - dat rappeliere mer och an enger Annex, an enger Note - an eng Partie Motiounen a Resolutiounen, déi d'Chamber an de leschte Joren am Kader vum israelesch-palästinensesche Konflikt meeschtens eestëmmege verabschit huet.

Ons Chamber huet sech dobäi ëmmer fir eng friddlech an négociéiert Léisung an deem Konflikt agesat. Si huet ëmmer op Gewaltverzicht gehalten a sech ganz besonnesch géint den Asaz vu Gewalt géint Zivilpersounen, egal vu wat fir enger Sait, ausgeschwat.

Si huet sech ëmmer fir d'Recht vun Israel op eng friddlech Existenz ausgeschwat a si setzt sech am Kader vun de Beméiung vum der internationaler Gemeinschaft fir eng Zweek-State-Léisung an.

An hire Stellungnahme stellt d'Chamber sech op de Standpunkt vum internationale Recht a ganz besonnesch vum humanitäre Recht, dat d'Rechter an d'Flichte vun de Länner am Fall vu bewaffneten Auseensetzungen festleet.

Dat hu mer eestëmmege gemaach, wéi mer hei d'Motioun vum ADR iwwert den israelesch Zaldot Gilad Shalit ugeholl hunn, dee vun der Hamas e puer Joer laang am Gaza-Sträife géint all humanitäre Recht als Geisel festgehale gëtt.

A wat den Traitement vu palästinensesche Prisonnier ugeet, deen den Objet vun deser Motioun ass, wësse mer, dass Israel an der Auseensetzung mat de Palästinenser géint terroristesch Aktiounen virgaangen ass an dobäi palästinensesch Aktivisten festgeholl huet, och preventiv. Israel huet dobäi dat humanitäre Recht net - an oft net - respektéiert. Dat humanitäre Recht, dat fir de Gilad Shalit gëllt, gëllt och fir déi 6.000 palästinensesch Prisonnier, déi vun Israel agespaart sinn.

Déi palästinensesch Prisonnier gi meeschtens an Israel gefaange gehalen, entgéint de Bestëmmung vum der 4. Konventioun vu Genève. Enner hinne gëtt et Kanner enner 16 Joer. Vill si weder inculpeiert nach veruerteelt, e puer Honnert sti viru Militärgericht, a grouss ONGE wéi d'Rout Kräiz oder Amnesty schwätze vun „traitements cruels, inhumains et dégradants“ géigeniwwer de palästinensesche Prisonnier.

Mir froen duerfir, dass des Prisonnier geméiss dem humanitäre Recht traitéiert ginn, dass se endlech en Zivilprozess gemaach kréien, dass hir Konditiounen an de Prisonge verbessert ginn, dass se Besuch vun hire Famillje kréien an dass déi international Rechtsnorme vun Israel respektéiert ginn.

Mir hoffen, dass déi international Gemeinschaft et fäerdeg bréngt, de Friddensprozess zwëschen Israel a Palästina weiderzedreiw, an en anstännege Traitement vun de palästinensesche Prisonnier géif sécher och zu deem Friddensprozess bäidroen.

Här President, fir dass dat méiglech ass, also dass e Friddensprozess kann aboutiséieren, müssen all d'Partie Konzessiounen maachen: Duerfir muss d'israelesch Regierung Konzessiounen maachen a kloer an daitlech hire Wëlle fir en négociéierte Fridden enner Bewäis stellen, d'Palästinenser hirersäits sollen no der interpalästinensescher Reconciliation dem Terrorismus ofsoen an d'Recht vun Israel op seng Existenz unerkennen.

Dann hu Friddensverhandlungen endlech eng Chance am Interessi vun de Menschen, déi an där Géigend liewen an déi och endlech eng Perspektiv an hirem Liewe wëllen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. An als éischte Riedner ass den Här Haupt agedroen. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Norbert Hauptert** (CSV). - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt un éischer Stell hei dem Kolleg Ander Hoffmann fir seng Initiativ an dem Kolleg Ben Fayot Merci soe fir d'Presentatioun vun deser Motioun, déi mer als CSV och kenne matdroen.

Am Konflikt tèschent Palästina an Israel ass näscht ganz wäiss an näscht ganz schwaarz. Gro muss awer den Alldag fir déi jonk Palästinienser an Israelien erschéngen, déi an hirem Liewen nach soss näscht erlieft hu wéi Krich! Op béide Saite geschéie Saachen, déi géint d'Konventioun vun de Mënscherechter verstoussen an déi ze condamnéiere sinn.

De Richard Goldstone huet a sengem Rapport iwwert d'Operatiounen am Gaza vum Dezember 2008 a Januar 2009 besonnesch Israel, awer och der Hamas Krichsverbriechechen a méiglech Verbrieche géint d'Mënschheit virgeworf.

Kee verkennt, dass den israelesche Stat vu Länner emginn ass, an deenen hien net vill Frënn huet. Doduerch kann een och déi skeptesch, méstrausch Haltung vun den Israelien géigeniwwer hiren Nopere verstoen. Vill terroristesch Attacken, vill Missilen a Granaten hunn an der israelescher ziviler Bevëlkerung vill Schued ugericht.

Duerfir kann een och verstoen, dass Israel versicht, esou Attacken ze verhënnen. Duerfir kann een awer net all Mëttele approuvéieren, déi vun der israelescher Regierung geholl ginn, fir sech ze wieren. Et kann een net verkennen, dass Israel mat enger Rei vu Mesuren, déi se a leschter Zäit geholl hunn, an duerch d'Ignoréiere vun den internationale Virschléi, fir de Fridden erbäizeféieren, net nëmmen d'Palästinenser, mä déi gesamt international Communautéit verweidert huet a sech domat an d'international Isolatioun verdränge gelooss huet.

Et sief hei kuerz ernimmt: déi israelesch Attack op d'Flottille Free Gaza Movement vum leschte Joer; déi zënter Joren dauerend Blockad vu Gaza; d'Weiderféieren trotz internationale Protester a Condamnatiounen vun hirer Siedlungspolitik op palästinenseschem Territoire; déi illegal Exploitatioun op Käschte vum palästinensesche Vollek vun de Gewässer aus dem Jordandall; d'Gefangenhale vu palästinensesche Prisonnier an israelesche Prisongen; d'Entzée vum Wunnrecht vun iwwer 100.000 Palästinenser, déi hiert Land zäitweis verlooss haten; an de leschte Weekend nach d'Erschéisse vun 23 Palästinenser op der Grenz tèschent Israel a Gaza.

De Fridden tèschent Israel a Palästina ass och wichteg fir de Fridden an der ganzer Region. De Respekt vun de Mënscherechter gëllt och de Prisonnier, a besonnesch de Krichs-prisonnier. All Land ass verpflichtet, déi internationale Konventiounen wat d'Mënscherechter ubelaangt ze respektéieren. Dat gëllt och fir Israel, an awer och fir d'Palästinenser. Duerfir kann d'CSV-Fraktioun och des Motioun matdroen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Norbert Hauptert. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydie Polfer** (DP). - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'Al-leréisch dem President vun der Commission des Affaires étrangères, dem Här Fayot, Merci soe fir déi ganz konstruktiv Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten an déi mam Här Hoffmann, deen, wéi gesot, eng éischt Motioun eragin hat, zu enger, mengen ech, ganz konstruktiver Motioun gefouert hunn.

Dat iwwer eng Situatioun, iwwert de Konflikt tèschent Israel a Palästinenser, dee wuel deen emotionellsten an och dee längste Konflikt ass, mat deem d'international Communautéit zënter Jorzéngte konfrontéiert ass, a wou Gewalt an Haass a Revanche den Alldag souwuel vun den Israelië wéi vun de Palästinenser prägen.

Terroristesche Attacken op Israel, gefollegt vu militäreschen Géigenattacken, déi onendlech vill Leed provozéieren, regléieren zënter ze Laangem d'Atmosphär an deser Region. Vill, ganz vill Efforté si gemaach ginn, fir eng politesch Léisung erbäizeféieren, mä bis elo oui Erfolleg. An dach wësse mer alleguerten, dass dat déi eenzeg Léisung wäert sinn.



Mä en attendant - an, hoffe mer alleguer, net méi ze laang - mä en attendant mussen awer, egal wéi d'Situatioun ass, all international Engagement a Konventiounen agehale ginn! An dat ass genau dat, wat an dëser Motioun steet, besonnesch, wat eben d'Situatioun vun deene 6.000 palästinensesche Prisonnierer an israellesche Prisonggen ubelaangt.

An dëser Motioun geet et drëm, e Pays ami, mat deem ons vill verbënnt, drop hinweisen, dass an alle Situatiounen d'Internationaal Recht muss gëllen, well nëmmen e Rechtsstat kann de Garant si fir d'Méischerechter!

Et ass an onsen Aen e Frëndesbewäis, wann een deen - ob dat elo e Mënsch ass, eng Organisatioun oder e Land, mat deem ee villes verbënnt an deen engem no steet - drop hiweist, wann ee mengt, dass en an eng falsch Richtung, a falsch Bunne geréit. De Sënn ass, fir heimat ze verhënnere, dass de Gruet, jo, d'Leed op béide Säiten nach méi grouss gëtt an esou all friddlech Léisung op nach méi onendlech Zäiten erausschiebt. Duerfir ënnerstëtze mir als Demokratesch Partei déi Motioun.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Merci och dem Änder Hoffmann fir seng Initiativ mat dëser Motioun, an och dem Ben Fayot als President vun der zoustänneger Kommissioun, deen et mat erméiglecht huet, dass mer eng Motioun haut vläicht awer nach kënnen eestëmmeg unhuelen - oder mat enger ganz grosser Majoritéit - hei an der Chamber.

Et ass net fir d'Éischt, dass mer an de leschte Joren iwwert d'Problematik vun Israel a vun der Situatioun a Palästina schwätzen. Et ass keng nei Debatt. An eigentlech huet d'Chamber sech och ëmmer konstant, a Lëtzebuerg sech konstant fir déiselwech Léisung ausgeschwat. Eng Léisung, déi zwee Staten unerkennt. Zwee Staten, déi alle béid hiert Existenzrecht mussen hunn, wat vu kengem dierf a Fro gestallt ginn. Zwee Staten, déi a Fridden an a Sécherheet wëlle liewen. An dat ass déi ieweschste Prioritéit, hannert déi sech och déi Lëtzebuurger Aussepolitik an all deene Jore konstant gestallt huet.

Mir hunn och, wa mer hei zu Lëtzebuerg doriwwe geschwat hunn, ni vergiess, dass een de Konflikt tëschent Palästinenser an Israel net dierf reduzéieren op e Konflikt tëschent zwou Parteien. Dëse Konflikt ass sécher e regionalen, mä och e globale Konflikt. An d'Acteuren, déi an dësem Konflikt matschwätzen, sinn der wäit méi wéi zwee, mat ganz ënnerschiddlechen Agendaen, wat net hëlleft, fir séier eng friddlech Léisung kënnen erbäizeféieren.

Déi international Implikatioun ass wuel noutwendeg, mä si huet et bis haut net fäerdeg bruecht, zu enger richteger Léisung ze féieren. Europa huet och säi Rôle an deem Konflikt probéiert ze spillen. Europa kann awer nëmmen e Rôle an deem Konflikt spillen, wann et e Partner bleibt, dee vu béide Säiten als Partner kann akzeptéiert ginn, wann et e Partner ass, deen d'Crédibilitéit huet bei béide Säiten.

Ech géif soen, dass et am Moment vläicht eng besonnesch Situatioun gëtt, eng kleng Zäitfenster gëtt, wou Europa vläicht eng nach méi grouss Roll ka spillen, no deem - et muss ee scho bal soen - Affront, deen den israellesche Premier dem amerikanesche President gemaach huet, wéi hie mat engem Revers vun der Hand d'Virschléi vun amerikanesche President vum Dësch gewisen huet.

Europa, mengen ech, huet elo dofir eng Kaart, déi nach méi wichteg ass wéi soss, ze spillen, well Israel - a wann ech Israel soen, da mengen ech d'israellesch Regierung - sech net kann erlaben, sech à la fois vu sengem amerikanesche Partner an och nach vu sengen europäesche Partner gläichzäitig ewechzobewegen. Europa soll déi Gonscht do vun der Stonn notzen. Well Partner si mat béide Parteien, heescht op kee Fall blann sinn an heescht och net daf sinn.

Dat huet d'Lëtzebuurger Chamber och an deene leschte Joren ëmmer gewisen, dass mer als Partner an als Frënn vu béide weder blann nach daf sinn. Mir hunn dat gemaach bei enger Motioun, déi méi humanitär inspiréiert war, fir de spezifeschen a perséinleche Fall vun Zaldot Gilad Shalit.

Haut hu mer eng Motioun, déi eigentlech méi wäit nach geet. Hei geet et ëm ganz vill Leit, ëm iwwer 6.000 Prisonnierer, dovunner souguer iwwer 200 Kanner vun 11, 12, 13, 14 Joer, wat natierlech e ganz ellent Licht gehäit op d'Politik vun der israellescher Regierung an där doter Matière.

International Recht muss respektéiert ginn. An et ass och eise Rôle als Lëtzebuurger Chamber, eise Partner a Frënn dat an aller Däitlechkeet ze soen. Déi Situatioun ass net tolerabel, an dat brauch een och dofir net anescht anzekleeden. Et muss een et däitlech soen, fir dass de Message verstane gëtt. Dat, wat net geet, dat geet eben net!

Dat heescht awer net, dass een Israel soll permanent mat der Regierung vum Benjamin Netanyahu gläichsetzen, déi villes falsch mécht. Et ass eng ultrariets Regierung, a mir als gréng Fraktioun hu keng Sympathië fir ultrariets Regierungen, net zu Lëtzebuerg an och net an Israel!

Ganz villes ënnerscheet eis vun där Politik, déi déi aktuell israellesch Regierung mécht, a mir wäerten och mat all deenen net midd ginn, se ze kritiséieren, wa mer mengen, dass se eppes falsch mécht. Dat ännert awer näischt un eiser Frëndschaft, déi mer mam israellesche Vollek hunn. Mä d'Kritiken un der Regierung Netanyahu, déi musse kënnen an aller Däitlechkeet formuléiert ginn.

Här Ausseminister, d'Chamber gëtt lech haut e klore Message mat, nämlech de Message, ëmmer dann, wann Dir israellesch Autoritéite begéint, hinne kloer an däitlech ze soen, dass d'Lëtzebuurger Chamber déi Situatioun, den Émgank mat de Prisonnierer, mat de palästinensesche Prisonnierer an Israel, préoccupéiert an dass mer net averstane sinn! Dass mer dat als eng Verletzung vum internationale Recht considéieren, dass mer dat als eng Verletzung vum humanitäre Recht considéieren. A mir fuerderen lech op, Här Ausseminister, dat dann och an där Däitlechkeet Ären Interlocuteurs ze soen.

E lescht Wuert, Här President, fir awer eng Hoffnung auszedecken. D'Hoffnung vum Fridde fir déi Géigend do vun der Welt, och fir d'Regioun ronderëm. D'Hoffnung, dass den nei fonnte Gouvernement de coalition nationale tatsächlech kann e positive Rôle spillen. Mir als gréng Fraktioun ënnerstëtzen de Fait, dass et eng Regierung gëtt de coalition nationale, a mir hoffen, dass an där Koalitioun déi Kräften d'Iwwerhand behalen, déi besonne sinn an déi de Fridden tatsächlech wëllen errechen.

Mir mengen, dass dat heiten en Instrument ass, dat kann deem Zweck do dénglech sinn; och wann ee weess, wéi schwierig dass et ass. A mir géifen eis och fir Israel eng nei, eng aner Regierung wënschen: eng, déi méi vum Esprit vum Yitzhak Rabin inspiréiert wär wéi vum Esprit vum Benjamin Netanyahu.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz, an als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmools Merci. Ech bieten lech vläicht, mer zwou, dräi Sekonne méi ze ginn, well ech wollt lech zwou Motiounen och iwwerreeche bei dëser Geleeënheet.

Fir et ganz séier ze maachen: Och mir schlëssen eis dem Här Fayot un, mat engem grouss Merci fir säin Text, dann och dem Här Hoffmann fir eng Initiativ geholl ze hunn, fir deene palästinensesche Prisonnierer an där Region kennen ze hëllef.

Ganz kuerz: Mir sinn awer mat där Resoloutioun (veuillez lire: Motioun), wéi se eis virläit, net d'accord, aus enger Rei vu Grënn. Wa mir iwwert de Moyen-Orient schwätzen am Abléck, mengen ech, sollte mer och déi Haaptproblematike grëndlech ernimmen, déi am Abléck déi Region charakteriséieren. Dat ass notament och, wat an den arabesche State geschitt. Déi demokratesch Revolutiounen, déi do sinn: Mir hätte gär, dat déi ënnerstëtzt ginn, an och, dat eis Regierung notament a Syrien an am Jemen intervenéiert, fir dat déi Gewalt géint déi Mouvementer ophält.

Mir denken och, dat Lëtzebuerg jo d'Interventioun a Libyen ënnerstëtzt, a mir denken also dofir, dat mer, wa mer als Parlament hei iwvert de Moyen-Orient schwätzen, och sollten eis ënnerstëtzung fir den Engagement a Libyen ausdrécken. Dat geschitt jo och mat eiser politescher Solidaritéit an och mat Lëtzebuurger Suen. An ech mengen, dat mer do d'Regierung an där Hisiicht sollte stäipen.

Mir denken och, wat de Moyen-Orient ugeet, dat mer net sollten einfach nokucken, wa reliéis Minoritéiten, besonnesch Chrëschten, am Abléck an enger Rei vun arabeschen an aneren islamesche State persécutéiert ginn. Och dat ass eng Problematik, déi mer sollten schwätzen als Chamber an eis Suerg driwwer ausdrécken.

Dofir, Här President, eng éischt Motioun, déi ech lech wollt iwwerreechen, betrëfft also méi allgemeng d'Situatioun am Moyen-Orient. Si huet fënnef Ënnerschrëften.

## Motion

*La Chambre des Députés,*

- *rappelant ses motions et résolutions des dernières années appelant à une paix globale, juste et durable entre Israël et les Palestiniens, appelant en outre au respect de la sécurité d'Israël et à la création d'un État palestinien viable et démocratique;*

- *saluant le mouvement populaire dans les pays arabes pour la démocratie et le respect des droits de l'Homme qui devrait également ouvrir de nouvelles perspectives pour la paix dans le conflit israélo-palestinien;*

- *profondément inquiète de la violence contre les minorités chrétiennes dans un grand nombre de pays dans la région;*

- *se félicitant de l'engagement de l'Alliance atlantique en Libye dans l'intérêt de la protection de la population civile;*

- *exprimant sa profonde inquiétude face à la situation dans certains pays arabes et, en particulier, en Syrie et au Yémen où les mouvements démocratiques sont actuellement cruellement réprimés par les Gouvernements en place;*

*invite le Gouvernement*

1. *à soutenir les mouvements démocratiques dans les pays arabes et à faire valoir son influence auprès des Gouvernements syrien et yéménite pour qu'ils renoncent à la violence et afin de les faire incliner vers un dialogue pacifique avec l'opposition;*

2. *à continuer en particulier à soutenir l'action de l'Alliance atlantique en Libye conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies;*

3. *à faire tout son possible pour soutenir le processus de paix au Moyen-Orient en demandant au Gouvernement israélien comme aux représentants palestiniens de reprendre au plus vite les négociations sur la base des propositions du Quartet;*

4. *à inviter l'Union européenne à soutenir généreusement les pays arabes en voie de transition démocratique, en particulier sur le plan économique, et à contribuer également à titre national à cet objectif;*

5. *à intervenir, à titre national et conjointement avec ses partenaires et alliés, auprès des Gouvernements des États où des chrétiens ont été victimes de violence pour des raisons religieuses, afin qu'ils garantissent désormais la sécurité des populations chrétiennes et de leur clergé, comme également celle de toutes les autres minorités religieuses, et qu'ils s'engagent pour le respect plein et entier de la liberté religieuse.*

(s.) *Fernand Kartheiser, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann.*

Wat elo déi Motioun ugeet, déi den Här Fayot elo prezis proposéiert huet, domadder hu mer eng Partie Problemer - klenger - redaktioneller Natur, wéi zum Beispill: Amnesty International ass keng „organisation internationale“, mä eng international Netregierungorganisation. Ech mengen, et ass wichteg, dat mer awer an den Texter esou Ënnerscheeder respektéieren.

Mä wat de Fong ugeet: Mir sinn net op engem A blann. Mir sollten net vergiessen hei als Chamber, dat et palästinensesch Prisonnierer net nëmmen an Israel gëtt, mä eben och an de palästinenseschen Territoiren, déi vu Fatah an Hamas kontrolléiert sinn. A mir hunn eng ganz Rei international Organisationer wéi Amnesty International, Human Rights Watch an eng Rei vun arabesche Mëscherechtsorganisationen, déi soen, dat déi Prisonnierer vun de Palästinenser a palästinenseschen Territoire schlecht behandelt ginn, torturéiert ginn. Et si fënnef extralegal Exekutiounen eleng vun der Hamas d'lescht Joer virgeholl ginn.

An et wär falsch, wa mir als Lëtzebuurger Parlament nëmme géifen d'Situatioun vun de palästinensesche Prisonnierer an Israel kucken. Et ass gutt, dat mer dat maachen; et ass wichteg, dat mer dat maachen. Mä mir dierfen awer net den Androck ginn, dat mer d'Situatioun vun de palästinensesche Prisonnierer op anere Plazen dann net mat darselwechter Suergfalt a mat deemselwechten Engagement géife kucken.

Fir eis als ADR gëtt et keen Ënnerscheid tëschent palästinensesche Prisonnierer an Israel oder an de palästinenseschen Territoiren. D'Méischerechter mussen iwwerall gëllen.

Et ass an deem Sënn, Här President, wou mer Annerungen an där Motioun proposéieren. Mir wäre frou, wann all d'Parteien, an notament déi, déi an der Vergaangenheet wéinstens emol ëmmer vernünfteg an equilibréiert iwvert de

Moyen-Orient reflektéiert hunn, déi och net antiisraellesch par essence sinn, sech deen Text géife grëndlech ukucken, ier mer ofstëmme.

Ech mengen, mir kéinten op enger equilibréierter Basis e vill bessert Signal ginn als Lëtzebuurger Chamber, wéi wa mer eis elo vun awer Kräften, déi awer kloer antiisraellesch sinn, géifen instrumentaliséiere loossen. Dat sollte mer net maachen.

Ech soen lech Merci.

## Motion

*La Chambre des Députés,*

- *rappelant ses motions et résolutions des dernières années appelant au respect du droit international humanitaire et aux efforts pour établir une paix globale, juste et durable entre Israël et la Palestine<sup>1</sup>, et pour garantir la sécurité d'Israël et la création d'un État palestinien viable et démocratique;*

- *saluant le profond mouvement populaire dans les pays arabes pour la démocratie et le respect des droits de l'Homme qui devrait également ouvrir de nouvelles perspectives pour la paix dans le conflit israélo-palestinien;*

- *exprimant l'espoir que l'accord négocié entre le Fatah et le Hamas les principales organisations palestiniennes entraînera la réconciliation inter-palestinienne, le respect des droits de l'Homme de tous les habitants des territoires palestiniens ainsi que la renonciation à la violence et à l'extrémisme nécessaires à la recherche d'une solution pacifique dudit conflit;*

- *considérant que, au cours des dernières années, Israël s'est trouvé confronté à de nombreux attentats terroristes meurtriers visant sa population civile;*

- *considérant que les autorités Israéliennes ont pris un certain nombre de mesures pour prévenir ces actions terroristes, y compris l'arrestation d'activistes palestiniens présumés, mais que la lutte contre le terrorisme ne saurait justifier la violation du droit international humanitaire;*

- *rappelant que la lutte contre le terrorisme ne saurait justifier la violation du droit international humanitaire et, en particulier, des Conventions de Genève;*

- *considérant qu'à la fin de 2010 environ 6.000 Palestiniens, presque tous arrêtés par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens, se trouvaient emprisonnés, dont la majorité en Israël, en violation de la 4<sup>e</sup> Convention de Genève qui stipule que les autorités israéliennes ne peuvent détenir les Palestiniens que sur les territoires palestiniens;*

- *considérant que de nombreux Palestiniens, presque tous arrêtés par l'armée israélienne dans les territoires palestiniens, se trouvent emprisonnés en Israël;*

- *considérant que la détention dite «administrative» permet aux autorités israéliennes d'emprisonner les Palestiniens sans inculpation ni jugement, qu'en outre des centaines de Palestiniens ont été inculpés d'infractions liées à la sécurité et déferés de ce fait devant des tribunaux militaires;*

- *considérant que de nombreuses organisations internationales (entre autres Croix-Rouge, Amnesty International, l'association israélienne de défense des droits humains B'Tselem) ont fait état d'allégations de traitements cruels, inhumains et dégradants envers les détenus palestiniens;*

- *considérant que de nombreuses organisations non gouvernementales ont fait rapport de traitements cruels, inhumains et dégradants envers les détenus palestiniens en Israël comme dans les territoires contrôlés par le Hamas ou le Fatah;*

- *choquée par les rapports de nombreuses organisations non gouvernementales indépendantes relatant des faits de mauvais traitement, de torture ainsi que des exécutions sommaires de prisonniers palestiniens par différents mouvements palestiniens et notamment le Hamas;*

- *considérant que de nombreux prisonniers palestiniens, en Israël comme dans les territoires palestiniens, sont privés du droit de visite de leurs familles;*

*invite le Gouvernement*

1. *à intervenir auprès du Gouvernement israélien et, par toute voie appropriée, auprès des représentants des Palestiniens afin que les prisonniers palestiniens bénéficient des droits internationaux reconnus et des principes de l'État de droit, et qu'ils puissent avoir accès à un procès équitable devant les tribunaux civils;*

<sup>1</sup> Entre autres la motion du 16 avril 2002 déposée par M. Paul Helminger au nom de la Commission des Affaires étrangères; la motion du 18 novembre 2009 déposée au nom de la Commission des Affaires étrangères par M. Ben Fayot; la motion déposée le 2 décembre 2010 par M. Fernand Kartheiser sur le soldat israélien Gilad Shalit; la résolution du 3 juin 2010 sur la «Gaza Freedom Flotilla» déposée par M. Ben Fayot au nom de la Commission des Affaires étrangères.



2. à intervenir, conjointement avec ses partenaires, auprès du Gouvernement israélien et, par toute voie appropriée, auprès des différents mouvements ou autorités palestiniens, afin d'améliorer les conditions de détention des prisonniers palestiniens, en tenant compte des standards internationaux;

3. à s'engager activement auprès de toutes les parties engagées dans le conflit pour le respect des normes juridiques internationalement reconnues, du droit international et des droits de l'Homme.

(s.) *Fernand Kartheiser, Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann.*

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. An als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, de fréieren israelischen Ausseminister Abba Eban, wat jo sécher kee Géigner vum Stat Israel als solche war, sot scho virun 30 Joer, also kuerz nom Krich vun 1967, dat hei: «L'exercice d'une domination permanente sur une nation étrangère ne peut être défendu que par une idéologie et une rhétorique d'adoration de soi et d'exclusion qui sont incompatibles avec l'héritage éthique du judaïsme prophétique et du sionisme classique.» Dat war fir d'israelesch Regierungspolitik gemengt.

Eis déif Betreffenheet duerch dat, wat an Europa mat der jiddescher Bevölkerung geschitt ass, daerf eis haut net drun hënneren, der israelischer Regierung hir iwwerhiefléich a repressiv Politik géigeniwwer der palästinenscher Populatioun am Allgemengen an de palästinenschesche Prisonnéier am Besonneschen ze kritisieren. Eng Politik, déi offensichtlech och a Kontradiktioon steet mat där beschter humanistescher Traditioun vun der jiddescher Kultur.

Duerch dee Komproméss an der Kommissioun sinn zwar bestëmmt Elementer vun der ursprénglecher Versioun ewechgefall am Text jiddfalls, zum Beispill den Emprisonnement vu mannerjährege Jugendlechen, vu palästinenschesche Parlamentarier, vu Mënscherechtsverdedeger, ech kann awer d'Motioun matdroen, well d'Substanz menger Meenung no net verluer gaangen ass.

Déi Substanz ass déi hei: Den israelische Stat - besser: d'israelesch Regierung, misst een effektiv soen - respektéiert am Émgank mat der palästinenscher Bevölkerung, mat de palästinenschesche Prisonnéier weder déi international unerkannte Prinzipien vun de Mënscherechter nach déi international unerkannte rechtlech Standarde vu Prozesser zum Beispill.

Also geet d'Opfuerderung un eis Regierung, fir sech mat alle Mëttelen anzusetzen - souwuel um nationale Plang wéi um europäesche Plang - fir de Respekt vun deene Mënscherechter a Rechtsprinzipien duerch den israelische Stat.

Grad elo - grad elo! -, wou an den arabesche Länner eng staark demokratesch Bewegung amgaangen ass, fir e fräiheetlechen demokrateschen Émbroch duerchzusetzen, grad elo ass de leschte Moment komm, mengen ech, den dréngendste Moment komm, fir Israel derzou ze verlichten, fir d'israelesch Regierung énnert Drock ze setzen, fir hir Politik grondsätzlichlech ze änneren, fir an där Regioun e gerechte Fridde méiglech ze maachen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dass ech och am Numm vun der Regierung wëll villmools Merci soen dem Här Hoffmann, deen hei de Stee gehäit huet, an och dem Här Fayot, deen dann am Numm vun der Kommissioun déi Motioun hei déposéiert huet, an alle Parteien, déi bereet sinn, fir déi Motioun hei ze droen.

Et ass eng ganz, ganz eescht Saach, an ech géif och mengen, Här President, dass ee sech soll bei dëser Debatt konzentréieren op dat, wat um Ordre du jour ass, nämlech d'israelesch Prisonnéier.

Et sinn - et ass hei gesot ginn - no UNO-Informationen iwwer 6.000, déi a 27 verschidde Prisongen an Israel, mä och an engem an der Cisjordanie implantéiert sinn. 130 vun de Prisonnéier - dat muss ee sech virstellen - si scho méi wéi 25 Joer am Prisong, vill vun hinnen ouni Condamnatioun. 225 vun deene Prisonnéier si Mineuren. 187 sinn tëschent 16 an 18 Joer al, an 38 hu manner wéi 16 Joer.

Et gëtt do dernieft nach 200 Prisonnéier, déi an enger Détection administrative si vun de Forces armées a vun de Services de sécurité, also vun der israelischer Regierung.

Dee prinzipielle Verstouss - an den Här Fayot hat et hei erwähnt - ass e Verstouss géint déi 4. Konventioun vu Genève, wou drasteet, dass d'Prisonnéier aus engem Territoire occupé och missten op deem Territoire kënnen détenéiert ginn.

Aus Gaza - fir nach e wéineg mat Zuelen ze operéieren - sinn ongeféier 700 Prisonnéier an Israel internéiert. Et sinn Dausenden Elteren, déi während Joren - sief et elo Elteren aus Gaza oder aus der Cisjordanie - net hir Leit, hir Kanner virun allem an den israelische Prisonge konnte besichen. An d'ONG Addameer grad wéi och Amnesty International, déi soen, dass an alle Prisongen eng ganz grouss Surpopulatioun ass, dass d'Konditiounen vun der Salubritéit net respektéiert ginn, dass ee Manko un Équipement do ass an dass virun allem och d'Prestations médicales ganz, ganz prekär sinn.

Addameer an Amnesty International sinn zwou ONGen, wou een net kann iwwer hir Seriositéit diskutéieren, a se soen, dass Mësshandlung ganz, ganz heefeg sinn. Déi meescht sinn natierlech am Prisong, oder vill sinn der am Prisong ouni eng Condamnatioun. Ganz vill ginn da fir 90 Deeg an de Prisong gesat an dann duerch eng Prorogatioun nach eng Kéier 90 Deeg, déi praktesch dann automatesch verlängert ginn.

D'Sprooch ass och e grouse Problem. Dir musst lech virstellen, déi Leit schwätze jo alle guerten d'Palästinenser-Arabesche, mä si kréien awer hir Deklaratiounen op Hebräesch dohinner geluecht a si mussen dann ënnerschreien. An dacks wësse se guer net, wat se ënnerschriwwen hunn.

Bei der administrativer Détection nach sinn d'Leit praktesch onbegrenzt am Prisong. Och do ginn all Kéiers vu sechs Méint zu sechs Méint duerch eng Décisioun vun enger militärescher Autoritéit - ouni Uklo, ouni Prozess selbstverständlech - déi Zäiten am Prisong verlängert.

Den UNO-Generalsekretär - an dat muss een hei ënnersträichen - huet de 7. an den 8. März zu Wien gesot, dass d'UNO sech nach méi staark misst de palästinenschesche Prisonnéier an Israel unhuelen, well sech do Onmenschlech an och vill Verstéiss géint d'internationalt Recht ofspillen.

Ech huele gären déi Opfuerderung vun der Chamber hei un, déi jo an der Motioun ausgeschwat ginn ass, Här President. An ech wäert mä Beschéit maachen, fir och do bei den israelischen Autoritéiten, awer och bei menge Kolleegen zu Bréissel d'Sensibiliséierung nach méi staark ze maachen, fir dass effektiv och op der UNO hei nom Rechte gekuckt gëtt.

Vläicht nach ee Wuert am Allgemengen. Ech mengen, et war den Här Braz, deen et ugeschwat huet, an och den Här Hoffmann huet et gemaach: dee wichtige Moment, virun deem mer elo stinn an der Europäescher Unioun - an dat ass emol e positive Punkt -, do sinn déi 27 Länner sech elo eens, fir net ze schwätzen, wat soll geschéien am September op der UNO, elo, mä fir elo ze soen, mir huelen déi kleng Fenster, déi et nach gëtt, fir Drock ze maachen. Sou wéi d'Amerikaner et jo och probéieren, sou wéi och de franséschen Ausseminister et elo probéiert, probéiere mer an der Europäescher Unioun och, fir dass erëm eng Négociatioun kéint ugoen, nodeem deen interpalästinenschesche Sträit jo awer bäigeluucht ass.

Allerdéngs - an dat soen ech och hei, mä do wäerte mer vläicht am Juli d'Geleeënheet kréien, fir och hei an der Chamber dorobber zréckzekommen -, am Juni hei zu Lëtzebuerg, den 20. Juni, an och am Juli zu Bréissel wäerte mer kucken, ob mer - an ech hoffen, dass et méiglech ass - zu 27 och déiselwecht Positioun kréien, erausschaffen, oder am September dann zu New York, fir wann eng Debatt bei der UNO kennt iwwert d'Unerkennung vun palästinenschesche Stat, dass mer och da mat enger Stëmm als Europäer schwätze kënnen.

Voilà! Här President, ech wëllt am Numm vun der Regierung soen, dass mer selbstverständlech déi Opfuerderung do unhuelen, déi seriö huelen an alles wäerte maachen, fir se kënnen ëmsetzen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ausseminister Jean Asselborn.

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President?

► **M. le Président.**- Den Här Fayot freet d'Wuert.

**Motions**

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech wollt eppes zu deenen zwou Motioune soen, déi den Här Kartheiser virgeluecht huet. Wat seng Motioun iwwert d'palästinenschesche Prisonnéier ugeet, muss ech soen, dass ech erstaunt sinn iwwert déi Prozedur, déi do ageschloe gëtt.

Selbstverständlech ass et jiddwerengem säi Recht, hei egal wat fir eng Motioun virzeleeën, mä mir hunn hei probéiert, mat dem Accord vum Här Hoffmann eng verstänneg, räsonabel Prozedur anzuschloen, déi doranner bestanen huet, dass mer an der Kommissioun iwwert dem Här Hoffmann säin Text geschwat hunn, dass mer dorobber hin decidéiert hunn ze probéieren, e Komproméssstext ze fannen, an dass mer dee Komproméssstext jiddwerengem vun der Kommissioun geschéckt hunn.

Jiddwereen hat Zäit, fir deen Text ze kucken an eventuell Propositionen ze maachen. Déi Propositionen sinn net komm an der Kommissioun, esou dass mer déi Motioun, esou wéi se virläit, ënnerschriwwen hunn an hei virgeluecht hunn. Ech froen och Prioritéit fir déi Motioun nom Artikel 87, well ech eigentlech net gesinn, wat dësen Text, deen den Här Kartheiser virleet, bréngt, ausser, géif ech soen, Spigelfechtere, fir dobaussen ze weisen, dass den Här Kartheiser vläicht méi gescheit ass wéi seng Kolleegen an der Kommissioun.

Wat déi aner Motioun iwwert de Proche-Orient ugeet, géif ech wëlle soen, Här President, dass mer hei am Ordre du jour iwwer eng Motioun iwwer palästinenschesche Prisonnéier schwätzen. Évidemment, je veux bien: tout est dans tout - bei allem kann een alles maachen. Et kann een natierlech dann och eng Motioun iwwert de Moyen-Orient an d'ganz Welt virleeën.

Ech kéint och nach eng Partie Saachen iwwert d'Minoritéiten a China soen, ech kéint och nach munches soen iwwer Südamerika. Dat ass also eng Motioun, wou ech géif bieden, Här President, se haut net ofzestëmme, mä an d'Kommissioun ze verweisen, fir dass mer doriwier kënnen diskutéieren.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. Den Här Kartheiser, wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Merci, Här President. Vläicht, well den Här Fayot esou frëndlech war, mech perséinlech unzerieden a senger Interventioun, och wann ech mam Contenu net onbedéngt d'accord sinn, wollt ech soen, dass déi Motioun duerchaus den Zweck huet, sech ëm all palästinenschesche Prisonnéier ze këmmere, net nëmmen déi, déi an Israel sinn, mä och déi, déi énnert de Palästinenser prisonnéiert sinn.

An ech wollt zu deem Zweck Amnesty International zitieren. Den Här Ausseminister huet jo selwer gesot, dat wier eng seriö Organisatioun, dat misst ee seriö huelen, dofir wëllt ech vläicht ganz, ganz kuerz just zitieren, wat Amnesty International iwwert d'Palestinian Authority a sengem Rapport 2011 seet: „In the West Bank, the security forces of the Fatah-controlled Palestinian Authority arbitrarily detained people connected with Hamas, while in the Gaza Strip the Hamas de facto administration arbitrarily detained people connected with Fatah. In both areas, detainees were tortured and otherwise ill-treated with virtual impunity. Both the Palestinian Authority and Hamas restricted freedom of expression and association. In Gaza, at least eleven people were sentenced to death (...)”

An da kréien ech hei gesot, dat wier net wichtig. Ech mengen, wa mer iwwert d'palästinenschesche Prisonnéier schwätzen an iwwert deenen hir Suergen...

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, Dir hat eng Kéier heino eng Interventioun. Déi huet elo...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mä et geet em Leit, déi all...

► **M. le Président.**- Mir mussen awer elo esou lues zum Schluss kommen. Mir hunn...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President...

► **M. le Président.**- Majo, den Här Fayot huet jo elo geschwat.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, an Israel ginn déi Palästinenser net arbitrairement zum Doud veruerteelt. Mä hei, an der Hamas, gi Leit erhaangen am Keller vun engem Haus, an da solle mir dann hei als Lëtzebuurger Chamber esou maachen, wéi wann dat net géif virkommen. Mä wéi een Androck vermëttelt mir dann dobaussen, wa mer esou eesäitig iwwer palästinenschesche Prisonnéier schwätzen, wéi dat haut hei proposéiert gëtt? Mir hätte gär, dat iwwert d'Nout vun all deene Leit geschwat gëtt, egal ob se an engem palästinenschesche Prisong setzen oder an engem israelischen.

Merci.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...waart Dir dergéint, Här Kartheiser!

► **M. le Président.**- Esou! Elo stëmme mer iwwert d'Motioun vum Här Fayot of, deen d'Prioritéit gefrot huet.

**Vote sur la motion**

Wie mat der Motioun vum Här Fayot d'accord ass, streckt d'Hand an d'Luucht.

Wien ass do dergéint?

Wien enthält sech?

**(La motion de M. Ben Fayot est adoptée par main levée avec l'abstention de la sensibilité politique ADR.)**

Et gëtt proposéiert, déi aner Motioun iwwert d'Situation au Moyen-Orient an d'Kommissioun ze verweisen.

Ass den Här Kartheiser domadder d'accord?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, domadder sinn ech selbstverständlech d'accord. Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Gut! Domadder ass déi Motioun dann an déi zoustänneg Kommissioun verweisen.

Mir kommen dann elo zu der Diskussioun zum Projet de loi 6258, eng Konventioun iwwert d'Ausweispaabiere vun de Séileit. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech ageschriwwen: déi Hären Haupt a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

## 7. 6258 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention 185 révisant la Convention sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa quatre-vingt-onzième session, qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close, le 19 juin 2003, et

- de la Convention du travail maritime, adoptée par la Conférence internationale du Travail (maritime) à sa quatre-vingt-quatorzième session, qui s'est tenue à Genève le 7 février 2006

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir hutt schon deelweis gesot, em wat et geet. Et geet em d'Konventioun 185 iwwert d'Pièce-d'identité vun de Séileit an et geet awer och em d'Convention vum travail maritime, déi de 7. Februar 2006 während enger Conférence internationale du Travail zu Genève ugeholl ginn ass.

Et handelt sech ëm zwee Instrumenter vun der OIT, vun der Organisation internationale du Travail, a se behandelen dat sougenannt maritiimt Aarbechtsrecht. Et geet drëms, déi sougenannte „gens de mer“ besser ze protégéieren an hire Bien-être ze garantéieren. Et geet och em Rechter a Schutzsystemer, déi si op hirer Aarbechtsplaz hunn. An déi internationale Législatioun gëtt an deem Kader un déi nei Gestionsmethoden an och un d'Evolution vun der Technik adaptéiert.

D'Approbatioun vun dësen zwee Texter erlaabt et Lëtzebuerg, un der Modernisatioun vum Droit social international deelzehuelen. De Projet de loi huet zwee Artikelen. Deen éischten ass deen iwwert d'Convention vun de Pièces d'identité an deen zweeten ass deen iwwert d'Convention du travail maritime.

Zu där éischer Konventioun 185. Do ass d'Zil, fir d'Restriktiounen, déi Equipage vu grouse Schëffer an den Hafenzonen hunn, ze clarifiéieren an ofzebauen. Dorënner fällt och den Accès vun deene Leit zu de verschiddene Facilitéiten u Land an den Häfen. 2003 ass dat Ganz adaptéiert ginn, an et ass am Fong eng Reform vum Text vun 1958. Et geet em eng Modernisatioun. Déi Dokumenter ginn adaptéiert, och am Kader vun der Lutte géint den Terrorismus. Et handelt sech em Innovatioun, wat d'Material vun deenen Identitéitskaarten ugeet. Et ass e biometresche Modell mat Empreinte digitale. Et gëtt Regelen iwwert d'Fotoen, an esou weider.

Et soll och facilitéiert ginn, wéi ee kann d'Authentizitéit vun deene Kaarte kontrolléieren. Et soll eng Interoperabilitéit tëschent de



Länner bestoen, an och d'Douaniersautoritéite solle kënne an alle Länner d'Méiglechkeet hunn ze kucken, ob déi Kaarten echter sinn oder gefälschter.

Et sinn 18 Länner, déi bis elo ratifizéiert hunn. Och de Conseil vun der Europäescher Unioun huet de 14. Abrëll 2005 d'Memberstate vun der EU opgeruff, dës Konventioun am Kader vun der Politique commune en matière de visas ze ratifizéieren.

De Contenu sinn 18 Artikelen, dräi Annexen, wou et wierklech haaptsächlech ëm d'Fabrikatioun, d'Form, d'Ausstellen an och iwwert de Retrait vun deenen Dokumenter geet. Et gëtt och gefrot, dass all Land senge Séileit esou en Dokument soll ausstellen, an och de Leit, déi vum Statut de résident permanent benefisséieren.

Deen zweeten Deel vum Projet ass d'Convention du travail maritime. Wa si elo en vigueur ass, dann ass si de véierte Piliere vum Droit international am Secteur maritime a complétéiert dräi aner Konventiounen.

Den éischten Objektiv vun dëser Konventioun ass d'Consolidatioun an engem Text vun alle Konventiounen a Recommandatiounen, déi mat dem Travail maritime ze dinn hunn an déi vun der OIT vun 1919 un erauskomm sinn.

Si sollen och bäidroen, de Secteur vum Transport maritime ze stabiliséieren - et ass e Secteur, deen enger grousser weltwäiter Konkurrenz ausgesat ass - an drëtten, wichteg, dem Statut vum Marin Normen ze ginn, an dat am Kontext vun der Mondialisatioun.

Et ass fënnel Joer en dëser Konventioun geschafft ginn - laang Konsultatiounen am typesche Modell vum Tripartisme vun der OIT: national Delegatiounen, Représentant vum den Employeuren an och Représentant vum de Syndikater. An, wéi gesot, och um europäesche Plang huet d'Kommissioun d'Länner opgeruff, hei mat op dee Wee ze goen.

Eng lescht Remarque: D'Auteure vum Projet de loi informéieren, dass am Fong déi effektiv Mise en œuvre vum Text geschitt duerch eng Reform vun drëtten Titel vum Gesetz vum 9. November 1990, dat als Objet d'Kreatioun vun engem Registre public maritime hei zu Lëtzebuerg huet. Do gëtt et och schonn e Groupe de travail am Ministère de l'Économie mam Commissariat aux affaires maritimes. D'Uni Lëtzebuerg ass och dru bedeelegt, an ech sinn iwwerzeugt, dass dann déi Reform vun deem drëtten Titel, dass mer dat Dokument och geschwënn hei an d'Haus kréien.

Zum Contenu, iwwert d'Konventioun, do hunn ech ausféierlech a mengem schrëftleche Rapport Detailler ginn. Déi, déi interesséiert sinn, kënnen dat noliesen.

Wat d'Avisen ubelaangt, esou goufen et zwee Avisen, déi offiziell hei erakomm sinn. Dat war dee vun der Chambre de Commerce an och dee vun Statsrot. Béid Institutiounen hunn eis geroden, deen Text ze stëmmen, hunn en also positiv aviséiert.

Ech ginn heimat den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech géif lech bieden, dat Nämlecht ze ginn, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Marc Angel. Den Här Haupt huet d'Wuert gefrot.

### Discussion générale

► **M. Norbert Hauptert (CSV).**- Nëmme, fir och den Accord vun eiser Fraktioun ze ginn an, ech mengen, och eng Kéier dem Kolleg Marc Angel wierklech...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Mir schléissen eis un!

► **M. Norbert Hauptert (CSV).**- ...Merci ze soe fir déi vill Aarbecht, déi e fir esou...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Très bien!

► **M. Norbert Hauptert (CSV).**- ...kleng Projeten hei an der Chamber leescht.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Dann hunn ech elo nach just als Wuertmeldung den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Ech mengen, Här President, ech hu véier Minuten. Déi loossen ech mer net gär entgoen. Villmools Merci.

Léif Kollegen, mir stëmmen dat hei mat a mir soen och dem Här Angel Merci fir déi Méi, déi

e sech ginn huet, fir de Rapport ze maachen. Awer: Mir soen awer och, dass dat heiten erm e Beispiell ass - an dofir wollte mer hei awer och d'Wuert huelen, fir dat ze soen - vun enger Prozedur, wéi se dacks hei gemaach gëtt, wou mer international Konventiounen ratifizéieren, ouni awer dass mer wierklech genee wëssen, als Chamber op jidde Fall, wat mer ratifizéieren.

An der Chamberskommissioun gëtt relativ kuerz iwwer en Text geschwat, deen d'Regierung da virleet. Froe ginn zwar beäntwert, mä dacks summaresch, well d'Chamber selwer net genee weess, wat lass ass. De Minister ass net komm. An et huet een einfach den Androck, dass an esou Situatiounen d'Chamber e Passage obligé ass tëscht enger ministerieller Ennerschrëft an der Entrée en vigueur vun enger Konventioun, eng lästeg Etapp, ouni awer dat ze sinn, wat se wierklech soll sinn.

Wa mir hei esou Konventiounen ëmsetzen, da géife mir gär genee wëssen, op wat mir eis aloossen, wat et eis kascht, wéi eng Gesetzer musse geholl ginn, wat muss an déi Gesetzer erakommen, notament wann et ëm Carte-d'identité geet an ëm aner Saachen, déi Persounen hir Rechter betreffen.

Mir wéissten och gär, wéi Lëtzebuerg verhandelt huet. Déi Pavillon-maritime-Saache si sensibel. Mir maachen dat säit Joren. Et wär schéi gewiescht, wann den Här Minister do gewiescht wär. Vlächtt kann en dat haut maachen, fir eis emol och e Bilan ze zéien iwwert dat, wat de Pavillon maritime ekonomesch ewell fir eist Land bedeit a wou mer do histeieren.

Jiddefalls géife mer och gär wëssen: Hate mir Problemer mat deene Konventiounen, wou mer se verhandelt hunn? Ass Rechnung gedroe gi vu Suergen, déi mer eventuell haten, oder net?

Mir denken als ADR, wa mer Konventiounen ratifizéieren, dass mir do sinn, fir d'Regierung ze kontrolléieren. Mir hätte gär, dass dat méi seriö gemaach gëtt. Mir denken, dass d'Majoritéitspartei vill ze vill séier einfach mengen, si géifen d'Regierung verrieden, a mir erënnere se drun, dass se net d'Regierung verrieden, mä dass mir heibannen d'Vollekk verrieden an dass mir do sinn, fir d'Regierung ze kontrolléieren.

Dat gesot, Här President, stëmme mer awer gären déi Konventiounen mat a mir hoffen op Erklärung vum Här Minister Krecké.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. Da kritt elo den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké d'Wuert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Also, ech muss emol éischens soen, wann Der mech elo onbedéngt gären an d'Kommissioun gehat hätt, dann hätt Der et solle soen, Här Kartheiser.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Très bien!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Mä ech hunn awer gemengt, déi ausgiebig Dokumentatioun, déi Der krut hat, déi hätt Der selbstverständlech och gelies. Ech ginn awer dovun aus, dass Der dat net gemaach hutt, soss hätt Der elo net déi Froe gestallt, déi Der gestallt hutt.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Duerfir ginn ech dovun aus,...

(Interruption)

...dass dat e fromme Wonsch ass, dee sech och un lech riicht, fir an Zukunft dann esou Dokumenter...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- En huet se besser gelies wéi Dir!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Jo, jo. Mä ech mengen, Dir sollt dat Dokument wierklech kucken, da gesitt Der nämlech, esou wéi all déi aner Deputéiert dat gemaach hunn, dass dat am Detail seet, wat doraus geschitt.

Wat ass den Haaptobjekt? Den Haaptobjekt ass, fir dass déi Leit, déi op deene Schëffer schaffen - an dat ass weltwäit de Fall -, dass mer kucken, dass déi e bessere Schutz kréien. Et ass och gemaach ginn, fir dass och ennerenaner endlech déi Kompetitioun ophéiert, wou ee probéiert, méi Dumping ze maache wéi deen aneren.

Dat gëtt beim BIT déposéiert. Dee waart drop, dass mir dat do ratifizéieren. Duerfir hunn ech mech nach getommelt, fir et nach an dëser Woch kënnen ze maachen. Dat ass de Grond, well et ass nämlech am Moment, wou déi Sitzungen zu Genf stattfannen, an ech hat u sech versprach, dass dat virun de Sitzungen nach de Fall wier, dass mer dat kéinte virweisen.

Mir wollten och exemplaesch virgoen. Dat hu mer der Secrétaire générale, wéi se hei war, erkläert, an dunn hu mer hir gesot, mir maachen dat do nämlech mat der Uni a mer géifen

hinnen dat zur Verfügung stellen, wat mir do géifen entwéckelen. Déi Aarbecht ass amgaangen; et ass och vum Rapporteur gesot ginn.

Mir probéieren also, hei e bësse Pionéier-aarbecht ze maache fir anerer an hu wëlles, dat Dokument dann och dem BIT zur Verfügung ze stellen. Domat probéiere mer, e bëssen eis ze erkrabbelen an deem, dass mer virun e puer Joer ee Moment e Problem haten, dass mer net Rapporte genuch erageschéckt hunn, déi vun eis gefrot gi sinn. Mat dësem Geste weise mir, dass mer dat seriö huelen. An de BIT weess dat och esou ze schätzen. Do kënt Der nofroen. Dat ass esou.

An dat Wichtigst heimadde ass, dass mer de Leit hëlfe, déi op deene Schëffer schaffen, dass mer deenen eng besser Ofsécherung ginn. Déi Aarbechte laafen, wéi gesot, am Moment mat der Uni weider.

Dat gesot, Här President, sinn ech frou fir déi Viraarbecht, déi vum Marc Angel an der Kommissioun geleescht ginn ass.

► **M. le Président.**- Den Här Kartheiser freet nach eng Kéier d'Wuert.

(Interruption)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President, villmools Merci. Ech sinn och frou, dass den Här Minister Krecké eis erkläert huet, firwat mer eis hei mussen esou tommelen, fir e Gesetz duerchzeweitschen, mä ech hätt awer nach gär eng Fro gestallt.

Den Här Angel schreift a sengem Rapport: «En adoptant la Convention, le Luxembourg se conforme aux volontés de la Commission européenne.» Do wollt ech den Här Minister awer froen, wat dann d'Commission européenne vun eis exigéiert, dass mer eis elo mussen esou tommelen, fir esou e Gesetz unzehuelen.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Jo, Här Kartheiser, ech mengen, esou kënn mer nu wierklech awer net fueren. Mir hunn eng...

(Interruption)

Neen, Här Kartheiser. Mir hunn eng Kommissioun, déi en détail déi Projeten do duerchhëlt. Do kënt Der allegueren Är Froe stellen...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- ...an Dir kritt se alleguerte beäntwert. Et kann awer net sinn, dass Der duerno dann hei an der Séance plénière ufänkt, Froen ze stellen. Ech géif proposéieren...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här President, ech kann an engem Saz äntworten. Et ass esou, dass 2007 d'Europäesch Unioun gefrot huet, no Analys vun den Texter, dass déi Länner aus der Europäescher Unioun sollen dat do ratifizéieren. Dat ass de Wonsch gewiescht vun der Europäescher Unioun iwwert d'Kommissioun. Méi ass net dozou ze soen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wirtschaftsminister. An elo komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6258 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaa, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Félix Braz);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6257, en Ofkommes iwwert d'Duebelbesteuerung mat Japan, Portugal, Hongkong, Schweden, San Marino, Barbados a Panama. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht, an et huet bis elo nach kee Riedner sech ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

### 8. 6257 - Projet de loi portant

**1. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 25 janvier 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et/ou d'un certain autre impôt, signée à Luxembourg le 5 mars 1992;**

**2. approbation de l'Avenant et du Protocole additionnel, signés à Lisbonne, le 7 septembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Portugaise tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles le 25 mai 1999;**

**3. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Hong Kong, le 11 novembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong le 2 novembre 2007;**

**4. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 septembre 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Stockholm le 14 octobre 1996;**

**5. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Rome, le 18 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 27 mars 2006;**

**6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Barbade tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, ainsi que l'échange de lettres y relatif, signés à Londres le 1<sup>er</sup> décembre 2009;**

**7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Panama tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 7 octobre 2010;**

**et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande**

*Rapport de la Commission des Finances et du Budget*

► **M. Lucien Thiel** (CSV), *rapporteur*.- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, dee Projet mat deem ellelaangen Titel, dee mir haut stëmmen sollen, ass eigentlech soss näischt wéi d'Fortsetzung vun engem aneren Text, dee mir viru bal genee 14 Méint hei ofgeseent hunn, just datt deemools den Intitulé nach duebel esou laang war an datt deemools d'Ausland e groussen Interessi un deem Projet a senger Ëmsetzung zu Lëtzebuerg gewisen hat.

Deemools, de 17. Mäerz 2010, goung et drëm, esou séier wéi méiglech vun där berüchtigter „groer Lëscht“ vun de Steierparadäiser ze kommen, déi iwuer Nuecht vun der OCDE gebastelt gi war, well deen een oder aneren - eigentlech nëmmen ee vun de Participantë zum G20-Summet zu London - mordicus op esou eng Lëscht bestanen hat.

Fir vun där Lëscht erofzekommen, huet ee misen op d'mannst mat enger Dose Länner e Steieraccord ofgeschloss hunn, an deem sech ausdrécklech op den Artikel 26 Absatz 5 vun deem OCDE-Vertragsmodell beruff gëtt, eben deen Absatz, deen den Informatiouns Austausch a Steiersaache virgesäit. Wuel gemierkt, net den automatischen Informatiouns Austausch, mä nëmmen een op ausdrécklech Demande vun deem jeeweilege Land!

Deemools hate mir zolidd dragefacht an direkt 20 där Steieraccorden an een an datselwech Gesetz gepaakt, fir all deene Meckerklosen dobaussen ënnert d'Nues ze reiwen, datt mir alles aneschters wéi e Steierparadäis wieren.

Haut solle mir da siwe weider Accorden neschéissen, déi an der Tëschenzäit ofgeschloss goufen, sief et a Form vun Avenantë respektiv Protokollen zu schonns existierende Ofkommessen, oder sief et als nei Konventiounen.

Mat Portugal a mat Hongkong, dat trotz senger Integratioun an d'chinesesch Volleksrepublik nach ëmmer als separat administrativ Regioun gefouert gëtt an och behandelt gëtt, sinn einfach Zousätz zu de bestehende Verträge ausgehandelt ginn, déi den Informatiounséchange nom OCDE-Modell virgesinn.

Mat Japan, Schweden an der Mini-Republik San Marino, déi - deen een oder deen aneren huet se vläicht schonns besicht - op enger Kopp net wäit ewech vu Rimini läit, goufe Protokollen ënnerzeechent, déi preziséieren, datt sech déi fréier ofgeschloss Traitéen och op den Austausch vun Informatiounen a Steiersaache bezéien.

A schliesslech mat der Karibikinsel Barbados an dem mëttelamerikanesche Panama goufen nei Accorden ënnerzeechent, déi notament och den OCDE-Artikel 26 beinhalten.

Dat Ganzt kënn et entre-tombs als Business als usual, fir net ze soe kale Kaffi ofdinn, well et de Reiz vun Neien net méi huet. Dofir dierft et zum Beispill och weider net verwonneren, datt de Statsrot hei keng nei Hoer an der Zopp fonnt huet, ausser wat déi zwee méi exotesch Kontraktpartner ubelaangt, déi där héijer Kierperschaft hire Virwëtzt gestéppelt hunn. Wéi sou, freet sech de Statsrot, maache mir Steieroffkommesse mat Länner, mat deene mir souzoe keng Handelsbeziungen hunn?

Hien huet sech awer och gläich selwer d'Äntwert ginn: Déi zwee Länner - esou huet hien erausfonnt - si beméit, sech an der internationaler Finanzwelt breet ze maachen, ouni awer an de Verruff vu Steierparadäiser ze geroden. Dofir schléisse se dann Accorden of mat der OCDE-Informatiounsklausel dran, woubäi et hinnen awer virun allem drop ukënn méiglechst gënschteg Duebelbesteuerungskonditiounen mat hire Partner auszuhandelen.

Wann zum Beispill eng Sociéitéit, déi op d'mannst eng 10-prozenteg Bedeelegung un enger Lëtzebuurger Kapitalgesellschaft hält, op Barbados doheem ass, ginn hir Dividenden iwuerhaapt net bei eis besteiert - keng Quellersteier. An handelt et sech ëm e panameeschen Aktionär, da sinn nëmme 5% Quellersteier amplaz normalerweis, wéi Der vläicht wësst, 15% bei eis fälleg. Do versteet een dann och besser, firwat den traditionellen Ëmwee, zum Beispill iwuer panameesche Gesellschaften, bei de Finanzspezialisten hei am Land esou beléift ass.

Do kann een dem Statsrot näischt verdenken, wann hie mam Fanger drop weist, datt Länner ouni besonnesch Handelsbeziungen mat Lëtzebuerg e steierlechen Traitement de faveur genéissen, am Contraire zu Duechtergesellschaften bei eis, wa si hire Mammen an Europa oder soss an der OCDE Dividenden ausschëdden.

De Statsrot freet sech och, ob dat ubrecht ass, datt Investisseuren, wéi zum Beispill Pensionsfongen - där hu mer vill décker als Client - aus deeneselwechte Länner enger voller Retenue hei zu Lëtzebuerg ënnerworf sinn, mä mat 5% oder souguer mat 0% Besteuerung lass sinn, wa si den Détour iwwert d'Karibik maachen. De Statsrot mengt, hei wier et vläicht ubrecht, wa

mer fir e bëssche méi Kohärenz an eiser Steierpolitik suerge géifen.

Eng zweet Remarque vum Statsrot bezitt sech op d'Prozedur, déi beim Austausch vun den Informatiounen am Kader vum OCDE-Modell applizéiert gëtt an déi jee no Accord net ëmmer déiselwech ass. Hien hätt gären e gewëssene Streamlining hei an huet dofir proposéiert, all déi Detailer iwwert d'Prozedur aus dem Text ze strächen an duerch e ganz einfache Renvoi op d'Gesetz vum Mäerz 2010 - also dat anert Gesetz - ze ersetzen. Dat ass dann och eng Recommandatioun, där sech d'Kommissioun net verschléisse konnt an déi dann och ouni Weideres iwuerhol ginn ass.

Ähnlech Bedenken hat och d'Chambre de Commerce, déi souguer d'Gesetz splécke wollt, fir d'Prozedur separat ze behandelen, ënner anerem, well si sech un Einzelheeten, notament am Zesummenhang mat dem Droit de la défense, gestéiert huet. Deem huet d'Kommissioun awer keng Rechnung gedroen.

Weider keng Problemer hate par contre déi zwou aner Berufsgruppen, déi sech och zu Wuert gemellt haten. D'Chambre des Salariés huet just gemengt, iergendwa misste mir dach där Souveränitéitsnisch, genannt Bankgeheimnis, Äddi soen. Si hält d'Protektioun vun der Privatsphär - wéinst där jo de Secret bancaire erfionnt gouf - net méi fir esou wichteg a fënn, datt mir dobaussen nëmme Misär domadder hätten an dofir dorobber verzichte sollten.

D'Chambre vun der Fonction publique hirersäits huet net esou wäit ausgeholl. Fir si ass dese Projet an der Rei, an dat aus deem einfache Grond, well hien am Intérêt vun eiser Nationaleconomie ass an derzou bäidréit, d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz ze verbessern.

Ech mengen, Här President, deem kann ee sech wuel nëmmen uschlëssen an dofir deem Gesetz seng Zoustëmmung ginn. Ech bréngen déi op alle Fall vun der CSV-Fraktioun hei an.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Rapporteur, dee wéi ëmmer kloer an detailléiert war. Et ass weider keng aner Wuertmeldung. Ech ginn och dovun aus, datt de Minister näischt méi dozou wëllt soen, esou datt mer direkt zur Ofstëmmung kommen.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6257 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei 1 Enthaltung.

*Ont voté oui:* Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Abstention begrënnen?

### **(Négation)**

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chambre d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### **(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Gesetz vun der Europäescher Unioun vun der öffentlecher Scholdekrise an Europa ugefrot. D'Riedezäit ass hei nom Artikel 84, zweeten Alinea vum Chambersreglement festgehale an gesäit Folgendes vir: D'Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minuten zou, deenen anere Fraktiounen jeeweils fënnef, de Sensibilités politiques zwou Minuten an der Regierung eng Véirelstonn.

Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Thiel, Meisch, Bodry, Kartheiser an Hoffmann. D'Wuert huet elo den honorablen Här François Bausch als Verrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

### **9. Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe**

#### **Exposé**

► **M. François Bausch** (déi gréng).- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, déi Verschëldungskris, déi Enn 2009 agesat huet a wou a verschiddenen oder a villen europäesche Länner gemengt ginn ass, dat wier am Ufank eigentlech eng Kris, eng Verschëldungskris, wou jiddwer eenzelt Land misst kucken, mat senger eenzelner Verschëldung eens ze ginn, dat huet sech als en enorme falschen, als en Trugschluss erausgestallt.

Et ass eigentlech och keng Iwwerraschung, datt dat en Trugschluss war, well et war falsch an och contraire souwisou éischten emol zum europäesche Solidaritéitsgedanken, mä virun allem: Mat där Iwwerleung a mat deenen Iwwerleungen ass eigentlech de Risiko ënnerschat gi vun enger Explosioun vun der Eurozon, a virun allem och de Risiko domadder vun der Afrostellung vun engem gewichtge Bestandteil vun der europäescher Konstruktioon.

Wann een elo déi Länner kuckt, iwwert déi am Moment diskutéiert gëtt - Irland, Portugal a Griichenland - da muss een emol kucken, datt déi Verschëldungssituatioun vun deenen dräi Länner do ganz ënnerschiddlech ass. Et gëtt e groussen Ennerscheed, wéi d'Schold entstanden ass an Griichenland a wéi se zum Beispill entstanden ass an Irland.

Wann ech d'Beispill huele vun Irland, da muss ech feststellen, datt an Irland eigentlech déi öffentleche Schold quasi ausschliesslech entstanden ass duerch de Fait, datt den irällesche Stat Privatscholden einfach - oder loosse mer soen, schlecht Pabeiere vu Banken - iwuerhol huet an deementspriedend Privatscholden eigentlech iwuerhol huet, dat heescht, am Fong e Sënneregëster vum Privatsektor iwuerhol huet an dee Moment doduerjer an déi Situatioon komm ass.

Bei Griichenland ass et natierlech e bësselche méi komplizéiert an e bësselchen aneschters. Griichenland huet och sécher där Elementer dran, mä Griichenland huet virun allem awer e ganze Koup hausgemaachen Ursachen, déi zu där Verschëldung gefouert hunn: e Stat, deen iwuer seng Verhältnissen gelieft huet, eng schlecht Steiermoral vun de Biergerinnen a Bierger a Griichenland, eng katastrophal Gouvernance vun griichesche Stat, vun de griicheschen Institutiounen. Dat heescht also ganz kloer: vill méi eendeiteg hausgemaachen Ursachen.

An dach muss een awer vläicht och drun erënneren, datt och a Griichenland déi Situatioon do nëmme konnt entstoen, déi extrem Verschëldung nëmme konnt kommen, well Griichenland och iwuer zéng Joer massiv Sue vu private Kreditinstituter géint kritt huet.

Et heescht also am Kloertext: Griichenland war och e bëssen d'Resultat vun dem Zesummebrüche vun dem Finanzsystem insgesamt, deen opgebaut huet déi lescht zwanzeg Joer op eng zimlech total dereguléiert Situatioon, wou d'Kontrollmechanismen entweder net méi existéiert hunn oder guer net fonctionnéiert hunn. Well, wéi soss war et ze erklären, datt e Land wéi Griichenland, e Stat wéi Griichenland während zéng Joer zum nämlechten Taux Sue géint kritt huet wéi Däitschland, wat da vun de Ratingagenturen als e sougenanntent „Triple-A-Land“ ageschat gëtt?

Dat heescht, elo kann een nach dovun ausgehen, datt den Normalbieter net ka gesinn, wat sech hannert dem griichesche Stat verstoppt huet, datt de griichesche Stat eigentlech souguer op Basis vu gefältschem Zuelematerial deementspriedend sech seng Kreditter erbäbruecht huet. Mä eigentlech misst een awer kënnen verlaangen, datt d'Banken rasonabel Kreditter verginn an datt déi och misste gesinn, wa se Kreditter verginn, u wie se se ginn an zu wat fir enge Konditiounen se se verginn, a se hätte missen op alle Fall scho vill méi fréi, wéi dat geschitt ass, eng Rei Noutbremsen zéien.

Deementspriedend muss een och soen, datt et eng gewësse Responsabilitéit gëtt vum private Sektor, vum Bankesektor bei där Verschëldungskris och vu Griichenland.

Ëmmerhi muss een och soen, datt e ganze Koup Banke während zéng Joer, oder wahrscheinlech souguer nach méi, net weingee a gutt Sue verdéngt hu mat där Situatioon a Griichenland, an donc kann een net maachen

haut, wéi wann een elo misst Griichenland als Land, d'Bevölkerung selwer gewäerde loosser, bezuele loosse fir dat, wat do geschitt.

Mir sinn och duerfir der Iwwerzeugung, datt déi Situatioon do mat ausschliesslech ëmmer erëm Neiverhandlungen, déi ëmmer nëmme just derzou féieren, datt déi Scholden awer müssen ofbezuelt ginn, zu näischt féiert. Mir sinn der Meenung, datt de Privatsektor och misst erugezu gi bei dem Ofbau vun där Schold. A mir sinn och där Iwwerzeugung, datt mer net wäerte laanscht eng Restrukturatioun vun deene Scholden do kommen.

Bei där Restrukturatioun muss och iwwert d'Sträichung vun engem Deel vun de Scholden diskutéiert ginn, well nëmmen esou bréngen mer et fäerdeg, fir datt dat Land iwuerhaapt emol iergendeng minimal Chance huet, fir erëm op d'Been ze kommen, ouni datt mer et, wéi et de Moment riskéiert de Fall ze sinn, wierklech erwiergen an erstécken.

Iwwregens ass och an deem neie Mécanisme européen de stabilité, deen zwar érischt 2013 soll a Kraaft tueden, virgesinn, datt d'Créancier kënnen erugezu ginn an esou enger Situatioon wéi där heiten. A wann dat do virgesinn ass, ass dat net vun ongeféier esou virgesi ginn, mä mat Sécherheet och, well een dovun ausgeet, datt esou Situatioone kënnen antrieden.

Iwwregens ass dat och eigentlech net méi wéi eng normal Responsabiliséierung och vu Kreditinstituter, déi während zéng Joer widder bessert Wëssen mat Sécherheet einfach weidergemaach hunn, wéi wann näischt wär, an deementspriedend dem Land och mat erugezu ginn, wann et drëms geet, déi Schold, déi sech do opgetiermt huet, erëm ofzebauen.

Elo ass et natierlech esou, datt esou e Wee jo och europawäit, weltwäit diskutéiert, kontrovers diskutéiert gëtt. Et gëtt der, déi sinn der Meenung, datt een net méi laanscht esou e Wee kënn. Et gëtt der, déi si komplett dergéint. Et gëtt der och, déi sichen och de Mëttelwee.

Mä sécher ass eiser Meenung no op alle Fall, datt, wa mer esou weiderfuere wéi elo, datt vill méi e grouse Risiko bedei, well déi aktuell Situatioon eng permanent Konfusioun duerstellt, donc och e permanent héije Risiko vu Spekulation, an datt dee Schneiballeffekt, dee bei Griichenland fonctionnéiert, riskéiert, herno och géint aner Länner ugewannt ze ginn, och souguer dann, wann et net ubrecht ass.

Eigentlech ass et méi riskant, datt weiderzéféieren, wéi eng wierklech seriö sougenanntent „mise à plat“ ze maachen, wierklech ze soen, mir müssen einfach déi gesamt griichesche Schold aus engem anere Bléckwénkel kucken an einfach och dovun ausgehen, datt mer wierklech déi Situatioon berengegen, andeem mer en Deel vun der Schold strächen an deementspriedend dem Land och emol eng seriö Perspektiv dann och ginn, fir sech erëm kënnen weider an erëm nei ze entwéckelen.

Esou wéi et de Moment ass, huet dat Land keng Chance, fir sech ze entwéckelen, au contraire, deen ausschliesslechen extremen Austéritéitspak - een no deem aneren -, deen decidéiert gëtt, dee féiert derzou, datt déi schwächste Schichte vun deem Land komplett ausgeblutt ginn, datt wierklech all Vertraue verluer geet an d'Politik, datt de Risiko vun extreemstem Populismen ëmmer méi kloer zum Vischäi kënn. A mat Sécherheet dréit dat och net derzou bäi, scho guer net, datt d'Politik - déi a Griichenland - erëm besser dosteet. Mä och déi europäesch, insgesamt d'Politik riskéiert doduerjer, en immense Schued ze erliden.

Et muss een och, wann een d'Situatioun de Moment kuckt vun deenen dräi Länner, dat e bësse realistesch gesinn. De Kontext vun deenen dräi Länner ass, wann een d'Zuelen emol kuckt, datt bei der Dette publique brute an Europa Portugal 1,8% ausmécht, Griichenland 4,2% an Irland 2%.

Dat heescht, et handelt sech - am Moment, muss een natierlech soen - Gott sei Dank ëm nach en iwwerschaubaren, ëmmerhi limitéierte Problem fir Europa. A wann een donc iwuer Scholdesträichung géif diskutéieren, da wär dat mat Sécherheet och duerchwegs verkraaftbar fir gréisser Finanzinstituter.

Fir déi griichesche Banken ass et sécherlech eng aner Situatioon, mä och do muss ee soen, déi griichesche Banke fonctionnéieren eben an deem System, wou mer sinn, a si hätte vläicht och misse wëssen zéng Joer virun, wat se gemaach hunn. Op alle Fall ass de Problem, wéi gesot, iwwerschaubar.

Selbstverständlech huet et eng Rei Risiken. Et huet d'Risiken, datt heimadder dann e bëssen

den Androck entsteet, zum Beispill, dass et kéint maache wat ee wëllt während zéng Joer, an da kritt een duerno einfach en Deel vun der Schold nogelooss. Mä ech gi jo awer dovun aus - an dat ass dat Wichtigst -, dass mer jo mussen och e Bilan zéien aus där gesamter Kris hei an och aner Kontrollmechanismen an d'Wee leeden, fir dass dat doten an Zukunft net méi méiglech ass, dass esou Kreditter kënnen iwwer esou eng laang Zäit un esou Länner vergi ginn. Duerfir ass dat dat Effikasst, wat ee muss do uféieren.

Dat Zweet, wat awer och ze soen ass, ass, dass wéi gesot de Risiko vun där heiter Situatioun eisser Meenung no vill méi grouss ass.

Et kann ee souwisou engem Stat natierlech soen: „Du muss aspueren an du muss kucken, elo bei dir selber duerch Austéititéitspäck deng Situatioun erëm ze berengegen.“ Mä et muss een awer wëssen, dass ass alles sécherlech limitéiert. Eigentlech wär jo dee gescheitste Wee, dass een niewent dem Spueren deem Land hëllef, dass et séier wirtschaftlech op d'Bee kënn, dass et erëm aus der Rezessioun erauskënnt an eng positiv wirtschaftlech Konjunktur, dass et iwwer dee Wee aus eegener Kraaft sech erëm kann erausbréngen aus där Situatioun. Mä dat funktionéiert awer net: Et kann een net op där enger Säit e Land futtispueren an doutspueren a sech dann och nach erhoffen, dass et sech wirtschaftlech géif erkréien. Dat geet net op. An duerfir si mir och der Meenung, dass déi Strategie falsch ass.

Wann een elo kuckt, iwwer wat elo diskutéiert gëtt, da sinn dat déi sougenannte Privatiséierungen. Elo kann ee laang driwwer diskutéieren, ob ee Land wéi Griichenland ze vill verstaatlecht huet, ze vill staatlech Participatiounen ugehäuft huet. Dass ass vläicht eng Diskussioun, déi kann ee féieren.

Mä wat awer sécher ass, ass dat, wat elo wäert geschéien: dass natierlech un alleréischter Stell déi Saache wäerten och nach wahrscheinlech ënner dem Präis verkaaft ginn, privatiséiert ginn, déi enner anerem dem griichesche Stat eng gewësse Recette erabruecht hätten.

Dat heescht, duerch de Fait, dass de griichesche Stat elo eigentlech säin Tafelsilber als Éischt wahrscheinlech verkaaft geet, well en domat sech errechent, dass en am meeschten erakritt, verkeeft en anerersäits natierlech awer och e wichteg Instrument, fir dass en iwwerhaupt Recetten an de Statsbudget erakritt. Also ass och dass nëmme e beschränktene Wee, fir ze mengen, et kéint een domat aus där Situatioun erauskommen.

Mir mengen doriwwer eraus, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Scholdekris insgesamt eppes ganz kloer beweist: dass mer wierklech op zwee Punkte ganz schnell mussen an Europa handelen.

Deen éischten, dass ass: Mir brauchen endlech eng seriö Reguléierung vun Finanzsecteur! Mir hunn déi nach ëmmer net. Et gëtt eng Rei Initiativen, eng Rei Iddien, mä an der Praxis ass nach net vill ëmgesat. Et gëtt och nach keng kloer Reguléierungsmechanismen, déi ëmgesat gi sinn.

Mir brauchen och eng wirtschaftlech Zesummenaarbecht...

► **M. le Président.** - Här Bausch, Dir musst zum Schluss kommen.

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Ech si gläich fäerdeg, Här President.

Mir brauchen och eng wirtschaftlech Zesummenaarbecht, déi den Numm verdéngt. Dozou gehéiert och natierlech d'Steierdiskussioun. Et geet dréms, wann een iwwer d'Scholdekris generell diskutéiert, net nëmme ze diskutéieren iwwer d'Ausgaben, mä mir mussen och iwwer d'Einnahme fir de Stat diskutéieren. An déi Logik vun der Steierspiral, vum Steierdumping no ënnen an deene leschten zwanzeg Joer, och déi huet eis an déi heite Situatioun gefouert, an donc muss mer am Kontext vun enger Wirtschafts- an der - géif ech soen - Sozialunioun iwwer Steierdumping, iwwer Betriebsbesteuerung an Europa diskutéieren.

Alles dat si Punkten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi absolut zu der Diskussioun gehéiere vun der Scholdekris, an där mer de Moment sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bausch. An als éischte Riedner ass den Här Thiel agedroen. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

### Debat

► **M. Lucien Thiel** (CSV). - Merci, Här President. Merci dem Här Bausch fir den Ustouss,

deen e ginn huet hei. Déi Situatioun, an där am Moment déi Responsabel vun Europa a vum Internationale Währungsfong stiechen, kann ee roueg als e klassescht Beispill vun engem Dilemma - an dat Wuert kënn jo, wéi Der wësst, aus dem Griicheschen - bezechnen. Egal, wéi se sech am Fall vun iwwerschëlften EU-Memberland Griichenland entscheiden: Et riskéiert ëmmer, déi falsch Décisioun ze sinn.

Wann d'Europäer a wann den FMI en Häerz fir de gebeidelte Partner Griichenland weisen, dee kuerz virun der Faillite steet, an elo de Griichen déi zwielef Milliarden Euro iwwerweisen, déi als fénneft Tranche an deenen hirem Rettungsplang virgesi sinn, da suerge si wuel derfir, dass einstuweilen Athen weider senge Fonctionnaires d'Paien an och d'Pensiounen bezuele kann. Mä dat wäert nëmme eng Dréps op e waarme Stee sinn, well et ass längst gewosst, dass all geplangte Mesuren inklusiv deen Hëllefspak vun 110 Milliarden Euro, deen elo nach ëm e gudde Batz verlängert soll ginn, net duerginn, fir de Griichen hire Problem definitiv a nohalteg ze léisen.

Do ass schon e bëssche méi verlaangt vun den EU-Partner, vun de Créancier an och vun de Griiche selwer.

Eng Rettungsoperatioun ouni zolidd Konditiounen riskéiert eng geféierlech Ketterreaktioun auszeléisen: fir d'Éischt op de Finanzmäert, déi dann d'Gewësshheet kréien, dass am Eeschtfall ëmmer de Rettungsprabbeli opgespaant géif, an déi dann nach méi monter géifen drop lass spekuléieren. Et wier och e geféierlech Signal fir déi aner Failliteskandidate ronderëm d'Méttelmier - an net nëmme do -, déi sech da manner un Rimm rappe géifen. Schliesslech géif och nach den Euro an d'Labrante geroden, wat alle 17 Membere vun der Währungsunioun net grad egal ka sinn.

Sou versteet een natierlech d'Haltung vun deene sougenannte Währungshidder an der Europäescher Zentralbank, déi bis elo net vun hirem haarde Kurs vis-à-vis vun deenen iwwerschëlften Memberstaten ofzebréngt waren a weiderhin op drastesche Spuermoosnamen an deene betreffende Länner bestinn, egal, wéi wéi déi dinn.

Hei ass gudde Rot, Här President, tatsächlech deier. Soll een noginn an domat de Problem op länger Siicht nëmme nach verschlëmmeren? Oder soll een haart bleiwen an et bis op e Biergerkrecht ukomme loossen, wéi e sech ëmmer méi a Griichenland ofzeechent? Keen huet déi richteg Äntwert op dës Fro, schonns guer net déi sellege Experten, déi sech elo mat engem Sammelsurium vu Rezepten als Krisendokteren opspillen.

Wéi awer kann een aus esou engem Dilemma erauskommen? Wuel nëmme, andeems ee sech net op eng Solutioun fest fokusséiert, mä no Kompromësser sicht, déi wuel eenzel geholl alles aneschter wéi eng Idealléisung duerstellen, mä déi awer an der Mass zesummegeholl hëllef kënnen, aus der mësslecher Situatioun erauszekommen.

Et ass evident, dass et net ouni Affer bei deene gohe kann, déi dat Ganz op eng liicht Schëller geholl a sech drop verlooss haten, dass déi aner se am Eeschtfall net géifen hänke loossen. Mä et ass genesou evident, dass et fir déi Betreffen eng Schmäerzengrenz gëtt an dass ee si net am Ree stoen dierf loossen. Et dierf een net vergiessen, dass eng Währungsgemeinschaft ëmmer och eng Solidargemeinschaft ass.

Da soll ee schliesslech och bedenken, dass wa mir d'Griiche retten an och déi aner, bei deenen d'Situatioun wuel nach net esou dramatesch ass, mä awer gi kënn, dass mir da virun allem eis selwer en Déngscht leeschten. Mir hänken nämlech all mat an deem Problem dran. Ëmmerhi sinn d'Créancier keng aner wéi eis Banken: A Griichenland sinn et zum Beispill virop déi franséisch an déi däitsch, déi zesammen esou vill do ausstoen hunn, wéi Griichenland Hëllef am Moment brauch.

Hei muss jiddwereen dru gleewen a seng Responsabilitéit iwwerhuelen. A virun allem solle mir eis elo net stelle wéi - Dir kennt en - dem Buridan säin lesel. Dir wësst jo: deen, dat grot Déier, dat sech net tëscht dem Heekoup lénsk vun him an dem Heekoup riets vun him entscheede konnt an dofir futti gangen ass!

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch** (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fénnef Minutten hunn ech hei, fir Positioun ze bezéien iwwer e Problem, ech mengen, deen eigentlech derwärt wär, fir méi laang driwwer ze schwätzen, an dee sécherlech net ze resuméieren ass a fénnef Minutten. An ech komme mer effektiv esou

vir wéi den Här Hoffmann heiansdo, wann en hei uewe steet. Duerfir wéilt ech...

### (Interruptions diverses)

...eng éischt Propos maachen, nämlech dass een no där Heur d'actualité vun haut eng zweet Debatt eng kéier hei féiert, eng Interpellatioun zu deemselwechte Sujet do.

D'Kollege vun der grénger Fraktioun haten dës Heur d'actualité ugefrot virun enger Rei vu Wochen, do ass et haaptsächlech ëm Portugal dee Moment gaangen. D'Aktualitéit huet derzou gefouert, dass haut Griichenland op der Nummer eent vun der Aktualitéit steet. Mir wëssen net, wat kënn, mir wëssen, dass awer nach munches wäert kommen, an ech si fest dovun iwwerzeugt, dass mer och an der Öffentlechkeet hei zu Lëtzebuerg doriwwer muss schwätzen.

Well mä Virriedner huet et richteg gesot: Mir hänke mat do dran, op déi eng oder op déi aner Aart a Weis, an et ass net d'Affär vun Europa, et ass net d'Affär vun de Griichen, de Portugisen, den Irlänner, de Spuenier. Et ass och eng Lëtzebuergesch Affär, an duerfir géif ech, Här President, proposéieren, dass mer deemächst eng Interpellatioun hei zu deem Sujet géifen nohuelen, wou een da méi am Detail ka Positioun bezéien.

### (M. Claude Meisch dépose une demande d'interpellation.)

Dee Rettungsschierm, deen opgespaant ginn ass, zu deem mer, mengen ech, alleguerten heibannen d'accord waren, deen och alternativlos ka genannt ginn, jo, deen huet derzou gefouert, dass och Lëtzebuerg eng Rei vu Garantien iwwerholl huet. Mir hunn net direkt Geld misse bezuelen. Dass ass jo och eppes, wat an der Öffentlechkeet oft falsch verstane gëtt. Mir kréie momentan fir déi Garantien, déi mer iwwerholl hunn, jo och eppes zréck: Déi gi bezuelt a Form vun enger Zënsdifferenz.

Mä mir mussen awer gradesou wëssen, dass mer e gewëssene Risiko do lafen: Wann ee weest, dass momentan déi griichesche Statspabeiere bei 50% bis 60% vum Nominalwärt nach gehandelt ginn, da weist dat, wéi geréng d'Vetraue vun de privaten Investisseuren an d'Finanzsituatioun vun griichesche Stat ass, an da weist dat awer och, wéi grouss dass de Risiko ass, dass déi Garantien, déi mer ginn hunn, vläicht eng kéier zur Ausbezuelung géife féieren.

Et ass hei vum Fränz Bausch vun enger Ëmschichtung vun der Schold geschwat ginn an en huet gesot, do géif kee Wee derlaanscht féieren. Dass kann een effektiv esou gesinn, well eleng Spuerforten, do wësse mer, dass déi an engem demokratesche Stat, wéi Griichenland een ass, ganz schwiereg wäerten op en Enn ze féiere sinn. A virun allem, well mer nach keen Enn gesinn, well et eng Ronn no där anerer riskéiert ze ginn.

Mä mir mussen awer och wëssen, wat dat doten heescht, wat dat heescht fir net nëmme déi privat Geldgeber, déi am Besetz vun der griichescher Statsschold sinn, mä awer och fir déi öffentlech, fir déi aner Länner, déi elo Garantie gestallt hunn, fir awer och virun allem d'Europäesch Zentralbank, déi jo Titren als Garantie geholl huet, als Échange, fir d'Griiche weiderhi kënnen ze stäipen. Déi géifen och an deem dote Fall riskéieren, wann net, ganz drop setzen ze bleiwen, esou dach, en Deel vun deene Montanten do ze verléieren.

Och dat géif sech erëm eng kéier direkt och op de Lëtzebuerg Steierzueler répercutéieren iwwer de Mannergewinn an der Europäescher Zentralbank respektiv e Verloscht an der Europäescher Zentralbank, deen d'Memberstate vum Euro misste mat kënnen couvréieren. Lëtzebuerg dréit also och hei e Risiko, deen - mer wëssen et - net kleng ass, well mer net nème vu Griichenland schwätzen, well mer och vun anere Länner schwätzen a well keng konkret Solutioun a Siicht ass.

Wat ka gemaach ginn, nieft der Diskussioun iwwer eng Ëmstrukturéierung vu Scholden? Do ass et sécherlech jo d'Spueren am eegene Land, wann et do esou ass, dass iwwer d'Verhältnisser gelieft ginn ass, wat an eenzelne Länner jo sécherlech de Fall war. Da kann et jo net esou sinn, dass hei just d'europäesch Solidaritéit mat den Eurolänner spillt, mä et ass awer och esou, dass do déi betraffe Länner fir d'Alleréischt all noutwendegen Effort mussen maachen. Och do riskéiert et awer natierlech zum Deel, futti gespuert ze ginn, a mir mussen kucken, wéi déi Ekonomii kënnen gestäipt ginn, wéi d'Ekonomii kënnen un d'Dréie kommen, fir dass mer lues a lues och do erëm eng Croissance hunn, déi méi Geld doduerjer an d'Statskeess bréngt, an dass mer net probéieren, duerch weider Spuerforten eenzeg an eleng nach d'Wirtschaft erofzedrecken.

Déi Privatiséierung vun griichesche Statsbesetz, déi ugeschwat ginn ass, ass sécherlech sënnavoll

an eenzelne Domänen, mä och do muss gekuckt ginn, wou et elo direkt Sënn mécht, zu wat fir enge Konditiounen dass et e Sënn mécht. Ech deelen hei d'Meenung vun Fränz Bausch, dee gesot huet, et sollt een elo net dat huelen, wat momentan nach de griichesche Stat mat finanzéiert, well dann ass et eng One-shot-Aktioun an et vergréissert eigentlech de Problem an deene Joren duerno.

Mä ech mengen awer, wann et intelligent géif ugaange ginn, da kéint ee sech scho virstellen, dass dat och zu enger Relance vun der griichescher Economie kéint bäidroen, dass do duerjer déi Betriber méi performant géife ginn, dass se weider privat Investitiounen kéinten haneru sech zéien.

A mir mussen virun allem un der politescher Akzeptanz vun all deene Mesuren do schaffen, sief et an deene betraffene Länner, sief et awer och an deenen anere Länner, déi dann éischter zu deene gehéieren, déi mussen stäipen, wéi zu deenen, déi gestäipt ginn. Also och mir als Lëtzebuerg Land, wou mer de Lëtzebuerg hei muss kloer d'Wourecht soen, wat fir eng Risiken dass mer aginn a wat op eis eventuell dozou duerkënnt. Duerfir reegen ech hei méi eng breet ugeluechten Debatt zu deem Sujet do un.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Debatt huet gewisen, dass et Patentrezept an där heite Matière net gëtt. Ech wäert och kee Patentrezept kënnen liwweren. Ech hu mer och dat Stéchwuert, déi Länner opgeschriwwen, wat de Virriedner och als Ausgangspunkt vu senger Interventioun geholl huet. Mir sinn an engem Dilemma als Eurozon, als EU, mat engersäits der Noutwendegkeet, d'Statsschold an de Grëff ze kréien, der Noutwendegkeet, fir strukturell Statsdefiziter ze reduzéieren, op där enger Säit awer och der Noutwendegkeet, fir d'Wirtschaft an de Konsum erëm um Lafen ze hale respektiv un d'Lafen ze kréien.

An déi Équatioun do schéngt relativ schwierig ze realiséieren ze sinn, well op där enger Säit, wann een natierlech dohinnegeet an et féiert een d'öffentlech Ausgaben zréck, dat och kann dozou féieren, dass als Konsequenz och de Konsum wäert zréckgoen, dass och d'öffentlech Einnahme wäerten zréckgoen, sou dass dat Defizitlach, wat ee wëllt méi kleng maachen, riskéiert, eigentlech net méi kleng ze ginn, well s de zwar op där enger Säit manner Ausgaben hues, mä deng Einnahmen der gradesou ewechréschen, an enger Zäit vun déiwer Rezessioun.

Et ass also schon eng ganz schwierig Situatioun, eng Situatioun, déi ëmmer méi - dat muss ee soen - an deene betraffene Länner jo och op Onversteedsdemech stéisst, zu Protest vu breede Bevölkerungsschicht féiert, déi och kann zur Konsequenz hunn, dass déi sozial Protester sech a politescher Onstabilitéit, a soziale Revolte wäerten déi nächst Méint erëm spigelen.

Dat alles, mengen ech, muss ee bedenken, an duerfir ass eis Fraktioun éischter bei deenen, déi, och op europäeschem Plang, an Deklaratiounen gesot hunn: Loosse mer keng exzessiv Fuerderunge stellen un déi Länner! Loosse mer keng Fuerderunge stellen, déi se a priori net kënnen realiséieren, ouni d'Land selwer a Schutt an Äschen ze leeën!

Och de belsche Finanzminister huet viru Kuerzem deklaréiert: Loosse mer derfir suergen, dass um Enn vun der Operatioun net de Patient gesond stierft! Dat, mengen ech, muss eng Suerg sinn, déi mer als Lëtzebuerg Regierung sollten deelen.

Hei ass alles eng Fro vu Verhältnisméissegkeet: probéieren - probéieren, soen ech -, e gesonden Équiliber ze schafen tëschent engersäits Efforten, Sacrificer, déi mussen gemaach gi vun deene betraffene Staten, op där anerer Säit awer derfir suergen, dass déi Staten net duerch eng Roskur an de Bankrott praktesch eragedriwwen ginn, wéi eenzel Ekonomisten och schonn elo virausgesinn.

Et ass also eng ganz schwierig Diskussioun, an där mer dra sinn. Och muss ee soen, dass déi Länner viru gewaltegen Aufgabe stinn. Ech wëll nëmme hei déi Ziele vum leschte Joer, vun 2010, an Erënnerung ruffen: Griichenland mat enger gesamtöffentlecher Schold, déi 142,8% vum PIB ausmécht, mat engem Statsdefizit dat Joer vu minus 10,5%! Irland mat enger Gesamtschold vu 96,2% vum PIB, mat engem Defizit 2010 vun 32,4%! A Portugal schliesslech 2010: 93% öffentlech Statsschold an en Defizit am öffentleche Budget vu minus 9,1%!

Dat sinn also enorm, enorm Zuelen, enorm Gréissten, déi sech eis virun A féieren, déi och weisen, wat fir eng Efforté muss gemaach ginn, wat fir een Enjeu eigentlech dat Ganzt ass.

Ech hat scho bei den Debatte ronderëm de sougenannten EU-Rettungsschirm ervirgehuewen, dass déi Solidaritéitsforten, déi ee gemaach huet, wéineg mat Altruismus ze dinn hunn, dass déi Efforten, déi déi aner State maachen, och natierlech mat der Verteidigung vun eegenen Interêten ze dinn hunn, respektiv vun Interête vun hire Banken, Interête vun hire Betriber, déi och riskéieren, duerch en Dominoeffekt a Matleedenschaft gezunn ze ginn, wann et sollt zu enger wierklecher gréisserer Kris, Finanzkris an aneren EU-Länner féieren.

Wat ee ka schockéieren - an dat wëll ech och net verheemlechen -, dat ass e bëssen, géif ech soen, d'Ironie vun der Geschicht vun deene leschte puer Joer, dass et eigentlech elo ausgesäit, wéi wann d'Länner an d'State géifen erëm em d'Vetraue vun de Finanzmäert bidele goen, dass se se nëmmen net fale loosse! Dobäi waren et awer déiselwecht Finanzmäert, déi virun zwee, dräi Joer eigentlech um Ursprung ware vun enger internationaler Finanzkris, déi zu enger Wirtschaftskris an och deelweis zu enger Sozialkris gefouert huet.

Et huet ee wierklech momentan - dat muss ee bedauern - net den Androck, wéi wann d'Politik géif an Europa an international wierklech de Wee weisen, soen, wou et higeet, mä dass éischter d'Politik hannert der Entwécklung handendruleeft, déi vun de Finanzmäert bestëmmt gëtt.

Duerfir, mengen ech, soll een awer drop hiweisen, dass ee bei allem Krisenmanagement, deen ee mécht, net därer vergiessen, och méi staark proaktiv ze handelen, deelweis nei Strukturen opzebauen, Mechanismen opzebauen, fir ze verhënneren, dass et nach eng Kéier zu esou Situatioune kënn. Dat ass deelweis geschitt, mä dorunner muss nach weider geschafft ginn. Merci!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser a gedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleegen, vläicht e puer kloer Messagen. Ech mengen, et muss een och drun erënneren, dass d'Europäesch Unioen selwer Verantwortung dréit fir déi Kris, an där mer elo sinn. Mir wousste jo deemools, d'Europäesch Unioen wousst genee, dass Griichenland d'Kritären net géif erfëllen. Griichenland ass awer an d'Eurozon opgeholl ginn, d'Kontrolle sinn net richteg gemaach ginn. Et därer een dat net vergiessen!

D'Stabiliteitskritäre sinn opgeweecht ginn, fir deene grouse Länner e Gefalen ze maachen. Blo Bréiwer un déi grouse Länner sinn net erausgeschéckt ginn. Loosse mer dat alles net vergiessen! D'Europäesch Institutioune droe Matverantwortung fir d'Kris an Europa, an haut wëlle se och nach dofir beloung ginn, andeem se gär méi Kompetenze fir sech hätten a Kompetenze vun de Memberlänner ewechhuelen.

Dat ass an eisen Aen de falsche Wee, well si hunn hir Aarbecht net gemaach, si ginn net beloung! Dofir verst mir och net d'Positioun vun de Lëtzebuurger Gréngen, déi gär eng Wirtschaftsregierung elo an Europa usiedelen. Mir wëllen net wéi déi gréng... Et ass en daitlechen Énnerscheed, Här Bausch, tèschent lech an eis! Dir wëllt ëmmer méi Kompetenzen un Europa ginn,...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här Kartheiser, ech freeë mech wéi keen aneren, dass et esou e groussen Énnerscheed gëtt tèschent lech an eis!

### (Interruptions)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...a mir hätte gär méi national Kompetenzen.

Här Bausch, ech freeë mech och doriwwer, well wann ech esou demagogesch wär wéi déi gréng, da wär ech och frou, fir net mat lech an een Dëppe gehait ze ginn!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Ech mengen, d'Leit gesinn dat awer och esou.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat Zweet ass e Problem vu Glawierdegkeet vun der europäescher Politik. Glawierdegkeet, well mer dauernd aner Zuele genannt kréien, aner Länner genannt kréien. Kee kontrolléiert sech selwer wierklech a sengen Aussoen, an enger Situatioun, wou dat awer misst de Fall sinn.

An do muss mer awer och soen, eise Premier spillt do eng ganz traureg Roll! An der internationaler Press gëtt en anescht gekuckt wéi am „Lëtzebuurger Wort“. Ech zitieren d'„Frankfurter Allgemeine Zeitung“: „Der Überforderte“, heescht et do fir eise Premier. An der

„Süddeutsche Zeitung“ steet: „Er gestand freimütig ein, dass er die Bürger Europas belüge.“ An dann heescht et och, wat e géif maachen, eise Premier, wär „unverantwortlich und brandgefährlich“. Et ass dach schéin, emol eng Kéier a gudden internationalen Zeitungen ze liesen, wat mir hei och dacks soen!

Eng drëtt Saach - zwou Minutte si bal erëm -, do géif ech lech, Här Minister, gär eng Fro stellen. Den Här Meisch huet och scho gesot, dass mer Risiken droen als Lëtzebuerg, dass mer mussen och bezuelen. Wann et dann elo zu deenen 110 Milliarde kënn, fir Griichenland weider ënnert d'Aerm ze gräifen - wat mer jo och muss maachen, dat ass net contestéiert -, mä sot eis emol: Wat kascht dat de Lëtzebuurger Steuerzueler? A wéi enger Form géif dat gemaach ginn? Wéi eng Risiken hu mer dann?

Well dat froe mer eis dach alleguer: Wéi wäit féiert dat? Wat ass dann elo schon am Ganze versprach ginn? Wéi eng Risike lafe mir als Lëtzebuurger Land? Sot eis et dach emol! Leet d'Kaarten op den Dësch!

Villmoos Merci!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann a gedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, déi Scholdekrise an Europa oder a bestëmmten europäesche Länner - richteg, wann ee muss diversifizéieren, wéi den Här Bausch dat gesot huet -, déi kënn, muss een awer feststellen, zu engem groussen Deel duerch d'Rettung vun de Banken, duerch d'Relanceplang, duerch de Réckgang vun de Recetten, also duerch d'Konsequenze vun der Finanz- a Wirtschaftskris, woubäi, mengen ech wierklech och, net oft genuch gefrot gëtt, wien dann eigentlech verantwortlech ass fir déi Finanz- a Wirtschaftskris. Dat schéngt schon alles e bësse vergiess ze sinn.

Vergiess gëtt och gär, dass déi öffentlech Finanzen scho virun der Kris staark gelidden hunn ënnert deem jorzéngelaange Steiersenkungswahn an Europa, wou innerhalb vun der Europäescher Unioen ee Land deem andere mat Steierdumping géigesäiteng Konkurrenz gemaach huet, fir méiglechst d'Steiere virun allem op deenen héije Revenuen a Benefisser erfzesetzen.

Vergiess sinn och déi staark Wieder vun 2008: Schluss mat dem Finanzkapitalismus! D'Finanzmäert an d'Gidd huelen, spekulativ Produkter verbidden! Geleentlech huet ee souguer héieren: d'Banke verstaatlechen. Et huet een och héieren: erëm endlech méi Émverdeellung vun ënnen no uewen, am plaz emgedréit. No knapp dräi Joer awer ass se erëm operstanen, déi Logik vun der „neoliberaler Reformpolitik“ - entre guillemets -, mat haarder Austériteitspolitik, Lounsenkung, Privatiséierung, zu Wuessstum a Kompetitivitéit.

Haut verdéngen d'Banken erëm un de Statscholden, déi se mat verursaacht hunn. A wann d'Gefor besteet, dass déi Kreditter net kënnen zréckbezuelt ginn, well de Statsdefizit ze héich gëtt, da muss ëmsou méi haart duerchgegraff ginn, virun allem um soziale Plang.

Déi waarm Gromper, sot e franséischen Ekonomist, gëtt vun Privatkapital fir d'Éischt un déi öffentlech Finanzen weidergeschoss, fir dann am Endeffekt bei deenen ze landen, déi am mannsten un der Kris schold sinn.

Wat haut verschiddene Länner vun der Europäescher Unioen verschriwwé gëtt, erënnert fatal un déi berüchtigt strukturell Ajustement, déi emol an der Zäit de Weltwährungsfond de Länner vun der Drëtter Welt och verschriwwen huet, mat deene verheerende sozialen a ekonomesche Konsequenzen, déi mer kennen.

Ech weess net, wie wierklech dru gleeft, dass déi Austériteitspolitik, dass déi sozial Regressioun, déi d'Nofro ofwiergt, wéi hei scho gesot ginn ass, déi zu heftigen, an ech betounen awer, berechtigte soziale Widerstänn féiert, dass dat alles soll zu enger wirtschaftlecher Erhuelung féieren. Ech gleewen et net!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann, an elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, am Fong diskutéiere mer hei iwwer eng vun de ganz groussen Errungenschaften vun der europäescher Integratioun.

Den Euro an d'Eurozon si fir vill vun eis, zesumme mat Schengen, der Fräizüegegkeet vun de Leit, de Gidder an dem Kapital, héchstwahrscheinlech déi stärkste Symboler, déi mer an Europa hunn, an och dat, wat et eis an Europa vill méi einfach mécht ze liewen, eis als Bierger an eise Betriber.

Dat ass besonnesch wouer fir Lëtzebuerg, wat 80% vu sengem Handel mat anere Länner aus

der Eurozon mécht. A gäre vergiesse mer an diesen Deeg, wa mer iwwer d'Problemer an enger Rei vu Staten an der Eurozon schwätzen, dass den Euro eis iwwer déi lescht zéng Joer enorm Avantage bruecht huet.

Méi licht ass et, d'Präisser ze vergläichen, oui Risqué vu Wiesselcourse kënn mer Gidder kafen am Ausland a Saachen, déi mer hei produzéieren, an d'Ausland exportéieren. Erënnere mer eis dach drun, dass et an den 90er Joren zu enormen Dévaluatioune vu Währungen komm ass an Europa, déi verschidde Länner en Avantage an hiren Exporter ginn hunn, deen net op hir ekonomesch Stärkt zréckzeféiere war.

Et gëtt keng Käsche méi, wa mer Sue wieselen, wa mer an d'Vakanz wëlle fueren. D'Liewen ass méi einfach ginn duerch den Euro. Mir si méi zesummegeewess a souwisou hänke mer ganz vill vuneneen of. An duerfir geet et och an diesen Deeg drëm, niewent all dem Misär, niewent alle Suergen, déi mer hunn, fir eng gutt Äntwert op déi Problemer do ze fannen, dat Wesentlech net virun Aen ze verléieren.

Europa gehéiert zesummen. Europa bréngt eis enorm vill Avantage: Stol, Medien, Finanzdängschtleeschungen. Alles dat kënn mer nëmme maache mat Europa, an dozou ass den Euro e wesentleche Bäitrag.

Duerfir stellt sech am Fong net d'Fro, firwat mer sollen hëllef. D'Fro ass, wéi mer am beschte kënnen hëllef.

Firwat hëllef? Dat ass d'Interdependenz tèscht eisen Ekonomien, tèscht eise Länner. Mir hunn en europäesche Bannemaart geschaf, deen eis, wéi gesot, enorm vill Avantage bruecht huet, an an deem europäesche Bannemaart gehéiert natierlech en Instrument wéi den Euro derzou.

Natierlech ass eng Währung op där anerer Säit net eppes, wat an engem loftleere Raum ka funktionéieren. Am Normalen huet een eng Währung innerhalb vun engem Stat, mat enger Währungspolitik a mat enger Budgetpolitik.

Mir hunn eng gemeinsam Währungspolitik duerch d'Europäesch Zentralbank, déi kenge politesche Weisungen ausgesat ass, mä mir hu keng europäesch Budgetpolitik. Mir hunn en Embryon dovunner, an duerfir d'Wichtigkeet, dass mer e Stabilitéits- a Wuesstumspakt hunn, wat also d'Regele sinn, d'Grondregeln, no deene mer eis Budgete sollen opstellen.

An ech mengen, et ass gutt, dass mer dee Stabilitéits- a Wuesstumspakt wëlle verstärken an deem Sënn, dass, wann ee sech vun de Grondprinzipien ewechbeweegt, dass deen dann, grad am preventiven Deel dovunner, wann en amgaangen ass, Dommheeten ze maachen an der Budgetpolitik, dass en dann eng kann op den Deckel kréien, dass et da Sanktioune gëtt.

Duerfir hoffe mer, dass deen Accord, dee mer am Europäesche Conseil vun de Finanzministernen iwwer d'Stabiliteits- a Wuesstumspakt fonnt hunn an deene leschte Wochen, dass deen an deenen nächsten Deeg, an deenen nächste Wochen och kann zu engem Accord mam Europaparlament kommen. Well nëmme wa mer gemeinsam Regeln hunn, dann évitéiere mer an Zukunft Situatioune wéi déi, déi mer elo a Griichenland, Portugal, Irland gesinn.

Elo sinn de Mëtteg hei eng Rei Observatioune gemaach ginn, zum Deel kritescher Natur, dass dat, wat hei géif gemaach ginn, eppes Falsches wär. Et gëtt, an dat ass kloer, net eng Solutioun, déi d'Léisung zu all deem doten ass. Mä eng Rei vun deene Pisten, déi hei opgeworf gi sinn, fannen eis Zoustëmmung, anerer manner oder net.

Et ass richteg, dass mer deene Länner hëllef, mä mir maachen deene Länner keng Cadeauen. Mir léinen deene Länner Geld, fir hinnen ze erlaben, am Fong duerch en Iwwerbrückungskredit, zu engem akzeptablen Zënsfouss Sue geléint ze kréien, fir da Reformen ze maachen, a fir dass déi Länner duerno erëm kënnen normal op Mäert Sue léine goen - esou wéi Länner dat maachen, déi eng gutt a richteg Budgetpolitik gemaach hunn, esou wéi eist Land -, fir dass se, wa se Sue musse léine goen, déi um Marché zu engem rasonablen Zënsfouss geléint kréien.

Mir kréien haut ongeféier 3% Sue geléint, Griichenland muss 16,5% léinen, an trotz deem, obschonn dass se esou en Zënsfouss bezuelen, léint hinne kee méi Suen. Duerfir mussen an enger Schicksalsgemeinschaft déi aner hëllef. Et geet drëm, de Griichen ze hëllef, de Portugisen, den Irlänner, mä net ze hëllef op eng naiv Aart a Weis. Dat muss verbonne si mat Konditioune. An zu deene Konditioune gehéiere Strukturformen, fir dass hir Wirtschaft erëm kompetitiv gëtt, dass se Betriber hunn, déi erëm do kënnen Aarbechtsplaze schafen a Gidder kënn produzéieren, verkafen an exportéieren.

Dozou gehéiert och eng Privatisatioun an dozou gehéiert och eng Spuerpolitik.

Firwat? D'Privatisatioun ass hei net eng Fro vun Ideologie, ob een der Meinung ass, et ass besser, de Stat ass Propriétaire vun engem Betrib, oder d'Privatwirtschaft. Mä d'Fro ass, dass, wann e Land bei anere Sue léine geet a wann e Land muss Milliarde bei anere siche goen, an et kann awer zugläich duerch seng eege Mëttele e Stéck vun deene Sue sech selwer erschaffen, dann, mengen ech, ass et dat Normalst vun der Welt, dass een net nëmmen hinne Sue léint, mä dass een och seet: „Een Deel vun deene Suen, déi Der braucht, dee muss Der lech selwer erschaffen.“

A vu dass notament Griichenland - mä dat gëllt och zum Deel fir Portugal - e Statsbesetz huet, deen e gewëssene Wäert huet, huet et eis normal geschéngt, dass een zu de Griiche seet: „Dir musst e Stéck verkafen, domadder eng 30 bis 50 Milliarde Suen erakreien, an déi Sue musst Der huelen, fir Är Statsschold, déi vill ze héich ass, ofzebauen.“

Dat geet no engem gewëssene Kalenner. An de griichesche Premier huet eis e Freideg hei zu Lëtzebuerg op där Réunioun, wou e beim Eurogroup-Chef, eise Lëtzebuurger Statsminister, war - an an där Réunioun hunn ech deelgeholl -, gesot, dass e bereet wär, och auslännesch technesch Assistenz ze huelen, fir dass déi Privatisatioun op eng transparent, kloer Aart a Weis an an engem Zäitkader, deen op zwee Joer fixéiert ass, fir och kënnen de Gros vun deene Privatisatioune virzehuelen, ofgewéckelt ka ginn. Déi Privatisatioune sinn absolut noutwendeg, well soss kritt Griichenland seng Schold net - och net mat friemer Hëllef - substanzuell genuch reduzéiert.

Datselwech gëllt selbstverständlech fir d'Spuerpolitik. D'Spuerpolitik gëtt hei presentéiert, wéi wann een am Fong e Choix hätt par rapport zu där Politik. Et gëtt hei gespuert, well d'Ausgabe vun deene Staten x-mol méi héich si wéi d'Einahme vun deene Staten. Spuere se also net, da muss se nach méi Sue léine goen, an et léint scho kee méi hinne Suen. Dat heescht, mir müssen hinnen nach méi Sue léinen.

Duerfir, déi Iddi, fir ze mengen, et kéint een op d'Spuerpolitik bei deene Länner verzichten an einfach soen: „Mir loosse weider Sue lafen, fir dass d'Ekonomie dréit“, ass eng, déi net deem Rechnung dréit, wéi een dann d'Lach tèscht den Einnahmen an den Ausgabe geféllt kritt. An duerfir schéngt et eis noutwendeg, dass déi - wann och ganz batter fir déi Länner - Moossname geholl ginn, souwuel op der Steiersäit wéi op der Reduktioun vun den Dépensen.

Dat ass eng Politik, déi am Fong an deene Länner hätt misse virun enger Rei Jore gemaach ginn. Wann een d'Spuerpolitik net mécht ab deem Moment, wou de Problem kleng ass, da kritt ee se dee Moment, wou de Problem grouss ass. An duerfir: Verschidden Iwwerschrëften, déi ech dëser Deeg gelies hunn, also no de Wahlen a Portugal, déi droen och net der Realitéit Rechnung.

Eng Zeitung huet dës Woch geschriwwen, d'Défaite vun der Regierung a Portugal oder vun der Majoritéit a Portugal wär eng „Abrechnung mit der Sparpolitik“. Dat ass falsch. Et ass eng „Abrechnung“, mat enger falscher Budgetpolitik, déi iwwer Joren ze vill Suen ausginn huet. An déi Partei, déi déi Wahle gewonnen huet, huet sech zu där nämlecher, voire enger méi strikter Spuerpolitik engagéiert.

Mir kruten als Finanzministere vun der Eurozon e Bréif souwuel vum President, vum deemolege Premierminister oder nach Iwwergangsg-, Interimspremierminister vu Portugal, wéi vum Chef vun der Oppositioun, deen déi Wahle gewonnen huet, dass si sech zu enger strikter Spuerpolitik, dat heescht zu Budgetsdisziplin, engagéieren.

Et kann een iwwer eng laang Dauer net méi Suen ausginn, wéi een erakritt, well soss geet déi Schold nach ëmmer méi erop. D'Fro ass also net: Spuerpolitik oder net? D'Fro ass: Kann e Land op Dauer mat esou enger héijer Schold liewen? Am Fall vu Griichenland, vu Portugal, vun Irland ass d'Äntwert kloer: Neen, well si kréie keng Sue méi op de Mäert geléint. Si kréie Sue geléint zu engem enormen Zënsfouss, an dann nach! Duerfir muss mer hinnen hëllef, mä si müssen zugläich hir eege Budgetpolitik erëm an Uerdnung bréngen.

Griichenland bezilt eleng an engem Joer iwwer 16 Milliarde Zësen op seng Schold. Da kënn Der lech virstellen, wéi vill Politik, wéi vill Moosnamen - och sozial Moosnamen - ee ka maachen, wann een déi Suen net huet.



Duerfir ass eng Scholdepolitik ni eng gutt Politik. Schold kann een zäitweileng maache fir laangfristeg orientéiert Infrastrukturprojeten. Schold kann een net maachen, fir an der Budgetpolitik op Dauer Defiziter ze stoppen.

D'Restrukturatioun, déi och hei de Mëtteg ugeschwat ginn ass, ass an den Ae vun der Lëtzeburger Regierung keng Solutioun. Dat klénge a priori gutt, datt een einfach seet: „Majo déi, déi Sue géleint hunn, da kréien déi e bësse Sue manner zréck.“ Dat ass en fait...

#### (Interruption)

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Bausch lech eng Fro stellt?

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Esou ass dat net.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Ech wollt elo eréischt d'Erklärung ginn.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen, ech wollt lech just soen: Wann Der sot, dat klénge gutt, datt einfach déi, déi Sue géleint hunn, e bësse manner erëmkréien - neen! Et ass, datt déi, déi géleint hunn - ënner abenteuerlechste Konditiounen! - an och jorelaang domadder vill Geld verdénge hunn, datt déi och gewässermoossen an hir Responsabilitéit matgeholl ginn, mat dem Steuerzueler. Well am Moment ass et just de Steuerzueler international, dee bezilt.

An ech mengen, dat ass awer dat Normalst vun der Welt, an et ass och dat, wat de Leit ufänkt, schwéier um Mo ze leien a ganz Europa, datt eigentlech en Deel vun deenen, déi awer och un där Situatioun mat schold sinn, net mat zur Rechenschaft gezu ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Ech wollt am Fong an deem Moment net dem Här Bausch äntwerten, ech wollt enger europäescher Debat äntwerten, déi dorobber hilleft, fir ze soen: Et soll een einfach eng Restrukturatioun maachen. Dat heescht, datt dee Stat, dee Sue géleint kritt huet, 10% oder 20% manner vun deene Suen zréckgi kritt. Dat ass en fait dat, wat considéiert gëtt, souwuel vun der Europäescher Zentralbank wéi vun de Mäert, wéi quasi eng Faillite vun deene Staten.

Wat huet dat awer zur Konsequenz? An do mierkt een, wat dat mat sech zitt. Niewent deem Aspekt, datt dat an enger Situatioun als Faillite considéiert gëtt, notament do, wou déi Obligatiounen als Garantë gi si sinn, heescht dat en fait, datt eng ganz Rei europäescher Finanzinstituter - dat heescht, den europäesche Finanzsystem - riskéiert, a verschidene Länner an eng enorm Situatioun ze kommen.

Dat ass net - an ech soen dat hei ganz kloer - de Fall vu Lëtzebuerg, wou ganz weing Engagementer vu Banken oder vum Stat vis-à-vis vu Griichenland, Portugal, Irland sinn. Dat ass an anere Länner anescht. Dat heescht, wann déi Situatioun do géif antrieden, da kann dat mat sech zéien, datt déi Staten an deene Länner mussen hire Finanzsystem, esou wéi Enn 2008, erëm massiv ënnerstëtzen, net fir d'Banken ze ënnerstëtzen, mä fir d'Clientë vun deene Banken ze ënnerstëtzen.

Also ass et leschten Enns erëm eng kéier dee ganze System, dee riskéiert, a Gefor ze kommen. Duerfir riskéiert eng Restrukturatioun en fait Konsequenzen ze hunn, déi d'nämlecht si wéi am Fall vu Lehman Brothers. An duerfir menge mir, datt d'Restrukturatioun keng Léisung wär.

Par contre si mer der Meenung, datt ee muss driwwer diskutieren, fir op enger fräiwëlleger Basis an de Négociatiounen mat de private Créancier, déi deene Länner Sue géleint hunn, ze kucken, ob een net kann no Oflaf vun hire Scholden, hiren Obligatiounen, deene Suen, déi se Griichenland, Portugal géleint hunn, ob se net d'accord kënnen sinn, fir dann nei Obligatiounen ze kréie fir eng verlängert Lafzäit, fir domat sécherzestellen, datt net nëmme d'Stat Sue léien, mä datt och déi privat Créancier d'accord sinn, fir iwwer eng länger Zäit deene Staten och nach eng kéier weider Suen ze léien.

Dat muss op enger fräiwëlleger Basis geschéien. Well et kann een net während der Lafzäit vun engem Kredit d'Konditiounen änneren. No 2013 beim Stabilitéitsmechanismus ass dat anescht. Doriwwer besteet grosso modo tëscht de Finanzministere an der Eurozon Konsensus.

Dat klénge komplizéiert, ass och komplizéiert. Mä et muss ee wëssen, datt, wann een einfach Solutiounen an deenen Dossiere mécht, déi och méi populär sinn, well et ass méi einfach, et

seet een: „Déi, déi Sue géleint hunn, sollen déi net méi zréckkréien“, ouni awer ze kucken, wat fir eng Konsequenzen dat huet... An déi Konsequenz sinn net bei de Banken, déi si bei de Clientë vun de Banken. Déi sinn och bei eis all als Steuerzueler.

Duerfir mengen ech, gëtt et do keng einfach Léisung. A mir wäerten an deenen nächsten Deeg tëscht de Finanzministere vun dem Eurogroup kucken, wéi mer dat Element do vun enger Participatioun vum Privatsektor op eng Fassong, déi négociéiert a fräiwëllig muss sinn - wéinst deene Grënn vum Ustiechungseffekt -, kënnen hikeréien.

En attendant, wéi gesot, gëtt et keng Léisung, déi direkt all d'Problemer léist. Par contre mengen ech, datt dat, wat mer probéiert hunn, deene Länner eng Chance gëtt, fir aus dem Däiwelskrees erauszekommen. Ob se et packen, kann een net mat honnertprozenteger Sécherheet soen. Mä wann een et net probéiert, dann ass ee sécher, datt den Effet vu Faillite vun deene Länner op all déi, déi hinne Sue géleint hunn, an dat si ganz vill Länner an Europa, riseg ass.

Duerfir soen ech: Et geet hei ëm Solidaritéit an et geet ëm Stabilitéit. Solidaritéit vis-à-vis vun deene Länner a Stabilitéit vun eiser gesamter Eurozon, wou mir en integralen Deel dervu sinn.

Duerfir géif ech och hei nach eng kéier rappelieren, wat mer awer scho gesot hunn - an dat soen ech dem Här Kartheiser: Wann en d'Ried vum Statsminister zur Lag vun der Natioun nogelasscht huet, da misst e wëssen, wéi vill Sue mer deene Länner géleint hunn. Et ass also net, datt mer hei d'Kaarten net op den Dësch geluecht hunn. Mir hu se schonn eng kéier op den Dësch geluecht, ech widderhuelen et awer gären.

Mir hu Griichenland bis elo..., mir hunn eis engagéiert, Griichenland bilateral 206 Milliounen ze léien. Dat ass also Deel vun deenen 110 Milliarden, déi Griichenland géleint kritt. Dat ass e Prêt. Dee gëtt rémunéiert. Mir krute bis elo eppes zwou an eng hallef Milliounen Euro Zësen eran.

Wa Griichenland zousätzlech Hëllef braucht niewent der Privatisatioun, wou se och Suen erakréien, da si mer der Meenung, datt déi iwwert den Europäesche Stabilitéitsfond EFSF solle kommen, bei deem mer jo keng Suen eraginn hunn, mä, wéi hei virdru rappeliert ginn ass, Garantë ginn hunn.

Do huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt. An deem Fong sinn nach ganz vill Méiglechkeeten dran, well dee Fong huet jo bis ewell just - wann ech dat ka soen: „just“, ënner Gänsefeiercher - un Irland an u Portugal géleint. Sou datt och do Méiglechkeete sinn, iwwert dee Fong, deen also Suen op de Maart léine geet, déi Suen un dat Land weiderléint an deen d'Garantië vun de Staten huet. Déi Garantë spillen nëmme, wann déi Länner net kënnen zréckbezuelen.

Op den Dag vun haut hu mir also Sue géleint. Mir hunn also net een Euro ausgin. Duerfir ass et och bis elo keng budgetär Dépense gewiescht, well mer alles mussen maachen, datt déi Länner hir Sue soit dem EFSF, soit dem Lëtzeburger Stat an deenen anere Staten, déi Sue géleint hunn, kënnen zréckginn.

Et geet hei en fin de compte drëm, datt déi Eurozon mat där Währung Euro och an Zukunft ka funktionieren. Mir mussen alles drusetzen, fir dat jiddwereent vun de Länner sech an Zukunft un d'Regele vun dem Stabilitéitspakt hält. Mir mussen alles drusetzen, fir datt déi Länner an enger Iwwergangphas gehollef kréien, well wann ee Land seng Scholden net méi ka ganz zréckbezuelen oder wann ee Land misst d'Faillite erklären an aus der Eurozon austrieden, hätt dat dramatesch sozial Konsequenzen an deem Land selwer a substanzuell ekonomesch Konsequenzen an all deenen anere Länner.

Mir liewen op engem Kontinent, mir gehieren zesummen. Europa ass net nëmme e Friddensprojet, deen eis et Gott sei Dank erlaabt huet, Kricher ze évitéieren, mä Europa ass och d'Antwort zu bal alle grenziwwerschreidende Problemer, déi mer hautdësdags hunn. An dozou gehéiert och eng Economie, déi net just op senger Plaz kann dréien, mä déi den Exportmarché brauch. An dat ass grad zu Lëtzebuerg de Fall.

Duerfir hu mer all Intérêt drun, um Euro - an ech soen derbäi - an och u Schengen festzehalen a fir déi Problemer vun der Zäit d'Chamber vill Aarbecht, duerch vill Engagement, awer och duerch eng Erklärung ze weisen, datt dat net e Problem ass, deen nëmme a Griichenland ass oder an anere Länner, mä datt et e Problem ass, deen och massiv eise Problem ass oder kéint ginn, wa mer net déi richtig Léisung maachen.

Duerfir wäerte mer och an Zukunft weider esou wéi an deene leschte Wochen d'Finanzkommissioun vun der Chamber all kéiers doriwwer informieren, wann nei Etappen diskutéiert oder décidéiert ginn am Kader vum Eurogroup oder vun dem Ecofin, deen - an dat soen ech zum Schluss - am Kader vun der Iwwerwaachung vun dem Finanzsektor an Europa enorm vill an deene leschte Woche gelescht huet.

Et ass net esou, wéi wann et de Fall wär, datt mer no der Kris näischt gemaach hunn. Ech erënneren nëmme u Stéchwierder wéi europäeschen „Systemic Risk Board“. Dee kuckt d'makroekonomesch Stabilitéit vum Finanzsektor. Ech erënneren drun, datt mer zënter dem 1. Januar dräi europäesche Iwwerwaachungssystemer hunn...

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir misst zwar lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- ... an eng ganz Rei vu Moosname geholl hunn iwwer eng Rei Produiten, fir de Finanzsektor ze regulieren. Déi si geholl ginn, déi huet d'Chamber approuvéiert, an duerfir, mengen ech, mussen mer op deem Wee weidergoen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wäere mer um Enn...

#### (Interruption)

Den Här Hoffmann freet nach eng kéier d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Den Här Frieden ass zwar Finanzminister an net Sozialminister, ech muss awer soen, dass ech et schonn erstaunlech fannen, dass en et fäerdeg bruecht huet, ugesiichts vun deene massive soziale Protester a Spuenien, a Griichenland, a Portugal, bal net - fir net ze soe guer net - anzegoen op déi Fro vun der sozialer Entwécklung an deene Länner respektiv an Europa insgesamt, an och net anzegoen op déi ekonomesch Bedeutung vun der Nofro, déi awer op d'mannst vun dräi Intervenanten de Mëtteg hei ugeschwat gi sinn.

Well déi Fro vun der Nofro, vun der Kafkraaft, dat ass net nëmme eng sozial Fro, dat ass och eng ekonomesch Fro. An ech gleewe wierklech net drun, dass mir mat där Politik, déi am Moment gemaach gëtt an der Europäescher Unioun, aus där Situatioun erauskommen an dass mer an ofsehbarer Zäit nach eng kéier driwwer diskutieren, wéi mer erauskommen, well mer menger Meenung no ganz einfach dee falsche Wee aschloen an och net - wierklech guer net - méi op d'Ursaache vun der Finanzkris aginn an an deemselwechte Sënn weiderkueren.

► **M. le Président.**- Den Här Finanzminister nach eng kéier.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Éischtens wëll ech dem Här Hoffmann soen, Här Präsident, datt de Finanzminister ganz sécher deen éischte Sozialminister an deem Land ass, well duerch de Statsbudget si 45% vun allen Ausgabe sozial Ausgaben. Et ass och de Finanzminister, dee mat vill Iwwerzeegung déi Politik ënnerstëtzt, soss wäeren déi Dépensen net alleguerten do.

Duerfir, déi Iddi, déi Verschiddener hunn, datt deen een do wär, fir ze spueren, an deen aneren do wär, fir d'Suen auszeginn, déi kënn Der vergiessen. De Finanzminister weess ëm d'sozial Obligatiounen vun engem Stat.

Dat Zweet awer ass, an dat géllt fir Lëtzebuerg an dat géllt fir déi aner Länner: Am léifste géife mer soen: „Majo, kommt, mir ginn all déi Suen an d'Leit kënnen déi Sue massiv a Portugal, Griichenland verdeelen.“ Dat géif en fait heeschen, datt déi Länner nach méi Schold misste maachen. Wa mer also géife soen: „Dir braucht net ze spueren, Dir kënn weidermaache wéi virdrun, andeem Der...“

An ech weess, wéi batter dat ass, wann ee muss d'Paie kieren. Ech erënnere mech, als Kand, wéi zu Lëtzebuerg an der Stolindustrie - a mä Papp huet do geschafft - d'Paie gekierzt gi sinn. An dat waren aner Situatiounen wéi déi a verschidene südeuropäesche Länner.

Mä wa mer géife soen: „Fuert weider, andeem Der déi doté Politik maacht“, da mussen déi Länner vun eis oder aneren nach méi Sue géleint kréien. Dat heescht, datt hir Schold nach méi grouss gëtt. Se kommen also an Däiwelskichen. A court terme, géif ee soen, géif dat vläicht deen een oder deen anere Problem léisen, à long terme sinn déi Länner wierklech faillite! An duerfir gëtt et leider keng Alternativ dozou.

A wann déi aner Alternativ...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här Minister, Dir musst jo awer differenzieren: Wat fir Paien? Wat fir Léin? Wat fir Leit? A wéi eng Ëmverdeelung?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Majo selbstverständlech.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Wéi eng Steieren? Wou huele mer d'Steiereinnahmen? Déi kann een dach net esou pauschal, wéi Dir et elo sot, einfach ausginn. Dat hunn ech jo...

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här Präsident,...

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, mir sinn awer elo net hei...

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- De Programm...

► **M. le Président.**- Ech mengen, den Här Minister huet laang geäntwert. Dir hat och Är Minutten. Ech war ganz large mat lech, fir alle guerten Är Punkte bäizebréngen. Ech mengen, mir mussen och elo eng kéier un d'Enn vun där Diskussioun kommen. Här Minister, wann ech gelift.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Ech wëll awer just dem Här Hoffmann soen, datt de Programm... Ech sinn do d'accord mam Här Meisch, datt een... Den Här Meisch hat fënnf Minutten, ech hat der 15. Ech gi gären zou, dat ass dräimol esou vill. Mä ech hunn hei net am Detail de Programm vun de Reforme vu Portugal a Griichenland analyséiert.

Ech hunn deen iwwereng an der Finanzkommissioun, op d'mannst dee vu Portugal, ausgedeel. Dee kann een noliesen. Dat si jo och net ondifferenziéiert Moosnamen. Do sinn der och vill derbäi, déi vläicht déi eng oder déi aner Partei oder déi eng oder déi aner Regierung géif anescht maachen. Mä laanscht eng Diminutioun vun der Schold, an déi häng mat enger Diminutioun vum Defizit zesummen, kënn kee Land. Déi Moosname mussen differenziéiert sinn. Ech sinn der Meenung, datt déi dans une large mesure an deene Länner esou sinn.

Datt dat net einfach ass fir déi Leit, déi do wunnen, dat ass evident, mä dat brauch een net dräimol ze widerhuelen. Dat schéngt mer esou normal ze sinn, datt jiddwereen dat weess. Mä d'Feeler si virdru gemaach ginn. A wann een d'Feeler also net matzäit entdeckt a se reparéiert, da bezilt een eng deier Rechnung. An dat ass, wat elo geschitt.

► **M. le Président.**- Merci nach eng kéier dem Finanzminister. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun iwwert dese Punkt.

Als leschte Punkt hu mer haut eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Relatiounen tëscht dem Stat an de Gemengen op där enger Säit, an de reliéise Gemeinschaften op där anerer Säit.

D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Meyers, d'Madame Brasseur, den Här Bodry, den Här Gibéryen an den Här Hoffmann. An als Éischt héiere mer elo den Här Claude Adam als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi des Orientéierungsdebatt ugefrot huet. Här Adam, Dir huet d'Wuert.

## 10. Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part

### Exposé

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här Präsident. Fir mat der Zäit, datt mer dat direkt regelen: Ech schwätzen elo fir meng Partei, dat heescht, ech hunn dann déi 20 Minutten als Interpellant, an ech huelen dann nach zéng Minutten derbäi fir d'Fraktioun.

Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, de 7. Januar 2011 huet déi gréng Fraktioun en Débat d'orientation iwwert d'Relatiounen tëscht dem Stat an der Kierch ugefrot, an ech sinn da frou, kënnen haut iwwert des Relatiounen ze schwätzen.

Eis Motivatioun, deenen Débat unzefroen, déi war villsäiteg. An der Äntwert op eng Question parlementaire vum September 2010 vun de Kolléeg Camille Gira a Jean Huss huet den zoustännige Minister gemengt, et misst een eventuell den Dekret vom 30. Dezember 1809 iwwert d'Kierchfabriken nach eng kéier iwwerschaffen an dat kéint ee schlecht isoléiert maachen, dat misst een am Gesamtkontext zu de Relatiounen tëscht Kierch a Stat kucken. Där Logik wëllen déi gréng sech net verschléisen.

Et ass scho bal eng Selbstverständlechkeet, datt all Partei, déi hei an der Chamber vertrueden ass, fir d'Reliounsfräiheet antrëtt, dat heescht, fir d'Recht, datt all Bierger d'äerf eng Relioun no senger Wahl fir gutt befannen oder eben och keng Relioun fir gutt befannen. Ech sot, et wier schonn „bal“ eng Selbstverständlechkeet, well dat a ville Länner och haut nach anescht ass an



och hei zu Lëtzebuerg nach virun enger gewëssener Zäit fir verschidde Leit net esou akzeptéiert war.

Net méi esou unanime wäerte mer sinn, wann et drëm geet, ob mer gären e laizistesche Stat hätten a wat mer dorënner verstinn.

Kloer fir eng Trennung vu Kierch a Stat drécke sech an hire Wahlprogrammer déi gréng, déi Lénk, d'LSAP an d'ADR aus. Fir déi gréng ass et kloer: Mir trieden a fir ee laizistesche Stat, dat heescht, fir eng kloer Trennung vu Kierch a Stat. Mir sinn der Meinung, dass d'Relioune a Kierchen ee wichtige Bestanddeel vun eiser Geschicht an eiser Kultur sinn, dass haut awer Relioun a Glawe Privatsaach sinn. De Stat muss de Garant vun der Fräiheet vum Eenzelne sinn a muss duerfir tolerant a laizistesche sinn.

Wat dat an eisen Aen alles bedeit, dorobber wäert ech dann elo an deenen nächsten 30 Minuten agoen.

Mir haten an eiser Ufro op deesen Débat fënnef Kapitelen ugefuert, wou mer wëllen driwwer diskutéieren, an ech wäert mech a mengem Discours och un des Virgab halen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen: „Ech si jo e Mënsch, deen, wann et ëm d'Trennung vu Kierch a Stat geet, zu ganz considérable Spréng a Verännerunge bereet ass.“ Esou gëtt eise Premier, de Jean-Claude Juncker, zitëiert virun ongeféier 14 Deeg. Et bleift natierlech d'Fro, wat eise Premier da gemengt huet mat deenen Aussoen, déi hei zitëiert gi sinn.

Schonn de 17. Juni 1998 beim Débat iwwert d'Gesetzter vun de Konventiounen mat de Reliounsgemeinschaften hat den Här Asselborn gemengt, d'LSAP wier bereet, vill méi wäit ze goen, mä an enger Koalitioun mat der CSV kéint een eben net alles errechen. Dat wier jo net einfach, well do eng lénks Partei an eng riets Partei sech zesummendinn.

1998 hat den Här Asselborn vläicht nach eng kloer Virstellung, wou d'lénks Partei a wou d'riets Partei wier. 2011 ass dat net méi esou einfach. Besonnesch an der LSAP schéngt sech jo deen een oder deen anere mat esou Froen ze ploen. Mech erënnert dat un dem Ernst Jandl säi Gedicht „Lichtung“: „manche meinen lechts und links kann man nicht verwechseln werch ein illtum.“

Mä niewent alle philosopheschen a politeschen Iwwerleeunge gëtt et och nach eng Rei aner gutt Grënn, fir d'Gesetzgebung, déi d'Relatiounen tëschent Kierchen, Stat a Gemenge regléiert, ze iwwerschaffen. D'Relatiounen tëschent dem Stat an der Kierch gi vum enger zum Deel ganz verstëbter Législatioun geregelt. Huele mer emol zum Beispill d'Kierchfabriken.

Am Dekret vum 30. Dezember 1809 iwwert d'Kierchfabricke steet zum Beispill, dass de Buergermeeschter Member am Conseil vun der Kierchfabrick ass, ënner der Konditioun, dass e Katholik ass. Soss muss e sech duerch ee kathoulesche Conseiller ersetze loossen. Fraen existéieren natierlech och net am Dekret vum 1809. D'Sue vun der Kierchfabrick gehéieren all an eng Këscht mat dräi Schlüsselen an esou weider.

Ech kommen nach eng Kéier zréck op dem Här Asselborn seng Ried vum 1998, déi huet mer nun emol gutt gefall. 1998 huet den Här Asselborn fir d'LSAP gesot: „Dir Dammen an Dir Hären, den Zäitpunkt an de Käpp ass nach net komm, fir den Artikel 106 ofzeänneren, mä enges Daags misst et och zu Lëtzebuerg méiglech sinn, fir offen driwwer ze diskutéieren, ob een net sollt op aner Weeër goen.“

An dann zitëieren ech wuertwärtlech: „Ech mengen, an zéng Joer freet keen eis méi, firwat mir eis et am Enn vum Jordausend nach esou schwéier gemaach hunn, fir anzegesinn, dass de Stat, an eleng de Stat, derfir do ass, déi demokratesch Wäerter vun der Res publica ze verrieden, an dass d'Kierchen, an nëmmen d'Kierchen, derfir do sinn, fir déi reliéis Wäerter ze verteidgen. All Amëschung vun der Kierch an de Stat a vum Stat an d'Kierch féiert zu Verzerrungen, déi der Demokratie net dénglech sinn.“

Aus där doten Ursach, a just aus där doten Ursach, an net, well déi gréng dem Bierger wëllen de Glawen un ee Gott oder méi Götter oder d'Ästlung zu där enger oder aner Relioun ënnerbannen, si mir der Meinung, dass mer missten ee Schritt méi wäit goen an de Reliounen tëschent Kierch a Stat an dass mer och net derlaansch kommen, den Artikel 106 vun eiser Constitutioun: «Les traitements et pensions des ministres du culte sont à charge de l'État et réglés par la loi.» an och den Artikel 22 ze reviséieren oder zumindest nei ze interpretéieren.

Ech wäert awer haut keng Motioun déposéieren, wou mer d'Ofschaffung vum Artikel 106 fuerderen. Sollt allerdéngs ee Kolleeg zu menger Lénker oder zu menger Rietser wëllen

esou eng Motioun déposéieren, da kann ech awer eis Ennerstützung zousécheren.

Ech wëll awer haut Weeër opweisen, wéi mer kënnen drop lasssteieren, fir den Artikel 106 an enger noer Zukunft kënnen ze strächen.

Den Ausgangspunkt fir déi haut gültig Bestëmmungen iwwert d'finanziell Verhältnissen tëschent Stat a reliése Gemeinschaften ass d'Konkordat vum 15. Juli 1801 tëschent dem Napoléon an dem Pöpst Pius VII. Doraus ginn zwou zentral Finanzéierungssailen ervir: engersäits den Ennerhalt vun de Kierchegebaier an anersäits d'Finanzéierung vun de Gehälter vun den „ministres du culte“ duerch de Stat.

D'Finanzéierung vun de Gehälter vun den „ministres du culte“ huet zu Lëtzebuerg scho laang Verfassungsrang an ass allerdéngs eréischt zënter 1998 iwwert d'Konventiounen geregelt. Konventiounen hu mer mat der kathoulescher Kierch, awer och mat der israelitescher, der protestantescher, der orthodoxer an der anglikanescher Kierch.

Besonnesch de gréng Kolleeg Jean Huss hat drop higewisen, dass de Vote vun de Konventiounen ee schwaarzen Dag fir de Laizismus war. D'Konventiounen waren a sinn de Contraire vum Laizismus. D'Verfechtunge ginn zementéiert. „D'Trennung vu Kierch a Stat wor eent vun den zentrale Wahlkampfthemen vun der LSAP, an elo mécht se genee de Contraire“, sou de Jean Huss an der Debatt vum 1998.

2011 fléissen iwwert dës Konventiounen 24.570.000 Euro Steiergelder un déi elo just genannte Glawensgemeinschaften. Derbäiziele muss mer och nach d'Pensiounen fir d'Paschtéier, ee Betrag vun 3,7 Milliounen Euro am Joer 2010. D'Personal vum Reliounsunterricht an de Grondschoulen huet 2010 ron 11,9 Milliounen Euro kascht. D'Reliounsprofien am Secondaire hu 4,3 Milliounen kascht. Derbäi kommen nach 1,2 Milliounen fir d'Pensiounen. Beim Personal vun de Grondschoule sinn d'Pensiounen net derbäi, well dat jo keng Statsbeamte sinn.

De Stat leet dann och nach eng gutt Millioune bäi, fir d'Fonctionnéiere vum Seminaire ze garantéieren. De Stat investéiert also, deene Chiffren no, déi eis bekannt sinn, gutt 46 Milliounen a Kierchepersonal. Ech gi gären zou, et kann een och driwwer streiden, ob een d'Reliounsprofien am Secondaire net besser hätte do erauszehalen, mä dat ass jo och keng esou eng grouss Zomm.

Ob dat vill oder wéineg Sue sinn, déi de Stat sech d'Relioune kaschte léisst, do dierft een, jee no wéi engem Standpunkt ee kuckt, zu ennerschiddlechen Aschätzunge kommen. Wichtig an deem Zesammenhang ass awer, dass net reliéis Weltanschauungen net duerch de Stat subventionéiert ginn. Mir kritiséieren an dësem Zesammenhang gläich eng Rei Aspekter.

D'Suen, déi de Stat un d'Reliounsgemeinschaften ausbezuelt, sinn nëmme ganz bedéngt a Relatioun zu de Leit, déi sech zu dese Reliounsgemeinschaften bekennen. Datt et déi kathoulesch Kierch ass, déi de bäi Wäitem gréissten Deel vun de Sue kritt, dierft kee verwonneren. Dat ass jo och historesch a logesch. Datt déi Zommen allerdéngs mat de Joren nach ëmmer an d'Luucht ginn, dat ass schonn éischter erstaunlech.

D'Erklärung fir dese Fait ass relativ einfach. An der Konventioun tëschent der kathoulescher Kierch an dem Stat gëtt festgehalten, dass de Stat der Kierch 254 Poste bezuelt. Dat ass also „eine feste Größe“, déi net vun der Zuel vu Paschtéier an och net vun der Zuel vun aktive Katholiken ofhänkt. An dobäi ass et eng Tatsaach, dass d'Zuel vun de Leit, déi vun där reliéier Offer Gebrauch maachen, ëmmer méi kleng gëtt.

Et gëtt zum Beispill eng rezent Etüd iwwert d'Entwécklung vun de Reliounen zu Lëtzebuerg, eng Aarbecht, déi am Januar 2011 vu CEPS/Insead publizéiert gouf. Interessant un der CEPS/Insead-Etüd ass enner anerem och, dass si e Verglach mécht tëschent 1999 an 2008. Esou heescht et, dass d'Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen, hiren eegenen Aussoen no, net méi an net manner reliéis gi wieren an deem Zäitraum. Dat ass awer ze hannerfroen, well dat regelméisseg Praktizéiere vum Glawen, dat heescht, d'Besuche vun engem Gottesdengscht, ass zum Beispill ganz däitlech erofgaangen. Just nach 13% hunn 2008 uginn, regelméisseg an d'Mass ze goen, géint 23% néng Joer virun. 53% hu gesot, si géingen ni an d'Mass, géint 48% néng Joer virun. Ganz däitlech ass och, dass déi jonk Generatiounen sech net vun der Kierch ugezu fillen.

Relativ wichteg sinn och nach haut déi reliéis Zeremonien. Och dat geet aus där Etüd eraus: 64% vun de Leit fannen eng Kanddaff wichteg, 60% eng kierchlech Hochzäitzeremonie a ron 75% ee kierchlech Begräfnis.

Här President, wat an engem éischte Moment wéi e Widersproch kléngt, nämlich d'Feststellung, dass zu Lëtzebuerg net méi an net manner Leit vu sech selwer soen, si wiere reliéis, an engem Zäitraum, wou déi kierchlech Praktiken däitlech zréckgaange sinn, ass eigentlech een interessanter Phenomeen. Dee Phenomeen léisst sech eiser Meinung no doduerch erklären, dass ëmmer méi Leit sech hir eegen Aart a Weis zu rechtleeën, wéi si mat Gott an der Welt eens ginn, dass d'Leit sech hir eege reliéis Gedanke maachen, lassgeléist vu kierchlechen Institutionen an Doctrinen.

Mir mengen, dass haut ëmmer méi Leit d'Accord sinn, d'Relioun als eppes Privates unzege sinn, dass si kee Stat a keng Kierch brauchen, fir hir reliéis Geféier a Bunnen ze leeden. Esou soen och eng Majoritéit vun 59% vun de Leit hei am Land, all grouss Relioun hätten verschidde Wourechtchen ze bréngen. A leider nach beonrougend 8% mengen, et géif just eng richtig Relioun ginn. An déi 8% maachen eis op alle Fall déi meeschte Sueren.

Wéi scho gesot, all Steierzueler hëlleft mat senger Steieren, eng Rei Kierchegemeinschaften ze finanzéieren. Et ass awer och gutt, ze wëssen, dass et eng Rei kierchlech Gemeinschaften gëtt, déi keng Sue vum Lëtzeburger Stat kréien. Den Undeel vun de Mosleme hei am Land, deen a knapp zéng Joer vun 0,7% op 2% eropgaangen ass, geet eidel aus, grad wéi och d'Zeugen Jehovas. Mat de Mosleme gëtt jo scho méi laang verhandelt iwwer eng Konventioun. Mat de Jehova verhandelt menges Wessens keen. Wahrscheinlech si se och net Demandeur. A mir bezeichne d'Jehova jo och nawell gären als Sekt.

Wéini ass eng Reliounsgemeinschaft eng Sekt a kritt keng staatlech Hëllef? Wéini hu mer et mat enger Relioun ze dinn, déi en Usproch huet op eng Konventioun? Do war et nach ni ganz einfach, eng Äntwert ze fannen, an dat wäert an Zukunft éischer nach méi schwéier ginn.

déi gréng sinn der Meinung, dass et keng kloer Äntwert op déi Froe ka ginn an dass den eenzege richtige Wee an d'Zukunft just dee vun engem laizistesche Stat ka sinn.

Eng Minoritéit vun 9% bezeichent sech selwer als Atheisten. Eng weider 35% bezeichne sech selwer als net reliéis. Dës 44% vun de Leit hëlleft mat, d'Kierchen ze finanzéieren. Net reliéis Leit sinn am Allgemengen zimlech tolerant. Länner, wou et vill Agnostiker gëtt, zielen oft zu deene generéierten, wat d'Verdeelung an hirem eegene Land ugeet, an och wat hiren Undeel un Entwécklungshëllef betrëfft.

Ech wëll hei keng Schwaarz-Wäiss-Molerei maachen, wou déi gutt a wou déi béis Kräften an eiser Gesellschaft sinn. Ech wëll just menger Iwwerzeugung hei Ausdruck ginn, dass kee reliése Mënsch sech därer erlaben, opgrond vu senger Relioun sech därer fir e moralesch oder ethesch bessere Mënsch ze hale wéi en Netgleewegen.

Duerfir nach eng Kéier: Mir huelen den Artikel 19 vun eiser Constitutioun: «La liberté des cultes, celle de leur exercice public, ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses sont garanties.» genesou wichteg wéi den Artikel 20: «Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte ni d'en observer les jours de repos.»

Mir sinn der Meinung, dass de Stat sech fir gemeinsam Wäerter, wéi de géigesäitige Respekt, de Schutz vun den elementare Rechter, Demokratie, Toleranz asetze muss. A reliéisen Affäre muss de Stat sech awer eng strikt Neutralitéit operleeën. Reliounsfreiheit kann net heeschen, dass d'Reliounsgemeinschaften automatesch vun der Allgemengheit iwwert de Stat finanzéiert ginn.

Fir de Konventiounssystem ze rechtfertigen, vergläiche verschidde Kreesser heiansdo d'Finanzéierung mat där vum Sport. Esou wéi de Stat jo och de Sport als Bestanddeel vun eiser Gesellschaft finanzéiert, esou sollt en et dann och alt mat de Reliounen maachen. Dat kléngt op den éischte Bléck nach zimlech allichtend, ass awer trotzdem grondleeënd falsch. Sport a Relioun hu genau eng eenzeg Gemeinsamkeit, an dat ass déi, dass béides Privatgeleeënheete sinn, vun deenen net jiddweree profitéiert.

Ennerscheeder gëtt et der méi wéi genuch. Do wëll ech net drop agoen.

Mä, wann een d'Finanzéierung vun de Reliounen wëllt vergläichen, da bitt sech éischer de Parteifinanzement u wéi de Sport. Als Gréng kann ech mech jo op den éischte Bléck driwwer beschwéieren, dass et ass Steierzueler och d'ADR oder d'CSV oder d'LSAP muss mat finanzéieren. Geneesou wéi ech mech kann als Katholik driwwer beschwéieren, dass et zum Beispill déi protestantesch Kierch mat finanzéiere muss oder an Zukunft vläicht déi moslemesche an esou weider.

Tëschent de politesche Parteien an der Kierch gëtt et, wat de Finanzéierungsmodus betrëfft, awer eent, mindestens ee groussen Ennerscheid: d'Finanzéierung vun de Parteien fonctionnéiert zumindest am Usaz representativ nom Wilerwëllen. Dat heescht, eng politesche Partei kritt just esou vill, wéi d'Bevölkerung wëllt. Et ass deen Eenzelnen, dee bestëmmt, ob a wat eng politesche Partei kritt.

Am Fall vun der Kierch gëtt et déi Proportionalitéit bei der Finanzéierung eben net. Duerfir ass d'Parteifinanzéierung politesche gerecht, an d'Reliounsfinanzéierung awer weltanschaulich ongerecht! Derbäi kënn, dass sech Relioun a Politik vum Wiesen hier méi ähnellech si wéi Relioun a Sport.

Et ass ëmmer geféierlech, wann een e Modell aus engem Land, dat seng ganz spezifesch Entstehungsgeschicht huet, probéiert op een anert Land ze iwwerdreien. Mir wëllen eis duerfir op deser Plaz net fir eng fräiwëlleg Kierchesteier wéi an Däitschland oder fir eng italienesch Léisung vun engem „otto per mille“ ausschwätzen. Och d'Méiglechkeet vu steierlech ofsetzbare Spendebäiträg soll ënnersicht ginn, als méigleche Kompromëss an Iwwergangsléisung zu engem laizistesche Stat.

Zwou Konditiounen schéngen eis awer onëmgängelech: Déi Konventioun mat de Reliounsgemeinschaften kënnen net bestoe bleiwen, an eng zäitgeméis Relatioun tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften muss dem Kritär vun der Verhältnisméissegkeet an der zumindest indirekter Selbstbestëmmung vum Bierger Rechnung droen.

Fir ee Modell fir Lëtzebuerg auszeschaffen, proposéieren déi gréng, ee ronnen Dësch mat Verrieder vun de politesche Parteien a Verrieder vu weltanschaulichen Organisations anzeberufen.

Här President, wéi ech geschter Moie mäin alldeeglecht „Wort“ gelies hunn, huet et mech gefreet, dass ee Journalist op der Säit 3 den Här Biltgen zitëiert, dass hie sech kéint virstellen, eng Aarbechtsgrupp anzesetzen, déi „ohne Zorn und Eifer alle Aspekte der finanziellen Unterstützung an die Glaubensgemeinschaften auf den Prüfstand nimmt“. Dat huet mech gefreet, an an deem Sënn déposéieren ech dann och eng éischt Motioun, wou ech frou wier, wa mer déi haut kéinten zur Diskussioun an zum Vote kréien.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

*- rappelant que la législation en vigueur relative au traitement des cultes date en partie du 19<sup>e</sup> siècle;*

*- rappelant le nombre croissant d'adhérents de conceptions philosophiques non religieuses;*

*- rappelant que les relations entre l'État et les cultes actuellement en vigueur ne correspondent plus à la réalité sociétale et ne peuvent donc plus satisfaire à l'exigence de l'équité philosophique;*

*- rappelant que les convictions religieuses et philosophiques non religieuses font partie des opinions les plus intimes;*

*- rappelant l'article 20 de la Constitution luxembourgeoise qui stipule que «Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte (...);»;*

*invite le Gouvernement*

*- à mettre en place dans les meilleurs délais une table ronde composée de représentants des sensibilités politiques, des cultes religieux et de la communauté non religieuse. La table ronde aura comme tâche d'élaborer un modèle réalisable et apte au consensus en ce qui concerne les relations entre l'État, d'une part, et les organisations religieuses et philosophiques non religieuses, d'autre part.*

*(s.) Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox.*

Här President, et ass awer net nëmmen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften, wou mer Reformbedarf gesinn. Mir sinn och der Meinung, dass d'Relatioun Gemengen a Reliounsgemeinschaften misst iwwerschafft ginn. Am Dekret vum 30. Januar 1809 (veuillez lire: 30. Dezember 1809) iwwert d'Kierchfabricke steet, dass d'Gemenge fir déi eventuell Defiziter vun der Kierchfabrick opkommen an dass se fir déi gréisser Reparaturaarbechte vun de Kierchen och opkommen.

D'Gemengenausgabe fir den Ennerhalt vun de Kierchegebaier iwwert d'Kierchfabricke louchen 2007 bei 11.691.000 Euro. Ontransparent si weiderhin d'Käschte vun de Wunnenge fir d'Paschtéier. Dorop wollten oder konnten d'Mi-



nistere Biltgen an Halsdorf keng Äntwert ginn op déi parlamentaresch Ufro vun de Kolleegen Huss a Gira.

Mir hunn zu Lëtzebuerg 273 Poren, déi am Joer 2007 vun 80 Paschtéier an 20 Aumôniere betreit goufen. Déi Leit kréien all eng Pai vum Stat, an d'Paschtéier do derniewent och eng Wunneng vun der Gemeng, well dat am Dekret vun 1809 esou festgehale gouf.

Do stelle sech mindestens dräi Froen. Éischtens: D'Zuel vun de Paschtéier ass mat der Zäit jo ëmmer méi kleng ginn, duerfir misste jo eng ganz Rei Wunnengen aner Destinatiounen kritt hunn, oder gëllt d'Wunnrecht och fir pastoral Mataarbechter?

Zweetens: Fréier ass et eng ganz Rei Déngschtwunnengen ginn, zum Beispill och fir Beamten, Eisebunner, Léierpersonal. A well d'Leit haut awer méi flexibel sinn, ass de Sënn an Zweck vun enger Déngschtwunneng ganz oft net méi ze gesinn. Esou sinn och ëmmer méi där Déngschtwunnengen verschwonnen. Mécht eng Déngschtwunneng fir e Paschtouer haut nach Sënn?

A schlussendlech: Ass de Verdéngscht vum Ministre des cultes haut net esou, datt e selwer fir d'Käschte vu senger Wunneng kéint opkommen?

E puer Wuert zu de Kierchegebaier. D'Konkordat vun 1801 hat derzou gefouert, datt d'Kierchegebaier zwar engersäits de Gemenge gehéieren, anerersäits mussen awer d'Gemengen des Gebaier der kathoulescher Kierch zu Disposition stellen. Dat ass fir d'öffentlech Hand, déi sech a reliéisen Affäre soll neutral verhalen an de Garant fir Transparenz a Gerechtegkeet muss sinn, keng glécklech Situatioun.

Mir gesinn zwou Méiglechkeeten hei, fir déi noutwendeg Kloerheet ze suergen. D'Kierchegebaier bleiwen an der Propriétéit vun de Gemengen. D'kathoulesch Kierch misst awer dann hiren exklusiven Notzungsprärogativ opginn. Da kéinten déi Haiser och anescht genotzt ginn, zum Beispill als Concertsall, als Ausstellungsraum fir aner kulturell Zwecker. Da missten eigentlech och aner Reliounsgemeinschaften op des Gebaier kennen zréckgräife respektiv och weltlech Festivitéiten do ofgehale ginn.

Theoretisch ass et och haut scho méiglech, datt ee Kierchegebaier ëmfonctionnéiert gëtt, esou wéi een et am Ausland gesäit. Esou kéint een theoretisch e Kierchegebaier zu Sozialwunnengen, enger Crèche, engem Restaurant, Hotel oder Bistro ëmbauen. Praktesch geschitt dat awer net. Et besteet anscheinend keng Noutwendegkeet, iergendwellech Relatiounen vu Rentabilitéit bei der Notzung vu Kierchegebaier unzuhuelen. Den Notzer ass net deesewechte wéi deen, dee muss fir den Entretien opkommen.

Den honorablen Här Gilles Roth wollt am Kader vun enger méiglecher Vente vun der Porquierch vu Rued wëssen, ob et scho Präzedenzfäll fir esou eppes géif zu Lëtzebuerg ginn. D'Äntwert war kuerz a prezis: Neen, gëtt et net. Mä, wann ieren een op d'Iddi kéim, esou eppes ze maachen, da wier et virun allem den Artikel 106 vum Gemengegesetz, dee géif spillen. Do steet ënner anerem: «Le changement du mode de jouissance des biens communaux» muss vum Minister approuvéiert ginn.

Mir sinn der Meinung, datt duerch déi aktuell Situatioun d'Gemenge wäerten an eng penibel Positioun kommen an datt et och net zu hirem Auftrag vun Neutralitéit a Garant vu Meenungsfräiheet gehéiert, fir selwer als Gérard vu Kierchegebaier opzetrieden.

Duerfir géif eis eng zweet Méiglechkeet vill besser gefalen: D'Gemengen trieden d'Kierchegebaier un d'kathoulesch Kierch of, an d'Kierch muss dann och selwer fir den Ennerhalt vun hire Gebaier opkommen. D'kathoulesch Kierch kann da selwer entscheiden, wéi vill Gebaier se behale wëllt an ënnerhale kann. Déi Gebaier, déi se net brauch, ginn dann zréck un d'Gemengen a kënnen dann eng nei Destinatioun kréien.

Här President, gëtt et eng eenzeg Ursach, firwat d'Kierche solle manner fräi si wéi zum Beispill d'Uni Lëtzebuerg? Well genau do wëlle mer jo mam neien Unisgesetz hkommen. Déi autonom Uni gëtt Propriétaire vun hiren Immobilien. Wie wëllt eng Kierch zu Lëtzebuerg, déi manner autonom vum Stat ass wéi eis Uni?

Mir sinn der Meinung, datt déi historesch Substanz vun eise Kierchegebaier misst iwwer ee Klassement duerch Sites et Monuments ofgeséichert ginn. Am Moment si just 81 Kierchen oder Kapellen als historesch Monumenter

geschützt. Mir mengen, datt do nach munches feelt.

Zënter e puer Méint gëtt iwwer de Projet Maisons de la laïcité diskutéiert. Am Koalitionsaccord vun de Riets-lénks-Parteie steet, datt soll ee Réseau vun Infrastrukture geschaf ginn, wou dee laizisteschen Deel vun eiser Gesellschaft sech kann treffen, sech kann austauschen an eventuell och kann net reliéis Fester organiséieren. De Stat wëllt och bis zu 75% vun den Infrastrukturekäschten an och de Fonctionnementskäschte bäidroen.

déi gréng wonnere sech iwwer esou e Projet. Mir hunn d'Gefill, datt mat esou engem Projet d'Iddi vun engem laizistesche Stat definitiv vun der Bildfläch verschwënn. Mir hunn näischt dergéint, wann de Stat wëllt laizistesche an humanistesche Organisatiounen ënnerstëtzen. Mir fannen et och sënnevoll, wann esou Organisatiounen d'Leit kënnen beroden, wa se zum Beispill e Familljefest wéi d'Gebuert vun engem Kand oder eng Hochzäit organiséieren. Dat gëllt och beim Encadrement vun enger Feier, fir Addi ze soe vun engem Verstuerwenen.

E Réseau national vu Maisons de la laïcité brauche mer alleréngs net. D'Noutwendegkeet vun engem Ugebuet vun net reliéisen Déngschleeschunge fällt eiser Meinung no kloer ënner d'Kompetenz vun de Gemengen. Wien dat anescht gesäit, huet d'Iddi vun laizistesche Stat opginn.

Här President, ech wollt och nach kuerz op den alljährlechen Te Deum an der Kathedral zum Nationalfeierdag den 23. Juni agoen. Souguer Agnostiker mat Tendenzen zum Atheismus an notoresch bekannten Antiklerikaler sinn der Meinung, datt et wäitass méi relevant Problemer gëtt wéi den Te Deum zu Lëtzebuerg. Zum Beispill déi grouss muechtpolitesch Auseensetzungen tëschent de grouse Weltreligiounen, d'Instrumentalisierung vu Reliositéit a reliése Gefiller fir innen- an aussepolitische Muechtkämpf.

Problematesch ass mat Sécherheet d'Offensiv vum Kreationismus an den USA an déi wahlaktische Instrumentalisierung vun Chrëschtentum an deem Land. Problematesch sinn autoritär geféiert islamesch Gottesstaten.

Ech hunn elo fräi aus engem Artikel vum Jean Huss aus der Zäitschrëft „Forum“ vum November 2008 zitéiert.

### (Interruptions diverses)

Dat Ganzt war vum Här Huss, net just deen éischte Saz.

Wéi haart an onmenschlech Relioun ka sinn, konnt een och elo viru Kuerzem materliwien, wéi d'Taslima Nasreen, eng Doktesch aus dem Bangladesch, hei zu Lëtzebuerg op Besuch war a vun hirer Kandheet an hirer Ennerdréckung erzielt huet, well si sech géint de moslemeschen Integritismus a géint all Form vun reliésem Extremismus a Fraeifeindlechkeet gewiert huet. E schéine Geste vun der Escher Gemeng, d'Taslima Nasreen zu hirer Éierebiergerin ze maachen!

Wann hei elo iere sollt den Androck entstoen, reliése Fanatismus géif et just bei enger Relioun ginn, dann ass dat falsch. Wou batter Aarmut a Fraeveruechtung beieneekommen, do ass et egal, wéi eng vun de grouse Weltreligiounen matspillt.

Här President, da sinn ech scho frou, därferen an engem Kulturkrees ze liwien, wou d'Lady Gaga d'Giedel vum Elton John a sengem Mann David sengem Kand ass, an ech wëll meng Ausféierung iwwer den Te Deum duerfir och kuerz halen.

Ech hu vill iwwer fir al Musek, an dozou gehéiert noutgedrongenerweis och d'kierchlech Musek. Den Te Deum hu mir jo net zu Lëtzebuerg erfonden. Mir hunn och keng Exklusivitéit op den Te Deum. Ech gehéieren zu deenen Deputéierten, déi schon am beschte Fuedem un deem Festakt deelgeholl hunn an an der Kathedral derbäi waren.

### (Interruption)

Ech muss soen, dat huet net wéigedoen. Am Géigendeel,...

### (Brouhaha et hilarité)

...dat war ee faarwegen, feierlechen Akt mat enger flotter musekalescher Rumm.

Mir deet also kee leed, deen och als Netchrëscht un deem Festakt därfer deelhuele, an ech denken un déi vill Vertrieder aus den Ambassade vum de Länner vun alle Kontinenten an un déi wahrscheinlech grouss Zuel vun Agnostiker aus alle Gesellschaftssparten.

Ech hunn och gewässermoossen als Ausgläich schon enger Mass an der evangelischer Kierch am Virfeld vum Nationalfeierdag deelgeholl.

### (Interruptions)

Och dat war fräiwëlleg an interessant. Ech hunn also perséinlech näischt géint en Te Deum. Ech sinn der Meinung, den Te Deum soll och weiderhin ee spezifescht Ugebuet vun der kathoulescher Kierch um Nationalfeierdag sinn, wou all Leit, déi wëllen, kënnen dohinner goen.

Wa mir awer bereet sinn, dat Reliéist, Privat, vum neutralen öffentleche Liwien ze trennen, da misste mer och déi vum Stat prônéiert öffentlech Fester an engem reliéis neutrall Kader ofhalen. Dat heescht, den Te Deum soll net als offizielle Statsakt zelebriert ginn. Den offizielle Statsakt zum Nationalfeierdag, wou all öffentlech Corpsen, d'Deputéiert, d'Regierungsmemberen, d'Membere vum Statsrot, de Corps diplomatique an d'Statsbeamten invitéiert sinn, sollt menger Meinung no, an der Meinung vun der grénger Fraktioun no, an engem öffentleche Raum gefeiert ginn.

An deem Sënn wëll ech dann och hei eng zweet Motioun deposéieren.

### Motion 2

*La Chambre des Députés,*

*- rappelant que la Fête nationale est un jour de fête pour tous les citoyens et que la cérémonie festive officielle incombe à l'État luxembourgeois;*

*invite le Gouvernement*

*- à redéfinir la cérémonie officielle de la Fête nationale pour qu'elle reflète un cadre neutre qui ne privilégie aucune conception religieuse ou philosophique.*

(s.) *Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox.*

► **M. le Président.** - Merci.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Här President, ech kommen zu mengem leschte Punkt vun der Debatt, déi déi gréng ugefrot hunn, zu dem gemeinsame Wäerteunterrecht fir all Kanner. An ech maachen dann eng leschte Kéier haut de Mëtteg Reklamm fir den Här Aselborn.

1998 huet hie gesot: „Einfach wier et, wann an de Käpp vun de Verantwortlechen aus der Kierch d'Asiicht kéim, dass d'Bekennen zu enger Relioun net soll an der Schoul, mä an der Kierch geschéien. Einfach wier et, fir déi Kanner dann an der Kierch ze sammelen an hinnen e Basisunterrecht a spezifeschen Unterrecht fir déi grouss Evenementer am Werde vum Mënsch um reliése Plang ze offréieren. Einfach wier et och schliesslech, fir eng Majoritéit an der Chamber ze fannen, wann d'kathoulesch Kierch dese Wee wéilt aschloen, ee Wee, deen iwwerengs alleguer déi aner Reliounen hei zu Lëtzebuerg ginn.“

Leider schéngt d'kathoulesch Kierch net gewëllt ze sinn, eis et einfach ze maachen, well eigentlech misst d'Kierch selwer Demandeur si fir eng Entflechtung vun hire Relatioun mam Stat an de Gemengen. Et ass och erstaunlech, datt eis Kierch sech esou parteipolitesch un eng eenzeg Partei bënn an sech mat där Positioun selwer aschränkt. Wat an Däitschland mat engem Katrin Göring-Eckardt bei der evangelischer Kierch méiglech ass, schéngt fir Lëtzebuerg ondenkbar.

Et kennt net jiddwereen d'Katrin Göring-Eckardt. Dat ass eng däitsch Deputéiert, Vizepräsidentin,...

► **Une voix.** - Gréng!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - ...eng däitsch gréng Deputéiert, Vizepräsidentin vum Däitsche Bundestag a Präses vun der Synod vun der evangelischer Kierch.

Leider hunn déi sozialistesche Éducatiounsministesch an d'Majoritéit sech et ganz einfach gemaach, wéi se dat neit Schoulgesetz fir eis Spillschoulen a Primärschoulen decidéiert hunn. Si hu viles op d'Kopp gehäit, mä un dem Status quo vu Reliouns- a Moralunterrecht hu se näischt geännert. déi gréng sinn der Meinung, datt et keng Argumenter gëtt, fir Kanner an eise Primärschoulen opzedeele an engersäits dee kathoulesche Reliounsunterrecht an anerersäits den Enseignement moral et social.

Et gëtt keng kathoulesch, keng moslemesch an och keng atheistesche Kanner. Et gëtt just Kanner, déi méi oder manner reliéis Elteren hunn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - D'öffentlech Schoul soll weltanschaulich neutral funktionéieren an därfer keng Relioun privilegéieren.

Mir hunn hei erëm eng Kéier zwou Méiglechkeeten ze reagéieren, wa mer keng Relioun wëlle benodeelegen: All Weltanschauung huet d'Recht op en eegene Wäerteunterrecht. Da stelle mer d'Wäertevermittlung op eng pluralistesche Basis. Da bidde mer ee Reliounsunterrecht u fir all Relioun, souwäit d'Relioun bereet

ass, d'Dignitéit vun all Mënsch unzërkenne grad wéi d'Mënscherechter, a sech och verbehallos zu den demokratesche Grondprinzipie bekennt.

Dat gëtt schwiereg, well wie kontrolléiert dat? Op d'Spëtzt gedriwwen, misst een och ee Wäerteunterrecht fir Agnostiker mat chrëschtliche Originé maachen. Oder ee Cours fir den Atheisten hir Kanner. E Cours fir Kanner, deenen hir Eltere moslemesch sinn.

Déi aner Méiglechkeet, datt mer endlech ee Wäerteunterrecht fir all Kanner an eise Primärschoulen aféieren, ass natierlech déi, déi mir ënnerstëtzen. Mir sinn der Meinung, datt de Stat seng Missioun vun enger Erzéiung am Geescht vun Toleranz an dem Respekt vun de Mënscherechter muss eescht huelen. De Stat därfer net nokucken, wa mer Tendenzen zu méi Gewalt an Desolidarisierung an eiser Gesellschaft musse feststellen.

Ee gemeinsame Wäerteunterrecht ass bestëmmt net d'Léisung vun all deene Problemer. Mä nach méi falsch ass et awer, op esou ee gemeinsame Wäerteunterrecht ze verzichten.

D'Regierung huet et verpasst, am Kader vum Schoulgesetz vun 2009 eng nohalteg Léisung fir eng ethesch Erzéiung ze schafen. Am Lycée Ermesinde, dat ass den Neie Lycée, gëtt elo schon am sechste Joer e gemeinsame Wäerteunterrecht fir all Schüler getest. Op eng Evaluatioun waarde mer ëmsoss, zumindest bis haut ëmsoss, an dat net just op deem Gebitt an och net just bei deem Projekt.

Natierlech stellt sech d'Fro: Wat maache mer da mat deene Leit, déi am Moment de Reliounsunterrecht an de Schoulen halen? Mir mengen, datt do och eng viabel Léisung fir all Concernéiert misst ze fanne sinn. Engersäits misst jo eng Rei vun deene Leit och an Zukunft gebraucht ginn, fir Reliounsunterrecht an de Kierchen ze halen. D'Leit, déi dat net wëlle maachen oder déi do net gebraucht ginn, missten an enger Iwwergangszäit mat de Leit, déi zurzäit den Enseignement moral et social ginn, am Teamteaching zesammen den neie Wäerteunterrecht assuréieren.

Datt dat en Auslafmodell ass, dat versteet sech vum selwen. Mir mengen awer, datt esou eng Zesummenaarbecht vu Leit, déi sech jo alleguer am Asaz fir Mënschlechkeet a Gerechtegkeet gesinn, misst méiglech sinn.

An deem Sënn deposéieren ech dann och nach eng lescht Motioun hei an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

### Motion 3

*La Chambre des Députés,*

*- rappelant le droit de chaque être humain à un libre épanouissement intellectuel;*

*- rappelant le pluralisme croissant des conceptions religieuses et philosophiques représentées dans la société luxembourgeoise;*

*- rappelant que la ségrégation des élèves sur la base de l'appartenance religieuse et/ou philosophique de leurs parents risque de compromettre une mission scolaire primordiale, c'est-à-dire le renforcement de l'intégration et de la cohésion sociale;*

*- rappelant l'importance de veiller à un enseignement aux valeurs qui s'oriente essentiellement sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme et sur la Convention européenne des droits de l'Homme;*

*invite le Gouvernement*

*- à remplacer dans les meilleurs délais et dans tous les établissements scolaires publiques le système actuel des deux cours parallèles - à savoir le cours d'éducation morale et sociale et le cours d'instruction religieuse et morale - par un cours unique d'enseignement aux valeurs.*

(s.) *Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox.*

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Paul-Henri Meyers agedroen. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

### Débat

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, fir unzefänken erlaabt mer, e puer allgemeng Bemierkungen ze maachen iwwer d'Situatioun vun de reliése Gemeinschaften an der heiteger Gesellschaft. Déi Bemierkunge bezéie sech op d'Entwécklung vun de Reliounen an deene leschte Jorzéngten an Europa an natierlech och zu Lëtzebuerg.

Mir stelle fest, dass d'Zuel vun de reliése Gemeinschaften eropgeet. Déi reliéis Landschaft gëtt méi faarweg. Nei reliéis Gemeinschaften, déi un Importenz zouhuelen, stellen an der Gesellschaft och nei Problemer, besonnesch well och déi reliéis Gemeinschaften mat Kulturen



zesammenhänken, mat Kulture verbonne sinn, déi net europäesch sinn.

Zweetens: An deenen eenzelne reliéise Gemeinschaften gëtt et kee Monolithismus méi. D'Leit, déi sech zur Relioun bekennen, soen zwar, si wiere reliéis, mä si spiere sech manner un hir Kierch gebonnen. Interessant ass dohier d'Etüd vu CEPES/Instead vum Ufank vum deem Joer. An ech mengen, den Här Adam ass jo dorop agang. Ech wëll mer dat dann erspueeren.

Drëtts: D'Regierungen an Europa versichen, eng méi participativ Politik ze entwéckelen, nottamment duerch d'Gespréich mat Associatiounen, déi der Société civile zouerkannt ginn oder déi déi duerstellen. Och mat der Kierch wëllen d'Regierungen am Dialog bleiwen; en Dialog, deen iwwerengs um europäesche Plang am Artikel 1-52 vum Vertrag vu Lissabon festgehalen ass. Ech zitieren deen och: «...l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces églises et les organisations philosophiques et non confessionnelles.»

Den Dialog muss awer net nëmmen op europäeschem Plang gefouert ginn, mä och op nationalem Plang. Fir deen Dialog mat der reliéise Gemeinschaften ze justifizieren, gëtt et eng Rei Motiver. Et ass engersäits d'Positioun vum de Gemeinschaften an der Gesellschaft, d'Positioun an d'Aktivitéit, déi sech net nëmmen op de reliéise Plang limitéiert, mä déi wäit iwwert dat erausgeet, nottamment duerch den „rôle de médiation“ vum de reliéise Gemeinschaften, duerch hir erzieeresch Aufgaben, duerch d'Erfülle vu sozialen Aufgaben, duerch hir morallesch Autoritéit, bref, duerch all dat, wat ee kann nennen: hire Bäitrag zu der Cohésion sociale.

De Stat selwer huet sech als Aufgab ginn, d'Cohésion sociale wäitgehend ze realisieren an ze erhalen. A wann en dat wëllt maachen, ass e selbstverständlech och op eng ganz Rei Initiative vu privaten Organisationsen ugewisen, zu deene mir och d'Kierchen zielen. De Stat deet also gutt, wann en och am Gespréich bleift mat der Kierchen, am Dialog mat hinnen, a wann en och versicht, dat Zil, wat e sech am Beräich vum de Cohésion sociale gesat huet, an zesumme mat der reliéise Gemeinschaften an och mat deene Gemeinschaften, déi sech net reliéis nennen, unzepellen.

Ech erënneren drun, dass och an engem laizistesche Stat wéi a Frankräich versicht gëtt, am Rumm vum de Cohésion sociale och mat der Kierchen am Gespréich ze bleiwen an och gemeinsam Ziler unzegoen. Ech wäert am Laf vu menger Interventioun nach dorop zréckkommen.

Ech wëll mech dann haaptsächlech awer beschränken op dat, wat an deem Bréif vum deene Grénge vum 7. Januar 2011 opgezielt ginn ass, déi fënnf Punkten, déi och den Débat oder d'Substanz vum deem Débat vum haut sollen duerstellen.

An éischter Plaz ginn d'Gesetzter iwwert d'Cultes genannt aus dem Ufank vum 19. Jorhonnert. E gutt Beispill ass do d'Dekret vum 30. Dezember 1809 iwwert d'Kiercheréit. déi gréng zitieren do den Artikel 4, dee virgesäit, dass de Buergermeeschter, wann en net Katholik ass, duerch ee Katholik muss ersat ginn. Ech muss soen, dat géif mech vläicht nach manner steiere wéi aner Artikelen an deem Dekret, nottamment den Artikel 3, dee virgesäit, dass d'Membere vum de Kiercheréit gewielt mussen ginn „parmi les notables“.

„Notable“ hat vläicht ee Sënn 1809; en hat och e prezise Sënn an en huet bedeit, dass eng Rei Leit ausgeschloss waren, an zu deenen huet an éischter Stell oder hunn an éischter Stell d'Frae gehéiert. An där Hisiicht kann also deen Dekret net méi bestoe bleiwen a muss menger Meinung no d'urgence och ofgeännert ginn.

#### (Interruptions)

Et kéint een aner Beispiller zitieren, a bal all Artikelen - bal all Artikelen! - sinn diskutabel vum deem doten Dekret. Mech wonnert et eigentlech, dass et esou laang gedauert huet, bis dass een dozou kéint, fir dat ofzënnern.

#### (Interruption)

Ech erënneren...

Neen, mir bréngen dat an enger Motioun, Här Gira, do bréngt mer dat, fir dass dat do muss vu Grond op reforméiert ginn.

Ech wëll awer hei soen, dass d'Kierch sech deem net opposéiert huet. Well d'Kierch huet selwer an dem Dokument „Glaube und Politik“ vum der véierter Lëtzebuurger Diözesansynod schon d'Fuerderung gestallt, dass d'Kiercheréit sollten ofgeännert ginn. Dat war 1978. Ech stelle fest, dass am Fong geholl op deen Appel keen Echo komm ass vum Stat.

An deem Zesammenhang an am Hibleck op eng Reform vum der Gesetzgebung iwwert d'Kiercheréit stellt sech dann awer d'Fro, ob déi

territorial Kompetenz vum deene Kiercheréit, esou wéi et haut virgesinn ass, nach ubruucht ass. D'Kierch huet vill fréier Poren a Porgemeinschaften zesummegeluecht. D'Gemengen hu fusionéiert. D'Fro stellt sech also, ob d'Ziel vum de Kiercheréit net och misst erfogesat ginn an deenen territoriale Kompetenz vum deenen neie Strukturen misst Rechnung droen.

Iwwerengs huet - dat kann d'Kierch net eleng maachen - d'Kierch och gefrot, dass d'Pore missten op enger Rei nei kënnen organiséiert ginn, wat natierlech eng aner gesetzlech Basis verlaangt.

Et gëtt gesot, d'Regierung kéint sech bei där Reform no auslännesche Beispiller orientieren, nottamment no deem Beispill aus Frankräich, d'Elsass a Lothringen. Ech géif mengen, dass, wann een deen Text gekuckt huet, eigentlech déi Reform nach misst iwwert dat erausgoen, wat d'Fransousen 1992 als neit Dekret ausgeschafft hunn.

Den zweete Punkt ass d'Fro vum dem Verdeele vum de staatleche finanziellen Hëlfelefen an déi verschidde Culten. Do gëtt gesot, dat géif der sozialer Realitéit vum haut net méi entsprechen, et misst méi Transparenz an déi Verdeelung erakommen.

Zu Lëtzebuerg datéiert déi éischt Konventioun mat de Culten, mat där éischter Reliouns-gemeinschaft aus dem Joer 1982. Et ass d'Konventioun mat der protestantescher Kierch vum Esch. Zënter där Zäit sinn eng ganz Rei aner Konventiounen ofgeschloss ginn, haaptsächlech 1998. Konventiounen bal mat alle reliéise Gemeinschaften, Konventiounen, déi och hei an der Chamber vum der Chamber votéiert si ginn.

An an deem Zesammenhang huet d'Chamber unanimement - unanimement! - 1998 eng Motioun gestëmmt.

#### (Interruption)

Si ass unanimement gestëmmt gi vum allen, déi do waren. Déi gestëmmt ginn ass, déi virgesinn huet, dass ee mat där Konventionéierung soll weiterfueren!

► **Une voix.** - Ohohoh!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Jo, jo, jo. Als éischte Punkt steet dran, d'Regierung gëtt opgefuerdert, fir Konventiounen mat deene Gemeinschaften ofzeschléissen, déi bis elo nach keng hunn.

#### (Interruption)

► **Une voix.** - Très bien!

#### (Interruption)

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - «(...) invite le Gouvernement à réserver une suite favorable aux demandes de communautés religieuses concernant la conclusion de conventions conformément aux dispositions de la Constitution, à condition (...).» An da kommen d'Kritären. Dat wieren also zousätzlech Konventiounen, déi deemools schon ofgeschloss waren.

An da kommen d'Kritären, déi d'Chamber fixéiert, déi déi reliéis Gemeinschaften müssen erfüllen, fir dass esou eng Konventioun mat hinne kann ofgeschloss ginn. Déi Konventiounen (veuillez lire: Kritären) sinn allgemeng akzeptéiert ginn an hunn och bei deene Konventiounen, déi am Ufank vum deem Jorhonnert ofgeschloss si ginn, zu kenger Contestatioun gefouert. Au contraire, si si vum alle Parteie weiderhi begréisst ginn, inklusiv och vum Conseil d'État.

Iwwert d'Verhandlungen - an et wier ze wënschen, dass déi och weiderkéime mat de muselmanesche Gemeinschaften - huet de Minister François Biltgen d'Verfassungskommission verschiddentlech au courant gehalen. En huet och op d'Schwierigkeiten higewisen. An ech mengen, et wier net schlecht, étant donné dass de Sujet haut erëm eng kéier opgeworf ginn ass, fir kënnen ze héieren, wéi wäit dass déi Verhandlungen sinn, ob dann do eng Chance besteet, dass déi an nächster Zäit och kënnen ofgeschloss ginn.

Wat déi Konventiounen ugeet, kann ech an engem Punkt mam Här Adam d'accord sinn, dat ass, dass déi Konventiounen an enger gewëssener Zäit ofgeschloss si ginn, dass se den Tatsachen, de Bedierfnesser, den Opfaassung vum där Zäit entsprechen, an dass ee muss kucken, ob déi Konventiounen haut nach deene Konditiounen, deene Bedierfnesser, deenen Opfaassungen entsprechen.

Ech mengen, et muss een och probéieren, wann ee géif an eng Reform eragoen, dass een deene Konventiounen eng gewëssen Uniformitéit géif ginn, fir dass all reliéis Gemeinschaften d'selwecht behandelt ginn.

Dann e puer grundsätzlech Gedanken iwwert d'Zesummenarbeit tëscht der reliéise Gemeinschaften an d'Finanzéierung vum de reliéise Gemeinschaften. An do beruffen ech

mech op ee rezent belsch Dokument, wou ee Groupe de travail, deen den 13. Mee 2009 agesat gouf, am Oktober 2010 ee Rapport veröffentlicht huet mat dem Titel: «La réforme de la législation sur les cultes et les organisations philosophiques non confessionnelles.»

D'Belsch huet verfassungsméisseg déiselwecht Bestëmmung wéi Lëtzebuerg, wat d'Relatiounen tëscht Kierchen oder reliéise Gemeinschaften an dem Stat ugeet. De Rapport vum 2010, deen 150 Säiten ëmfaasst, mécht ganz interessant Iwwerleeungen. E kennt och zur Konklu-sioun, dass ee weiderhin déi Communautéite soll ënnerstëtzen, nottamment well déi Communautéiten och ee Rôle de médiation, och sozial Aufgaben a besonnesch dat, wat ech am Ufank genannt hunn, d'Cohésion sociale géife mathëlfelefen am Stat ze realisieren.

En huet och drop higewisen, dass et besser wier, de Stat intervenéiert, wéi dass déi Gelder aus anere Quelle fléissen, déi occulte sinn. An déi Grënn, déi mer ugefouert hu fir d'Finanzéierung vum de politesche Parteien, gëllen natierlech och fir d'reliéis Gemeinschaften. Et ass och besser, et behält een do ee gewëssenen Droit de regard vum Stat aus, wéi wann een dat ausschlieslech an de privaten Eck dréckt an dann net méi weess, wat iwwerhaupt an deem Beräich geschitt.

Dofir ass eis Meinung, dass een do soll een A drop behalen. An iwwerengs, déi Bestëmmungen, déi mer haut hunn, kommen aus enger Zäit, wou de Stat, dee liberal war, éischter drop aus war, fir en Droit de contrôle op de Reliounen ze behalen. Dat war och de Sënn vum de Verfassungsartikelen an och vum aneren Artikelen am Code pénal. Et war net, fir de Kierchen deemools Virdeeler ze ginn.

Dee belsche Rapport also, deen interessant Iwwerleeunge mécht, mécht och Virschléi, wéi een déi Matière gesetzlech ka regelen, an e mécht och Texte, e proposéiert och Texte, fir déi belsch Verfassung, déi ähnlech formuliert ass wéi déi lëtzebuergesch, ofzënnern. Hie proposéiert do, den Term „communautés religieuses“ duerch „communautés convictionnelles“ ze ersetzen, fir och deene philosopheschen, laizistesche Gemeinschaften, déi an deem Beräich wëllen tätég ginn, eng Méiglechkeet ze ginn, fir kënnen subventionéiert ze ginn.

An ech kann lech soen, well ech mech e bëssen do auskennen, dass och an der Belsch eng Rei vu Maisons laïques bestinn. Déi fonctionnéieren, ech konnt dat selwer gesinn. Bei enger Familljefeier vu menger eegener Famill konnt ech gesinn, wéi dat verleeft.

Bon, wa Leit dee Besoin hunn, och no gewëssene Riten hir Familljefester, hir Bestietneser an esou weider ze organisieren - am Sënn vum der Gläichberechtigung a vum der Gläichbehandlung vum de Reliounen sollen dann och de Stat an d'Gemengen deene Leit, deene Communautéiten déi Méiglechkeet ginn, wou mer herno an enger gemeinsamer Motioun och drop zréckkommen, fir d'Maisons laïques ze fördern a finanziell ze hëlfelefen.

D'Zäit, déi mer zur Verfügung steet, d'Komplexitéit vum der Matière erlabe mer net, op deen interessante belsche Rapport an allen Detailler anzegoen. Ech wëll awer hei net vermeiden, fir ze soen, dass dee Groupe de travail an der Belsch och e puer prinzipiell Iwwerleeunge gemaach huet, wat d'Viraussetzungen ugeet, déi eng reliéis Gemeinschaft muss erfüllen, fir iwwerhaupt eng staatlech Hëllef ze kriegen.

Ech ernimmen hei zwou vum deene Bedéngungen. Dat ass engersäits, dass d'Objektiver an d'Organisatioun vum de Reliounsgemeinschaften den Ordre public mussen respektieren. An anersäits müssen déi Gemeinschaften den Engagement huelen, d'Verfassung, d'Gesetzter, déi international Konventiounen ze respektieren. Bref, dee belsche Groupe de travail kennt zur Konklu-sioun, dass d'Finanzéierung vum de Communautés convictionnelles, wéi si se nennen, no Regele soll erfollegen, déi transparent, équitabel a responsabel sinn.

Dofir ass och meng Iwwerleeung, ob et net zu Lëtzebuerg ubruucht wier am Hibleck op déi Konventiounen, déi ofgeschloss ginn an déi ofgeschloss solle ginn, fir och zu Lëtzebuerg engem neutralen, onofhängege Gremium den Optrag ze ginn, esou ee Rapport och fir Lëtzebuerg ze redigieren.

De belsche Rapport - wéi ech gesot hunn - schléisst of mat enger Proposition de loi a mat enger Proposition de révision de la Constitution belge. An där Proposition de loi ginn déi Kritären - an nach méi -, déi mir an eiser Motioun vum 1998 hunn, an e Gesetz geschriwwen. Ech wëll net soen, dass een dat muss maachen, mä et kann ee sech och hei d'Fro stellen, ob net och déi Kritären do, déi mir zu Lëtzebuerg hei hu vum der Motioun vum 1998, eng juristesche méi fest Basis misste kriegen wéi bis elo.

Et gëtt dann - dat ass eng Niewefro fir mech - am Zesammenhang mat där heiter Fro vum

deene Gréngen d'Fro gestallt, ob d'Paschtoueschhaiser, déi zur Verfügung gestallt mussen ginn, net double emploi wier mat de Paie vum de Paschtéier. Souwäit meng Informatiounen ginn oder richteg sinn, ass dem Fait, dass de Paschtouer Recht op eng Wunneng huet, duerch eng méi niddreg Astufung an der Gehältertabelle Rechnung gedroe ginn.

Allerdéngs mengen ech, wann een déi ganz Matière géif ënnersichen, dass dat do eng Matière wier, déi och esou ee Groupe de travail misst kucken. Déi Situatioun misst clarifiéiert ginn. Si misst kloergestallt ginn. Se misst transparent ginn, an et misst ee wëssen, u wat ee sech hei ze halen huet, besonnesch och d'Gemengen.

Eng drëtt Fro, déi gestallt ass, betrëfft d'Zuel vum de Kierchen, déi vum de Gemengen ënnerhale mussen ginn. Dat ass eng wichteg Fro, déi en net onwesentleche Käschtepunkt duerstellt fir d'Gemengen. Gemengen, déi fusionéieren an déi 18 Kierchen oder Kapelle mussen ënnerhale am ländleche Raum, dat ass schon eng wichteg Fro an et kann een déi net einfach ignorieren. Et muss ee sech där stellen an et muss ee kucken, wéi déi Problematik ka geléist ginn.

Mir stelle fest: D'Zuel vum de Paschtéier huet ofgehallt, hëlt vläicht nach weider of. D'Zuel vum de Kierchegänger och. D'Kierchegänger si méi mobil ginn. Dat gesäit een, wann iergendwou eng kéier eng Mass ass, wéi vill Autoe ronderëm d'Kierch do parken. D'Fro ass also berechtigt, ob an Zukunft all Kierche weiderhi fir reliéis Déngschter mussen ënnerhale bleiwen.

An dann ass d'Fro: Kann een och Kierche fir aner Aktivitéite fräiginn? A wéi eng Aktivitéite sollen dat sinn? Ech mengen, esou Entscheedunge kënnen nëmme gemeinsam getraff ginn tëscht deenen Interesséierten, dat heescht tëscht dem Bistum engersäits an de Gemengen op där anerer Säit, an eventuell och dem zoustännege Ministère de l'Intérieur an dem Syvicol.

Wat d'Zouloossen an de Kierche vum aneren Aktivitéiten niewent der reliéis Déngschter ugeet, kann ee feststellen, dass et haut schon a manche Kierchen esou Aktivitéite gëtt. Et gëtt allerdéngs keng Kritären. Et gëtt keng Richtlinien, no deenen dat soll geschéien. Dofir mengen ech, dass eben déi Interesséiert - Bistum, Syvicol, Ministère, Gemengen - esou Kritären a Richtlinien ausschaffe sollten, fir och do déi Onkloerheet aus dem Wee ze schafen an ze kucken, wéi eng Aktivitéiten, vum deenen den Här Adam der jo opgezielt huet, kéinten an de Kierchen organiséiert ginn; selbstverständlech och am Respekt vum der Destinatioun vum deene Gebailechkeeten, souwäit nach ëmmer reliéis Déngschter do stattfannen.

Ofschléissend wëll ech awer drop hiweisen - dat ass och scho geschitt -, dass ganz vill Kierchen - ech mengen, Dir hutt d'Zuel vum an déi 80 genannt - als Monuments nationaux klasséiert sinn. Wann eng aner Destinatioun gesicht gëtt fir Kierchen a Kapellen, hunn natierlech och de Service des sites et monuments an de Kulturministère hiert Wuert matzeschwätzen.

Do muss jo déi Lieuen an och deemno, wat als Mobilier do ass, wat klasséiert ass, respektéiert ginn. Dat ass selbstverständlech. Dir hutt gesot, et missten nach méi Kierche klasséiert ginn. Ech maachen allerdéngs drop opmierksam, dass dee Moment, wa Kierche klasséiert sinn, och de Stat dee ganze Käschtepunkt oder en Deel vum Käschtepunkt vum der Renovéierung an dem Erhale muss droen. Dat ass och an anere Länner, och a laizistesche Länner wéi Frankräich esou. Ech mengen, et ass awer gutt, dass een dat och hei rappeliert.

An engem véierter Punkt gëtt d'Fro gestallt vum dem Te Deum an der Cathedral am Kader vum Nationalfeierdag. Et ass vläicht dee Punkt... Et kéint ee séier driwwer ewechgoen. Mat där Feier, wou elo d'Regierung, an net de Bëschof invitéiert, gëtt - esou soen déi gréng - oder kéint d'Gewëssensfräiheet violéiert ginn, esou wéi se am Artikel 20 vum der Verfassung virgesinn ass.

Ech fannen déi Ausso diskutabel. D'Bedeelegung un enger Feier wéi dem Nationalfeierdag ass kee Glawensbekenntnis. Ech kann allerdéngs verstehen, dass et fir een, deen net gleeft, net reliéis ass oder eng Attitüd huet, déi géint d'Relioun agestallt ass, reliéis Aussoe gëtt, reliéis Gebieder, reliéise Gesang, wéi dat an dem Te Deum zum Ausdrock kéint, déi net sengen Usiichten entsprechen an em net gefalen, an dass en dofir aus dem Te Deum ewechbleift.

Sou wéi déi gréng et virschloen, eng neutral Feier ze organisieren - dat kann een envisa-

gëieren. Ech wëll awer am Virfeld e puer aner Froen an deem Zesammenhang stellen.

Eng éischt Fro, déi sech stellt, ass déi, ob net méi d'Regierung, mä de Bëschof zu där Feier soll invitéieren. Dann ass et kloer, wien den Organisateur ass a wat dee Moment vun esou enger Feier ze erwaarden ass. Jo, dann ass jiddweree fräi. De Bëschof kann dat maachen, esou wéi déi aner reliéis Communautéiten och, d'protestantesch Kierch, d'jiddesch Kierch. Här Adam, et ass net déi israelesch Kierch, et ass déi jiddesch Kierch, déi invitéiert.

De Bëschof kann dat maachen am Numm vun der kathoulescher Kierch. Allerdéngs bleift dann déi eenzeg Manifestatioun, wa mer näischt am-plaz géife setzen, zu där d'Regierung invitéiert, nëmmen d'Militärparad. Wëlle mer dat?

#### (Interruption)

Lëtzebuerg ass kee Militärstat. A perséinlech, dat soen ech a mengem Numm, kéint ech mech schlecht identifizierte mat enger Manifestatioun, déi sech um Nationalfeierdag nëmmen op d'Militärparad géif beschränken.

#### (Interruption)

Dann hunn ech léiwer de Fakelzuch, Här Henckes, wéi d'Militärparad, ouni eppes géint deen Défilé ze soen. Mä wann Ambassadeuren, auslännesch Gäscht... Bei de Lëtzebuenger kann et eis nach egal sinn, mä vis-à-vis vum Ausland géif dat awer ee Bild ginn, wat vläicht der Realitéit vun eisem Land, deem, wat mer sinn a wëlle sinn a wëlle bleiwen, net géif Rechnung droen an net gerecht genuch ginn. Dofir mengen ech, muss een niewent dem Militärdéfilé och nach eng aner Manifestatioun virgesinn.

Wann een esou eng Manifestatioun géif organisieren oder wann d'Regierung esou eng Manifestatioun géif organisieren, déi reliéis, philosophesch neutral wier, misst se, mengen ech, och déi puer Kritäre beuechten. Wat de Charakter oder den Inhalt vun där Feier ugeet, ka se net um kulturellen Niveau ënnert deem bleiwen, wat haut den Te Deum an der Kathedral duerstellt.

Onofhängeg vun alle reliéisen Iwwerleeunge muss een zouginn, dass d'Feier an der Kathedral een héije kulturellen Niveau huet. Et ass eng gediege Feier, déi den Uspréich vum Nationalfeierdag gerecht gétt.

#### (Interruptions)

Wéi kann een eng neutral Feier mat Inhalt fëllen? Wat soll do gebuede ginn? Gesang? Rieden? Wie soll schwätzen? Ganz sécher net de Statschef selwer. De Chamberspräsident? Oder de Premierminister?

#### (Interruptions diverses)

► **Une voix.**- Besser dat wéi de Bëschof.

► **Une autre voix.**- Wat stellt Dir do Froen, Här Meyers!

#### (Hilarité)

► **Une troisième voix.**- Nach léiwer den Här Mosar wéi de Bëschof.

► **Une quatrième voix.**- Et kënnen der och zwee vun der CSV sinn.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Ech stelle fest, Dir Dammen an Dir Hären, mir kréie scho bal Sträit iwwert d'Fro, déi ech gestallt hunn, wie soll schwätzen. Dat ass guer net déi wichtegst Fro, déi sech stellt.

► **Une voix.**- Mir wëssen et. Mir wësse just net, ob et der een, zwee oder dräi vun der CSV sinn.

#### (Interruptions diverses et hilarité)

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Neen, neen!

#### (Hilarité)

Neen, wat ech wollt soen, dat ass, wann een esou eng Feier organiséiert, därer se net ënnert dem Niveau vum Te Deum zrëckbleiwen. Si muss och e gewëssenen Niveau hunn.

#### (Interruption)

Si muss och vun deenen, déi dohikommen, och Ambassadeuren, akzeptéiert ginn. Et muss och gesi ginn, dass dat eng Feier ass, déi hannenno net zu enger Farce gétt.

#### (Brouhaha)

Ech hu mer d'Fro gestallt, wien un där Feier soll deel huelen. Bis elo sinn eng Rei Leit invitéiert ginn. Ech mengen, et kéint een net zrëckbleiwen hannert der Zuel vun deenen, déi invitéiert si ginn. Dat ware vläicht ronn dausend Leit. Da muss een och ee Raum fannen, wou déi kënnen higoen, deen och anstänneg ass.

Also, mir kënnen awer net en Zelt um Knuedler opriichten, fir esou eng Feier ze maachen. Et muss een also e gediegene Raum fannen, wou een och déi auslännesch Gäscht anstänneg kann empfanke an invitéieren.

Et soll een déi Froen ënnersichen. An eiser Motioun froe mer dat, dass een dat soll maachen. Et soll een allerdéngs och déi Froen, déi ech opgeworf hunn, kucken, an et soll ee sech iwwerleeën, wéi een dat do gestalt, wéi dat soll ausgesinn, wou een et mécht an esou weider.

An do hunn ech awer eng lescht Fro, déi mer komm ass am Zesammenhang mat där virlëschter Fro vun deene Gréngen, fir den öffentliche Gebaier eng polyvalent Destinatioun ze ginn. Wa mer an der Kathedral eng Feier zum Nationalfeierdag organisieren, ass dat net eng polyvalent Aktivitéit am Sënn vun der Fro 3 vun deene Gréngen? Ech wëll d'Fro just stellen. Si ass vläicht e bëssen iwwerspëtzt gestallt. Mä fir mech ass déi Feier an der Kathedral keng reliéis Feier, mä eng aner national Feier.

#### (Brouhaha)

Dat ass iwwregens och... Ee lescht Wuert! Dat ass iwwregens och... Dir kënt mer natierlech soen, dee wier och iwwerholl, dat ass och esou vum Pierre Majerus a sengem Droit constitutionnel gesi ginn.

Fënnefte Punkt: An engem fënnefte Punkt wollten déi gréng eben den „Projet pilote relatif à l'enseignement aux valeurs“ diskutieren. Eng éischt Fro, déi och scho gestallt ginn ass am Kader vun deem Neie Lycée: Ass oder war eng „éducation aux valeurs“ virgesinn? Dat war, souwäit ech weess, och ee Projet pilote. Kann een net aus deem Projet Konklusiounen zéien? Souwäit ech elo héieren hunn, sollen déi Konklusiounen nach am Laf vun där Woch gezu ginn. Mir loosse eis also do iwwerrassen.

D'Proposition vun deene Gréngen, fir den „Projet pilote relatif à l'enseignement aux valeurs“ ze diskutieren, ass motivéiert mat der Fro, ob d'Segregatioun vun de Kanner, déi duerch de Choix vun hiren Elteren an de Reliounsunterricht ginn, déi schoulesch Missioun vun der Integratioun a sozialer Kohäsion net kompromittéiert. Well mer an der Diskussioun sinn, wëll ech, wéi gesot, déi Diskussioun emol anescht féieren.

Zu de Missiounen vun der Schoul gehéieren ouni Zweifel d'Integratioun an d'sozial Kohäsion. Fir der Missioun vun der Integratioun an der sozialer Kohäsion gerecht ze ginn, muss do d'Schoul net och dem Bild vun der Gesellschaft Rechnung droen? Muss se net och deene verschidde sozialen an, ech géif soen, reliéisen Tatsaache vun der Gesellschaft Rechnung droen? D'Schoul ass kee Moule, duerch deen d'Kanner uniformément gebilt ginn; d'Schoul ass och eng Plaz, wou d'Identitéit vun de Schüler soll respektéiert a gefördert ginn. Or, Relioun ass een Deel vun där Identitéit!

No der Europäescher Mënscherechtskommission (veuillez lire: Mënscherechtskonvention) muss de Stat d'Recht vun den Eltere respektieren op d'Erzéiung vun de Kanner no hire reliéisen a philosopheschen Iwwerzeegungen. Geschicht dat net am beschten duerch dee Fräiraum, deen an den öffentliche Schoule fir déi reliéis Erzéiung virgesinn ass?

Wann een eng reliéis Erzéiung net an de Schoule garantéiert oder garantéiere wäert, hätten d'Elteren natierlech d'Recht, hir Kanner a Privatschoulen ze schécken, déi awer vum Stat, dat wësse mer, finanziell gehollef kréien. Géif doduerch d'Integratioun an d'sozial Kohäsion vun der Schoul an der Gesellschaft besser gefördert ginn?

Loosse mer déi öffentlech Schoul stäerken! Loosse mer derfir suergen, dass déi öffentlech Schoul déi Plaz bleift, wou all Kanner, ouni Ënnerschied vun Nationalitéit, vu Sexe, vu Rass a vu Relioun, sech kënnen zesummefannen a sech och zurechtfinden.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- De Stat huet d'Recht...

#### (Interruption)

► **M. le Président.**- Här Meyers, erlaabt Dir, datt den Här Hoffmann lech eng Fro stellt?

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Et ass eng, et gétt eng rhetoresch Fro, Här President.

#### (Hilarité générale)

► **M. le Président.**- Ech hat mer dat bal erwaart, Här Hoffmann, vun lech.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Fannt Dir et net e staarkt Stéck, dass Är Partei fir d'Éischt d'Finanzéierung vun de Privatschoulen duerchsetzt an dann d'Finanzéierung vun de Privatschoulen als Argument hält, fir dass de Reliounsunterricht an den öffentliche Schoule muss bleiwen? Fannt Dir dat net selwer awer e bësse jesuitesch?

#### (Hilarité générale et interruptions)

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Ech ginn lech dorobber keng Äntwert.

#### (Hilarité générale)

Da kënt Der nach eng Kéier soen, dat wier och jesuitesch.

#### (Hilarité)

► **Une voix.**- Neen, dat ass och eng Äntwert.

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- De Stat huet d'Recht, géif ech mengen, ze wëssen, wat mat der Erzéiung vun de Kanner geschitt, ob dat an der öffentlecher oder an der privater Schoul geschitt. Hien huet en Droit de regard. An ech mengen, deen Droit de regard kéint en am beschte realisieren doduerch, dass en och, wéi ech gesot hunn, dee Fräiraum vu reliéiser Erzéiung an der Schoul garantéiert.

Zum Schluss erënneren ech dann awer och nach un déi Etüd wat den „Enseignement aux valeurs“ ugeet, den Enseignement religieux an de Cours de morale laïque. Ech erënneren lech un d'Etüd vun SeSoPI aus dem Schouljoer 2007/2008, wou an engem Sondage 85% vun den Eltere sech ausgesprach hu fir d'Bäibehale vun deem heitege System vun Éducation morale et laïque op där enger Säit...

► **Une voix.**- Sidd Der grondsätzlech fir Sondagen?

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Neen, mä et sinn awer Leit, déi no Sondage ginn. Dir kënt jo déi Etüd nokucken, déi huet jo awer ganz wäit ausgegraff.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Et gétt där Sondagen nach, och an anere Froen. Duerfir soen ech et. Passt op!

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).**- Jo, jo, jo. Et kann een net eng Kéier soen, mir si fir d'Sondagen - ech hunn dat ni gesot! -, et kann een net eng Kéier soen, mir sinn derfir, an déi aner Kéier soen, mir sinn dergéint!

#### (Brouhaha)

D'Konklusioun, Här President, d'Haltung vun der CSV zu engem „Projet pilote sur l'enseignement aux valeurs“ ass dofir skeptesch, fir net ze soen negativ. Mir missten och wëssen, wat dat iwwerhaupt bedeit. Dir hutt zwar eng Rei vun deene Valeuren hei ugedeit. Ech kann lech d'Fro stellen; fir eenzel Leit sinn och d'Relioun an hire Glawen ee Wäert. Et misst een also och kënnen dorivwer am Kader vun deem Cours schwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu versicht, a menger Interventioun, déi wéinst der Zäit a wéinst der Komplexitéit, wéinst deem grouse Beräich, deen hei ugeschidden ass, ganz sécher lückenhaft bliwwen ass, hunn ech probéiert, trotzdeem op déi fënnef Punkten aus dem Bréif vum 7. Januar 2011 vun deene Gréngen anzegoen. Munches huet méi kloer Konture kritt, kritt et och. A mir hoffen, dass duerch déi Motioun, déi mer déposieren, dat nach méi kloer wäert ginn. Villes bleift awer onkloer.

Den Émgang mat de reliéise Froen, den Émgang mat de reliéise Gemeinschaften erfuerdert vill Toleranz. An ech wëll hei aus engem rezente Buch zitieren, vun dem fréieren däitsche Bundeskanzler Helmut Schmidt. Zitat: „Wer Toleranz will, der muss den Dialog mit den anderen wollen und führen.“ Wien net mat deenen anere schwätzt, ka se net verstoen, a wie se net versteet, handelt oft net esou, wéi e misst.

Ech géif mengen, dat ass och wouer fir d'Relatiounen tëscht dem Stat an de reliéise Gemeinschaften an och deene Gemeinschaften, déi net reliéis sinn an déi dese Fait, dass se net reliéis sinn, no bausse wëlle bekennen. Dat ass am Sënn vun der Fräiheet, déi an der Verfassung verankert ass.

An ech géif mengen, dat geet e wéineg an déi Richtung, déi och hei vu mengem Virriedner ugeschwat ginn ass. Ech mengen, et wier net ze fréi, fir een Organ ze schafen aus Verrieder vum Stat, Verrieder och vun deene reliéisen an net reliéise Gemeinschaften, fir all Problemer, déi sech tëscht dem Stat an deene Gemeinschaften stellen, ze diskutieren an och méiglechst enger Léisung zouzeféieren.

Här President, fir dem Débat vun haut konkret Folgen ze ginn, wëll ech eng Motioun deposieren am Numm vun de Majoritéitsparteien. Ech hu schon eng Rei vun deene Punkten, déi mer an der Motioun beréieren, ugeschwat. Déi Motioun versicht, Konklusiounen aus dem Débat vun haut ze zéien, a si wäert och d'Regierung opfuere, eng Rei konkret Moosnamen ze huelen. Ech géif mer wënschen, dass mer déi Motioun mat enger ganz grousser Majoritéit kéinte stëmmen.

Merci!

#### Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant que la Constitution garantit tant la liberté des cultes que la liberté de conscience;

- considérant que les communautés religieuses jouissent dans notre droit national d'un statut particulier;

- considérant que l'État luxembourgeois se doit d'être neutre par rapport aux différentes religions;

- considérant que les relations entre les communautés religieuses et l'État sont réglées par la Constitution dans le cadre de conventions approuvées par la Chambre des Députés;

- considérant que l'État doit mener avec les communautés religieuses un dialogue ouvert, transparent et régulier;

- considérant qu'il échet d'adapter les dispositions légales désuètes aux exigences actuelles;

invite le Gouvernement

- à continuer sur la voie du conventionnement des communautés religieuses conformément aux dispositions de la Constitution et dans le respect des conditions fixées dans la motion unanimement votée par la Chambre des Députés en date du 18 juin 1998;

- à parfaire et à amender les conventions conclues à la lumière des expériences acquises;

- à réformer la législation datant du 30 décembre 1809 sur les fabriques d'églises;

- à fixer, d'un commun accord avec les communautés religieuses, des critères permettant l'organisation d'activités non religieuses dans les lieux de culte tout en respectant l'histoire, la destination primaire et la dignité de ces lieux;

- à présenter à la Chambre des Députés les conclusions à tirer du projet de l'éducation aux valeurs qui a été initié et développé dans le cadre du «Neie Lycée»;

- à instituer un groupe de réflexion chargé de réfléchir sur l'évolution future des relations entre les pouvoirs publics et les communautés religieuses;

- à réfléchir sur une réorganisation des manifestations pour la célébration de la fête nationale;

- à promouvoir la création d'un réseau de maisons de la laïcité en étroite collaboration avec le secteur communal.

(s.) Paul-Henri Meyers, Alex Bodry, Lucien Lux, Marc Spautz, Lucien Thiel.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Paul-Henri Meyers. Als nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Die Stellung der katholischen Kirche zum Staat bietet in mehrfacher Hinsicht nicht die gewünschte Klarheit.“ Dëst Zitat trifft op haut zou, staamt awer net aus onser Zäit, mä vun 1890, an ass eng Ausso vum Statsminister Paul Eyschen.

Wa sech säit 1890 munches geännert huet, sou muss een awer soen, dass déi néideg Kloerheet nach haut net besteet, an dofir ass deen Débat, dee mer haut féieren, ze begrëssen, an ech wëll och dofir den Initiateur fir deen Débat féliciteieren.

#### (Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Et ass net méiglech, all Facettë vun deem Thema an deeser Orientatiounsdebatt ze belichten. Dofir ass de Sujet vill ze vill komplex: historesch, juristes, moralesch, philosophesch, gesellschaftlech, sozial, finanziell a politesch. Et ass also net méiglech, an deem Kader konkret Pisten ze dégagéieren. Den Débat soll a mengen Ae vill méi breet gefouert ginn an déi Diskussioun haut soll en Optakt si fir méi eng grëndlech Analys. Dofir schloen ech vir, dass mer sollen eng Spezialkommissioun hei an der Chamber aruffen, fir all d'Facettë vun deem Problem ze belichten. An ech deposieren och dofir, Här President, eng Resolutioun.

#### Résolution 1

La Chambre des Députés,

- attachée à la liberté de manifester ses opinions religieuses et philosophiques, à la liberté des cultes et à celle de leur exercice public;

- considérant que l'État doit être le garant de ces libertés;

- soulignant le devoir de neutralité de l'État vis-à-vis de toutes les confessions religieuses et toutes les conceptions philosophiques lui imposant de n'en privilégier aucune;

- attachée aux principes fondamentaux d'une société pluraliste et multiculturelle;

- rappelant que la liberté confessionnelle et philosophique est un droit fondamental, que les croyances religieuses et les conceptions philosophiques relèvent du domaine privé et que l'État

doit être respectueux de tous les courants religieux et de la liberté de culte, d'opinion et d'expression;

- considérant que notre société évolue de plus en plus vers une société multiconfessionnelle et pluraliste;

- estimant qu'il importe de réévaluer le rôle que jouent les cultes actuellement dans notre société;

- estimant qu'il importe de définir clairement les relations juridiques existant actuellement entre les Églises et l'État;

- convaincue que ces questions devront être discutées de manière impartiale et dans un souci d'objectivité;

décide

- d'instaurer, conformément à l'article 18 de son Règlement interne, une commission spéciale dont la mission consiste à discuter des points soulevés ci-dessus et de proposer des solutions adéquates et adaptées à l'évolution de la société à Luxembourg.

(s.) Anne Brasseur.

(La motion n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Claude Adam, Eugène Berger, Gast Gibéryen et André Hoffmann.)

Ech wëll nach zwou aner Resolutionsen déposéieren an ech soen elo schonn, dass déi Resolutionsen nëmme meng Ennerschrëft droen.

Wann aner Deputéiert déi wëllen ennerschreiwen, däerfe se dat ganz gäre maachen.

Et soll an där Kommissioun ennersicht ginn - mat alle Vertrieeder vu Reliounen, vun net reliéise Stréimungen, mat Experten, mat natierlech Vertrieeder vun der Chamber a vun der Regierung -, e ganze Froekatalog opgestallt ginn, fir dann ze probéieren, konkret Antwerten ze maachen, well dat kënne mer haut net.

Et ass also do eng Politik vun de kleng Schrëtt, an net, wéi de Statsminister dat ugekënnegt huet, vun de grouse Spréng. Ech froe mech - an ech wier frou gewiescht, wann de Statsminister haut hei gewiescht wier -, well en huet jo ugekënnegt, dass do beachtlech Spréng géife gemaach ginn, fir ze wëssen, wat déi be-deiten.

#### (Interruption et hilarité)

Ech hunn dat do net verstanen, Madame President...

#### (Interruptions diverses)

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass kee Malentendu opkënnert iwwert d'Haltung vun der Demokratescher Partei, wëll ech direkt am Ufank vu menger Interventioun op e puer Punkte vun onsem Parteiprogramm agoen.

Éischtens, d'DP wëllt de Reliounsunterrecht ofschafen an duerch en allgemenge Wäerteunterrecht ersetzen.

Zweetens, d'DP ennersträicht de Respekt vis-à-vis vun alle Glawensgemeinschaften, ass awer dergéint, dass eng Relioun virschreift, wat erlaabt ass a wat net.

Drëttens, fir d'DP ass d'Relioun eng Privatsaach an ass net d'Saach vun Stat. De Stat muss d'Reliounsfräiheet garantéieren, däerf awer keng Relioun avantagéieren.

A véiertens, d'DP wëllt, dass an enger sachlecher Diskussioun d'Beziung tëschent Stat a Relioun iwwerduecht gëtt an nei definéiert gëtt. An dofir fuerdere mer och an där Resolutionsen déi Spezialkommissioun.

Ech wëll hei un en exzellente Communiqué vum Oktober 2007 vun der Jeunesse Démocrate et Libérale erënneren: «La JDL pense cependant qu'il serait illusoire et peu propice à l'heure actuelle de couper les ponts avec les communautés religieuses du jour au lendemain, comme certains anticléricaux acharnés l'exigent. Il n'est en effet dans l'intérêt de personne de déclencher une polémique anti-religieuse qui ne mènera sans doute qu'à un conflit de société. Une séparation par étapes, en dialogue avec les communautés religieuses et les mouvements laïcs, est aux yeux des jeunes libéraux une solution préférable à la rupture.»

Dat ass wierklech eng ganz responsabel Attitud vun de Jongliberalen!

Den Débat muss vun der Toleranz geprägt sinn, do sinn ech och mat mengem Virriedner, dem Här Meyers, eens, mä d'Toleranz kann ni à sens unique sinn, dat muss op deenen zwou Säite geschéien. Dat gesäit d'kathoulesch Kierch am Fong och esou.

Ech huelen den 23. Leitsaz vun der Synod, an ech zitieren: „Es ist der Wunsch der Kirche, dass das Verhältnis zum Staat vom Geist der gegenseitigen Achtung und der vertrauensvollen Zusammenarbeit auf allen Gebieten gemeinsamen Interesses getragen werde. Versuche, das Verhältnis von Kirche und Staat auf

Grund von Gedanken der «Trennung» oder gar des «Kampfes» zu bestimmen, sind dem gesellschaftlichen Frieden abträglich und daher auszuschließen.“

D'Haltung vun der kathoulescher Kierch wor awer net ëmmer vun Toleranz geprägt.

► **Une voix.** - Dat ass dat mannst, wat ee ka soen!

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - A wann ech zum Beispill un d'Debatten hei an dësem Haus vun 1909 erënneren, wou iwwert de Konkordat an d'Verfassung Rieds gong, do wëll ech de Robert Brasseur zitieren: «Croyez-vous donc, Messieurs, que cela rehausse le prestige du clergé, quand on le voit descendre dans l'arène politique et se jeter avec passion dans la mêlée électorale? Croyez-vous que cela rehausse le prestige du clergé, salarié par l'État, quand on le voit abuser de son autorité, abuser de la chaire et du confessionnal, pour violenter les consciences et tyranniser les esprits?»

Ech hunn dat Zitat erausgewielt, well dat wierklech den État d'esprit vun där Zäit erëmgëtt.

Ech wëll och un d'Schoulgesetz vun 1912 erënneren, duerch dat den Afloss vun der Kierch op den Enseignement jo ganz staark zrëckgedrängt ginn ass, wou déi Deputéiert, déi fir dat Gesetz gestëmmt hunn, exkommunizéiert gi sinn. An dat huet sech net nëmme op si selwer bezunn, mä och op hir ganz Familljen! Sou sinn zum Beispill d'Neuvee vum Robert Brasseur a vum Xavier Brasseur net zur Kommunioun zougelooss ginn!

Et ass net hei d'Méiglechkeet, fir en historesche Réckbléck ze maachen iwwert d'Evolution vun der Relatioun tëschent der Kierch an dem Stat. Ech wëll awer just e puer Faiten erausgräfen.

Zum Beispill dee vum Joseph II, dee jo de Stat iwwert d'Relioune gesat huet. Well bis dohinner wor d'Dominanz vun der Kierch iwwert de Stat. De Joseph II huet dat emgeännert, an dat ass och nach haut ënnert dem Term „Josephismus“ bekannt. Dat bezitt sech allerdéngs net nëmme op d'Kierch, mä och op aner Gebidder.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg 1840 deen éischte Bëschof - mä dat wor déi Zäit de Vicaire apostolique - kritt. Dat wor de Monseigneur Jean-Théodore Laurent. An dee wollt de Courant ultramontain zu Lëtzebuerg erëm aféieren an d'Décisioun vum Joseph II réckgängig maachen a Lëtzebuerg als kathoulesch Stat deklaréieren. Mä Gott sei Dank ass en domat awer net duerchkomm! Hie wollt d'Influenz vun der Kierch op de Stat erëm retabléieren. Dass mir hei zu Lëtzebuerg e Bistum hunn, vum 30. Abrëll 1873 un, wësse mer, an et huet bis 1981 gedauert, bis den Evêché d'Personnalité juridique krut.

Madame President, et ass schwierig, e Konsens iwwert d'Fro vun der Relatiounen tëschent Kierch a Stat ze fannen. Dat hunn och d'Auteurs vun der Proposition iwwert d'Verfassungsrevisioun gemierkt, well déi Artikelen iwwert d'Relioune, déi ginn net geännert, mat Ausnahm vum Artikel 119, dee soll jo ofgeschaaft ginn.

Well den Artikel 119 ass deen, dee bis elo nach virgesäit, dass all déi bestehend Konventiounen awer an Texter bestinn. Wa mer deen ofschafen, da besteet endlech och formal Rechtsécherheit, dass de Konkordat definitiv zu Lëtzebuerg net méi d'application ass. Ech sinn der Meinung, dass an der Spezialkommissioun missten och d'Artikelen vun der Verfassung nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Oft gëtt dësen Débat emotional gefouert an dat dréit net dozou bäi, fir e Konsens ze erreechen. Oft kënn et och, wann een iwwer Relioun a Stat schwätzt, zu Konfusioun, gewollt vun deenen engen, ongewollt vun deenen aneren.

Dofir ass et wichteg ze betounen, dass en État laïque keen atheistesche Stat ass, mä e Stat, deen neutral vis-à-vis vun der Relioun ass. An och hei wëll ech de Robert Brasseur nach eng Kéier zitieren: «L'État, en matière de religion, se place sur un terrain de stricte neutralité. L'État ne doit être ni religieux, ni irréligieux. L'État est areligieux.»

Madame President, als Member vun der Assemblée Parlementaire vum Conseil de l'Europe hunn ech den 12. Abrëll dëst Joer e Rapport virgestallt iwwert «Dimension religieuse du dialogue interculturel», an dat a Präsenz zu Stroossbuerg vun héije Vertrieeder vun de Muselmanen, den Orthodoxen, de Judden, de Katholiken an de Protestanten. An ech déposéieren och dee Rapport hei um Bureau vun der Chamber.

**(Mme Anne Brasseur dépose une documentation.)**

An deem Rapport sinn ech och op d'Plaz vun der Reliounen an Europa agang, an et gesäit een, dass d'Evolution an d'Plaz vun der

liounen a vun der Kierchen a vun deene verschidde State ganz enk mat der Evolution vun den Institutionen ze dinn hunn.

Et gëtt am Fong fënnf grouss Kategorien, wat d'Relatiounen tëschent dem Stat an der Kierchen ubelaangt. Well et muss ee jo am Fong „d'Kierch“ soen, an net „d'Kierch“, well et gëtt méi wéi eng.

Éischtens, de Statut vun nationaler Kierch, wéi beispillsweis an England oder an de skandinavesche Länner, mat Ausnahm vu Schweden, déi dat 2000 opginn hunn. Zweetens, de Statut vun den unerkannte Culter, wéi zum Beispill an Däitschland, Spuenien oder Italien. Drëttens, de System vum Droit conventionnel, deen et hei zu Lëtzebuerg jo och gëtt. Véiertens, de System vun den enregistrierte Reliounen, wat een a Portugal gesäit oder an deenen neien Demokratien, notament an de baltische Staten. Fënneftens, e System, wou et keng kloer definéiert Rechtsgrondlag gëtt, wéi zum Beispill an Irland oder an Holland, an do gëtt den Droit commun applizéiert.

Wa mer also vun Trennung schwätzen, muss mer och wëssen, a wéi Richtung mer ginn a wéi mer dat Ganz organiséieren. Mir hunn also Konventiounen mat de Reliounen, mä et muss ee feststellen, dass mer keng mat der zweetgréisster Communautéit hei zu Lëtzebuerg hunn, nämlech der musulmanescher Communautéit.

Ech weess, dass den Här Kultusminister sech beméit huet, Solutiounen ze fannen, mä et ass ganz schwierig, Interlocuteurs ze fannen, well den Islam hierarchesch net strukturéiert ass. Mä nach muss mer do eng Léisung fannen.

A mengem Rapport vum Conseil de l'Europe sinn ech och an engem Kapitel op d'Jurisprudenz agang vum der Cour européenne des droits de l'Homme, an do wëll ech de Paragraph 74 vum mengem Rapport zitieren: «Le devoir de neutralité implique que, si un État établit un cadre pour octroyer aux communautés religieuses la personnalité juridique et un statut spécifique y associé, toutes les communautés religieuses qui le souhaitent doivent avoir la possibilité adéquate de demander ce statut et les critères établis doivent être appliqués de manière non discriminatoire.»

Dat ass eng Jurisprudenz vun der Cour européenne des droits de l'Homme, et ass en Arrêt vum 31. Juli 2008. An op dee muss mer ons, menger Meinung no, awer baséieren. Dofir meng Fro un den Här Minister, wou e mat de Pourparlers mat der musulmanescher Communautéit drun ass. Well do muss mer als Stat reagéieren, wa mer dann de System vun der Konventiounen bäibehalen.

Madame President, eng Fro, déi ëmmer opkënnert - an dat ass dann deen zweete Punkt -, dat ass d'Fro vum Finanzement vun der Culter. Dat huet natierlech och ganz staark mat där éischer ze dinn, dat heescht vun der Relatioun vum Stat mat der Culter. Et ass op verschidde Questions parlementaires géantwert ginn, an den Här Adam ass och dorop agang.

Et geet och hei em d'Obligation légale vun der Gemengen - an den Här Meyers huet dat gemaach -, wéi et do ass mat der Obligation légale vis-à-vis vun der Paschtoueschhaiser. Et kann ee sech d'Fro stellen, ob een do net verschidde misst aner Zwecker zur Verfügung stellen, well mir hu Wunnengsnout an et stinn der eng Partie eidel. Dat fannen ech beispillsweis net ze verrieden.

Et ass och hei an dem Débat geschwat gi vum Klasséiere vu Kierchen. Et sinn der eng Partie klasséiert, Madame President, mä ech wëll der Chamber soen, dass eng Kierch zum Beispill net klasséiert ass, dat ass d'Kathedral. Et ass nach kee Klassement vun der Cathedral virgeholl ginn. Wann also een op d'Iddi kéim, d'Kathedral ofzerappen, da kéint een dat maachen, well nach kee Klassement dat do protégéiert huet.

Fir e gesamten Iwwerbléck awer ze kréien iwwert dat, wat mer als öffentlech Gelder fir d'Kierchen an d'Reliounen ausginn, déposéieren ech eng Resolutionsen, fir dass mer als Chamber d'Cour des Comptes froen, eng Analys ze maachen, déi sech awer net nëmme op d'Statsausgabe beschränkt, mä och op d'Gemengen, a wou mer dann den Innenminister bieden, Collaboratioun unzebidden, fir dass d'Cour des Comptes och dat kéint kucken. An dofir déposéieren ech dann déi zweet Resolutionsen.

#### Résolution 2

La Chambre des Députés

- considérant que la répartition des subventions aux cultes se voit réglée par les conventions entre l'État et les cultes;

- considérant que le traitement des ministres du culte est à charge de l'État et garanti par l'article 106 de la Constitution;

- considérant que s'y ajoutent les traitements de quelque 270 enseignants de religion à l'École fondamentale et d'une cinquantaine d'enseignants de morale chrétienne dans l'enseignement post-primaire;

- considérant que les communes doivent assurer l'entretien des lieux de culte catholique dont elles sont propriétaires et combler le déficit des Fabriques d'églises catholiques et des presbytères;

- constatant que les communes sont uniquement tenues de soutenir financièrement le culte catholique;

- soucieuse d'apporter une transparence totale en ce qui concerne le financement des cultes;

- attachée à sa mission consistant à contrôler la gestion financière de l'État;

- considérant que la Cour des Comptes contrôle la gestion financière des organes, administrations et services de l'État;

- considérant que la Cour des Comptes peut présenter à tout moment, soit à la demande de la Chambre des Députés, soit de sa propre initiative, ses constatations et recommandations sur des domaines spécifiques de gestion financière sous forme de rapports;

- considérant les attributions du service des finances communales du Ministère de l'Intérieur;

décide

- de charger la Cour des Comptes de procéder à un contrôle en profondeur du financement des cultes et d'établir un rapport spécial;

- de demander au service des finances communales du Ministère de l'Intérieur de fournir à la Cour des Comptes les données requises concernant les dépenses communales en faveur du culte catholique et des autres cultes qui sont soutenues par différentes communes sur base volontaire.

(s.) Anne Brasseur.

(La motion n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Claude Adam, André Bauler, Gast Gibéryen et André Hoffmann.)

Eng weider Fro, déi opgeworf ginn ass, ass déi vun der Célébratioun vum Nationalfeierdag. Och do wëlle mer ons kenger Diskussioun verschléissen, mä wann een den Te Deum of-schaaft, muss een nach wëssen, duerch wat een en ersetzt.

Bei onse belschen Noperen, zum Beispill zu Arel, do gëtt de belschen Nationalfeierdag an der kathoulescher Kierch gefeiert, mä do sinn och laizistesche Mouvementer associéiert.

Ech hat 2008 dem Statsminister eng Fro gestallt, an deen huet de 16. September géantwert, dass d'Mouvements laïques a Belgen deeswelche Statut hu wéi Reliounsgemeinschaften, a well dat hei zu Lëtzebuerg net de Fall ass, wier et net méiglech, se dozou zouze-loossen, well den Te Deum «rassemble prioritairement ce que l'on peut appeler les corps constitués respectivement institutionnalisés». De Statsminister mengt awer da weider a senger Äntwert: «Il y aurait donc lieu de réfléchir sur l'opportunité de doter une communauté laïque luxembourgeoise d'un statut officiel». Och dat sollt een an där Spezialkommissioun froen.

De fënnefte Punkt ass deen vum Enseignement des valeurs, an och do ass et schwierig, e gemeinsamen Nenner ze fannen. Ech hunn elo grad dem Paul-Henri Meyers ganz gutt nogelauschert. Ech mengen, do leie mer awer e Stéck auserne!

2007 hat ech an enger Motioun gefrot, dass d'Éducatiounskommissioun soll ennersichen, wéi een e Cours d'éducation aux valeurs kéint aféieren, an déi Motioun, déi wor ennerschriwwen - déi Resolutionsen - vun der Madame Flesch, dem Här Gibéryen, dem Här Adam, dem Här Bodry a mir selwer. Do huet dat zu enormer Opregung gefouert, a wéi et fäerdig wor, ass net iwwert déi Resolutionsen ofgestëmmt ginn, well et ass gesot ginn, d'Éducatiounskommissioun géif sech jo elo am Moment em d'Schoulgesetz këmmern an dofir bräicht een dat net ze maachen. Dofir wëll ech déi Resolutionsen dann nach eng Kéier hei déposéieren.

#### Résolution 3

La Chambre des Députés,

- considérant que les valeurs humaines constituent le fondement de notre vie en société;

- considérant que ces mêmes valeurs sont à la base de tout comportement civique et moral;

- considérant que l'éducation aux valeurs fondamentales proclamées par la Déclaration Univer-



selle des Droits de l'Homme doit constituer une préoccupation majeure de l'enseignement;

- constatant que le besoin d'une éducation spécialisée fondée sur les valeurs se fait de plus en plus sentir en une époque où nombre d'enfants, d'enseignants et de parents constatent la montée de l'incivisme et de la violence ainsi qu'un manque de solidarité croissant;

décide

- de charger la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs pour tous les écoliers et élèves fréquentant l'école publique luxembourgeoise.

(s.) Anne Brasseur.

(La motion n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Claude Adam, André Bauler, Eugène Berger et André Hoffmann.)

Da kéim ech zum Schluss...

► **Mme le Président.** - Madame Brasseur, bei sinn der zwou elo.

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Jo, dat sinn déi zwou éischt. Ech hat lech vir drun eng aner Farde ginn.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, vill Leit stelle sech d'Fro, an dat vläicht net onberechteterweis, ob et am Moment net aner Problemer gëtt, wéi iwwert d'Relatiounen tëschent Kierchen a Stat ze diskutéieren. Déi Fro kann ee sech stellen.

Mä ech sinn awer der Meenung, dass besonnesch a finanziell an ekonomesch schwierigen Zäite mer mussen onbedéngt de Bléck fir och méi grondsätzlech Fro behalen, de Bléck iwwer Wäerter, de Bléck iwwer ons Strukturen, de Bléck iwwer ons Institutionen. Mir däerfen de Bléck fir esou Grondsatzdiskussionen net verléieren!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Wa mer iwwer Institutionen schwätzen, da sinn dat Institutionen, déi deelweis vum 19. Johonnert stamen, Institutionen, déi der Zäit vun haut net méi ugepasst sinn. An dat geet wäit iwwert de Statut vun de Kierchen eraus, dat geet wäit eraus iwwert d'Relatiounen tëschent Kierch a Stat.

Mir solle kucken, wat ons verbënnt, an dat ass och dat, wat d'Haaptthees vu mengem Rapport am Conseil de l'Europe wor, dee vun alle reliöse Gemeinschaften an och vun den Organisation, vun den humanisteschen Organisation als positiv bewäert ginn ass. Mir sollen also net kucken, wat ons trennt, mä wat ons verbënnt!

Wat ons verbënnt, dat sinn d'Wäerter vum Conseil de l'Europe, dat sinn d'Wäerter vun der Konvention, vun der Europäescher Konvention vun de Mënscherechter. An déi mussen iwwer allem stoien! Et däerf keng Relioun, et däerf kee Courant de pensée sech iwwert déi Konvention setzen.

A wa mer zesammen e Wee fannen, wéi mer déi grondsätzlech Wäerter, un deene mer festhalen, uewenhi schreiwten, quitte dass drënner jiddwereen déi anescht deklinéiert, mengen ech, misste mer dach zu engem Konsens kommen. An dofir géif ech och mat engem Zitat ophéieren, wat an dee Sënn geet. Dat ass en Zitat vum Boutros Boutros-Ghali: «Retrouvons ce qui nous unit, savourons ce qui nous distingue, évitons ce qui nous sépare».

Ech soen lech villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen der Madame Brasseur och Merci, an ech géif dann dem honorabelen Här Bodry d'Wuert ginn.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, des Orientéierungsdebatt ronderëm d'Relatioun vum Stat an de Reliounen oder Kierchen ass en netzlechen Exercice. Dat beweist och de bisherege Verlaf vun diesen Debatten, well des Diskussiounen bis elo zu enger Grondsatzdebatt benotzt gi sinn an eigentlech - wann ech vun e puer Picke vu Säite vun Här Adam par rapport zu eiser Partei ofgesinn - weineg vu parteipoliteschem Geplänkel a géigesäitege Scholdzouweisung gepraegt waren.

Wa mer an där doter Fro net méi wëlle weider op der Plaz trëppelen, mä erëm eng Kéier e Stéck virukommen - am Sënn vun der Glawensfräiheet op där enger Säit an der Gewëssensfräiheet op där anerer -, da musse mer d'Kraaft opbréngen, sachlech am Fong, mä awer och

zilorientéiert des juristesch komplex a politesch kontrovers Froen ze diskutéieren.

Mir gesinn also als LSAP-Fraktioun dese Meenungsaustausch deemno net als e Schluss, mä als eng Tëschenetapp an engem méi laange Reflexiouns-, awer besonnesch och Entschéidungsprozess. Well zu Entschéidunge wäerte mer mussen no Diskussiounen kommen!

Mir brauchen also och eng breet Debatt an der Öffentlechkeet, an ech soen all deenen och Merci, deenen Associatiounen och, déi an deene leschte Wochen a Méint probéiert hunn, aus där Debatt hei, déi méi e politesch Charakter huet, och eng öffentlech Debatt ze maachen. Mir brauchen och weider eng öffentlech Auseinandersetzung mat deenen dote Froen. Mir brauchen den Dialog selbstverständlech mat de Glawensgemeinschaften an och mat der laizistescher Bewegung hei zu Lëtzebuerg.

déi gréng hu fir des Debatt den Dekret vun 1809 iwwert d'Kierchfabrécken als Ausgangspunkt gewielt. Ech mengen, wéi all Texter aus der babylonischer Period, virun eiser Lëtzebuurger Onofhängegkeet, sinn déi Texter zum gudden Deel vereelt, net méi zäitgeméiss, also kloer reformbedürftig.

Mä d'Regierung huet sécherlech net Onrecht, dass se en enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro gesot huet, dass een, ier een esou eng Reform mécht, eigentlech och muss wäsen, wou et am Ganze soll higoen, wat d'Relatioun vum Stat a vu Kierchen ugeet.

Et muss een also op de Grondiddien eens sinn, da weess een och, wou ee kann a wat fir eng Richtung reforméieren. Ech hoffen, dass des Debatt dozou bäigedroen huet, do d'Positiounen méi kloer ze maachen. Op jiddwer Fall bekenne sech souwuel d'CSV wéi d'LSAP an där Motioun, déi déposéiert ginn ass, zum Prinzip vun enger Reform vun deem Text vun 1809.

Ech verrode kee Geheimnis, wann ech hei ervirsträchen, dass dee ganze Froekomplex ronderëm d'Verhältnis Stat a Kierchen tëscht de Koalitionsparteien déif a grondsätzlech Meenungsveränderen mat sech bréngt. Dat war esou, dat géllt och haut nach esou. Duerfir waren a sinn och déi Verhandlungen op deem dote Punkt ni einfach gewiescht bei de Regierungsbildungen. Duerfir ass vereinbart gi virun zwee Joer, dass et wäitgehendst beim Status quo soll bleiwe fir direkt, mat der awer merklecher Ausnahm vun der Schafung vu sougenannte „Maisons de laïcité“.

Mä, an dat schéngt mer immens wichteg ze sinn, mëttelfristeg erji sech weider Reformperspektiven, wéi och d'Motioun vun CSV an LSAP weist, a wéi och d'Stellungnahme vun deenen anere Fraktiounen bis elo gewisen hunn. Et soll Bewegung bleiwen am Dossier ronderëm d'Fro vun de Kierchfabrécken, ronderëm d'Fro vun Wäerteunterrecht, ronderëm d'Fro vun de Konventionen, ronderëm d'Fro och vun de kierchleche Gebaier. Des Aarbechte sollten, wa mer eis selwer seriö huelen haut, schnell an Ugrëff geholl ginn.

Mir sinn net hei, fir d'Positioun vun enger Koalition oder vun enger Regierung virzebréngen; d'Regierungsvertrieder wäerten dat maachen. Loosse mer d'Roller also hei net vertauschen. Ech stinn och hei, besonnesch als Parteipresident, fir déi prinzipiell Positioun vu menger Partei zu deenen dote Froen hei duerzeleeën an deem Zäitraum, deen eis zoustee.

D'Lëtzebuurger Sozialiste sinn dem Ideal vun enger humaner, enger demokratescher a gerechter Gesellschaft verflucht. Mir bekenne eis zu de Grondwäerter vu Fräiheet, Gerechtegkeet, Solidaritéit a Sécherheet. An enger fräier Gesellschaft muss jiddweree sech zu sengem Glawe vu sengem Choix bekenne kënnen. Dat ass ganz kloer. Mä d'Fräiheet vun Einzelne bedéngt eng laizistesche an tolerant Grondstellung vum Stat. Dat beinhaltet eng Trennung vu Kierchen a Stat. Sou steet et an eise Grondsatzprogramm vun 2002 geschriwwen, an zu dese Grondsatz bekennt sech eis Partei och haut.

An eise leschte Wahlprogramm vun 2009 hu mer eis Iwwerleeungen duergeluecht, wéi mer dee Prinzip vun engem laizisteschen, net kierchefeindlechen, mä konfessionell neutrale Stat verwickleche wëllen.

Lëtzebuerg kennt offiziell keng Statsreligion, wéi dat an einzelnen - et ass eng Minoritéit - europäesche Länner de Fall ass. Dat géllt de facto vläicht fir Griichenland, fir England a fir Finnland an Europa nach haut. No där gängiger Rechtsinterpretation ass zu Lëtzebuerg de Konkordatsystem vun 1801 nach applicabel, zumindest an der Praxis, och wann et rechtlech gesinn och verschidde Meenungen zu deem dote Punkt gëtt.

Op jiddwer Fall, d'Constitution, déi zënter 1839 op deenen dote Punkte kaum verännert ginn ass, fixéiert haut de legale Kader vun de Relatioun vum Stat a vun de Kierchen. A fir

eng Constitution ze änneren, brauch een eng Zweedrittmajoritéit. Et muss also e breede Konsensus geschéien, wann ee wierklech un d'Fundamenter vun deene Relatiounen tëscht dem Stat an de Kierche wëllt goen. Mat Zoufallmajoritéit ronderëm Motiounen ass et sécherlech net gedoen, wa mer hei wierklech un de Kär vun der Matière wëlle virstoussen an Ännerunge wëlle virhuelen.

De Kader gëtt gesat vun den Artikelen 19 bis 22, dem Artikel 106 an den Iwwergangsbestimmungen vum Artikel 119 an eiser Verfassung. Et ass interessant ze gesinn, an d'Virriedner hunn zum Deel drop higewisen, dass, obwuel normalerweise jo déi Belsch Constitution e bëssen de Modell war vun där Lëtzebuurger, et esou ass, dass an engem wesentleche Punkt et awer aner Dispositiounen gëtt, dass praktesch bal de Contraire drasteet an eise Text wéi am Belschen Text.

Am Belschen Text steet kloer, dass eigentlech de Stat sech net däerf amësch an Froen vun Nominatiounen a Froen vun Organisation vum der Kierch, während eisen Text seet, iwwer Konventionen gëtt geregelt, wéi eigentlech déi Relatiounen tëscht Stat a Kierche lafen, wat déi Termen Organisation, wat besonnesch och d'Nominatiounen an der Kierch ugeet. Et ass also ganz kloer méi e restriktiven, e manner liberale System - vu liberale Leit sengerzäit erduecht -, deen zu Lëtzebuerg hei festgehal ginn ass, par rapport zu deem Text vun 1831 an der Belsch, deen och nach haut besteet.

Et bleift awer, dass Dréi- an Aangelpunkt vun eise System d'Konventionen sinn, wou et laang gedauert huet, bis se ausgeschafft gi sinn, déi d'Verhältnis zu de Kierche regele sollen. An dee Prinzip ass jo eigentlech och - och wann et sech elo zum Deel anescht unhéiert, wann een den Här Adam héiert - zumindest emol an der Vergaangenheet hei och unerkannt gi vun deenen eenzelne Parteien, well wéi gesot am Joer 1998 eestëmmeg eng Motioun hei ugeholl ginn ass, wou festgeluecht ginn ass, enner wat fir enge Konditiounen an Zukunft sollten nei Konventionen kënnen ofgeschloss ginn. Deemoos war et eng Motioun, déi vun der DP-Fraktioun hei abruecht gi war.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Här Bodry! Entschëllegt, Här Bodry.

► **Mme le Président.** - Eng Minutt. Här Bodry, wiert Der d'accord, dass den Här Huss lech géif eng Fro stellen?

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Ech ka mech ganz genau erënnern. Et sinn zwar elo zwielef oder dräizéng Joer hier. Ech ka mech erënnern, dass ech och hei war. An ech weess, dass mer déi Woch vir drun iwwert d'Konventionen hei diskutéiert hunn. An ech weess ganz genau - ech hunn d'Voten alleguerten hei virleien -, dass net nëmmen déi gréng, mä och aner Parteien hei ganz kloer géint sämtlech Konventionen gestëmmt hunn. A bei där Motioun, em déi et do gaangen ass, ass et drëms gaangen - ech hunn dat och hei nach virleien - um Schluss vun där Diskussioun, dass den Här Rippinger gesot huet, wat dann iwwerhaupt eng unerkannt Relioun iwwerhaupt wier. Et ass em d'Definition gaangen, wat eng Relioun a wat eng Sekt wier. Dorëms ass et gaangen an duerfir ass déi Motioun. An duerfir ass hannenno vun eis keng Opposition gewiescht, well mir déi Woch vir drun souwiesou géint all Konvention gestëmmt haten.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir waart vläicht deemoos e bëssen duerjerneen...

**(Hilarité)**

...an deem Ganzen. Mä...

**(Interruption)**

Dat hunn ech gemaach, ier ech mech haut preparéiert hu fir déi Interventioun.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Also, hei si se alleguerten.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech hunn dat gemaach.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Hei hunn ech d'Voten alleguerte géint all Dëngen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Kuckt den Text vun där Motioun. Et ass en „invite le Gouvernement“, do ass ganz kloer eigentlech d'Recht dra verankert, wann déi Konditiounen erfüllt ginn, fir eng Konvention mam Stat ofzeschleissen. Dat ass deemoos vum President festgestallt ginn, eestëmmeg esou gestëmmt gi vun der Chamber. Et huet emol keen e Vote électronique sengerzäit gefrot gehat.

**(Interruption)**

Dir kënt elo soen, Dir stitt net méi derzou,...

**(Interruptions diverses)**

...mä op jiddwer Fall war dat esou. An den Text, mengen ech, ass ganz kloer vun där Motioun, déi deemoos gegollt huet.

Op jiddwer Fall beweist eis den Text, wéi mer e bei eis an der Verfassung hunn, dass mer eis net an engem Trenn-Regime befannen, wéi dat deelweis och vum Kultusminister duergestallt ginn ass, mä an engem rechtlech verankerte Kooperatiounen-, engem Partnerschaftssystem, deen op enger Konkordatsiddi baséiert, zumindest wat d'kathoulesch Kierch ugeet.

Stat a Kierch - an dee Begrëff gëtt jo do an der Einzahl an deser Verfassung gebraucht - erkennen hir respektiv Autonomie un. An de Stat huet jo a gewëssener Hisiicht och e Matbestimmungsrecht bei gewëssenen Nominatiounen an och Organisationsfroen vun der Kierch. An als Contrepartie iwwerhëlt de Statsbudget dann d'Paen an d'Pensiounen vun de Geeschtlichen, an d'Gemege mussen den Defizit vun de Kierchfabrécken droen.

Mä de facto - an dat ass en Ènnerscheid vun den Texter -, de facto mësch sech awer de Stat zu Lëtzebuerg net an intern Organisation vum de Kierchen an, obwuel d'Verfassung dat prinzipiell virgesäit. De Stat finanziert awer massiv d'Kierche finanziell. An dat ass eigentlech, wat speziell ass an deem Lëtzebuurger System. Mir hunn eigentlech no den Texter e System, deen op där enger Säit d'Finanze sécherstellt vun de Kierchen, op där anerer Säit awer eng gewëssen Ansicht an e Matsproocherecht vum Stat an d'Kierche virschreift.

Mä de facto kumuléieren d'Kierchen, a besonnesch d'kathoulesch Kierch, déi zwee Avantage: d'Avantagë vum Separatiounssystem an d'Avantagë vun dem Konkordat. Si kréien d'Suen, mä de Stat huet an der Praxis eigentlech dovun ofgesinn, sech an d'Interna vun de Kierchen anzemësch. Momentan wënn also d'Kierch an alle Fall. Si huet d'Finanzierung garantéiert. Op där anerer Säit spillt awer d'Geigepartie, d'Matsproocherecht vum Stat, an der Realitéit net, obwuel d'Texter eigentlech eng aner Orientéierung ausgewisen hunn.

Fir d'LSAP ass et ganz kloer also ubruecht, dass een déi Entwécklung do a Fro stellt an erëm versicht, méi e gesonden Équiliber tëscht de Rechter an de Flichte vun der Kierch hierzeustellen. Déi propper Léisung wier do selbstverständlech, eng kloer Trennung vu Stat a Kierch virzuehuelen, wat jiddwer Partner rechtlech verbindlech seng Autonomie géif garantéieren an d'Afflossnahme vun deem engen an deem aneren definitiv a fir all Zäite géif auschleissen.

**(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)**

Et ass duerfir scho befriendend, dass zu Lëtzebuerg d'Bezuele vun de Paen a Pensiounen vun de Kiercheleit duerch de Stat e Verfassungsstatus huet. Dat ass, souwäit ech weess, praktesch nëmmen an der Belsch och nach mat Lëtzebuerg de Fall. An anere Länner ass dat iwwert de vertragleche Wee eigentlech geregelt. Zu Lëtzebuerg huet déi dote Fro Verfassungsstatus.

Et fret ee sech, wa mer muer - denken ech - eng Kéier iwwer eng nei Verfassung fir Lëtzebuerg diskutéieren, ob an enger moderner Verfassung esou ee Prinzip nach däerf, nach muss festgeschriwwen ginn. Déi Fro wäerte mer nach ze diskutéieren kréien hei och am Parlament.

Mir mengen, dass et u sech legitim ass, dass, wann d'Kierchen, wéi aner Associatiounen och, öffentlech Dëngschtleeschungen iwwerhuelen amplaz vun aneren, dass se fir déi Aarbecht och kënnen staatlech subventionéiert ginn. Dat schéngt eis d'Applikation vum Droit commun ze sinn.

Par contre menge mer, dass fir all déi Aarbechten, déi eng Kierch doriwwer eraus erfëllt an déi net eigentlech direkt vun öffentliche Interêt sinn, dass do de Financement vun de Kierche selwer muss iwwerholl ginn. D'Kierche mussen also an Zukunft selwer hir Ausgaben duerch eegen Einnahme kënnen ofdecken. Dat ass d'Positioun vun eiser Fraktioun.

Ob dat duerch eng Aart Kierchesteier no däitschem Muster ka geschéien, muss iwwerpréift ginn. Mä op jiddwer Fall wëll ech awer elo scho soen, dass an eisen Aen e System, wéi dat elo iwwer Konkordat an Italien an a Spuenien applizéiert gëtt, net akzeptabel ass.

Den „otto per mille“, wéi e genant gëtt - 0,8%, dat erënnert mech un den Taux vun der Krisesteier -,...

**(Hilarité)**

...ech wëll awer keen op domm Iddië bréngen!

Dat ass jo eppes ganz Besonnesches. Do kréien d'Leit theoretisch d'Méiglechkeet, fir ze decidéieren, 0,8% vun der Akommessteuer ze affectéieren, sief et an d'Kierchen oder sief et effektiv och an aner Associatiounen, déi am soziale Beräich oder esou tätég sinn.

Mä an deene Länner besteet awer och nach ëmmer eng zweet Klausel, déi seet, wann déi



Suen net duerginn, fir de Kierchen déi Mëttele ze ginn, déi se brauchen, da leet de Stat nach zousätzlech bäi. Dat ass a mengen Aen, soen ech ganz éierlech, e Marché de dupes, an ech mengen, mir sollten eis zu Lëtzebuerg also net op esou eng Kopie vun deem italieneschen a vun deem spuenesche System hibewegen.

Parallèle zu deem neie Finanzéierungsmodus, deen op d'Éegeverantwortung vun de Kierche setzt, hält de Stat sech komplett aus den Interneta vum de Kierchen eraus, selbstverständlech och, wat d'Nominatiounen vun der Kierche-spëtzt ueget. Den Aërbëschof bräicht also dann net méi den Eed op d'Fidélitéit dem Grand-Duc an der Regierung géintiwwer virzeleeën.

**(Interruption)**

Esou war et am alen Text. Et ass schonn eng Kéier geännert ginn, d'Eedesform, Här Minister. Ech hu mech op deen ursprénglechen Text beruff. Dat war nämlech d'ursprénglech Iddi. Dat war och eng Contrepartie vun de Suen, déi Fidélitéit au Grand-Duc et au Gouvernement. Esou war et 1839 eigentlech och scho virgesinn.

**(Interruption)**

Als LSAP kënne mir eis virstellen, d'Finanzéierungsfro vun de Kierchen, wat jo wierklech awer e Kärstéck ass vun der Fro vun Trennung vu Kierch a Stat, well jo vill Leit ënnert deem Begrëff eppes aneschters verstinn, an eisen Aen ass d'Fro vun de Finanzen - öffentlech Gelder an d'Kierche fléissen ze loosson - natierlech d'Kärstéck vun engem Trennsystem, deen ee kéint aféieren.

Et ass eng Fro, déi ganz schwierig ass, an ech froe mech, ob dat eng Fro ass, déi ee kéint engem nationale Referendum ënnerleeën. All Interpretatioun iwwer Sondagen - wat mengen d'Leit derzou? -, deen een zitt dee Sondage eraus, deen aneren en aneren eraus...

Wa mer wierklech wëllen an där doter Fro virkommen a wa jiddwereen der Meenung ass, hien hätt d'Majoritéit vun der Leit op senger Säit, ech mengen, da sollt ee vläicht an esou enger Fro de Courage hunn an iwwert de Wee vun engem Referendum festleeën, wéi d'Leit zu der Fro vun der Finanzéierung vun de Kierchen duerch öffentlech Gelder stinn - wat d'Kärstéck ass vun deem Trennsystem.

Vläicht bitt sech eis Verfassungsreform, déi usteet, un an deem Zesummenhang, fir déi dote Fro erauszubriechen, vläicht mat aneren, an zu där doter Fro dann ze kucken, wat d'Leit da wierklech dozou mengen. Well ech mengen, dass mer soss hei am Parlament schrecklech vill Schwierigkeiten hätten, fir eis mat enger Zweedrittmajoritéit op en eenheetlechen Text hei an nächster Zukunft eens ze setzen.

De Stat muss, dat ass kloer, d'Glawens- wéi och d'Gewëssensfräiheet vun all Mënsch respektéieren, duerfir muss e sech och a Saache Relioun eng gewëssen Neutralitéit operleeën.

Neutralitéit - ech wéilt e Wuert dozou soen, an ech wéilt awer eng Instruktioun hei uschwätzen, déi bis elo nach net erwähnt ginn ass, wou ech awer mengen, dass een e Wuert muss dozou soen. Ech wéilt vun der Persoun vum Statschef schwätzen. Och an Direktioun vun der Instruktioun Statschef gericht, wéilt ech kloer soen, dass an eisen Aen d'Relioun och fir hie muss eng Privatsaach bleiwen, wéi de Monarch duerch seng politesch Irresponsabilitéit och keng öffentlech, politesch kontrovers Aussoe maachen däerf.

Eng Vermëschung vun der institutioneller Missioun mat perséinlechen, private Glawenssiichten dierf et eigentlech an eise System vun der parlamentarescher Demokratie an engem net gewielte Statschef net ginn.

Tëscht de Reliounen, de Kierchen an den öffentlechen Aariichtunge muss eng kloer Trennung bestoen, an nënnen e reliéis neutrale Stat ka seng Integrationsfunktion mat der néideger Iwwerparteilechkeet glawierdeg erfëllen. Iwwerparteilechkeet, dat muss besonnesch och fir de Grand-Duc gëllen, deen eben als Symbol dosteet fir d'Eenheet och vun deem Land.

**► Une voix.** - Très bien!

**► M. Alex Bodry (LSAP).** - D'individuell Fräiheet geréit do a Bedrängnis, wou Glawensgemeinschaften hiren Afloss duerch Indoktrinatioun geltend maachen. Aus deem Grond, esou steet et och op eise Programm, si mir Sozialiste fir en eenheetleche Wäerteunterrecht, deen all Kanner vun der öffentlecher Schoul op der Grondlag vu gemeinsame Wäerter an Ziler zesummebréngt.

Mir wëllen d'Schüler zesummebréngen. Do ënnerscheet sech eis Analys sécherlech vun där vum Här Meyers a vun der CSV. Mir mengen, dass dat Zesummebréngen net doduerch geschitt, dass mer eng Multiplikatioun vu Re-

liounscoursé géifen organiséieren, well an dee System komme mer noutgedrungen eran. Wa mer de Gläichheitsprinzip vun allen - zumindest den unerkannten - Glawensgemeinschaften virum Gesetz respektéieren, mussen mer eigentlech och jiddweregem, deen deses Glawens ass, och d'Méiglechkeet ginn - wéi d'kathoulesch Kierch dat zënter Mënschengedenke bal hei zu Lëtzebuerg huet -, fir senger eegener Relioun och an der Schoul kënnen nozegoen, ënner ähnleche Bedéngungen...

**(Interruption)**

...ënner ähnleche Bedéngungen...

**► Une voix.** - Oder esou vill Privatschoulen, mengt den Här...

**(Interruption)**

**► M. Alex Bodry (LSAP).** - ...oder ënner ähnleche Bedéngungen, wéi dat fir d'kathoulesch Kierch de Fall ass.

Dat ass, mengen ech, wann haut vu Wahlfräiheet... Et ass jo och, hunn ech interessanterweis gelies, d'Wahlfräiheet, déi géif bestoen. Wahlfräiheet besteet am Lëtzebuerger System, dat ass anescht an anere Länner. Duerfir mussen mer déi Diskussioun féieren. Se besteet doranner: tëscht dem Reliounsunterrecht an der Education morale, dem kathoulesche Reliounsunterrecht an der Education morale et sociale besteet se fir Leit, déi anere Glawens sinn, net - och souguer, wann hire Glawe konventionell unerkannt ass vum Stat - doranner, dass hire Glawen eigentlech géif enseigniert ginn an der Schoul.

Keng Angscht, ech plädéieren net, an esou e System eranzegoen, deen et an enger Partie Länner gëtt, well dat géif jo dann derzou féieren, och wa mer géifen den Islam als Glawensgemeinschaft unerkennen - a fréier oder spéider, mengen ech, komme mer net derlaanscht, fir dat wahrscheinlech ze maachen -, dat géif also heeschen, dass misst derfir gesuergt ginn, dass och also islamesch Coursé géifen an eise Grondschoule respektiv an de Lycéëen organiséiert ginn, fir de Gläichheitsprinzip ze respektéieren; de Gläichheitsprinzip, deen, wann ech eis Uerteeler vum Verfassungsgericht hei kucken, praktesch dee Prinzip ass, dee regelméisseg ugewannt gëtt an dee menger Usiicht no och riskéiert, bei enger Klo och hei vum Gericht ugewannt ze ginn.

Et ass also - mengen ech - aus där Iwwerleeung eraus, fir d'Eenheet vun der Schoul a fir d'Eenheet vun der Schoulgemeinschaft ze respektéieren an ze realiséieren, wou mer als LSAP der Meenung sinn, dass mer net an esou e System däerfen erarutschen, wou mer riskéieren, eranzekomme bei der éischter Klo, mä wou mer sollten déi Schoulgemeinschaft zesummenhalen an dee Wee goen, wou och aner Länner virgemaach hunn.

Dat hei ze verlaangen, ass näischt Onméiglech, well et a eng anger Partie vu Länner gëtt. Kanada ass e Beispill, wat genannt ginn ass. A Kanada besteet zënter enger Rei vu Joren am Accord mat de Glawensgemeinschaften, am Accord mat anere Bewegungen e System vun engem Cours iwwert d'Reliounen an aner philosophesch Bewegungen, mä kee Reliounscours. E Cours also, deen op ass fir Leit, déi gleewen an déi net gleewen, an deen eng Wäertvermittlung mécht; well mer och der Meenung sinn, dass eng Wäertvermittlung soll och an engem spezifesche Cours an de Schoule gemaach ginn, nieft där Wäertvermittlung, déi iwwert den allgemenge Schoulsystem ze geschéien huet.

A mir hu jo eng Experienz lafen. D'Regierung huet déi jo net an d'Wee geleet, einfach well se oppgestane sinn a gemengt hunn, dat do wier emol gutt, esou eppes ze probéieren, mä well se schonn, denken ech, déi Entwécklung do gespuert hunn, déi Problemer, déi sech wäerte stelle mat der Multiplikatioun vun de Reliounen, vun de Kulturen, an d'Noutwendegkeet, fir sech also Gedanken ze maachen, ob mer et net fäerdeg bréngen, en allgemeng gültigen, net konfessionelle Wäerteunterrecht ze maachen, an deem och de Reliounen eng ugemooose Plaz sollt zougemooss ginn.

De Fait religieux ass eppes, iwwert dat soll an der Schoul diskutéiert ginn. Mä et muss een d'Relioun net onbedéngt liewen an net versichen, iwwert deen dote Wee dat an d'Schoulen eranzubréngen. De Modell vum Neie Lycée besteet. D'Madame Delvaux kennt Enn Juni, hunn ech héieren, an déi zoustänneg Chamberskommission, fir eben dese Bewäertungsrapport virzeleeën iwwert déi dote Fro, an dann, mengen ech, soll dat politesch diskutéiert ginn an d'Konklussioun eigentlech aus deem dote Pilotprojet gezu ginn.

Ech wéll soen, dass, wéi gesot, nieft Kanada och Länner wéi Schweden, Dänemark an Norwegen esou e System hunn. Déi hunn déiselwecht Entwécklung matgemaach. Déi haten

u sech - dat waren awer protestantesch Kierchen -, déi haten u sech...

**(Interruption)**

...reformistesch Reliounscoursen a si hunn déi ëmgewandelt an allgemeng Wäertecoursen, wou der Relioun wéi anere Froen och eng besonnesch Bedeitung zoukënn. An do ass och festgehalten, et ass interessant, dass bei esou Coursen - den Europäesche Geriichtshaff huet sech zu där doter Fro schonn eng Kéier geäussert -, bei esou Coursé muss also garantéiert ginn, dorobber hale mer och, dass se objektiv, onparteiesch an neutral ausgerichtet sinn. Et däerfen natierlech keng verkaptte Reliounscoursen erëm sinn, déi iwwert d'Hannerdier praktesch hei géifen offréiert ginn.

Duerfir si mer och der Meenung - eng Iwwergangsbestimmungsméiglechkeet ass jo hei vum Här Adam ugedeit ginn -, dass u sech am Endsysteem mer müssen an e System erakommen, wou mer also u sech konfessionell neutral ausgeblent Personal hu fir déi dote Coursen. An an der Grondschoul wier et natierlech an eise Sënn, fir ze soen: Ma, soll net de Schoulmeeschter oder d'Leierin och deen dote Cours halen? Dat wier vläicht déi einfachst an déi beschte Solutioun.

Ech kommen, Här President, zum Schluss vu mengen Ausféierungen. Et wier villes ze soen nach iwwert d'Maisons de la laïcité. Dozou just ee Wuert. Da kucke mer eise Wahlprogramm, et war och eng Iddi, déi am CSV-Wahlprogramm stoung. Mir hu versicht, eis eens ze setze ronderëm de Finanzéierungsmodus, wéi en an der Belsch ass. Dat si genau déi Tauxen, déi an der Belsch gëllen, an do ass et esou, dass esou eppes kann natierlech vum Stat - an och soll - promovéiert ginn, mä d'Initiativ soll eigentlech och vun de Gemenge kommen, respektiv vun Associatiounen kommen, déi sech esou als Trägerveräin fir esou eng Maison de la laïcité géifen hierginn.

Ech wéll awer och kloer soen: Mir trieden domat net an an déi Zwou-Sailen-Theorie, déi an der Belsch gëllt, wou s de zwee Secteuren hues, de kierchleche Secteur an de laizistesche Secteur, an du sees, majo, mir bezuelen déi eng an da bezuele mer déi aner. Déi eng kréie just 98% vun den öffentleche Gelder, déi aner 2%! Dat menge mer net! Mir gesinn dat hei net als Alternativ zu enger Diskussioun ronderëm d'Trennung vu Kierch a Stat, mä als Supplément, mengen ech, deen awer an engem öffentleche System ganz wichteg ass.

Här President, ech hat probéiert, eenegermoossen - ech konnt vill Saachen net maachen -, op dee Punkt anzegoen. Ech wéll awer, net mat engem Zitat, mä awer mat zwou Zeitungen hei ophalen. Ech ginn lech ze liesen hei: „Sonderstatus für die katholische Kirche wird aufgehoben“ an „Glaubensgemeinschaften sollen sich selber finanzieren“. Elo sinn ech d'lescht Woch gereest gewiescht, an duerch Zoufall si mer déi doten an de Grapp gefall. Dat hei ass net d'„Tageblatt“, et ass net d'„Wort“, mä et sinn d'„Liechtensteiner Vaterland“...

**(Hilarité)**

**► Une voix.** - Ah!

**► Une autre voix.** - Oh!

**► M. Alex Bodry (LSAP).** - ...an d'„Volksblatt“, an ech mengen, wat an deem dach konservativ geprägte Liechtenstein denkbar ass, misst bal, sollt zu Lëtzebuerg eng Selbstverständlechkeet sinn.

Merci.

**(Brouhaha général)**

**► M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. An als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

**(Interruptions et hilarité)**

**► M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ënnert dem Titel „Stat a Relioun am Respekt mateneen“ huet d'ADR an hirem Wahlprogramm sech intensiv mat der Fro vun der Relatioun tëscht Stat a Reliounsgemeinschaft beschaftegt.

Am Sënn vun der Reliounsfräiheet respektéiert d'ADR déi reliéis a philosophesch Iwwerzeugung vu jiddwer eenzelne Bierger, souwäit des net géint déi rechtsstaatlech Prinzipie verstoussen. Mir schätzen de spirituellen, kulturellen a soziale Bäitrag, dee Kierchen a reliéis Glawensgemeinschaft vis-à-vis vun der Allgemengheet leeschten.

Fir vill Mënschen ass d'Glawensfro vun enger zentraler Wichtigkeet. Vill Leit fannen Troust an Hoffnung an hirem Glawen, virun allem an enger Welt, déi ëmmer méi séier an als ze materialisteschem emfonnt gëtt.

D'ADR respektéiert genauou d'Usiichte vun Atheisten, Agnostiker, Fräidenker, a mir schléissen deenen hir Positiounen an eis Iwwerleeung

mat an. D'ADR ass fir e konstruktiv Matenaner engersäits vun de Kierchen a Reliounsgemeinschaften an anerersäits dem Stat, dëst am Interesse vun enger gutt fonctionnéierender a solidarescher Gesellschaft.

D'ADR ass der Meenung, dass d'Kierchen an déi reliéis Gemeinschaften institutionell getrennt vum Stat fonctionnéiere missten, woubäi selbstverständlech dëst Verhältnis am Dialog an opgrond vum bestehende Recht mat alle Be-treffene gekläert misst ginn.

Dës ADR-Grondastellung ass gedroe vu Welt-offenheet an Toleranz, net nëmme géigen-iwwer de chrëschtlechen a jiddesche Reliounen, déi eng wichteg Plaz an eiser Gesellschaft a Kultur anhuelen, mä och vis-à-vis vun allen anere Glawensrichtungen.

D'Reliounsfräiheet muss fir jiddweree gëllen. D'ADR ass net mat deenen averstanen, déi aus ideologesche Grënn ëm all Präis fir eng Trennung vu Kierch a Stat sinn, wat dat och ëmmer heescht, well déi meescht versti souwisou dorënner eppes aneschters. Villméi setze mir eis fir eng gutt iwwerleuchte Weiderentwécklung vun de Bezéiungen tëscht dem Stat an de Reliounsgemeinschaften an, wou jiddweregem seng Interessen esou wäit wéi méiglech respektéiert solle ginn.

De Stat ka weder den eenzege Verrieder vun den Interesse vun de Reliounsgemeinschaften oder Atheisten oder Agnostiker sinn. De Stat muss villméi de Garant si vum gesellschaftlechen Allgemenginteresse an dem Ausgleich op der Grondlag vun de Mënscherechter an dem Recht, déi fräi Ausübung vu verschidene reliésen Iwwerzeugungen ze erméiglechen. Dëst geschitt net an engem Fräiraum, mä op iwwer Jortausende gewuessene kulturelle jiddesch-chrëschtleche Wäerter.

Reliéis Traditiounen sinn an der Lëtzebuerger Gesellschaft wäit verbreet an déif verwuerzelt. An och wann d'Relioun eng Privatsaach ass, esou ass dat dach eng wichteg Komponent an der dagdeeglecher gesellschaftlecher Realitéit. All dësen Tatsaache muss d'Politik Rechnung droen.

Am Géigesaz mussen Reliounsgemeinschaften am vollen Émfang déi national Rechts- a Wäertuerdnungen unerkennen a respektéieren. Dozou gehéieren och de Grondsaz vun der Reliounsfräiheet inklusiv der Fräiheet, säi Glawe wiesselen ze kënnen, Respekt an Toleranz vis-à-vis vun Aneschtendenkenen oder net gleewege Mënschen, de volle Respekt vun de Mënscherechter wéi och de Verzicht op all Praxis, déi als Déierequälerei bei eis hei gëllt.

D'ADR wéllt net de Konkordat mat der kathoulescher Kierch eesäitig kënnegen, mä mir wëllen iwwert de Wee vu Verhandlungen eng progressiv Neuordnung vun de Verhältnissen tëscht der Kierch an dem Stat realiséieren.

Ënner anerem wéllt d'ADR, dass all Kierchen a Reliounsgemeinschaften hir Verméigensverhältnissen opleeën an all Joer e Bilan virleeën. D'Finanzéierung vun de Reliounsgemeinschaften soll nei iwwerduecht ginn, an zwar esou, dass all Bierger fräi an eleng driwwer entscheede kann, wat fir enger reliéis, philosophescher, humanitärer Instruktioun hie seng Ënnerstützung zoukomme wéllt loosson.

D'ADR denkt hei un e System wéi den „otto per mille“, wéi en zum Beispill an Italien oder och an anere Länner besteet. De Kolleg Bodry huet elo grad gesot, dass et do nach Bestëm-munge gëtt, dass, wann dat net duergeet, dann de Stat bäileet. Dat ass an eiser Iddi net zréckbehalen, well soss huet se an eisen Ae kee Wäert. Den eenzelne Steierzueler kräizt un, wat fir enger Kierch oder humanitärer Organisatioun hie säi Steuerdeel wéllt zoukomme loosson.

Bei Aféierung vun esou engem System soll des Operatioun souwuel fir de Steierzueler wéi fir d'Kierche budgetneutral sinn an dierf net zu Steiererhéijunge féieren. Anescht wéi bei der Kierchesteier an Däitschland ginn d'Kierchen net gewuer, vu wem d'Gelder kommen. Si kréien de globale Montant, dee vun de Steierzueler fir si bezuelt ginn ass, iwwerweisen.

Duerch d'Aféierung vun esou engem System géif engersäits de Wëlle vum eenzelne Bierger respektéiert an anerersäits géifen dem Stat seng direkt finanziell Zouwendungen un d'Kierch reduziéiert ginn. Mat dese Gelder mussen d'Kierchen déi Dépensé finanzéieren, déi am Abléck duerch déi mam Stat ofgeschlossene Konventiounen finanzéiert ginn. D'ADR - well mir eng aner Iddi vun der Finanzéierung hunn - huet duerfir an der Vergaangenheet och kenger vun deene Konventiounen zougestëmmt.

Do derniewent ass d'ADR awer der Meenung, dass de Stat der sozialer Dimensionen vum de Kierche soll weider Rechnung droen, andeems karitativ a medezinesch Institutioone vu Kierche weider finanziell ënnerstëtzt solle ginn.

E weidere Punkt sinn d'Kierchen an aner Gebaier mat reliéise Bestëmmungen, déi am Besëtzt vun der öffentlecher Hand sinn. Hei trëtt d'ADR derfir an, dass dës och an Zukunft vum Stat an de Gemengen ënnerhalen a restauréiert musse ginn. Dës Gebailechkeete si ganz dacks nieft dem reliéise Wäert gläichzäitig wäertvoll kulturell Denkmäler mat genausou wäertvollem Inhalt. Dese wichtegen Deel vun eisem Patrimoine culturel muss an öffentlecher Hand bleiwen a muss deenen nächste Generatiounen erhalte bleiwen. Duerfir, wéi gesot, muss en an öffentlecher Hand bleiwen.

Här President, d'ADR respektéiert och déi reliéis Traditioun an Zeremonien, ausdrécklech och déi mat nationalem Charakter. Wéi et genausou sënnavoll ass, wichteg national Ereegnesser mat net reliéisen, zivilen oder militäreschen Zeremonien ze feieren, esou ass et och richtig, nationale Feieren am Sënn vun eiser Kultur, eiser Traditioun an enger spiritueller Feier Rechnung ze droen. Och kann een dese Feieren en ekonomeschen (veuillez lire: oekumeneschen) Charakter ginn, wann een aner Relioun mat invitéiert.

Dës prinzipiell Positioun vun der ADR vun engem respektvolle Matenee fënn sech och erëm beim Reliounsunterrecht. D'ADR respektéiert de fräie Wëllen an d'Entscheidung vun den Elteren an de Kanner an de Jugendlechen, sech entweder fir de Reliounsunterrecht oder de Wäerteunterrecht ze entscheeden.

D'ADR schwätzt sech och duerfir derfir aus, de Reliouns- a Wäerteunterrecht parallel a gläichberechtigt weider an de Schoule bestoen ze loossen. Der ADR ass bewusst, dass et duerch d'Präsenz vun enger ëmmer méi grousser Zuel vu verschiddene Weltreligionen hei zu Lëtzebuerg, déi, wa se unerkannt sinn, all déiselwecht Rechter hunn, dierft organisatoresch Problemer am Schouloflaf ginn.

Op där anerer Säit wier et sécherlech net am Interesse vun engem Stat, wann déi verschidde Glawensgemeinschaften ausserhalb vu staatelech kontrolléierte Schoulen hiren Unterrecht géifen ofhalen. D'Inhalter vum Reliounsunterrecht an öffentleche Schoule musse vum Stat autoriséiert ginn, wéi et och beim Wäerteunterrecht de Fall ass.

Här President, zum Ofschloss nach eng Bemierkung. Déi vun der ADR proposéiert Finanzéierung vun de Kierchen ass eiser Meenung no am Interesse vun de Kierchen, a besonnesch vun der kathoulescher Kierch. Si kënn domadder aus der géigesäiteger Ofhängegkeet eraus, an där se sech aktuell befënn: De Stat - schwätzt d'CSV - suert engersäits derfir, dass d'Kierch genuch Gelder kritt, an der kathoulescher Kierch hir Zeitung - d'„Lëtzeburger Wort“ - gëtt anerersäits domadder zum exklusive Propagandablatt fir d'CSV, egal, ob dës CSV chrëschtlech Wäerter respektéiert oder mat Féiss stéisst.

Fir d'kathoulesch Kierch wier et duerfir wichteg, wa se déi Wäerter, déi se priedegt, och an hirem politeschen Émgang géif respektéieren...

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...a praktizéieren. Eng finanziell Onofhängegkeet géif hir dës Méiglechkeet an domadder Glafwierdegkeet erëm zrëckginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wa mer also scho vun Trennung schwätzen, esou brauch d'kathoulesch Kierch an hirem eegenen Interesse un éischer Stell eng Trennung vu Kierch an CSV.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. An als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, bei eis ass et ganz eenditeg: Vun Ufank u steet am Grondsazprogramm vun eiser Partei déi Lénk d'Trennung vu Kierch a Stat oui Wenn und Aber.

Et si scho vill Argumentatiounen hei entwéckelt ginn. Erlaabt mer, mat engem Zitat unzefänken. Den Abbé Heiderscheid, de fréieren Direkter vum „Lëtzeburger Wort“ huet geschriwwen zu der Grënnung vun der kathoulescher

Partei hei zu Lëtzebuerg - Partie catholique, déi éischt - dat hei: «Dès lors,...» sot en «...le catholicisme luxembourgeois devient effectivement une force parlementaire et l'autorité ecclésiastique put s'abstenir d'intervenir directement sur le plan politique, ce dernier rôle revenant de plein droit aux députés du parti de la droite, porte-parole des citoyens catholiques du Grand-Duché.» Dat awer och e bëssen zu där scholastescher Ried vum Här Paul-Henri Meyers hei.

Dass dat och net ëmmer esou war, dat och un engem Beispill illustréiert: Wéi hei an der Chamber d'Diskussioun iwwert d'Euthanasie stattfonnt huet, do huet net nëmme de Beschof sech ageméicht an déi Diskussioun, sondern och de Vatikan. An e Verrieder vum Vatikan huet am Numm vum Vatikan ënner anerem e Bréif u sämtlech lëtzebuergesch Deputéiert geschriwwen, mat ënner anerem deem heite Saz: «Le Grand-Duché est en train de promouvoir une loi en faveur de l'euthanasie. Parlementaires du Luxembourg, ne vous substituez pas au Créateur.» «Parlementaires», also net nëmme «Parlementaires catholiques», och all déi aner! Dat och souwäit zu der Fro, wéi wäit awer do nach Verflechtunge bestinn an Aflossversich vun der Säit vun der kathoulescher Kierch.

Et geet hei net ëm e Kulturkampf. Et geet och net ëm d'Bewäertung vu Reliounen. Et geet och net, Här Meyers, ëm d'Gesprécher tëschent dem Stat an de Kierchen, sondern et geet drëm, wéi wäit mer eis verfassungsrechtlech Prinzipien eescht huelen. An eis Verfassung widderpricht sech do. Well eis Verfassung erkläert op där enger Säit d'Gläichheet vun alle Leit, onofhängeg vun hirem reliéise oder philosophescher Zougehéiregkeet oder Convictioun. An op där anerer Säit steet an där selwechter Verfassung eng manifest Privilegierung vun enger Kierch.

A wa mer dat wëllen änneren, do gëtt et keng honnertausend Méiglechkeeten! Et kann een a Schrëtt virgoen, mä et gëtt keng honnertausend Méiglechkeeten. Et gëtt menger Meenung no nëmme d'Méiglechkeet vun enger eenditeger Trennung vun dem Stat an de Kierchen, also eng absolut philosophesch, reliéis Neutralitéit vum Stat.

Well deen anere Wee - do ginn ech dem Här Bodry och Recht -, deen anere Wee, déi Gläichbehandlung do ze erreechen duerch eng Multiplikatioun vu Finanzéierungen an Ënnerstëtzung vun ech weess net wéi vill Reliounen a philosopheschen Iwwerzeugungen, dat ass ganz einfach aus praktesche Grënn net ze maachen, widderpricht och deem schéine Saz, deen de Jean Jaurès gesot huet, a méi einfach kann een et och net soen: «La religion est, à nos yeux, chose privée, qui ne relève et ne doit relever que de la conscience de chacun. Et l'État ne doit pas plus intervenir pour la détruire que pour l'imposer ou la propager.» An domat ass alles gesot fir mech.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- De Jean Jaurès!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt d'Wuert fir d'Éischt den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här President. Ech hu kuerz d'Wuert gefrot, ier mäi Kolleg aus der Regierung, de Kultusminister François Biltgen, hei op d'Bühn kënn, well ee Punkt, e wichtege Punkt vun deem interessanten Débat d'orientation, dee mer de Mëtteg haten, den Innenminister betrëfft, an zwar d'Kierchfabriken, well de Minister, deen huet jo eng Fonction d'autorité de tutelle vun de Gemengen, an nun ass et emol esou, dass d'Kierchfabriken Etablissements soumis à la surveillance des communes sinn. Duerfir ass den Innenminister dann dee Moment hei concernéiert.

Den Här Adam huet festgestallt a sengem éische Punkt, dass effektiv d'Kierchfabrikeléiglatioun, den Dekret vun 1809 vum 30. Dezember, dass deen dépasséiert wär. Hien huet jo den Artikel 4 zitéiert.

Richtig ass, dass effektiv an där Léiglatioun nach vill anachronistesche Dispositiounen sinn. A mir sinn der Meenung, déi sollten, esou wéi et och an der Motioun Nr. 4 gefuerdert gëtt, aktualiséiert ginn.

Et muss een awer feststellen, dass den Dekret vun 1809 ni hei zu Lëtzebuerg adoptéiert gouf, an och net contestéiert ginn ass, wat déi courant Praxis vun dësen Dispositiounen ueget. Mä ech mengen, dass et evident ass, dass een eng gutt - wéi géif ech soen? -, eng gutt Administratioun vun de Paren nëmme ka garantéieren, wann een eng transparent a strukturéiert Verwaltungsstruktur huet. Dat brauche mer hei.

D'Fransousen, eis Noperen niewendrun, am Elsass-Lothréngen, déi hunn och deeselwechten

Dekret. Si sti jo nach weider ënnert dem Regime vum Konkordat. Si hunn den Dekret vun 1809 zweemol geännert, eng kéier am Joer 1992 iwwert den Dekret 1992-03-18. Dat war e Gouvernement vum Edith Cresson, wou den Innenminister Pierre Joxe am Fong geholl dat Ganz initiéiert huet - eng sozialistesche Regierung. An eng zweete kéier war et nach eng kéier eng sozialistesche Regierung, et war de Gouvernement Jospin, deen am Joer 2001, an zwar den 10. Januar 2001, och nach eng kéier en Dekret geholl huet am Kader vum Décret d'origine vun 1809. An am Dekret vun 1992, do steet dran: «Les fabriques d'églises sont des établissements publics chargés d'administrer les paroisses dans les conditions prévues par le présent décret.»

Et ass also kloer, dass déi huel Dispositiounen mussen ofgeschafft ginn, dass d'Anachronisme mussen verbessert ginn an dass d'Gestioun un eis Zäit muss ugepasst ginn. Mir wëllen eis do ganz kloer un deem franséische Modell orientéieren. Et muss zum Beispill gekuckt ginn, wéi d'Gemenge kënnen am Fong geholl méi nuancéiert agebonne ginn. Wat ass d'Roll vun de Gemengen? Déi muss preziséiert ginn. An esou weider. Et si vill Froen, déi opstinn.

Mir hunn en Aarbechtsgrupp kreéiert tëschent dem Kultusministère vum Här Biltgen an dem Ministère de l'Intérieur. Mir hu schonn en Dokumenter geschafft, an ech ginn dovun aus, dass ech Iech an deenen nächste Wochen oder Méint spéitstens kann en neie Projet de loi heihinner virleeën, eng Reform maachen also, wéi hei steet: «à réformer la législation datant du 30 décembre 1809 sur les fabriques d'églises;». Ech wäert domat kommen.

Do wäert mer och déi Dispositiounen kucken, déi d'Anne Brasseur notament ugeschwat huet, wat d'Finanzéierung vun de Culden ueget, fir déi iwwert d'Cour des Comptes ze ze maachen. Dat sinn Dispositiounen, déi méi komplex sinn, well jo op där anerer Säit déi ganz Gemengenattributioun vum Service des finances communales mussen dann och iwwerschafft ginn.

Kloer ass et, de Wëllen ass do, fir ze reforméieren. Mir wäerten dat och maachen. An ech wäert dann de Syvicol an alleguerten d'Chamberskommissiounen, déi hei concernéiert sinn, mat abannen an dës Iwwerleeungen.

Merci, an ech gi mengem Kolleg aus der Regierung d'Wuert.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Innenminister. Elo kritt d'Wuert den Här Kultusminister.

► **M. François Biltgen, Ministre des Cultes.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann een ëmmer héiert zu Lëtzebuerg: „Mir feieren eng Debatt iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat“, da muss ech mech emol froen: Wat heescht dat? Well jiddweree versteet eppes aneschtors dorënner.

Ze mengen, d'Trennung vu Kierch a Stat, dat wär just, dass de Stat keng Sue méi géif reliéise Gemeinschaften ginn, dat ass eng Vue réductrice. Den Haaptprinzip vun Trennung vu Kierch a Stat ass, dass deem eng seng Valeuren net dierfen iwwert deem anere senge stoen, dass virun allem reliéis Valeuren net dierfen iwwert deene weltleche Valeuren stoen. Dat ass zu Lëtzebuerg scho laang garantéiert, dass déi reliéis Valeuren net driwwerstinn!

Dat ass net an all EU-Land esou garantéiert, wéi dat zu Lëtzebuerg ass. An och, wéi mer Antidiskriminierungsdirektiven an Europa ausgeschafft hunn, war dat eng Fro, wéi wäit zum Beispill an der Astellungspolitik an anere reliéis Valeuren kéinten iwwert de weltleche stoen. Mir hunn zu Lëtzebuerg net wéi aner Länner do extra Exceptionen nach agefouert, well dat och net op eis Léiglatioun passt.

Déi aner Fro ass natierlech: Dierfe Kierchen ënner der Tutelle vum Stat stoen? Op déi Fro kommen ech nach eng kéier zrëck.

Déi Fro, déi ech mer stellen an déi d'Regierung sech stellt, dat ass: Ass et net sënnavoll, amplaz e réducteursen Débat ze maachen, einfach ze soen, wéi kënnen reliéis Gemeinschaften a Stat collaboréieren?

Duerfir wëll ech emol fir d'Éischt op d'Geschicht nach eng kéier zrëckkommen. Et si scho vill vun de Virriedner, déi op d'Geschicht ageange sinn. Déi ganz Geschicht, déi mer hunn, déi kënn vun der franséischer Revolutioun, wou effektiv de Stat wollt d'Kierch verëinnahmen; dass d'Paschtéier wuel Sue kritt hunn, mä den Eed hu missen op d'Verfassung leeschten.

D'kierchlech Propriétéit ass agezu ginn, an duerno huet eréischt den Napoléon, fir eng gewësse Paix civile ze kriegen, dat eent kritt, nämlech, dass d'Paschtéier ënnert dem Stat wäeren an och do bezuelt goufen, an op där anerer Säit, dass d'Kierche kéinten zrëckgräifen,

also reliéis Gemeinschaften kéinten op d'Kierchen zrëckgräifen, hin do hir Déngschter ofzehalen, d'Kierchen firdeenen awer net zrëckerstatt goufen an och soss keng aner Propriétéit zrëckerstatt gouf. Dat war also - wat haut als Privileg vun de Kierchen duergestallt gëtt - däitlech e Punkteverloscht vum Poopst par rapport zum franséische Stat!

Wa mer dann déi Verfassung huelen - an de Lex Bodry ass schonn e bësselchen drop agangenen, wat mer mat der Belsch gemeinsam hunn -, dat war eng liberal Verfassung. An do ass et drëm gaangen, dat ass och schonn e puermol gefall, den Ultramontanismus ze verhënnern. Dohier och eng Dispositioun am Artikel 21, dass mer emol kéinte kucken, wat fir eng Bréiwer hin an hier ginn, respektiv och déi Fro vum Vetorecht beim Poopst.

Do sinn nach aner Punkten, wa mer dat huelen, zum Beispill: Ass et logesch, dass ee sech net dierf an der Kierch bestueden, wann een net zivil bestuet ass? Dat steet an der Verfassung. Ass et logesch, dass mer nach e Kanzelparagraph hunn an eisem Code pénal?

**(Interruption)**

Ass et logesch, dass Dir hei an dëser Chamber viru Kuerzem nach méi wäit goend Inkompatibilitéit fir d'Ministres du culte um kommunale Plang gestëmmt hutt? Déi sinn nach ausgebaut ginn an deem leschte Gesetz.

Dat sinn also alles Froen, iwwert déi ee kann diskutéieren, wann ee fundamental diskutéiert. Duerfir wëll ech e bësselchen op déi Ënnerscheeder agoen, déi et gëtt tëschent Laizismus a Laizitéit engersäits an anerersäits.

Ech zitieren do den däitsche Verfassungsrechtler, deen elo net - Bockenförde, dee bekannt ass an deem ganze Sujet; Böckenförde, pardon, net Bockenförde, Böckenförde -, deen elo net vu Laizismus a Laizitéit schwätzt, wat déi zwee üblech Begrëffer sinn, wou een distinguéiert, mä dee seet: „Die distanzierende Neutralität gestaltet insoweit die Rechtsordnung rein weltlich, weist die religiösen Aspekte als irrelevant und privat ab“. Dat ass dann de Laizismus, de klassesche Laizismus. „Die offene Neutralität sucht hingegen einen Ausgleich herzustellen, in dem das Bekenntnis und die Möglichkeit, das Leben gemäß der Religion zu führen, auch im öffentlichen Bereich, soweit mit den weltlichen Zwecken der staatlichen Ordnung vereinbar, durch die Rechtsordnung zugelassen und in sie hineingenommen werden.“

Déi meescht europäesch Länner hunn all déi offen Neutralitéit, déi och eng finanziell Collaboratioun net ausschléisst. A wann ech dann de Bericht vun der Madame Brasseur liesen, dee se gemaach huet fir de Conseil de l'Europe - ech zitieren just zwee Passagen, de Punkt 9 an de Punkt 10 -, kënn genee dat eraus.

Néng: «Il incombe aux États de mettre en place les conditions nécessaires au pluralisme religieux et de convictions et d'assurer le respect effectif de la liberté de pensée, de conscience et de religion, tel que garanti par l'article 9 de la Convention.»

An den zéng: «L'assemblée rappelle à cet égard l'obligation pour les États de veiller à ce que toutes les communautés religieuses qui acceptent les valeurs fondamentales communes», wichtegen Zwëschesaz, «puissent bénéficier de statuts juridiques appropriés garantissant l'exercice de la liberté de religion et d'éviter qu'un soutien privilégié accordé à certaines religions ne devienne, dans les faits, disproportionné et discriminatoire.» D'Madame Brasseur war schonn op dee Saz agangenen.

Ech mengen, do hu mer déi offen Neutralitéit erëm. A mir hunn eng Traditioun vun där offener Neutralitéit a mir sollen och domadder weiderfueren, well mer dat och brauchen, fir e gewëssenen Dialogue interculturel et interreligieux hei am Sënn vun der Cohésion sociale ze förderen.

Déi Länner, déi d'Relioun an d'Privatsphär ofdrängen, maachen oft d'Erfahrung, dass se dann eng Communautarisierung maachen an dass d'Relioun, amplaz de Stat mateneen ze verbannen, am Stat d'Leit ze verbannen, eigentlech d'Leit ofsondert. Während déi Leit, déi d'Relioun als öffentleche Facteur ueginn, déi Länner, just wëllen dogéint kämpfen, dass iwwert d'Relioun d'Communautarisierung kënn a Leit sech vum Stat distanzéieren.

Ech wëll och däitlech soen, dass et en Ënnerscheid gëtt tëschent Glawen a Relioun. Glawen ass effektiv eng perséinlech Affär. D'Reliouns-ausbüung ass, och no eiser Verfassung, nom Artikel 19, eng öffentlech Affär. An et soll och eng öffentlech bleiwen, fir dass mer d'Cohésion sociale an dësem Land kënnen behalen.

Duerfir huet - an ech kommen dann zu de Konventiounen - duerfir huet d'Chamber effektiv 1998 déi Motioun hei ofgestëmmt. Dat war deemools den Här Rippinger, deen e Virschlag



gemaach hat. Ech selwer war déi Zäit Rapporteur vun de Konventionen, an ech hunn e Géigevorschlag op dëser Tribün gemaach.

An do ass herno eng Motioun mat Handophiewen unanime gestëmmt ginn, déi gesot huet, de Stat soll weider am Sënn vum Dialog an der Kohäsion Konventionen ofschléissen ënner verschiddene Voraussetzungen:

Et soll sech ëm Weltreligionen handelen. Et soll sech ëm Reliionsgemeinschaften handelen, déi och an anere Länner unerkannt sinn - do huet awer méttlerweil de Conseil de l'Europe eis gesot, dass dee Paragraph net unzewennen ass; deen hu mer och duerfir net méi am Kultusministerium méttlerweil ugewannt -, an dass déi Reliionsgemeinschaften eng gewëssen Zuel vun Aktivitéiten a vun Adhérenten zu Lëtzebuerg hätten. A véiertens - dee wichtegste Punkt, deen ech och scho virdrun zitëiert hunn am Bericht vun der Madame Brasseur -, dass natierlech den Ordre public an eis Normen ze respektéieren sinn.

Am Kultusministerium hu mer eis bis elo ëmmer dorunner gehalen. Elo hunn ech hei e puermol d'Fro gestallt kritt: „Jo, wéi ass et mam Islam? Woufir kommt Der do net weider?“ Zwee Grënn. An dat bréngt mech och dozou ze soen, fir dat ze ënnerstëtzen, wat den Här Paul-Henri Meyers gesot huet vun där belscher Approche, wéi ee soll weiderkommen.

Eise ganze System ass gebaut op Reliionsgemeinschaften, déi organiséiert a strukturéiert sinn. D'Juddentum war zwar net organiséiert, mä duerch den Napoléon gouf et organiséiert, esou dass een do ka mat engem Consistoire verhandelen.

Den Islam ass net organiséiert an net strukturéiert. A mir hunn hei eng Approche gehat, déi iwwregens och déi verschidde franséisch Innenministere, souwuel den Här Chevènement wéi den Här Sarkozy an anerer haten - well se da vu verschiddene Parteie koumen -, fir ze soen, mir hätte gären, dass déi verschidde Glawensgemeinschaften sech zummefannen, mat enger Stëmm schwätzen.

Mir hunn also duerfir gesot, mir hätte gären een Interlocuteur, an net d'Gemeinschaft vun där enger Uertschaft oder där anerer Uertschaft. Mir hätte gär eng „Shûrà“. Dat war ee Moment, do hunn déi Gemeinschaften sech als „Shûrà“ zummefonnt. An déi „Shûrà“ ass erëm méttlerweil auserneegefall. Duerfir bestinn zurzäit elo keng offiziell Kontakten méi, wat ech regrettéieren. Mä dat ass den Hauptpunkt.

Den zweeten ass natierlech deen, dass déi Saach vum Ordre public a vun de Gesetzer bis elo a kenger anerer Konvention steet, well dat ëmmer sous-entendu war, an dass een och weinst dem Principe de l'égalité - an ech kommen da lues a lues op dee Paragraph zréck vun dem Rapport Brasseur - soll déiselwecht Konditione fir jiddweree maachen.

Ech mengen, do waren och Diskussiounen, déi mer mat de musulmanesche Glawensgemeinschaften, oder Gemeinschaft, der „Shûrà“ haten, déi hunn eis och gewisen, dass eigentlech déi Approche, déi mer bis elo mat de Konventionen haten, eng Approche ass, déi éischter op chrëschtlech Gemeinschaften passt, respektiv beim Juddentum war dat kee Problem, déi awer méi schwierig op anerer ze iwwerdreien ass.

Esou dass ech och der Meenung sinn, mir sollen de System vun de Konventionen iwwerschaffen. Ech bleiwen awer der Meenung, dass de System vun de Konventionen an den direkte Geldzouweisungen aus dem Budget dee beschten ass.

Ech soen ee Wuert zum „otto per mille“. Den „otto per mille“, do bestëmmen déi Räch d'Relioun. Déi, déi keng Steiere bezuelen, déi hu pas voix au chapitre fir ze soen, mir hätten och gär eis Gemeinschaft finanziert. Dat ass ee groussen Nodeel vun „otto per mille“. Dee gëtt da géigegesteiert duerch dat, wat den Här Bodry gesot huet. Duerfir mengen ech, grad wéi den Här Bodry, dass dat net de System ass.

Wat ee muss hunn - an ech kommen dann op dee Paragraph 10 zréck vum Rapport vum Conseil de l'Europe -, dat si kloer Kritären, an do wär ech och frou als Kultusminister, wann een do kéint méi kloer Kritären hunn: Wat muss een erfëllen, fir kënne konventionéiert ze ginn? An no wat fir enge Kritären ginn dann och Suen ausbezuel?

Woubäi fir mech nach ëmmer - an all déi aner europäesch Länner gesinn dat och esou - d'Ausbildung vun de Ministres du culte eng wichteg Fro ass: fir ze wëssen, wou se ausgebildt sinn a wat se kënnen an och, zu wat fir enge Valeure si sech bekennen. Do gëtt et natierlech dann d'Méiglechkeet - de Rapport vum Conseil de l'Europe geet och dorobber an -, fir ze soen: „Majo, wann s de dech net drun häls, da verléiers de de Finanzierung.“

Duerfir mengen ech, mir sollen dee Wee gowéi an der Belsch, wou et bossegerweis de Justizministerium war, deen dat an de Grapp geholl huet. Well an der Belsch gëtt et am Justizministerium eng Direction de la législation et des libertés et droits fondamentaux. An déi hunn e Service cultes et laïcité. Dat heescht, d'Belsch hunn - an et ass schon e puermol ugeklongen - eng ganz aner Approche.

Si hu kee Kultusminister, wéi mir en hunn, mä si hunn ee Minister, deen ass dann zoustänneg fir d'Communautés de conviction, wéi se dat elo wëllen nennen. Ob et reliéis Gemeinschaften sinn oder aner philosophesch Gemeinschaften, déi ginn d'selwecht traitéiert. Dat ass also och eng Approche, déi d'Belsch huet, déi mir elo net hunn.

Dat bréngt och mat sech, dass, wéi ech ëmmer gesot hunn: Et kann net de Kultusminister sinn zu Lëtzebuerg, deen elo d'Maisons de laïcité organiséiert! Wa mer eng Kéier de Kultusminister ofschafen a mir hunn dann - et muss net de Justizminister sinn, et kann en anere Minister sinn - een, dee sech ëm alles bekëmmert, dann ass et méi einfach.

Mä ech mengen, elo ass et éischter beim Premierminister respektiv beim Innenminister, wou den Interlocuteur soll leien. An ech mengen, mir sollen elo emol ofwaarden, dass d'Gemengeréit gewielt sinn. An ech mengen, da soll och d'Initiativ vun de Gemenge selwer kommen.

Well, den Alex Bodry huet et däitlech gesot, déi Fuerderung vun de Maisons de laïcité haten déi zwee Koalitionspartner an hirem Wahlprogramm, a si haten och keng grouss Differenzen, fir ze soen, wéi dat soll funktionéieren. Effektiv, mir hunn de belsche System do schon e bësselchen ofgeluusst gehat. Duerfir soen ech, et soll een dee belsche System net ëmmer esou schlecht gesinn.

Wann ech dann nach eng Kéier drop zréckkommen, wat fir eng Sue solle fléissen, da mengen ech, sollen dat éischter Kritäre sinn, déi eng forfaitaire Enveloppe definéieren, amplaz dass mer elo nach C-Tableauen an dem Fonction-Publique-Statut stoen hunn, obwuel kee Ministre du culte an och kee Enseignant religieux am Primärunterricht a Statsbeamten ass, entgéint deem, wat ech oft nach ëmmer héieren. Mä dat ass falsch a spéitstens zënter de Konventionen och definitiv widderleucht.

Zu de Gemenge soen ech weider näischt, well den Här Halsdorf schon drop gaangen ass. Zu dem Enseignement aux valeurs: Do ass et effektiv esou, dass d'Madame Delvaux mer haut ugeruff huet, dass dee Pilotprojet elo evaluéiert gouf an dass och den 29. oder den 30. - ech mengen, den 29. Juni, oder den 30. - d'Madame Delvaux géif an déi zoustänneg Chamberskommissioun kommen, fir dat ze weisen.

Dat gesot, ass dat eng Approche. Déi aner ass awer, dass et verschidde Méiglechkeete gëtt, fir duerch d'Reliounen an duerch aner Convictionen zu eise Wäerter ze kommen. Nämlech och déi, fir bei deem System ze bleiwen.

An Däitschland gëtt a ville Bundesländer effektiv versicht, fir zum Beispill e Koranunterricht an d'Schoulen ze kréien. Woufir? Majo, fir dass dee Koranunterricht dann och vun der Schoul organiséiert gëtt, d'Programmer vun der Schoul, der öffentlecher Schoul ugeholl ginn an och d'Exekutioun vun de Schoule kontrolléiert gëtt.

Et gëtt also aner Méiglechkeeten, wéi just en Enseignement aux valeurs ze maachen. Mir sinn eis eens ginn an der Koalition, fir ze soen: „Mir bleiwe beim Status quo.“

Wann eng Fro, eng nei Fro sech géif stellen - déi sech effektiv kéint stellen dee Moment, wou eng Konvention tëscht dem Kultusministerium an der islamischer Glawensgemeinschaft ofgeschloss gëtt -, da misst een awer natierlech och nom Prinzip „pacta sunt servanda“ mat där Reliionsgemeinschaft, déi elo Coursen ubitt, nom Prinzip „pacta sunt servanda“ misst diskutéiert ginn, wéi dat dann an Zukunft soll ännere.

Well dat heite si Konventionen, déi kënnen net einfach esou vun der Chamber ofgeschafft ginn. D'Chamber kann e Gesetz ofschafen. D'Chamber kann awer net eng Konvention tëscht Stat a Reliionsgemeinschaften einfach esou ofschafen!

Ech wëll och do soen, dass mer zwee Systemer hu vum Reliionsunterricht an de Schoulen, nämlech deen an de Sekundarschoulen - an dat war och scho beim Här Adam erauskomm -, wou et effektiv esou ass, dass de Stat alles kontrolléiert, d'Leit astellt an och d'Programmer akzeptéiert an och eben d'Inspektioun mécht, während et bei deem am Primärunterricht anescht ass.

Et hätt een also och kéinten, wat ëmmer eng Fuerderung zum Beispill vun der CSV war, soen:

„Kommt, mir maachen et beim Primärschoulunterricht d'selwecht wéi beim Sekundärschoulunterricht!“ Dat ass awer an dem Koalitionsprogramm net zréckbehalte ginn.

Dee leschte Punkt, dat ass deen - do kommen ech drop zréck, wat och vill Leit gesot hunn - vum Te Deum. Och do muss een an d'Gesellschaft zréckgoen. An ech wëll och drop hiweisen, dass gëschter de fréiere Greffier vun der Chamber, de Pierre Dillenburg, am „Quotidien“ e laangen Interview ginn huet, wou en och op d'Fro vum Te Deum agaangen ass a wou e genee d'Origine historique vum Te Deum bruecht huet.

Eisen Nationalfeierdag ass net deeselwechten Nationalfeierdag wéi deen a Frankräich, zum Beispill. Mir feieren eigentlech net Nationalfeierdag. Mir feieren d'Célébration publique de l'anniversaire du Grand-Duc. An all deene Länner, wou et dee System gëtt vun der Célébration officielle de l'anniversaire du Roi, de la Reine, du Grand-Duc, wat och ëmmer, do gëtt et eng reliéis Manifestatioun. Dat ass eppes, wat historesch gewuess ass an deem Kader, dass et effektiv eppes mat der Célébration publique de l'anniversaire du Chef d'État ze dinn huet. Dat soll een also duerfir net vergiessen.

Dann zu der Fro: eng neutral Manifestatioun? Also, ech hätt kënnen dauernd de Paul-Henri Meyers zitëieren, dee Gott sei Dank méi laang konnt schwätze wéi ech, well e lauter gutt Saache gesot huet. Duerfir, déi Motioun, déi en déposiert huet, fënn och absolut d'Zoustëmmung vun der Regierung.

Just an engem Punkt, Här Meyers, si mer net eens. Mir hunn eng neutral Manifestatioun wéi den Te Deum, nämlech d'Parade militaire et civile. Mir sinn net méi eng reng Militärparade. Mir haten, an dat während der Regierung CSV/DP, genee schon déi doten Diskussioun och op Regierungsniveau. An dunn ass decidéiert ginn, fir eben e Contrepoids civil ze maachen, fir där fréierer Militärparade eng aner Nues ze ginn. Do sinn also zivil Secoursdëngschter derbäi, do sinn awer och kulturell Veräiner, do ass d'UGDA mat dru bedeelegt. Dat ass also eppes, wou d'Vollek insgesamt vill méi mat erakënt.

Da soen ech och, wa mer elo soen, elo komme mer an der Chamber oder ech weess net wou nach zesummen, dann ass d'Vollek awer wäit ewech. Währenddeem just déi dote Parade militaire et civile et fäerdeg bréngt, fir d'Vollek vill méi mat erunzebréngen. Duerfir, mengen ech, hätte mer eng neutral Manifestatioun fir Nationalfeierdag.

Da stellt sech eenzeg an eleng déi Fro: Ass et dann nach weider d'Regierung, déi soll op den Te Deum invitéieren, oder soll do d'kathoulesch Kierch et net d'selwecht maache wéi all déi aner konventionéiert reliéis Gemeinschaften, déi och ëmmer en Te Deum oder eben en extrae Gottesdëngscht offhalen an déi invitéieren?

Ech begéine regelméisseg, well ech als Kultusminister vill dohinner ginn, begéinen ech och regelméisseg Deputéierter do, wann déi reliéis Gemeinschaften hiren Te Deum oder hir Célébratioun zu Eiere vum Nationalfeierdag offhalen, esou dass ech och do mengen, dass een do misst erauskommen.

Dann nach e lescht Wuert awer iwwert d'Kathedral, well d'Kathedral e puermol ugeschnidde gouf. De Fait, dass ëmmer erëm, wa Bauarbechten an der Cathedral sinn, d'Gemenge net eleng sech dru bedeelegt, mä och de Stat sech dru bedeelegt - wat exceptionnel ass -, dat huet och eppes domat ze dinn, dass effektiv d'Kathedral och vum Stat benotzt gëtt, fir staatlech Zeremonien dran ofzehalen. Och dat muss een historesch esou gesinn.

Wann een zréckgeet, och an d'19. Jorhonnert, wéi de Statut vun der Cathedral zustane koum, wéi et zum Lëtzeburger Bistum koum, fënn een do ganz vill interessant juristesche Iwwerleungen. An dat huet ebe bis elo ëmmer dozou gefouert, dass ëmmer d'Gemenge Lëtzebuerg an de Stat versicht hunn, do zesummen eens ze ginn.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech Merci fir déi awer dach wäitgehend immens objektiv Debatt a gutt Debatt. An d'Regierung huet kee Problem, déi Motioun, déi den Här Meyers hei déposiert huet, unzehuelen.

**M. le Président.** - Merci dem Här Kultusminister François Biltgen. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun respektiv d'Resolutiounen.

### Motion 1

Mir géifen ufänke mat der Motioun N°1 vum Här Claude Adam. Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen? Den Här Gibéryen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. De Problem, dee mir hunn, dat ass, dass verschidde Motioune respektiv Resolutiounen sech iwwerschneiden. Ech mengen, CSV an

LSAP, déi froen e „Groupe de réflexion“, d'DP, déi fretten eng „Commission spéciale“ an déi gréng froen eng „Table ronde“.

Mir hunn der Madame Brasseur hir mat ënnerschriwwen, woubäi ech awer muss soen, dass de gréng Kolleegen hir eis am sympatheschsten ass. Well déi gréng hunn am Fong sech selwer ausgeschloss, fir un där Table ronde deelzehuelen, well si schreiwen dran: «...composée de représentants des sensibilités politiques...». Dat heescht an anere Wierder, Här Hoffmann, Dir a mir!

### (Hilarité)

**M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Mä mir ginn eis awer net eens, wahrscheinlech.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir wieren eis vläicht net eens, mä mir géifen zesummen d'politesch Klass op där Table ronde da verrieden. Dat wier natierlech schon eng Referenz.

Duerfir, Här President, mengen ech, hu mer hei awer zwou Motioune an eng Resolutioun, déi an déiselwecht Richtung ginn. An do wollt ech froen, ob een net do kéint ee Konsens fannen. Oder hält d'Majoritéit op hirer a wëllt dann déi aner oflehnen?

**M. le Président.** - Madame Brasseur.

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Merci, Här President. Effektiv, wann ech dee Punkt kucke vun der „Commission spéciale“, déi d'DP fretten, vun där „Table ronde“, déi déi gréng froen, a vun de Majoritéitsparteien, déi hunn e „Groupe de réflexion“ gefrot - „pour réfléchir“ steet do.

Mir sollen all zesummen, menger Meenung no, iwwerleeën, an duerfir géif ech proposéieren, wat dee Punkt ubelaangt - an ech wende mech do och un déi gréng, ob déi d'accord wieren, an un d'Majoritéitsparteien -, fir iwwert dee Punkt elo net ofzestëmmen, mä fir an der Institutionalkommissioun emol ze kucken, ob mer ons eens ginn iwwer eng Aart a Weis, wéi mer dat do kënne maachen.

Well ech mengen, mir mengen all datselwecht. Mä et wier jo awer schlëmm, wa mer elo hei - d'Majoritéit dat eent, dat ass meng Motioun, dat anert ass engem anere seng Motioun oder Resolutioun -, wa mer einfach elo géifen hei ofstëmmen an da wier just eng Resolutioun, déi d'Virrecht géif kréien. Ech géif dat schued fannen.

Duerfir meng Proposition, wat de Punkt ubelaangt fir dee Groupe spécial oder Groupe de réflexion, fir do an der Institutionalkommissioun - ech fanne keng aner - eng Kéier ons dorüwer ze ënnerhalen, ob mer do net e Konsens ënner alle Fraktiounen kéinte fannen. D'Sensibilités politiques, déi si selbsterständlech do mat ageschloss.

**M. le Président.** - Ass soss keng Wuertmeldung? Den Här Adam nach.

**M. Claude Adam (déi gréng).** - Jo, ech ginn der Madame Brasseur Recht an hirer Analys. Ech mengen, et ass dräimol datselwecht gefrot, awer dräimol anescht ausgedréckt. Wéi eng Form déi Table ronde respektiv déi Kommission respektiv dee Gedankekees soll kréien, do géif ech et flott fannen, wa mer dat kéinte gemeinsam klären an enger Kommission. Duerfir ënnerstëtzen ech dat.

Ech sinn och frou, dass den Här Gibéryen esou sensibel ass op d'Sensibilitäten. Selbsterständlech hu mer all Richtunge gemengt. Well, wa mer wierklech wëilten, dass näischt dobäi erauskéim, da géife mer et op déi zwou Sensibilitäten beschränken. Dat wëlle mer awer net!

**Une voix.** - Ooohhh!

**M. le Président.** - Soss keng Wuertmeldung? Da géif ech proposéieren, dass mer ofstëmmen iwwert déi Motioun N°1.

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, ech hunn eng Proposition gemaach, dee Punkt eben un d'Institutionalkommissioun ze ginn. Wa mer domat d'accord wieren,...

**M. le Président.** - Jo, Madame Brasseur, ech huelen...

**Mme Anne Brasseur (DP).** - ...da géife mer iwwert dee Punkt net ofstëmmen.

**M. le Président.** - Ech huelen déi gär zur Kenntnis. Ech gesinn allerdéngs hei keng Majoritéit an deem Haus. Ech gesi keng Majoritéit hei, fir Är Proposition unzehuelen.

**Une voix.** - Wou gesitt Dir dat? Wéi wësst Dir dat?

**Une autre voix.** - Et huet kee sech gemellt.





**M. le Président.**- Ech géif elo proposéieren, mir géifen iwwert d'Motioun N°1 ofstëmmen.

**Vote sur la motion 1**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 21 Jo-Stëmmen.

*Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée avec 39 voix contre et 20 voix pour.*

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Fernand Boden), Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler

(par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

**Motion 2**

Da kéime mer zu der Motioun N°2 vum Här Adam iwwert d'Cérémonie officielle vum Nationalfeierdag.

Wëllt nach dozou een d'Wuert ergräifen?

**(Négation)**

Ech gesi keng Wuertmeldung zu der Motioun N°2. Da géife mer iwwert déi Motioun ofstëmmen.

**Vote sur la motion 2**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, géint 17 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Raymond Weydert), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Marcel Oberweis), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

**Motion 3**

Da kéime mer zu der drëtter a leschter Motioun vum Här Adam. Kënne mer och do direkt driwwer ofstëmmen?

**(Assentiment)**

**Vote sur la motion 3**

Da fänkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

Och d'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 42 Nee-Stëmmen, géint 8 Jo-Stëmmen an 9 Enthaltungen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Henri Kox), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Fernand Boden), Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

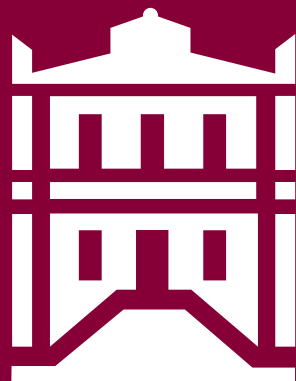
MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. André Bauler), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Wëllt nach ee seng Enthaltung begrënnen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Jo dach, d'Madame Brasseur.



**CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS**

# Chamber TV

**weist all  
öffentlech  
Sëtzung  
live an integral**

An der Stad  
um Kanal S29 (Coditel) oder  
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch  
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang  
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng  
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen  
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer  
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),  
Keespelt, Meespelt,  
Ollem an Nouspelt  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Här President, d'Membere vun der DP-Fraktioun hu sech beim Vote enthalen, well mir hunn eng ähnlech Motioun, wou mer gären hätten, dat soll an der Kommissioun diskutéiert ginn. Mir wollten dat net préjugéieren an duerfir hu mir ons beim Vote vun där heite Motioun enthalen.

#### Motion 4

► **M. le Président.**- Da kéime mer elo zu der Motioun N°4 vun deenen zwou Majoritéitspartei. Kënne mer och do...?

Do freet den Här Gibéryen d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech wëll soen, datt mir eis bei dëser Motioun wäerten enthalen, an zwar, well mir als Partei ëmmer géint déi Konventioun gestëmmt hunn, an hei gétt opgefuehert, an déi Richtung weiderzefueren; well mer déi zwee éischt Alineae ënnert dem „invite le Gouvernement“ net kënne matdroen. Mat deenen aneren awer, déi hannendru kommen, si mer averstanen. An duerfir wäerte mir eis beim Vote enthalen.

► **M. le Président.**- Den Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, mir wäerte géint dës Motioun stëmme. Éischtens, mat den éischten zwee Tiret si mer och net d'accord. Hei steet: «à continuer sur la voie du conventionnement...». Och wa mer da virdu vun enger Motioun hei geschwat hunn, ass awer nach ëmmer d'Tatsach, datt mer véiermol déi Konventiounen ofgelehnt hunn, deemools beim Vote hei an der Chamber.

Da kéint een eisen Appui - deen iwwregens och vun der ADR matgedro ginn ass à main levée - esou interpretéieren, datt een och deenen aneren d'Méiglechkeet misst ginn, déi Dir, d'Majoritéit, deenen aneren ugin hutt. Oder et geet een dovun aus, och dat bréngen ech fäerdeg, fir ze soen, datt mer vläicht bei där Motioun net richtig louchen. Op alle Fall, de Wee vun de Konventiounen ass net deen, dee mer wëlle goen.

Zweetens fanne mir et och e bësse schued, wa mer hei proposéiert hunn, d'Madame Brasseur huet proposéiert: Kommt, mir schafen e Gremium, wou mer iwwert déi Fro schwätzen, wéi dann déi Évolutions futures vun de Relatiounen tëschent Stat a Kierche sinn. Dir dréckt dat hei aus: Mir maachen een «...groupe de réflexion chargé de réfléchir...». Bon, dat ass eis e bësselchen alles an néischt.

An dee leschte Punkt...

#### (Interruptions)

Dee leschte Punkt, mat deem si mer och net ganz glécklech. Ech hunn den...

#### (Interruptions)

► **M. le Président.**- Ech hätt elo gär, datt Der dem Här Adam nolauschtert. An duerno kënnt Der Positioun bezéien. Här Adam, fuert virun, wann ech gelift.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- De leschten Tiret, do geet et ëm d'Maisons de la laïcité. Ech mengen, dat hat ech och a mengem Discours gesot, datt mer scho verstinn, wann ee wëllt och esou Haiser, oder loosse mer soen A.s.b.l.en ënnerstëtzen.

Dat, wat den Här Bodry opgezeechent huet, nämlech, datt mer net d'äerften op de Wee goen, wou 98% un d'Relioune ginn an dann 2% un d'Maisons de la laïcité, dat ass genau dat, wat mir fäerten. Duerfir ass dat, an där heiter Form kënne mir dat net matdroen. Duerfir stëmme mir géint dës Motioun.

► **M. le Président.**- Gutt, nach d'Madame Brasseur.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Här President, ech fannen et am Fong schued, dass mer elo ëm aacht Auer owes hei einfach duerch Handophiewen oder duerch Vote électronique fir oder géint eppes stëmme an dass mer do e

Clivage maachen. Ech fannen dat wierklech... Well déi Fro, déi ass a mengem Aen esou fundamental an esou seriö, dass ech wierklech léiwer gehat hätt, dass mer ons Zäit geholl hätten, doriwwer ze diskutéieren.

D'Majoritéitspartei, déi hunn eben dësen Text zesummen ausgehandelt a wäerten elo derfir stëmme. Mä do si verschidde Punkten, déi préjugéieren am Fong de Groupe de réflexion. Wann ech héieren, dass do steet: «invite le Gouvernement à continuer sur la voie du conventionnement...», dat préjugéiert schon d'Reflexioun!

Ech hu virdu gesot, dass et fënnf Systemer gétt an Europa, wéi d'Relatiounen tëschent de Staten an de Reliounen sinn. An et ass vläicht en anere System, dee mer géife fir Lëtzebuerg als gutt emfannen.

Ech fannen op jiddwer Fall, dass mer net solle mat engem Vote vun dëser Motioun scho préjugéieren iwwert dat, wat mer géifen duerno nodenken. An ech fannen dat och contradictoire!

Dofir hat ech lech proposéiert, dass mer net géifen ofstëmme. D'Majoritéitspartei wollten dat eben. Mä mir kënne wierklech heimat net d'accord sinn, obwuel mer verschidde Punkte géifen akzeptéieren. Dofir wäerte mir ons och beim Vote heifir enthalen.

► **M. le Président.**- Fir d'Éischt den Här Hoffmann an dann nach den Här Bodry.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Jo, ech stëmme och Neen. Éischtens ginn den zweeten an den drëtten Tiret a meng logesch Kohärenz net eran. Ech mengen, et läit awer um Text, an net u mir. Well engersäits gétt festgestallt, d'Communautéit religiöses hätten e Statut particulier, an op där anerer Säit heescht et dann am nächsten Tiret, de Stat misst neutral sinn. Dat muss ee mir erklären, wéi dat logesch zesummenhängt.

Zweetens, den zweetleschten Tiret bei de Considérenten: «...doit mener avec les communautés religieuses un dialogue ouvert...», do ass erëm eng Kéier d'Privilegierung schon direkt dran. Firwat dann nëmme mat de Communautéit religiöses? Duerfir steet dann och sécher am drëtteschten Tiret vum Invite net méi, wéi dee Groupe de réflexion zesummesat soll sinn. Dat heescht, deen ass vläicht och erëm eng Kéier - an dat ass och ugedeit - nëmme mat de Communautéit religiöses, a keng aner. Jiddefalls bleibt dat absolut onkloer!

An ech si selbstverständlech och net d'accord mat dem Weiderféiere vun de Konventiounen. Dat ass aus menger prinzipieller Stellungnahme genuch ervirkomm.

Wat d'Maisons de la laïcité ubetrëfft, hunn ech eng gedeelte Meenung. A bei de laizisteschen Organisatiounen ass dat och esou, déi hunn eng gedeelte Meenung: Déi eng sinn derfir, well se soen, dat ass awer wierklech e Schrëtt a méi eng Gläichberechtigung. Déi aner soen: Déi kréien 98%, déi kréien 2%.

Virun allem riskéieren d'Maisons de la laïcité dee Prinzip ze verfestegen, dass de Stat verschidde Communautéiten..., an dann d'äerften och d'Freidenker an d'Atheisten och eng Communautéit sinn; ech sinn zwar Atheist, mä ech sinn net an enger Kierch, och net an enger atheistescher Kierch. Do gétt also e Parallelismus hiergestallt, deen a) keen ass, wann een herno wierklech kuckt, wéi déi Finanzierung ausgesäit, a b), deen och kee soll ginn!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Den Här Bodry kritt elo nach d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, ech wollt nach just op déi Fro nach eng Kéier zrëckkommen - well elo Leit sech onheemlech stéieren un där Fro - vun den neie Konventiounen. Bon, mir hunn eng Verfassung, déi gesäit déi Kon-

ventionne vir. A mir hunn eng Rei vu Glawensgemeinschaften, déi opgrond vu Kritären - déi d'Chamber zwar net an engem Gesetz festgehale huet, mä zumindest an enger Motioun -, hu mer gesot, déi Bedéngungen erfüllen an déi kënne unerkannt ginn. Domat komme se a gewësse Rechter eran.

Menger Usicht no kënne mer net anere Reliounen dat refuséieren, déi d'Bedéngungen erfüllen. Ech mengen, wann déi géife kloen, misste se eigentlech Recht kréien.

D'Madame Brasseur huet sech hei opgereggt: Nei Konventiounen, dat geet net! Déi Motioun, déi sengerzäit hei erabruecht ginn ass, dat war keng vun der CSV, dat war keng vun der LSAP, mä déi dréit d'Ennerschrëften: Grethen, Calmes, Helminger, Rippinger, Stendebach. Déi Nimm missten lech nach eppes soen. An et ass déi, déi eestëmme ugeholl ginn ass. An do steet dran: «invite le Gouvernement à réserver une suite favorable aux demandes de communautés religieuses concernant la conclusion de conventions...». Also ganz kloer en Optrag, nei Konventiounen ze maachen. Et wier gutt, wann Der Är eegen Texter nach eng Kéier géift liesen.

#### (Interruptions)

► **M. le Président.**- D'Madame Brasseur, an dann...

#### (Interruptions et brouhaha)

► **Une voix.**- Dat do ass zwar ganz schlëmm!

► **Une autre voix.**- Den Här Helminger seet Merci.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Hien ass net do. Här Bodry, wann haut Àre Sondage komm wier, hätt Der haut fënnf Punkte verluer!

► **M. le Président.**- D'Madame Brasseur.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Ech hunn net gär, wann an deem Débat hei elo zum Schluss d'Saache falsch interpretéiert ginn. Ech hunn net gesot, dass ee sollt d'Konventiounen ofschafen, well d'Konventiounen kann een...

#### (Interruption)

Neen, hunn ech och net gesot. Ech sot, wa mer dat hei stëmme, da préjugéiere mer dat,...

► **Une voix.**- Genau!

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- ...wat d'Kommissioun géif diskutéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

#### (Brouhaha)

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- An ech hunn a menger Interventioun och gesot, dass, wa mer um System vun de Konventiounen festhalen, da muss mer alle Communautéiten och eng Konventioun ginn, fir dat an Aklang ze bréngen, och mam Arrêt vun der Cour européenne des droits de l'Homme, deen ech zitéiert hunn. Ech wollt dat nach eng Kéier hei zum Ausdruck bréngen, well ech hunn net gären, wa meng Proposen anescht interpretéiert ginn, wéi dat, wat ech hei gesot hunn.

Dofir hunn ech mech nach eng Kéier zu Wuert gemellt.

► **Une voix.**- Au vote!

#### (Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Sou, elo stëmme mer of.

#### Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme iwwert d'Motioun N°4 fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme.

► **Une voix.**- Abstentioun.

#### (Brouhaha général)

► **M. le Président.**- De Vote par procuration.

#### (Interruptions et hilarité)

De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun N°4 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmme, géint 8 Nee-Stëmme an 13 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Clement), Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein,

Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ech ginn net dovun aus, datt nach ee wëllt seng Enthaltung begrënnen.

#### Résolution 1

Da kéime mer zu der Resolutioun N°1, déposiert vun der Madame Brasseur.

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

#### (Négation)

Da géife mer och doriwwer direkt ofstëmme.

#### Vote sur la résolution 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Resolutioun N°1 vun der Madame Brasseur ass verworf mat 39 Nee-Stëmme, géint 21 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par Mme Nancy Arendt), Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

#### Résolution 2

Da kéime mer zu der Resolutioun N°2 vun der Madame Brasseur.

Wëllt nach dozou een d'Wuert froen?

#### (Négation)

Dat schénge net de Fall ze sinn. Da kënne mer och doriwwer ofstëmme.

#### Vote sur la résolution 2

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och d'Resolutioun N°2 ass verworf mat 39 Nee-Stëmme géint 21 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup> 33, 34 et 35

Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE Mme Barbara Prammer, Présidente du Nationalrat d'Autriche	p. 450
Heure d'actualité du groupe déi gréng au sujet du plan sectoriel «stations de base - communications mobiles»	p. 450-453
Dépôt d'une motion par M. Félix Braz	p. 453
Question avec débat n°19 de M. Jean Colombero au sujet des détenus pour problèmes de délits sexuels	p. 453-454
6254 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions d'ordre administratif	p. 454-455
Résolution relative à la proposition de directive du Conseil concernant une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (ACCIS)	
- COM (2011) 121	
- Art. 168 (5) et (7) du Règlement de la Chambre	p. 456
5888 - Projet de loi relative à la chasse	p. 457-471
Dépôt d'une motion par M. Jean Huss	p. 471
Dépôt d'une motion par M. Ben Fayot	p. 471
6164 - Projet de loi	
- portant transposition:	
- de la directive 2009/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 concernant l'accès à l'activité des établissements de monnaie électronique et son exercice ainsi que la surveillance prudentielle de ces établissements, modifiant les directives 2005/60/CE et 2006/48/CE et abrogeant la directive 2000/46/CE;	
- de la directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées;	
- portant modification:	
- de la loi du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement, à l'activité d'établissement de monnaie électronique et au caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et les systèmes de règlement des opérations sur titres;	
- de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;	
- de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;	
- de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;	
- de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier	p. 471-472 p. 472-473
6212 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative au dédouanement centralisé, concernant l'attribution des frais de perception nationaux qui sont conservés lorsque les ressources propres traditionnelles sont mises à la disposition du budget de l'UE, signée à Bruxelles, le 10 mars 2009	p. 472
Hommage à la mémoire de M. Léon Bollendorff, Président honoraire	p. 474
Communications	p. 474

6280 - Proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation	p. 474
Ordre du jour	p. 474-475
Dépôt d'un document par M. François Bausch	p. 475
Motion de M. Ben Fayot sur les prisonniers palestiniens	p. 475-477
6258 - Projet de loi portant approbation	
- de la Convention 185 révisant la Convention sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa quatre-vingt-onzième session, qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close, le 19 juin 2003, et	
- de la Convention du travail maritime, adoptée par la Conférence internationale du Travail (maritime) à sa quatre-vingt-quatorzième session, qui s'est tenue à Genève le 7 février 2006	p. 477-478
6257 - Projet de loi portant	
1. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Luxembourg, le 25 janvier 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Japon tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et/ou d'un certain autre impôt, signée à Luxembourg le 5 mars 1992;	
2. approbation de l'Avenant et du Protocole additionnel, signés à Lisbonne, le 7 septembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Portugaise tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles le 25 mai 1999;	
3. approbation de l'Avenant et de l'échange de lettres y relatif, signés à Hong Kong, le 11 novembre 2010, en vue de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Hong Kong le 2 novembre 2007;	
4. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Bruxelles, le 7 septembre 2010, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Stockholm le 14 octobre 1996;	
5. approbation du Protocole et de l'échange de lettres y relatif, signés à Rome, le 18 septembre 2009, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Saint-Marin tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 27 mars 2006;	
6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Barbade tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune, ainsi que l'échange de lettres y relatif, signés à Londres le 1 <sup>er</sup> décembre 2009;	
7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Panama tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 7 octobre 2010;	
et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande	p. 478-479
Heure d'actualité du groupe déi gréng sur la gestion par les pays de l'Union européenne de la crise de la dette publique en Europe	p. 479-482
Débat d'orientation au sujet des relations entre l'État et les communes d'une part et les cultes religieux d'autre part	p. 482-494

Eischen (par M. Lucien Clement), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Raymond Weydert), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz.

### Résolution 3

An da kéime mer zu der leschter Resoloutioun,...

### (Interruptions et brouhaha général)

...d'Resoloutioun N°3 vun der Madame Brasseur.

### (Interruption)

Do wëll den Här Hoffmann d'Wuert dozou. Här Bettel, den Här Hoffmann, lauschtert em no, wat en ze soen huet.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Also, ech stëmmen zwar derfir, mä ech fannen awer, dass déi Décisioun, déi mer hei huelen, awer eigentlech zimlech bescheiden ass, well «charger la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports d'explorer la possibilité de l'introduction de l'éducation aux valeurs...», déi Exploratioun, Madame Brasseur - an Dir wësst et! -, déi ass schon amgaangen zënter enger hallwer Dose Joren. Et ass souguer am Ministère eng Persoun agestallt ginn, extra fir de Programm vun engem Cours unique auszeschaffen. Sou dass ech also fannen, wa mer elo d'Regierung opferderen, ze explorieren,...

### (Interruptions)

...da si mer am...

► **Une voix.**- Et ass eng Resoloutioun.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Resoloutioun, jo, jo. Mä neen, wa mir elo explorieren, wat am Fong geholl awer schon amgaangen ass!

Déi zweet Remarque: Ech hunn e Problem - ech weess, wat Dir mengt -, ech hunn e Problem mat deem Ausdrock „Éducation aux valeurs“ oder „Wäerteunterrecht“. Ech hätt léiwer en aneren Ausdrock, well et besteet eng Gefor, dass mer do aus deem Cours unique awer esou eppes maache wéi e Wäertetriichter. Dat heescht, d'Wäerter vermëttele sech net, wéi Grammatik sech vermëttele. Do mussen Wäerter och kënnen hannerfrot ginn. Also net: „Éducation aux valeurs“, sondern och Wäerter hannerfroen, kritesch sech ausenanersetze mat Wäerter. Duerfir mengen ech, sollt ee sech iwwerleeën, ob een net e besseren Ausdrock fënnt fir déi do Zort vun Unterrecht.

Mir stëmmen awer fir d'Resoloutioun.

### (Interruption)

► **M. le Président.**- Den Här Adam huet d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President, mir wäerten och der Madame Brasseur hir Resoloutioun mat ënnerstëtzen. Mä ech soen awer datselwecht, also et ass och mat engem gewëssene Bedauern, well ech selwer eng Motioun erabruucht hunn, déi eigentlech méi eenditeg a méi daitlech war.

Mir hunn net gesot: „Kommt, mir iwwerleeën nach laang“, well ech ginn dem Här Hoffmann Recht, mir iwwerleeën an deem Domän do scho ganz laang. Mir hu carrément gesot: „Kommt, mir maachen et!“ Well eis Motioun allerdéngs vun der Majoritéit carrément refuséiert ginn ass - bon, hei ass elo vill méi eng douce Variante, ech fäerten, déi gëtt och refuséiert vun der Majoritéit -, mä mir wëlle se awer alt ënnerstëtzen.

► **M. le Président.**- Madame Brasseur.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- Här President, ech hätt och am léifsten en Text bruecht, dee méi wäit gaange wier, well dat menger Opfaassung entsprécht. Dat hei ass allerdéngs en Text, deen ech 2007 erabruucht hat an deen deemools och d'Ënnerschrëft vum Här Bodry hat.

► **Une voix.**- Här Bodry!

► **Plusieurs voix.**- Ah! Ah!

► **M. Eugène Berger (DP).**- Da kënnst Der se elo stëmmen.

► **Mme Anne Brasseur (DP).**- An d'Majoritéitsdeputéierte woren dee Moment mal à l'aise, an do huet d'Chamber decidéiert, net driwwer ofzestëmmen. A fir dass elo soll Position geholl ginn, hunn ech deeselwechte Wortlaut - wou ech mam Här Hoffmann awer d'accord sinn, et kéint een e bessere fannen -, mä hunn ech deeselwechte Wortlaut geholl, fir dass d'Chamber dann elo zu dësem Text géif effektiv ofstëmmen. An dofir géif ech dann déi zum Vote stellen, an dann, wann den Här Bodry dergéint ass, gesinn, dass den Här Bodry géint seng Ënnerschrëft, déi en 2007 ënnert deeselwechten Text gemaach hat, haut stëmmt.

### (Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Den Här Bodry kritt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ma, ech géif d'Madame Brasseur bidden, den Text ze liesen, deen d'Chamber hei ugeholl huet. Dat sinn Texter vun LSAP an CSV. An do steet genau déi doten liddi dran. Ech gesinn net, woufir mer den Text mussen hei zweemol ofstëmmen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

### (Brouhaha général)

### Vote sur la résolution 3

► **M. le Président.**- Sou, elo fänkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëm-

men. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och d'Resoloutioun N°3 ass verworfen mat 41 Nee-Stëmmen, géint 19 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. André Bauler), Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen et Jacques-Yves Henckes;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Bodden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Raymond Weydert), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden (par M. Jean-Paul Schaaf), Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

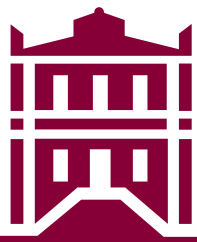
MM. Jean Colombero et Fernand Kartheiser.

Domadder ass d'Diskussioun definitiv ofgeschloss a mir sinn och um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Chamber kënnst muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 20.09 heures)



### Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1338	Jean Colombera	Online-shopping
1349	Jean Colombera	Forum Med-e-Tel
1350	Jean-Pierre Klein	Extrait du Registre de commerce
1351	André Bauler	Communication avec les enseignants venant de réussir l'examen-concours de recrutement
1352	Sylvie Andrich-Duval, Emile Eicher, Mill Majerus, Gilles Roth et Jean-Paul Schaaf	Examen-concours pour l'admission au stage pédagogique de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique
1353	Fernand Kartheiser	Hôtels affectés à l'accueil de demandeurs d'asile
1354	Fernand Kartheiser	Accueil et scolarisation de demandeurs d'asile
1355	Carlo Wagner	Transglutaminase
1356	André Bauler	Avant-projet sommaire du futur Lycée de Clervaux
1358	Léon Gloden	Directives européennes transposées par circulaire de la CSSF
1359	Nancy Arendt	Mise à disposition gratuite de moyens contraceptifs
1360	Camille Gira	Aménagement d'une piste cyclable de l'Ernz blanche à Koedange au lieu-dit «Kéidenger Brill»
1361	Gilles Roth	Sécurité des Boeing 737 de la compagnie aérienne «Luxair»
1362	Jean Colombera	Violence conjugale
1363	François Bausch	Projet d'une piste cyclable dans la vallée de la Syr
1364	Gilles Roth	Effectif du commissariat de proximité de Capellen
1365 cf. 1384	Jean Colombera	Suivi des patients atteints de staphylococcus aureus résistant à la pénicilline
1366	Jean Colombera	Suies émises par les voitures Diesel
1367	Jean Colombera	Suivi des patients ayant le diabète
1368	Claude Haagen et Ben Scheuer	Délocalisation de l'hôpital du jour psychiatrique
1369	Ben Fayot	Fonds international pour l'entretien de l'ancien camp d'extermination d'Auschwitz
1372	Claude Adam	Nombre d'heures et raisons d'attribution des décharges accordées aux membres des comités d'école et des comités de cogestion
1374	Lydie Polfer	Réseaux à «ultra-haut» débit
1375	André Bauler et Fernand Etgen	Maison de la Pêche
1377	André Hoffmann	Réduction d'effectifs du personnel par la direction des CFL auprès de certaines gares
1383	Xavier Bettel	Évaluation des membres de l'armée par un médecin du travail
1384 cf. 1365	Jean Colombera	Droits des patients
1385	Jean Colombera	Autorisation de mise sur le marché des médicaments
1387	Jean Colombera	Aéroport de Luxembourg
1390	André Bauler	Semaine de la Presse
1391	Marc Spautz	Avenir des élèves se destinant aux études musicales
1395	Marc Angel, Eugène Berger, Camille Gira et André Hoffmann	Affiches de la campagne «Net reliés? Stéi dozou!»
1397	Léon Gloden	Programme «Work & Travel»
1411	Fernand Kartheiser	Réforme du Traité de Schengen
1478 urgente	Félix Eischen	Sécurité sanitaire de certains produits alimentaires urgente suite à une épidémie d'EHEC détectée en Allemagne

#### Question 1338 (24.3.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'online-shopping:

Luxembourg soll zukünftig in noch stärkerer Weise zur Einkaufsmeile der Großregion werden. Es wird seit einigen Jahren versucht, diese politische Zielsetzung konkret umzusetzen. Dem traditionellen Geschäftsfeld hat sich ein neues Geschäftsmodell zugesellt: „Einkaufen“ beinhaltet demnach im 3. Millennium und angesichts der Popularisierung von Informations- und Kommunikationstechnologien in Form des Internets eben auch immer mehr das „Online-Shopping“.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie steht es um das Angebot zum „Online-Shopping“ in Luxemburg, in dem Maße wie Luxemburger Unternehmen des Klein- bis

Großhandels über Internet-Angebote verfügen? Wie viel Prozent der Geschäfte verfügen über ein Modul auf ihrer Webseite, das „Online-Shopping“ in vollem Umfang ermöglicht?

2) Über welche Statistiken zum „Online-Shopping“ verfügt die Regierung und welche Schlussfolgerungen lassen sie gegebenenfalls für das Wirtschaftsland Luxemburg zu?

3) Wie positioniert sich die Luxemburger Geschäftswelt im Vergleich mit jener aus den Nachbarregionen der Großregion in Sachen „Online-Shopping“?

4) Wie viel wird in Luxemburg jährlich im „Online-Shopping“ umgesetzt, durch Konsumenten, die in Luxemburg wohnen, und wie viel wird bei Luxemburger Geschäften, die über „Online-Shopping“ Modalitäten verfügen, eingekauft?

5) Wie sehen die Progressionsraten des Angebots respektive des Umsatzes von Luxemburger Handelsunternehmen über die letzten fünf Jahre in Sachen „Online-Shopping“ aus?

6) Wie sieht der Vergleich bezüglich des Umsatzes mit dem konventionellen Shopping in Luxemburg über die letzten fünf Jahre aus?

7) Wie sehen die Maßnahmen der Regierung aus, um den Paradigmenwechsel vom traditionellen Geschäftshandel zum „Online-Handel“ umzusetzen?

8) Gibt es internationale Vergleichsstudien, die den Grad des Erfolgs der Umsetzung dieses Paradigmenwechsels für die nationale Geschäftswelt belegen?

9) Wird es zukünftig eine Webseite (beispielsweise unter [goodidea.lu](http://goodidea.lu)) geben, auf der das Verzeichnis jener Geschäfte zu finden ist, die über ein „Online-Shopping“-Angebot verfügen?

**Réponse (4.5.2011) de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:**

Statistiques sur le commerce électronique au Luxembourg (Stateg)

1. Statistiques disponibles sur le «online-shopping» (ad 2)

Le Stateg réalise chaque année l'enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises, ainsi que l'enquête communautaire sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les ménages et particuliers. Les deux enquêtes, qui s'inscrivent dans le cadre des règlements communautaires sur les statistiques communautaires sur la société de l'information<sup>1</sup> sont réalisées annuellement dans tous les États membres à partir de l'année de

référence 2004 (2001 pour le Luxembourg) et sont basées sur des questionnaires harmonisés au niveau européen.

Les enquêtes couvrent entre autres les infrastructures informatiques, l'accès à et l'utilisation d'Internet, mais aussi les ventes et les achats en ligne. Les résultats les plus récents sont issus de l'enquête réalisée en 2010, et présentent la situation au 1<sup>er</sup> janvier 2010, respectivement la situation au cours de 2009 pour certaines variables du commerce électronique. Du fait que le secteur financier n'est pas couvert par le module concernant le commerce électronique, il ne sera pas pris en compte dans la suite de la présente réponse.

L'enquête 2010 concernant les entreprises a été réalisée auprès d'une population de 3.677 entreprises occupant au moins dix personnes. Elle couvre la quasi-totalité des activités économiques marchandes<sup>2</sup>, et atteint un taux de réponse de 77%. Pour l'enquête auprès des ménages et des particuliers, la taille de l'échantillon est de 1.500 particuliers résidents.

2. Propagation de sites web permettant le commerce électronique (ad 1)

En janvier 2010, environ sept entreprises sur dix de la branche d'activité du «commerce, réparation d'automobiles et de motocycles» (section G de la NACE Rév. 2) disposaient d'un site web ou d'une page d'accueil (cf. tableau 1). Parmi les trois divisions regroupées dans la section G (divisions 45, 46 et 47 de la NACE Rév. 2), la part d'entreprises disposant d'un site web (indépendamment des fonctionnalités du site) est la plus faible dans le commerce de détail (56%).

<sup>2</sup> Sections C à N (à l'exception de la division 75), ainsi que le groupe 95.1 de la NACE Rév. 2

Tableau 1 - Pourcentage d'entreprises disposant d'un site web, selon la fonctionnalité (janvier 2010)

Activité économique de la NACE Rév. 2	Site web offrant: catalogues de produits ou listes de prix	Site web offrant: commandes ou réservations en ligne	Site web (indépendamment des fonctionnalités du site)
			Unité: en %
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (G45)	61	16	78
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (G46)	53	22	80
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)	38	20	56
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles (Section G)	48	20	69

Source: Stateg - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises 2010  
Champ: Entreprises occupant dix personnes ou plus (hors secteur financier)

Considérant les fonctionnalités offertes par les sites web, il ressort que près de la moitié des entreprises du commerce (48%, ce qui correspond à 69% des entreprises disposant d'un site web) mettaient à disposition de leurs clients des catalogues et des listes de prix par l'intermédiaire de leur site web. Un cinquième des entreprises de cette branche disposait d'un site web permettant de passer des commandes ou des réservations en ligne: cette fonctionnalité existait donc pour 29% de tous les sites web de cette branche en janvier 2010. Comparé au total de sites web dans le commerce détail (56%), ce dernier présente la part relative la plus élevée des sites web offrant la facilité de commander en ligne (36% des sites web).

Le «commerce, réparation d'automobiles et de motocycles» se place ainsi en deuxième position au Luxembourg, uniquement dépassé par la branche d'activité «hébergement et restauration», où environ un tiers des entreprises disposaient d'un site web comprenant un tel module. En moyenne, 14% des entreprises de l'ensemble des branches d'activité avaient mis en place un site web offrant la possibilité de

commander ou de réserver en ligne, ce qui correspond à environ un site web sur cinq (cf. tableau 2).

**Chamber TV**  
weist all  
öffentlich Sätzung  
live an integral

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer  
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

<sup>1</sup> Règlement (CE) n°808/2004 du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004;

Règlement (CE) n°1023/2009 de la Commission du 29 octobre 2009.

Tableau 2 - Pourcentage d'entreprises disposant d'un site web, selon la fonctionnalité (janvier 2010)

Activité économique de la NACE Rév. 2	Site web offrant: catalogues de produits ou listes de prix	Site web offrant: commandes ou réservations en ligne	Site web (indépendamment des fonctionnalités du site)
			Unité: en %
Industrie manufacturière	38	10	70
Production et distribution d'électricité, [...]; Production et distribution d'eau, [...]	42	18	92
Construction	21	8	65
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	48	20	69
Transports et entrepostage	17	11	53
Hébergement et restauration	59	30	71
Information et communication	51	14	94
Activités immobilières; Autres activités de services	41	6	69
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	26	4	82
Activités de services administratifs et de soutien	27	17	75
Ensemble des branches d'activités	35	14	70

Source: Stotec - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises 2010  
Champ: Entreprises occupant dix personnes ou plus (hors secteur financier)

Les solutions «online-shopping» ne concernent donc pas que la branche d'activité du commerce traditionnel, mais peuvent être utilisées par les entreprises de tous les secteurs d'activité.

3. Importance du commerce électronique au Luxembourg (ad 4)

### 3.1. Ventes des entreprises

L'enquête de l'année 2010 fournit aussi des résultats sur les ventes via des réseaux informatiques au cours de l'année précédant l'enquête. Ainsi, 15% des entreprises indiquent avoir reçu des commandes via des réseaux informatiques en 2009.

Tableau 3 - Importance des ventes via des réseaux informatiques, au cours de 2009

Activité économique de la NACE Rév. 2	Entreprises ayant réalisé des ventes à informatiques	dont: part reçue via sites web	dont: importance moyenne dans le chiffre d'affaires total
			Unité: en %
Industrie manufacturière	17	46	23
Production et distribution d'électricité, [...]; Production et distribution d'eau, [...]	7	78	8
Construction	10	51	18
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	19	65	25
Transports et entrepostage	20	32	40
Hébergement et restauration	19	82	32
Information et communication	24	69	33
Activités immobilières; Autres activités de services	10	70	42
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3	43	53
Activités de services administratifs et de soutien	16	62	32
Ensemble des branches d'activités	15	59	28

Source: Stotec - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises 2010  
Champ: Entreprises occupant dix personnes ou plus (hors secteur financier), ayant fait des ventes via des réseaux informatiques

Ces ventes peuvent être réalisées soit à travers des sites web, soit à travers des transmissions permettant le traitement automatique (EDI, XML, etc.). Dans la plupart des branches il s'agit majoritairement de commandes passées via des sites web (59% de la valeur de l'en-

semble des ventes réalisées via des réseaux informatiques). Pour les entreprises ayant réalisé des ventes via des réseaux informatiques, la part moyenne dans leur chiffre d'affaires réalisé en 2009 était de 28%.

En ne considérant que la branche d'activité du «commerce, réparation d'automobiles et de motocycles», il ressort qu'avec 13% (cf. tableau 4), la part des entreprises du commerce de détail ayant effectué des ventes via des réseaux informatiques est la plus faible parmi les trois branches.

Tableau 4 - Importance des ventes via des réseaux informatiques, au cours de 2009

Activité économique de la NACE Rév. 2	Entreprises ayant réalisé des ventes à travers des réseaux informatiques	dont: part reçue via sites web	dont: importance moyenne dans le chiffre d'affaires total
			Unité: en %
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (G45)	17	70	21
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (G46)	28	59	23
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)	13	75	28
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles (Section G)	19	65	25

Source: Stotec - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises 2010  
Champ: Entreprises occupant dix personnes ou plus (hors secteur financier) ayant fait des ventes via des réseaux informatiques

Bien qu'avec 28% la part du chiffre d'affaires attribuable aux ventes en ligne soit la plus élevée dans le commerce de détail, les résultats y

sont aussi plus fortement dispersés que dans les deux autres branches, comme le souligne le tableau 5.

Tableau 5 - Part du chiffre d'affaires réalisé via des réseaux informatiques, au cours de 2009

Activité économique de la NACE Rév. 2	Moyenne	Ecart-Type	P10	Q1	Médiane	Q3	P90
							Unité: en %
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (G45)	21	25	1	5	15	25	80
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (G46)	23	31	1	1	10	30	75
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)	28	36	1	2	5	50	95
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles (Section G)	25	32	1	2	10	30	80

Source: Stotec - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises 2010  
Champ: Entreprises de dix salariés ou plus (hors secteur financier), ayant fait des ventes via des réseaux informatiques

En effet, pour la moitié des entreprises du commerce de détail ayant réalisé des ventes en ligne, leur part dans le chiffre d'affaires total était inférieure à 5%. Par contre, pour un quart des entreprises les ventes via des réseaux informatiques constituent plus de 50% du chiffre d'affaires (quartile 3, Q3), le taux le plus élevé des trois secteurs d'activités. Pour 10% des en-

treprises cette part était même supérieure à 95%.

### 3.2. Ventes au Luxembourg

Concernant les ventes en ligne réalisées auprès de clients luxembourgeois, les chiffres les plus récents sont issus de l'enquête 2009 et concernent la situation au cours de l'année 2008.

 Tableau 6 - Répartition des ventes selon l'origine du client, au cours de 2008<sup>3</sup>

Activité économique de la NACE Rév. 2	Luxembourg	Union européenne	hors Union européenne
			Unité: en %
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (G45)	77	21	2
Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles (G46)	60	33	7
Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles (G47)	74	26	1
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles (Section G)	66	30	5

Source: Stotec - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises 2009  
Champ: Entreprises occupant dix personnes ou plus (hors secteur financier), ayant fait des ventes via des réseaux informatiques

<sup>3</sup> Il se peut que, suite aux arrondis, la somme des différents éléments des tableaux 6 et 7 ne soit pas exactement 100%.



Pour l'ensemble du commerce deux tiers de la valeur des commandes provenaient du Luxembourg, le reste provenant principalement d'autres pays de l'Union européenne (30%). Surtout pour le commerce de détail, la part des

commandes hors Union européenne était négligeable. Une répartition similaire peut être observée pour l'ensemble des branches d'activités, où le Luxembourg représente 57% de la valeur des commandes (cf. tableau 7).

Tableau 7 - Répartition des ventes selon l'origine du client, au cours de 2008

Activité économique de la NACE Rév. 2	Luxembourg	Union européenne	hors Union européenne
			Unité: en %
Industrie manufacturière	29	63	7
Production et distribution d'électricité, [...]; Production et distribution d'eau, [...]	75	25	0
Construction	73	26	1
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	66	30	5
Transports et entreposage	35	59	6
Hébergement et restauration	39	55	6
Information et communication	72	19	9
Activités immobilières; Autres activités de services	100	0	0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	59	38	3
Activités de services administratifs et de soutien	80	16	4
Ensemble des branches d'activités	57	38	5

Source: Stateg - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises 2009  
Champ: Entreprises occupant dix personnes ou plus (hors secteur financier), ayant fait des ventes via des réseaux informatiques

### 3.3. Comportement des consommateurs luxembourgeois

Les chiffres présentés dans les sections précédentes concernent l'ensemble des ventes par réseaux informatiques, donc aussi bien les ventes aux autres entreprises ou institutions que les ventes aux consommateurs privés.

Le comportement des internautes luxembourgeois peut être observé à partir des résultats de l'enquête du Stateg menée auprès des ménages et particuliers. 90% des ménages au Luxembourg disposaient d'un accès à Internet au 1<sup>er</sup> trimestre 2010. Après quelques années de stagnation du pourcentage d'internautes ayant effectué des achats via Internet, leur proportion passe de 60% en 2008 à 67% en 2009 et se situe à 66% en 2010. En 2005, ce pourcentage s'établissait à seulement 55%.

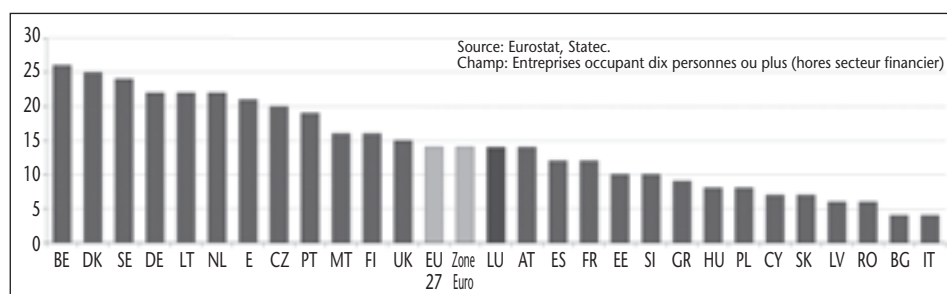
Les internautes ayant acheté des biens ou services en ligne au cours de 2009 l'ont fait majoritairement auprès de vendeurs issus d'autres

pays membres de l'Union européenne (89%). 42% des particuliers ont effectué une partie de leurs achats en ligne chez un vendeur national, alors qu'uniquement un cinquième ont aussi passé des commandes auprès d'un vendeur situé hors de l'Union européenne. Notons cependant que l'origine du vendeur est souvent difficile à identifier dans un contexte multinational et que la question ne fait pas non plus la distinction entre les activités «Business to Consumer» et «Consumer to Consumer».

#### Comparaison internationale (ad 2 et 3)

Dans la comparaison européenne des entreprises ayant fait des ventes via des réseaux informatiques (correspondant à au moins 1% du chiffre d'affaires), le Luxembourg se place dans la moyenne des UE 27 et de la zone Euro (qui est de 14%). Cette performance place le Luxembourg derrière ses voisins belge et allemand (avec 26%, respectivement 22%), mais légèrement avant la France (13%).

Graphique 1 - Ventes via des réseaux informatiques dans l'Union européenne au cours de 2009 (représentant au moins 1% du chiffre d'affaires)



En 2008<sup>4</sup>, les entreprises du Luxembourg réalisent moins de ventes en ligne (10%) que les entreprises de la Wallonie (16%). Une comparaison avec les autres sous-régions de la Grande Région n'est pas possible faute de données régionales.

#### 5. Progression du commerce électronique sur les trois dernières années (ad 5)

La variable portant sur la fonctionnalité de commandes ou réservations en ligne via le site web n'existe dans sa forme actuelle qu'à partir de l'année de référence 2008. Une comparaison avec la variable «commercialisation des produits de l'entreprise», qui existait dans les années précédentes, pose les difficultés suivantes:

- La traduction anglaise<sup>5</sup> et allemande de la variable relative à la commercialisation des produits de l'entreprise (marketing, respectivement Vermarktung) semble être plus large que la version française. Dans cette optique, la variable risque d'inclure beaucoup de sites ne comprenant que du marketing ou de simples présentations de produits, sans option de commande ou réservation.

- l'ancienne variable vise spécifiquement les produits de l'entreprise, contrairement à la variable «commandes ou réservations». Un comparatif des deux variables risque donc de ne viser que les producteurs ou de sous-estimer l'existence de cette fonctionnalité dans certaines branches, comme le commerce par exemple.

Une situation similaire se présente pour les «ventes via des réseaux informatiques». Avant l'année de référence 2008, l'enquête distinguait entre «ventes via Internet» et «ventes via

d'autres réseaux externes excepté Internet»<sup>6</sup>. Les formulations différentes des questions et des options posent des difficultés à la comparaison dans le temps. En effet, il semble que certaines entreprises interprètent la valeur des ventes via Internet ou d'autres réseaux différemment s'il s'agit d'une ou des deux questions distinctes (répartition entre Internet et autres

réseaux au lieu de la part dans le chiffre d'affaires total). Une dernière difficulté se présente avec le passage de la nomenclature d'activités économiques NACE Rév. 1.1 à la NACE Rév. 2. lors de l'année de référence 2009, qui rend une comparaison directe sur les trois années impossible. Du fait que les résultats de l'année de référence 2009 ont été produits selon les deux nomenclatures, les comparaisons peuvent se faire entre les enquêtes 2008 et 2009, exprimées en NACE Rév. 1.1. et les enquêtes 2009 et 2010 exprimées en NACE Rév. 2.

<sup>6</sup> Avant l'année 2006, cette question visait les commandes via EDI ou d'autres réseaux d'entreprises excepté Internet

Tableau 8 - Évolution du commerce électronique 2008-2009

Activité économique de la NACE Rév. 1.1	Site web offrant: Commandes ou réservations en ligne		Entreprises ayant réalisé des ventes à travers des réseaux de l'année précédente)		dont: importance moyenne dans le chiffre d'affaires total	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
					Unité: en %	
Industrie manufacturière	12	13	14	14	14	24
Construction	6	6	5	4	9	16
Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques	19	17	14	14	27	25
Hôtels et restaurants	78	58	31	39	29	37
Transports et communications	17	16	18	15	29	43
Immobilier, location et services aux entreprises	8	7	8	7	31	35
Activités cinématographiques et vidéo; Activités de radio et de télévision	6	30	19	20	32	1
Ensemble des branches d'activités	13	12	11	10	24	29

Source: Stateg - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises 2008 et 2009. Champ: Entreprises occupant dix personnes ou plus (hors secteur financier)

Les chiffres pour l'année 2009, qui ont été établis pour les deux versions de la NACE, peuvent être légèrement différents car le champ de cou-

verture de l'enquête a été étendu à d'autres secteurs d'activités avec le passage vers la révision 2 de la NACE.

Tableau 9 - Évolution du commerce électronique 2009-2010

Activité économique de la NACE Rév. 2	Site web offrant: Commandes ou réservations en ligne		Entreprises ayant réalisé des ventes à travers des réseaux informatiques (au cours de l'année précédente)		dont: importance moyenne dans le chiffre d'affaires total	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
					Unité: en %	
Industrie manufacturière	11	10	13	17	27	23
Production et distribution d'électricité, [...]; Production et distribution d'eau, [...]	10	18	4	7	15	8
Construction	6	8	4	10	17	18
Commerce; réparation d'automobiles et de motocycles	17	20	14	19	25	25
Transports et entreposage	13	11	11	20	54	40
Hébergement et restauration	27	30	15	19	29	32
Information et communication	18	14	19	24	23	33
Activités immobilières; Autres activités de services	11	6	6	10	45	42
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3	4	3	3	44	53
Activités de services administratifs et de soutien	14	17	10	16	23	32
Ensemble des branches d'activités	13	14	10	15	28	28

Source: Stateg - Enquête relative à l'usage des technologies de l'information et de la communication dans les entreprises 2009 et 2010. Champ: Entreprises occupant dix personnes ou plus (hors secteur financier)

Pour la branche d'activité du commerce, la proportion d'entreprises offrant la fonctionnalité de commander ou de réserver via leur site web reste stable sur les trois années, avec 19% en janvier 2008 et 20% en janvier 2010. Alors que

le pourcentage des entreprises ayant réalisé des ventes à travers des réseaux informatiques augmente de 11% pour 2008 à 15% pour 2010, la part moyenne que ces ventes présentent dans le chiffre d'affaires total reste stable à 25%.

<sup>4</sup> Au moment de la rédaction, les dernières données disponibles pour la Wallonie ont pour source l'enquête 2009, et concernent donc le commerce électronique au cours de 2008 (<http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/chiffres/economie/entreprises/tic/>).

<sup>5</sup> L'anglais est la langue dans laquelle est formulée le questionnaire modèle de l'enquête, utilisé dans tous les pays comme base du questionnaire national.

**Question 1349** (30.3.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **forum Med-e-Tel**:

Seit vielen Jahren findet in Luxemburg eine Ausstellung mit Konferenzen und Symposien über „eHealth“ und Telemedizin statt, die sogenannte „Med-e-Tel“-Veranstaltung. Experten und Spezialisten aus der ganzen Welt geben sich hier ein Stelldichein, um den Austausch zu pflegen und die Zusammenarbeit weiterzutreiben. Auffallend ist dieses Jahr, dass die Luxemburger „eHealth“-Gemeinde weniger mit Vorträgen präsent zu sein scheint als noch in den vergangenen Jahren.

So kann beispielweise zum derzeitigen Zeitpunkt festgestellt werden, dass keine Vorträge weder über die laufenden „eHealth“-Projekte des Ministeriums, der EHL und der ihr angeschlossenen Kliniken und Hospitäler, noch über jene der Centres de recherche publics im provisorischen Veranstaltungsprogramm der Med-e-Tel 2011 zu orten sind, mit Ausnahme eines Beitrags des CRP Henri Tudor. Dabei organisierte das CRP-Santé beispielweise noch bei der Med-e-Tel 2009 ein „Séminaire-Formation“ zum Thema „Comment réussir les projets informatiques du 21<sup>e</sup> siècle?“.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1. Kann der Minister bestätigen, dass die Präsenz von nationalen „eHealth“-Experten und -Spezialisten auf der Ebene von Luxemburg-spezifischen Vorträgen bei dieser stattfindenden Med-e-Tel 2011 weniger bedeutend sein wird als in den vergangenen Jahren?
2. Wäre die alljährlich stattfindende Med-e-Tel nicht die Gelegenheit und die gebotene Plattform, um die Errungenschaften in Sachen „eHealth und Telemedizin“ hierzulande vorzustellen?
3. Warum haben sich in den letzten Jahren öffentliche nationale Forschungsinstitute immer mehr von dieser Veranstaltung zurückgezogen, nachdem es in früheren Jahren noch von CRP-Santé organisierte Symposien gab, und dieselben auch offizielle Unterstützer der Veranstaltung waren?
4. Gibt es „eHealth“-Projekte in Luxemburg, die im Vergleich mit den auf der Med-e-Tel vorgestellten Initiativen Schritt halten können in Sachen Innovation und Neuartigkeit? Wenn ja, welche?
5. Plant das Ministerium, noch nachträglich öffentliche Luxemburger Strukturen anzuregen, sich nach Möglichkeit bei der diesjährigen Ausgabe der Med-e-Tel aktiv (z. B. mit Vorträgen) zu beteiligen?
6. Würde der Minister eine regere Beteiligung von öffentlichen nationalen Forschungszentren und Lehrinstitutionen begrüßen, unterstützen und sogar einfordern?
7. Wäre die Med-e-Tel nicht auch die Gelegenheit, ausländische Experten und Spezialisten für den Zukunftsbereich „Gesundheits- und Biotechnologien“ in der Luxemburger Wirtschaft zu interessieren, gar mittelfristig zu engagieren?

**Réponse** (10.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Seit einigen Jahren organisiert die Vereinigung „International Society for Telemedicine & eHealth“ (ISfTeH) alljährlich die Konferenz Med-e-Tel in Luxemburg.

Diese Veranstaltung zum Thema „eHealth“ und Telemedizin zieht jedes Jahr viele Gesundheitsdienstleister, Berater, Entscheidungsträger und Lösungsanbieter aus dem Gesundheitssektor an. Die Med-e-Tel ist somit eine herausragende Veranstaltung, welche es erlaubt, sich über neueste Entwicklungen im Bereich „eHealth“ und Telemedizin zu informieren.

Wenngleich Luxemburger Forscher mit Beiträgen vertreten waren, fiel die Beteiligung luxemburgischer Forschungsinstitute dieses Jahr bescheidener aus als in den Jahren zuvor. Dem Gesundheitsminister liegen jedoch keine Informationen vor, wonach dieser Sachverhalt auf ein mangelndes Interesse seitens der nationalen Akteure zurückzuführen wäre. Vielmehr scheint dies mit dem Eigenleben der nationalen Projekte und Initiativen zusammenzuhängen. Hervorstreichen ist auch die Organisation eines Seminars mit Mitwirkung der „Stiftung Hëllef Doheem“ und „Help“ im Bereich des Einsatzes von „eHealth“-Lösungen mit dem Ziel, die Autonomie pflegebedürftiger Menschen zu erhalten und zu fördern.

Ich bin demnach überzeugt, dass die nationalen Akteure den Wert der von der Med-e-Tel gebotenen Plattform erkennen und auch zukünftige, zur gegebenen Zeit interessante Projekte und Initiativen dem vielfältigen und internationalen Publikum durch Konferenzbeiträge und Ausstellungen vorführen werden.

**Question 1350** (31.3.2011) de **M. Jean-Pierre Klein** (LSAP) concernant l'**extrait du Registre de commerce**:

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 20 avril 2009 sur le dépôt par voie électronique auprès du Registre de commerce et des sociétés et de son règlement d'exécution du 22 avril 2009, il est désormais possible de demander et de recevoir un extrait du Registre de commerce par voie électronique ou sous format papier.

En annexe au prédict règlement grand-ducal est publiée au Memorial la grille de tarification du Registre de commerce et des sociétés qui prévoit un «supplément pour service extrait urgent» de 100,00 euros.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Les extraits du Registre de commerce ne sont-ils pas délivrés sur-le-champ? Ou par retour de courrier électronique?
2. Si non, pour quelle raison toutes les demandes d'extrait ne font-elles pas l'objet d'un «service urgent»?
3. Quel est le délai pour la délivrance d'un extrait «urgent» sous format électronique? Et quel est le délai «non urgent» pour la délivrance d'un extrait sous format électronique?
4. Quel est le délai pour la délivrance d'un extrait «urgent» sous format papier? Et quel est le délai «normal» pour la délivrance d'un extrait sous format papier?
5. Qui décide de l'urgence d'une demande et selon quels critères?
6. Pour quel motif et sur quelle base légale certaines demandes peuvent-elles être considérées comme «urgentes» moyennant le paiement d'une surtaxe de 100,00 euros?

**Réponse** (26.4.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

L'exposé des motifs du projet de loi n°5716 sur le dépôt par voie électronique auprès du Registre de commerce et des sociétés modifiant le titre I de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, et la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales renseigne sur les différentes étapes qui ont été mises en œuvre par le gestionnaire du Registre de commerce et des sociétés afin de permettre l'émission des extraits du RCS.

Il indique ainsi que, «depuis le 1<sup>er</sup> février 2003, date de la prise en main de la gestion du RCS par le GIE RCSL désigné comme gestionnaire, l'ensemble des informations signalétiques qui se retrouvent dans l'extrait émis par le RCS ont été encodées dans la banque de données du RCS. En un peu moins de quatre ans, le gestionnaire du RCS a réalisé le tour de force d'encoder près de 90.000 dossiers dans la banque de données du RCS, tout en réduisant rapidement le délai de fourniture des extraits aux usagers du RCS de un à trois jours, alors qu'il était de plusieurs mois avant la réforme.

Par ailleurs, depuis 2004, un impressionnant projet informatique appelé „eRCS“ a été initié par lequel le GIE RCSL et le Centre informatique de l'État, dans un partenariat étroit et exemplaire, ont développé tous les outils informatiques permettant l'ouverture du RCS aux procédures de consultation et de dépôt électroniques.

Un règlement grand-ducal du 25 février 2007 matérialise l'achèvement de la première phase du projet qui a permis d'ouvrir, à partir du 1<sup>er</sup> mars 2007, la consultation via Internet des documents déposés au RCS de même que la possibilité d'obtenir, par ce biais, un extrait des inscriptions au format électronique reprenant les principales données signalétiques à jour des sociétés et des commerçants personnes physiques».

Dès lors, l'émission des extraits s'est considérablement accélérée suite aux différents développements informatiques qui ont été mis en place au cours des années. Parallèlement à l'évolution informatique, le service de commande des extraits mis en place par le gestionnaire envers le public a été rendu plus performant et efficace.

En parallèle, le nombre d'extraits émis par le RCS a augmenté de manière considérable au cours des années. Le tableau suivant montre l'évolution des extraits émis par le RCS sur la période 2006 à 2010:

	2010	2009	2008	2007	2006
Total	118.614	101.755	96.952	60.202	47.791
Extraits émis au format papier	32.335	45.539	52.358	37.467	
Extraits émis au format électronique	86.279	56.216	44.594	22.735	
au format papier en service urgent	71	39	0	0	

On constate que les extraits émis au format électronique ont augmenté de manière beaucoup plus importante que les extraits émis au format papier alors que les extraits au format papier en service urgent sont restés l'exception.

Si au départ, les demandes d'extraits ont dû être introduites auprès du gestionnaire par un formulaire papier envoyé par fax ou par courrier postal, à l'heure actuelle, la demande des extraits peut être faite, au choix du demandeur, par la voie électronique sur le site Internet du gestionnaire. L'extrait peut être commandé au format électronique, extrait qui est ensuite délivré sur le site Internet du gestionnaire pratiquement en instantané ou alors au format papier. L'extrait électronique peut être commandé et livré en dehors des heures d'ouverture des bureaux du RCS dans la limite des disponibilités des systèmes informatiques.

L'extrait papier est émis durant les heures d'ouverture des bureaux du gestionnaire et est envoyé le même jour par le gestionnaire au demandeur par voie postale à l'adresse indiquée par le demandeur sur sa demande.

Précisons que les extraits au format électronique et au format papier peuvent être commandés muni d'une signature électronique ou manuelle du gestionnaire. Une telle demande requiert l'intervention d'un agent du RCS qui doit y apposer la signature demandée. Cette manipulation est effectuée durant les heures de bureau.

Les délais de réception des extraits émis par le RCS dépendent dès lors du format choisi par le demandeur, sous forme de fichier électronique ou au format papier et de la nécessité d'apposition d'une signature ou non et finalement, le cas échéant, des délais de transmission par la voie postale.

Il est à préciser que dans tous les cas, un extrait du RCS est émis par les services du RCS, dans le pire des cas, endéans les 24 heures.

On peut dès lors en conclure que les extraits du RCS sont disponibles en service normal et au tarif standard dans les meilleurs délais possibles des limites physiques de transmission et des limites de la disponibilité des systèmes et réseaux informatiques.

Force est néanmoins de constater que malgré tous les efforts entrepris par le RCS dans l'amélioration des délais de mise à disposition des extraits, les délais d'obtention se sont avérés encore trop longs pour certains usagers professionnels qui demandent de pouvoir obtenir un extrait du RCS au format papier endéans la journée même, sans attendre la transmission par la voie postale.

Afin de répondre également à ce type de demande, le RCS a mis en place, depuis le 6 juillet 2009, un service spécial pour demandes d'extraits urgents, étant entendu que de telles demandes doivent rester l'exception et non devenir la règle. Il s'agit en effet de demandes qui nécessitent un traitement manuel en dehors des processus normaux de suivi des demandes, ce qui justifie le tarif spécial instauré pour ce service.

Des règles précises régissent ce type de demandes afin de permettre aux services du RCS d'effectuer correctement le travail d'émission de tels extraits urgents:

Les extraits urgents ne peuvent être commandés qu'à partir du site Internet du gestionnaire et doivent respecter le cadre suivant:

Le RCS garantit que l'extrait peut être retiré aux guichets du RCS dans un délai de trois heures ouvrables à compter de la réception de la commande. Ainsi, pour être disponible dans la journée, tout extrait urgent peut être commandé avant 10h00 et être retiré à partir de 14h30 dans l'espace de consultation du RCS. Si la commande est effectuée entre 10h00 et 14h30, l'extrait sera disponible le lendemain à partir de 10h30 et si la commande est effectuée après 14h30, l'extrait sera disponible le lendemain à partir de 14h30.

Il n'y a aucun rapport entre le service des extraits et la qualité de l'extrait émis. En effet, l'extrait reflète de façon exacte, indépendamment de son mode de livraison, de son délai de livraison ou de son tarif, les informations telles que déposées dans le dossier de la personne concernée. C'est l'utilisateur qui apprécie l'urgence de sa demande et détermine s'il veut bénéficier de ce service spécial ou non.

En résumé, on peut dire que le RCS répond à sa mission de service public en fournissant de façon générale un service rapide et de haute qualité qui répond aux besoins de la très grande majorité des usagers, le tout à un tarif raisonnable. Par ailleurs, pour répondre à un besoin très spécifique et limité de certains usagers professionnels, le RCS a mis en place un service de même qualité mais encore plus rapide, le choix de bénéficier de ce service revenant à l'utilisateur.

**Question 1351** (31.3.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **communication avec les enseignants venant de réussir l'examen-concours de recrutement**:

Il me revient que des universitaires qui se sont classés en rang utile à l'examen-concours de recrutement en décembre dernier n'ont pas reçu des informations utiles de la part du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle au sujet de leur affectation future, de leur tâche provisoire, de leur rémunération de base et des changements concernant l'organisation du stage pédagogique à proprement parler.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel est le nombre d'aspirants-professeurs concernés? Quelles sont leurs disciplines respectives?

- Selon quels critères le Ministère organise-t-il l'affectation des aspirants-professeurs aux différents établissements postprimaires?

- À quelle date sont-ils informés au plus tard? Comment le système d'affectation est-il géré et comment se fait-il que des aspirants-professeurs n'étaient pas informés en date du 28 mars alors que le stage commence le 1<sup>er</sup> avril?

- Quelles mesures Madame la Ministre se propose-t-elle d'entreprendre pour améliorer la communication avec les enseignants venant de réussir l'examen-concours de recrutement?

**Réponse** (12.5.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le 1<sup>er</sup> avril 2011, 218 enseignants stagiaires ont entamé leur période de stage; deux stagiaires n'ont commencé que le 1<sup>er</sup> mai parce qu'ils ont dû respecter la période de préavis auprès de leur employeur précédent. Ils sont issus de trois sessions différentes du concours de recrutement: de la session complémentaire de 2009/2010 (31 stagiaires) et des sessions principales et complémentaires de 2010/2011 (respectivement 134 et 54 stagiaires).

La répartition par spécialité est la suivante:

Spécialité	Nombre de stagiaires
allemand	21
anglais	19
biologie	17
chimie	9
coiffure	1
débosseleur-peintre	1
écologie-environnement	1
éducateur gradué	1
éducation artistique	8
éducation physique	12
électrotechnique E2	2
électrotechnique E7	6
espagnol	3
formation morale et sociale	3
français	27
génie civil	2
géographie	6
histoire	9
informatique	5



mathématiques	20
mécanicien d'autos	1
mécanique	6
médecine générale	1
métiers du métal	2
pédagogie	2
philosophie	3
physique	6
professions de santé E5/ infirmier	6
professions de santé E7	1
psychologie	3
sciences économiques et sociales	15

L'affectation des stagiaires est décidée comme suit: en principe, les stagiaires qui étaient chargés d'éducation dans un lycée avant l'entrée en stage restent affectés à ce lycée. Les autres sont affectés à un lycée en fonction des besoins: ceux qui ont réussi le concours lors de la session complémentaire de 2009/2010 se sont vu attribuer un lycée à l'issue de la réunion de fin d'année scolaire 2009/2010 des collèges des directeurs; ceux qui ont réussi le concours lors de la session principale de 2010/2011 ont été affectés à un lycée pour la plupart au cours du deuxième trimestre de l'année scolaire 2010/2011 en fonction des besoins qui sont apparus pendant ce trimestre: congés de maladie, congés de maternité, etc. Pour les stagiaires qui ont réussi le concours lors de la session complémentaire de 2010/2011, la décision a été prise suite à un appel par courriel adressé aux directions des lycées.

En date du 1<sup>er</sup> avril 2011, tous les stagiaires étaient affectés à un ou à plusieurs lycées. Les stagiaires en ont été informés par la direction du lycée qui les a également renseignés sur leur tâche provisoire.

Tous les stagiaires n'étaient pas chargés d'une tâche d'enseignement au 1<sup>er</sup> avril 2011: certains qui n'avaient pas été chargés d'éducation n'ont eu une tâche d'enseignement qu'à partir du 3<sup>e</sup> trimestre. Le 1<sup>er</sup> avril se situant à trois jours de la fin des cours du 2<sup>e</sup> trimestre, un changement de titulaire à ce moment aurait été déplacé du point de vue pédagogique.

L'indemnité de stage au cours de la 1<sup>ère</sup> période du stage est fixée à l'article 37 du règlement grand-ducal du 3 août 2010 concernant la formation théorique et pratique ainsi que la période probatoire des enseignants de l'enseignement préparatoire; elle est fonction du nombre de leçons dont est chargé le stagiaire.

Les stagiaires ont été informés du déroulement de leur stage, comme chaque année, lors de la prise en charge par l'Université du Luxembourg. Cette réunion a eu lieu le 27 avril 2011, à la rentrée du 3<sup>e</sup> trimestre.

**Question 1352** (31.3.2011) de **Mme Sylvie Andrich-Duval, MM. Emile Eicher, Mill Majerus, Gilles Roth et Jean-Paul Schaaf (CSV)** concernant **l'examen-concours pour l'admission au stage pédagogique de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique:**

Suite à une entrevue avec de jeunes professeurs, professeurs-stagiaires et chargés de cours, nous adressons les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Madame la Ministre peut-elle nous préciser la finalité d'un examen-concours se limitant à vérifier une nouvelle fois le savoir que les candidats ont acquis durant leurs études universitaires dans leur spécialité respective et dont témoignent déjà suffisamment leurs diplômes homologués? Ne serait-il dès lors pas plus opportun de redéfinir les objectifs et les modalités de cet examen?

2. Madame la Ministre ne partage-t-elle pas notre suggestion que pour chaque spécialité de l'examen-concours, un programme spécifique ainsi que des ouvrages de référence soient transmis en temps utile aux candidats?

3. Madame la Ministre peut-elle se rallier à la proposition de donner aux candidats ayant échoué ou bien ne s'étant pas classés en rang utile à l'examen-concours, la possibilité de se présenter la prochaine fois devant une commission d'examen recomposée?

4. Madame la Ministre peut-elle accepter de communiquer désormais aux candidats aux différentes branches, nonobstant leur nombre faible ou élevé, un corrigé des différentes

épreuves d'examen contenant les bonnes réponses? De plus, ne faudrait-il pas songer à soumettre les copies des épreuves écrites sous forme anonyme à la commission d'examen?

5. Madame la Ministre peut-elle envisager d'introduire dans la procédure de recrutement des enseignants une validation des acquis afin de permettre aux nombreux chargés de cours, ayant fait pendant des années leurs preuves sur le terrain, d'accéder immédiatement au stage pédagogique?

**Réponse** (20.5.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

1. La loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel prévoit à l'article 6 qu'en dehors des épreuves préliminaires visant à vérifier les connaissances dans les trois langues administratives du pays, le concours comporte des épreuves de classement «portant sur la matière dans laquelle le candidat a obtenu le diplôme requis». La formulation actuelle ne laisse donc pas d'espace à une autre définition du contenu des épreuves de classement du concours. Je ne suis toutefois pas opposée à une ouverture du débat à ce sujet. À son terme, je présenterai un projet de loi visant à redéfinir les objectifs et modalités du concours.

2. Tous les candidats à l'examen-concours reçoivent, conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 22 septembre 1992 déterminant les modalités des concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, au plus tard deux mois avant le début des épreuves un programme détaillé, souvent avec référence à des ouvrages dans lesquels ils peuvent se documenter, et des questionnaires des concours précédents.

3. Pour chaque spécialité, un seul jury est nommé pour un terme renouvelable de trois ans, conformément à l'article 1<sup>er</sup> du règlement grand-ducal modifié du 22 septembre 1992 déterminant les modalités des concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement postprimaire. La charge de membre dans un jury appelé à procéder aux opérations du concours de recrutement est liée à de grandes responsabilités et nécessite une certaine expérience. Dans certaines spécialités, le nombre de candidats est limité. Voilà pourquoi j'estime peu opportun de changer cette disposition réglementaire et de changer la composition du jury annuellement.

4. J'ai demandé aux membres des différents jurys de recevoir les candidats qui ne se sont pas classés en rang utile respectivement qui n'ont pas réussi à l'examen, pour leur fournir une appréciation de leurs réponses. À ma connaissance, aucun candidat ne s'est vu refuser sa demande de feedback. La plupart des jurys procèdent à l'évaluation des épreuves écrites sur la base de copies anonymisées. Dans certaines spécialités pourtant, qui présentent un nombre très réduit de candidats, il est difficile de garder l'anonymat.

5. Je suis tout à fait prête à envisager la possibilité que des chargés de cours et d'éducation avec une certaine expérience puissent accéder au stage pédagogique par une mesure spécifique. Mais une telle procédure irait à l'encontre des dispositions qui règlent actuellement l'accès à la fonction publique. Il faut donc en discuter dans le contexte global du recrutement des fonctionnaires de l'État.

**Question 1353** (31.3.2011) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant **les hôtels affectés à l'accueil de demandeurs d'asile:**

Le Ministère de la Famille a pris la décision de loger quelque 60 demandeurs d'asile dans un hôtel quatre étoiles établi dans la région touristique de la Petite Suisse.

Dans ce cadre, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et à Madame le Ministre du Tourisme:

1. Quel est le coût de l'hébergement, par mois et par demandeur d'asile, versé au propriétaire de l'hôtel? Quels sont les frais couverts par ce coût (restauration, nettoyage,...)?

2. Cet hôtel a-t-il reçu, au cours des dix dernières années, des subventions de l'État dans le cadre du programme d'équipement de l'infrastructure touristique au titre d'un 9<sup>e</sup> programme quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique?

3. Combien d'hôtels le Ministère de la Famille a-t-il sollicités pour y loger des demandeurs d'asile? Combien de demandeurs d'asile sont actuellement hébergés dans des hôtels, avec le détail du nombre de demandeurs ainsi logés par commune?

4. Quelles sont les incidences sur le tourisme dans les régions dans lesquelles les hôtels sont ou ont été affectés à l'accueil des demandeurs d'asile?

**Réponse commune** (3.5.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration**, et de **Mme Françoise Hettogaasch, Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:**

1. Un forfait d'hébergement mensuel s'élevant à 280,00 € par lit pour la première année et à 250,00 € pour la deuxième année en cas de reconduction tacite du contrat est versé par l'État au propriétaire de l'hôtel. La restauration est fournie par le prestataire de service du site Weilerbach au prix mensuel de 300,00 € par demandeur de protection internationale.

2. L'Hôtel André à Bollendorf-Pont a bénéficié d'une subvention à hauteur de 3.007,60 € dans le cadre du 7<sup>e</sup> plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique 2003-2007.

Aux termes de l'article 19 du règlement grand-ducal du 31 mars 2003 fixant les modalités d'octroi des subventions en capital ou en intérêts destinées à l'hôtellerie, «les bénéficiaires de subventions perdent l'intégralité ou une partie de l'aide qui leur a été accordée si, avant l'expiration d'un délai de dix ans à partir de l'octroi de l'aide, les biens meubles et immeubles subventionnés ne sont plus exploités aux fins auxquelles ils étaient destinés au moment de l'octroi des subventions».

Selon le mode de calcul prévu par l'article 19 du règlement grand-ducal, l'hôtel a été sollicité à rembourser l'aide qui lui a été accordée.

3. À ce jour, neuf hôtels hébergent 237 demandeurs de protection internationale pour le compte du Ministère de la Famille et de l'Intégration.

cette commune. Le bourgmestre concerné indique n'avoir été averti qu'au dernier moment de cette décision du Gouvernement, cela uniquement suite à une demande pour mettre à disposition des salles de classe pour l'enseignement fondamental.

Dans ce cadre, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Monsieur le Ministre de l'Intérieur n'est-il pas d'avis que, dans le cadre d'une gestion correcte des affaires communales et d'une saine collaboration entre l'État et les communes, une décision de cette importance doit être négociée entre les deux niveaux du pouvoir?

2. L'accueil d'un nombre de demandeurs d'asile important par rapport au nombre d'habitants concernés entraîne de nombreuses charges supplémentaires pour la commune concernée. Quelles sont les aides en personnel et au niveau financier que l'État met ou envisage de mettre à disposition de ces communes?

3. En ordre général, les personnes logées dans les hôtels ne sont pas reprises dans le registre de la population, mais sont inscrites sur des fiches d'hébergement. Quelles sont les dispositions à cet égard concernant les demandeurs d'asile logés dans des hôtels? La commune a-t-elle la possibilité de refuser d'inscrire des personnes logées à l'hôtel sur le registre de la population?

4. Parmi les charges supplémentaires imposées aux communes concernées, il y a celles qui concernent l'accueil des enfants de demandeurs d'asile dans l'enseignement fondamental. Outre les frais de personnel désormais pris en charge par l'État, quelles sont les autres aides - en personnel et sur le plan financier - mises à disposition des communes concernées surtout à partir du moment où des classes doivent être dédoublées?

Localité	Adresse	Places occupées	Occupants
Beaufort	Hostellerie 59, Grand-Rue L-6310	22	Mixte
Bigonville	Hôtel du Moulin L-8813	36	Mixte
Bollendorf	Hôtel André 23, rte Diekirch L-6555	20	Mixte
Heiderscheid	Osteria Saporì 2, rue du Village L-9157	17	Mixte
Heiderscheid	Pensioun beim Jimmy 1 Am Eewischteneck	20	célibataires
Insenborn	Beim Jimmy Maison 1 L-9660	31	Mixte
Roodt/Syre	Auberge L'Elite 2, rte de Luxembourg L-6910	17	célibataires
Wecker	Chez Mary 10, rue Duchscher L-6868	44	célibataires
Wiltz	Hôtel du Pont 11, rue du Pont L-9554	30	célibataires
Total:		237	

4. Depuis plusieurs décennies, le département du Tourisme met en œuvre le plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique. Il soutient ainsi les communes, les syndicats d'initiative et les prestataires touristiques privés en subventionnant la construction, rénovation, extension et/ou modernisation de leur infrastructure touristique et hôtelière. Pour la période 2008-2012, une enveloppe de 50 millions d'euros y est allouée.

La région du Mullerthal - Petite Suisse luxembourgeoise par exemple est une région à vocation essentiellement touristique, appréciée par les visiteurs surtout et avant tout pour la beauté de ses paysages, mais également pour l'hospitalité des prestataires touristiques et des citoyens, pour la propreté, le calme et la tranquillité et pour l'aspect pittoresque de ses villages.

Il est important que les intérêts des milieux touristiques soient pris en considération dans le cadre de la politique d'accueil des demandeurs de protection internationale. Ceci a bien été le cas dans le cadre du dossier en cause, sachant que le nombre de demandeurs de protection internationale accueilli par l'Hôtel André à Bollendorf-Pont a été réduit à une vingtaine, décision que Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme accueille favorablement.

**Question 1354** (31.3.2011) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant **l'accueil et la scolarisation de demandeurs d'asile:**

Le Ministère de la Famille a pris la décision de loger quelque 60 demandeurs d'asile dans un hôtel quatre étoiles situé dans la commune de Berdorf, portant le nombre de demandeurs d'asile à un quart de la population résidente de



Des aides en personnel ne sont pas accordées à l'heure actuelle.

3. La réglementation concernant la tenue des registres de population relève de la compétence des communes.

En effet, l'article 8 de la loi modifiée du 22 décembre 1886 concernant les recensements à faire en exécution de la loi électorale autorise chaque commune, sous réserve d'approbation, à adopter un règlement communal relatif à la tenue des registres de population qui fixe les règles concernant l'inscription sur ces registres.

Il convient cependant de préciser que la première finalité d'un registre de population est de recenser toutes les personnes résidant habituellement sur le territoire de la commune.

4. Il est vrai que la scolarisation des enfants de demandeurs de protection internationale entraîne des charges financières supplémentaires. Voilà pourquoi l'État intervient à plusieurs niveaux pour faciliter l'accueil et soutenir les communes concernées.

Comme relevé au point 2 ci-dessus, l'État accorde, tout comme par le passé, aux communes concernées un forfait de 991,57 euros par enfant de demandeurs de protection internationale, scolarisé dans les classes ordinaires de l'enseignement fondamental. Le montant de l'indemnité est calculé en fonction du nombre de jours pendant lesquels l'élève a fréquenté la classe.

Afin de pouvoir bénéficier de cette aide, chaque commune remet au Service de l'enseignement fondamental du département de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle le décompte annuel comprenant le relevé des enfants scolarisés, la classe d'affectation, ainsi que la date d'entrée et de sortie de classe des élèves de demandeurs de protection internationale. Ainsi, pour l'année 2010, la somme de 92.754,3 euros a permis d'indemniser 16 communes ayant accueilli 160 élèves. En 2009, la somme était de 108.926 euros pour 151 élèves.

Dans le cas des classes spécialisées d'accueil, créées en tant que mesure transitoire en cas de besoins exceptionnels dépassant le cadre communal, l'État prend en charge les frais de personnel et les frais de fonctionnement de ces classes, notamment la location de salles, la fourniture du matériel scolaire, le matériel didactique des enseignants. Le cas échéant, les classes d'accueil font l'objet d'une convention entre l'État et la commune qui met à disposition des locaux.

Par ailleurs, les mesures d'aide pour les élèves de langue étrangère s'adressent également aux enfants de demandeurs de protection internationale. Par exemple, le soutien donné par les médiateurs interculturels, qui aident l'enseignant ponctuellement en classe et qui interviennent pour des besoins de traduction et de mise en contact avec les parents des élèves, est également pris en charge par l'État dans le cas des enfants de demandeurs de protection internationale. À titre d'exemple, en 2010, la scolarisation dans l'enseignement fondamental de cinq élèves irakiens a été soutenue par trois médiateurs interculturels. Un montant de 10.075 euros a été liquidé par mes services en vue du paiement de 518 heures d'intervention.

De même, la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants offre un soutien pédagogique aux enseignants concernés par l'accueil d'élèves récemment arrivés au pays, ce par le biais d'un travail d'information et de conseil et par la mise à disposition d'un matériel didactique adapté aux besoins de ces élèves. Ces séances d'information personnalisées sont complétées par une offre de formation continue spécifique.

**Question 1355** (31.3.2011) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant la **transglutaminase**:

La transglutaminase est une enzyme permettant de coaguler des aliments riches en protéines comme les viandes, les volailles, les poissons et les fruits de mer, ou d'autres aliments additionnés de gélatine. Il est ainsi possible de souder différentes petites pièces de viande pour en faire une plus grande. Si la transglutaminase est notamment utilisée en gastronomie moléculaire pour créer des recettes innovantes, elle le serait également dans la restauration classique, et ce dans un but frauduleux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que l'utilisation de la transglutaminase dans la préparation d'aliments leur est connue?

- Existe-t-il une réglementation en la matière? Dans l'affirmative, laquelle?

- Ne faudrait-il pas spécialement étiqueter les aliments transformés à base de transglutaminase?

**Réponse commune** (19.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

L'utilisation de la transglutaminase dans l'alimentation est connue depuis un certain temps. Des réflexions d'études à ce sujet sont menées auprès de la Commission européenne et l'E.F.S.A. (European Food and Safety Authority). Pour le moment aucune législation n'existe à ce sujet.

La transglutaminase est une enzyme naturelle, propre à l'organisme des animaux. Elle permet de lier entre eux des acides aminés.

En cuisine ou en industrie alimentaire, elle est utilisée ensemble avec de la gélatine pour souder des pièces de viande entre elles.

D'après les renseignements recueillis par l'Administration des Services vétérinaires auprès des établissements agréés, cette enzyme n'est pas utilisée au Luxembourg.

Au cas où des viandes seraient traitées par cette enzyme et pour éviter d'induire le consommateur en erreur, il faudrait mentionner cette enzyme sur l'étiquette.

Pour le moment il est toutefois trop tôt pour tirer des conclusions au niveau national et il serait opportun de se rallier aux indications élaborées à ce sujet au niveau européen.

**Question 1356** (4.4.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**avant-projet sommaire du futur Lycée de Clervaux**:

Je viens de lire dans la presse journalière que les travaux concernant l'avant-projet sommaire (APS) du futur Lycée de Clervaux (LCL) avanceraient bien et qu'ils pourraient être clôturés sous peu.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette annonce et fournir des détails sur l'APS en question?

- Pour quand l'avant-projet détaillé (APD) pourrait-il être finalisé au plus tard?

- Quels sont les résultats de l'étude hydrologique que Monsieur le Ministre avait attendus pour la fin de l'année 2010? Dans quelle mesure influenceront-ils l'aménagement du projet définitif?

- Est-ce que le programme de construction initial du LCL sera soumis à des changements éventuels? Dans l'affirmative, quelle est leur portée? Le LCL serait-il construit en deux phases?

**Réponse** (5.5.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet du projet du Lycée de Clervaux.

En effet, la phase de l'avant-projet sommaire (APS) des études sera achevée en mai 2011; les détails concernant le programme, l'implantation urbanistique, le concept architectural, les aspects énergétiques, les surfaces, le planning, ainsi que le coût de construction vont être présentés prochainement.

L'achèvement de la phase de l'avant-projet détaillé (APD) est prévu pour décembre 2011.

En ce qui concerne l'étude hydraulique à laquelle j'avais fait référence dans ma réponse à la question parlementaire n°0947 du 12 octobre 2010 de Monsieur le Député André Bauler relative au même objet (*cf. compte rendu n°4/2010-2011*), les résultats de cette étude ont conclu que la construction du lycée est réalisable, indépendamment de la mise en œuvre des mesures de protection planifiées dans le cadre de la gare de Clervaux pour faire face aux inondations.

Le projet du lycée et la disposition de ses volumes tiendront compte du fait que le terrain se situe en zone inondable à risque moyen. Ainsi, une partie du bâtiment sera réalisée sur poteaux afin de garantir un volume adéquat de rétention en cas d'inondation.

Le programme de construction sera exécuté comme prévu initialement et portera notamment sur une capacité d'accueil d'environ 650 élèves.

Enfin, l'on précise que le lycée sera construit en une seule phase.

**Question 1358** (4.4.2011) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant les **directives européennes transposées par circulaire de la CSSF**:

Par circulaires 10/496, 10/497 et 11/505 des 22 décembre 2010 et 11 mars 2011, la Commission de Surveillance du Secteur Financier («CSSF») a transposé la directive 2010/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE en ce qui concerne les exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération (les «circulaires»).

Les points (1) et (7) de la section 1, le point (2) de la section 2, les points (3), (4), (6) et (7) de la section 6, les sections 12 et 13, le point (8) de la section 14, la section 15 et le point (2) de la section 16 des circulaires qui concernent essentiellement les politiques de rémunération sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Les circulaires obligent les établissements visés à revoir la rémunération des salariés et plus précisément le calcul des bonus et les modalités de paiement des bonus.

En vertu de la circulaire CSSF 10/496, «[E]n ce qui concerne les dispositions qui transposent les exigences relatives aux politiques de rémunération, il convient de relever que les établissements de crédit doivent également appliquer les principes visés au point (2) de la section 12 (c'est-à-dire aux points 4-1, 4-2 et 4-3 de la partie XVII de la circulaire CSSF 06/273):

i) aux rémunérations dues sur la base de contrats conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et accordées ou versées après cette date, et

ii) pour les services fournis en 2010, aux rémunérations accordées, mais non encore versées, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011.»

En vertu de la circulaire CSSF 10/497, «[L]es entreprises d'investissement doivent également appliquer les principes visés aux points 4-1, 4-2 et 4-3 de la partie XVII de la circulaire CSSF 07/290:

i) aux rémunérations dues sur la base de contrats conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et accordées ou versées après cette date, et

ii) pour les services fournis en 2010, aux rémunérations accordées, mais non encore versées, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011.»

Il s'avère que les circulaires ne traitent pas du volet de l'incidence de l'article L.121-7 du Code du Travail relatif aux modifications d'une clause essentielle du contrat de travail en défaveur du salarié par rapport aux modifications imposées.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. Est-ce qu'il est d'usage qu'une directive européenne soit transposée par voie de circulaire émise par un organe comme la CSSF?

2. Étant donné que les circulaires n'ont pas pris en considération l'article L.121-7 du Code du Travail, est-ce que le Ministre des Finances peut confirmer que les modifications à apporter aux rémunérations des salariés bénéficiant d'un contrat de travail conclu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011, ne constituent pas des modifications d'une clause essentielle en défaveur du salarié?

3. En cas de réponse négative à la question ci-dessus, est-ce que le Ministre des Finances peut confirmer que les circulaires s'appliquent d'office aux rémunérations des employés des établissements visés par les circulaires sans qu'il y ait lieu de respecter les dispositions du Code du Travail et en particulier l'article L.121-7 du Code du Travail?

4. En cas de réponse négative à la question n°3, est-ce que le Ministre des Finances peut m'indiquer comment réconcilier, d'une part, le fait que les circulaires s'appliquent d'office aux rémunérations des employés des établissements visés par les circulaires à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 et partant aux contrats de travail conclus avant cette date et, d'autre part, les exigences de l'article L.121-7 du Code du Travail?

**Réponse** (3.5.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La directive 2006/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant

l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice (refonte) ainsi que la directive 2006/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit (refonte) ont été transposées en droit luxembourgeois par les circulaires CSSF 06/273 et 07/290 portant définition de ratios de fonds propres en application de l'article 56 de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier qui dispose que: «La Commission fixe des coefficients de structure que les différentes catégories d'établissements de crédit et d'autres professionnels du secteur financier soumises à sa surveillance sont tenues d'observer. Elle définit les éléments entrant dans le calcul de ces coefficients. Elle veille au respect des coefficients fixés par des conventions internationales ou par le droit communautaire.»

Dans cette même logique, la directive 2010/76/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 modifiant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE en ce qui concerne les exigences de fonds propres pour le portefeuille de négociation et pour les retitrisations, et la surveillance prudentielle des politiques de rémunération («CRD III») a été transposée en droit luxembourgeois par les circulaires CSSF 10/496 et 10/497.

Il convient de préciser que si la transposition des directives 2006/48/CE et 2006/49/CE, surtout en ce qui concerne les volets plus techniques, s'est faite par voie de circulaires CSSF, certaines autres dispositions devant faire l'objet de la procédure législative ont été transposées par la loi du 7 novembre 2007. Il en est de même en matière de transposition de la CRD III pour laquelle un projet de loi a été déposé le 4 novembre 2010 avec comme objectif notamment de transposer en droit national l'article 1, points 3) a) et 10) de ladite directive (dossier parlementaire n°6216).

Cette façon de transposer une directive européenne portant sur le secteur financier via une combinaison de lois et de circulaires CSSF ne constitue aucunement une innovation et est conforme tant au droit européen qu'au droit public luxembourgeois. Ce qui importe est d'assurer, par la transposition, la sécurité juridique ainsi que l'effectivité du droit communautaire.

Les dispositions reprises au point (2) de la section 15 des circulaires CSSF 10/496 et 10/497 constituent la transposition de l'article 3 (2) de la CRD III qui prévoit que «les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à l'annexe 1, point 1, imposent aux établissements de crédit d'appliquer les principes énoncés dans ces dispositions:

i) aux rémunérations dues sur la base de contrats conclus avant la date effective de mise en œuvre dans chaque État membre et accordées ou versées après cette date; et

ii) pour les services fournis en 2010, aux rémunérations accordées, mais non encore versées, avant la date de mise en œuvre effective dans chaque État membre; la date effective de mise en œuvre dans chaque État membre étant celle du 1<sup>er</sup> janvier 2011 en ce qui concerne le Luxembourg. Le considérant 22 de la CRD III justifie cette approche dans le but de garantir la pleine efficacité et d'éviter tout effet discriminatoire des dispositions relatives à la rémunération.

Il n'en demeure pas moins que la rémunération des différentes catégories de personnel en général et des preneurs de risque matériel en particulier relève des pouvoirs normaux de l'employeur et que toute modification ultérieure n'est qu'accessoire lorsqu'elle avait été prévue d'emblée par les parties.

La circulaire CSSF 11/505 qui donne des précisions quant à l'application du principe de proportionnalité contenu dans la CRD III, limite le nombre des preneurs de risque matériel dont la rémunération variable peut être impactée par les exigences spécifiques de la CRD III.

Par ailleurs, dans son considérant n°14, la CRD III dispose que: «Les dispositions relatives à la rémunération ne devraient pas porter préjudice (...) aux principes généraux du droit des contrats et du droit du travail au niveau national (...) ainsi que, le cas échéant, aux droits des partenaires sociaux de conclure et d'appliquer des conventions collectives, conformément aux droits et aux traditions nationaux.» Ce principe n'a pas été écarté dans les circulaires de transposition mentionnées ci-avant alors que celles-ci s'en tiennent fidèlement au texte, et également à l'esprit de la directive.

Si la CRD III et partant les circulaires CSSF 10/496 et 10/497 appellent donc une révision des contrats de travail conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2011, le considérant n°14 est à interpréter dans le sens que les modifications à apporter auxdits contrats de travail requièrent l'accord

des parties privées et/ou collectives concernées. Les lignes directrices du CEBS pour la conduite de bonnes politiques de rémunération qui font partie intégrante des circulaires CSSF 10/496 et 10/497 (annexes 10 respectivement 7) reconnaissent en leur paragraphe 10 que le processus de mise en conformité avec le nouveau dispositif en matière de rémunération variable peut prendre du temps au regard des modifications requises aux contrats individuels et/ou collectifs en place. Il ressort de ce qui précède que les dispositions transitoires en matière de rémunération respectent pleinement les dispositions du Code du Travail luxembourgeois.

À noter que la CSSF avait déjà adopté une approche identique lors de la publication de la circulaire CSSF 10/437 relative aux lignes directrices concernant les politiques de rémunération variable dans le secteur financier. En effet, le point 5.2 dispose: «La CSSF recommande à cet égard que la renégociation de contrats existants, s'il y a lieu, soit opérée dans les meilleurs délais possibles, tout en reconnaissant que ladite renégociation ne puisse pas être achevée au 31 décembre 2010.»

Le projet de loi n°6216, qui portera notamment modification des articles 5, 17 et 53 de la loi modifiée du 5 avril 1993 précitée, et qui a pour objet de transposer en droit national l'article 1, points 3) a) et 10) de la CRD III complétera le cadre juridique permettant aux entités visées de modifier, si nécessaire, les contrats de travail avec leurs employés, y compris particulièrement les preneurs de risque matériel, afin de se conformer aux exigences communautaires en matière de politiques de rémunération.

#### Question 1359 (5.4.2011) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant la mise à disposition gratuite de moyens contraceptifs:

Le programme gouvernemental de 2009 prévoit la mise à disposition gratuite de moyens contraceptifs. Il est prévu que le Gouvernement, en collaboration avec la Caisse Nationale de Santé, rendra la contraception gratuite pour toutes les femmes jusqu'à l'âge de 25 ans afin d'éviter des grossesses non désirées et de lutter contre les maladies sexuellement transmissibles.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement de ce projet?

Réponse (16.5.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Le projet relatif à la mise à disposition gratuite de moyens contraceptifs, dont une analyse de faisabilité a été réalisée, vient d'être avisé positivement par la Caisse Nationale de Santé. Ce projet constitue d'ailleurs une des initiatives prévues dans le cadre de la promotion de la santé sexuelle et affective, qui impliquent également l'éducation sexuelle dans les écoles et lycées, ainsi que les actions prévues dans le cadre de la régulation des interruptions volontaires de la grossesse (IVG).

Ce projet, dont la mise en œuvre est prévue à partir de 2012, ciblera les jeunes femmes de moins de 25 ans par une mise à disposition des contraceptifs les plus courants.

Cette initiative sera accompagnée par une campagne de promotion de la santé sexuelle, notamment par des informations à destination de la population cible sur les moyens de contraception, sur la protection contre les maladies sexuellement transmissibles, ainsi qu'une sexualité responsable. Ces actions seront réalisées en étroite collaboration avec les Ministères de l'Éducation nationale et de la Famille, ainsi qu'avec le Planning familial.

Elle sera en outre accompagnée par une campagne de sensibilisation, élaborée en collaboration avec la société des gynécologues, qui poursuivra comme objectif notamment de perfectionner la communication entre professionnels de la santé et la population cible; ceci dans le but d'améliorer la prise correcte et régulière des contraceptifs, d'approfondir les connaissances sur les besoins spécifiques des jeunes femmes de moins de 25 ans et enfin de promouvoir la prescription de génériques.

#### Question 1360 (5.4.2011) de M. Camille Gira (déi gréng) concernant l'aménagement d'une piste cyclable de l'Ernz blanche à Koedange au lieu-dit «Kéidenger Brill»:

En relation avec les travaux de renaturation de l'Ernz blanche et de l'aménagement d'une piste cyclable près de Koedange dans une zone clas-

sée Natura 2000, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi les travaux en question ont démarré sans que l'étude d'impact prescrite dans toutes les zones Natura 2000 ait été réalisée?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il poursuivre ses démarches dans ce dossier afin de concilier les aspects protection de la nature et infrastructures nécessaires?

Réponse (10.5.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Le chantier de la piste cyclable de l'Ernz blanche a démarré sur base d'une autorisation délivrée le 23 octobre 2007 par le Ministre de l'Environnement de l'époque. Cependant, l'analyse récente du dossier a montré que cette autorisation n'a pas été précédée par une évaluation des incidences au sens de l'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles respectivement de l'article 6 de la directive «Habitats», ce qui équivaut à un vice de forme qu'il y a lieu de rectifier dorénavant.

À préciser que le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en tant que maître d'ouvrage, a arrêté les travaux de construction de la piste cyclable jusqu'à nouvel ordre.

Dans ce contexte, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures mandatera un bureau agréé pour évaluer le projet de piste cyclable et le projet de renaturation de l'Ernz conformément aux dispositions de la directive «Habitats» et de l'article 12 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 précitée.

Cette évaluation portera sur le tracé complet de la piste projetée jusqu'aux raccordements prévus avec le réseau national existant. L'étude intégrera également la recherche et l'analyse de solutions alternatives au tracé actuellement projeté.

Le rapport de l'évaluation sera soumis au public avant que le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions ne prenne une nouvelle décision concernant les suites à réserver à la piste cyclable et à la renaturation du ruisseau.

#### Question 1361 (5.4.2011) de M. Gilles Roth (CSV) concernant la sécurité des Boeing 737 de la compagnie aérienne «Luxair»:

L'autorité fédérale américaine de l'aviation civile a ordonné l'inspection des Boeing 737 les plus anciens, après l'atterrissage d'urgence de l'un de ces appareils qui avait un trou dans la carlingue. En plus, des fissures ont été trouvées dans le fuselage d'autres avions.

Au vu du fait que la compagnie aérienne «Luxair» exploite également des Boeing 737 (Boeing 737-700 et 737-800), j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des faits susmentionnés?

- Les autorités luxembourgeoises vont-ils procéder à une vérification préventive des avions du type en question?

Réponse (18.5.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la sécurité des aéronefs Boeing 737 de la compagnie Luxair suite à un trou dans la carlingue d'un aéronef de type Boeing 737 aux États-Unis sur le vol 812 de Southwest allant de Phoenix, en Arizona, à Sacramento, en Californie ayant conduit certaines compagnies aériennes à clouer au sol, en attendant la mise en place de mesures de contrôle, tout ou une partie de leur flotte.

La Direction de l'Aviation civile (DAC) est informée de tous les incidents majeurs intervenant dans l'aviation civile internationale pour autant que les autorités concernées aient rapporté ces faits. Elle me rapporte les informations ayant un intérêt direct pour le Luxembourg ou exigeant des mesures concrètes au Luxembourg.

Ainsi, la DAC a été informée de l'incident susmentionné et a été destinataire de l'AD (Airworthiness Directive) afférente des autorités fédérales américaines de l'aviation civile - FAA (Federal Aviation Administration) («AD 2011-08-51» du 5 avril 2011), ensemble avec les opérateurs aériens.

Par le biais de sa supervision continue des opérateurs luxembourgeois, la DAC s'assure que les différentes AD soient appliquées par les opé-

rateurs, sachant que la non-application d'une AD peut amener à la suspension immédiate d'un certificat de transporteur aérien.

Dans tous les cas, le principe dans l'aviation civile est qu'il est de la responsabilité des ateliers de maintenance agréés d'effectuer en premier lieu les vérifications préventives nécessaires, le cas échéant, la Direction de l'Aviation civile procède à des inspections supplémentaires.

En l'occurrence, le registre luxembourgeois des immatriculations d'avions ne relevant aucun avion du type et modèle spécifique visé par l'AD (aéronefs Boeing 737-300/400/500), et Luxair n'opérant non plus ce type spécifique d'aéronef (les quatre aéronefs Boeing faisant partie de sa flotte étant des Boeing 737-700 et 737-800, modèles plus modernes de la série des aéronefs de type 737), aucune mesure particulière ne s'impose ni à l'opérateur Luxair ni à l'autorité de surveillance.

#### Question 1362 (6.4.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la violence conjugale:

Die häusliche Gewalt umfasst die physische, die psychische, die emotionale, die sexualistische, die soziale und die ökonomische Gewalt. Nun ist es Usus, dass praktisch nur bei der physischen Gewalt eine Wegweisung des Täters erfolgt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Was geschieht bei einer Klage von häuslicher Gewalt, die nicht im Bereich der physischen Gewalt anzusiedeln ist?

2) Welche Schutzmaßnahmen sind hier für das Opfer vorgesehen und wie wird mit den Tätern umgegangen?

Réponse (6.5.2011) de Mme Françoise Hétto-Gaasch, Ministre de l'Égalité des chances:

Zunächst ist darauf hinzuweisen, dass die Thematik der häuslichen Gewalt in den Zuständigkeitsbereich des Ministeriums für Chancengleichheit fällt, und nicht in den des Ministeriums für Familienangelegenheiten und Integration.

Der ehrenwerte Abgeordnete Jean Colombera weist zu Recht darauf hin, dass häusliche Gewalt sowohl physische als auch psychische, emotionale, sexuelle, soziale und ökonomische Gewalt mit einbezieht. Eine Wegweisung des Täters kann jedoch lediglich im Falle einer physischen Gewaltsituation ausgesprochen werden.<sup>1</sup> In der Praxis bedeutet diese Bestimmung, dass sowohl eine konkrete Bedrohung der physischen Unversehrtheit als auch des Lebens des Opfers bestehen muss, damit die Prozedur einer Wegweisung eingeleitet werden kann. Darüber hinaus soll das Gesetz verhindern, dass sich die Situation eines Opfers erneut verschlimmert, sollte es bereits in der Vergangenheit zu physischer Gewalt gekommen sein und damit zu einer Bedrohung der physischen Unversehrtheit oder des Lebens.

Ad 1) Der Abgeordnete erkundigt sich über den Fall einer Klage von häuslicher Gewalt, die nicht im Bereich der physischen Gewalt anzusiedeln ist.

Zunächst einmal muss bezüglich der Frage klargestellt werden, dass im Falle einer Klageerhebung sowohl die Großherzogliche Polizei als auch die Staatsanwaltschaft eingeschaltet werden. Demnach richtet sich die Frage in erster Linie an das zuständige Justizministerium beziehungsweise an das Innenministerium. Sollte ein Opfer erwägen, Klage zu erheben im Falle von Gewalt, die nicht in dem Bereich der physischen Gewalt anzusiedeln ist, so ergeben sich zwei Verfahrenswege:

1. Das Opfer kann sich zunächst an die Polizei wenden, die aufgrund seiner Aussagen einen Bericht zur Erhebung einer Klage anfertigt. Der Gewaltakt sowie dessen Bestrafung müssen jedoch ausdrücklich im Strafrechtbuch vorgesehen sein, wie beispielsweise Stalking, Bedrohungen oder Beleidigungen. Die Klage wird dann an die zuständige Staatsanwaltschaft

<sup>1</sup> Artikel 1 des Gesetzes vom 8. September 2003 über häusliche Gewalt (das sogenannte „Wegweisungsgesetz“) sieht diesbezüglich vor: „Dans le cadre de ses missions de prévention des infractions et de protection des personnes, la police, avec l'autorisation du procureur d'État, expulse de leur domicile et de ses dépendances les personnes contre lesquelles il existe des indices qu'elles se préparent à commettre à l'égard d'une personne proche avec laquelle elles cohabitent une infraction contre la vie ou l'intégrité physique, ou qu'elles se préparent à commettre à nouveau à l'égard de cette personne, déjà victime, une infraction contre la vie ou l'intégrité physique.“

weitergeleitet. Letztere prüft die Klage, insbesondere die Frage, ob die Straftat beziehungsweise der Täter eine Vorgeschichte haben und ob es sich eventuell um eine Wiederholungstat handelt. Daraus können sich dann vier Hypothesen ergeben.

- Die Staatsanwaltschaft zieht den Schluss, dass der Tatbestand zu gering ist und entscheidet folglich, die Klage ad acta zu legen.

- Zum anderen kann die Staatsanwaltschaft aufgrund ihrer Prüfung entscheiden, dem Täter eine schriftliche Warnung (avertissement) auszustellen, in der er mit seinen Taten konfrontiert beziehungsweise über deren strafrechtliche Konsequenzen informiert wird. Darüber hinaus wird der Täter aufgefordert, seine Gewaltthandlungen zu unterlassen mit dem Hinweis, ggf. eine Täterberatungsstelle aufzusuchen.

- Sollte der Tatbestand etwas schwerwiegender sein, so kann die Staatsanwaltschaft dem Täter eine Vorladung vor das Zuchtpolizeigericht zustellen (citation à l'audience). Im Verlauf der Sitzung wird der Täter vor dem Gericht zu seinen Taten befragt und über die Konsequenzen seines Handelns in Kenntnis gesetzt. Das Gericht hält eine angemessene Strafe in einem Urteil fest.

- Letzten Endes kann die Klage, ehe es zu einer gerichtlichen Sitzung kommt, seitens der Staatsanwaltschaft an den sogenannten „Cabinet du juge d'instruction“ weitergeleitet werden, der dann eine Untersuchung anordnet (ouverture d'une instruction/information judiciaire) und Maßnahmen wie Verhaftungen (oder deren Alternative: contrôle judiciaire), das Erstellen eines psychiatrischen Gutachtens, Beschlagnahmen usw. vornehmen kann, wenn ein schwerwiegender und/oder ein wiederholter Tatbestand vorliegt.

2. Sollte der Gewaltakt sowie dessen Bestrafung nicht ausdrücklich im Strafrechtbuch vorgesehen sein, so kann sich das Opfer nichtsdestotrotz an die Polizei wenden, die dann aufgrund der Opferaussagen die Taten in Form eines Berichts festhält, dokumentiert und an die Staatsanwaltschaft weiterleitet. Letztere prüft die in dem Bericht enthaltenen Informationen und entscheidet, ob gegebenenfalls eine soziale Dienststelle, wie z. B. der Service central d'assistance sociale (SCAS) befasst werden muss. Der SCAS kann entweder eine sogenannte „Enquête sociale“ über die soziale Gesamtsituation des Täters und seiner Familie erstellen, falls minderjährige Kinder entweder Täter oder Opfer solcher Taten sind, oder eine „Enquête de personnalité“ über auffällige Persönlichkeitsmerkmale des Täters anordnen. Ferner kann im Anschluss an die Enquête sociale - oder in dringlichen Fällen ohne Verzug - das Jugendgericht eingeschaltet werden, sollte sich herausstellen, dass das Verhalten des Täters auch Auswirkungen auf die im Haushalt lebenden Kinder haben kann oder dass minderjährige Kinder selbst Täter sind und ihre Entwicklung somit gefährdet ist.

Ad 2) Der ehrenwerte Abgeordnete Jean Colombera erkundigt sich darüber hinaus über die Schutzmaßnahmen für Opfer nicht physischer Gewaltthandlungen sowie über den Umgang mit den Tätern.

## Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.

Der Nouveau Code de procédure civile sieht in den Artikeln 1017-7 und 1017-8 Maßnahmen zum Schutz der psychischen Gesundheit des Opfers vor, sollte beispielsweise der Täter das Leben des Opfers durch kontinuierliche Gewaltandrohungen sowohl im Rahmen des gemeinsamen Zusammenlebens als auch im Rahmen einer Situation, wo Opfer und Täter getrennt leben, zur sprichwörtlichen Hölle machen.<sup>2</sup> Demnach kann sich ein Opfer auch auf diese gesetzlichen Bestimmungen berufen, sollte seine mentale Gesundheit stark eingeschränkt sein.

Darüber hinaus kann sich das Opfer im Falle von nicht physischer Gewalt an Dienststellen

<sup>2</sup> Artikel 1017-7 und 1017-8 des Nouveau Code de procédure civile sehen diesbezüglich vor:

„Art. 1017-7. Lorsqu'une personne rend intolérable pour une personne proche la continuation de la vie commune, soit parce qu'elle l'agresse ou la menace de l'agresser soit parce qu'elle a à son encontre un comportement qui porte gravement atteinte à sa santé psychique, le président du tribunal d'arrondissement lui enjoit, sur la demande de la personne concernée, de quitter le domicile et ses dépendances et lui interdit d'y retourner avant l'expiration d'un délai maximal de trois mois, et ce sans égard aux éventuels droits réels ou personnels de la partie défenderesse par rapport au domicile.

Sont habilités à formuler pareille demande,

1<sup>o</sup> le conjoint ou la personne avec laquelle la personne défenderesse vit habituellement, les ascendants et descendants légitimes, naturels ou adoptifs;

2<sup>o</sup> les ascendants légitimes, naturels ou adoptifs, les descendants légitimes, naturels ou adoptifs mineurs ou atteints d'un handicap, du conjoint ou de la personne avec laquelle la partie défenderesse vit habituellement, à condition de justifier du fait que le domicile satisfait leurs besoins urgents de logement et qu'elles cohabitent ou ont cohabité avec la partie défenderesse au cours des trois mois précédant la demande.

L'interdiction visée au premier alinéa prend fin de plein droit dès qu'une décision intervient pour régler la résidence des époux durant l'instance en divorce.

Art. 1017-8. Lorsqu'une personne agresse ou menace d'agresser une personne proche ou lorsqu'elle a à son encontre un comportement qui porte gravement atteinte à sa santé psychique et lui rend ainsi intolérable toute rencontre avec elle, le président du tribunal d'arrondissement prononce, sur la demande de la personne concernée, tout ou partie des injonctions ou interdictions énumérées ci-après, à condition qu'elles ne vont pas à l'encontre d'intérêts fondamentaux et légitimes de la partie défenderesse:

- l'interdiction de prendre contact avec la partie demanderesse;

- l'interdiction d'envoyer des messages à la partie demanderesse;

- l'interdiction de s'approcher de la partie demanderesse de plus d'une distance à définir;

- l'interdiction d'établir son domicile dans le même quartier que la partie demanderesse;

- l'interdiction de fréquenter certains endroits;

- l'interdiction d'emprunter certains itinéraires;

- l'interdiction, renouvelable, pour une durée à fixer par le président, d'héberger son ou ses enfants ou de voir son enfant ou ses enfants en dehors d'une structure spécialisée désignée par lui en attendant toute autre décision judiciaire à intervenir en matière de droit de garde et de visite;

- l'injonction de laisser la partie demanderesse entrer au domicile commun pour enlever ses affaires personnelles.

Sont habilités à formuler pareille demande

1<sup>o</sup> le conjoint ou conjoint divorcé, la personne avec laquelle la partie défenderesse vit ou a vécu habituellement, les ascendants légitimes, naturels ou adoptifs, les descendants légitimes, naturels ou adoptifs;

2<sup>o</sup> les ascendants légitimes, naturels ou adoptifs, les descendants légitimes, naturels ou adoptifs mineurs ou atteints d'un handicap du conjoint ou du conjoint divorcé ou de la personne avec laquelle la partie défenderesse vit ou a vécu habituellement.“

oder Frauenhäuser wenden, die von verschiedenen Gesellschaften ohne Gewinnzweck geführt werden und mit denen das Ministerium für Chancengleichheit im Rahmen von Konventionen zusammenarbeitet, so z. B.:

VISAVI

Service d'information et de consultation pour femmes

1, rue Duchscher

L-1424 Luxembourg

Tel: 490877

Fax: 26482682

feminfo@pt.lu

Der Service central d'assistance sociale (SCAS) hat eine eigene Dienststelle, an die sich Opfer von Gewalt jeglicher Art richten können:

Service d'aide aux victimes

Service central d'assistance sociale

Galerie Kons

24-26, Place de le gare

L-1616 Luxembourg

Tel: 475821-1

Fax: 223954

Der Täter kann sich, wenn er denn freiwillig dazu bereit ist, sein zu Gewalt neigendes Verhalten zu ändern, an RIICHT ERAUS wenden:

RIICHT ERAUS - Centre de consultation et d'aide pour auteurs de violence

Tel: 26190444

Fax: 26190132

info@riichtereraus.lu

<http://www.riichtereraus.lu/>

**Question 1363** (5.4.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant le **projet d'une piste cyclable dans la vallée de la Syr**:

Monsieur le Ministre vient de me remettre sa réponse à ma question parlementaire n°1191 en relation avec les lacunes dans le réseau national de pistes cyclables (*cf. compte rendu n°10/2010-2011*). Or, en analysant la réponse, j'ai remarqué que Monsieur le Ministre a omis de me donner des renseignements en relation avec une nouvelle piste cyclable, demandée par les communes du SIAS:

- Jonction du PC 1 près de Hesperange au PC 4 dans la vallée de la Syr en passant par Contern, Schuttrange et Roodt-Syr.

Pour cette raison, je me permets de demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que cette demande pour compléter le réseau national par la jonction entre le PC1 et le PC4 a trouvé l'appui de Monsieur le Ministre?

Pour la réalisation de cette jonction par une piste cyclable sécurisée une lacune reste à combler entre Contern et Hesperange:

- De quelle façon Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir résoudre le problème qui se pose avec cette lacune?

**Réponse** (10.5.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert au sujet des pistes cyclables et en particulier au sujet de la jonction entre la PC1 près de Hesperange et la PC4 dans la vallée de la Syr, tout en se référant à la réponse à la question parlementaire n°1191 concernant également ce sujet.

Actuellement, le réseau des pistes cyclables est fixé par la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables et la jonction proposée par l'honorable Monsieur Bausch n'est actuellement pas prévue par cette loi.

Comme plusieurs autres sollicitations et doléances similaires se sont déjà exprimées, mes services sont actuellement en train de revoir la législation de 1999 précitée afin de trouver des solutions permettant à l'administration de réaliser des travaux de ce type, à savoir des liaisons entre deux pistes cyclables du réseau national, tout en retenant les principes de base qui ont conduit à la loi du 6 juillet 1999.

**Question 1364** (5.4.2011) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'effectif du commissariat de proximité de Capellen**:

Il me revient que suite à certaines restructurations internes au niveau du corps de la Police

grand-ducale, l'effectif du commissariat de proximité de Capellen sera prochainement réduit.

Je souhaiterais dans ce contexte poser une série de questions à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'au niveau des projets de restructuration des effectifs de la Police grand-ducale, il a été tenu compte de l'évolution démographique ainsi que des projets d'infrastructures publiques à réaliser dans la région ouest du pays?

**Réponse** (17.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Dans le cadre du programme gouvernemental, une modification de la loi du 31 mai 1999 sur la Police grand-ducale et l'inspection générale est prévue.

Si je peux vous confirmer que mon Ministère analyse actuellement le cadre légal donné, je peux également vous confirmer qu'aucune réduction des effectifs du commissariat de proximité de Capellen n'est envisagée.

Par ailleurs est-il évident que des critères d'évaluation telle l'évolution démographique ont clairement été fixés.

**Question 1365** (6.4.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant **le suivi des patients atteints de staphylococcus aureus résistant à la méticilline**:

Die MRSA-Infektionen, also Befall mit Keimen, die eine Resistenz gegen bestimmte Antibiotika entwickelt haben und deshalb für Menschen eine besondere Gefahr darstellen, wurden richtigerweise als Gesundheitsproblem eingestuft. Patienten mit positivem Befund werden isoliert und es gelten strenge Schutzmaßnahmen für das Pflegepersonal und die Besucher dieser Patienten.

In der Praxis stellt sich aber heraus, dass immer wieder MRSA-positive Personen aus Kliniken entlassen werden. Zu Hause dann werden keine strengen Maßnahmen getroffen, weil es dort nicht mehr als Problem angesehen wird oder das Problem verkannt wird. Das kann an einer mangelnden Information, aber auch an dem Fehlen einer offiziellen Instanz liegen, die die Nachbetreuung von MRSA-Personen verantwortet und übernimmt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass ihm Fälle von Entlassungen von MRSA-positiven Patienten aus Kliniken bekannt sind, bei denen die positive MRSA-Infektion zu Hause nicht oder ungenügend nachversorgt wurde?

2) Gibt es ein entsprechendes MRSA-Register respektive Statistiken für unser Gesundheitssystem?

3) Wie kann man sich erklären, dass in den Kliniken so strenge Maßnahmen ergriffen werden und dann bei der Entlassung kaum oder gar keine Nachsorge erfolgt?

4) Welche Maßnahmen müssten zu Hause standardmäßig ergriffen werden, um den korrekten, evidenzbasierten Umgang mit MRSA durchzusetzen?

5) Gibt es spezialisierte Hygieniker, die dem Ministerium nahestehen, welche im Falle einer Versorgung von MRSA-Patienten zu Hause systematisch kontaktiert werden können?

6) Sind vom Ministerium empfohlene Schutzmaßnahmen irgendwo auf ministeriumseigenen Internetseiten veröffentlicht?

**Question 1384** (13.4.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant **les droits des patients**:

In einem Interview in „Die Welt“ bestätigt EU-Gesundheitskommissar John Dalli, dass jede zehnte Behandlung in europäischen Krankenhäusern dem Patienten schadet. Es würden 37.000 Patienten an Krankenhausinfektionen sterben, 4,1 Millionen Patienten würden durch Krankenhauskeime infiziert.

Der Kommissar fordert die EU-Mitgliedsländer auf, die Rechte von Patienten bei Behandlungsfehlern zu verbessern. So sollten Fehler besser erfasst werden, Klagen erleichtert und Entschädigungen sichergestellt werden.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Gesundheitsminister richten:

1. Hat Luxemburg mit Zahlen zu den europäischen Statistiken beigetragen? Wenn ja, wel-

che Zahlen wurden von Luxemburg an die Institutionen weitergeleitet, z. B. im Rahmen der HELICS- und IPSE-Studien?

2. Gibt es Hinweise, wo Luxemburg statistisch im europäischen Vergleich liegt?

3. Wie viele Fälle gibt es in Luxemburg zu verzeichnen?

**Réponse** (20.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Die Erfassung der nosokomialen Infektionen in den intensiven Pflegediensten anhand einer spezifischen Informatiksoftware (NOSIX) via das Healthnet hat in den Jahren 1999-2000 begonnen.

Progressiv haben alle Intensivstationen der Krankenhäuser sich auf freiwilliger Basis an dieses System angeschlossen.

Im Zeitraum 2000-2009 wurden

- 1075 Harninfektionen im Zusammenhang mit der Nutzung einer Harnsonde,

- 367 Blutvergiftungen im Zusammenhang mit der Nutzung eines zentralen Venenkatheters, und

- 514 Lungenentzündungen im Zusammenhang mit der Nutzung einer künstlichen Beatmung registriert und an HELICS/IPSE respektive später an den ECDC in Stockholm weitergeleitet.

Es sind dem Gesundheitsministerium keine Entlassungen von MRSA-positiven Patienten (nosokomiale Infektionen) aus Krankenhäusern bekannt, bei denen die Infektion mit MRSA zu Hause nicht oder ungenügend versorgt wurde.

Es wurden betreffend Trägerstatus von MRSA (Methicillin-resistenter Staphylococcus aureus) zwei Prävalenzstudien in den Luxemburger Krankenhäusern (2003: Prävalenz 2,37%; 2008: Prävalenz 2,55%) sowie eine Prävalenzstudie 2010 in einem Teil der Luxemburger Alters-/Pflegerheime (2010: Prävalenz 7,2%) durchgeführt. Des Weiteren liefern die Krankenhauslabore die Zahl der Patienten, bei denen Hämokulturen oder Liquor MRSA positiv getestet wurden, dem ECDC (European Centre for Diseases Prevention and Control).

Eine MRSA-Infektion wird immer behandelt.

Im Krankenhaus und anderen medizinischen Bereichen haben wir es mit mehrfach erkrankten und abwehrgeschwächten Menschen zu tun, die besonders empfänglich für Infektionen sind. Des Weiteren finden hier intensive diagnostische und therapeutische Interventionen und Kontakte statt.

Keime, die zu nosokomialen Infektionen führen können, werden in erster Linie über die Hände des Patienten bzw. des pflegerischen oder ärztlichen Personals oder Gegenstände (z. B. Kleidung), die mit dem Bakterium verunreinigt wurden, übertragen.

Die Hygienevorschriften beim Nachweis von MRSA dienen dem Schutz derjenigen Mitbewohner und Patienten, die diesen Erreger noch nicht haben. Die einzelnen Maßnahmen richten sich danach, ob und in welchem Umfang erkrankte oder abwehrgeschwächte Personen in den jeweiligen Einrichtungen vorhanden sind.

Wegen vorgenannter Gründe wird in den Krankenhäusern ein strenges Hygieneregime angewendet: Isolierung der betroffenen Patienten, Ausstattung des Personals mit Kittel, Mund-/Nasenschutz und Handschuhen.

In Alters- und Pflegeheimen sind deutlich weniger Schutzmaßnahmen erforderlich.

Im Privatbereich sind normale Hygienemaßnahmen ausreichend, die jedoch von allen Personen, d. h. von den Betroffenen selbst, aber auch von Angehörigen, Betreuern, usw. einzuhalten sind.

Dazu gehören:

- regelmäßiges Händewaschen (eine Händedesinfektion ist nicht erforderlich);

- Wechseln der Privatwäsche, Waschen der Unterwäsche, Bettbezüge, Schlafanzüge und Handtücher bei mindestens 60°C (besser: höhere Temperaturen), und

- Geschirraufbereitung möglichst im Geschirrspüler bei 65°C.

Ambulante Pflegedienste oder Ärzte treffen bei Hausbesuchen zusätzliche Hygienemaßnahmen, da sie zu anderen Patienten gehen und sich deshalb vor Kontamination mit MRSA schützen müssen.

Das Krankenteam mit dem/der Hygienefachpfleger(in) des Krankenhauses hat bei der Entlassung des Patienten die nachfolgenden Strukturen sowie Angehörige über die im Krankenhaus erfolgten Maßnahmen, Resultate und Empfehlungen betreffend weiteres Vorgehen bezüglich des MRSA-Status zu informieren (u. a. Mitgabe eines entsprechenden



Schriftstückes sowie von Merkblättern).

Das Gesundheitsministerium hat 2002 zusammen mit dem „Groupe national de guidance en matière de prévention de l'infection nosocomiale (GNPIN)“ eine nationale Empfehlung betreffend den Umgang mit MRSA in den Krankenhäusern verfasst (www.sante.lu: unter Groupe national de guidance en matière de prévention de l'infection nosocomiale). Eine Empfehlung betreffend den Umgang mit MRSA im Bereich der Alters- und Pflegeheime sowie der ambulanten Pflege ist in Ausarbeitung, in Zusammenarbeit mit dem Familienministerium, der Assurance dépendance und den betroffenen Strukturen/Diensten.

Das Gesundheitsministerium hat des Weiteren am 5. Mai 2011 seine 2. Kampagne für Händedesinfektionen im Gesundheitswesen „Propper Hänn si sécher Hänn“ ins Leben gerufen.

Die erste Sensibilisierungskampagne zur Desinfektion der Hände hat im Jahre 2009 stattgefunden. Ziel dieser Kampagnen ist es, auf die richtige Vorgehensweise bei der Händehygiene im Gesundheitswesen hinzuweisen und so die Zahl von nosokomialen Infektionen zu verringern.

**Question 1366** (6.4.2011) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant les **suies émises par les voitures Diesel**:

Laut einer Studie des Umweltprogramms der UNO (UNEP) ist rund die Hälfte der Temperaturerhöhung in der Arktis auf Rußpartikel zurückzuführen. Während sich mehr Ruß auf Eis- und Schneeflächen ablagert, wird dadurch mehr Sonnenwärme aufgenommen und somit schmelzen Eis und Schnee schneller. Die Studie ist umso wichtiger, als damit auch Rußpartikel als Klimatreiber identifiziert wurden und nicht alleine die CO<sub>2</sub>-Gase. Maßnahmen gegen Rußemissionen würden die Erderwärmung verringern, und zwar bis zu 0,5 Grad weniger bis 2050.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Existieren Messungen bezüglich Emissionen aus Dieselfahrzeugen?
- 2) Wie viele Dieselfahrzeuge sind angemeldet und wie viele davon haben Rußpartikelfilter?
- 3) Wie steht es mit den Baumaschinen, Diesellokomotiven und Schiffen unter luxemburgischer Flagge und der Filterpflicht?
- 4) Ist keine Subvention für Rußpartikelfilter vorgesehen?

**Réponse** (20.5.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Rußpartikelemissionen aus Personenkraftwagen werden obligatorisch in der EG-Übereinstimmungsbescheinigung (certificat de conformité communautaire), die jedem Fahrzeug beiliegt, angeführt (Anhang IX der Richtlinie 2007/46/EG). Sie werden seit Anfang 2007 systematisch von der Société Nationale de Contrôle Technique erfasst.

Die Tendenz zum Dieselfahrzeug scheint sich auch 2011 fortzusetzen: Drei von vier Neuanmeldungen sind Dieselfahrzeuge. Die etwa 217.650 Anfang Mai 2011 angemeldeten Dieselfahrzeuge stellen mittlerweile 63,9% des Pkw-Fuhrparks dar. 121.250 der etwa 151.450 Fahrzeuge, deren Emissionswerte bekannt sind, wiesen Partikelemissionen von 5 mg/km oder weniger auf. Es handelt sich dabei um Fahrzeuge, die mit einem wirksamen Partikelfilter ausgestattet sind. Zu vermerken sei noch, dass laut Euro-5-Norm ab dem 1. Januar 2011 keine neuen Pkws, die Partikelemissionen von mehr als 5 mg/km aufweisen, innerhalb der EU angemeldet werden dürfen. Eine Subvention für Partikelfilter ist aus diesem Grund nicht angemessen. Dieselfahrzeuge mit niedrigem Partikelaustritt werden aber bei der Autosteuer begünstigt (Ermäßigung von 50 Euro).

Was den Bereich der Luxemburger Binnenschiffahrt anbelangt, sind keine Messungen bezüglich Emissionen von Dieselmotoren bekannt. Verschiedene internationale Studien über die CO<sub>2</sub>-Intensität der Binnenschiffahrt gehen allgemein von Werten zwischen 10 und 100 g/tkm aus. Die rund 60 ins luxemburgische Binnenschiffahrtsregister eingetragenen Schiffe sind fast ausschließlich mit Dieselmotoren ausgerüstet. Von unter Luxemburger Flagge geführten Binnenschiffen gibt es keine Informationen über eine eventuelle Ausrüstung mit Rußpartikelfiltern. Im Allgemeinen gibt es auf Binnenschiffen nur einige sehr wenige Versuchsanlagen auf diesem Gebiet. Die von der EU für die Binnenschiffahrt festgelegten Emissionsgrenzwerte sehen keine Rußpartikelpflicht vor, aber ab dem 1. Januar 2011 gelten neue Grenz-

werte für den Schwefelgehalt von Kraftstoffen für die Binnenschiffahrt. Aus den oben genannten Gründen ist eine Subvention für die Ausstattung von Binnenschiffen mit Rußpartikelfiltern nicht in Erwägung zu ziehen.

Im Laufe der letzten Jahre hat die CFL eine Reihe von Investitionen getätigt, um den Partikelaustritt durch Dieselmotoren zu senken. Die Züge des Personenverkehrs werden zu 100% elektrisch betrieben und 90% des Güterverkehrs werden durch Elektrolokomotiven erbracht. Die dazu benötigte Elektrizität wird zu 100% aus erneuerbaren Energien gewonnen (grün Strom). Der Einsatz von Diesellokomotiven beschränkt sich auf den Rangierdienst sowie auf den Baustellenbetrieb. Das für diese zwei Felder gekaufte Material erfüllt die strengsten Normen in diesem Bereich. Für die Anschaffung von Bussen und Dienstfahrzeugen sieht sich die CFL genau auf dem Markt um und kauft Fahrzeuge mit dem niedrigsten Ausstoß von Schadstoffen. Die Umweltabteilung der CFL ist dabei, eine Untersuchung durchzuführen, die sämtliche Fahrzeuge der CFL beinhaltet, die Schadstoffe ausstoßen. Diese Untersuchung wird für Ende Mai 2011 zur Verfügung stehen.

**Question 1367** (6.4.2011) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant le **suivi des patients ayant le diabète**:

Im Rahmen der Versorgung von chronischen Leiden, wie der weitverbreiteten Zuckerkrankheit, kommt der übergreifenden Zusammenarbeit zwischen Diabetes-Kliniken, Diabetologen, Familienärzten, den Gesundheitsnetzwerken und ambulanten Pflegediensten sowie engagierten Organisationen wie der ALD (Association Luxembourgeoise du Diabète) mit ihren Spezialisten in der „Maison du Diabète“ eine nicht zu unterschätzende Bedeutung für den andauernden Erfolg von Therapie und Compliance zu.

In der Folge eines kürzlich in der Presse vorgestellten Studienprogramms des CRP-Santé scheint es nunmehr hierzulande unter anderem auch verstärkt um die therapeutische Erziehung von Menschen zu gehen, die an der Zuckerkrankheit leiden.

In der Annahme, dass diese Versorgungsform, die ein Fokus auf Anleitung, Schulung und Begleitung legt, dann mittelfristig hierzulande mehr zum Zuge kommen und Teil derselben Betreuung werden sollte, möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wie wird diese im Vorangehenden angesprochene Zusammenarbeit zwischen Dienstleistern hierzulande konkret organisiert und geregelt?
- 2) Wie wird die Koordination, die Kommunikation, der Daten- und Informationstausch in der Diabetes-Versorgung geregelt?
- 3) Gibt es ein vom Gesundheitsminister empfohlenes Projekt (hierzulande oder im Ausland), das als Vorbild für unser Gesundheitssystem gelten könnte?
- 4) Wie wird die Betreuung und Versorgung finanziert? Wird es zukünftige pauschale Budgets für die involvierten Dienstleister geben oder wird die Abrechnung von erbrachten Dienstleistungen auch in Zukunft wie bisher „à l'acte“ vorgenommen werden müssen?
- 5) Wie werden Leistungen in jenen Fällen, wo bereits heute Diabetes-Patienten im Rahmen einer Zusammenarbeit zwischen den jeweiligen Spezialisten und Pflegenetzwerken über Zeit betreut werden, zum jetzigen Zeitpunkt entgolten? Beispielsweise, wenn Diabetes-Spezialisten (Gesundheitsberufler) über eine bestimmte Zeit Patienten zu Hause anleiten, schulen und begleiten? Gibt es spezifische Akten in den entsprechenden Nomenklaturen der Ärzte, Pflegefachkräfte und anderen Gesundheitsberuflern? Wenn ja, welche?

**Réponse** (10.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La prise en charge des patients diabétiques est organisée au Luxembourg selon les modalités suivantes:

- les diabètes de type 1 chez l'enfant et l'adolescent sont pris en charge par le service de diabétologie pédiatrique du Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) en hospitalisation et en ambulatoire,
- les diabètes de type 1 chez l'adulte sont diagnostiqués le plus souvent à l'hôpital, avec initialisation du traitement et éducation du patient, puis suivis en ambulatoire le plus souvent par les médecins endocrinologues possédant donc une compétence spécifique en la matière,
- les diabètes de type 2 chez l'adulte sont en

général diagnostiqués et pris en charge par le médecin généraliste traitant, qui peut dans certains cas référer le patient pour un avis chez le médecin spécialiste en endocrinologie lors de la nécessité d'un passage vers l'insuline apparié,

- un patient diabétique peut donc avoir une prise en charge hospitalière stationnaire puis hospitalière ambulatoire ou ambulatoire en médecine de ville.

Dans le cadre d'une telle maladie chronique présentant des conséquences sur la santé individuelle à long terme, une éducation thérapeutique du patient (ETP) est nécessaire afin d'augmenter l'adhérence de la personne à son traitement et à de nouvelles habitudes de vie.

Comme dans tous les autres pays européens, des initiatives d'ETP ont vu le jour au sein de nos structures de santé.

Plusieurs établissements hospitaliers offrent des consultations pour patients diabétiques: Le CHL possède une consultation spécialisée pour patients adultes diabétiques, ainsi qu'un programme d'ETP pour les enfants et adolescents diabétiques de type 1. Le Centre Hospitalier Emile Mayrisch a aussi développé une consultation ambulatoire pour patients diabétiques.

Le Centre Hospitalier du Nord, l'Hôpital Kirchberg, la Zithaklinik sont dans la même démarche.

Les patients diabétiques peuvent avoir accès lors de ces consultations ambulatoires à un personnel soignant plus spécialisé dans cette maladie chronique.

Tous les établissements hospitaliers disposent de compétences infirmières en diabétologie, de diététiciennes, de psychologues pour répondre aux besoins individuels des patients diabétiques.

Des outils d'ETP sont accessibles dans les établissements hospitaliers, mais nécessitent encore d'être adaptés aux particularités culturelles du Luxembourg.

D'autre part, depuis maintenant de longues années le Luxembourg dispose d'une «Maison du Diabète», dont la mission est d'offrir aux patients diabétiques une information, un soutien psychologique, une éducation à la prise en charge des thérapies etc.

L'étude sur la prise en charge des patients diabétiques à partir des données médico-administratives de la Caisse Nationale de Santé (CNS), menée par le CRP-Santé pour les besoins du Ministère de la Santé, a montré toutefois que la prise en charge des patients diabétiques devrait faire l'objet d'amélioration afin d'inciter le patient et son médecin à s'inscrire dans une surveillance plus régulière.

À l'issue de ces conclusions, des réflexions sont en cours entre le Ministère de la Santé et la CNS pour envisager un projet-pilote permettant de structurer une prise en charge et surveillance du patient diabétique systématiques tout au long de sa vie afin de prévenir au maximum les complications du diabète.

Dans ce cadre, des modèles mis en place par d'autres pays comme la Belgique ou la France sont à l'étude.

Les moyens mis à disposition actuellement pour enseigner et éduquer le patient diabétique au Luxembourg sont financés par divers biais, à savoir:

- le budget de l'État affecté à la «Maison du Diabète» pour mener des actions de prévention, dépistage, information, etc.;
- le budget hospitalier pour le personnel soignant affecté dans les consultations ambulatoires pour patient diabétique;
- le budget hospitalier pour l'équipe pluridisciplinaire affectée à la prise en charge lors d'une hospitalisation pour diabète;
- le paiement à l'acte pour la prise en charge des consultations médicales et des examens complémentaires dans le cadre de la surveillance du diabète, selon la nomenclature des médecins;
- le paiement par la nomenclature des actes infirmiers lors d'une prise en charge par le réseau de soins à domicile du patient diabétique;

À noter toutefois que les consultations de diabétique ambulatoires sont par contre payantes par le patient, toutefois le patient diabétique peut avoir accès à des consultations de diététiciens à la «Maison du Diabète».

Bien entendu, si à l'issue des réflexions en cours, un parcours de soins du patient diabétique venait à être mis en place au Luxembourg, d'autres modalités de financement seraient probablement à envisager, notamment afin de reconnaître le rôle du médecin traitant en matière d'éducation du patient diabétique.

D'autre part, le Luxembourg, par le biais du

CRP-Santé, participe à un projet Interreg appelé «Edudora2» qui a pour objectif de développer des approches transfrontalières d'ETP du patient diabétique ou obèse, qu'il soit adolescent ou adulte, ainsi qu'une formation en ETP à destination des professionnels médecins et soignants. En effet, la prise en charge des patients diabétiques est une réalité complexe quel que soit le pays et le modèle de financement. Il y a donc lieu de mutualiser nos compétences, nos actions de prévention afin de lutter plus efficacement contre les complications du diabète.

**Question 1368** (6.4.2011) de **MM. Claude Haagen et Ben Scheuer** (LSAP) concernant la **délocalisation de l'hôpital de jour psychiatrique**:

Selon nos informations, l'hôpital de jour psychiatrique rattaché à la psychiatrie juvénile du Centre Hospitalier du Kirchberg (CHK) fonctionnant à Luxembourg-Hamm aurait été délocalisé provisoirement au Kirchberg avant d'être transféré définitivement à Esch-sur-Alzette.

Ce service accueil des jeunes venant en partie de l'Est et du Nord du pays et permet un traitement combinant le suivi des cours à l'école et les soins médicaux selon des besoins individuels et l'évolution des patients. Selon les professionnels impliqués, le transfert entre l'école et l'hôpital de jour à Hamm ainsi que le retour au domicile demandaient déjà beaucoup d'efforts de la part des jeunes et de leurs familles, surtout ceux habitant le Nord et l'Est du pays. Le trajet à faire jusqu'aux localités prévues de l'hôpital de jour de psychiatrie juvénile à Esch-sur-Alzette risque de provoquer des difficultés supplémentaires pour des jeunes se trouvant dans une situation de détresse.

Dans ce contexte, nous aimerions poser à Monsieur le Ministre de la Santé les questions suivantes:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de la délocalisation et du transfert de l'hôpital de jour psychiatrique de la psychiatrie juvénile du Centre Hospitalier du Kirchberg?
- Monsieur le Ministre peut-il partager l'appréciation des professionnels impliqués, à savoir que la distance à parcourir jusqu'à l'hôpital de jour peut constituer une difficulté supplémentaire pour ces jeunes en détresse?
- Comment Monsieur le Ministre pense-t-il pouvoir remédier à ce problème?

- Existe-t-il d'autres structures pour jeunes en détresse permettant une combinaison flexible entre fréquentation des cours et suivi thérapeutique quotidien? Lesquelles?

**Réponse** (16.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L'hôpital de jour psychiatrique, qui est rattaché au service de psychiatrie juvénile de l'Hôpital du Kirchberg, a effectivement dû chercher une nouvelle localisation.

Selon les informations dont je dispose, l'équipe de l'hôpital de jour n'a pas réussi à trouver parmi les surfaces à louer à Luxembourg-ville des locaux adaptés à ses besoins. Afin de disposer dans des délais rapprochés des locaux qui se prêtent aux activités de l'hôpital de jour, une surface disponible au bâtiment «Centre médical», situé à côté de la Clinique Ste Marie, vient d'être affectée à l'hôpital de jour de psychiatrie juvénile.

Cette localisation à Esch-sur-Alzette ne constitue toutefois qu'une solution transitoire en attendant la concrétisation et réalisation du projet définitif de localisation à Luxembourg-ville, ceci afin de faciliter la fréquentation pour les jeunes habitant la région Nord ou certaines parties de l'Ouest et de l'Est du pays et afin de faciliter les liaisons de travail entre service d'hospitalisation et hôpital de jour de psychiatrie juvénile.

D'autres structures entrent également en ligne de compte pour la prise en charge de jeunes en détresse, notamment le service de détection et d'intervention précoce pour troubles psychiques, PSY-jeunes, les services de psychologie et d'orientation scolaires (SPOS), le service médico-psychosocial de la ville de Luxembourg, le service thérapeutique-solidarité jeunes.

**Question 1369** (7.4.2011) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant le **Fonds international pour l'entretien de l'ancien camp d'extermination d'Auschwitz**:

En 2009 a été créé un Fonds international destiné à financer l'entretien de l'ancien camp d'extermination nazi d'Auschwitz. La sauvegarde de ce camp est essentielle pour maintenir vivante la mémoire de la Shoah et rappeler aux jeunes générations les crimes qu'ont engendrés le racisme et l'antisémitisme.

- Monsieur le Premier Ministre peut-il me dire si le Luxembourg participe à ce Fonds et de quelle façon?

**Réponse** (10.5.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Monsieur le Député voudrait savoir si et de quelle façon le Luxembourg participera au Fonds international créé en 2009 afin de financer l'entretien de l'ancien camp d'extermination d'Auschwitz.

Le Gouvernement luxembourgeois soutient en principe toute action visant à maintenir vivante la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale et spécialement la mémoire relative aux crimes contre l'humanité commis par les nazis.

Dans ce contexte, l'entretien des hauts lieux de la mémoire collective revêt une importance tout à fait particulière.

Le camp d'extermination d'Auschwitz constitue un de ces lieux de mémoire pour lesquels toute l'humanité doit se sentir responsable.

Dans ce contexte, je voudrais rappeler que le Luxembourg a déjà, au début des années '90, contribué par le biais de l'Amicale Auschwitz-Luxembourg avec un montant d'un million de francs luxembourgeois à l'entretien de ce camp.

Il est évident que le Luxembourg contribuera également, à travers une dotation adéquate, au Fonds international perpétuel auquel fait référence Monsieur le Député.

Il est prévu de constituer un fonds d'un montant total de 120 millions d'euros afin de générer des intérêts annuels d'environ cinq millions d'euros destinés à l'entretien du camp d'Auschwitz. Le Gouvernement décidera du montant exact de sa contribution dans les semaines à venir.

**Question 1372** (7.4.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **nombre d'heures et les raisons d'attribution des décharges accordées aux membres des comités d'école et des comités de cogestion**:

Le règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixe la composition et les modalités de fonctionnement du comité d'école et du comité de cogestion dans l'enseignement fondamental et énumère aussi les décharges qui sont accordées pour l'accomplissement des tâches liées à ces comités: coordination du cycle; participation au comité d'école; présidence du comité d'école; participation au comité de cogestion.

Dans ce contexte, je souhaite avoir les informations suivantes de la part de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Quels sont le nombre d'heures et les raisons d'attribution des décharges accordées aux membres des comités d'école et des comités de cogestion pour l'accomplissement des tâches liées à ces comités pour les années scolaires 2009/2010 et 2010/2011, ventilés selon les motifs définis dans le règlement grand-ducal susmentionné?

**Réponse** (10.5.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Remarque préliminaire

Le nombre total de leçons hebdomadaires de décharge attribuées pour la participation au comité d'école équivaut au tiers du nombre des membres du personnel de l'école assurant au moins une demi-tâche d'enseignement. Après déduction de la décharge du président qui correspond au moins au tiers arrondi vers l'unité supérieure du nombre total de leçons hebdomadaires attribuées pour la participation au co-

mité d'école, le restant des leçons de décharge est réparti parmi les autres membres du comité.

Accessoirement, il y a lieu de remarquer que la coordination d'un cycle ne fait pas partie des missions d'un comité d'école, mais est assurée par les coordinateurs de cycle dont les attributions et modalités d'indemnisation ont été arrêtées par le règlement grand-ducal du 27 avril 2009 fixant les missions et le fonctionnement de l'équipe pédagogique ainsi que les attributions et les modalités d'indemnisation du coordinateur de cycle.

I. Raisons d'attribution des décharges pour les membres et pour les présidents des comités d'école:

Les décharges accordées aux membres d'un comité d'école sont attribuées pour assurer les missions suivantes:

1. élaborer une proposition d'organisation de l'école;
2. élaborer un plan de réussite scolaire et participer à son évaluation;
3. élaborer une proposition sur la répartition du budget de fonctionnement alloué à l'école;
4. donner son avis sur toute question qui concerne le personnel de l'école ou sur laquelle la commission scolaire le consulte;
5. déterminer les besoins en formation continue du personnel;
6. organiser la gestion du matériel didactique et informatique de l'école;
7. approuver l'utilisation du matériel didactique conformément à la législation en vigueur.

En ce qui concerne l'année scolaire 2009/2010 au total 935,5 leçons de décharge hebdomadaires ont été accordées aux membres d'un comité d'école pour réaliser les missions énumérées ci-dessus; pour l'année scolaire 2010/2011 il n'y a guère de changement quant au total des leçons de décharge allouées pendant l'année scolaire précédente.

Les décharges accordées aux présidents d'un comité d'école sont attribuées pour accomplir les tâches suivantes:

1. présider, préparer et coordonner les travaux du comité d'école;
2. veiller, ensemble avec l'inspecteur d'arrondissement, au bon fonctionnement de l'école et animer et coordonner le travail des équipes pédagogiques;
3. assurer les relations avec les autorités communales et nationales;
4. assurer les relations avec les parents d'élèves;
5. assurer les relations avec l'organisme qui assure l'encadrement socio-éducatif des élèves et avec l'équipe médico-socio-scolaire;
6. accueillir les remplaçants des enseignants et organiser l'insertion des nouveaux élèves;
7. coordonner les plans horaires des différents enseignants;
8. rassembler les données concernant les élèves fournies par les titulaires de classe;
9. informer le bourgmestre ou son délégué de toute absence d'élève dont le motif n'est pas reconnu valable;
10. accorder les dispenses de fréquentation scolaire pour une durée dépassant une journée, dans la limite de l'article 17 de la législation relative à l'obligation scolaire;
11. collaborer avec l'Agence pour le développement de la qualité de l'enseignement dans les écoles.

Les présidents d'un comité d'école peuvent déléguer les tâches énumérées aux points 6, 8 et 9 à d'autres membres du comité d'école.

Pour ce qui concerne l'année scolaire 2009/2010 au total 641 leçons hebdomadaires de décharge ont été accordées aux présidents d'un comité d'école pour réaliser les missions énumérées ci-dessus; pour l'année scolaire 2010/2011 le nombre total des leçons de décharge allouées confirme celui de l'année scolaire précédente.

II. Raisons d'attribution des décharges pour les membres des comités de cogestion

Dans les communes disposant d'au moins cinq écoles, un comité de cogestion peut être créé pour assurer notamment les missions suivantes:

- coordonner les propositions concernant l'organisation scolaire et le budget des écoles;
- veiller à un échange d'informations et de bonnes pratiques entre les écoles;
- donner son avis sur toute question qui concerne le personnel des écoles ou sur lequel la commission scolaire le consulte;
- déterminer les besoins en formation continue du personnel.

Le nombre de leçons hebdomadaires de décharge attribuées pour la participation au comité de cogestion correspond à une leçon par entité d'école.

Dans les communes de Luxembourg (19 écoles), d'Esch-sur-Alzette (sept écoles), de Sanem (six écoles) et de Differdange (cinq écoles) ont été créés des comités de cogestion disposant au total de 37 leçons hebdomadaires de décharge pour accomplir les missions énumérées ci-dessus pendant les années scolaires 2009/2010 et 2010/2011.

**Question 1374** (8.4.2011) de **Mme Lydie Polfer** (DP) concernant les **réseaux à «ultra-haut» débit**:

Afin de mettre en œuvre le programme gouvernemental dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), le Ministère d'État en charge du Service des Médias et des Communications ainsi que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur ont élaboré en avril 2010 une stratégie nationale pour les réseaux à «ultra-haut» débit.

Cette stratégie prévoit notamment un plan d'action national de déploiement de la fibre optique pour la période 2011 à 2020. Ce plan d'action national fixe non seulement les objectifs en termes de taux de couverture de la population ainsi que de vitesse de débit, mais prévoit également un échéancier pour ces objectifs.

Ainsi, l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT), acteur national prépondérant dans le domaine des réseaux de communications électroniques, a été chargée par le Gouvernement de la mission publique pour développer le réseau national à fibre optique en architecture fiber-to-the-home (FTTH), selon le calendrier établi du plan d'action national.

En contrepartie, l'EPT, en complément des investissements déjà réalisés, s'est engagée à poursuivre ses investissements pour le déploiement de la fibre optique à hauteur de 130 millions d'euros jusqu'en 2015.

Or, il se trouve que depuis un an, l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) a suspendu le lancement de commercialisation d'offres très haut débit sur fibre optique de la part de l'EPT. La décision de l'ILR s'appuie notamment sur l'absence d'offre régulée à l'égard des opérateurs alternatifs pour leurs raccordements à la boucle locale de la fibre optique.

Depuis un an, l'EPT négocie pour pouvoir lancer la commercialisation de fibre optique à très haut débit. Toutefois, malgré les efforts et concessions de l'EPT ainsi que la justification de prix réalisée selon un modèle orienté coûts, qui n'a pas été contestée par l'ILR, les pourparlers engagés demeurent stériles entre l'ILR et l'EPT.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- L'ILR est-il victime de lobbying de la part d'opérateurs alternatifs ou de structures concurrentes pour le déploiement de la fibre optique à très haut débit?

- Si l'EPT devait accepter la contrainte de commercialiser l'accès à la boucle locale à des prix de vente hors de toute logique financière, serait-il envisageable qu'elle soit dès lors contrainte de ne raccorder que les zones à haute densité de population, délaissant ainsi la population de zone rurale?

- Considérant que la situation de blocage actuelle du dossier de l'EPT auprès de l'ILR engendre à court terme un frein au développement de l'économie nationale est potentiellement un facteur discriminatoire pour la population, est-il envisageable d'attendre une décision de la part de l'ILR sur ce dossier dans les deux mois?

**Réponse** (17.5.2011) de **M. François Biltgen**, Ministre des Communications et des Médias:

Il est correct que la stratégie nationale pour les réseaux à «ultra-haut» débit fixe des objectifs ambitieux en termes de couverture et de vitesse avec des échéances pour les différentes étapes.

En tant que propriétaire du principal réseau de communications électroniques, l'Entreprise des P&T est appelée à jouer un rôle primordial dans la réalisation de ces objectifs. On ne peut cependant pas dire que l'EPT ait été «chargée par le Gouvernement de la mission publique pour développer le réseau national à fibre optique en architecture fiber-to-the-home (FTTH)».

Il est vrai que sans l'engagement de l'EPT d'investir massivement dans le déploiement de son réseau à fibre optique, la réalisation de la stratégie nationale ne serait sans doute pas possible. Il n'en reste pas moins que la stratégie

s'appuie aussi sur la contribution d'autres opérateurs de réseaux, tels que les réseaux de câblodistribution, les réseaux sans fil des différents opérateurs mobiles, voire les fournisseurs de services par satellite. Surtout, la stratégie nationale mise sur la concurrence comme le meilleur moteur pour garantir un accès à des services diversifiés et innovants et insiste sur un accès ouvert et transparent aux réseaux, notamment en ce qui concerne l'accès à la boucle locale.

C'est à l'Institut Luxembourgeois de Régulation qu'incombe la mission de veiller à ce que la concurrence ne soit pas faussée quand un acteur est puissant sur le marché. L'Institut remplit ce rôle de façon indépendante des opérateurs et du Gouvernement.

L'article 2 de la loi modifiée du 30 mai 2005 qui règle l'organisation de l'ILR dispose que l'Institut exerce ses missions en toute indépendance. Par conséquent j'ai demandé à l'Institut de prendre position par rapport aux questions posées et je vous prie de trouver ci-après les réponses de l'ILR:

Quant au point n°1:

L'Institut Luxembourgeois de Régulation est un organisme indépendant aussi bien des acteurs du marché que des autorités nationales. Cette indépendance a même été renforcée par la loi du 26 juillet 2010 qui modifie la loi du 30 mai 2005 relative à l'organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation.

L'intervention de l'Institut n'a pas pour objet de garantir les intérêts individuels des opérateurs et des personnes surveillés, de leurs clients, ou de tiers, mais se fait exclusivement dans l'intérêt public.

L'Institut doit veiller à promouvoir la concurrence dans les différents secteurs qui sont sous sa responsabilité. Une situation concurrentielle saine est reflétée par une multitude d'offres de produits et de services, le libre choix du consommateur de son ou ses fournisseurs, une innovation régulière et soutenue, ainsi que des prix compétitifs.

L'Institut agit avant tout sur les offres de produits et services du marché de gros et n'a quasiment pas de compétences pour intervenir sur le marché de détail des communications électroniques.

En vue d'assurer une situation concurrentielle efficace, l'Institut ne peut en aucun cas donner son aval à des offres sur le marché de gros qui risquent par la suite d'être qualifiées comme abusives par les autorités de concurrence. Dans le cadre de ses activités, l'Institut mène des consultations régulières pour demander aux opérateurs du marché, ainsi qu'à tout tiers intéressé, de lui fournir une opinion au sujet des décisions régulatrices. Les commentaires reçus lors de telles consultations ne convergent que rarement, de façon que l'Institut est toujours mené d'apprécier en détail les vues et d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

À côté des consultations, l'Institut organise régulièrement des groupes de travail qui ont comme objectif de discuter entre les opérateurs alternatifs et l'opérateur historique des détails opérationnels dans le cadre des différentes offres.

Quant au point n°2:

Outre les consultations légalement requises, l'Institut tient à un échange régulier avec tous les opérateurs, soit en groupe, soit individuellement, afin de disposer d'une image aussi fidèle que possible de la situation du marché. Dans le cadre de ses missions, l'Institut intervient également dans les aspects de la tarification des produits et services offerts par les opérateurs puissants sur les marchés de gros. Tous les opérateurs gardent le libre choix de mener leur propre stratégie marketing en ce qui concerne leur prix de vente sur le marché de détail au consommateur final. Néanmoins, l'Institut étant en charge de veiller à l'établissement d'une concurrence effective, doit nécessairement éviter un effet de ciseaux ou de compression de marges en assurant que l'écart entre les prix au consommateur final et les prix de gros d'un opérateur puissant sur le marché soit suffisant pour permettre aux opérateurs alternatifs de pouvoir lancer et commercialiser des produits et services concurrents aux produits offerts par l'opérateur historique.

L'Institut ne dispose que de très peu d'informations au sujet de la planification du déploiement du réseau fibre optique de l'Entreprise des P&T et ne peut dès lors pas juger dans quelle mesure la couverture de l'ensemble du territoire national par cette seule entreprise pourra ou ne pourra pas être garantie. Pour l'équipement en infrastructures au-delà des zones très denses, il faut coordonner au mieux les efforts entre tous les acteurs, les opérateurs, les collectivités locales et les pouvoirs publics. Les collectivités locales ont un rôle majeur à



jouer surtout en tant que gestionnaire du domaine public.

De nouvelles pistes de réflexion sur des modèles de financements et de co-investissements entre acteurs peuvent être une piste à suivre. Un tel modèle a été mis en place en Suisse avec un certain succès. Les représentants de l'Institut ont à maintes reprises présenté cette idée aux responsables de l'EPT, malheureusement aucune suite visible n'a été donnée par les dirigeants de l'entreprise à ce jour.

Quant au point n°3:

En ce qui concerne le frein au développement de l'économie nationale, l'Institut ne dispose d'aucune information d'une quelconque entreprise qui aurait utilisé cet argument pour refuser de s'établir au Luxembourg. Par contre, les milieux économiques et industriels signalent régulièrement à l'Institut que les entreprises ont besoin de la diversité des fournisseurs. Un seul fournisseur sans choix d'alternatives est plutôt un élément qui joue en défaveur de l'économie du Luxembourg, d'autant plus que la politique tarifaire n'encourage pas la diversification et l'innovation de services.

Au sujet de la décision permettant de débloquent la situation actuelle, l'Institut ne pourra donner son accord que si les conditions proposées par l'EPT sont telles qu'une concurrence saine et durable peut s'établir. À cette date, aussi bien les éléments opérationnels que les éléments tarifaires restent ouverts et n'ont pas encore pu trouver une conclusion qui permet une concurrence saine dans ce marché. Dès lors, il est impossible à l'Institut de s'exprimer sur une date à laquelle il pourra lever les interdictions prononcées en 2010.

**Question 1375** (11.4.2011) de **MM. André Bauler et Fernand Etgen (DP)** concernant la **Maison de la Pêche:**

La Maison de la Pêche du Luxembourg belge, installée à Habay-la-Neuve, constitue un lieu d'initiation à la pêche et à l'écologie des milieux aquatiques. Elle héberge un centre de documentation, un centre de rencontre au service des acteurs halieutiques ainsi qu'un petit laboratoire pour l'étude de la qualité et de l'amélioration de l'eau. De plus elle soutient la promotion du bois wallon et la promotion des produits régionaux. La Maison de la Pêche du Luxembourg belge organise également des activités à caractère pédagogique en traitant des sujets tels le cycle de l'eau, les poissons des rivières de notre région, les indices biotiques ou encore les activités de pêche à proprement parler (initiations de découverte et de perfectionnement, stages - à partir de l'âge de huit ans). Elle informe aussi sur les règlements en vigueur et gère une bibliothèque spécialisée.

La Maison de la Pêche est soutenue par le Ministre wallon de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme en partenariat avec la région wallonne et la commission piscicole de la Province de Luxembourg. Ses activités s'inspirent pleinement des principes de la directive-cadre européenne sur l'eau (octobre 2000) qui poursuit entre autres la promotion d'une utilisation durable de l'eau.

Voilà pourquoi nous nous empressons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres seraient-ils disposés à cofinancer un projet pareil au Grand-Duché afin de sensibiliser notamment les jeunes aux activités de pêche tout en les initiant, par des formations adéquates, à un comportement durable en la matière?

- Messieurs les Ministres auraient-ils le cas échéant pris l'initiative de lancer un tel projet en promouvant le cas échéant la création d'une Maison de la Pêche au Grand-Duché de Luxembourg?

**Réponse** (31.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:**

La question parlementaire des honorables Députés André Bauler et Fernand Etgen a pour objet l'information et la formation à la pêche et à l'écologie des milieux aquatiques.

Les honorables Députés André Bauler et Fernand Etgen se réfèrent dans leur question à la «Maison de la Pêche à Habay-la-Neuve».

Selon l'article 7 de la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures, modifiée par la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les montants de la taxe piscicole sont versés sur un fonds spécial qui peut, entre autres, servir à la sensibilisation, à la formation et à l'information des pêcheurs

et du public en matière de pêche et de protection du milieu aquatique.

Un cofinancement partiel d'un centre d'information et de formation sur la pêche et le milieu aquatique serait ainsi envisageable sur base de la législation existante. Selon l'article modifié 8 «l'obtention du permis de pêche peut être subordonnée à l'accomplissement d'une formation dont les modalités sont fixées par règlement grand-ducal». Concernant cette éventuelle formation des pêcheurs pour l'obtention future du permis de pêche, un manuscrit reproduisant les différents thèmes tels que pêche, production des cours d'eau, législation, écologie et protection du milieu aquatique a récemment été réalisé par l'Administration de la Gestion de l'Eau, service pêche.

Cependant, jusqu'à ce jour les locaux et le(s) gestionnaire(s) requis pour le fonctionnement d'une telle structure de sensibilisation et de formation pour pêcheurs et le grand public font toujours défaut dans leur grande partie. Mieux vaut parler entre l'État et la fédération luxembourgeoise des pêcheurs sportifs (FLPS) ont eu lieu ces dernières années à ce sujet.

Notons qu'à Oberbillig sur la Moselle frontalière, la Rhénanie-Palatinat a mis en place une Maison de la Pêche (Haus der Fischerei). Dans cette institution des informations sur la pêche, les poissons, l'écologie des cours d'eau ainsi que sur les menaces du milieu aquatique et sur l'aquaculture sont disponibles. Cette «Haus der Fischerei» avait été initiée et conçue au sein de la commission commune permanente de la pêche dans les eaux frontalières Moselle, Sûre et Our dont la Rhénanie-Palatinat, la Sarre et le Luxembourg sont les membres constituants. L'accès à cet établissement public est gratuit et en permanence.

Je suis favorable à l'idée d'aménager un centre de formation et d'information sur le territoire luxembourgeois, qu'il faudra intégrer soit dans une infrastructure déjà existante sur le territoire luxembourgeois dans le domaine de la protection de la nature soit de créer des synergies avec les institutions de la Grande Région précitées. Dans les semaines à venir, je lancerai une consultation avec les partenaires intéressés afin d'analyser les possibilités de la réalisation d'un tel centre.

**Question 1377** (12.4.2011) de **M. André Hoffmann (déi Lénk)** concernant la **réduction d'effectifs du personnel par la direction des CFL auprès de certaines gares:**

Selon mes informations, les postes des agents d'accueil des CFL de la gare de Belval-Université - récemment ouverte - seraient supprimés et les agents en question seraient réaffectés auprès d'autres gares du réseau des CFL. La nouvelle gare de Belval-Université, qui est en plein développement et dont le nombre d'usagers ne cesse de croître, se verrait ainsi privée d'agents d'accueil, qui ont un effet sécurisant pour les passagers.

Je prie donc Monsieur le Ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations et préciser le cas échéant l'argumentaire y relatif?

- D'autres gares seront-elles touchées par de telles mesures?

- Dans l'affirmative, lesquelles et pour quelles raisons?

Dans sa réponse aux questions parlementaires n°1248, n°1261 et n°1288 des honorables Députés Roger Negri, Emile Eicher, Ali Kaes et Marc Spautz concernant une éventuelle fermeture par les CFL d'un certain nombre de guichets à travers le pays (cf. *compte rendu n°10/2010-2011*), Monsieur le Ministre a expliqué que:

«Le département des Transports et la direction des CFL ont, suite à la présentation des mesures proposées par les CFL, retenu d'un commun accord que l'ensemble de ces initiatives soit, dans un premier temps, reporté à 2012.

Durant les mois à venir les CFL affineront leur concept général de la vente des billets, ainsi que la qualité des services afférents. (...)»

- La décision de retirer du personnel d'une gare n'est-elle pas en contradiction avec les déclarations susmentionnées?

- La décision de retirer du personnel de la gare de Belval-Université a-t-elle été prise en concertation avec les acteurs locaux (notamment la ville d'Esch-sur-Alzette) et les syndicats concernés?

**Réponse** (19.5.2011) de **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire n°1377 du 12 avril 2011, l'honorable Député André Hoffmann souhaite s'informer au sujet d'une éventuelle réduction d'effectifs du personnel par la direction des CFL auprès de certaines gares.

Les explications fournies en réponse aux questions parlementaires n°1248, n°1261 et n°1288 des honorables Députés Roger Negri, Emile Eicher, Ali Kaes et Marc Spautz sont toujours valables. En effet, la direction des CFL est en train d'élaborer un concept général de la vente des billets et de la qualité des services afférents en vue d'offrir un service optimal aux clients.

En ce qui concerne en l'occurrence le poste d'agent d'accueil à la gare de Belval-Université, l'on précise que celui-ci a déjà été mis en place bien avant la construction de la nouvelle gare pour des cas d'affluence particulière tels que concerts et événements à Belval. Comme la gare de Belval-Université est en plein développement et que le nombre de clients ne cesse de croître, les CFL examineront la situation particulière de cette gare dans le cadre de l'élaboration du concept général de la vente des billets. En attendant, l'occupation du poste d'accueil à la gare de Belval-Université restera inchangée.

D'ailleurs la gare de Belval-Université dispose d'un centre de vente et d'information occupé par du personnel des CFL ainsi que de la Centrale de Mobilité. Ce personnel ne fait pas l'objet des mesures visées par l'honorable Député.

**Question 1383** (14.4.2011) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant l'**évaluation des membres de l'armée par un médecin du travail:**

La loi du 19 décembre 2008 portant création de l'Administration des Services médicaux du secteur public détermine les attributions du médecin du travail et du médecin du contrôle médical. Il s'avère que les membres de l'armée ne sont pas évalués par ces médecins, alors qu'il serait opportun d'évaluer notamment les aptitudes médicales militaires du personnel militaire, d'établir des mesures préventives dans le cadre de la sécurité au travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-il prévu de faire évaluer les membres de l'armée par un médecin du travail et un médecin du contrôle médical?

- Dans la négative, pour quelles raisons?

**Réponse commune** (19.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, et de Mme Octavie Modert, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:**

La question parlementaire de l'honorable Député a trait à la médecine du travail respectivement à la médecine du contrôle médical auprès de l'armée luxembourgeoise.

Dans un premier temps, il y a lieu de relever que le législateur a fixé des modalités différentes suivant qu'il s'agit de soldats volontaires ou de militaires de carrière.

Pour ce qui est des soldats volontaires, il importe de constater que la loi du 19 décembre 2008 portant création de l'Administration des Services médicaux du secteur public n'est pas applicable à cette catégorie de personnel militaire. En effet, l'article 2 de la loi précitée délimite son champ d'application aux seuls fonctionnaires et employés publics. Or, les soldats volontaires ne sont ni fonctionnaires ni employés publics, mais disposent de leur propre statut qualifié de statut sui generis.

Dans le cas de l'espèce, l'article 29 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire est d'application.

L'article en question prévoit notamment que le Service de santé de l'armée assure le traitement médical des volontaires, qu'il peut avoir recours à des médecins spécialistes et, en cas d'urgence ou d'indisponibilité du médecin militaire, à un médecin civil. Il s'ensuit que le service médical de l'armée est compétent pour veiller à la santé des militaires volontaires.

Concernant le personnel militaire de carrière, il y a lieu de relever que la loi du 19 décembre 2008 portant création de l'Administration des Services médicaux du secteur public est applicable à ces derniers alors que la loi en question ne prévoit pas de dérogation pour les militaires de carrière.

Dans ce contexte, il m'importe de préciser qu'à l'heure actuelle des discussions sont en cours entre le département de la Défense et le département de la Fonction publique pour optimiser la coordination respectivement la coopération entre le Service médical de l'armée et l'Administration des Services médicaux du secteur

public en matière de suivi médical des membres de l'armée.

**Question 1385** (13.4.2011) de **M. Jean Colombera (ADR)** concernant l'**autorisation de mise sur le marché des médicaments:**

Deux députés médecins français qui ont enquêté sur l'affaire Mediator ont fortement critiqué l'afssaps (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) et la Haute Autorité de Santé qui veille à la qualité de l'information médicale. Ils déplorent qu'il soit beaucoup plus facile d'autoriser un médicament - car ceci nécessite seulement une probabilité statistique de bénéfice/risque positif - que de retirer un médicament du marché auquel cas il faut apporter une preuve absolue de sa toxicité.

Il se pose la compétence des commissions d'autorisation de mise sur le marché des médicaments dont les membres ne travaillent que sur la seule base des dossiers fournis par les producteurs de produits pharmaceutiques et qui sont exposés à des conflits d'intérêts suite au lobbying auquel ils peuvent être soumis.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Selon quels critères sont autorisés les médicaments ici au Luxembourg?

2. Quels sont les membres qui composent la commission d'autorisation de mise sur le marché ici au Luxembourg?

3. Quels sont les titres académiques des membres de cette commission?

**Réponse** (5.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:**

Tout médicament, doit, avant d'être commercialisé, obtenir une autorisation de mise sur le marché (AMM) qui est accordée:

- soit par la Commission européenne sur avis du Comité des spécialités pharmaceutiques qui est le comité scientifique pour les médicaments humains de l'Agence des Médicaments à Londres (EMA), l'organisation européenne compétente pour l'autorisation et la surveillance des médicaments,

- soit au niveau national par le soussigné sur base d'une reconnaissance mutuelle d'une AMM accordée par un autre État membre de l'Union européenne.

Tout médicament a son propre résumé de caractéristiques du produit (RCP) et sa notice qui est établie en conformité avec le RCP.

Le Luxembourg ne dispose pas d'une «agence» en charge des autorisations AMM et de la surveillance des médicaments.

Cette tâche incombe à la Division de la Pharmacie et des Médicaments de la direction de la Santé.

Tous les médicaments commercialisés sur notre territoire sont importés et ce principalement à partir de nos pays limitrophes alors que l'industrie pharmaceutique ne dispose pas d'unité de production au Luxembourg.

Les directives et règlements européens imposent aux instances luxembourgeoises des procédures qui se résument comme suit:

Les autorisations accordées par le Ministre de la Santé se traduisent principalement par une transcription des autorisations délivrées suivant deux modèles:

- par une transcription des autorisations de mise sur le marché et, le cas échéant, des restrictions éventuelles délivrées par la Commission européenne. Ces autorisations de mise sur le marché sont valables dans toute l'Union européenne.

- par la reconnaissance des autorisations de mise sur le marché et, le cas échéant, des restrictions éventuelles délivrées par un pays membre de l'Union européenne (procédure de reconnaissance mutuelle).

Il s'ensuit que la direction de la Santé applique la même autorisation et les mêmes restrictions que celles valables dans le pays de provenance du médicament commercialisé au Luxembourg.

Par ailleurs, deux fonctionnaires, un de la Division de la Pharmacie et des Médicaments et un du Laboratoire National de Santé (LNS) parti-



cipent une fois par mois aux réunions du Comité des spécialités pharmaceutiques au niveau de l'Agence européenne de médicaments.

La composition et le fonctionnement de la commission d'experts chargée de donner son avis sur les demandes d'autorisation de mise sur le marché des spécialités pharmaceutiques et des médicaments préfabriqués sont fixés par le règlement grand-ducal modifié du 12 décembre 2002.

Cette commission est composée de:

- quatre délégués du Ministre ayant dans ses attributions la santé, dont deux médecins et deux pharmaciens;

- deux représentants du corps médical;

- deux représentants du corps pharmaceutique, dont l'un représente le secteur hospitalier et l'autre le secteur extrahospitalier;

- deux représentants du Contrôle médical de la sécurité sociale;

- deux représentants de l'Union des caisses de maladie (devenue la CNS);

- deux membres du Comité des spécialités pharmaceutiques.

Pour chaque membre effectif, à l'exception des membres du Comité des spécialités pharmaceutiques, il y a un membre suppléant.

Ces membres sont soit médecin, soit pharmacien.

## Question 1387 (18.4.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant l'Aéroport de Luxembourg:

In einem kürzlich in einer nationalen Tageszeitung erschienenen Beitrag wird von einem „Sturzflug“ in den Passagierzahlen des Flughafens Frankfurt-Hahn berichtet. Grund wäre insbesondere die in Deutschland eingeführte Luftverkehrssteuer.

Fast zur gleichen Zeit schaltet lux-Airport eine Werbung ein, die auf nationalen Rundfunksendern zu hören war und in der die Vorzüge des nationalen Flughafens hervorgehoben werden.

Ende März 2011 war im Stern ein Beitrag über „Airports des Jahres 2011 - Die besten Flughäfen der Welt“ zu lesen. Das international anerkannte Ranking wird vom Meinungsforschungsinstitut Skytrax erstellt. Skytrax ist eine englische Consulting-Firma, die seit 1990 weltweit Befragungen zur Qualität unter anderem internationaler Fluggesellschaften und Flughäfen durchführt.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen an den Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen stellen:

1) Ist die vorher erwähnte Werbung für den Flughafen Luxemburg rein zufällig in die Wege geschaltet worden, unabhängig vom Verkehrsergebnis des Flughafens Frankfurt-Hahn, oder ist die Werbung Teil einer gezielten Strategie, von höheren Flugpreisen abgeschreckte Passagiere des Flughafens Frankfurt-Hahn nach Luxemburg abzuwerben?

2) Was gedenkt die Regierung zusammen mit der Verwaltung des Flughafens zu unternehmen, um die Attraktivität unseres nationalen Airports zu steigern?

3) Denkt der Minister nicht auch, dass neben Komfort, moderner Ausstattung, kurzen Warteschlangen insbesondere die Flugpreise ein wichtiges Argument für oder gegen unseren Flughafen darstellen können?

4) Kann der Minister mitteilen, auf welchen Platzierungen unser nationaler Airport in der Auflistung der Rankingstudie „Airports des Jahres 2011 - Die besten Flughäfen der Welt“ zu finden ist?

5) Denkt die Regierung ebenfalls im Rahmen einer ökologisch ausgerichteten Verkehrspolitik über die Einführung einer Luftverkehrssteuer hierzulande nach, gemäß dem Vorbild der bereits unter anderem von Deutschland und England umgesetzten Praxis?

## Réponse (17.5.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Der ehrenwerte Abgeordnete erkundigt sich bezüglich der Positionierung des Flughafens Luxemburg im Hinblick auf die Einführung der Luftverkehrsabgabe in Deutschland seit Beginn des Jahres 2011.

Die Betreibergesellschaft des Flughafens versucht durch ein andauerndes Marketing die Attraktivität des Flughafens sowohl in den Medien als auch bei den Fluglinien zu steigern. Dies geschieht durch verschiedene Initiativen, z. B. Marketingkampagnen in der Presse, die Erstellung von Informationsmaterial über den Flughafen, die Beteiligung an Touristikmessen im In- und Ausland etc., und die Regierung unterstützt diese Maßnahmen innerhalb ihrer Möglichkeiten.

Sowohl die Betreibergesellschaft des Flughafens als auch die Luxemburger Regierung sind an der Umsetzung eines langfristigen und klarlinigen Marketingkonzepts interessiert, welches die qualitativen Vorteile des Flughafens Luxemburg hervorhebt, so dass die Einführung zum 1. Januar 2011 der Flugverkehrssteuer in Deutschland kein Grund für eine Marketingkampagne ist und war. Dies ist umso mehr der Fall, als die Abgabe in Deutschland bis Anfang 2012 befristet sein soll, weil die Luftfahrtbranche dann in den europäischen Handel mit CO<sub>2</sub>-Emissionsrechten einbezogen wird.

Dass die Werbung für den Flughafen Luxemburg, wie in der parlamentarischen Anfrage bemerkt, fast zeitgleich mit einem Beitrag einer nationalen Tageszeitung betreffend einen „Sturzflug“ der Passagierzahlen des Flughafens Frankfurt-Hahn geschaltet wurde, ist demnach Zufall und nicht Teil einer gezielten Strategie, die von höheren Flugpreisen in Frankfurt-Hahn abgeschreckten Passagiere nach Luxemburg abzuwerben.

Die Betreibergesellschaft schaltet jährlich mehrere Werbekampagnen, um für die Attraktivität des Flughafens in Luxemburg und in der Großregion zu werben. Diese Kampagnen werden in der geschriebenen Presse, im Radio, im nationalen Fernsehen und auf verschiedenen Internetseiten nationaler Radiosender geschaltet. Hinzu kommen Werbeplakate in Luxemburg und der Großregion sowie ein Webauftritt, welcher zurzeit überarbeitet und aktualisiert wird, um auch hier das Serviceangebot für Passagiere und Besucher des Flughafens Luxemburg zu erweitern.

Natürlich ist das Preisniveau der Flugtickets ein wichtiger Aspekt der Attraktivität eines Flughafens. Wie der geehrte Abgeordnete es erörtert, ist es ein Element unter anderen wichtigen Elementen, wie z. B. dem Komfort des Terminals und seiner anhängigen Infrastrukturen (z. B. des Parkhauses), der Qualität und Zuverlässigkeit des Service sowie der Schnelligkeit und Zugänglichkeit vom Check-in durch die Sicherheitskontrolle bis an Bord des Flugzeuges. Die diesbezüglich vom Flughafen angestrebte Politik hinsichtlich der Qualität der Infrastrukturen sowie des Servicestandards wurde dem ehrenwerten Abgeordneten in der Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.0949 erläutert (cf. *compte rendu n°4/2010-2011*). Ziel ist, ein Preis-Leistungs-Verhältnis anzubieten, welches den Ansprüchen der Kunden entspricht.

Für die Betreibergesellschaft steht die konstante Weiterentwicklung in Sachen Sicherheit und Qualität im Vordergrund, um den Passagieren die Effizienz und den Komfort eines der leistungsfähigsten Flughäfen Europas zu bieten. Die Flugpreise werden von den Fluggesellschaften festgelegt. Das Preisniveau bei den um die 15 in Luxemburg operierenden Fluggesellschaften ist unterdessen vergleichbar mit dem anderer europäischer Flughäfen, welche ein ähnliches Preis-Leistungs-Verhältnis bieten. Alle in Luxemburg tätigen Fluggesellschaften haben ihr Angebot in den letzten Jahren den Marktbedingungen angepasst, so dass Flugtickets ab Luxemburg vielmals zu günstigen Preisen angeboten werden.

Die Ranking-Liste „World's Best Airport Award“ wurde vom britischen Bewertungsportal Skytrax durchgeführt. Auf der Seite des Bewertungsportals Skytrax ist eine Liste mit sämtlichen existierenden Flughäfen zu finden, auf welcher auch der Flughafen Luxemburg steht und bewertet werden kann. Um von dieser privaten Gesellschaft bewertet zu werden, muss man eine Qualitätsprüfung („Airport Quality Audit“ oder „Quality Certification“) in Auftrag geben.

Die Luxemburger Regierung sieht keinen Grund zur Einführung einer Abgabe, welche sich zusätzlich zur Integration des Flugverkehrs in den Emissionshandel am Flughafen Luxemburg anwenden sollte. Ab 1. Januar 2012 werden nämlich alle Flüge innerhalb der EU sowie dort landen, emissionshandelspflichtig, womit die Fluggesellschaften durch höhere Kosten dazu aufgefordert sind, Strategien zu entwickeln, um ihren Treibstoffverbrauch und die damit verbundenen Emissionen im Sinne einer ökologisch ausgerichteten Verkehrspolitik zu reduzieren.

## Question 1390 (19.4.2011) de M. André Bauler (DP) concernant la Semaine de la presse:

Je viens d'apprendre, par le biais d'une annonce publiée dans un quotidien, que le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a lancé, en coopération avec le Conseil de Presse, une Semaine de la Presse du 2 au 6 mai 2011 sous le thème «La valeur de l'info». Dans cette annonce les enseignants sont invités à participer à ladite activité et à s'y inscrire.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des explications sur le déroulement pratique de cette semaine?

- Selon quel concept pédagogique et didactique le MENFP et le Conseil de Presse entendent-ils mettre en œuvre les différentes activités organisées dans le cadre de la Semaine de la Presse? Dans quelle mesure la Semaine de la Presse se distingue-t-elle de l'ancienne formule intitulée «Presse à l'école»?

- Quelles sont les classes de l'ES et de l'EST qui sont visées par cette manifestation?

- Le Ministère a-t-il organisé des formations continues dans ce contexte à l'intention des enseignants? Dans l'affirmative, quels ont été les formateurs et quelle a été leur qualification respective?

- Les productions réalisées par les élèves seront-elles publiées dans la presse quotidienne? Seront-elles, le cas échéant, récompensées par des prix d'encouragement?

- Quels sont les organes de presse qui ont accepté de soutenir l'activité en question?

- Madame la Ministre se proposera-t-elle de faire évaluer cette activité afin d'en estimer les retombées concrètes pour les élèves y ayant participé?

## Réponse (18.5.2011) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Tout comme la première édition en 2010, la Semaine de la Presse 2011 est organisée par le Conseil de Presse avec le soutien de mon département; elle se déroule pendant la deuxième semaine qui suit les vacances scolaires de Pâques. Elle est placée sous le même thème que celui choisi pour la Semaine de la Presse en France. Pendant la semaine en question, les classes participantes consacrent une leçon par jour à un sujet spécifique lié au thème général. Pour chacun de ces cours, le Conseil de Presse met des fiches pédagogiques à la disposition des enseignants et se propose de répondre aux questions éventuelles en la matière.

À la demande des enseignants, des journalistes peuvent intervenir dans les lycées. Tout au long de la Semaine de la Presse, les journaux qui participent à l'action publient des reportages spécifiques qui ont trait aux différents volets du programme, tandis que les éditeurs fournissent des exemplaires de journaux gratuits aux classes.

- La Semaine de la Presse existe dans la plupart des pays européens depuis une vingtaine d'années. Il s'agit d'une action pédagogique qui aide les élèves à comprendre le fonctionnement des médias imprimés et à découvrir, pendant plusieurs jours, différentes facettes du journalisme et de l'information. Outre l'acquisition de connaissances sur la presse, l'exploration des thèmes variés sensibilise les jeunes aux questions de la société moderne et les aide à développer des compétences transversales, comme l'analyse de l'information, le jugement critique, etc. L'initiative rejoint ainsi les objectifs de l'éducation aux médias, pour laquelle le Ministère est en cours d'élaborer un concept global.

La Semaine de la Presse vise également, de manière plus générale, à amener les jeunes à s'intéresser à la presse écrite et à la lecture. Les chiffres sont, hélas, éloquentes: plus de 50% des élèves de 15 ans affirment ne pas lire pour leur plaisir (source: étude PISA 2009).

Par ailleurs, l'action facilite le contact entre la presse et l'école. Les échanges entre journalistes, enseignants et élèves sont enrichissants pour tous les acteurs.

Lancée en 2010 à l'initiative du Conseil de Presse, la Semaine de la Presse se fonde sur un concept pédagogique qui, depuis des années, rencontre un vif succès dans de nombreux pays. Vu l'intérêt pédagogique, mon département s'est entièrement rallié aux objectifs de l'action et en soutient l'organisation.

Un support pédagogique de qualité est spécialement mis à la disposition des enseignants qui

participent à l'action. Les fiches didactiques utilisées se fondent sur des matériels élaborés par le Centre d'éducation aux médias du Ministère de l'Éducation français; elles ont été enrichies et adaptées aux spécificités et aux besoins du contexte luxembourgeois par le Conseil de Presse. Traitant de thèmes variés liés à la presse, ces fiches guident l'enseignant dans l'organisation de son cours: elles en définissent l'objectif, proposent le déroulement et les contenus à traiter, les questions à explorer, etc. Elles donnent également des pistes pour un approfondissement éventuel du sujet en dehors de la Semaine de la Presse proprement dite.

La Semaine de la Presse reprend les principaux objectifs de l'ancienne action Presse à l'école: informer les élèves sur le fonctionnement des médias et favoriser le contact entre l'école et la presse. L'action Presse à l'école reposait notamment sur l'intervention de journalistes en classe, la visite de rédactions, etc. Pour préparer et accompagner ce travail, un dossier pédagogique en langue française, avec des fiches destinées aux élèves et aux enseignants, fut élaboré par des enseignants, sous la coordination du Ministère et du Conseil de Presse, et mis à la disposition de tous les enseignants intéressés en 2009. En 2010, l'action Presse à l'école a été remplacée par la Semaine de la Presse.

- La Semaine de la presse s'adresse à toutes les classes de l'enseignement secondaire et secondaire technique. Étant donné le caractère transversal des compétences et des connaissances visées, les activités proposées ne sont pas limitées à une branche; elles peuvent être réalisées dans le cadre de toutes les branches et de tous les cours.

- Le Ministère n'a pas organisé de formations spécifiques dans le cadre de la Semaine de la presse. L'offre de l'Institut de formation continue comporte des formations d'éducation aux médias, toutefois prioritairement axées sur le traitement de l'information en ligne. Quant au thème de la presse proprement dite, le dossier pédagogique élaboré dans le cadre de l'ancienne action Presse à l'école (voir plus haut) est à la disposition de tous les enseignants intéressés.

- Les journaux participant à la Semaine de la Presse assurent une large couverture de l'action dans leurs éditions respectives. Les élèves sont encouragés à leur faire part de leurs contributions.

Aucune prime n'est prévue. Les jeunes y participent pour le plaisir de voir leur article publié et donc leurs efforts récompensés.

- Le Conseil de Presse étant un organe paritaire d'éditeurs et de journalistes, tous les professionnels du secteur soutiennent cette initiative. La décision de proposer aux lycées une Semaine de la presse a été prise unanimement par les 40 membres réunis en plénière.

En ce qui concerne les organes de presse impliqués directement dans l'action, il s'agit de tous les titres quotidiens et hebdomadaires représentés au Conseil de Presse et publiés dans une des langues d'enseignement du système scolaire luxembourgeois: Luxemburger Wort, Tageblatt, Journal, Zeitung vum Lëtzeburger Völlek, Le Quotidien, La Voix, Télécran, Revue, Le Jeudi, Lëtzeburger Land, Woxx.

Le soutien de ces titres consiste à fournir gratuitement des exemplaires de leurs publications à la demande des enseignants et de déléguer des journalistes en classe lorsque les enseignants le souhaitent.

## Question 1391 (19.4.2011) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'avenir des élèves se destinant aux études musicales:

Dans le cadre de la réforme de l'enseignement secondaire et secondaire technique, il est prévu de supprimer la section musicale et d'intégrer des leçons de musique dans l'horaire des deux filières restantes. Or, afin d'avoir une chance réelle de poursuivre à l'étranger des études universitaires ou supérieures dans le domaine de la musique, ces élèves doivent faire preuve d'un certain niveau d'études. Ce dernier risque de ne plus être garanti par la réforme susmentionnée. Par conséquent, les élèves en question sont en général obligés de suivre, parallèlement à leurs études scolaires, des cours de musique dans un conservatoire ou une école de musique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Madame la Ministre peut-elle m'indiquer les raisons pour lesquelles les élèves désirant se destiner à une carrière professionnelle dans le domaine de la musique ne sont pas encouragés de manière spécifique par notre système scolaire?



- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'à l'instar du lycée sport-étude il serait opportun de créer un établissement scolaire destiné aux études des branches dites expressives?

**Réponse** (13.5.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le programme gouvernemental de la période de législature 2009-2014 prévoit de réorganiser les classes supérieures de l'enseignement post-primaire avec une double ambition: préparer les jeunes aux études supérieures et à la vie professionnelle et leur transmettre une large culture générale.

L'objectif de la réforme est de maintenir et de développer les atouts du système actuel tout en remédiant à ses faiblesses. Les consultations qui ont été menées auprès de tous les acteurs scolaires en amont de la rédaction du document d'orientation pour une réforme des classes supérieures ont d'ailleurs mis en lumière un large consensus quant à l'identification des atouts et défis du système actuel. Ainsi, il s'agira d'implémenter un système plus flexible qui implique une formation générale plus étendue en même temps qu'une spécialisation exigeante et un investissement personnel accru de la part de l'élève. Le projet de réforme actuel prévoit de réduire le nombre de sections à deux dominantes: l'une axée sur les sciences naturelles, l'autre sur les sciences humaines; c'est dans la dominante «sciences humaines» qu'on retrouvera les matières de spécialisation qui ont trait à l'éducation musicale.

Je souhaite que cet enseignement conserve un caractère général, qu'il ne soit pas excessivement spécialisé. Voilà pourquoi, l'élève particulièrement motivé suivra des cours de musique dans un conservatoire ou dans une école de musique, comme c'est actuellement le cas: pour pouvoir s'inscrire à la section musique (F), l'élève est obligé de présenter un certificat de réussite d'une école de musique publique luxembourgeoise ou un certificat équivalent; le niveau du certificat doit correspondre au moins à une première mention au solfège et à une deuxième mention dans un instrument au choix.

L'intérêt des élèves est suscité dans les écoles par les nombreuses activités scolaires et périscolaires: chorales, fanfares, groupes de danse etc. Ces activités sont souvent accompagnées de représentations publiques qui valorisent l'engagement des élèves.

Le règlement grand-ducal du 10 décembre 1998 concernant les aménagements à l'intention d'élèves engagés sur le plan sportif et musical prévoit que mon département peut prendre des mesures spéciales portant sur les programmes et l'organisation des études en faveur d'élèves de l'enseignement postprimaire engagés sur le plan sportif et musical dans un cadre de haut niveau international. Le nombre important d'élèves sportifs de haut niveau qui ont eu recours à ces dispositions a justifié le projet d'une structure spécifique. Vu que le nombre d'élèves engagés à ce niveau sur le plan musical est plus restreint et qu'il suffit le plus souvent de prévoir une mesure individuelle en concertation avec le conservatoire et le lycée, il n'est pas nécessaire de prévoir une structure spécifique.

**Question 1395** (20.4.2011) de **MM. Marc Angel** (LSAP), **Eugène Berger** (DP), **Camille Gira** (déi gréng) et **André Hoffmann** (déi Lénk) concernant les **affiches de la campagne «Net reliés? Stéi dozou!»**:

Il nous a été rapporté que des entreprises de bus ont pris la décision d'enlever de leurs bus l'affiche de la campagne «Net reliés? Stéi dozou!» de l'association sans but lucratif «Allianz vun Humanisten, Atheisten an Agnostiker Lëtzebuerg».

Sachant que la responsabilité pour le placement de telles publicités n'est cependant pas à la charge des entreprises de bus, mais revient à la Communauté des Transports sous la tutelle du Ministère du Développement durable et des Infrastructures qui a donné son approbation aux affiches en question, nous voudrions avoir les renseignements suivants:

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que le slogan «Net reliés? Stéi dozou!» véhicule des valeurs discriminatoires justifiant la suspension de la campagne en question?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que l'interruption de cette campagne soit contraire à la liberté d'opinion garantie par la Constitution luxembourgeoise?

- Qui a pris la décision d'écarter les affiches en question des bus? Est-ce qu'il s'agit d'une déci-

sion légitime respectant le contrat de délégation de service public pour le RGTR valable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009?

- Quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre afin de garantir la liberté d'opinion dans le secteur de la publicité?

**Réponse** (13.5.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Les honorables Députés s'enquière au sujet de la campagne «Net reliés? Stéi dozou!» affichée sur certains bus du réseau RGTR.

Préalablement, il échet de préciser que l'avis ou l'opinion personnel: du Ministre ne sont d'aucune pertinence en l'occurrence.

En effet, en vertu d'un contrat conclu en juillet 2006 entre l'État et l'établissement public Communauté des Transports (ci-après la «CdT»), la CdT est, en exclusivité, en charge de la gestion et de la commercialisation des espaces publicitaires dans les transports publics.

D'après ce même contrat, il appartient à la CdT de veiller à ce que les espaces publicitaires soient utilisés en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur dont notamment la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques et avec le Code de déontologie et d'éthique de la Commission luxembourgeoise pour l'éthique en publicité. L'on estime que cette disposition est à suffisance garante de la liberté d'opinion garantie par la Constitution luxembourgeoise.

La CdT a clairement fait savoir que la campagne dont s'agit était conforme aux dispositions précitées et qu'il n'y avait aucune raison d'interrompre cette campagne. Je soutiens la CdT dans sa façon d'agir.

**Question 1397** (20.4.2011) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **programme «Work & Travel»**:

Le programme «Work & Travel» permet à des jeunes entre 18 et 28 ans de voyager dans des pays tiers (autres que les États membres de l'Union européenne) et d'y faire des expériences professionnelles, soit contre rémunération, soit à titre gratuit. Selon mes informations, il semble que le Luxembourg n'a pas conclu de contrats bilatéraux avec des pays tiers ce qui, contrairement à d'autres États européens, empêche alors les jeunes de profiter dudit programme «Work & Travel».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Est-ce que le Gouvernement connaît le programme «Work & Travel»?

- Est-ce que le Gouvernement peut confirmer que le Luxembourg n'a pas conclu d'accords bilatéraux avec des pays tiers (autres que les États membres de l'Union européenne) permettant aux jeunes de profiter de ce programme? En cas de réponse affirmative, quelles en sont les raisons et est-ce que le Gouvernement ne pense pas qu'il y aurait lieu d'entamer des négociations avec des pays tiers afin de conclure des contrats bilatéraux?

**Réponse commune** (18.5.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Nos Ministères ne disposent pas d'informations sur un programme «Work & Travel» permettant à des jeunes âgés entre 18 et 30 ans d'acquérir une expérience professionnelle dans un pays tiers. Aucun contrat bilatéral avec un autre pays n'a été conclu sur un programme portant cette dénomination. «Work & Travel» semble plutôt être une dénomination générique pour des types de séjours à l'étranger, européen ou non, qui permettent d'allier voyage et acquisition d'expérience professionnelle.

Néanmoins, le Gouvernement a conclu des accords bilatéraux de coopération culturelle notamment avec des pays tiers afin de permettre entre autres que les élèves luxembourgeois puissent y suivre des cours de langue, de civilisation, de littérature ou faire de la recherche

dans des établissements d'enseignement supérieure. Il s'agit en l'occurrence de pays comme la Chine, Israël, Maurice, la Fédération de Russie, l'Ukraine, le Vietnam etc.

Par ailleurs, le service volontaire de coopération, géré par le Service National de la Jeunesse, permet à des jeunes âgés entre 18 à 30 ans de s'engager dans un projet de coopération. Il constitue un outil de sensibilisation aux problèmes des pays en voie de développement, une opportunité d'apprentissage et d'acquisition d'expériences à l'étranger pour le volontaire.

**Question 1411** (27.4.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **réforme du Traité de Schengen**:

Lors du 29<sup>e</sup> sommet franco-italien, le Président du Conseil italien, Monsieur Silvio Berlusconi, et le Président français, Monsieur Nicolas Sarkozy, ont proposé de réformer le «Traité de Schengen», notamment en ce qui concerne les «clauses de sauvegarde» en relation avec les flux migratoires.

Le Grand-Duché étant, toutes proportions gardées, bien plus affecté que la France et l'Italie en matière de flux migratoires et de demandes de protection internationale, je souhaite poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, à Monsieur le Ministre de la Justice, et à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

- Quelle sera la réponse du Luxembourg face à la demande de réformer le «Traité de Schengen»?

**Réponse commune** (5.5.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*, de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question de l'honorable Député, il y a lieu de rappeler que le «code frontières» Schengen prévoit déjà en son article 23 des clauses de sauvegarde d'après lesquelles des contrôles aux frontières peuvent être temporairement réintroduits en cas de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure. La Commission européenne a annoncé qu'elle publiera le 4 mai 2011 une communication en vue de préciser les conditions dans lesquelles il sera possible de rétablir temporairement les contrôles aux frontières intérieures. Le Luxembourg étudiera cette communication et fixera sa position lorsque des propositions plus concrètes auront été présentées.

**Question 1478 urgente** (26.5.2011) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant la **sécurité sanitaire de certains produits alimentaires suite à une épidémie d'EHEC détectée en Allemagne**:

À l'heure actuelle, l'Allemagne se voit confrontée à une épidémie de bactéries pathogènes causant jusqu'à présent la mort de quatre personnes. Des chercheurs allemands ont à présent constaté que ces personnes sont décédées parce qu'elles avaient probablement consommé des légumes et notamment des concombres importés d'Espagne, contaminés aux bactéries EHEC.

Étant donné que le Luxembourg importe la plupart de ces fruits et légumes, j'aimerais poser en urgence les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, à Monsieur le Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur peut-il me préciser si des légumes espagnols susceptibles d'être contaminés aux bactéries EHEC ont été importés ces derniers jours ou bien si ces derniers se trouvent à l'heure actuelle dans les rayons de fruits et de légumes des épiceries et surfaces commerciales? Dans l'affirmative, ces produits seront-ils impérativement retirés du marché?

- Messieurs les Ministres de la Santé et de l'Agriculture peuvent-ils m'indiquer si dans le contexte de l'épidémie d'EHEC en Allemagne, le Gouvernement envisage éventuellement de prendre des mesures de précaution et de contrôle afin de garantir la sécurité sanitaire de nos produits alimentaires?

**Réponse** (6.6.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La Commission européenne dispose d'un système d'information en continu (le système RASFF - Rapid Alert System for Food and Feed) destiné à informer tous les États membres des informations liées à une contamination d'aliments ayant un risque pour la sécurité alimentaire.

Le Service de la sécurité alimentaire de la direction de la Santé reçoit les informations sur la contamination EHEC de ce système via l'Organisme pour la sécurité et la qualité de la chaîne alimentaire (OSQCA). Le Service de la sécurité alimentaire met ensuite en œuvre directement les actions nécessaires pour garantir la sécurité alimentaire du consommateur au Luxembourg.

Dans le cadre des investigations réalisées par les autorités allemandes des retraits ont été organisés à travers l'Europe pour des légumes contaminés avec des EHEC (concombres). Ces retraits ont été élargis à d'autres légumes espagnols par les distributeurs commerciaux par précaution.

Dans une deuxième phase, les investigations allemandes ont montré que les bactéries retrouvées sur les concombres espagnols qui ont été retirés n'étaient pas des EHEC O104. Or, EHEC O104 est le sérotype qui serait responsable de l'épidémie qui se produit actuellement en Allemagne.

Le Service de la sécurité alimentaire vérifie systématiquement toutes les informations provenant du réseau d'alerte rapide européen et informe les distributeurs luxembourgeois des producteurs et distributeurs suspectés afin de vérifier et de garantir qu'aucune denrée alimentaire suspecte puisse être mise sur le marché luxembourgeois. Des retraits et rappels préventifs sont effectués si nécessaire.

Des prélèvements aléatoires ont été réalisés sur le marché luxembourgeois sur les légumes qui sont apparus comme facteur de risque dans l'enquête épidémiologique réalisée par le Robert Koch Institut en Allemagne, à savoir: concombres, salades feuillues et tomates. Les résultats de ces analyses ont tous été négatifs.

Pour l'heure, les autorités allemandes, tout en suivant un certain nombre de pistes, ne connaissent toujours pas l'origine de la contamination et n'ont pas réussi à prouver par des analyses microbiologiques le lien entre les facteurs de risque établis par l'étude épidémiologique et des légumes bien particuliers sur le marché allemand même originaires d'Espagne.

Dans le contexte actuel, n'ayant aucune information de la part de l'Allemagne sur l'origine précise de la contamination à part les facteurs de risque identifiés dans l'étude épidémiologique (consommation de légumes crus, plus particulièrement concombres, salades feuillues et tomates) les mesures de précaution prises par les autorités luxembourgeoises concernent:

1. L'information du consommateur sur les bonnes pratiques d'hygiène à suivre pour éliminer les contaminations des produits crus et pour éviter la contamination lors de la préparation de denrées alimentaires. Ces mesures de précaution sont reprises dans les différents communiqués de la Santé sur le portail Santé. Les médias ont également largement diffusés ces informations.

2. Les retraits préventifs de tout aliment suspect du marché luxembourgeois.

D'autre part, conformément au règlement CE n°882/2004, les autorités compétentes du Luxembourg mettent en place des plans de contrôle pluriannuels pour vérifier la conformité du marché luxembourgeois en ce qui concerne le risque de sécurité alimentaire. Ces plans sont basés systématiquement sur l'évaluation des risques.

Dans ce cadre, des campagnes de contrôles bactériologiques sur des légumes ont déjà été effectuées en 2002 et 2010. Dans ces campagnes certains pathogènes ont été recherchés comme Salmonella spp. et Listeria monocytogenes. Escherichia coli a également été recherché lors de ces campagnes. Des risques sanitaires n'ont pas été mis en évidence lors de ces campagnes.

